

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

8e législature, 4e session

1895

Texte établi par Jean Boucher

Québec
Journal des Débats
1980

Table des matières

Table des matières.	III
Députés de l'Assemblée législative.	IV
Membres du Conseil exécutif.	VI
Table des séances.	VII
Débats.	1
Index	
Index des participants.	363
Index des sujets.	383

DÉPUTÉS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU QUÉBEC, 1895

DÉPUTÉ	ALLÉGEANCE POLITIQUE	CIRCONSCRIPTION
ALLARD, Victor	C	Berthier
AUGE, Olivier-Maurice	C	Montréal, division no 2
BAKER, Ignace Angus	C	Lévis
BEAUBIEN, Louis	C	Nicolet
BEAUCHAMP, Benjamin	C.I.	Deux-Montagnes
BEDARD, Joseph	C	Richmond
BERNATCHEZ, Nazaïre	L	Montmagny
BISSON, Elie-Hercule	L	Beauharnois
BOURBONNAIS, Avila-Gonzalve	L	Soulanges
CARBRAÏ, Félix	C	Québec-Ouest
CARON, Hector	L	Maskinongé
CARTIER, Antoine-Paul	C	Saint-Hyacinthe
CASGRAIN, Thomas Chase	C	Montmorency
CHATEAUVERT, Victor	C	Québec-Centre
CHICOYNE, Jérôme-Adolphe	C	Wolfe
CHOLETTE, Hilaire	C	Vaudreuil
COOKE, Joseph Peter	C	Drummond
DECHENE, François-Gilbert-Miville	L	L'Islet
DESCARRIES, Joseph-Adélard	C	Jacques-Cartier
DESJARDINS, Charles-Alfred	C	Kamouraska
DOYON, Cyrille	C	Laprairie
DUPLESSIS, Louis-Théodule-Nérée- Le-Noblet	C	Saint-Maurice
ENGLAND, Rufus Nelson	C	Brôme
FITZPATRICK, Charles	L	Québec-Comté
FLYNN, Edmund James	C	Gaspé
GILLIES, David	L	Pontiac
GIRARD, Alfred	L	Rouville
GIRARD, Joseph	C	Lac-Saint-Jean
GIROUARD, Joseph-Ena	L	Arthabaska
GLADU, Victor	L	Yamaska
GOSSELIN, François	L	Iberville
GREIG, William	C	Châteauguay
GRENIER, Pierre	C	Champlain
GUERIN, James John Edmund	L	Montréal, division no 6
HACKETT, Michael Felix	C	Stanstead
HALL, John Smythe	C	Montréal, division no 5
KING, James	C	Mégantic
LACOUTURE, Louis	C	Richelieu
LALIBERTÉ, Edouard-Hippolyte	L	Lotbinière
LEBLANC, Pierre-Evariste	C	Laval
LEMIEUX, François-Xavier	L	Bonaventure
LUSSIER, Louis-Albert-Alexandre- Edouard-Eustache	L	Verchères
MAGNAN, Octave	C	Montcalm
MARCHAND, Félix-Gabriel	L	Saint-Jean
MARION, Joseph	C	L'Assomption
MARTINEAU, François	C	Montréal, division no 1
MCCLARY, Charles	C	Compton
MCDONALD, Milton	C	Bagot
MORIN, Joseph	L	Charlevoix
MORRIS, Alexander Webb	C	Montréal, division no 4
NANTEL, Guillaume-Alphonse	C	Terrebonne
NORMAND, Télesphore-Eusèbe	C	Trois-Rivières
PANNETON, Louis-Edmond	C	Sherbrooke
PARENT, Simon-Napoléon	L	Saint-Sauveur
PARIZEAU, Damase	C	Montréal, division no 3
PELLETIER, Louis-Philippe	C	Dorchester

PETIT, Honoré	C	Chicoutimi et Saguenay
PINAULT, Louis-Félix	L	Matane
POIRIER, Joseph	C	Beauce
RIOUX, Napoléon	C	Témiscouata
STE-MARIE, Louis	C	Napierville
SAVARIA, Adolphe-François	C	Shefford
SHEHYN, Joseph	L	Québec-Est
SIMPSON, William John	C	Argenteuil
SPENCER, Elijah Edmund	C	Missisquoi
STEPHENS, George Washington	L	Huntingdon
TAILLON, Louis-Olivier	C	Chambly
TELLIER, Joseph-Mathias	C	Joliette
TESSIER, Auguste	L	Rimouski
TESSIER, Jules	L	Portneuf
TETREAU, Nérée	C	Ottawa
TURGEON, Adélard	L	Bellechasse
VILLENEUVE, Joseph-Octave	C	Hochelaga
Siège vacant	-	Iles-de-la-Madeleine

DÉPUTÉS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU QUÉBEC, 1895

CIRCONSCRIPTION	ALLÉGEANCE POLITIQUE	DÉPUTÉ
Argenteuil	C	SIMPSON, William John
Arthabaska	L	GIROUARD, Joseph-Ena
Bagot	C	MCDONALD, Milton
Beauce	C	POIRIER, Joseph
Beauharnois	L	BISSON, Elie-Hercule
Bellechasse	L	TURGEON, Adéland
Berthier	C	ALLARD, Victor
Bonaventure	L	LEMIEUX, François-Xavier
Brôme	C	ENGLAND, Rufus Nelson
Chambly	C	TAILLON, Louis-Olivier
Champlain	C	GRENIER, Pierre
Charlevoix	L	MORIN, Joseph
Châteauguay	C	GREIG, William
Chicoutimi et Saguenay	C	PETIT, Honoré
Compton	C	MCCLARY, Charles
Deux-Montagnes	C.I.	BEAUCHAMP, Benjamin
Dorchester	C	PELLETIER, Louis-Philippe
Drummond	C	COOKE, Joseph Peter
Gaspé	C	FLYNN, Edmund James
Hochelaga	C	VILLENEUVE, Joseph-Octave
Huntingdon	L	STEPHENS, George Washington
Iberville	L	GOSSELIN, François
Iles-de-la-Madeleine	-	Siège vacant
Jacques-Cartier	C	DESCARRIES, Joseph-Adéland
Joliette	C	TELLIER, Joseph-Mathias
Kamouraska	C	DESJARDINS, Charles-Alfred
Lac-Saint-Jean	C	GIRARD, Joseph
Laprairie	C	DOYON, Cyrille
L'Assomption	C	MARION, Joseph
Laval	C	LEBLANC, Pierre-Evariste
Lévis	C	BAKER, Ignace Angus
L'Islet	L	DECHENE, François-Gilbert-Miville
Lotbinière	L	LALIBERTÉ, Edouard-Hippolyte
Maskinongé	L	CARON, Hector
Matane	L	PINAULT, Louis-Félix
Mégantic	C	KING, James
Missisquoi	C	SPENCER, Elijah Emund
Montcalm	C	MAGNAN, Octave
Montmagny	L	BERNATCHEZ, Nazaire
Montmorency	C	CASGRAIN, Thomas Chase
Montréal, division no 1	C	MARTINEAU, François
Montréal, division no 2	C	AUGE, Olivier-Maurice
Montréal, division no 3	C	PARIZEAU, Damase
Montréal, division no 4	C	MORRIS, Alexander Webb
Montréal, division no 5	C	HALL, John Smythe
Montréal, division no 6	L	GUERIN, James John Edmund
Napierville	C	STE-MARIE, Louis
Nicolet	C	BEAUBIEN, Louis
Ottawa	C	TETREAU, Nérée
Pontiac	L	GILLIES, David
Portneuf	L	TESSIER, Jules
Québec-Centre	C	CHATEAUVERT, Victor
Québec-Est	L	SHEHYN, Joseph
Québec-Ouest	C	CARBRAY, Félix
Québec-Comté	L	FITZPATRICK, Charles
Richelieu	C	LACOUTURE, Louis
Richmond	C	BEDARD, Joseph
Rimouski	L	TESSIER, Auguste
Rouville	L	GIRARD, Alfred
Saint-Hyacinthe	C	CARTIER, Antoine-Paul
Saint-Jean	L	MARCHAND, Félix-Gabriel
Saint-Maurice	C	DUPLESSIS, Louis-Théodule-Nérée - Le-Noblet

Saint-Sauveur
 Shefford
 Sherbrooke
 Soulanges
 Stanstead
 Témiscouata
 Terrebonne
 Trois-Rivières
 Vaudreuil
 Verchères

Wolfe
 Yamaska

L
 C
 C
 L
 C
 C
 C
 C
 C
 L

 C
 L

PARENT, Simon-Napoléon
 SAVARIA, Adolphe-François
 PANNETON, Louis-Edmond
 BOURBONNAIS, Avila-Gonzalve
 HACKETT, Michael Felix
 RIOUX, Napoléon
 NANTEL, Guillaume-Alphonse
 NORMAND, Téléphore-Eusèbe
 CHOLETTE, Hilaire
 LUSSIER, Louis-Albert-Alexandre-
 Edouard-Eustache
 CHICOYNE, Jérôme-Adolphe
 GLADU, Victor

L'HONORABLE SIR JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU
Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

Membres du Conseil exécutif

L'honorable Louis-Olivier Taillon, premier ministre, trésorier

L'honorable Edmund James Flynn, commissaire des Terres de la couronne

L'honorable Louis Beaubien, commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation

L'honorable Thomas Chase Casgrain, procureur général

L'honorable Guillaume-Alphonse Nantel, commissaire des Travaux publics

L'honorable Louis-Philippe Pelletier, secrétaire et registraire

L'honorable Michael Felix Hackett, président du Conseil exécutif

L'honorable Alexander Webb Morris, sans portefeuille

L'honorable Thomas Chapais, sans portefeuille

Table des séances

Séance du 30 octobre 1895.....	1
Séance du 31 octobre 1895.....	5
Séance du 4 novembre 1895.....	12
Séance du 5 novembre 1895.....	17
Séance du 6 novembre 1895.....	18
Séance du 7 novembre 1895.....	28
Séance du 8 novembre 1895.....	56
Séance du 11 novembre 1895.....	63
Séance du 12 novembre 1895.....	69
Séance du 13 novembre 1895.....	79
Séance du 14 novembre 1895.....	84
Séance du 15 novembre 1895.....	88
Séance du 18 novembre 1895.....	93
Séance du 19 novembre 1895.....	96
Séance du 20 novembre 1895.....	108
Séance du 21 novembre 1895.....	117
Séance du 22 novembre 1895.....	121
Séance du 25 novembre 1895.....	124
Séance du 26 novembre 1895.....	129
Séance du 27 novembre 1895.....	170
Séance du 28 novembre 1895.....	191
Séance du 29 novembre 1895.....	211
Séance du 2 décembre 1895.....	216
Séance du 3 décembre 1895.....	223
Séance du 4 décembre 1895.....	235
Séance du 5 décembre 1895.....	239
Séance du 6 décembre 1895.....	242
Séance du 9 décembre 1895.....	245
Séance du 10 décembre 1895.....	248
Séance du 11 décembre 1895.....	255
Séance du 12 décembre 1895.....	275
Séance du 13 décembre 1895.....	291
Séance du 14 décembre 1895.....	303
Séance du 16 décembre 1895.....	305
Séance du 17 décembre 1895.....	312
Séance du 18 décembre 1895.....	317
Séance du 19 décembre 1895.....	329
Séance du 20 décembre 1895.....	342
Séance du 21 décembre 1895.....	356

Séance du 30 octobre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Le gentilhomme huissier à la verge noire apporte le message suivant:

M. l'Orateur,

Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

L'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif. Et étant de retour:

Brefs d'élection

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que, durant la vacance, il a reçu les notifications suivantes des vacances survenues dans la représentation des districts électoraux de Stanstead et de Montréal, division no 6, et qu'il a adressé ses mandats au greffier de la couronne en chancellerie lui enjoignant de préparer de nouveaux brefs d'élection pour lesdits districts électoraux, respectivement:

Québec, 28 février 1895.

A l'honorable Pierre-Evariste LeBlanc,
Orateur de l'Assemblée législative de Québec.

Monsieur,

Nous, soussignés, députés à l'Assemblée législative de la province de Québec, vous donnons avis que l'honorable Michael Felix Hackett, qui représente dans cette Chambre le comté de Stanstead, a accepté la charge de président du Conseil exécutif de cette province, à laquelle charge est attaché un traitement annuel venant de la province, et que, conséquemment, son siège dans ladite Chambre est devenu vacant. Nous vous donnons cet avis afin que vous adressiez votre mandat au greffier de la couronne en chancellerie, suivant que de droit.

L.-O. Taillon,
Député du comté de Chambly.

G.-A. Nantel,
Député du comté de Terrebonne.

A l'honorable Pierre-Evariste LeBlanc,
Orateur de l'Assemblée législative de Québec.

Monsieur,

Nous, soussignés, Louis-Olivier Taillon, député du comté de Chambly à l'Assemblée législative de Québec et Michael F. Hackett, député du comté de Stanstead à la même Chambre, vous donnons avis que la division électorale appelée "Montréal, division no 6" a cessé d'être représentée dans cette Chambre par le décès de Patrick Kennedy.

Nous vous donnons cet avis en vertu de l'article 106 des statuts refondus de la province de Québec afin que vous adressiez votre mandat au greffier de la couronne en chancellerie pour qu'il émette un bref pour l'élection d'un député à l'effet de remplir cette vacance.

Montréal, 19 septembre 1895.

L.-O. Taillon.

M. F. Hackett.

M. L'ORATEUR: Informe aussi la Chambre que le greffier a reçu du greffier de la couronne en chancellerie le certificat suivant:

Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie.

Québec, 10 avril 1895.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du premier jour de mars mil huit cent quatre-vingt-quinze, émis par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et adressé à Alfred Neville Thompson, officier-rapporteur pour le district électoral de Stanstead, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter ledit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de Michael Felix Hackett, démissionnaire, l'honorable Michael Felix Hackett a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport dudit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Eug. Rouillard,
Greffier de la couronne en chancellerie.

Au greffier de l'Assemblée législative
de la province de Québec.

Nouveaux députés

L'honorable Michael Felix Hackett, député du district électoral de Stanstead ayant préalablement prêté serment, conformément à la loi, et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

James John Edmund Guerin, écuyer, présente "l'indenture" de son élection pour le district électoral de Montréal, division no 6, et ayant préalablement prêté le serment requis par la loi, et signé le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

J.J.E. Guerin

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Présente la Chambre le nouveau député de Montréal no 6, M. James John Edmund Guerin.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Présente également le député de Montréal no 6.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le député de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), qu'en admettant James John Edmund Guerin, Pécuyer, élu pour représenter le district électoral appelé: "Montréal, division no 6" à prendre son siège, en produisant seulement son "indenture" en double, sans le rapport du greffier de la couronne en chancellerie, et le certificat de ce dernier officier, cette Chambre recommande de s'en tenir strictement à la pratique d'exiger la présentation du certificat ordinaire.

Adopté.

Introduction de bills:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 1) concernant la prestation des serments d'office.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Discours du trône

M. L'ORATEUR: Fait rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur d'adresser un discours aux deux Chambres de la Législature provinciale; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie, dont il donne lecture à la Chambre comme suit:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative.

C'est avec plaisir que je vous vois de nouveau réunis au siège du gouvernement pour accomplir les devoirs importants que vous imposent la constitution et l'intérêt public. Soyez les bienvenus.

Nous devons rendre grâce à la divine providence de l'abondante moisson dont elle a favorisé notre pays.

Puissent les produits de l'industrie agricole obtenir des prix rémunérateurs. Nous verrons alors la prospérité des agriculteurs se communiquer aux autres classes de la société, et nous ne souffrirons plus de la crise qui, bien qu'elle n'ait fait qu'effleurer notre pays, pendant qu'elle sévissait ailleurs, a cependant entravé le mouvement des affaires.

Mon gouvernement s'est attaché à diriger, autant que possible, l'industrie laitière, et, afin d'empêcher l'encombrement dans le marché du fromage, il a favorisé tout spécialement la fabrication du beurre et a accordé des primes pour le fonctionnement des beurrieres en hiver. Depuis trois ans que ces primes ont été accordées, la production du beurre fabriqué en hiver a plus que doublé.

Cette question d'équilibre dans la production étant en bonne voie, mon gouvernement a travaillé à rétablir en Angleterre la réputation de ce produit important de la province de Québec, réputation que des exportations faites dans de mauvaises circonstances avaient compromise. Les

résultats obtenus jusqu'à présent sont des plus satisfaisants: le beurre de la province est classé en Angleterre parmi les meilleurs produits similaires du monde entier. L'exportation de cet article, qui **périlait en 1894, a repris vigueur. L'été dernier, elle** a doublé celle de l'année précédente, et tout promet des développements encore plus considérables pour l'avenir.

Le chiffre total de la production de l'industrie laitière de la province de Québec, qui ne s'élevait pas à trois millions de dollars en 1890, a dépassé sept millions en 1894.

Si les dépôts faits dans les banques et les caisses d'épargne par les particuliers sont un critérium de la prospérité d'un pays, nous avons le droit d'en conclure, d'après les renseignements puisés aux sources officielles, que la province de Québec marche à la tête des provinces de la Confédération canadienne, sous ce rapport.

Pendant que toutes les branches de l'agriculture accomplissent des progrès qui attirent sur nous l'attention des provinces soeurs et des pays étrangers, **de nouvelles régions sont ouvertes à l'exploitation** agricole. Les terres fertiles de la Matapédia, du Lac-Saint-Jean, du Témiscamingue et du nord de Montréal sont prises par des colons courageux venus des anciennes paroisses et de quelques villes du Canada et des Etats-Unis. Ce mouvement de colonisation, que mon gouvernement a favorisé le plus possible, s'explique surtout par le succès de l'agriculture dans toute la province, et par l'attention et la sollicitude que les classes dirigeantes témoignent à cette industrie. Le peuple apprécie de mieux en mieux la noblesse et les avantages de la carrière agricole, et il y a lieu d'espérer que cette juste appréciation offrira un remède efficace à la dépopulation des campagnes et à l'émigration qui ont fait tant de mal à cette province.

L'état de nos finances permettra à mon gouvernement de vous proposer l'abolition des "licences de manufacture et de commerce et des taxes directes sur certaines personnes". Mais la situation financière ne pourra être réglée définitivement qu'après que les entreprises de chemins de fer, qui sont sur le métier, auront été complétées ou abandonnées, et après que la commission chargée d'arbitrer les comptes en dispute entre le gouvernement du Canada et les gouvernements de Québec et d'Ontario aura fini sa tâche.

D'après les lois que vous avez déjà votées, la construction des chemins de fer subventionnés par la province devra être terminée ou abandonnée dans un délai très restreint.

Quant à l'arbitrage, je vous exprimais l'espoir, l'an dernier, que je pourrais vous en annoncer la fin à l'ouverture de cette session. A mon grand regret, cette espérance a été déçue. Ce n'est pas que mon gouvernement ait négligé cette affaire importante, ce n'est pas non plus qu'il y ait eu mauvais vouloir de la part des autres parties intéressées; mais l'étude des matières en litige a présenté de plus grandes difficultés et nécessité plus de travail qu'on ne l'avait prévu. Il est à craindre qu'il ne s'écoule encore

plusieurs mois, avant que l'on arrive à la fin de cet arbitrage. Espérons que, pour éviter un si long retard, les trois gouvernements régleront, par un compromis, quelques-unes des réclamations les moins considérables.

L'intempérance continue ses ravages au sein de notre population. Il est du devoir du gouvernement de faire exécuter avec encore plus de vigueur et d'efficacité les lois relatives au débit des liqueurs enivrantes, et à vous, comme à tout bon citoyen, il incombe de faciliter cette tâche. On apprend bien vite à éluder les lois édictées pour protéger la société contre les dangers de ce commerce; c'est pourquoi, cette année encore, vous serez appelés à modifier ces lois.

La commission chargée de codifier les lois de la procédure civile a fini son travail. Vous pourrez, pendant cette session, étudier dans son entier le projet de code qu'elle a préparé. J'aime à croire que vous y trouverez les réformes que la magistrature, le Barreau et les justiciables attendent depuis longtemps.

Les lois adoptées par la Législature de cette province, il y a quelque vingt années, pour préserver la pureté électorale ont certainement produit d'heureux résultats dans les premières élections qui ont suivi leur mise en vigueur; mais l'ardeur des luttes de partis, la facilité avec laquelle on règle, au moyen de compromis, les contestations d'élections, certaines modifications adoptées par la Législature, et peut-être aussi une application moins rigoureuse de ces lois par les tribunaux, en ont déjà diminué l'efficacité. C'est pourquoi vous serez invités à étudier des amendements à la loi électorale et à la loi des élections contestées.

Vous aurez aussi à légiférer sur divers autres sujets d'une importance moindre.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes publics vous seront soumis, selon l'usage, et vous serez appelés à voter des crédits supplémentaires pour l'exercice en cours, ainsi que les crédits requis pour l'année budgétaire 1896-97.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je souhaite que vos délibérations soient dominées par le désir de rendre au peuple dont les intérêts vous sont confiés, tous les services qu'il a droit d'attendre de vous. Daigne le Dieu de lumière et de bonté vous éclairer et bénir vos travaux.

Prise en considération du discours du trône

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que le discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur aux deux chambres de la Législature provinciale soit pris en considération, demain.

Adopté.

Formation des comités permanents

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose que des comités permanents de cette

Chambre, pour la présente session, soient nommés pour les objets suivants, savoir:

1. Privilèges et élections; 2. Ordres permanents; 3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières; 4. Bills privés; 5. Législation et lois expirantes; 6. Comptes publics; 7. Agriculture, immigration et colonisation; 8. Différentes branches d'industries en cette province; lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre, à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

Adopté.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Remet à M. l'Orateur deux messages de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, revêtus de la signature de Son Honneur.

L'ORATEUR: Tous les membres de la Chambre étant découverts, les lit comme suit:

J.-A. Chapleau,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, concernant certaines nominations dans le service civil. (Document de la session no 9).

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 octobre 1895.

J.-A. Chapleau,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'imprimeur de la reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts. (Document de la session no 10).

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 octobre 1895.

Documents:

Rapport de l'élection de Stanstead

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre le rapport de l'élection de Stanstead.

Rapport du bibliothécaire

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre le rapport du bibliothécaire de la Législature de la

province de Québec, sur l'état de la bibliothèque du Parlement, lequel est lu comme suit:

A l'honorable Orateur et aux honorables membres de l'Assemblée législative.

Le bibliothécaire de la Législature a l'honneur de présenter le rapport suivant pour la vacance de 1895:

Depuis la dernière session le bibliothécaire a fait terminer l'impression du catalogue par cartes commencée en 1893. Ce catalogue comprend environ 12 000 cartes tirées à quatre exemplaires. Ces cartes ont été déposées dans un meuble spécial, et la consultation en est facile. D'un côté, il y a le catalogue par ordre alphabétique, et de l'autre, par ordre de matières. Les deux systèmes, ainsi combinés, remplacent avantageusement le catalogue imprimé, pour ceux qui peuvent fréquenter la bibliothèque. Mais le public en général bénéficierait davantage d'un catalogue imprimé.

La bibliothèque s'est enrichie d'une collection assez considérable d'ouvrages sur la jurisprudence et la législation de Belgique. Plusieurs députés ayant manifesté le désir de consulter des ouvrages de cette nature, le bibliothécaire s'est cru justifiable de se rendre à des vœux souvent formulés.

Le nombre de volumes de la bibliothèque est actuellement de 48 000. Depuis le commencement de la session de 1894 le bibliothécaire a acheté 1217 volumes et 631 brochures.

Respectueusement soumis.

N.-E. Dionne,
Bibliothécaire.

Dépôt de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Parizeau, la pétition de dame Henriette Lamothe, veuve de feu Raoul de Beaujeu, et de Maurice Lamothe, du district de Montréal.

Formation des comités permanents

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), qu'un comité spécial de onze membres soit nommé pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents spéciaux ordonnés par cette Chambre.

Adopté.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que l'honorable M. Casgrain, l'honorable M. Nantel, l'honorable M. Pelletier, M. Marchand, M. Hall, M. Marion, M. Fitzpatrick, M. Parizeau, M. Tessier (Portneuf), M. Stephens et M. Tellier composent ledit comité.

Adopté.

Comptes publics

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Quand les comptes publics seront-ils soumis à la Chambre?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Ils ne sont pas prêts et je ne sais quand ils le seront. C'est la faute à l'imprimeur.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Se plaint de ce que par suite de la négligence, probablement voulue, du gouvernement, l'Opposition va se trouver dépourvue de pièces essentielles pour la discussion des paragraphes du discours du trône relatifs à la position financière de la province.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Nous pourrions faire distribuer une feuille sur laquelle se trouve un résumé assez complet de la situation financière.

Changements ministériels

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Est-ce que le premier ministre est prêt à nous entretenir des changements ministériels survenus depuis la dernière session?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Non, demain seulement, et probablement au cours du débat sur l'adresse.

Patrick Murphy

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Annonce qu'il a reçu de l'honorable secrétaire des colonies, Jos. Chamberlain, une médaille de bronze accordée à M. Patrick Murphy de Québec, par le "Royal Humane Society of England", pour ses nombreux actes de bravoure en sauvant de la noyade plusieurs personnes. Il propose que l'Orateur soit invité à présenter cette médaille après l'ajournement.

Adopté.

La séance est levée.

Séance du 31 octobre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Dépôt de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Cartier, la pétition de Louis-Georges Lecomte, M.D., de Jewett City, Etat du Connecticut.

Par l'honorable M. Morris, la pétition de Sir Donald Smith et autres.

Par M. Panneton, la pétition de F.P. Buck et autres.

Par M. Villeneuve, la pétition de la corporation de la ville de Westmount.

Par M. Descarries, la pétition de la corporation du village de Senneville.

Par M. Parizeau, la pétition de J. Leduc et autres, de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Taillon, la pétition de Joseph Lacroix, agent de commerce, de la cité de Montréal.

Par M. Tellier, la pétition de E. McConville et autres, marchands et commerçants de la province de Québec.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Le débat sur l'adresse serait dépourvu d'intérêt en ayant lieu maintenant, car plusieurs députés sont désireux de voir cette Chambre s'ajourner de bonne heure.

Il soutient que la Chambre a été convoquée pour le 30 octobre dans le but de terminer les travaux de la session, si possible, avant les vacances de Noël. Il espère donc que les députés y assisteront aussi régulièrement qu'ils le pourront et vaqueront attentivement aux affaires publiques lorsque la Chambre siégera la semaine prochaine. Il lance le même appel à l'Opposition.

Changements ministériels

UNE VOIX: Interroge le premier ministre sur les changements ministériels.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit qu'il est prêt à donner les explications ministérielles demandées, mais elles sont longues et détaillées et comme tout le monde a exprimé le désir de partir ce soir à cause de la fête de demain, je les retarderai à lundi ou mardi au gré de l'Opposition. J'aurais pu me borner à dire que tel ministre étant parti, tel autre l'a remplacé, mais j'entre dans des détails parce que je veux démontrer qu'avant de choisir mes collègues de langue anglaise j'ai consulté des hommes influents dans le commerce, la finance enfin les noms les plus considérables de nos compatriotes anglais. Je désirerais donner les raisons de ce retard afin que nos compatriotes

anglais ne prennent point cela comme un manque de courtoisie à leur égard.

Documents:

Rapport du surintendant de l'Instruction publique

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre l'état financier du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, donnant un état des mandats reçus et des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1895. (Document de la session no 5)

Rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre le rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec, pour l'exercice du 1er juillet 1894 au 30 juin 1895. (Document de la session no 6)

Rapport des inspecteurs des prisons, asiles et bureaux publics

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre le vingt-cinquième rapport des inspecteurs des prisons, asiles et bureaux publics de la province de Québec, pour l'année 1894. (Document de la session no 12)

Rapports municipaux

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre les statistiques municipales ou rapports municipaux, pour l'année expirée le 31 décembre 1894. (Document de la session no 8).

Rapports des statistiques judiciaires

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre des extraits des rapports statistiques judiciaires, pour 1894, préparés en vertu des dispositions de l'article 2775 des statuts refondus de la province de Québec. (Document de la session no 11).

A. Laprise, conducteur de travaux

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 novembre 1893, pour une copie du rôle de paie d'Antoine Laprise, du canton Albanel, conducteur des travaux de colonisation sur la route dite "Route Albanel, rang 6", en juillet 1893. (Document de la session no 13).

L.-P. de Courval, arpenteur

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 décembre 1894, pour: 1. Copie de toutes instructions données à l'arpenteur L.-P. de Cour-

val par le département des Terres de la couronne, en septembre et octobre 1891, lui confiant la vérification du cadastre dans certains cantons et seigneuries:

2. Un état ou rapport des ouvrages faits par M. de Courval, indiquant le montant d'argent qui lui a été payé par le gouvernement, en rapport avec cette mission:

3. Copie des ordres révoquant les instructions données à M. de Courval, et les noms des arpenteurs à qui ont été confiés lesdits travaux dont l'ordre d'exécution a pu être révoqué:

4. Un état des montants d'argent ainsi payés auxdits arpenteurs. (Document de la session no 14).

G.-I. Barthe, magistrat

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 21 décembre 1894, demandant copie de toute correspondance, arrêtés en conseil et documents quelconques relatifs à la démission de G.-I. Barthe, écuyer, de la position qu'il occupait comme magistrat de district, pour les districts des Trois-Rivières et d'Arthabaska. (Document de la session no 15).

Location du lac Sainte-Anne

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 26 décembre 1894, pour copie de toute correspondance, plaintes, etc., se rapportant à la location du lac Sainte-Anne, dans le comté de L'Islet. (Document de la session no 16).

Paiement à P.-E. Hudon

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 décembre 1894, pour copie de toute correspondance, rapports, etc., se rapportant au paiement d'une somme de \$100.00 à P.-E. Hudon, d'Hébertville, tel qu'indiqué à la page 159 des comptes publics. (Document de la session no 17).

Gazette Printing Co

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 décembre 1894, pour copie des comptes détaillés en vertu desquels le gouvernement a payé à la "Gazette Printing Co." \$150.00 pour 100 copies extra des comptes publics en français, de 1892, et \$300.00 pour 300 copies en anglais des mêmes comptes publics, le tout tel que mentionné à la page 209 des comptes publics pour 1894. (Document de la session no 18)

J.-D. Lépine, shérif

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 décembre 1894, pour copie de tous comptes publics détaillés, avec pièces à l'appui, sur lesquels ont été payées les sommes suivantes men-

tionnées à la page 130 des comptes publics pour 1893:

A J.-D. Lépine, écuyer, shérif, Montmagny.
montant payé au grand connétable Gendreau pour services et déboursés in re Morin.
condamné à mort pour assassinat .. \$518.00
Do frais re Lépine rs Gendreau. 200.00
(Document de la session no 19)

Coupe du pin rouge

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 décembre 1894, pour copie de toute correspondance, requêtes, etc., se rapportant à la diminution des droits perçus par la couronne pour coupes de bois sur la coupe du pin rouge dans les parties concédées des terres publiques de cette province. (Document de la session no 20).

Syndics des chemins à barrières de la rive nord

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 3 janvier 1895, pour copie du rapport de M. Vincelette, touchant les chemins sous le contrôle des syndics des chemins à barrières pour la rive nord. (Document de la session no 21).

Homme de police Béland

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 3 janvier 1895, pour production de copies de jugements rendus par G.-I. Barthe, écuyer, magistrat du district des Trois-Rivières, et des procédés de la corporation des Trois-Rivières, au sujet de l'homme de police Béland, lesquels documents sont contenus dans les dossiers nos 11 000 et 11 031 des archives du département du procureur général. (Document de la session no 22).

Bureau de la paix du district de Trois-Rivières

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 3 janvier 1895, pour production d'un état en détail, des dépenses du bureau de la paix du district des Trois-Rivières, pour l'année finissant le 30 juin dernier. (Document de la session no 23).

Arpentages du lac Kakabouga

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 janvier 1895, pour copie de toutes instructions données par l'honorable Georges Duhamel, ex-commissaire des terres, à Henry O'Sullivan, arpenteur, au sujet des arpentages du territoire du lac Kakabouga. (Document de la session no 24).

Formation des comités permanents

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Fait rapport que le comité spécial nommé pour

préparer et rapporter les listes des députés devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre, a préparé des listes de députés en conséquence. Voici le rapport:

Ordres permanents: MM. Bourbonnais, Bisson, Cholette, Descarries, England, Girouard, Grenier, Laliberté, Marion, Panneton, Simpson et Spencer.

Bills privés: Les honorables MM. Casgrain, Hackett, Morris, et MM. Augé, Beauchamp, Cartier, Caron, Chicoyne, Cooke, Descarries, Dechène, Duplessis, Doyon, Fitzpatrick, Girouard, Gillies, Greig, Guerin, King, Parizeau, Lacouture, Lussier, Lemieux, Marion, Martineau, McDonald, Normand, Panneton, Parent, Pinault, Simpson, Stephens, Tellier, Tessier (Rimouski), Tessier (Portneuf), Turgeon et Villeneuve.

Comptes publics: Les honorables MM. Casgrain, Flynn, Hackett, Morris, Nantel, Pelletier, Shehyn, et MM. Beauchamp, Bourbonnais, Bernatchez, Carbray, Cartier, Châteaufort, Chicoyne, Dechène, Duplessis, Fitzpatrick, Girard (Rouville), Gladu, Grenier, Hall, Martineau, Parent, Pinault, Parizeau, Savaria, Spencer, Stephens. Tellier, Tessier (Portneuf) et Turgeon.

Privilèges et élections: Les honorables MM. Casgrain, Flynn, Pelletier, et MM. Dechène, Duplessis, Hall, Tellier, Tessier (Rimouski) et Turgeon.

Chemins de fer, canaux: Les honorables MM. Morris, Nantel et MM. Allard, Augé, Baker, Bédard, Bourbonnais, Carbray, Caron, Châteaufort, Chicoyne, Cooke, Desjardins, Doyon, England, Fitzpatrick, Girard (Lac-Saint-Jean), Girouard, Gladu, Gosselin, Grenier, Gillies, Guerin, King, Lacouture, Laliberté, Magnan, Martineau, McClary, Morin, Parizeau, Petit, Pinault, Poirier, Simpson, Stephens, Ste-Marie, Tétreau et Tessier (Rimouski).

Agriculture et immigration: L'honorable M. Beaubien et MM. Beauchamp, Baker, Bédard, Bernatchez, Bisson, Caron, Chicoyne, Cholette, Dechène, Desjardins, Doyon, Gosselin, Gillies, Girard (Lac-Saint-Jean), Gladu, Greig, Lacouture, Lussier, Magnan, McClary, McDonald, Marion, Morin, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Spencer, Stephens, Ste-Marie et Tétreau.

Législation et lois expirantes: Les honorables MM. Taillon, Casgrain, Flynn, Hackett, Pelletier et MM. Allard, Augé, Bisson, Cooke, Descarries, Fitzpatrick, Gladu, Hall, Lemieux, Marchand, Marion, Normand, Panneton, Parent, Stephens, Tellier, Tessier (Rimouski) et Turgeon.

Industries: Les honorables MM. Beaubien, Hackett, Morris, Shehyn, et MM. Baker, Bédard, Bernatchez, Bisson, Guerin, Carbray, Châteaufort, Desjardins, Gillies, Gosselin, King, Lussier, McClary, Normand, Parizeau, Savaria et Simpson.

Adopté.

Prise en considération du discours du trône

L'ordre du jour pour prendre en considération le discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, aux deux Chambres de la Législature provinciale, étant lu;

La Chambre procède, en conséquence, à prendre ce discours en considération.

Adresse en réponse au discours du trône

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean):

M. l'Orateur,

En me levant pour proposer l'adresse en réponse au discours du trône, je désire que cette honorable Chambre soit persuadée que, si j'ai accepté la lourde charge que l'on a cru devoir m'imposer, ce n'est pas que j'aie cru un moment que j'étais à la hauteur de la situation, mais simplement parce que j'ai compris qu'en me choisissant le gouvernement était désireux de témoigner sa sympathie à la classe des colons et des cultivateurs à laquelle j'appartiens et que j'ai l'honneur de représenter ici.

Connaissant les bonnes dispositions de mes honorables collègues pour cette classe de personnes et pour moi-même, j'ai cru devoir me rendre à cette bienveillante invitation du gouvernement, sûr d'obtenir à mesure, le pardon de mes fautes de langage et de style.

1e. Je crois être l'écho de l'opinion de cette Chambre en disant qu'elle est désireuse de s'unir au gouvernement pour remercier la Providence de la récolte abondante dont elle a favorisé la province de Québec et le pays en général pendant la dernière saison. Malgré les prix peu rémunérateurs offerts, l'abondance de produits permettra aux cultivateurs de sortir de la crise qui les a menacés sérieusement après avoir fait souffrir énormément d'autres endroits.

2e. Au sortir d'une tourmente politique qui avait ébranlé la province en 1892 à la suite de faits administratifs regrettables, la Législature actuelle se réunissait pour étudier les moyens de remédier à la position critique qui nous était faite. Le leader de la Chambre déclara alors que le gouvernement avait décidé de gouverner la province à l'avenir selon les principes du grand Parti conservateur: c'est-à-dire, en pratiquant une économie raisonnée qui ne paralyse pas le progrès et en promouvant les intérêts de l'agriculture et de la colonisation de la manière la plus énergique.

Déjà les cultivateurs de la province de Québec étaient entrés dans la voie du progrès; l'industrie laitière était poussée avec vigueur; la production du fromage augmentait d'année en année; celle du beurre, plus lente, s'élevait aussi graduellement; l'attention du cultivateur était surtout portée vers la plus grande production possible sans songer beaucoup aux moyens d'écoulement et sans prévoir d'encombrement.

Le gouvernement actuel, après avoir jeté un coup d'oeil sur l'état des affaires afin d'éviter un encombrement dans certaines branches de l'agriculture, surtout de l'industrie laitière s'occupa de suite d'encourager les cultivateurs à diviser leur production et les engagea à essayer de produire le beurre en hiver comme en été, afin d'assurer des revenus pendant toute l'année provenant de l'exploitation de leur sol. Des primes furent offertes dans ce but; les premiers essais ne furent pas très nombreux, mais le courant s'établit vite et l'état suivant prouve le progrès opéré:

Beurre d'hiver 1893, 151 251 livres valant \$31 537.18; 1894, 255 868 livres, valant \$60 094.31.

1895, 562 061 livres, valant \$118 013.54. N'est-ce pas en 3 années seulement, et, si l'on tient compte des prix décourageants de la dernière saison, un résultat satisfaisant. L'élan donné était considérable, mais nous étions rendus à cette époque où la crise prévue et annoncée, crise causée d'un côté par l'encombrement dans le marché du fromage et de l'autre côté par la mauvaise réputation faite à nos beurres sur le marché européen, réputation due aux mauvaises voies de communication et à une trop forte spéculation sur le stock de beurre et de fromage, ayant amené leur détention trop longue au dehors du marché et par conséquent leur détérioration. Les cultivateurs découragés menaçaient de désertir l'industrie et de chercher ailleurs les moyens de convertir leurs produits en argent; mais les révisions étaient faites. Deux délégués avaient été envoyés en Europe chargés d'étudier les causes de la crise probable et les moyens de l'éviter si possible. Sans avoir fait un bruit considérable de l'autre côté, sans avoir produit beaucoup d'éclat, mais au prix de menues dépenses, ils étaient revenus au pays chargés de renseignements propres à sauver la situation. Les causes du mal et les moyens de l'enrayer étaient connus; une entente eut lieu entre les gouvernements fédéral et local, des réfrigérants furent établis sur les steamers océaniques et sur les chemins de fer pour permettre l'expédition de nos produits à l'état frais; l'organisation de syndicats de beurreries et fromageries fut poussée avec une grande activité; l'école de Saint-Hyacinthe donna des cours très complets à améliorer la fabrication partout; les conférenciers, tant dans les conférences agricoles que dans les comices agricoles, firent connaître au public intéressé les exigences du marché et les besoins d'amélioration partout.

Des primes furent offertes aux producteurs de beurre qui expédieraient leurs produits toutes les semaines, par les nouvelles voies de transport, mais les apparences du marché étaient tellement mauvaises que les cultivateurs hésitaient à lancer leurs produits. Cependant on fit quelques essais dès le commencement de la saison dernière; le résultat fut bon. Notre beurre en arrivant en bon état fut goûté et apprécié et sa réputation est tellement refaite que les prix sont plus élevés que jamais, les demandes plus considérables que la production des réfrigérants déjà trop étroits, le marché perdu retrouvé, assurant à nos cultivateurs un débouché pour leurs produits valant des millions de piastres par année.

En consultant le rapport des délégués au Danemark, je constate que l'Angleterre consomme chaque année le beurre pour en chiffres ronds.....\$60 000 000
du bacon pour.....23 000 000
du jambon pour.....12 000 000

formant un total énorme de.....\$95 000 000

Or, il est connu que nous pouvons produire le bacon et le jambon en grande quantité dans la province de Québec et que l'industrie du beurre peut procurer cette production aux cultivateurs à

meilleur marché que l'industrie du fromage, en prenant les moyens d'assurer à la province le marché du beurre et d'en augmenter la production. Le gouvernement a donc ouvert un marché immense à nos produits agricoles; de plus, en empêchant l'encombrement du fromage qui a été si nuisible au marché, les bas prix de la dernière saison sont moins à redouter, double résultat également important, favorisant la classe agricole. En jetant un coup d'oeil sur le rapport précité, je remarque que les Etats-Unis vendaient en Angleterre, en 1893,

Etats-Unis, du beurre pour.....	\$ 600 000
Canada, du beurre pour.....	800 000
Etats-Unis, Bacon.....	25 000 000
Canada, Bacon.....	2 000 000
Etats-Unis, Jambon.....	10 000 000
Canada, Jambon.....	800 000

N'est-ce pas, M. l'Orateur, que si la république voisine (ce grand marché si vanté pour nos produits) trouve moyen de retirer des sommes si considérables pour le surplus de ses produits agricoles sur le marché anglais, il est de notre devoir d'essayer d'y placer les nôtres pour obtenir un résultat aussi satisfaisant.

Maintenant si l'on jette un coup d'oeil sur ce qui se passe dans les campagnes, nous y voyons un spectacle qui fait plaisir à tous les Canadiens qui s'occupent des intérêts de la classe agricole. En effet un réveil énergique s'est produit parmi les cultivateurs. Nous voyons des associations d'instruction se former en grand nombre dans nos paroisses; le Journal d'Agriculture répandre l'instruction agricole dans tous les coins de la province; les concours d'émulation se multiplier, les cultures sarclées en pratique chez presque tous les cultivateurs; les pâturages et les prairies s'améliorent grandement; les étables subir des perfectionnements considérables, produisant comme conséquence une récolte plus payante, un bétail mieux soigné donnant un plus fort rendement; les améliorations dans la préparation des produits donnant un meilleur prix et, finalement, un revenu en argent considérable.

Quelques chiffres, M. l'Orateur, à l'appui de ces avancées. En 1891, nous avions 76 associations agricoles subventionnées par le gouvernement, 6516 abonnés au Journal d'Agriculture dont 5647 français et 1869 anglais; en 1894, nous trouvons 600 associations agricoles 50 000 abonnés au Journal d'Agriculture, dont 44 000 français et 6000 anglais.

Constituant une différence, contre 1891, de plus de 524 associations de cultivateurs et 43 500 abonnés au journal. Ajoutez à cela une trentaine de syndicats de beurreries et de fromageries, les deux syndicats de cultivateurs de Québec et de Montréal et les nouvelles sociétés de colonisation de ces deux villes, des écoles d'agriculture refaites, l'ouverture d'une école d'industrie domestique pour les femmes, et vous serez obligés d'admettre que le progrès est immense.

En 1890, il y avait dans la province 111 beurreries produisant 2 779 668 livres de beurre valant \$556 932.00; en 1894, 256 beurreries, produisant

7 704 172 livres de beurre valant \$1 540 834.00, établissant une augmentation de 145 beurreries, avec une augmentation dans la production de 4 970 504 livres, valant \$984 902.

En 1890, il y avait dans la province 617 fromageries produisant 23 675 950 livres de fromage, valant \$2 362 595; en 1894, nous trouvons 1198 fromageries, produisant 55 180 696 livres de fromage valant \$5 518 039, établissant un surplus de 581 fromageries avec une augmentation de production de 31 554 746 livres de fromage valant \$3 155 414.

Si l'on résume l'augmentation, nous arrivons à 726 fabriques ayant produit 36 525 250 livres de beurre et fromage valant \$4 140 376, somme considérable dont une partie a été employée par les cultivateurs pour les dépenses annuelles et l'autre partie déposée sûrement dans les caisses d'économie. A preuve les chiffres suivants qui sont officiels.

Le 30 juin 1890 la province de Québec avait en dépôt dans les banques d'épargnes une somme de \$14 656 060; le 30 juin 1894 elle avait une somme de \$17 262 801, augmentation de \$2 606 741 ou 17.78 par cent. Dans la même période la marche de la province d'Ontario a été comme suit.

Le 30 juin 1890 elle avait en dépôt une somme de \$16 883 777; le 30 juin 1894 elle avait une somme de \$18 541 848, soit une augmentation de \$1 698 071 ou 10.05 par cent, preuve indiscutable que la province de Québec, loin de s'appauvrir comme on le dit parfois, a augmenté largement ses épargnes et a même pris le devant d'un grand bout sur la grande province modèle qu'on appelle Ontario, preuve indiscutable aussi que la direction donnée aux affaires par nos hommes publics a été sage, prudente et patriotique.

Maintenant, M. l'Orateur, il est bien rare de trouver un tableau si parfait qu'il n'y ait pas, pour un critique sévère, de l'ombre quelque part. N'est-ce pas pénible de voir depuis quelque temps certains journaux et hommes politiques essayer par leurs écrits et leurs paroles d'enrayer le progrès si bien commencé parmi la classe agricole et même de ridiculiser l'action du gouvernement. Laissez-moi, M. l'Orateur, vous dire qu'à mon sens, l'action de ces hommes est antipatriotique et ne peut être que l'écho de l'esprit politique outré. Je tiens maintenant à faire une déclaration devant cette Chambre. Je suis cultivateur de métier, je vis parmi les cultivateurs depuis que je suis homme d'affaires, je sais ce que la classe agricole pense et dit un peu partout. Le grand tort des gouvernements antérieurs a été de négliger trop la classe agricole au profit des industries, des sciences et du commerce; si on eut poussé le cultivateur dans la voie du progrès depuis trente ans, comme on a poussé les autres branches, chose qui d'après moi aurait pu se faire facilement, la province de Québec serait plus riche qu'elle n'est, l'exode qui la ruine n'aurait pas été aussi considérable. En laissant le cultivateur à lui seul, il a fait de son mieux pour défendre ses intérêts et progresser, mais ne se sentant pas appuyé et encouragé comme les autres classes de la société dans la

province, il a été plus lent et a moins bien réussi, ne suivant pas d'aussi près les progrès à faire dans son art. Il est resté stationnaire et a suivi des méthodes moins perfectionnées, qui nécessairement ont amené l'épuisement de son sol et conséquemment des récoltes moins payantes, des recettes moins considérables avec des dépenses toujours égales, puis la gêne puis, pour un grand nombre, le découragement de l'expatriation. Aujourd'hui on veut reprendre le temps perdu, on veut s'emparer du sol de nouveau pour le garder cette fois-ci. Pour cela il faut de nouvelles méthodes, de nouveaux moyens; il faut aux cultivateurs comme à l'homme de profession libérale, comme au commerçant, comme à l'ouvrier, étudier tous les jours, suivre de près les changements et les progrès de son art, les fluctuations du marché. Il lui faut comme aux autres les connaissances nécessaires pour défendre plus sûrement ses intérêts dans les luttes de la vie. Il lui faut lui aussi ses chambres de commerce ou de direction où l'on surveille de plus près les intérêts généraux de la société.

Voilà ce que le gouvernement a compris, voilà ce qu'il est à aider, voilà ce que les cultivateurs comprennent et ce qu'ils reçoivent avec plaisir. Laissons donc le bien se faire sans l'enrayer et évitons par simple esprit le parti d'empêcher la classe la plus populeuse de la province de Québec d'arriver au bien-être auquel elle a droit. Que chacun plutôt aide dans la mesure de ses forces un mouvement aussi patriotique et si propre à favoriser la province.

Jetons un coup d'oeil sur ce qui s'est passé sous le rapport de la colonisation. Je constate avec plaisir que la vente des terres s'est faite rapidement depuis trois ans. Elle augmente tous les ans. En 1891-92, nous avons vendu 118 000 acres de terres, et en 1894-95, 192 000 acres. Je constate avec plaisir que depuis deux ans, un courant considérable d'immigration s'établit dans cette province. Les endroits où la colonisation peut se faire sont visités et explorés et la population de ces régions augmente rapidement avec les défrichements qu'y font les nouveaux colons. Dans le comté que j'ai l'honneur de représenter, la direction donnée aux travaux de colonisation et les encouragements à l'agriculture ont donné des résultats tout à fait satisfaisants. Les colons y arrivent en grand nombre depuis 18 mois. Des paroisses voient leurs bâtisses publiques bientôt trop petites. La valeur des propriétés a doublé partout. Les terrains arpentés se vendent rapidement. Le nombre de colons arrivés pour y résider, qui n'était en 1892 que d'une centaine, a atteint le chiffre de 155 en 1894 et 566 dans les premiers dix mois de 1895. Ce résultat est-il dû à des causes posées depuis plusieurs années ou à une direction immédiate, sage et prudente, tout en étant énergique, telle que celle du gouvernement actuel?

Je laisse à cette honorable Chambre le soin de répondre. Pour ma part je suis convaincu que sans les efforts faits par le gouvernement actuel pour favoriser la colonisation et l'agriculture, tant dans

les voies de transport que dans l'amélioration des chemins locaux, nous verrions encore aujourd'hui ce que nous avons vu dans les dix dernières années, c'est-à-dire un courant d'immigration parfaitement nul et un exode considérable.

La province, comme cette honorable Chambre, apprendra avec plaisir que le gouvernement, faisant honneur à sa parole, a réussi dans quelques mois seulement à refaire la position financière de la province de Québec à tel point qu'il est maintenant en mesure d'abolir la plus grande partie des taxes imposées en 1892 et sans que le budget, privé de cette ressource de revenus, soit déséquilibré. Si l'on se rappelle les engagements pris alors par le leader de la Chambre, à savoir, comme je l'ai dit tantôt, que le gouvernement referait le crédit financier de la province sans retarder le progrès, au moyen d'une économie raisonnée, et que les taxes que nous étions appelé à voter alors ne seraient que momentanées, cette honorable Chambre se fera un devoir de féliciter le gouvernement actuel du succès qu'il a obtenu et ses amis se feront un plaisir, un honneur, de le remercier d'avoir pu réussir à tenir les engagements pris au nom du parti, mais dans le temps aussi audacieux. La classe agricole comprend l'énorme somme de travail que le gouvernement s'est imposée, et avec le reste de la population, en temps et lieu, elle portera un jugement bien mérité sur la conduite du gouvernement.

Il est regrettable que l'arbitrage n'ait pas été terminé à temps pour connaître le résultat à cette session, mais j'ose croire que les intéressés trouveront moyen de faire cesser cette discussion au plus tôt, car les frais qu'elle entraîne en diminueront le bénéfice d'une manière considérable.

En face du ravage que l'intempérance cause dans notre province, je crois qu'il est du devoir de cette honorable Chambre de seconder le gouvernement en faisant une loi qui paralyse davantage les contraventions aux prohibitions déjà édictées, et rédigée de telle manière qu'il soit bien compris dans le public que cette loi est la volonté de la Chambre, volonté que ni le gouvernement ni aucune influence ne puissent empêcher dans aucun cas.

Je suis heureux de constater que la loi de procédures civiles est terminée. Je laisse à mes honorables collègues, membres du Barreau, le soin d'apprécier cet ouvrage à sa valeur. Pour moi, les noms des auteurs sont une garantie de sa perfection.

La corruption électorale ayant causé, ces dernières années, des ravages parfois très regrettables parmi notre population, je crois que la Chambre, comme moi, aidera avec plaisir le gouvernement à préparer une loi qui enrayera ces ravages d'une manière complète, si possible.

Je regrette d'avoir été un peu long et je demande pardon à cette honorable assemblée d'avoir occupé son attention trop longtemps. En terminant j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. W. Greig), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, comme suit:

A l'honorable Joseph-Adolphe Chapleau, lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en Législature provinciale, remercions Votre Honneur du gracieux discours qu'il a plu à Votre Honneur de nous adresser à l'ouverture de la présente session.

M. W. GREIG (Châteauguay): Exprime la joie qu'il éprouve à appuyer la motion d'adresse en réponse, surtout à titre de représentant de la classe agricole de la province. C'est un devoir pour tous les citoyens de joindre leurs sentiments de gratitude à ceux exprimés par le lieutenant-gouverneur pour remercier la Providence de l'abondante moisson dont elle a favorisé le pays. Il espère comme tous les fermiers que les produits agricoles obtiendront des prix rémunérateurs; il ajoute que lorsque la classe agricole est prospère, cette prospérité se communique aux autres classes de la société. Il parle des subsides accordés à la fabrication du beurre en hiver, geste qui a donné d'excellents résultats. Il s'était opposé à cette proposition, à la dernière session, parce qu'il croyait injuste qu'une beurrerie reçoive des subsides alors qu'une fromagerie n'en reçoit pas. Mais, cette situation s'améliorera sous peu lorsque les établissements s'agrandiront et qu'ils fabriqueront soit le beurre ou le fromage, selon les conditions du marché. Il parle ensuite des résultats positifs de l'installation de réfrigérants à travers la province et à bord des bateaux qui transportent nos produits laitiers en Angleterre. Il est très encourageant d'apprendre que le beurre de notre province, qui au cours des années passées arrivait sur les marchés d'Angleterre en très mauvaise condition, est maintenant classé parmi les meilleurs produits laitiers. La valeur qui était de 3 000 000 de livres en 1890, est passée à 7 000 000 en 1894, et atteindra 8 000 000 en 1895. Ce magnifique résultat est le fruit de l'excellente politique et de la collaboration étroite du gouvernement pour lesquelles on doit lui donner tout le crédit. Mais, sans le succès de l'industrie laitière, il ne sait vraiment pas ce qui serait arrivé à la province. Il est confiant que le gouvernement trouvera le moyen d'aider les pauvres colons qui ne peuvent visiter le lac-Saint-Jean et les autres endroits convenant à la colonisation. Il

se dit heureux de voir l'équilibre des finances restauré, ce qui permet au gouvernement de réduire les taxes. Il espère aussi que les chemins de fer qui ont reçu des subsides termineront rapidement leur construction et que l'on proposera sous peu des lois rigides pour protéger la société de l'intempérance et de la corruption électorale.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il est entendu qu'au cours de la session, chacun aura l'occasion de discuter des sujets abordés dans le discours du trône. Sachant que tous les députés ont hâte de retourner dans leurs foyers pour le congé de demain, il ne procédera pas à la critique du discours tout de suite. Il se contente d'offrir ses félicitations au proposeur et au second de

l'adresse en réponse pour s'être acquittés de leur tâche d'une façon remarquable.

Il remercie également le lieutenant-gouverneur de ses paroles de bienvenue et, en le remerciant, il lui souhaite tout le bonheur qu'il a droit d'attendre comme lieutenant-gouverneur.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Je demande pardon à la Chambre de la hâte avec laquelle nous paraissions procéder. Comme je l'ai dit au commencement de la séance, nous en sommes venus à une entente afin de sauver du temps.

Il suggère que dans l'adresse, la Chambre assure Son Honneur qu'elle se réjouit de ce que son malheureux accident n'ait pas eu de conséquences fâcheuses.

Je remercie le chef de l'Opposition (M. F.-G. Marchand) de ses bonnes paroles à l'adresse du lieutenant-gouverneur et je m'empresse de communiquer à Son Honneur les vœux de la Chambre à ce sujet.

Le proposeur de l'adresse s'est acquitté de son devoir comme tout le monde s'y attendait. Le député du Lac-Saint-Jean (M. J. Girard) est un cultivateur de profession et en entrant en Chambre, il s'est fait apôtre de l'agriculture. Peu d'hommes travaillent autant que lui dans l'intérêt de ses constituants et il faut espérer qu'il en sera récompensé par leur gratitude.

Quant au représentant de Châteauguay (M. W. Greig) c'est aussi un agriculteur distingué qui fait honneur à sa profession et en l'écoutant, tout à l'heure, je croyais entendre notre ex-collègue l'honorable John Mackintosh parlant ce langage du bon sens pratique qui le distinguait. Je lui dirai que nous avons pour lui la même estime que nous avons pour l'honorable M. Mackintosh, et en disant cela je crois lui rendre un témoignage flatteur mais bien mérité.

La session commence sous d'heureux auspi-

ces. Espérons qu'elle se continuera ainsi. Dans tous les cas s'il survient quelques moments plus excités, nous mettrons cela au compte des accidents.

Si nous avons convoqué les Chambres pour le 31 octobre, c'est afin d'être sûr qu'à moins d'accidents imprévus nous pourrions terminer pour Noël. J'apprends qu'il n'y a que 48 bills privés. C'est moins qu'à l'ordinaire et sous ce rapport nous n'avons à craindre aucun délai, je l'espère.

Nous avons convenu, le chef de l'Opposition et moi, que tous ceux qui peuvent avoir à faire des observations ou des critiques sur la politique ministérielle auront toute la liberté de le faire soit sur une motion d'ajournement ou autre, dès le commencement de la semaine prochaine.

L'adresse est lue deux fois et adoptée.

Subsides

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien) que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Voies et moyens

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien) que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens à prendre pour prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

La séance est levée à cinq heures vingt.

Séance du 4 novembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures quarante-cinq

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Tessier (Portneuf), la pétition de la corporation de la cité de Québec.

Par M. Panneton, la pétition de la Compagnie du chemin de fer Québec-Central, et la pétition des soeurs du Précieux Sang de Sherbrooke.

Par M. Marion, la pétition de Sa Grandeur monseigneur Edouard-Charles Fabre, archevêque de Montréal, et du révérend Adolphe Bérard, curé de la paroisse de Saint-François-Xavier, de Verchères.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De dame Henriette Lamothe, veuve de feu Raoul de Beaujeu, et de Maurice Lamothe, du district de Montréal, demandant l'autorisation de vendre des terrains substitués dépendant de la succession de feu Raoul de Beaujeu.

De Sir Donald Smith et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Dominion College of Music".

De F.P. Buck et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Sherbrooke Street Railway Company".

De la corporation de la ville de Westmount, et de la corporation du village de Senneville, demandant respectivement des amendements à leur charte.

De J. Leduc et autres, de la cité de Montréal, demandant des amendements à la charte de ladite cité.

De P.-E. McConville et autres, marchands et commerçants de la province de Québec, demandant des amendements à la loi des licences.

De Louis-Georges LeComte, médecin et chirurgien, de Jewett City, Connecticut, demandant un acte autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à lui octroyer une licence pour pratiquer la médecine dans ladite province.

De Joseph Lacroix, agent de commerce, de la cité de Montréal, demandant l'autorisation de changer son nom.

Documents:

Rapport de l'élection du district électoral de Montréal no 6

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre qu'il a reçu du greffier de la couronne en chancellerie le certificat suivant, savoir:

Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie.
Québec, 2 novembre 1895.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du premier jour du mois d'octobre mil huit cent quatre-vingt-quinze, émis par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et adressé à M. Joseph P. Clark, officier-rapporteur pour le district électoral de Montréal, division numéro 6, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter ledit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent Parlement, aux lieu et place de Patrick Kennedy, écuyer, décédé, James John Edmund Guérin, écuyer, de la cité de Montréal, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport dudit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

(Signé)

L.-G. Desjardins.

Greffier de la couronne en chancellerie.

M. L'ORATEUR: Dépose sur le bureau de la Chambre, l'état des affaires des institutions suivantes, savoir:

De l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis; de l'hôpital Notre-Dame, Montréal; de l'orphelinat catholique romain, du monastère de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur, de l'hôpital Saint-Patrice, de "The Church Home", de l'Institut Hervey, de l'hôpital protestant pour les aliénés, Verdun, du collège théologique diocésain, et de l'asile Saint-Joseph du Bon-Pasteur, rue Fullum, tous de la cité de Montréal et pour l'année 1894-95, et de "The Women's Christian Association", de l'asile Sainte-Brigitte, de l'asile des orphelins de l'Eglise d'Angleterre, du Club de garnison de Québec, de l'oeuvre du Patronage, de l'Association des dames charitables, de l'hospice des soeurs de la Charité, de l'Ouvroir des soeurs de la Charité, de l'hospice des soeurs de la Charité pour les veuves et les personnes infirmes, et de l'asile du Bon-Pasteur, tous de la cité de Québec et pour l'année 1894, de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe, de l'asile de Saint-Ferdinand-d'Halifax, de l'Union Saint-Joseph de Valleyfield, et de la Société Saint-Jean-Baptiste permanente de la ville de Waterloo, tous pour l'année 1894. (Documents de la session no 26)

M. L'ORATEUR: Met aussi devant la Chambre, un état des affaires de la Compagnie des chemins à barrières de L'Île-Jésus pour l'année finissant le 30 décembre 1894. (Document de la session no 27)

Introduction de bills:

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 81) amendement l'article 236 du code municipal.

Le bill déclare que les avis concernant les conseils municipaux auxquels on veut apporter des amendements soient publiés dans un journal de cette municipalité et à défaut dans un journal de district ou du district le plus voisin. Son but est également d'empêcher que des taux excessifs soient prélevés pour ces publications.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Fait remarquer à la Chambre que, pendant la va-

cance, il a envoyé des avis à tous les députés les priant de lui communiquer les amendements qu'ils avaient l'intention de faire subir au code municipal. Bien peu, deux ou trois, entre autres le député de l'Assomption, lui ont fait parvenir ces amendements.

Il est d'opinion que c'est une collection de lois très indigeste, mais que le temps n'est pas encore arrivé de la refondre. Il suggère que toutes les lois ayant pour objet d'amender ce code soient référées à un comité spécial qui devra faire rapport d'ici à trois ou quatre semaines. S'il est suggéré des amendements nécessaires qui s'imposent, eh bien nous les ferons revenir devant la Chambre. Quant aux autres, ils seront gardés précieusement et dans une couple d'années nous pourrions avoir une refonte complète du code municipal.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Est d'opinion qu'étant donné les circonstances dans lesquelles le code municipal a été préparé, qu'il n'est pas trop mal après tout; il est d'avis qu'on ne devrait pas l'amender aussi souvent qu'on le fait.

M. H. GARON (Maskinongé): Partage l'avis du député de Sherbrooke et fait observer que, dans bien des cas, des amendements sont demandés pour régler des procès ou tout au moins pour servir des intérêts locaux ou privés.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Partage cette opinion, mais soutient que le code actuel est un véritable ramassis. Ceux qui ont besoin de le consulter, même plusieurs membres du Barreau, doivent se creuser la tête pour le comprendre.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Juge Murray

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Est-ce l'intention du gouvernement de nommer un successeur comme juge des sessions de la paix, à Québec, à feu M. le juge Murray?

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Pas avant que le besoin s'en fasse sentir.

Asile Saint-Jean-de-Dieu

M. V. GLADU (Yamaska): Le gouvernement se propose-t-il de soumettre au Parlement pour étude et suggestions, un projet du contrat qui devra être fait pour l'entretien des aliénés à l'asile de Saint-Jean-de-Dieu, en remplacement du contrat expiré cette année, préalablement à la signature de tel contrat?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Il n'existe aucun tel projet de contrat, et partant nous ne saurions vous le soumettre. Il n'y a eu que des négociations; rien de définitif n'a été fait.

Donations d'immeubles

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Est-ce l'intention du gouvernement de faire adopter, à cette session, une loi à l'effet de déclarer exemptes de la taxe imposée par les actes 55-56 Victoria, chapitre 17, et 57 Victoria, chapitre 16, les donations en ligne directe, ascendante ou descendante, d'immeubles d'une valeur n'excédant pas \$5 000.00, lorsque ces donations imposent des charges, obligations, redevances ou remises au donataire?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Cette question sera prise en considération lorsqu'il s'agira d'amender ces lois, comme par exemple lorsqu'il s'agira de l'abolition des taxes commerciales.

Vente de droits de coupe de bois

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): 1. Le gouvernement a-t-il mis en vente, en février dernier, les droits de coupe de bois sur deux sections de 24 et 26 milles, respectivement, dans l'agence ouest du Lac-Saint-Jean?

2. Si tel est le cas, qui a demandé la mise en vente de ces deux limites?

3. Un prix minimum auquel elles seraient adjugées a-t-il été fixé d'avance?

4. Avant de les mettre à l'enchère, le gouvernement a-t-il exigé de ceux qui demandaient telle vente une garantie qu'ils achèteraient lesdites limites au prix minimum fixé?

5. Quel a été le prix minimum fixé?

6. A qui ont-elles été adjugées, et à quel prix?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): 1. Oui. 2. M. Damase Jalbert, du Lac Bouchette. 3. Oui. 4. Oui. 5. \$15.00. 6. MM. J.-B. Renaud & Cie.

Demande de documents:

Emprunts temporaires

M. V. GLADU (Yamaska): Propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier), qu'il soit mis devant la Chambre un état démontrant le montant et la date des divers emprunts temporaires faits par le gouvernement depuis le 30 juin 1894 jusqu'à ce jour, et les montants payés en remboursement et en acompte sur ces emprunts temporaires et la date de ces paiements. Aussi, les noms des prêteurs et le taux de l'intérêt.

Adopté.

Asile Saint-Jean-de-Dieu

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toutes les correspondances échangées entre le gouvernement et les révérendes sœurs de la Providence et toutes autres personnes ou corpora-

tions touchant le contrat à faire pour l'entretien des aliénés à l'asile Saint-Jean-de-Dieu, en remplacement du contrat expiré durant la présente année, et de tous documents se rapportant à cette question, y compris tout projet de contrat qui peut avoir été préparé à ce sujet.

J'espère que le secrétaire provincial (l'honorable L.-P. Pelletier) ne sera pas aussi mystérieux que les autres années et qu'il produira les documents demandés. Le gouvernement a déjà répondu au député de Yamaska (M. V. Gladu) qu'il n'y avait pas de contrat notarié. Probablement qu'il n'y en a pas, mais il doit y avoir un projet d'arrangement, et c'est cela que nous demandons.

J'espère que cette fois les ministres n'essaieront pas de tromper la Chambre comme ils l'ont fait lors du règlement de l'asile de Beauport. L'Opposition peut avoir à faire des suggestions très profitables dans l'intérêt public, et, partant, il n'est que juste qu'elle soit tenue au courant de ce qui se passe au sujet de ce contrat.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Les documents sont d'autant plus faciles à produire qu'il n'y a qu'une seule lettre, adressée par le département du secrétaire à la communauté. Le gouvernement n'a rien à cacher. Et je puis dire immédiatement que le contrat expiré le 30 juillet n'a pas été renouvelé. Les soeurs ont demandé un prix beaucoup plus élevé et c'est là-dessus que nous ne pouvons pas nous entendre.

Les soeurs prétendent que tous les approvisionnements et le service des domestiques coûtent plus cher qu'en 1875 lorsque le contrat a été passé. Nous leur avons répondu que nous avions passé un contrat avec les soeurs de la Charité qui donne pleine satisfaction aux deux parties et qu'il doit y avoir moyen de faire la même chose pour Montréal. Il y a aussi d'autres questions moins importantes, mais elles n'ont pas été touchées parce que la difficulté est basée surtout sur le prix.

Les négociations se continuent. Je n'entre pas dans le mérite de la question et je ne discute pas l'opportunité pour l'Opposition de poser cette question; mais comme il n'y a que des pourparlers encore, je ne puis en dire plus pour le moment.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Cette fois l'Opposition prendra les moyens de protéger l'intérêt public. Il faut que le projet de contrat soit soumis à la députation. Le scandale de l'asile de Beauport ne se renouvellera pas.

Les ministres après avoir donné leur parole que le contrat serait soumis à la Chambre l'ont signé sans la consulter. A la session suivante, ils sont venus dire aux députés: "Ratifiez ce contrat, car autrement la province s'expose à des dommages et intérêts." Cette fois que l'on sache que l'opinion publique, instruite par le passé, a les yeux ouverts. Les élections approchent et nous verrons si elle approuvera un contrat aussi abominable que celui de Beauport.

La proposition est adoptée.

H.-A. Turgeon, directeur de la Colonisation

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Propose, appuyé par le député de Huntingdon (M. G.W. Stephens), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant la Chambre, copie de la correspondance, rapports et ordres en conseil se rapportant à la mise à la retraite de H.-A. Turgeon, ci-devant directeur de la Colonisation.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Déclare que dans l'intervalle, M. Turgeon a été mis à la retraite.

L'enquête n'est pas encore terminée et d'ailleurs elle n'a aucun rapport avec la mise à la retraite de M. Turgeon. Faire copier l'enquête serait une tâche très onéreuse et cela ne servirait à rien, en fin de compte, puisqu'elle ne se rapporte aucunement à la mise à la retraite.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Ne comprend pas comment il peut y avoir eu mise à la retraite si l'enquête n'est pas terminée. Dans tous les cas, il faut avoir l'enquête pour voir si cet employé a été traité avec justice ou avec faveur.

M. J. TESSIER (Portneuf): Fait le même reproche.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Fait également le même reproche.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Nous répétons que l'enquête est absolument indépendante de la mise à la retraite. M. Turgeon se plaignait depuis longtemps d'une certaine maladie à la main qui l'empêchait de tenir sa plume. Il a parlé de cette indisposition à plusieurs reprises avant et pendant l'enquête. L'enquête a été faite sur certaines irrégularités. M. Bureau a été destitué et M. Turgeon a pris sa retraite, de lui-même. Mais comme il n'avait pas donné satisfaction complète à ses supérieurs une certaine somme a été déduite de sa pension, \$50 je crois. Leur ouvrage est fait par un autre employé du bureau qui reçoit une augmentation de salaire de quelques centaines de piastres.

L'enquête n'est pas terminée parce que nous avons dit à ces messieurs que, s'ils considéraient leur réputation attaquée par cette décision, ils avaient le droit de faire entendre des témoins.

La proposition est adoptée.

B. Geoffroi, secrétaire d'un cercle agricole

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, appuyé par le représentant de Montcalm (M. O. Magnan), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie des requêtes, plaintes, lettres ou correspondances échangées entre le département de l'Agriculture et divers contribuables de la paroisse du Bienheureux Alphonse de Rodriguez, comté de Joliette, au sujet de l'administration de Benjamin Geoffroi, dudit lieu, comme secrétaire du cercle agricole de ladite paroisse.

Adopté.

Octroi à E. Beauregard

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, appuyé par le représentant de Montcalm (M. O. Magnan), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie des requêtes, correspondances, ordre en conseil, rôle de paye et tous autres documents relatifs à un octroi de \$50.00 fait à Eménil Beauregard, de Saint-Théodore de Chertsey, comté de Montcalm, à même les deniers de colonisation, pour l'ouverture ou le détournement d'un chemin passant sur le lot numéro 23, dans le sixième rang du canton de Chertsey.

Je désire attirer l'attention de la Chambre sur les abus que peut entraîner la loi relative aux travaux de colonisation. Par les clauses 1715 et suivantes des statuts révisés, la loi donne au conducteur des travaux de colonisation le droit de s'emparer de n'importe quel lot dans un canton de colonisation pour y tracer un chemin, et cela sans s'occuper du particulier, et il en résulte une foule d'inconvénients. On devrait remédier à cela en déclarant que ce droit n'existera que pour un chemin de front ou autre chose comme cela.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Dans aucun cas il n'est permis à un conducteur de travaux de colonisation d'ouvrir un chemin sans en avoir obtenu la permission du département et s'être entendu au préalable avec les autorités municipales pour la verbalisation du chemin. Le député de Joliette (M. J.-M. Tellier) trouvera ces renseignements dans la correspondance.

M. O. MAGNAN (Montcalm): Dans le cas actuel, permission a été obtenue du gouvernement. Quant à la loi en elle-même, je l'approuve, parce que lorsqu'un colon prend un lot, il doit s'attendre aux inconvénients qui peuvent en résulter. L'indemnité existe pour les frais de défrichement qui peuvent ainsi exister sur le terrain en question, mais non pour le terrain lui-même.

La proposition est adoptée.

Vente de limites de bois

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, appuyé par le représentant de Montcalm (M. O. Magnan), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toute correspondance, rapports d'explorateurs et d'arpenteurs, ordre en conseil, etc., se rapportant:

1. A la mise en vente de deux limites de 24 et 26 milles carrés, respectivement dans l'agence ouest du Lac-Saint-Jean;

2. A la fixation de la mise à prix "upset price" desdites deux limites à \$21.00 par mille;

3. A la vente desdites limites pour \$15.00 le mille carré.

Adopté.

Changements ministériels

L'HONORABLE L-O. TAILLON (Chambly): Je suis encore prêt à donner les explications ministérielles mais j'ai reçu du représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) une dépêche me demandant d'attendre à mercredi, vu qu'il ne pourra pas être ici avant ce jour-là.

Budget supplémentaire

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Le premier ministre nous a dit que si nous voulions discuter la politique du gouvernement nous pourrions le faire sur le budget supplémentaire. Quand ce budget supplémentaire sera-t-il distribué?

L'HONORABLE L-O. TAILLON (Chambly): J'ai indiqué le budget supplémentaire comme un des moyens, mais non pas le seul. Le budget supplémentaire sera prêt bientôt.

Code municipal

L'HONORABLE L-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Kamouraska (M. C.-A. Desjardins), qu'un comité spécial composé des honorables MM. Pelletier et Hackett, et de MM. Augé, Bisson, Beauchamp, Bernatchez, Gladu, Marion, Panneton, Parent, Stephens et Tellier soit nommé pour examiner tous les amendements proposés au code municipal.

M. J. MARION (L'Assomption): Dit que l'on devrait nommer une commission qui ne coûterait pas cher et qui pourrait faire une bonne révision du code. Le prix que cela coûterait ne serait rien, comparé aux services qu'elle rendrait.

M. V. GLADU (Yamaska): Partage la même opinion.

L'HONORABLE L-P. PELLETIER (Dorchester): J'ai adressé une circulaire durant la vacance, priant les députés de me suggérer les amendements que l'on croyait utiles ou nécessaires, et je n'ai reçu que trois ou quatre réponses. Si l'on avait tous ces amendements, aujourd'hui, cela vaudrait mieux; nous pourrions les renvoyer à un comité qui les étudierait, puis amenderait le code en conséquence, et nous serions tranquilles pour quelques années. Tandis que, tel que les choses se passent aujourd'hui, ceux qui s'occupent du code passent leur temps à chercher les amendements qui y sont apportés tous les ans.

La proposition est adoptée.

Documents:

Mandats spéciaux

L'HONORABLE L-O. TAILLON (Chambly): Met devant la Chambre, l'état des rapports du Conseil

et des mandats spéciaux, en vertu de l'article 785 des statuts révisés de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis (émis durant la vacance entre la clôture de la session 1894-95 et l'ouverture de la session du 30 octobre 1895).

Remises d'amendes

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dépose sur le bureau de la Chambre, un état détaillé de tous les droits, taux, infractions et pénalités (en rapport avec la perception du revenu) remis par le lieutenant-gouverneur en conseil, du 20 novembre 1894 au 30 octobre 1895, tel que requis par la 31e Victoria, chapitre 9, sous-section 2 de la section 61. (Document de la session no 25).

Cet état établit que des remises d'amendes pour vente de boissons, contrairement à la loi, n'ont été faites que quatre fois durant l'année. Dans deux de ces cas il s'agissait de marchands induits en erreur par le percepteur des licences. Il y a encore plusieurs demandes de remises, mais il n'est guère probable qu'elles soient accordées, car c'est l'intention du gouvernement d'appliquer sans faiblesse la loi des licences.

Le système des remises est devenu intolérable. Autrefois il se présentait une trentaine de cas par année, tandis qu'il y a eu 500 à 600 demandes cette année. Il faut absolument ou jeter la loi au feu ou déclarer que ces remises ne se feront plus à l'avenir.

Quant aux accusations portées dans certains journaux que nous nous servions de la loi pour tyranniser nos adversaires, cela ne vaut pas la peine d'y répondre. Cela ne se fait pas dans les départements et cela ne devrait pas s'écrire non plus dans les journaux. Je voudrais être interrogé à ce sujet pour montrer au public avec quel soin la loi est administrée sous ce rapport.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): S'oppose fortement à ce que dans ces cas, on s'en remette à

la discrétion du lieutenant-gouverneur en conseil. Il est d'avis que les ministres ne devraient pas s'en occuper, parce que cela peut entraîner l'attribution de faveurs aux amis et l'oppression des adversaires et que le système des remises est souvent l'occasion de se faire du capital politique.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Ne croit pas raisonnable cette façon de voir les choses et nie que le gouvernement actuel ait agi ainsi.

M. J. TESSIER (Portneuf): N'est pas satisfait des explications du premier ministre et demande un rapport détaillé des poursuites pour infraction à la loi des licences et des causes dans lesquelles les amendes n'ont pas été perçues. Cela est bien différent des amendes remises.

Rapports de comités:

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a choisi Joseph Marion, écuyer, pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

Article 236 du code municipal

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), que l'ordre du jour de cette Chambre fixant à demain la seconde lecture du bill (bill no 81) pour amender l'article 236 du code municipal soit rescindé et que ce bill soit renvoyé au comité spécial nommé pour examiner tous les amendements proposés au code municipal.

Adopté.

La séance est levée à cinq heures vingt.

Séance du 5 novembre 1895

Sous la présidence de l'honorable
P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à quatre heures.

Dépôt de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Cartier, la pétition de la Compagnie du chemin de fer des Comtés-Unis.

Par l'honorable M. Hall, la pétition de James Shearer et autres, et la pétition de George Allen Childs et autres.

Par M. McClary, la pétition de C.N. Cass et autres, du canton de Clifton.

Par M. King, la pétition de James Reed et autres.

Par l'honorable M. Morris, la pétition de "The Royal Trust and Fidelity Co", et la pétition de William H. Hingston et autres.

Par M. Tellier, la pétition de Côte-Louis-Adolphe Morrisette, de la cité de Québec.

Par M. Panneton, la pétition de "The Royal Paper Mills Co."

Par M. Descaries, la pétition de James Armstrong et John J. Cook, de la cité de Toronto.

Par M. Marion, la pétition de Rodolphe Beaudry et autres, exécuteurs testamentaires de la succession de feu F.-X. Beaudry.

Par M. Duplessis, la pétition de John Verret et autres, de la paroisse de Bécancourt.

Rapports de comités:

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a élu L.-T.-N.-L.-N. Duplessis, écuyer, pour son président et il a été convenu de recommander à votre honorable Chambre que son quorum fût réduit à sept membres.

Adopté.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M.F. Hackett pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Félix Carbray pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

Présentation des pétitions

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Fait remarquer que demain est le dernier jour pour présenter des pétitions. Après cette date les honoraires seront plus élevés.

Interpellations:

Chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur

M. H. CARON (Maskinongé) pour M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Le gouvernement a-t-il été informé que le chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur, dans le comté de Bonaventure, ait été fermé au public?

A-t-il l'intention de prendre quelque action à ce sujet, et laquelle?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Répond que le gouvernement a été informé de cette affaire et qu'il doit s'en occuper, mais quant à la manière de la régler, le gouvernement refuse de répondre.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Insiste pour que le gouvernement s'exécute.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): "In forma pauperis"?

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Oui, au nom de la province et en celui de la compagnie.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Répond que le gouvernement devrait tenter une poursuite.

M. Gigault, assistant-commissaire de l'Agriculture

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Quel a été le salaire payé à M. Gigault, assistant-commissaire de l'Agriculture, durant la première année qu'il a été à l'emploi du gouvernement?

Combien lui a-t-il été payé pour la seconde année et combien pour la troisième?

En vertu de quelle loi tel salaire lui a-t-il été payé?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): M. Gigault a été nommé assistant-commissaire du département de l'Agriculture et de la Colonisation par ordre en conseil, en date du 11 avril 1892, avec un salaire de \$2 000.00 et l'augmentation annuelle de \$100.00 conformément à l'article 638 des statuts refondus de la province de Québec.

M. Gigault a touché \$2 000.00 la première année; du 11 avril 1893 au 11 avril 1894, 52 100.00; du 11 avril 1894 au 11 avril 1895, \$2 200.00 et, en sus, une somme de \$200.00 afin de porter son salaire à un montant égal à celui touché par Sir Henri-G. Joly de Lotbinière lorsque ce dernier remplissait les fonctions d'assistant-commissaire d'Agriculture.

Ce salaire lui a été payé en vertu de la loi du service civil et de la loi régissant le département de l'Agriculture et de la Colonisation.

La séance est levée à quatre heures dix.

Séance du 6 novembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures quarante-cinq.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Morris, la pétition de la Compagnie du gaz de Montréal.

Par M. Turgeon, la pétition du conseil municipal du comté de Bellechasse.

Par M. Normand, la pétition de Alex. Baptiste et autres, des Trois-Rivières.

Par M. Tétreau, la pétition de William Owens et autres.

Par M. Tellier, la pétition de William Andrew Yale et autres.

Par M. Villeneuve, la pétition de la corporation de la cité de Montréal, la pétition de "The Montreal Safe Deposit Company", la pétition de James Crathern et autres, de la cité de Montréal, la pétition de Félix-Robereau Duplessis, de la cité de Montréal, la pétition de la corporation de la cité de Sainte-Cunégonde, et la pétition de la corporation de la cité de Saint-Henri.

Par M. Descarries, la pétition de Joseph-Abel Fortin, de la paroisse de Saint-Hubert, médecin, et la pétition du révérend Léon-Alfred Sentenne et autres.

Par l'honorable M. Hall, la pétition de Alexander Ramsay et autres.

Par M. Parizeau, la pétition de la Compagnie manufacturière de Chambly.

Par M. Duplessis, la pétition de J.P. Rottoc et autres.

Par l'honorable M. Hackett, la pétition de la corporation de la ville de Coaticook.

Par M. Rioux, la pétition de la corporation de la ville de Fraserville.

Par l'honorable M. Beaubien, la pétition des syndics de la corporation de la ferme modèle de Compton.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la corporation de la cité de Québec, demandant des amendements à son acte d'incorporation;

De la Compagnie du chemin de fer Québec-Central, demandant des amendements à sa charte;

Des soeurs du Précieux Sang de Sherbrooke, demandant à être constituées en corporation;

De Sa Grandeur, mgr Ed.-Chs. Fabre, archevêque de Montréal, et du révérend Adolphe Bédard, curé d'office de la paroisse de Verchères, demandant un acte validant et ratifiant un acte de vente par Sa Grandeur mgr Edouard-Charles Fabre, archevêque de Montréal et Messire Calixte Ouellet, prêtre et curé, de la paroisse de Saint-François-Xavier de Verchères, es-qualité, à Philibert Tétreault, cultivateur, de ladite paroisse, en date du 27 juin 1892.

Rapports de comités

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été publiés dans chaque cas:

De Maurice Lamothe et de dame Henriette Lamothe, veuve de feu Raoul de Beaujeu, demandant l'autorisation de vendre des terrains dépendant de la succession de feu Raoul de Beaujeu.

De Sir Donald Smith et autres, demandant l'incorporation, de "The Dominion College of Music".

De F.P. Buck et autres, demandant l'incorporation de la Compagnie du chemin de fer des rues de Sherbrooke.

Et de Joseph Lacroix, demandant l'autorisation de changer son nom.

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Benjamin Beauchamp pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable Thomas Chase Casgrain pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

Introduction de bills:

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 51) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer des rues de Sherbrooke.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 33) autorisant Joseph Lacroix à changer son nom en celui de Joseph Archambault.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 48) autorisant l'aliénation de terrains dépendant de la succession de feu Raoul de Beaujeu.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE A.W. MORRIS (Montréal no 4): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 32) constituant en corporation le "Dominion College of Music", de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Documents:

Subventions aux compagnies de chemins de fer

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 9 janvier 1895, pour une copie de la correspondance et de toutes demandes de subventions en argent ou en terres, adressées par toutes compagnies de chemins de fer, au gouvernement de la province de Québec, depuis le 15 septembre 1891. (Document de la session no 28)

Introduction de bills:

DES VOIX DU GOUVERNEMENT: Bravo! Bravo!

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 4) abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 11, relative à certaines taxes et licences.

L'abrogation n'entrera pas en vigueur avant octobre 1896.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 82) modifiant l'article 5931 des statuts refondus de Québec.

Il affirme qu'actuellement, seul le quart du salaire des travailleurs peut faire l'objet d'une saisie et le but de ce bill est de l'exempter totalement. Le quart actuellement saisissable ne suffit même pas à payer les frais et les honoraires des avocats, et comme les avocats n'y gagnent rien, il croit qu'il vaut mieux tout laisser tomber.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 83), à l'effet de diminuer les frais de litige dans des districts ruraux.

Il propose, pour atteindre ce but, d'étendre la juridiction des cours des commissaires en augmentant le montant des frais de \$25 à \$50.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 84) modifiant la loi relative à l'emprisonnement en matières civiles.

Mon projet de loi a pour but de mettre le demandeur et le défendeur égaux devant la loi en déclarant que le demandeur, dans le cas de poursuites pour injures, sera passible d'un emprisonnement tout comme le défendeur, pour non paiement des frais auxquels il peut être condamné.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 85) pour détacher du comté de Bellechasse et annexer au comté de Montmagny la partie non organisée du "township" d'Armagh, pour toutes fins.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Retraite de l'honorable G. Ouimet

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): 1. L'honorable Gédéon Ouimet, ex-surintendant de l'Instruction publique, a-t-il pris sa retraite?

2. Dans l'affirmative, quand?

3. Quel montant annuel lui est-il payé à même le fonds de pension?

4. En vertu de quelles dispositions législatives a-t-il été admis à bénéficier de tel fonds?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): 1. Oui. 2. 1er mai 1895. 3. \$2 340.00. 4. Statuts refondus, article 676, etc., et 53 Victoria, chapitre 15, en vertu d'un ordre en conseil no 110 du 5 avril 1895, et article 1881 des statuts révisés.

Demande de documents:

Québec

M. A. GIRARD (Rouville): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de la correspondance, rapports ou ordres en conseil se rapportant aux procédures du gouvernement contre la corporation de la cité de Québec, en recouvrement de certaines sommes qui lui sont dues, et indiquant:

1. Les sommes réclamées;
 2. Le résultat final de ces procédures;
 3. Le nom du procureur du gouvernement dans ces causes et les honoraires payés pour ses services;
 4. La somme qui lui est encore due.
- Adopté.

Destitutions de W. Clapperton, J. Pitre et J. Gilker

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Propose, appuyé par le représentant de Matane (M. L.-F. Pinault), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de la correspondance et des ordres en conseil relatifs aux destitutions de William Clapperton et Jérémie Pitre, comme agents des Terres de la couronne, dans le comté de Bonaventure, et aussi à celle de J. Gilker, comme gardien de la prison de New-Carlisle.

Le sujet sur lequel j'ai l'honneur d'attirer votre attention, n'est pas d'un intérêt général, mais comme les destitutions d'employés publics sont odieuses, à moins qu'elles ne soient justifiées et justifiées par les circonstances ou la mauvaise conduite de ces employés, on me permettra de parler de celles qui ont été faites par le gouvernement à la suite de l'élection d'un député à l'Assemblée législative pour le comté de Bonaventure, en remplacement de l'honorable M. Mercier. Je dis en rempla-

cement de l'honorable M. Mercier, ces termes ne rendent pas ma pensée, car je n'ai pas et personne de ce côté-ci de la Chambre n'a la prétention de remplacer un homme dont la disparition a causé un si grand vide dans le monde politique provincial et dont le nom et souvenir, quoiqu'on en ait fait et dit, sont restés chers à ses compatriotes. Le gouvernement attachait beaucoup de prix à cette élection. En effet, il s'agissait de remporter le comté représenté par l'ancien chef de l'Exécutif et de faire ratifier pour la première fois, par une portion de l'électorat, le fameux emprunt de \$4 000 000 de l'honorable premier ministre, emprunt qui a causé et causera encore à l'administration bien des déboires et des tribulations, car les contribuables de la province, entre autres ceux de Montréal dernièrement, s'obstinent à croire qu'il a été fait dans des conditions presque ruineuses pour la province.

Aussi, bien qu'au milieu de session trois ministres ont laissé leurs affaires départementales et ont été dépêchés dans le comté pour faire approuver l'action et la conduite du gouvernement, vous dire que le procureur général (l'honorable T.C. Casgrain) a été éloquent, ne vous apprendrait rien, que le commissaire des Travaux publics (l'honorable G.-A. Nantel) a été énergique, serait de la superfluité, que le commissaire des Terres (l'honorable E.J. Flynn) au milieu de ce trio dans lequel il jouait le rôle d'Aramis, a été onctueux, serait trivial!

Les promesses n'ont pas fait défaut. Les travaux sur le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs devaient se poursuivre avec activité, les arrérages des gages des employés dont le montant s'élevait à \$20 000 devaient être payés immédiatement, les primes de pêcheurs soldées de suite, la réduction des rentes seigneuriales accordées "instantanément", à la condition toutefois qu'on oubliât les services signalés que l'honorable M. Mercier avait rendus à cette division électorale et qu'un vote de confiance fut donné à cette administration qui l'avait chassé du pouvoir. Mais en faisant ces promesses les électeurs de Bonaventure, qui sont retors et intelligents, se sont aperçus qu'il manquait aux ministres un petit air de sincérité, tout comme les électeurs de Montréal se sont défiés des déclarations du gouvernement au sujet de la réclamation des \$500 000.

Aussi ils n'ont pas été les jouets de si vaines et frivoles promesses; ils ont voté suivant leur conviction en faveur d'un homme qui n'avait que sa bonne volonté à leur offrir et son désir de leur être utile.

Je comprends que cette défaite a causé quelque ennui au gouvernement; "Inde Ira". Que les ministres aient trouvé du plaisir, pour se venger de leur insuccès ou pour assouvir des inimitiés et des vengeance personnelles et locales, en destituant sans avis préalable, sans raison ni justification ni enquête quelconque, quatre employés fidèles, consciencieux, estimés de leurs concitoyens à quelque parti qu'ils appartiennent, et dont quelques-uns feraient honneur à n'importe quelle division électorale, voilà une injustice criante et

inqualifiable. C'est un acte politique qui n'est pas de nature à accroître la confiance et les sympathies du public en faveur du gouvernement.

Et lorsqu'on songe que les destitutions de MM. Clapperton et Pitre ont été faites pour créer un emploi et une situation au candidat défait du gouvernement, ceci est de nature à enlever aux électeurs la confiance qu'ils devraient avoir en ceux qui briguent leurs suffrages, et à leur faire croire que les candidats sollicitent leurs votes, non pas dans l'intérêt des contribuables mais dans leur propre avancement personnel.

Le résultat a été, premièrement, une injustice, deuxièmement, la désolation et la gêne dans les familles, car deux de ces malheureux employés sont sur la voie publique et leurs propriétés sont maintenant annoncées en vente par le shérif.

L'ancienne administration a été beaucoup plus bienveillante et tolérante envers les employés publics, dont la plupart étaient nos adversaires. Ils n'ont pas été troublés dans leurs offices, bien qu'un grand nombre d'entre eux faisaient plus que de servir les intérêts des ennemis du gouvernement Mercier.

J'ai été témoin de la pression que certains citoyens bien pensants du Parti libéral ont exercée sur M. Mercier, pour obtenir la démission de ces employés conservateurs mais ce fut sans résultat. Pourquoi? Parce que l'ancien premier ministre n'était pas partisan de l'école de ceux qui se réjouissent et se "gaudissent" de la misère des autres et de la pauvreté des familles d'employés destitués sans raison.

Il a poussé la condescendance et la bienveillance jusqu'à accorder par une législation spéciale une généreuse pension pour la veuve et les enfants d'un employé important du service civil à qui l'Etat avait toujours payé un excellent salaire, et qui était mort sans faire provision pour l'avenir. Cependant M. Drolet, les siens et son entourage avaient toujours été reconnus comme des adversaires déclarés de Mercier et de son gouvernement.

Maintenant les choses se passent autrement.

Mais nous avons une consolation, c'est que la vengeance est une mauvaise conseillère et que la persécution des adversaires, qu'ils soient grands ou humbles, n'a jamais solidifié un gouvernement et ne lui a jamais acquis ni la confiance ni les sympathies des citoyens du pays qu'il gouverne.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Si l'honorable député de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux) avait pris la peine de se renseigner et de demander la correspondance et les documents avant de préparer l'échafaudage d'accusations qu'il vient de mettre au jour, j'ai raison de croire, M. l'Orateur, qu'il se serait bien gardé de parler comme il l'a fait.

Je le sais assez prudent pour cela. Il fait entre l'ancienne administration et le gouvernement actuel une comparaison qui est toute à notre avantage. Si nous voulions faire une incursion quelque courte qu'elle puisse être dans le domaine du

passé, nous verrions se dérouler à nos yeux un tableau loin d'être agréable, en ce qui regarde le chapitre des destitutions. Que voyons-nous? Le gouvernement Mercier devant lequel s'incline l'honorable député frappant à droite et à gauche dans les rangs des employés publics et destituant les adversaires politiques et les amis des adversaires.

Dans le cas qui nous occupe, il est très intéressant de voir l'honorable député s'apitoyer sur le sort de ceux dont un remaniement dans le département des Terres nous a forcés à nous dispenser de leurs services. Ce qui est arrivé est pourtant bien simple. Voici. Le gouvernement Mercier, sous prétexte d'abolir une charge inutile, avait destitué un sous-agent des terres, mais en réalité, il s'agissait de faire une place pour un ami politique, c'est ce qui a été fait avec un grand succès, avouons-le. M. Martin, frère de l'ancien député de Bonaventure a été destitué et remplacé par le docteur Crépeau. Il était conservateur. Plus tard, M. Clapperton a été nommé avec un salaire de \$400. On lui a même donné un assistant avec un salaire de \$200.

Le salaire de ces deux messieurs, ajouté à celui de l'autre agent qui était payé \$600 par année, formait en tout \$1 200.

Comme nous avons raison de le croire, nous trouvons malgré cela que le service n'était pas assez effectif et nous avons voulu y apporter remède. Dans ce but nous avons nommé deux agents à chaque extrémité du comté. M. Clapperton a été remercié de ses services et personne plus que lui n'a compris qu'il n'y avait pour lui rien d'infamant dans cette action du gouvernement. Il ne lui était pas possible, vu sa profession, de se transporter ailleurs ou plutôt d'aller demeurer dans un autre endroit que celui où il réside, et dans une lettre que je tiens dans ma main et que je suis prêt à produire devant la Chambre, il nous remercie des bons rapports que nous avons eus ensemble.

Nous lui avons accordé une indemnité et il me semble que lorsqu'on destitue un employé, on ne lui accorde pas de cette façon des cadeaux.

J'ai l'espoir M. l'Orateur, d'avoir convaincu la Chambre que le malheur de cet employé est loin d'être aussi grand qu'a bien voulu le dire l'honorable député de Bonaventure. Non, M. l'Orateur, nous ne pouvons être accusés des mêmes forfaits que le gouvernement Mercier et en ce qui regarde les employés, si nous avons voulu n'écouter que nos sentiments les positions que nous aurions rendues vacantes se seraient comptées par douzaines et ces destitutions auraient été parfaitement justifiables. Il s'agit d'employés dont nous avons raison de suspecter la fidélité surtout au point de vue politique.

Quant à l'affaire Gilker du comté de Bonaventure, c'est la première fois que j'entends dire qu'il a été destitué à cause de ses opinions politiques. Je sais qu'il s'est passé ceci: l'honorable procureur général s'est rendu à Bonaventure où Gilker était géôlier. A son retour, il l'a notifié que ses services n'étaient plus requis et a demandé au gouvernement de le remplacer.

Je n'ai je l'avoue, jamais entendu parler de ce que prétend l'honorable député, à savoir que les sommes d'argent accordées aux colons de Bonaventure avaient été réduites. Quant à la question du chemin de fer, l'honorable député aura une réponse satisfaisante lorsqu'il lui plaira de soulever la question d'une manière plus régulière.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Le gouvernement a destitué MM. Clapperton et Gilker uniquement parce qu'ils étaient des libéraux, car il n'y avait aucune plainte quelconque contre ces deux employés. On les a mis à la porte sans enquête, simplement pour se venger de la défaite que les ministres venaient de subir.

Comment? le député de Gaspé prétend que c'était pour diminuer le nombre des agents? Comment se fait-il alors qu'il en a doublé le nombre à Rimouski, en nommant MM. Asselin et Michaud pour remplacer un seul agent, M. Drapeau? Comment explique-t-il qu'au Lac-Saint-Jean il a nommé quatre agents là où il n'y en avait qu'un seul auparavant?

Et le député de Gaspé ne s'est pas encore contenté de doubler le nombre des agences, il a aussi doublé celui des inspecteurs de ces mêmes agences.

Il est étonnant comme les élections passées ou futures font varier la politique des ministres. Après Bonaventure, ils ont destitué nos amis sous prétexte de réforme de l'économie. Avant celle de Montréal, ils ont promis l'abolition des taxes commerciales pour capter les votes.

Il affirme que la nomination de M. Arseneault est une récompense pour les services qu'il a rendus au gouvernement.

L'honorable ministre a parlé de la lettre que M. Clapperton lui a adressée: est-il trop naïf pour ne pas y avoir vu une sanglante ironie? Il n'avait pas besoin d'ajouter que la démission de M. Clapperton ne constituait pas une flétrissure. S'il y a flétrissure, c'est de la part des ministres qui ont commis une pareille injustice, pas autrement.

La proposition est adoptée.

Lois des licences

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, appuyé par le représentant de Yamaska (M. V. Gladu), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état indiquant le nombre de poursuites intentées dans les districts de Montréal et de Québec, en rapport avec les infractions aux lois des licences de Québec et la vente des boissons sans licence.

Le nombre de condamnations prononcées.

Le nombre de jugements exécutés.

Les noms des personnes qui ont été poursuivies, de celles qui ont été condamnées et de celles qui ont payé.

Adopté.

Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Propose, appuyé par le représentant de Matane (M. L.-F. Pi-

nault), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, le commissaire des Travaux publics et la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, maintenant "Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur", et aussi la ou les copies de tout contrat intervenu entre le gouvernement et ladite compagnie et de tous ordres en conseil relatifs audit chemin.

Il exprime l'espoir que tous ces documents seront produits sans délai, vu que le chemin de fer a suspendu sa circulation et qu'il est urgent que la Chambre connaisse les faits.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Répond que le gouvernement n'a pas apporté un instant de retard à étudier la situation faite au public de la baie des Chaleurs et qu'il ne négligera rien pour protéger les intérêts publics. Les documents seront produits et les procédures nécessaires pour mettre le chemin sous l'effet de la loi de 1893 sont déjà instituées.

La proposition est adoptée.

P. Vallières, meublier

M. V. GLADU (Yamaska): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. J. Shehyn), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de tous les comptes produits par M. Philippe Vallières, meublier, de Québec, en rapport avec son contrat pour la fourniture des meubles pour les palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, depuis le 6 juin 1894, date de son contrat passé avec l'honorable L.-O. Taillon, commissaire par intérim des Travaux publics.

Aussi, qu'il soit mis devant cette Chambre, un état des paiements faits à M. Philippe Vallières, meublier, de Québec, en vertu du contrat passé entre lui et l'honorable L.-O. Taillon, commissaire par intérim des Travaux publics, le 6 juin 1894, depuis ladite date, pour la fourniture des palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac.

Aussi, des paiements des pupitres des juges et autres meubles dont le prix n'est pas spécifié dans les listes annexées audit contrat.

Adopté.

Indépendance des députés et service civil

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Donne avis de la motion suivante:

Qu'il existe un règlement de la Chambre à l'effet qu'aucun avocat, qui est l'associé d'un député du comité des bills privés, ne peut agir comme agent parlementaire devant le comité des bills privés.

Il dit que, l'année dernière, il y a eu devant le comité des bills privés des séances que l'on peut qualifier de carnavalesques, pour ne pas employer de termes plus grossiers. Le bill de la ville de

Montréal, qui a coûté la somme de \$3 338 en est un exemple et il en parle longuement. Il parle ensuite du bill de la ville de Summerlea, ou comme il le nomme parfois, le bill de M. Bickerdike. Il se plaint du fait que ce bill présenté par messieurs Cresse et Descarries a coûté \$382 en frais juridiques. Comme le député de Jacques-Cartier (M. J.-A. Descarries) est membre de ce comité, il prétend (M. Stephens) que la présentation de ce bill au Conseil n'aurait pas dû être faite par M. Cresse. Il est aussi d'avis que le montant des frais est scandaleux. Il devrait y avoir ici comme en Angleterre des agents parlementaires réguliers et accrédités. On ne devrait pas tolérer qu'une personne représente un bill devant un comité où siège son associé. C'est injuste et cela donne un avantage à la partie en question. Lui-même a toujours tenté de gagner son pain d'une façon honnête et discrète. Une autre question qui l'indigne et lui fait bouillir le sang est la coutume qui permet aux fonctionnaires de la Chambre d'accomplir d'autres travaux que ceux qui leur sont dévolus par le service civil. Ceci, surtout au moment de la session, alors qu'ils sont particulièrement occupés. Cette coutume, dit-il, a presque toujours des effets pernicioseux et il cite comme exemple, le cas de la Banque du Peuple, dont le directeur M. Bousquet, a accepté d'autres responsabilités en plus de celles qu'il assume à la banque.

A quoi sert de tant parler de réprimer la corruption si nous ne donnons pas l'exemple. Purifions d'abord la Chambre.

DES VOIX: Laissez! Laissez!

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Demande quel employé ou quels employés civils?

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Répond que M. Lanctôt a reçu \$140.00 pour services pour le bill de Montréal.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Craint que la motion proposée par le représentant de Huntingdon (M. G.W. Stephens) ne puisse être adoptée. Comme exemple, il dit que son propre nom apparaît encore comme faisant partie d'un cabinet d'avocats de Montréal bien qu'il n'exerce pratiquement pas en dehors de ses fonctions parlementaires. Cependant, il pourrait difficilement refuser de représenter un ancien client, tel que l'archevêque de Montréal, dont il connaît très bien les affaires personnelles. Il serait injuste de forcer ce client à utiliser les services d'un étranger. En autant que cela le concerne, il n'a jamais agi au hasard dans de telles circonstances et il ne le fera jamais. C'est simplement une question de délicatesse et de savoir-vivre. En ce qui regarde M. Lanctôt, il est un jeune homme très intelligent et très doué, qui travaille avec cœur pour faire vivre sa famille et qui a même consacré des heures supplémentaires à la correction du bill de Montréal. Il vaut mieux qu'un homme compétent en la matière accomplisse ce travail plutôt que de le confier à un débutant. Aussi longtemps que M.

Lanctôt accomplira un travail honnête, le gouvernement l'encouragera.

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Compare le représentant de Huntingdon à un chien qui montre ses crocs et essaye de mordre sans qu'on n'y prenne garde. Il dit savoir quand cette attaque sournoise a commencé et il connaît la personne qui l'a provoquée. Le représentant de Huntingdon n'a pas à se féliciter d'avoir consenti à véhiculer une vengeance aussi mesquine. Il aurait agi avec la plus élémentaire délicatesse en venant d'abord le consulter (M. Descarries) plutôt que de soulever cette question en Chambre. Quant au montant de \$383, il comprend le dépôt de \$300 et le coût de l'impression et de la publicité, ce qui n'est pas finalement une somme exorbitante.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Soutient qu'il est plutôt porté à croire son informateur que le représentant de Jacques-Cartier (M. J.-A. Descarries).

M. L'ORATEUR: Fait remarquer au représentant de Huntingdon que lorsque le représentant de Jacques-Cartier fait une déclaration, il n'a pas le droit de la mettre en doute.

UNE VOIX: Encore manqué!

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Affirme de nouveau qu'il y a eu du désordre, du vrai cirque, au comité des bills privés.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Affirme qu'il a toujours respecté l'ordre.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Oui, c'est très bien lorsque vous êtes là; mais vous devriez voir cela après votre départ!

Il retire son avis, afin de faire des recherches devant élucider cette affaire.

Taxes sur les corporations et (es) compagnies commerciales

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que cette Chambre se forme, maintenant, en comité général pour considérer une certaine résolution concernant les taxes sur les corporations et les compagnies commerciales. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

Il dit que cette question n'a aucune importance. Certaines compagnies d'assurance telles que la "London, Liverpool & Globe", de Montréal ont un volume d'affaires très élevé. Elles refusent de payer la taxe et ces compagnies se promènent d'un tribunal à l'autre avec leurs causes, en plaidant qu'elles ne sont pas constituées en corporation.

Nous administrons les deniers des autres et nous n'avons pas le droit de faire des libéralités. Donnez-nous une loi qui ne laisse aucun doute. Nous avons consulté des avocats distingués.

Il s'agit de voir à préparer une loi qui règle cela. Dans un grand nombre d'articles nous avons ajouté les mots compagnies et compagnies non constituées en corporation, afin d'enlever toute équivoque. Le bill est prêt et j'espère qu'il sera adopté sans discussion.

L'article 1143 impose une taxe d'un dixième d'un pour cent sur le montant du capital versé jusqu'à concurrence d'un million de piastres, et vingt-cinq piastres par \$100 000 ou fraction d'icelle, pour toute somme au-dessus d'un million de piastres. De plus, une taxe additionnelle est imposée, de cinquante piastres, pour chaque place d'affaires, manufacture ou atelier situés dans les cités de Québec et de Montréal, et de vingt piastres pour chaque place d'affaires située dans tout autre endroit.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Fait quelques remarques.

Adopté sur division.

En comité:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose que les dispositions de la loi relative aux taxes sur les corporations commerciales, contenues dans les articles 1143 et 1153 des statuts refondus, soient modifiées de manière à s'appliquer à chacune des compagnies suivantes, qu'elles soient ou non constituées en corporation:

Toute banque y faisant des affaires de banque;

Toute compagnie d'assurance y acceptant des risques et y faisant des affaires d'assurance;

Toute compagnie de prêt y faisant des prêts;

Toute compagnie de navigation y exploitant une ligne régulière de paquebots, de bateaux à vapeur ou autres navires;

Toute compagnie de télégraphe y exploitant une ligne ou partie d'une ligne télégraphique;

Toute compagnie de téléphone y exploitant une ligne de téléphone;

Toute compagnie de chemin de fer urbain ou de tramway y exploitant une ligne de chemin de fer urbain ou de tramway;

Et toute compagnie de chemin de fer y exploitant un chemin de fer ou une partie d'un chemin de fer.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution laquelle est lue deux fois et adoptée.

Introduction de bills:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 5) modifiant la loi concernant les corporations et les compagnies commerciales.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 6) relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative de Québec.

Il explique que ce bill a pour but de prévenir la corruption et les pots-de-vin en assimilant notre législation à la pratique impériale qui alloue une certaine somme comme dépense monétaire aux élections, et qui considérerait comme de la corruption possible toute autre somme d'argent dépensée par la suite.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Changements ministériels

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): On a beaucoup parlé des remaniements ministériels qui ont été opérés depuis l'année dernière. La Chambre sait où les choses en sont aujourd'hui. Je n'ai donc à faire connaître que l'historique de ces changements.

Lorsque l'honorable M. de Boucherville forma son cabinet, en décembre 1891, il donna à la minorité protestante deux ministres: le député de Montréal no 5 (M. J.S. Hall), trésorier, et l'honorable M. McIntosh, ministre sans portefeuille.

En succédant à l'honorable M. de Boucherville, je n'ai rien changé à ces arrangements.

L'an dernier, l'honorable M. McIntosh, dont la santé avait été altérée par une grave maladie, a manifesté le désir de sortir de la politique. La place de shérif à Sherbrooke était vacante. C'était dans son district. Il était disposé à accepter cette charge. Nous avons cru devoir la lui offrir. On me croira si je dis que nous aurions préféré le voir rester avec nous et lui accorder dans cette carrière l'avancement auquel sa popularité et son dévouement à la cause publique lui donnaient droit.

Quant au député de Montréal (M. J.S. Hall), trésorier, on sait qu'il a donné sa démission, en avril 1894, et qu'après avoir consenti à reprendre l'exercice des fonctions de trésorier à la fin d'août, il a de nouveau démissionné, le 25 septembre. La correspondance à ce sujet a été rendue publique. Je n'ai pas à y revenir.

J'ai été chargé d'agir comme trésorier intérimaire.

Les députés conservateurs qui représentaient en cette Chambre la minorité protestante ont consenti à ce que ces arrangements temporaires fussent maintenus jusqu'à la fin de la session.

La prorogation a eu lieu le 12 janvier.

Le 4 février dernier eut lieu, à Montréal, une assemblée intime des citoyens les mieux posés dans le monde des affaires.

Ils étaient au nombre de 17, dont trois seulement étaient Canadiens français; tous les autres appartenaient à la minorité. On y voyait des gérants de cinq à six des principales banques de Montréal, de compagnies d'assurance, de grands établissements manufacturiers, etc. etc.

Je serais heureux de donner leurs noms, mais ce renseignement m'a été communiqué par une lettre confidentielle.

Quatre furent chargés de me rencontrer.

On voulait avoir un trésorier de langue anglaise et de Montréal. Il était question de M. Hall.

Ce monsieur en a parlé avec moi, et nous nous sommes accordés à dire que la chose n'était pas faisable.

L'entrevue entre les quatre délégués et moi-même eut lieu à Montréal, quelques jours après le 4 février.

Le député de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) et le député de Montréal no 4 (l'honorable A.W. Morris) ont alors offert de donner leur démission comme députés pour permettre de faire élire l'homme qui serait choisi, si celui-là n'avait pas déjà un siège en cette Chambre.

Après que les délégués eurent fait connaître le désir des citoyens qui composaient l'assemblée du 4 février, je leur ai demandé s'ils connaissaient quelqu'un occupant une bonne position dans le monde commercial qui consentirait à s'imposer les fatigues, les désagréments et les dépenses d'une élection, pour venir prendre l'administration d'un département à Québec, avec une rémunération de \$4,000.00 par an.

Ils m'ont dit non.

Je leur ai ensuite demandé s'ils pouvaient me proposer quelque moyen de rencontrer leur désir.

Sur leur réponse négative, je leur dis que, pour ma part, je serais disposé à profiter de la première vacance qui surviendrait au Conseil législatif pour nommer à cette Chambre un citoyen sur le choix duquel nous nous entendrions, et qui entrerait au Conseil exécutif comme ministre sans portefeuille.

J'ajoutai que tout en n'étant que ministre sans portefeuille, il aurait l'occasion d'exposer ses vues et les leurs sur toutes les questions de finances aussi bien que sur celles qui intéresseraient particulièrement la minorité protestante.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Un tuteur "ad hoc".

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Dit quelques mots.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON: Quelqu'un a dit: Qui sera trésorier?

Et on m'a aussitôt posé cette autre question: Voulez-vous garder cette charge? J'ai répondu: je n'y tiens pas, mais si cela peut être utile, je le ferai, en attendant d'autres arrangements.

Le nom du député de Stanstead (l'honorable M.F. Hackett) a été mentionné dans cette circonstance par quelqu'un des délégués.

J'ai compris que l'on ne s'opposait pas à ce qu'il fût ministre, mais l'on n'aurait pas voulu l'avoir comme trésorier à cause de ses idées sur les impôts.

Je dois dire, en passant que ces citoyens étaient bien plus préoccupés de la question des impôts que de la dépense des deniers publics, qui n'était pas populaire à Montréal.

Le 12 février, les délégués firent rapport à ceux qui les avaient choisis pour me rencontrer.

Cette deuxième assemblée n'était pas aussi

nombreuse que celle du 4 février, mais on y trouvait encore plusieurs citoyens appartenant au haut commerce et à la finance. Ils acceptèrent l'offre que j'avais faite et désignèrent même l'homme de leur choix.

Le rapport de leurs délibérations m'a été transmis par une lettre confidentielle.

Pendant ce temps-là, je recevais des lettres de diverses parties de la province au sujet des arrangements ministériels. Cette correspondance est toute de nature confidentielle. Je me bornerai donc à en donner un résumé.

Les uns demandaient un ministre qui serait choisi à Montréal.

D'autres en voulaient un qui représenterait la section ouest de la province.

D'autres encore plaident pour les Cantons de l'Est.

J'aurais été disposé à opter pour la région ouest et les Cantons de l'Est, vu qu'il y avait dans le cabinet trois citoyens, de Montréal: le député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), le député de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel) et moi-même. Mais ceux qui tenaient pour Montréal me firent l'observation qu'aucun de nous trois ne représentait une division de la cité de Montréal.

Considérant que cette cité contribuait dans une grande proportion aux revenus publics, j'ai cru qu'il ne serait que juste d'avoir égard aux prétentions de ses citoyens.

L'autre ministre devait-il être un représentant de la région ouest de la province, ou des Cantons de l'Est?

C'était la question qui se posait. J'ai cru que, vu que le député de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel) s'intéresse tout particulièrement à l'oeuvre de la colonisation et qu'il connaît parfaitement les besoins et les aspirations des habitants de cette région, on ferait mieux de prendre le ministre dans les Cantons de l'Est.

Qui choisir?

L'Association conservatrice des Cantons de l'Est venait de faire l'élection de ses officiers, et le député de Stanstead (l'honorable M. F. Hackett) avait été élu président.

Cela voulait dire beaucoup lorsqu'il s'agissait d'une affaire de parti.

Sa foi religieuse devait-elle être une objection?

Deux ou trois personnes ont pensé que, pour cette raison, son entrée dans le cabinet ne serait peut-être pas accueillie favorablement par les protestants; mais la généralité des opinions qui m'ont été exprimées, étaient dans un sens contraire. Je n'en étais pas surpris, car le député de Stanstead (l'honorable M. F. Hackett) avait été élu en mars 1892 par le comté le plus anglais et le plus protestant de la province, et sa majorité dépassait 600.

Si sa foi religieuse devait être un obstacle à son avancement dans la politique, pourquoi l'élire président de l'association conservatrice des Cantons de l'Est? A moins que l'on ne dise qu'il devait toujours être à la peine mais jamais à la récompense.

La réélection du député de Stanstead (l'honorable M. F. Hackett) par une majorité augmentée, dépassant 700 votes, a démontré que la question religieuse n'avait eu aucun effet sur cette lutte.

M.F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): L'honorable secrétaire de la province (l'honorable L.-P. Pelletier) est-il conservateur?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Le dix-huit février, j'ai reçu la lettre qui suit:

"Nous, les soussignés députés de la Législature de la province de Québec avons appris avec étonnement, certaines rumeurs au sujet des deux postes à suppléer au sein du gouvernement, suite à la résignation des honorables M. Hall et McIntosh.

Il est de notre devoir de vous exprimer clairement nos vues et opinions sur cette question. Nous sommes d'avis que deux protestants de langue anglaise devraient occuper ces postes. L'ancienne administration avait adopté cette ligne de conduite et l'avait mise en vigueur, et avait promis qu'elle serait maintenue.

Deuxièmement. Deux membres actuels de la Législature devraient accéder à ces postes.

Nous demeurons vos tout dévoués,

(Signé) John S. Hall
CE. Spencer,
R.N. England,
J.P. Cooke,
W.J. Simpson,
A.W. Morris."

Le 23 du même mois, l'honorable député de Montréal no 4 (M. A.W. Morris), un des signataires, me demandait par dépêche télégraphique de considérer sa signature comme non avenue, disant qu'il avait signé avec entente formelle qu'il n'avait aucune objection concernant la religion.

Lorsque ladite lettre du 18 février fut connue du public, le citoyen qui m'avait été désigné, comme je l'ai dit plus haut, dans l'assemblée du douze février, me dit de ne pas compter sur lui. Je pense bien que n'eut été cette lettre, il aurait consenti à faire ce que l'on proposait de lui demander, mais il n'y tenait guère et il ne l'aurait fait que pour rendre service.

Alors quelques amis insistèrent auprès de l'honorable député de Montréal no 4 (M. A.W. Morris).

Je n'avais eu avec lui aucun pourparler à ce sujet parce que dans un caucus qui avait eu lieu pendant la dernière session, il avait déclaré que ses affaires ne lui permettaient pas d'accepter une position dans le cabinet. Il a plus tard cédé aux instances des amis. Je l'en ai remercié dans le temps et je lui réitère ici mes remerciements.

Le 26 février, j'étais à Montréal pour assister au banquet en l'honneur de l'honorable M. Costigan. Les hommes importants de notre parti m'ont fait connaître que les honorables MM. les députés de Stanstead et Montréal no 4 (l'honorable M.F. Hackett et A.W. Morris) accepteraient des positions de ministre et m'ont conseillé de conclure

les arrangements ministériels en les invitant à former partie du cabinet. Je leur ai demandé si les citoyens qui s'étaient réunis le 4 et le 12 février tiendraient cet arrangement pour agréable? On m'a répondu que deux ou trois d'entre eux avaient été vus et s'étaient déclarés satisfaits.

Revoir chacun d'eux était une tâche que je n'ai pas osé offrir aux amis qui me parlaient. D'ailleurs, cet arrangement leur donnait plus que celui qu'ils avaient accepté le 12 février; car, au lieu d'un membre du Conseil législatif, ils avaient un membre de l'Assemblée législative, c'est-à-dire de la Chambre où se traitent principalement toutes les questions de finances.

On se rappelle sans doute que la presse a, en général, éliminé la question religieuse et a fait un bon accueil à ces arrangements. Je ne veux pas parler, bien sûr, de la presse libérale.

J'ai tenu mes collègues au courant de toutes les négociations et je n'ai rien fait qui ne fût approuvé par eux.

A moins que l'on ne prétende que le choix d'un ministre doit se faire dans une assemblée publique, on devra admettre que j'ai agi avec prudence et que je n'ai pas manqué d'égard envers la minorité.

Nous désirons, mes collègues et moi, accorder à la minorité protestante de cette province sa part dans l'administration de nos affaires publiques, et nous serons heureux de profiter pour cela de la première occasion favorable; nous ne négligerons rien pour arriver le plus tôt possible à ce but désirable.

A ceux qui trouvent le temps long, je demande de vouloir bien considérer que ces difficultés ne proviennent pas de notre faute, comme je l'ai dit en commençant.

On ne peut pas toujours accorder à chaque classe ou groupe de population la part qui lui appartient dans la composition d'un cabinet. Ceux qui ont aujourd'hui moins ont peut-être déjà eu plus ou peuvent avoir plus, à l'avenir, que la part à laquelle ils ont droit.

Lorsque l'honorable M. Ross a formé son administration, en janvier 1884, il n'y avait que six ministres avec portefeuille; il n'y avait pas de ministre sans portefeuille. Sur les six, deux étaient protestants, des Cantons de l'Est, et ils avaient les deux départements qui étaient alors considérés comme les plus importants: le Trésor et les Terres de la couronne. Des raisons spéciales avaient exercé leur influence sur ces arrangements, et je ne sache pas que les Canadiens français s'en soient plaints. Il exprime de nouveau son intention bien arrêtée du gouvernement de traiter la minorité avec toute la libéralité possible.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Il aurait mieux valu que M. le premier ministre eût choisi une autre occasion pour donner ces explications. Cela nous aurait permis de discuter toute la situation politique. L'heure est trop avancée pour me permettre de dire ma manière de penser à ce sujet, et je crois qu'il vaut mieux ajourner à plus tard ce que mes amis et moi avons à dire.

J'espère que M. le premier ministre se fera un devoir de nous fournir l'occasion, dès demain, de discuter la situation qu'il semble vouloir éviter; s'il ne nous la fournit point je l'avertis que nous saurons la faire surgir.

Voici huit jours que nous sommes en session et il n'y a encore rien de fait. Que nous importent et qu'importent au public les mésaventures du chef du gouvernement? Qu'il ait fait des pèlerinages dans toutes les parties du pays pour trouver un successeur au représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) et que personne ait voulu consentir à accepter la responsabilité des actes administratifs du premier ministre, ce sont là des faits connus.

Nous ne sommes pas ici pour apprendre que l'honorable premier ministre a eu bien du trouble à se trouver un ministre: nous le savions. En désespoir de cause, il lui a fallu choisir le représentant de Montréal no 4 (M. A.W. Morris), un homme qui la veille encore condamnait son emprunt.

Le pays n'a pas besoin de connaître quelque touchants qu'ils soient, les ennuis des conservateurs. Il sait qu'ils en ont de nombreux qui vont augmentant tous les jours.

Les explications données par l'honorable député de Chambly (l'honorable L.-O. Taillon) démontrent sa faiblesse. Avant de prendre une détermination, il lui faut consulter tous ses amis. Cette conduite est indigne d'un homme qui occupe la position de premier ministre. Il est humiliant de voir la province gouvernée par un homme aussi faible, incapable de prendre une détermination par lui-même.

Si le premier ministre est obligé de consulter le conseil de famille bleu chaque fois qu'il a à agir dans une perspective importante, il n'a qu'une chose à faire: c'est de céder sa place à un autre qui est en état d'accepter toutes les responsabilités de cette haute position.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Au contraire. Le ministre anglais dans le cabinet ne représente pas seulement les conservateurs anglais de la province, mais tous les Anglais et voilà pourquoi j'ai tenu à déclarer publiquement tout ce qui s'était passé entre l'élément anglais et moi, quant au choix de leur représentant.

M. J.S. HALL (Montréal no 5): Mon intention est de ne dire que quelques mots. Si je parle c'est parce que l'honorable premier ministre a fait allusion à la lettre le 18 février dernier, signée par moi-même et plusieurs députés de langue anglaise lui demandant de remplir les vacances dans le cabinet par des membres de cette Législature de langue anglaise, c'est-à-dire deux membres pris dans la minorité suivant la politique suivie par le Parti conservateur, par l'honorable M. de Boucherville, et promise par le premier ministre actuel.

Après avoir donné ma démission comme membre de l'administration Taillon, mon désir

étant de ne pas signer, mais j'ai dû céder au désir de mes amis et je me suis joint à eux. Je n'ai pas honte de ma signature.

Je désire qu'il soit bien compris que cette lettre n'a été signée qu'après qu'il eut été rumeur sur la rue que le premier ministre avait eu des entrevues avec des personnes qui avaient tenu des assemblées et que le portefeuille du trésor serait confié à des personnes en dehors de cette Chambre.

Je suis, ainsi que mes amis, très reconnaissant au premier ministre de nous avoir donné, même à cette date un peu tardive, des renseignements sur les assemblées.

Une chose que mes collègues de langue anglaise et moi désirons être bien comprise, c'est que ces changements ministériels ont été conçus et mis en pratique sans que nous ayons été consultés et hors de notre concours, et nous n'avons aucune responsabilité dans cette affaire. Quant à moi, je ne crois pas que le premier ministre était obligé de me consulter, mais en ce qui concerne les autres qui ont appuyé le gouvernement, leur cas est différent.

Je proteste de mon attachement au Parti conservateur. Je fais encore parti de ce parti.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): J'ignorais que le député de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) ne sût rien des assemblées en question et je croyais que ceux avec qui j'avais conféré avaient mis le député de Montréal no 5 au courant. Je me suis efforcé de faire ce qu'on attendait de moi. Le seul point où je n'ai pas réussi, c'est le fait que les honorables députés de Stanstead et Montréal no 4 (l'honorable M.F. Hackett et M. A.W. Morris) ne sont pas tous les deux protestants. Dans tous les cas, le député de Stanstead représente un comté où se trouvent beaucoup d'adeptes de cette religion.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il est très humiliant pour la Chambre d'avoir à entendre de telles explications. Elles ne concernent vraiment pas la Chambre et sont du genre de celles que l'on soumet à un caucus de parti. Le premier ministre dit avoir consulté tous ses ministres et n'avoir pu trouver d'autres personnes. Au lieu de ramper devant tout le monde, le premier ministre aurait dû démissionner ou avoir le courage de choisir lui-même ses ministres.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): J'ai déjà connu un premier ministre, et le chef de l'Opposition (M. F.-G. Marchand) doit l'avoir connu lui aussi, qui s'est trouvé un jour sans représentant de la minorité, et il n'a pas même songé à démissionner pour cela.

La séance est levée à six heures quarante-cinq.

Séance du 7 novembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures quarante-cinq.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

Par M. Villeneuve, la pétition de la corporation de la municipalité du village de Saint-Louis de Mile End.

Par M. Girouard, la pétition de William Mitchell et autres.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De James Shearer et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The James Shearer Company".

De James Reed et autres, demandant un acte d'incorporation, sous le nom de la Compagnie du chemin de fer central de Leeds.

De Sir William H. Hingston et autres, demandant un acte d'incorporation, sous le nom de "Samaritan Hospital for Women".

De la Compagnie du chemin de fer des Comtés-Unis, demandant des amendements à sa charte.

De "The Royal Paper Mills Co.", demandant des amendements à sa charte.

De "The Royal Trust and Fidelity Co.", demandant que son nom soit changé en celui de "Royal Trust Company" et pour autres fins.

De George Allen Childs et autres, demandant un acte concernant le testament de feu George Childs.

De Rodolphe Beaudry et autres, exécuteurs testamentaires de la succession de feu F.-X. Beaudry, demandant des amendements à l'acte 56 Victoria, chapitre 93.

De C.N. Cass et autres, du canton de Clifton, demandant un acte divisant le canton de Clifton en deux municipalités séparées.

De James Armstrong et John J. Cook, de la cité de Toronto, demandant un acte déclarant valide la vente de partie du lot numéro 139 de la paroisse de Montréal.

De John Verret et autres, de la paroisse de Bécancourt, demandant un acte modifiant la loi 46 Victoria, chapitre 60, autorisant Léon Montplaisir à construire un pont de péage sur la rivière Bécancourt, dans le comté de Nicolet.

De Côte-Louis-Adolphe Morissette, de la cité de Québec, demandant un acte autorisant la Chambre des notaires à l'admettre à la pratique du notariat.

Rapports de comités:

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas:

De Louis-Georges Lecomte, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.

De la Compagnie du chemin de fer Québec-Central, demandant des amendements à sa charte.

Et de Sa Grandeur monseigneur Ed.-Chs. Fabre et du révérend A. Bérard, demandant une loi validant un acte de vente par Sa Grandeur Mgr Fabre et le révérend C. Ouimet à Philibert Tétreault.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Flynn pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des diverses industries. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Normand pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

Introduction de bills:

M. J. MARION (L'Assomption): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 49) validant un acte de vente par Sa Grandeur monseigneur Ed.-Charles Fabre, archevêque de Montréal, et messire Calixte Ouimet à Philibert Tétreault.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 64) déclarant Louis-Georges Lecomte membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 36) amendement la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec-Central.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 10) amendement la loi 58 Victoria, chapitre 45, concernant la tenure des terres aux Iles-de-la-Madeleine.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 86) amendement la loi des chemins de fer, relativement au paiement des employés des compagnies de chemin de fer.

Le bill a pour but de donner aux employés un privilège sur le produit de la vente des chemins de fer, pour les arrérages de gages qui peuvent leur être dus. C'est le même projet de loi qui a été adopté l'année dernière et qui n'est pas devenu loi.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C.-A. DESJARDINS (Kamouraska): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 87) modifiant l'article 148 des statuts refondus de la province de Québec, concernant l'indemnité parlementaire.

Il propose de nouveau un projet de loi pour diminuer l'indemnité des députés à \$600 au lieu de \$800.

DES VOIX: Demandent des explications.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

J.-O. Martineau, employé du département des Terres de la couronne

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): M. J.-O. Martineau, employé au département des Terres de la couronne, a-t-il reçu une mission spéciale quelconque depuis le 1er juillet dernier?

Si tel est le cas, quelle est cette mission?

Quand l'a-t-il reçue?

Reçoit-il pour cette fin un salaire en sus de son salaire régulier?

Si tel est le cas, quel est ce salaire?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): M. Martineau, employé au département des Terres, a été chargé d'inspecter les agences des terres et des bois de Bonaventure-Ouest, Bonaventure-Est, Gaspé-Est et Gaspé-Centre, de s'enquérir et de faire rapport sur certaines matières, conformément aux instructions qui lui ont été données et qui portent la date du 15 octobre dernier.

Aucun salaire ou rémunération additionnelle n'a été fixé jusqu'à présent.

Mutations d'immeubles

M. V. GLADU (Yamaska): Le gouvernement a-t-il l'intention de faire adopter, à cette session, une loi du genre de celle passée à la dernière session, pour venir en aide aux personnes qui ont négligé de faire enregistrer, dans les délais prescrits par la loi, des actes sujets à la taxe sur les mutations d'immeubles?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): A l'étude.

Percepteurs de revenus

M. V. GLADU (Yamaska): Le gouvernement a-t-il fixé le prix ou commission à payer aux percepteurs de revenus pour la perception des taxes directes imposées par les statuts de 1892?

Si tel est le cas, quel est ce prix ou commission?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): A l'étude.

Entretien des aliénés

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): 1. Le gouvernement a-t-il reçu quelque montant d'argent dans le comté de Gaspé, comme contribution à la garde et à l'entretien des aliénés en 1893, en 1894 et en 1895?

2. Dans le cas affirmatif, quels sont ces montants?

3. Est-il dû quelque montant pour le comté de Gaspé pour les fins susdites et lequel?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester):

1. Oui.

2. Comté de Gaspé numéro 1 pour l'année 1893. \$10.68, payé
Comté de Gaspé numéro 1 pour l'année 1894. 20.27, non encore payé
Comté de Gaspé numéro 3 pour l'année 1894. 5.84, payé

3. La municipalité du comté de Gaspé numéro 1, seule, doit une balance de \$20.27.

Les frais d'entretien des aliénés aux asiles pour l'année 1895 ne seront dus que le premier mai 1896.

Demande de documents:

Rivière Grand Cascapédiac

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant un contrat relatif à la construction d'un pont en fer sur la rivière Grand Cascapédiac.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Il n'existe aucun contrat entre le gouvernement et la compagnie. Le pont en question a été construit en 1892, et les paiements ont été faits en vertu de la loi 54 Victoria, chap. 88, section 8.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Je veux parler du contrat passé avec la municipalité de Maria.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Il n'y a rien de cela au département.
La proposition est rejetée.

Compagnie du Pacifique Canadien

M. F.-X. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Yamaska (M. V. Gladu), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,

copie de tous les arrêtés en conseil, correspondance et documents relatifs aux arrangements pris par le gouvernement avec la Compagnie du Pacifique Canadien à l'égard du changement dans le taux de l'intérêt sur le montant de 7 000 000 de piastres dues par ladite compagnie au gouvernement.

Adopté.

Etat des recettes et des dépenses

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Yamaska (M. V. Gladu) qu'il soit mis devant cette Chambre, un état des recettes et des dépenses de la province de Québec depuis le 30 juin jusqu'au 30 octobre 1895 inclusivement.

Adopté.

Vente des limites à bois

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Yamaska (M. V. Gladu), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état indiquant les renseignements suivants qui n'ont pas encore été produits devant la Chambre:

1. L'époque de l'année où a eu lieu la dernière vente publique des limites à bois dans cette province et l'espace de temps qui s'est écoulé entre la date de la première annonce de cette vente et le jour de la vente;

2. Les conditions de vente et la forme sous laquelle les avis publics ont été donnés;

3. Les conditions sous lesquelles chaque vente de limites a été réellement faite;

4. Les limites offertes en vente et retirées de la vente, puis, subséquemment offertes de nouveau en vente sous des conditions nouvelles; en quoi ces conditions ont différé des premières;

5. Les plans et autres informations mis à la disposition des personnes projetant des achats de limites, quand et comment ils ont été mis à leur disposition ou rendus publics;

6. Le mode d'exploration adopté par le gouvernement pour obtenir des informations préliminaires, quand et pourquoi des explorations ont été faites;

7. Tableau des prix réalisés par le gouvernement des ventes de limites faites en 1882, en 1892 et en 1895, avec l'étendue respective de ces limites;

8. La mise à prix fixée par le gouvernement sur chaque limite mise en vente;

9. La méthode employée par le gouvernement pour s'assurer de la valeur approximative des limites ainsi mises en vente;

10. Le revenu annuel provenant des limites actuellement sous licence;

11. Le montant payé à compte des limites vendues;

12. Les montants restant dus;

13. Le nom des personnes qui ont demandé la mise en vente de telles limites avec indication des montants déposés par elles comme garantie qu'el-

les se porteraient actionnaires sur ces mises à prix.

Adopté.

Indemnités spéciales aux officiers publics

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Yamaska (M. V. Gladu), qu'il soit mis devant cette Chambre, un rapport indiquant les noms des officiers publics dans les différents départements qui ont reçu, en sus de leur salaire régulier, des indemnités spéciales pour travaux et services quelconques, frais de voyage, etc.

Adopté.

Documents:

Système de judicature et code de procédure civile

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 novembre 1894, pour copie de la correspondance échangée depuis le 15 novembre 1893 entre le gouvernement de la Puissance ou aucun de ses membres, ou aucun des juges de cette province et le gouvernement de cette province ou aucun de ses membres, concernant notre système de judicature et la revision et la modification de notre code de procédure civile, et aussi copie de toutes résolutions, requêtes, pétitions et lettres adressées au gouvernement ou à l'honorable procureur général, se rapportant à notre système de judicature et à notre code de procédure. (Document de la session no 29)

Vente d'une limite forestière à C. Leduc

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 27 décembre 1894, demandant copie de toute correspondance, ordre en conseil, etc., depuis le 1er juillet 1890 à venir au 1er novembre 1894, se rapportant à la vente d'une limite forestière située dans l'agence de l'Ottawa supérieur, à un nommé Charles Leduc. (Document de la session no 30)

MM. McIntosh et Kilburn, marchands de bois

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 décembre 1894, pour copie de toute correspondance se rapportant au règlement des comptes entre le gouvernement et MM. McIntosh et Kilburn, marchands de bois. (Document de la session no 31)

Taxes et licences

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 4) abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 11, relative à

certaines taxes et licences, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'ayant toujours été contre ces impôts, il n'a aucune objection à cette loi. Cependant, il ne voit pas quel avantage le peuple retirerait de l'abrogation de cette loi à cette session-ci, puisqu'elle ne serait pas en vigueur avant l'année prochaine.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Taxes sur les corporations et les compagnies commerciales

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 5) modifiant la loi concernant les corporations et les compagnies commerciales soit maintenant lu pour la deuxième fois.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Attire l'attention du gouvernement sur le paragraphe C, article 1145, qui dit qu'il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder aux compagnies constituées en corporation, visées par ce paragraphe, pour un temps déterminé ou non, une telle réduction de taxes qu'il croira juste d'après la nature et l'importance de leurs opérations dans la province lorsque le siège principal de leurs affaires est hors des limites de la province. La taxe exigée ne devrait jamais être de moins d'un dixième d'un pour cent sur le montant du capital employé dans la province.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Explique que dans plusieurs cas, comme dans celui d'une très grande compagnie déjà mentionnée, les compagnies dont le siège social n'est pas situé dans la province, établissent un lieu d'affaire, en payant un loyer minime et font le commerce dans la province. Quelques-unes possèdent un capital considérable, et cependant ne payent des taxes que sur le petit capital qu'elles possèdent ici. Par conséquent, elles sont en bien meilleure position pour faire une concurrence ruineuse aux compagnies établies ici. Il appartient au gouvernement de voir à ce que les compagnies en question n'écrasent pas les compagnies de la province, mais en même temps, on ne devrait pas placer d'obstacles coûteux sur leur chemin. C'est le cas de compagnies dont le siège social est en Ontario aussi bien qu'en Angleterre ou aux Etats-Unis. Il n'est pas juste qu'elles échappent à la loi en ne payant la taxe que sur la partie de leur capital employé au Québec.

Supposez, dit-il, une compagnie commerciale établie dans le comté d'Argenteuil depuis nombre d'années. Cette compagnie qui peut avoir un capital d'un million de piastres, fait de grandes affaires, fait vivre un grand nombre d'employés et elle paye des taxes en conséquence pour le revenu du trésor provincial. Maintenant, dit-il, supposez une autre corporation commerciale établie de l'autre côté de la rivière Ottawa. Cette dernière qui n'a qu'une petite agence dans la province de Québec

pourra, à un moment donné, faire autant écouler dans notre province les produits de son commerce que l'autre qui a son principal siège d'affaires ici. La compagnie commerciale d'Ontario ne paiera qu'une taxe insignifiante au trésor de Québec, tandis que celle du comté d'Argenteuil est déjà taxée pour un montant bien plus élevé. Est-ce juste? Evidemment non.

Cependant, afin que ces corporations commerciales ne soient pas chassées de la province, le paragraphe en question y pourvoit, car il n'est peut-être pas souhaitable que certaines compagnies soient forcées de payer la taxe sur la totalité de leur capital.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Se déclare en faveur du bill dans son ensemble, et ne s'objecte pas à la politique générale du gouvernement sur cette question, mais en même temps, il se demande si cette exception ne devrait pas s'appliquer à quelques compagnies dont le siège social est dans la province. Comme exemple, il cite la "North-Western Land Company", d'Angleterre, qui désire transférer son siège social à Montréal où elle ne s'occuperait que de l'administration de ses affaires et par conséquent ne serait pas dans l'obligation de payer la taxe en entier. Un autre cas est celui de la "Montreal Cotton Mills Company", dont les principaux moulins se trouvent à Cornwall.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit que cette question demande beaucoup de réflexion et qu'elle devrait peut-être être étudiée en comité. De toute façon, il devra considérer les vues de la Chambre sur cette question, et si cette dernière est en faveur de l'amendement, il le fera adopter.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Compagnie du chemin de fer des rues de Sherbrooke

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 51) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer des rues de Sherbrooke soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

J. Lacroix

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 33) autorisant Joseph Lacroix à changer son nom en celui de Joseph Archambault soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Succession de R. de Beaujeu

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 48)

autorisant l'aliénation des terrains de la succession Raoul de Beaujeu soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Dominion College of Music

L'HONORABLE A.W. MORRIS (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 32) constituant la "Dominion College of Music", Montréal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le

lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

M. L'ORATEUR: Lit ledit message comme suit:

J.-A. Chapleau,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1896, et, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord 1867, il recommande ce budget à la considération de la Chambre. (Document de la session no 1)

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 7 novembre 1895.

En voici le contenu:

Inspection des bureaux publics, requis pour défrayer les dépenses occasionnées par les inspections spéciales faites dans l'intérêt du service public	\$ 2 000.00
Ecoles d'agriculture	4 000.00
Conférences sur l'agriculture	2 000.00
Chemins de colonisation	35 000.00
Exposition de Sherbrooke	2 500.00
Construction d'une voûte de sûreté dans le palais de justice de Montréal	9 900.00
Arpentages, département des Terres de la couronne	15 000.00
Frais judiciaires spéciaux re Gore de Barford, département des Terres de la couronne	739.11
Mémoires du chevalier de Lévis, balance de frais d'impression	1 200.00
Lareau, <u>Histoire du droit canadien</u> , 99 exemplaires	198.00
Aide à l'érection du monument de Maisonneuve à Montréal, — O.E. no 265 du 29 juin 1895	1 500.00
Institut impérial de Londres, part de la province de Québec pour l'entretien d'icelui	1 080.00
Aide aux pauvres habitants de la Pointe-aux-Esquimaux, Rivière-au-Tonnerre et Pointe-aux-Anglais, sur la côte nord du Saint-Laurent: coût de provisions envoyées à cet endroit dans ce but	1 607.82
Aide aux pauvres habitants de Mont-Louis sur la côte sud du Saint-Laurent: coût de provisions envoyées à cet endroit dans ce but	308.30
Total,	\$77 033.23

Il est ordonné, que ledit message et le budget qui l'accompagne soient renvoyés au comité des subsides.

Subsides

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Lorsque la discussion a été l'autre jour suspendue, j'en étais à offrir aux honorables députés qui l'ont soumis à cette Chambre, des félicitations bien méritées pour le talent qu'ils avaient déployé à enluminer de leur éloquence ce document incolore que Son Honneur, le lieutenant-gouverneur a été forcé, par les pénibles nécessités de sa position officielle, de nous lire sous la forme d'un discours du trône.

J'ai eu la bonne volonté de le lire et de le relire, dans l'espoir d'y puiser quelque éclaircissement sur notre situation financière, quelque

perspective encourageante pour l'avenir, quelque renseignement précis et tangible sur les projets de réforme de ce gouvernement soi-disant réparateur. Peine inutile.

Le tout se résume en un hymne sonore à la louange des sept sages qui nous gouvernent.

Chacun des honorables ministres y célèbre à son tour ses prouesses administratives et ses chefs-d'oeuvre de législation. On voit, par la forme rythmique des périodes, qu'ils s'y sont exercés en chœur, au sein du Conseil, sous la direction d'un maestro habile et sûr de sa note élogieuse.

Cette pièce remarquable débute par un long récitatif où l'honorable ministre d'Agriculture fait ressortir avec un brio ravissant l'étonnante découverte qu'il a faite d'un remède à tous les maux de notre agriculture: la fabrication du beurre en hiver.

Nous étions, paraît-il, exposés, sans nous en douter, à un grand danger; l'équilibre était sur le point de se rompre entre le beurre et le fromage; celui-là menaçait d'entraîner celui-ci dans l'abîme; la province allait basculer, c'est le discours du

trône qui nous le dit, lorsque l'honorable ministre, par un effort spontané de son génie, imagina et créa les beurrieres d'hiver. La province était sauvée.

La bonne réputation de notre beurre, sinon de nos ressources financières, se rétablissait du coup.

Cette question d'équilibre étant "en bonne voie", fait-on dire au lieutenant-gouverneur, "mon gouvernement a travaillé à rétablir en Angleterre la réputation de ce produit important de la province de Québec"; et maintenant "le beurre de la province est classé en Angleterre parmi les meilleurs produits similaires du monde entier".

Quel malheur, M. l'Orateur, que l'honorable premier ministre n'ait pas eu, sur le marché monétaire, le succès que son collègue a obtenu sur le marché du beurre de la métropole.

Nous serions, aujourd'hui, plus riches d'un million.

Malheureusement, pendant que, grâce aux habiles démarches du ministre d'Agriculture, se rétablissait l'équilibre entre le beurre et le fromage, et que la réputation de ces deux produits était reconquise à jamais, les exploits du premier ministre, comme trésorier, détruisaient l'équilibre budgétaire et ruinaient notre réputation financière. La comparaison étant épouvantablement à notre détriment.

Loin de moi, M. l'Orateur, l'idée de vouloir déprécier cette importante industrie de la fabrication du beurre, même en hiver, dont l'honorable ministre d'Agriculture se proclame si complaisamment l'inventeur. Mais, s'il avait envisagé nos intérêts agricoles à leur véritable point de vue, il ne se serait pas arrêté là. Il se fut attaqué à la source même du mal qui paralyse le progrès de notre agriculture, décourage nos cultivateurs et les chasse par milliers au-delà de la frontière canadienne. Il se fut joint, avec ses collègues, aux véritables amis de notre population rurale pour contraindre ses amis du gouvernement fédéral à faire disparaître le mur douanier qui nous entoure et nous empêche d'écouler nos produits sur le grand marché américain dont l'entrée nous est pratiquement interdite. Il se fut aperçu que ce qu'il nous faut, avant tout, c'est une réforme judicieuse du tarif douanier entre le Canada et les Etats-Unis qui, sans nuire aux intérêts manufacturiers, permettrait à nos cultivateurs de vendre leurs denrées à un prix rémunérateur, et d'acheter au plus bas prix les articles de nécessité usuelle importés de l'étranger. L'équilibre se fut ainsi rétabli de soi, dans le cours normal des affaires, non seulement entre le beurre et le fromage, mais entre toutes les industries et tous les intérêts aujourd'hui en souffrance.

Quoi qu'il en soit, j'apprécie hautement l'importance, pour notre agriculture, de l'industrie laitière. C'est un appoint précieux dans les ressources diverses d'une ferme sagement administrée; mais son exploitation ne constitue pas, à elle seule, tout l'art agricole, et tout en soignant celle-là, nous ne devons pas négliger les autres. Il faut qu'elles marchent de front, dans une distribution

judicieuse, afin qu'au cas d'insuccès dans le rendement ou la vente de quelques-uns de ses produits, le cultivateur puisse compter sur les autres pour se tirer d'affaire.

Je m'applaudis donc, avec l'honorable ministre, sur les progrès rapides que notre agriculture a réalisés dans cette spécialité comme dans toutes les autres, depuis quelques années.

Mais l'honorable ministre est ici victime d'une méprise, bien naturelle chez lui, mais qui n'en est pas moins une méprise. En constatant dans l'agriculture et la colonisation, les progrès réalisés, il s'en attribue modestement le mérite et se donne comme l'initiateur et le propagateur des réformes qui ont amené ces progrès. Il perd de vue le fait important que ces réformes ont été instituées par ses prédécesseurs et qu'il n'en est que le continuateur; que si elles s'effectuent si rapidement, c'est grâce à l'énergie, au sens pratique et au travail intelligent de nos cultivateurs qui, comprenant les désavantages et les nécessités de leur position, ont de leur propre initiative, bien avant l'avènement au pouvoir de l'honorable ministre de l'Agriculture, opéré révolution de l'ancien au nouveau régime.

Au lieu de guider la foule, il n'a eu qu'à la suivre sur une route tracée par ses devanciers.

Mais l'honorable ministre et son gouvernement ne limitent pas là leurs prétentions. Ils posent aussi en apôtres de la colonisation et proclament à toute occasion que leur prétendue politique d'économie ne les a pas empêchés d'augmenter, au lieu de les diminuer, les subsides et les dépenses législatifs affectés aux fins de l'agriculture et de la colonisation.

C'est encore une douce illusion que je suis bien à regret obligé de leur enlever et qui se détruit absolument par les chiffres, extraits des documents officiels, que je demande la permission de citer.

En 1890-91, d'après les comptes publics, le gouvernement Mercier a fait pour l'avantage de la classe agricole, les dépenses suivantes:

1e Dépenses ordinaires.....	\$112 737
2e Empierrement des chemins.....	6 315
3e Construction des ponts en fer dans les municipalités rurales.....	100 000
4e Ecoles du soir (moitié de l'octroi.....)	20 000

Total \$239 052

En 1894-95, le gouvernement a dépensé, en tout et partout, pour les fins agricoles..... \$190 000

Il a donc retranché à l'agriculture, en 1894-95, contrairement aux déclarations ministérielles, l'énorme somme de..... 49 000

Voilà la manière dont se pratiquent ses prétendues sollicitudes pour la cause agricole!

Il est vrai que, pour compenser la perte des écoles du soir, des ponts en fer et des chemins empierrés, nos cultivateurs ont pu profiter des leçons d'un certain nombre de personnages politiques en disponibilité, grassement payés pour

dissimuler dans nos campagnes, en même temps que les immortels principes du toryisme, tous les secrets de la science agricole: n'ont-ils pas eu, aussi, l'immense bienfait d'un haras national, recevant à leurs dépens une double subvention législative au montant total de \$12 000 par an, \$60 000 en tout pour faire une concurrence ruineuse aux éleveurs moins favorisés. Il est vrai que cet élève de l'honorable ministre de l'Agriculture n'a vécu que juste le temps qu'a duré la subvention, je m'abstiens d'en dire davantage, par respect pour les sentiments tout paternels de l'honorable ministre d'Agriculture. Laissons-le dormir en paix; "nihil de mortuis nisi bonum".

Mais notre gouvernement s'affiche aussi comme apôtre de la colonisation et nous laisse croire qu'il lui a prodigué ses largesses d'une manière toute spéciale.

Ici encore, les chiffres officiels le démentent de la manière la plus déplorable, comme je vais le démontrer:

En 1890-91, le gouvernement Mercier a dépensé pour la colonisation, d'après les comptes publics:

1e Dépenses ordinaires.	\$123 750
2e Dépense spéciale.	40 000
En 1894-95, le gouvernement actuel a dépensé en tout et partout, pour les fins de colonisation.	\$88 400

Nouveau démenti offert aux déclarations ministérielles par les chiffres officiels qui constatent, comme je viens de le faire voir, une diminution de \$75 350 sur les dépenses pour fins de colonisation, au lieu de l'augmentation prétendue.

Mais l'agriculture et la colonisation n'ont pas été seules mises à contribution, l'instruction publique a dû aussi subir ces retranchements.

Ainsi, les comptes publics de 1890-91 constatent, pour cet objet, une dépense de. \$406 106

Tandis que l'état produit par l'honorable premier ministre n'accuse que. 383 726

Total. \$ 18 580
Dix-huit mille piastres enlevées en une seule année à l'enseignement de notre jeunesse!

Mais en revanche, les asiles d'aliénés, malgré les avantages tant vantés du mémorable contrat de Beauport, accusent une augmentation de dépenses en 1894 et 1895, sur l'année 1890-91, de \$11 000.

Plus encore, tandis que l'on mesquinait ainsi, sous le prétexte d'une fausse économie, le pain de l'intelligence à notre jeunesse et aux deux grandes causes de l'agriculture et de la colonisation, les subventions indispensables à leur avancement; tandis que, sous le faux prétexte d'équilibrer nos finances, on accablait le peuple d'impôts ruineux et mal répartis, l'on gaspillait des millions dans les extravagants travaux du palais de justice, à Montréal, dans le regrettable marché de Beauport, dans la honteuse et coupable transaction Charlebois dans...

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): La transaction Charlebois! voulez-vous parler de la

construction du mur d'enceinte du palais législatif?

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Précisé-ment.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Mais elle a été commencée sous le régime Mercier!

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Oui, mais terminée par vous. Et c'est le scandaleux compromis qui a couronné cette déjà trop coûteuse entreprise que je veux signaler.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Quel compromis?

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je vais vous le rappeler. A la conclusion des travaux, une difficulté paraît s'être élevée entre vous et l'entrepreneur. Tandis qu'il vous réclamait une balance, vous prétendiez lui avoir trop payé. Après un examen minutieux des ouvrages faits et de comptes s'y rapportant, des employés experts et compétents ont constaté que tous comptes tirés, M. Charlebois avait été surpayé et qu'il vous redevait la modeste somme de \$51 000. Leur rapport, à cet effet, est consigné dans le rapport officiel de l'honorable ministre des Travaux publics. Nous trouvons aussi, dans ce même rapport, qu'une poursuite fut en conséquence intentée à M. Charlebois pour le recouvrement de cette somme.

Mais ce procès, paraît-il, fut arrangé à l'amiable et de la singulière manière que voici: non seulement le gouvernement se désistait de sa réclamation de \$51 000, mais il consentait à payer \$40 000 à M. Charlebois.

C'est ainsi qu'après enquête régulière et poursuite intentée, vous avez converti une créance de \$51 000 en une dette de \$40 000, faisant ainsi subir à la province une perte de \$91 000.

J'espère que l'honorable premier ministre est renseigné maintenant.

Lorsque l'honorable premier ministre m'a interrompu, j'en étais à énumérer les extravagances, pour me servir d'un terme radouci, commises par ce gouvernement réparateur, et à indiquer l'emploi judicieux qu'il a fait des impôts nouveaux. Je n'ai pas fini. Ma tâche serait incomplète si je ne mentionnais ce cadeau de près d'un demi-million, juste le produit d'une année de ces taxes onéreuses, fait aux capitalistes européens lors du désastreux emprunt de 1894; il ne faut pas oublier non plus ces subsides de chemins de fer, sur le point de devenir périmés, dont on a pratiquement grossi notre passif par des repliages et des prolongements de délais qui les sauvaient du terme fatal sur le point d'arriver.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Je n'ai pas renouvelé un seul subside de chemin de fer.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Ne jouons pas sur les mots. Si vous n'avez pas précisément

renouvelé des subsides éteints par le laps de temps, vous avez, en vertu de votre législation, permis à des compagnies d'enlever leurs subsides à des chemins qu'elles renonçaient à construire pour en faire bénéficier d'autres chemins qui en étaient privés ou que vous gratifiez ainsi d'un double subside, et vous avez accordé à d'autres compagnies de nouveaux délais sans lesquels, ne pouvant commencer leurs travaux dans la période prescrite, elles les auraient perdus.

N'était-ce pas pratiquement les renouveler?

J'en appelle au témoignage de l'honorable ministre des Travaux publics qui, durant la discussion de la dernière loi à ce sujet, m'a passé une liste des chemins de fer qui, si j'ai bonne mémoire, en profitaient au montant de \$667 000.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Non. Pas autant que cela. Mais seulement \$467 000.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): C'est possible, car je cite de mémoire. Nous n'en avons pas moins la preuve par l'admission d'un ministre, d'un surcroît d'un demi-million, ajouté au passif de la province. Juste l'équivalent du cadeau fait aux capitalistes européens. Perte sèche d'un million pour la province dans ces deux opérations.

Mais les grandes économies, tant annoncées, devaient surtout s'effectuer par la réforme et la reconstitution du service civil sur un pied d'affaires.

Ici encore les promesses ont été vaines. On n'a rien réformé, mais en revanche on a reconstitué d'une singulière manière, par le renvoi ou la mise à la retraite d'employés compétents et leur remplacement, dans bien des cas, par des novices incompetents recommandés surtout pour l'ardeur de leur partisanerie politique.

Il en a résulté une augmentation dans le coût annuel des pensions de retraite de \$10 000 et dans le montant des salaires des employés du service civil de 3 500.

En tout une augmentation sur 1890-91 de \$13 500 à peine compensée par une légère diminution dans les dépenses contingentes de ce service.

Voilà le résultat des grandes réformes promises sur un chef de la dépense publique soumise plus que tout autre au contrôle ministériel.

Comme je l'ai démontré il y a un instant l'honorable premier ministre n'a pas obtenu, pour ses produits, les mêmes succès que son collègue sur

les marchés européens. Pendant que les beurres de celui-ci atteignaient le haut de l'échelle des cotes, les débentures de celui-là tombaient au dernier échelon.

Et, cependant, l'honorable premier ministre nous affirme qu'il a relevé le crédit et la bonne réputation de la province. Cette prétention est démentie par les chiffres officiels.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Si vous nous donniez les renseignements officiels, ensuite on pourrait discuter.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): En voulez-vous la preuve? Permettez-moi une citation.

Je l'emprunte à un journal conservateur bien connu, qui est l'évangile de nos adversaires, je veux parler de la *Gazette*, de Montréal.

Le 2 octobre dernier elle publiait une entrevue avec l'honorable M. Turner, le premier ministre de la Colombie, qui arrivait d'Angleterre où il avait négocié un emprunt. Mais au lieu de vendre les débentures de sa province seulement 77, il en avait obtenu 95. Et il ajoutait qu'il aurait certainement obtenu un point de plus, sans les accusations que ses adversaires avaient colportées contre lui. On l'avait accusé, disait-il, d'être un "boodler?"

Si le premier ministre de cette petite province, dont les ressources ne sont pas comparables aux nôtres, et quand on le dénonçait comme un "boodler" a pu faire une si belle opération financière, comment se fait-il que le gouvernement "honnête" que nous avons n'a pu obtenir que 77 pour ses débentures? Si nous faisons la comparaison, nous constatons que l'honorable député de Chambly nous a fait perdre \$960 000.

Voulez-vous un autre exemple: je l'emprunte encore à la *Gazette* de Montréal du 30 octobre dernier où il est question de l'emprunt contracté par la Nouvelle-Galles du Sud.

Ce petit pays a emprunté quatre millions de louis sterling à 97 et on lui a offert sept millions aux mêmes conditions. Est-ce assez concluant?

M. le député de Chambly se vante d'avoir équilibré son budget.

Il aurait dû le faire avec une diminution de dépenses annuelles, selon lui, de \$700 000, et une augmentation de revenu en moyenne d'après les comptes publics de \$800 000.

Il ne l'a pas fait. Citons les chiffres de la dette:

Dettes publiques — 1894-95

Dettes consolidées.....	\$ 29 350 000
Emprunts temporaires, (trust funds).....	2 650 000
Subsidés de chemins de fer non périmés.....	1 200 000
	<hr/>
	\$ 33 200 000

1891-92

Dettes consolidées.....	25 209 300
Dettes flottantes (trust funds).....	8 530 000
Subsidés de chemins de fer.....	33 739 000
Moins subsidés déclarés périmés par Taillon.....	2 000 000
	<hr/>
	\$ 31 739 000
Augmentation du passif depuis le 30 juin 1892.....	\$ 1 461 000

Mais ces chiffres ne présentent que le point de vue le plus favorable de notre position financière.

Il ne faut pas oublier, pour juger sainement de la manière dont ce gouvernement économe et vertueux s'est acquitté de sa mission réparatrice, qu'en vertu d'une loi adoptée en décembre 1890, sous le régime Mercier, toutes les compagnies qui n'auraient pas accompli leurs conditions avant le 30 juin 1892, perdaient leurs subsidés de plein droit. Comme on peut le constater par le rapport du ministre des Travaux publics de l'époque, des subsidés au montant de \$4 431 000, se trouvaient, lors de la session tenue en mai et juin de cette même année, dans cette position précaire. Il n'y

avait qu'à laisser la loi prendre son cours pour diminuer notre passif d'autant. Que fit notre gouvernement économe, il soumit et fit adopter par les Chambres, à la veille du terme fatal, une loi prorogeant ce délai jusqu'au 1^{er} septembre 1893. Plusieurs compagnies profitèrent de ce répit pour se mettre en règle. C'est pourquoi l'honorable premier ministre, n'a pu constater des subsidés périmés qu'au montant de \$1 996 000 au lieu de \$4 431 000, que sans cette législation nous aurions retranchés du passif de la province.

Sans la continuation des subsidés par le gouvernement, la comparaison serait comme suit:

1894-95

Passif total comme ci-dessus.....	\$33 200 000
-----------------------------------	--------------

1891-92

Passif total d'après Hall, p. 18-19.....	\$33 739 000
Moins subsidés qui seraient périmés sans les extensions de Taillon.....	4 431 000
Augmentation réelle sous les lois Taillon.....	3 892 000

Mais ce gouvernement modèle a non seulement augmenté la dette publique, au lieu de la diminuer comme il a le courage de le prétendre, en face de la contradiction offerte par ses propres chiffres officiels; mais il a aussi, contrairement à ses engagements formels, et malgré l'augmentation du revenu annuel, laissé subsister les déficits.

Analysons la situation.

Déficits

Les revenus sont augmentés en moyenne, par année de.....	\$ 800 000
M. Taillon dit avoir réduit la dépense annuelle de.....	700 000
Budget soulagé par an de.....	\$ 1 500 000
Cependant il a encore, d'après ses propres comptes, des déficits annuels:	
Pour 1893-94.....	\$ 230 000
Et pour 1894-95.....	163 000
Passif augmenté d'après le point de vue le plus favorable de.....	\$ 1 500 000
Déficits annuels dans les \$200 000 à \$300 000.	

Voilà la situation réelle.

Cependant, en face de ces résultats, il promet d'abolir les taxes nouvelles sur les manufactures, le commerce, et sur certaines personnes.

Tant mieux pour les manufactures, le commerce et ces certaines personnes.

J'en serai enchanté pour ma part, car je

prétends et j'ai soutenu antérieurement, preuve en main, qu'elles n'auraient jamais dû s'imposer.

La meilleure preuve à l'appui de cette prétention, c'est la démarche actuelle du gouvernement.

Puisqu'en présence d'un passif augmenté, de déficits croissants, d'une situation en un mot aggravée, il trouve moyen d'enlever ces taxes

odieuses, combien plus avait-il tort d'en charger le peuple de cette province, à une époque où ses obligations étaient moins lourdes.

Où il se trompait alors, où il se trompe maintenant.

Dans cette alternative, la position ne peut être rassurante pour l'opinion publique.

Elle l'est d'autant moins que ces prétendus réformateurs ont jusqu'ici violé toutes leurs promesses d'économie et de réforme.

Ils ont tellement failli à leur tâche qu'un cri d'indignation s'est levé de toute part et cette indignation s'est manifestée tout récemment dans la plus importante circonscription commerciale de la province par un vote de réprobation écrasant.

Tel était grand le sentiment d'hostilité dans cette circonstance, qu'après avoir frappé à toutes les portes pour trouver un candidat favorable à sa politique, après s'être désisté, au moment de la lutte d'une poursuite de \$500 000 contre la cité de Montréal, après avoir interrompu la perception des taxes du commerce et promis sous l'effet d'une soudaine panique de les abolir, le gouvernement s'est vu réduit, en désespoir de cause, à appuyer un candidat qui réprouvait cette politique et qui, malgré ses talents remarquables, subit, par une défaite humiliante, la peine de cet appui compromettant.

Il s'était, cependant, présenté aux suffrages des élections comme candidat ministériel indépendant, répudiant l'emprunt Taillon et la loi des taxes nouvelles, c'est-à-dire toute la politique financière du gouvernement.

On se demande ce que ce partisan d'un nouveau genre aurait consenti à approuver de la politique de son gouvernement; serait-ce le fameux compromis Charlebois dont j'ai parlé il y a un instant? Ou, peut-être, cette superbe et économique entreprise du palais de justice de Montréal? Ce ne serait certainement pas le fameux contrat de Beauport...

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Si le chef de l'Opposition (M. F.-G. Marchand) est capable de prouver ce qu'il avance je m'engage à remettre mon siège.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Le défi de mon honorable ami est ridicule.

Je vais faire une autre proposition au secrétaire provincial (l'honorable L.-P. Pelletier).

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Répondez à la mienne d'abord.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): L'honorable secrétaire de la province a pour collègue, dans le gouvernement, un ministre sans portefeuille qui est sensé représenter à lui seul dans le cabinet tous les intérêts de notre grande métropole commerciale, Montréal. Qu'il obtienne que son collègue résigne son mandat pour se présenter de nouveau à ses électeurs de Montréal et leur demander un vote de confiance dans le gouvernement dont il a accepté les responsabilités en deve-

nant ministre, et je lui promets une défaite écrasante, un enterrement de première classe.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Cela n'est pas une réponse à ma proposition. Qu'il prouve que le candidat ministériel, dans l'élection récente à Montréal, a répudié le contrat de Beauport, et je résigne mon siège.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): L'honorable ministre ferait mieux de ne pas s'y risquer. Je disais, quand l'honorable ministre m'a interrompu pour me faire l'étrange proposition qu'il vient de répéter, que son candidat n'aurait pas approuvé cette fameuse transaction de Beauport où les talents diplomatiques de l'honorable secrétaire de la province se sont révélés avant tant d'éclat; j'ajoute qu'il n'a pas osé l'approuver devant les électeurs, et j'affirme, sans craindre la contradiction, que s'il l'eut approuvé, la majorité du candidat libéral eut dépassé de plusieurs centaines de voix le chiffre de 1 256 qu'elle a atteint.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Et ma proposition?

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Oh! c'est une manière de parler; ce qui, après tout, n'est pas important.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Alors si ce n'est pas important, pourquoi en parlez-vous?

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Au reste l'honorable ministre choisit un mauvais moment pour nous lancer des défis, car cette éclatante victoire que nous venons de remporter sur le gouvernement dans la circonscription de Montréal-Centre, est, comme il ne l'ignore pas, le signal d'un grand réveil dans l'opinion publique.

Je ne hasarde rien en disant que les six divisions de Montréal, comme la majorité des circonscriptions dans la province, rendraient une réponse semblable, si le gouvernement osait les consulter.

Et si, à l'expiration de cette cinquième session du Parlement actuel, l'honorable premier ministre osait faire un pas de plus et consulter l'électorat tout entier, la majorité lui répondrait par un vote accablant qu'il ne possède plus sa confiance et qu'il n'a plus le droit de gouverner cette province.

Je ne dirai que peu de mots au sujet des prétendues explications ministérielles. L'honorable premier ministre nous a fait un long récit de petites misères de famille. Je me permettrai de lui dire que je comprends tout autrement qu'il paraît le comprendre, le rôle d'un premier ministre, chargé par la couronne de la tâche de former un cabinet. Le premier ministre doit prendre devant la Chambre et le public, l'entière responsabilité du choix de ses collègues, de ceux qu'il invite à concourir avec lui au gouvernement du pays. Voilà l'incontestable doctrine constitutionnelle. Les avis que l'honorable premier ministre a demandés étaient intimes et auraient dû rester tels. Mon

honorable ami n'a pas suivi la véritable règle constitutionnelle. Les dix-sept citoyens de Montréal, dont il nous a tant parlé, n'avaient aucun rapport avec la Législature. Pourquoi les avoir consultés? Nous ne connaissons pas leurs noms. Je ne mets pas en doute leur honorabilité, leur situation dans la société, leur influence personnelle. Mais là n'est pas la question.

Il est de l'essence même du gouvernement responsable que le cabinet relève de la Chambre populaire, dépende des représentants du peuple régulièrement élus. L'honorable premier ministre devait avoir confiance dans la majorité parlementaire qui l'appuie, pour la prendre dans ses confidences, et s'inspirer de ses désirs. Il n'aurait pas eu à pêcher au dehors sans aucun succès. Par les explications ministérielles, ou plutôt par le triste récit de ses mésaventures, on voit que mon honorable ami était d'abord décidé à permettre à ces dix-sept conseillers constitutionnellement irresponsables de lui indiquer quelqu'un qu'il ferait nommer conseiller législatif pour devenir son tuteur financier. Ce personnage irresponsable aurait siégé au Conseil législatif et aurait désormais contrôlé la gestion des finances de la province, contrôle qui appartient exclusivement à la députa-

tion populaire. Le renversement complet de la doctrine constitutionnelle.

Et en résumé, quel a été le résultat de ces démarches, de ces pourparlers? L'honorable premier ministre nous dit, en somme: je n'ai pas pu faire mieux, j'étais prêt à me mettre en tutelle, je n'y ai pas réussi.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures et demie

Subsides

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Les explications ministérielles ne sont assurément pas satisfaisantes. J'irai même beaucoup plus loin, et je n'hésite pas à ajouter qu'elles sont humiliantes pour cette Chambre. Elles constituent de la part du chef du cabinet un aveu d'impuissance à reconstituer son ministère dans l'intérêt public. Nous devons tous y trouver, avec regret, une révélation humiliante par-dessus tout, pour cette Législature. Les prétendues explications de mon honorable ami démontrent que dans ces négociations, il s'est livré à des démarches absolument contraires aux usages constitutionnels. Que l'on me permette de répéter ce que je disais avant la suspension de la séance. L'homme qui accepte du souverain ou de son représentant, la tâche de former et de diriger un cabinet, relève et dépend de la Chambre des représentants de la nation. De son initiative, il choisit ses collègues. Constitutionnellement parlant, il n'a de conseils à demander à personne. Sans doute, il s'inspire de l'élément qui

l'appuie, de la majorité sur la confiance de laquelle il croit avoir raison de compter. La députation représente la province; elle parle en son nom. Les usages constitutionnels n'ont rien à faire avec les confidences intimes entre les membres de la majorité. L'honorable premier ministre n'avait nullement à en rendre compte à la Chambre. Il pouvait fort bien les communiquer à un caucus de ses amis, mais le public n'avait rien à y voir. Les propositions que mon honorable collègue a faites à ses dix-sept citoyens de Montréal sont inconstitutionnelles.

Quant à la question politique de la constitution d'un cabinet dans cette province, la réorganisation qui a été faite pendant la vacance n'est pas satisfaisante et ne rend pas justice. La grande cité de Montréal avait le droit d'être représentée dans le cabinet par un ministre avec portefeuille à un des députés de Montréal, c'est-à-dire chargé de l'administration d'un département. L'honorable premier ministre n'a pas confié un portefeuille à un des députés de Montréal, parce qu'il s'en serait suivi une élection, et il a craint le résultat de la lutte et trop prévu la défaite certaine qui l'attendait. Il a eu recours à l'expédient de la nomination d'un ministre sans portefeuille. Il a complété la réorganisation du cabinet par la nomination d'un homme

sympathique, mais ce choix n'en a pas moins été fait à l'encontre de l'objet que l'honorable premier ministre devait avoir en vue. Je puis bien dire que j'ai des doutes sur l'utilité de la présidence du Conseil exécutif, mais si elle a sa raison d'être, il me semble qu'elle devrait être occupée par le chef du cabinet lui-même, afin de lui laisser plus de loisir pour la direction générale du gouvernement des affaires publiques. Cette position ne devrait pas être remplie par un ministre silencieux.

Je ne prétends pas que dans la constitution d'un cabinet, il faille tenir un compte absolument rigoureux des questions de religion, de races et de localités, mais, enfin, il est important de les prendre suffisamment en considération, pour que chaque élément soit satisfait et obtienne justice. Je ne dis pas cela pour favoriser les préjugés. Rien n'est plus loin de ma pensée. Je n'ai en vue, je ne désire, que le maintien de la paix, de l'harmonie. Je veux éviter des conflits désastreux.

On ne saurait trop regretter l'impuissance de l'honorable premier ministre à satisfaire, et à rendre justice aux divers éléments de notre population. Pour toutes les raisons que je viens d'exposer, cette Chambre doit se prononcer, devant le public, sur l'événement politique de la réorganisation du cabinet pendant la vacance, et dire ce qu'elle pense de la combinaison ministérielle qui sollicite aujourd'hui sa confiance. Je termine en proposant la motion suivante, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. G.-W. Stephens), que "Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté; mais, après avoir entendu les explications données par l'honorable premier ministre sur les changements ministériels, survenus depuis la dernière session, cette Chambre est d'opinion que le cabinet n'a pas été reconstitué de manière à représenter efficacement les différentes sections

de cette province, à satisfaire les différents éléments de population qui l'habitent, et à assurer, par leur entente cordiale, la prospérité commune."

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Je remercie mes amis de l'accueil sympathique qu'ils me font avant que je tombe sur la motion du chef de l'Opposition (M. F.-G. Marchand).

J'ai écouté son discours avec attention et après l'avoir entendu je ne puis comprendre pourquoi il avait tant de hâte de commencer. Ses amis ont paru satisfaits cependant. Laissons-les à leur réjouissance.

C'était l'habitude du chef de l'Opposition de critiquer le discours du trône en disant qu'il était trop maigre. Je comprends cette disposition chez des hommes qui ont fait ripaille pendant cinq ans et qui ne sont habitués qu'à la bonne chair.

L'année dernière, cependant, il a fait diversion à cette coutume, mais c'était pour y revenir cette année. Je dois l'avertir qu'il se passera encore quelques années avant que nous ayons beaucoup de gras dans les discours du trône, car la province qui fournit la matière première était plus qu'épuisée lorsqu'elle est passée entre nos mains. Il a tout le temps de continuer à nous donner des discours bijoux comme celui de cet après-midi.

Le chef de l'Opposition est désappointé de ne trouver aucun détail sur les finances dans le discours du trône. Croit-il que le discours du trône doit être une première édition des comptes publics? C'est la coutume depuis plusieurs années de rédiger le discours du trône de façon à permettre que l'adresse soit adoptée sans vote; c'est une simple matière de courtoisie. Mais si le discours du trône était une provocation, cette courtoisie ne pourrait pas s'exercer.

Le chef de l'Opposition a essayé aussi de jeter du ridicule sur la politique agricole du gouvernement et il s'est adressé surtout au ministre de l'Agriculture (M. L. Beaubien). Son sarcasme a porté sur la fabrication du beurre en hiver, et il a trouvé moyen d'exciter l'hilarité de ses amis en parlant de l'équilibre entre le beurre et le fromage. Il trouve drôle que le gouvernement ait attaché autant d'importance à cette question. Ah! je comprends parfaitement que les hommes qui se sont fait un jeu de briser l'équilibre dans les finances s'occupent fort peu de l'équilibre dans la fabrication du beurre et du fromage. Ce sont des gens hardis, des gens qui ne craignent rien, nos adversaires. "Arrive ce que pourra", tel est leur programme, et ils vont ainsi, bouleversant tout, certains qu'il leur restera toujours la critique lorsque viendront ceux qui font leur devoir pour remettre les choses en ordre.

Oui, l'industrie laitière a toute notre attention et en cela nous avons l'appui des hommes bien pensants, des financiers importants en cette province, qui savent mettre de côté l'esprit de parti et s'élever aux régions plus hautes de l'esprit patriotique pour prononcer leurs jugements. Et que disent-ils ces hommes? Ils ont parlé au banquet des banquiers qui a eu lieu au Château Frontenac et tous ont été d'accord pour dire que de toutes les

provinces du Dominion, la province de Québec est celle qui a le mieux subi la crise financière. Cette crise nous a atteints nous aussi, mais nous l'avons traversée gaiement comparativement à nos voisins. D'où cela vient-il, monsieur l'Orateur? Est-ce que notre politique n'y a pas été pour quelque chose? A ce banquet aussi, il y avait des étrangers qui ont parlé. Et l'un deux, une des principales autorités dans le domaine financier aux États-Unis, a déclaré que tout en étant un républicain avoué, il admettait que le président Cleveland, en favorisant une politique honnête des finances, avait vraiment sauvé son pays.

N'attendons pas cela de nos adversaires, ce serait trop leur demander. Mais si nous n'avons pas le droit de compter sur leur esprit de justice, nous avons le droit de leur demander qu'ils aient au moins la décence politique de garder le silence lorsque nous travaillons courageusement à réparer le mal qu'ils ont fait à la province.

Mais je comprends, M. l'Orateur, pourquoi ces messieurs ne peuvent souffrir ces succès. Cela leur enlève le prétexte de pouvoir signaler une crise dans notre province. C'est là leur cauchemar et ils l'endureront encore longtemps. Quant à nous, les témoignages que nous recevons des hommes les plus importants du pays nous dédomagent suffisamment. Avec cela, nous pouvons braver les sarcasmes de l'Opposition.

Le chef de l'Opposition nous accuse de voler le mérite de son parti à propos du progrès agricole. Oh! pour cela non, M. l'Orateur. Je ne voudrais pas voler ces messieurs, ce serait doublement péché, et comme dit le proverbe, le diable en rirait. Mais je ne voudrais pas non plus laisser voler le commissaire de l'Agriculture. Et je dis que l'honorable commissaire de l'Agriculture actuel (l'honorable L. Beaubien) a droit au bénéfice d'une grande partie du progrès agricole qui surgit partout dans notre province.

Les gouvernements précédents se sont occupés de l'agriculture, mais jamais comme à présent. Sous le gouvernement Mercier on s'est beaucoup vanté sous ce rapport, mais les résultats n'ont pas été dans la proportion des vantardises. On a d'abord annoncé par toute la province qu'on allait donner à la classe agricole un représentant choisi parmi les siens. Mais, pour une raison ou pour une autre, c'est M. Mercier qui a pris ce portefeuille. Ce n'était pas précisément un cultivateur authentique. On a dit alors aux cultivateurs: ah! mais soyez satisfaits de l'honneur que le premier ministre vous fait d'être votre représentant dans le cabinet. Comme si la chose ne s'était jamais vue! Comme si l'honorable M. Ross, premier ministre avant M. Mercier, n'avait pas été, lui aussi, ministre de l'Agriculture. Sous le gouvernement Mercier il s'est fait quelque chose de nouveau, mais bien peu et sans beaucoup de résultats. Bien qu'il n'y ait pas eu de fêtes gargantuesques sous l'administration actuelle, bien que nous n'ayons pas fait d'entrée de \$10 000 pour payer ces extravagances, bien qu'il y ait eu moins de faux brillant, nous avons fait des progrès considérables. Ce n'est que justice de le reconnaître. L'Opposition peut le nier,

mais autant vaut nier l'existence du soleil en plein midi.

On nous dit que nous n'avons pas dépensé autant que les libéraux. Mais la rivalité entre les deux partis n'a jamais été de savoir qui dépensait le plus.

La rivalité a toujours été de savoir qui dépen-

Voici ce qui a été dépensé pour l'agriculture depuis 1887:

1887-88.....	\$	97 700.00
1888-89.....		94 000.00
1889-90.....		98 000.00
1890-91.....		112 737.00
1891-92.....		142 764.00

Voilà pour nos adversaires. Maintenant depuis notre arrivée au pouvoir:

1892-93.....	\$	127 337.00
1893-94.....		166 000.00
1894-95, environ.....		200 000.00
1895-96.....		186 500.00

Pour la colonisation maintenant:

1887-88.....	\$	87 500.00
1888-89.....		124 000.00
1889-90.....		138 000.00
1890-91.....		123 000.00
1891-92.....		155 000.00
1892-93.....		81 000.00
1893-94.....		79 000.00
1895-96.....		110 000.00

Donc si nous avons dépensé moins durant certaines années, nous avons dépensé autant et même plus pour d'autres exercices. Mais là n'est pas la question. La question est celle-ci: avons-nous fait quelque chose avec cet argent? Oui M. l'Orateur. Et je dis à l'Opposition: niez tant que vous voudrez, mais vous n'empêcherez pas que la colonisation a augmenté rapidement. Allez voir, au Lac-Saint-Jean, les familles qui arrivent tous les jours en grand nombre et qui reviennent reprendre la terre qu'ils avaient abandonnée.

Au cours des deux dernières années, des centaines de familles se sont installées dans les nouvelles régions de la province: Lac-Saint-Jean, Matapédia, et les régions au nord de Montréal. Depuis la construction du pont à Saint-Félicien, la population de la paroisse a augmenté de plus d'un quart. Dans la nouvelle paroisse de Normandin, il y a au moins trente-cinq nouvelles familles. On constate des progrès dans tous les coins de la province. Il s'attarde sur l'importance et la valeur de l'école d'agriculture de Roberval et des cours que reçoivent ses 160 élèves.

Dans l'ouest de la province, dans une seule paroisse où la population n'était que de 80 familles il y a deux ans, on en compte aujourd'hui 350. Descendez ensuite dans la vallée de la Matapédia et vous verrez le même spectacle consolant. Les paroisses s'agrandissent et s'enrichissent; il s'en

sait le mieux et si nous dépensons moins et que nous obtenions de meilleurs résultats, ce n'est pas la province qui en souffrira assurément. Mais même cette prétention des libéraux que nous avons dépensé moins pour l'agriculture, même cette prétention est fausse. Les chiffres disent le contraire.

fonde de nouvelles, la forêt recule, enfin nous progressons et dans la bonne voie, dans la voie agricole.

Mais nos adversaires continueront à nier tout cela; c'est leur rôle parce qu'ils ne savent pas en comprendre un autre plus noble.

Beaucoup de nos Canadiens reviennent, cela est incontestable. L'avoueront-ils? Non. Ils aiment mieux crier qu'ils s'en vont, afin de vanter la richesse du pays voisin au détriment du leur. Il y a comme cela, des gens qui n'aiment que le bien du voisin.

Les conférenciers agricoles n'ont pas pu échapper à leur condamnation. Cela m'aurait bien surpris qu'il en eut été autrement. Ils les accusent d'être des agents politiques. Je repousse cette accusation, M. l'Orateur, parce qu'elle n'est pas fondée, et je dis à nos adversaires: si vous pouvez nous citer un seul cas d'un conférencier ayant fait preuve de maladresse jusqu'à ce point, celui-là aura de nos nouvelles. Les conférenciers agricoles n'ont qu'une tâche à accomplir: instruire les cultivateurs, les éclairer sur les méthodes nouvelles et faire naître l'émulation, et nous ne permettrons pas qu'ils se détournent du but que nous leur avons assigné.

Mais je crois qu'ils remplissent fidèlement leur devoir et je dis aussi qu'ils ont droit à plus de justice de la part des hommes publics. Ce sont des

apôtres, M. l'Orateur, oui des apôtres. Il y en a plusieurs d'entre eux qui gagneraient à l'exercice de leur profession plus que la rémunération que nous pouvons donner à leurs services. Mais ils sont pris du feu sacré. Ce sont des cultivateurs enthousiastes de leur profession, qui désirent la voir grandir à l'égal des autres industries et qui consacrent à ce but tous leurs talents, leur énergie et leur dévouement. Oui ce sont des apôtres. Tout homme qui enseigne à ses compatriotes soit les sciences, soit les arts, soit l'industrie ou l'agriculture, exerce un apostolat parce qu'il se dévoue pour apprendre aux autres ce qu'il a eu l'avantage d'apprendre avant eux. Et nos adversaires ne comprennent pas cela. Ils répondent au dévouement par l'insulte. Ne nous en étonnons pas trop après tout, puisque le clergé même n'a pas été épargné dans ce débordement de rage. Je ne parle pas de cela parce que je sens le besoin de faire ma cour au clergé, non; mais j'en parle parce que je désire protester contre ce système d'injurier tous ceux qui font leur devoir généreusement et avec dévouement.

On ne s'est pas tenu à injurier les confédérés, M. l'Orateur. Quand on a vu que l'injure ne réussissait pas on a essayé de soulever les préjugés contre eux. On a dit aux cultivateurs; mais n'écoutez pas ces gens, ce sont des ignorants, des polissons, qui ne connaissent rien et qui veulent essayer de vous montrer ce qu'ils ne connaissent pas eux-mêmes. Voilà, M. l'Orateur, les petits moyens auxquels nos adversaires ont recours pour essayer de détruire l'oeuvre de réparation entreprise par les hommes de bonne volonté. Eh bien, malgré cela, ils ne réussissent pas. Ne serait-il pas mieux de mettre généreusement l'épau à la roue afin que lorsque nous aurons atteint le but désiré, en jetant un regard sur la distance parcourue, nous puissions tous nous dire: j'y étais et j'ai fait ma part.

Le progrès est évident, et il n'attire pas seulement l'attention du gouvernement et des financiers de la province, mais de toutes les parties du pays et des provinces soeurs, qui nous regardaient autrefois comme un objet de mépris. Le Mail and Empire a consacré plusieurs articles élogieux sur notre province et le dévouement du clergé à la cause agricole. En France aussi, on s'occupe de nous. Je lisais dans l'Enseignement Primaire une reproduction d'une Semaine Religieuse de France, contenant le programme de l'école industrielle des dames Ursulines de Roberval, et ajoutant à ce programme les commentaires les plus flatteurs. Cette école n'existait pas avant le commissaire de l'Agriculture actuel (l'honorable L. Beaubien). Elle existe maintenant, et, lors de notre voyage au Lac-Saint-Jean, nous avons pu constater que ce programme n'existe pas seulement sur le papier, mais qu'on le met rigoureusement en pratique. Nous avons vu là 160 élèves s'exerçant à tous les travaux d'un ménage d'agriculteur, et je puis dire que les succès obtenus sont déjà étonnants.

Le chef de l'Opposition nous a dit encore que le commissaire de l'Agriculture réussirait mieux à améliorer la position des cultivateurs, s'il faisait

changer la politique fiscale du gouvernement d'Ottawa. Je ne sais pas, M. l'Orateur, que nous ayons mission ici, de tracer le programme des partis politiques au fédéral. Mais si le chef de l'Opposition se sent des aptitudes pour cela, j'espère au moins qu'après avoir fait un programme, il sera plus constant que son chef et qu'il n'en changera pas tous les jours.

L'honorable chef de l'Opposition est tout étonné de voir que je n'ai pas réussi aussi bien dans les questions financières que mon collègue de l'Agriculture avec le beurre. Cela est facile à expliquer pourtant. Ce n'est pas l'Opposition qui a brassé le beurre, tandis qu'elle a brassé les finances pendant cinq ans, voilà pourquoi elles ont si mal tourné.

Le chef de l'Opposition a ajouté que pas une autre province n'avait emprunté aussi désavantageusement. Il est bon de dire aussi que pas une autre province n'a subi un régime pareil au régime précédent.

Que l'honorable chef de l'Opposition cherche bien et s'il en trouve une, nous discuterons ensuite. Je lui donne jusqu'à la fin de la session pour en trouver une et s'il en trouve nous consentirons à lui laisser ouvrir le débat.

J'ai déjà dit que nous étions presque liés lorsqu'il nous a fallu renouveler l'emprunt qu'il avait contracté en 1892. Nous l'avons renouvelé pour deux ans et en 1894 nous avons contracté à long terme dans les meilleures conditions possibles. J'ai pensé souvent à cet emprunt depuis, et je suis encore d'opinion que nous avons fait alors le mieux qu'il était possible de faire. Je n'en dirai pas plus long sur ce sujet. L'emprunt a déjà été discuté à fond l'année dernière, et ce serait un hors-d'oeuvre d'y revenir aujourd'hui. J'attendrai d'y être forcé.

On a parlé aussi des mises à la retraite, mais comme on n'a rien précisé j'attendrai aussi que l'on cite des cas pour les expliquer et pour établir les faits. Le chef de l'Opposition s'est plaint que les pensions augmentaient toujours. Tout le monde le savait, nous le savions aussi et c'est pour cela que nous avons abrogé la loi.

L'honorable chef de l'Opposition s'étonne de nous entendre affirmer que nous avons relevé le crédit de la province et il nous en demande des preuves. Des preuves, et bien en voici une au moins. Nous avons été obligés de faire un emprunt temporaire de près d'un million dernièrement et nous l'avons négocié à 3 3/4 net.

En avez-vous jamais fait autant? Et pourquoi ne dirions-nous pas que nous avons relevé notre crédit puisque c'est vrai? Nous n'avons pas diminué la dette par des moyens de prestidigitateurs mais en payant avec ce que l'on nous donnait. Personne ne prétendra, j'en suis sûr, que nous devons payer de nos propres deniers. Pour ma part, je m'en serais déclaré incapable. Nous avons réduit la dette en retranchant les subsides inutiles et extravagants. On dit qu'il n'y a pas grand mérite à cela. Il y en a toujours autant qu'à augmenter la dette inconsidérément et à créer un passif énorme sans s'occuper de le payer.

Nous avons réduit les dépenses ordinaires de \$700 000. Si quelqu'un peut nous dire que ce n'est pas suffisant ce ne sont toujours pas ceux qui au lieu de les diminuer les ont augmentées de un million et demi par année.

Il y a un moyen bien simple pourtant de voir quelle est l'administration qui a été la plus bienfaitrice pour la province. Celle qui nous a précédés a augmenté les dépenses continuellement; nous les avons diminuées au point que nous en sommes rendus à une diminution de \$700 000. Donc, tendance générale de l'administration Mercier: augmentation des dépenses; tendance générale de notre administration: diminution des dépenses. Jugez, maintenant. Mais nos adversaires ne veulent pas de cette comparaison qui les écrase. Ils ne souffrent pas qu'on leur parle de leur règne; cela leur tombe immédiatement sur les nerfs et ils s'emportent. Comparez, disent-ils avec votre ancienne administration avant 1886, et vous verrez que vous avez failli à vos promesses. En un mot, ils veulent bien que nous regardions le passé mais dans le lointain; du moment que nous voulons évoquer les dernières années, vite, ils nous crient de laisser cela de côté, de jeter un voile sur cette partie du tableau. Et bien! ce n'est pas le moyen d'obtenir une comparaison juste pour tout le monde.

Lorsque nous étions au pouvoir, avant 1886 ces messieurs qui étaient dans l'Opposition répétaient motion sur motion et appelaient sur nous les foudres populaires parce que nous dépensions trop. Or, en prenant pour principe que les motions d'un parti dans l'Opposition tracent son programme lorsqu'il sera au pouvoir, il s'en suit que le devoir du Parti libéral, une fois au pouvoir, était de dépenser moins que nous dépensions avant 1886. Et il l'avait compris, d'ailleurs, puisque son chef en réitérait la promesse aux élections de 1886. Nos adversaires ont-ils fait ce qu'ils avaient promis? Les comptes publics donnent la réponse, et cette réponse est écrasante pour eux. L'augmentation annuelle s'est élevée jusqu'à un million et demi. Pendant ce temps-là, c'était notre tour d'être dans l'Opposition et nous avons, nous aussi, fait des motions et protesté contre cette augmentation des dépenses devenue un véritable dévergondage. Nos protêts sont enregistrés dans les procès-verbaux de la Chambre, et ils déclarent que, si nous étions au pouvoir, nous réduirions les dépenses. Nous y sommes arrivés depuis, et qu'avons-nous fait?

Avons-nous été fidèles à nos engagements? Avons-nous suivi la politique que nous nous étions tracée lorsque nous siégeons à gauche? Avons-nous réduit les dépenses, en un mot? Oui, M. l'Orateur, et je l'affirme de nouveau sans crainte d'être démenti.

On nous répond que non et l'on nous cite quelques augmentations partielles. Convenons de ces quelques augmentations que nous sommes prêts à justifier. Mais sur l'ensemble, dans notre politique générale, quel est l'homme sérieux qui tentera de prouver le contraire?

A quoi sert de toujours nier sans jamais

prouver ses négations, ou quand il faut torturer les chiffres pour faire sa preuve? Mais on nous dit: si vous avez tant économisé, comment se fait-il que vous êtes encore en déficit? Ah! entendons-nous. Si nous avions suivi le même système que vous, si nous nous étions évertués à chercher des distinctions pour classer les dépenses, nous n'aurions jamais eu de déficit. Mais il fallait en finir avec ce jeu-là qui entretenait une dette flottante perpétuelle équivalente à une dette consolidée, et nous y avons mis un terme. Nous avons dit: il faut toujours bien payer ces dépenses, qu'elles soient ordinaires, spéciales ou extraordinaires, commençons une bonne fois. Et les dépenses pour travaux extraordinaires que le gouvernement Mercier plaçait à compte du capital, nous les avons payées à même le revenu ordinaire!

Et les dépôts en garantie des compagnies de chemins de fer que le gouvernement Mercier avait employés pour d'autres fins, nous les avons remboursés à même les dépenses ordinaires!

Voilà pourquoi nous n'avons pas eu encore de surplus. Mais à qui la faute, M. l'Orateur? Qui a détourné de leurs fins ces dépôts en garantie de chemins de fer? Qui a donné ces contrats exorbitants? Qui, enfin, a créé toutes ces dépenses extravagantes? Ce sont nos adversaires; mais c'est nous qui sommes appelés à payer. Voilà, je le répète, la cause des déficits. Mais s'il y a des déficits, ils vont diminuant et nous voyons clair dans notre situation financière. Nous savons où nous allons. Nous voyons poindre à l'horizon des jours meilleurs. Nous avons la certitude que l'équilibre reparaitra encore bientôt dans notre budget. Le chef de l'Opposition commence enfin à croire que nous allons abolir la loi des taxes. Il a fait du progrès et j'espère qu'avec un peu de bonne volonté nous finirons par le convaincre complètement.

Mais, pourquoi douter si longtemps? Est-ce que je n'avais pas déjà dit que nous les abolirions? Je croyais que cela suffisait et qu'une fois la parole donnée, il fallait la tenir pour avoir droit à la réputation d'honnête homme. D'ailleurs que l'on ouvre mon discours sur le budget de l'an dernier, et l'on verra que dès alors j'annonçais l'intention du gouvernement de les abroger bientôt. Qu'ai-je donc fait de si odieux, dans l'élection de Montréal, en annonçant que les taxes seraient abrogées à cette session, pour que l'on nous ait lancé l'injure à pleine bouche? Mais, depuis quand est-il défendu d'annoncer la politique du gouvernement? On a même parlé de m'emprisonner pour avoir dit cela. Oui, M. l'Orateur, l'organe du Parti libéral en cette ville a dit que je méritais la prison pour avoir dit que nous rappellerions la loi des taxes, cette année. Tant de scrupules de leur part m'ont grandement étonné.

Le chef de l'Opposition a parlé du candidat conservateur de Montréal-Centre, et l'on a dit que nous n'aurions pas dû l'accepter, parce qu'il nous condamnait. Quels sont les faits, M. l'Orateur?

M. McDonnell était un conservateur de naissance, qui avait toujours fait la lutte pour nous, très intelligent et entendant bien les questions pu-

bliques. Il se présentait conservateur indépendant comme font à peu près tous ceux qui sont candidats pour la première fois. Devais-je le refuser pour notre porte-drapeau? Mais d'après ce raisonnement-là j'aurais dû également compter pour adversaire M. Kennedy qui avait voté contre nous sur l'emprunt. N'ayant pas agi de cette façon envers M. Kennedy, je ne devais pas faire autrement à l'égard de M. McDonnell dont les divergences d'opinion n'allaient pas au-delà de celles de notre ancien collègue.

Mais, M. l'Orateur, j'ai connu des cas bien plus graves que celui-là. Que s'est-il passé à Stanstead? Quel était le candidat de nos adversaires, quelle était sa couleur politique? Était-il libéral ou conservateur? C'était un conservateur, M. l'Orateur, ne différait d'avec nous que sur un point et ces messieurs l'ont bien accepté. Ils ont même chanté victoire avec lui pendant quelques jours jusqu'au moment décisif où le jugement de l'électorat leur a complètement ouvert les yeux.

Le chef de l'Opposition en a conclu que le président du Conseil n'aurait pas dû entrer dans le cabinet à cause de ses divergences d'opinion. Il regrette que l'on critique le député de Stanstead (l'honorable M.F. Hackett). Est-ce à cause de sa religion? L'honorable M. McIntosh a été ministre sans portefeuille et maintenant le député de Montréal no 4 (M. A.W. Morris) lui aussi un protestant anglophone est aussi ministre sans portefeuille. Le député de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) a été membre du cabinet et trésorier provincial, et l'honorable député de Stanstead, un autre député anglophone, est membre du cabinet et président du Conseil. Notre collègue a différé d'avec nous sur un point, mais sur la politique générale du cabinet il a toujours été d'accord. Était-ce une raison pour l'empêcher de se joindre à nous? Je crois que s'il nous fallait absolument trouver treize hommes parfaitement d'accord sur toutes les questions à Ottawa, et sept à Québec nous attendrions longtemps avant d'avoir un bon gouvernement.

Mais voici qu'à ce moment de son discours, le chef de l'Opposition devient tout d'un coup belliqueux. Et il lance des décrets à droite et à gauche, au député de Saint-Laurent, au gouvernement etc. Eh bien! voyons donc un peu, M. l'Orateur. Est-ce que cela a du bon sens pour des hommes de notre âge. Le chef de l'Opposition dit que nous sommes en minorité dans la province. Regardant autour de moi et voyant cette nombreuse députation qui nous soutient, je répons que nous avons la majorité.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Sortez dehors et vous allez voir ça.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Le député de Chambly m'invite à sortir de la Chambre pour aller me battre dehors. Cela ne conviendrait pas, j'aime mieux rester dans la Chambre.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Vous faites très bien, si vous en sortez, vous ne pourriez plus y entrer.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Enfin, M. l'Orateur, enfin! après cette longue course à travers notre politique, le chef de l'Opposition en arrive au sujet qui nous laisse prévoir quelle sera sa motion; les remaniements ministériels et la représentation de la minorité. Et le chef de l'Opposition a été assez bon de nous dire que je portais la responsabilité de ces changements. Je m'en étais déjà douté un peu.

Oui, j'ai cru en effet que je serais responsable du choix de mes collègues, et je l'ai fait avec cette idée. J'ai expliqué déjà comment ce choix s'était fait, et je n'y reviendrai pas plus longuement aujourd'hui. Ce qui choque surtout le chef de l'Opposition c'est mon entrevue avec les délégués anglais. D'après lui ce n'est rien autre chose qu'une abdication, qu'un manque de dignité. Ah! si l'honorable chef de l'Opposition daignait descendre des hauteurs inaccessibles où il a plané tout l'après-midi pour nous permettre de lui parler d'un peu plus près, de manière à en être entendu, nous pourrions facilement nous comprendre. En quoi ai-je manqué de dignité à la Chambre et à la députa-

tion de la minorité? En quoi

M. l'Orateur? Parce que j'ai consenti à recevoir les 17 délégués qui s'étaient réunis à Montréal? Et bien voici. J'avais reçu une lettre me demandant une entrevue? Est-ce que je devais répondre: messieurs, je n'ai pas le temps de vous entendre? J'ai donc accepté cette entrevue. L'ayant acceptée, devais-je me borner à écouter ce qu'ils avaient à me dire, puis leurs remarques finies, leur montrer la porte? On aurait eu le droit de m'accuser de grossièreté. J'ai discuté avec ces messieurs qui, je le répète, représentaient la finance, le haut commerce et l'industrie, et j'ai essayé de rencontrer leurs vues, comme j'aurais essayé de le faire sans cette entrevue. Mais on me dit: c'était la députa-

tion anglaise que vous deviez

que je ne connaissais pas ses sentiments? Croit-on que je n'avais pas pris les moyens de connaître ses idées? Eux-mêmes me les avaient représentées à la dernière session, et depuis ce temps, je n'ai pas perdu une seule occasion de m'en assurer encore. J'ai consulté la minorité de toutes les façons possibles et on m'en fait un reproche; si je ne l'eusse pas consultée, on me le reprocherait encore. Que voulez-vous que j'y fasse, c'est un petit plaisir de critique qu'il serait cruel de leur enlever.

A ce propos, M. l'Orateur, le chef de l'Opposition qui nous dit que nous sommes en minorité dans nos rangs sur ce sujet. Ce n'est pas malin, en soi, mais il a cru rendre la chose plus piquante en parlant de nommer un conseil de tutelle. Merci. Je n'en ai pas besoin. Je puis voir assez bien comme cela aux affaires de mon parti, et même de ma province. Mais j'ai connu un homme à qui on a déjà parlé de nommer un conseil et c'était le chef actuel de l'Opposition qui était alors ministre des Terres de la couronne. La chose est-elle encore nécessaire? Je ne me prononce pas parce que ce n'est pas moi qui a inventé ces choses méchantes et que l'auteur de la suggestion, M. Tarte, étant aujourd'hui l'un des aviseurs politiques de ces messieurs, ils pourront régler la chose entre eux.

Mais, M. l'Orateur, tout le monde a dû se demander pourquoi le chef de l'Opposition entreprenait de donner des conseils aux autres quand il a tant d'occasions d'en donner à ses amis. Vous connaissez tous cette fameuse lettre de M. Beaugrand au chef de l'Opposition. Je n'en lirai que quelques lignes:

"Eh, mon Dieu! M. Marchand, si vous n'étiez pas un de ceux-là, vous laissiez un peu faire sans mot dire et je me demande pourquoi vous venez à la suite de M. Laurier me parler de la prétention que je pourrais avoir de poser comme truchement de la respectable engeance qui gravitait autour du trésor de Québec".

Il y en a plus long que cela mais c'est suffisant, je crois, pour faire comprendre que si le chef de l'Opposition a des conseils à donner, il a de quoi s'occuper parmi les siens et même à méditer sur la fragilité des choses humaines.

Quant à l'amendement même du chef de l'Opposition, je l'en remercie, et surtout de l'avoir présenté sur une motion pour comité des subsides. Il vaut mieux que les situations se dessinent clairement. Mais je me demande tout de même comment ces messieurs peuvent avoir le front de proposer un amendement semblable, lorsque j'en trouve un tout à fait contraire qu'ils ont présenté en 1890. Il s'agissait de voter l'adresse, le représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) et M. Robertson proposaient d'exprimer le regret que la minorité n'était pas suffisamment représentée dans le cabinet d'alors. Il n'y avait qu'un ministre de langue anglaise siégeant au Conseil législatif. Qu'est-ce que nos adversaires ont fait alors? Le représentant de Québec-Comté (M. C. Fitzpatrick) secondé par M. Watts a alors proposé un amendement à l'effet que la Chambre devrait choisir ses ministres en se basant sur leurs qualifications et sur leurs mérites, et non sur des motifs de religion ou de nationalité. Je vais lire la motion en anglais.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Elle est mieux rédigée en anglais.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Tant mieux, elle vous rendra service. (Le premier ministre lit la proposition).

Et bien, M. l'Orateur, quelle est la représentation anglaise dans le cabinet actuel? Elle est de deux ministres, dont l'un sans portefeuille et protestant, et l'autre avec portefeuille et catholique. La minorité est-elle moins bien traitée que sous le cabinet Mercier, et ceux qui ont voté pour la motion Hall, en 1890, sont-ils obligés de voter pour celle de l'honorable chef de l'Opposition (M. F.-G. Marchand)? Qu'ils décident.

Je termine, M. l'Orateur. Mais je dois ajouter quelques mots à propos de l'élection de Sainte-Anne à Montréal. De quel enthousiasme le chef de l'Opposition n'a-t-il pas fait preuve sur le succès de son candidat. Et aussitôt d'ajouter: vous êtes condamné, le peuple ne croit pas à vos promesses parce que vous l'avez trompé, etc. Et bien, non, M. l'Orateur, le résultat de cette élection n'a pas la portée que vous dites. Prenons-la comme un suc-

cès, si vous voulez, mais nous refusons de l'accepter comme un jugement. Les électeurs de Montréal ont voté contre nous, mais les électeurs de Montréal-Centre n'empêcheront pas que la réduction de la dette soit vraie, que la diminution des dépenses soit irréfutable, que le relèvement de notre crédit soit un fait évident, que le progrès enfin soit considérable, en un mot, que les électeurs de Montréal-Centre n'empêcheront pas que nous ayons accompli nos promesses à la lettre. Ils ont voté contre nous, soit. Mais pensez-vous que nous sommes des naïfs?

Croyez-vous que nous n'avons pas déjà fait des élections? Et vous figurez-vous que lorsque nous cherchons à restreindre autant que possible des infractions à la loi des licences, les coupables vont nous y aider en votant pour nous, que ceux-là même qui demandent les prohibitions vont nous en tenir compte? Et nous savons bien aussi, que lorsqu'un entrepreneur, fût-il de nos amis, n'a pas tout le montant qu'il réclame, ses sympathies nous sont aliénées aussitôt, que même lorsque nous lui donnons la permission de plaider, si nous ne conduisons pas la cause comme il voudrait qu'elle fut conduite, nous en faisons encore un adversaire. Et tous ceux qui pendant cinq ans ont eu l'appétit aiguisé par les folies d'un régime qui ne travaillait qu'à cela, viennent nous demander des places ou des faveurs, pensez-vous que lorsque nous leur refusons, nous restons convaincus qu'ils demeureront quand même nos amis? Non, Monsieur, nous ne sommes point naïfs à ce point, et nous savons qu'il est plus facile de se rendre populaire avec une mauvaise politique et certains moyens bien connus qu'avec une politique honnête quand on n'a pas ces moyens à notre disposition. Nous savons aussi que l'intérêt et le bon renom de la province exigent l'accomplissement d'un programme rigoureux comme celui que nous avons adopté.

Un succès passager ne nous fera pas dévier de notre voie. Nous sommes ici pour réparer un passé désastreux et nous accomplirons notre œuvre coûte que coûte. Nous sauverons la province. Ah! ce mot sauveur, a-t-il fourni sujet au sarcasme de nos adversaires. Et par dérision, ils ont employé sauveteur. Ce mot ne couvre pas la situation c'est un terme de marine; mais quand je le rencontre dans l'Electeur je comprends qu'il vienne tout naturellement sous la plume de celui qui pendant cinq ans a exercé la piraterie politique dans notre province.

Non pas sauveteurs, mais sauveurs, nous l'avons été. Le premier de ces sauveurs a été l'homme énergique et courageux, l'honorable M. Angers, qui s'est pris corps à corps avec les brigands pour leur arracher des mains la province qu'ils allaient étouffer sous le mépris soulevé par leurs méfaits. Une fois cette tâche accomplie, il a fait appel aux gens de bonne volonté, et nous sommes venus. Nous avons fait notre possible, nous avons fait notre devoir et, quel que soit le sort qui nous attend, je le répète, rien ne nous fera dévier de notre programme; nous travaillerons au relèvement de la province fermement, courageuse-

ment, certains que le jour du jugement populaire arrivé, le peuple ne se trompera pas sur ceux qui auront bien protégé ses intérêts.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): M. l'Orateur, il est évident, pour tous ceux qui viennent d'entendre l'honorable premier ministre, que nous ne pouvons pas le féliciter de la défense qu'il a faite de son administration des affaires de la province. Les chagrins de la famille politique qui l'entoure l'ont rendu plus calme. Ils ont eu cet autre effet plus regrettable de diminuer sa verve.

Le discours que Son Honneur le lieutenant-gouverneur nous a lu le jour de l'ouverture de cette session, nous parle longuement de l'agriculture. On dirait, à le lire, que ceux qui l'ont rédigé et qui en sont directement et constitutionnellement responsables sont vraiment dévoués à la cause de l'agriculture. Ils seraient enthousiastes de ses progrès, si l'on en juge par leur littérature officielle. Ils avaient l'habitude de témoigner leur dévouement à l'avancement agricole, en réclamant le mérite exclusif de tout ce qui se faisait de bien dans nos campagnes.

Nous avons enfin remarqué une note plus favorable dans le discours du trône. Cette année, heureusement, l'honorable ministre de l'Agriculture est plus modeste. Il condescend enfin à reconnaître que la Providence et les travaux de nos cultivateurs ont été pour quelque chose et ont leur part de mérite dans l'abondante récolte dont Son Honneur a félicité la Providence et la Chambre.

Mais les honorables ministres peuvent se bien convaincre d'une chose certaine, c'est que les électeurs qui votent, qui observent, sauront bien les juger, et apprécier à sa juste valeur leur prétendu dévouement à la cause agricole.

Je comprends que le gouvernement préfère nous parler d'agriculture que de sa mauvaise administration, de ses nombreux méfaits. Il lui est plus facile de nous entretenir des cercles agricoles, des conférenciers, de l'industrie laitière, que de justifier la malheureuse transaction de l'emprunt français, les extravagances du palais de justice de Montréal, la scandaleuse affaire du contrat de l'asile de Beauport, et bien d'autres dont rénumération serait trop longue à faire dans ce moment. Je me permettrai de rappeler aux honorables ministres, qui se réclament tant de leur sollicitude pour tous ces braves citoyens qui arrosent le sol de la province de leurs sueurs, que l'agriculture prospérait avant leur arrivée au pouvoir. Avant l'acte de violence qui les a conduits à la direction de nos affaires provinciales, le peuple travaillait, récoltait, économisait. Le gouvernement de l'honorable M. Mercier, si injustement décrié par ses adversaires, par son successeur, reste avec le grand mérite d'avoir donné le plus vigoureux élan au progrès agricole. C'est un titre à la reconnaissance de ses compatriotes, que toutes les critiques les plus sévères ne pourront détruire.

Qu'est-ce que le gouvernement a fait des recommandations de l'Ecole d'agriculture de Saint-Hyacinthe, lui qui se vante tant de vouloir

l'avancement de nos cultivateurs? Nous ne saurions trop le redire, tous les efforts du ministre tendent évidemment à cacher les actes si répréhensibles de son administration, derrière l'enthousiasme que soulève toujours la cause agricole.

Le ministère peut-il être sérieux lorsqu'il nous parle des grands progrès de l'agriculture, qu'il imagine voir partout dans la province? Mais ignore-t-il à ce point ce qui se passe dans nos campagnes, la véritable situation de nos cultivateurs? Ne sait-il pas que la dépréciation de la propriété rurale existe partout et que la crise agricole en est la cause. On nous répond souvent en nous signalant l'augmentation des dépôts dans les banques. Que prouve ce fait, sinon que le cultivateur qui, à force de travail et d'économie, a réussi à faire, quelques épargnes, ne peut plus les placer avantageusement à la campagne, et qu'il est obligé de se contenter de l'intérêt de trois pour cent payé par les banques sur les dépôts.

Je crois que la politique agricole du gouvernement mérite la critique sur un autre point très important. Avant son avènement, on s'attachait surtout à encourager la culture mixte. Depuis, on a poussé à la trop grande production du beurre et du fromage, sans s'occuper des débouchés. Il est élémentaire qu'aux produits il faut des consommateurs. Les suggestions du comité d'agriculture n'ont pas été suivies. Mais à la fin de la session, le gouvernement a demandé à la Chambre de lui voter une somme à être dépensée en primes pour la fabrication du beurre en hiver.

Non, M. l'Orateur, nous ne rions pas de l'importante industrie laitière, du beurre et du fromage, mais de ceux qui se cachent derrière cette production agricole. Nos adversaires ont ce grand avantage de récolter ce que nous avons semé.

De l'agriculture, passons au défrichement de nos terres publiques. On nous répète sans cesse que jamais la colonisation n'a fait tant de progrès. Encore une autre exagération, une réclame gratuite. Il est profondément regrettable de constater que la colonisation n'est plus une oeuvre patriotique, mais une oeuvre de parti. N'avons-nous pas fait notre devoir pour la colonisation, lorsque nous étions au pouvoir? Nous votions jusqu'à \$150 000 pour cette fin, et qu'avez-vous fait? Vous avez réduit ce montant à \$75 000, c'est-à-dire de moitié. Nos adversaires suivent de loin le mouvement colonisateur, mais ne l'activent pas.

L'honorable ministre de l'Agriculture a grande confiance dans l'efficacité des conférenciers agricoles, si nous en jugeons par ce qu'il nous en dit. Nous ne ridiculisons pas les conférenciers; nous sommes en faveur de l'enseignement agricole. Mais mon devoir est de dire que les conférenciers sont en réalité des agents d'un système politique. Mais enfin, M. l'Orateur, qu'est-ce que les ministres pourraient dire aux électeurs, s'ils n'avaient pas la question agricole pour s'abriter. On ne se contente pas de détourner ainsi l'attention publique, on s'efforce d'étouffer la liberté de discussion. Tout le monde sait ce qui s'est passé à Stanstead, où, traqués par une violente organi-

sation, nous n'avons pas pu soumettre librement au jugement des électeurs, les raisons qui devaient les décider à condamner la politique ministérielle.

Nos adversaires en sont encore à nous reprocher d'attaquer le clergé, c'est une accusation fautive et injuste. Plus qu'eux, nous respectons le clergé et voulons le développement de sa légitime influence sur les destinées de notre pays. La différence entre nous, c'est que nous luttons ouvertement sur le terrain politique, tandis qu'ils continuent toujours à se cacher derrière le clergé. Mais le jour viendra où le peuple comprendra enfin cette exploitation, et y mettra fin.

Je ne puis terminer mes remarques sans dire quelques mots de la question financière. Répondant à l'observation de l'honorable chef de l'Opposition, qu'il était regrettable que l'honorable trésorier n'eut pas obtenu, sur le marché financier, le même succès que l'honorable ministre prétend avoir trouvé sur le marché du beurre et du fromage, l'honorable premier ministre a dit, ce qui a fait beaucoup rire ses amis, que cela dépendait de ce que pendant cinq ans nous avons brassé les finances et que son collègue brassait le beurre. L'honorable trésorier a brassé nos finances jusqu'à Paris, mais ce qui est tombé de la marmite a été ramassé par les financiers français.

L'honorable premier ministre et son gouvernement réclament souvent le mérite d'avoir relevé le crédit de la province. Curieuse manière de relever le crédit d'un pays, que celle qui a pour résultat la baisse de la cote de ses effets publics sur le marché. En deux ans, la cote des dében-

tures de la province a baissé de 96 points, et les obligations à quatre pour cent qui, deux ans auparavant, avaient réalisé 96, étaient vendues à 94. Cette première chute a rapidement conduit à cette autre, plus déplorable, de la vente des titres 3 pour cent de l'emprunt français à 77. Le gouvernement et l'honorable trésorier, incapables d'expliquer, encore moins de défendre, cette funeste opération, ont vraiment tenté de se couvrir de la protection de l'opinion d'hommes d'expérience dans les affaires financières. Ils n'ont pas été bien heureux dans leur choix. Je ne pense pas, M. l'Orateur, que l'honorable trésorier se risque cette année à nous citer l'autorité de l'opinion de M. Bousquet, par exemple, après le désastre de la Banque du Peuple.

L'honorable premier ministre nous a enfin donné raison, ce soir, sur un point important. La Chambre et le public n'ont pas oublié que nous avons reproché à l'honorable trésorier, l'an dernier, de s'être beaucoup trop pressé à conclure avec les banquiers français; que son devoir était d'attendre, pour profiter de l'amélioration générale du marché qu'il était facile de prévoir. On nous a répondu qu'il était urgent de clore la transaction au plus tôt; que le marché anglais nous était décidément hostile, que les offres de Londres et d'ailleurs étaient trop basses et inacceptables; que des retards ne feraient que compliquer davantage la situation à Paris.

L'honorable trésorier vient lui-même de dé-

truire cet échafaudage de mauvaises raisons à l'appui de l'emprunt si désastreux dont il a chargé la province. Ne nous a-t-il pas déclaré, il y a quelques instants, que peu de mois après son opération de Paris, le marché s'était amélioré, la situation était plus favorable, et notre crédit, en conséquence, à la hausse. Ce marché anglais qu'il craignait tant, où il disait la province en si mauvais renom, à cause de la politique du gouvernement Mercier, il lui demandait \$1 500 000 à peine quatre mois après avoir fait la convention avec les capitalistes de Paris. Et ce qui est plus étonnant encore, c'est qu'il s'est vanté d'avoir fait ces derniers emprunts au pair aux taux de 3 3/4 et de 3 5/8 pour cent. Les événements ont bien prouvé que nous avons raison en reprochant au premier ministre son empressement à se soumettre aux conditions si onéreuses des banquiers français. Tout le monde sait maintenant que ces banquiers ont placé ces obligations sur le marché, et réalisé un bénéfice qui se chiffre dans le demi-million. Il est certain que ces messieurs n'ont point laissé se perdre ces \$500 000.

Le public sait maintenant ce que valent les prétentions du gouvernement au sujet des économies qu'il dit avoir faites. Tout cela, c'est de la poudre jetée aux yeux des électeurs qui, heureusement, ne se laisseront pas aveugler. Je n'entre-rais pas, ce soir, dans les détails de la question financière; nous les examinerons lors des discussions sur le budget. Je me contenterai de rappeler les nombreuses mises à la retraite faites par le gouvernement, pour commencer la preuve que ses prétendues économies sont des leurres, et que son administration est un véritable désastre.

La Chambre connaît l'opération faite pour donner à l'honorable M. Chapais, depuis trois ans ministre sans portefeuille, la présidence du Conseil législatif avec le salaire de l'Opposition. L'honorable M. Ouimet était encore capable de remplir ses devoirs de surintendant de l'Instruction publique et il n'aurait pas, de son chef, demandé sa retraite. On l'a pensionné pour le remplacer par l'honorable M. de LaBruère qui, de son côté, a fait place à l'honorable M. Chapais. Et l'honorable M. Ouimet, que l'on mettait ainsi à sa retraite, on l'a nommé au Conseil législatif: ce qui prouve que le gouvernement le croyait encore capable de remplir les fonctions de surintendant de l'Instruction publique. On ne s'est pas contenté de cela, et on a donné une gratification de \$2000 à cet heureux pensionnaire transplanté au Conseil législatif.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): L'honorable député est dans l'erreur. Cette gratification à M. Ouimet a été votée par le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique et payée à même le fonds au profit des instituteurs et institutrices.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Tout de même les \$2000 lui ont été payés.

Et M. Rivard, remplacé par M. Rouillard qui, grimpa de branche en branche, est enfin arrivé à la position de surintendant des Bois et Forêts.

J'abrège; la liste se fait trop longue.

La tactique du gouvernement est toujours la même, bien qu'elle ne lui réussisse pas toujours beaucoup, comme les élections partielles le lui prouvent.

Cette année, comme à chaque session depuis 1892, les honorables ministres veulent encore rejeter sur leurs prédécesseurs et ceux qui les appuyaient, la responsabilité de la création de la dette de la province. Est-il vraiment possible d'oublier ainsi l'histoire de cette Législature, et de s'obstiner à vouloir cacher des faits pourtant bien connus. Nos adversaires savent, comme nous, que c'est un gouvernement conservateur qui a inauguré la politique des subventions aux chemins de fer, et que c'est pour payer ces nombreux subsides que plusieurs lois ont été proposées par les ministres conservateurs, et votées par leurs partisans, autorisant des emprunts excessifs se chiffrant par millions. Le gouvernement Mercier et ses partisans dans cette Chambre n'ont fait que continuer cette politique, et lui donner l'extension requise par les besoins de régions importantes de la province. Si nous sommes si coupables d'avoir développé votre oeuvre, combien plus l'êtes-vous de l'avoir commencée. J'affirme une vérité dont tous les gens de bonne foi doivent être convaincus, en disant que nos adversaires sont responsables d'au moins les trois quarts de la création de la dette de la province. Et, cependant, depuis des années, ils crient sur tous les tons que si la province est si endettée, et s'ils ont été obligés d'imposer des taxes pour payer les intérêts, c'est notre faute. Heureusement le peuple voit clair enfin dans tout cela, et il saura bien juger cette injuste accusation.

Il est amusant d'entendre l'honorable trésorier se vanter d'avoir réduit la dette provinciale. D'abord, cette prétention est très contestable, et nous nous en occuperons lors de la discussion sur le budget. Mais en supposant pour un instant qu'elle soit justifiable, qu'est-ce qu'il y aurait d'étonnant à cela? C'est le contraire qui est surprenant. Vous avez lourdement taxé le peuple. Depuis votre arrivée au pouvoir, vous lui avez fait payer des impôts nouveaux au montant d'un demi-million en moyenne par année, c'est-à-dire un million et demi de piastres depuis 1892, sans compter quelques recettes extraordinaires, entre autres les \$100 000 de la cité de Montréal pour le prix de la propriété du château Ramezay. Ces ressources, ces taxes, dont vous auriez pu vous dispenser en accomplissant les promesses que vous aviez faites aux électeurs, vous permettaient de réduire la dette. Nous verrons bientôt comment vous avez prétendu le faire.

D'ailleurs, la politique du gouvernement mérite condamnation sur un autre point que je considère le plus important dans toute la discussion des opérations du trésor. En arrivant au pouvoir le gouvernement de l'honorable M. de Boucherville a eu le tort si sérieux d'adopter la politique du paiement des dépenses extraordinaires autorisées par la loi, et qu'il prévoyait avoir à payer, au moyen du produit de nouveaux impôts. Son successeur,

le ministre actuel, a répété la faute en continuant la même politique si écrasante pour le peuple. Une autre politique se recommandait pourtant au gouvernement, c'est celle suggérée par le député de Québec-Est (M. Shehyn). La Chambre me permettra de lui rappeler l'opinion exprimée, dans cette enceinte, par notre honorable collègue de Québec-Est. Il a prétendu que la meilleure politique à suivre était d'emprunter pour payer ces dépenses extraordinaires, en donnant à l'appui de sa recommandation la bonne raison que, par ce moyen, on répartirait le poids du coût de ces travaux publics sur les générations futures qui en profiteront, tandis qu'avec le mode de l'impôt, adoptée par le ministère, tout le fardeau retombe sur la génération présente.

C'est la politique qui aurait dû être appliquée et que demandait le peuple, surtout au milieu de la crise agricole et commerciale dont la province souffrait.

L'honorable premier ministre souvent se console de peu. C'est ainsi que nous venons de le voir se servir d'un extrait d'une lettre de M. Beaugrand de *La Patrie*, pour répondre à la critique si juste et si raisonnée de l'honorable chef de l'Opposition. Je ne m'arrêterai à cet incident, d'ailleurs si peu important, que pour constater combien nos adversaires raffolent de M. Beaugrand de ce temps-ci.

L'élection de la sixième division de Montréal a enfin décidé le ministère à proposer une réduction des taxes odieuses en 1892. Jusque là, personne ne soupçonnait qu'il avait l'intention d'abandonner une partie du revenu qu'il touche de ces impôts depuis trois ans. Obligé de rencontrer les électeurs de la métropole, il a eu peur, et il a cru qu'une promesse de réduction de taxes lui gagnerait la confiance publique si complètement perdue. Le résultat de cette élection a bien prouvé jusqu'à quel point il s'était trompé. Aujourd'hui l'honorable trésorier a bien essayé de repousser la responsabilité d'une tentative d'influence induite au plein milieu d'une lutte électorale, en nous disant qu'il avait déjà parlé de son intention de diminuer les taxes. Tout de même, il est curieux que cette intention si vague se soit changée en promesse formelle juste au moment de l'élection. L'honorable président du Conseil (M. M.F. Hackett) avait sans doute été chargé de préparer les voies en faisant, le premier, la déclaration au nom du gouvernement. L'honorable premier ministre était si pressé qu'il n'a pas même attendu le jour où il pourrait renouveler lui-même l'annonce de la bonne nouvelle aux électeurs de Montréal, et, par un télégramme, il a corroboré la déclaration de son collègue. Bien différente était la politique suivie à Stanstead. L'honorable trésorier n'a pas adressé de télégramme là! Dans ce comté rural, on n'a pas osé dire que l'on voulait abolir les taxes sur les villes. Si l'on en avait parlé, il est bien certain que la majorité de l'honorable président du Conseil n'aurait pas été aussi considérable.

Malgré ses promesses, malgré ses efforts, le ministère n'a pas pu avoir dans la sixième division de Montréal un candidat qui consentit à prendre la responsabilité de son administration. Il a été obli-

gé d'appuyer un candidat dont le programme était une politique de répudiation des principaux actes du gouvernement.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Non, il a paire avec un adversaire du gouvernement sur la question.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Nous avons déjà été témoins de faits assez semblables. On se rappelle que, l'année dernière, l'honorable député de la quatrième division de Montréal (l'honorable A.W. Morris) avait paire sur le vote relatif à l'emprunt français. Cela explique assez pourquoi il n'a pas osé aller rencontrer ses électeurs, et il a préféré accepter la position de ministre sans portefeuille.

Les amis du gouvernement ne peuvent pas nier la réaction qui s'est faite dans l'opinion publique, depuis 1892, et que les élections partielles ont si clairement prouvée. La liste de nos victoires a commencé par le grand succès de mon honorable ami, le député de Beauharnois (M. E.-H. Bisson), qui, si peu après sa défaite dans les élections générales, a reconquis le siège qu'il a occupé depuis si longtemps dans cette Chambre, avec tant de dignité et de dévouement. Successivement, les triomphes des députés de Matane (M. L.-F. Pinault), de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux) et de la sixième division de Montréal (M. J.J.E. Guerin), ont effrayé les ministres, et encouragé ceux qui luttent pour mettre fin au régime actuel dans l'intérêt de la province.

Tous ceux qui veulent rendre justice aux divers éléments de notre population ne peuvent approuver la réorganisation du cabinet faite depuis la dernière session. Nos adversaires ne sont pas sérieux en disant, qu'en 1890, la minorité anglaise et protestante n'était pas représentée dans le ministère Mercier par un ministre sans portefeuille. Les circonstances ne sont pas les mêmes. Tout le monde se rappelle les efforts de ceux qui combattaient le gouvernement Mercier pour soulever contre lui les préjugés et le fanatisme de la minorité protestante. On n'avait que trop bien réussi et l'honorable colonel Rhodes, qui représentait la minorité dans le cabinet et administrait avec tant de succès le département de l'Agriculture et de la Colonisation, était succombé dans son comté. A une seule exception, les électeurs de la minorité avaient élu des adversaires du gouvernement et l'honorable M. Mercier, qui n'était pas responsable de cette situation, était pourtant obligé de s'y soumettre. C'est ce qui explique le retard inévitable dans la réorganisation de son ministère à donner un représentant à la minorité.

Les choses sont bien changées aujourd'hui. Presque toute la députation élue par la minorité protestante, en 1892, l'a été pour appuyer le gouvernement de Boucherville et son successeur. Cette députation, comme ceux qui l'ont choisie, avait le droit de réclamer la nomination d'un représentant avec portefeuille dans le ministère. Plusieurs d'entre eux ont affirmé leur réclamation

dans la fameuse lettre qu'ils ont adressée à l'honorable premier ministre qui n'en a tenu aucun compte.

Il nous faut du courage pour dire ces choses, et pour plaider dans cette Chambre la cause de la minorité. Nous savons ce que la presse conservatrice dira demain. Elle nous accusera d'avoir voulu donner à la minorité protestante plus que ce à quoi elle a droit.

L'honorable chef de l'Opposition a si bien démontré que les prétendues explications ministérielles n'en sont pas, d'après les véritables usages constitutionnels et les privilèges de cette Chambre, que je puis me dispenser d'en parler davantage. Je désire cependant ajouter que je partage la manière de voir de l'honorable chef de l'Opposition au sujet de la présidence du Conseil exécutif. La seule bonne raison que je puisse voir en faveur du maintien de cette position, c'est qu'elle permet au chef du cabinet de se consacrer à la direction générale de la politique de son gouvernement. Mais si le premier ministre administre un département, à quoi sert la présidence du Conseil? Elle me paraît bien inutile.

Le gouvernement n'a pas assez du budget que la Chambre lui a voté à la dernière session, pour l'année courante, et il nous demande plus de \$77 000 dans le budget supplémentaire qu'il nous a soumis. C'est ainsi qu'il continue à pratiquer l'économie. Et pendant qu'il dépense de cette manière extravagante, les plus importantes questions d'administration ne sont pas réglées; par exemple le contrat de l'asile de Saint-Jean de Dieu, dont nous n'avons encore aucune nouvelle.

Je ne veux pas retenir la Chambre plus longtemps, M. l'Orateur. Nous ne saurions condamner la politique du gouvernement avec trop d'énergie. Nous posons la question devant toute la province, avec l'espoir que, renseignés par la discussion, les électeurs sauront renvoyer du pouvoir ce ministère qui a manqué à toutes ses promesses. Cette espérance, elle est appuyée sur la réponse solennelle donnée par les électeurs qui ont pu être consultés depuis 1892, et, en dernier lieu, par ceux de la sixième division de Montréal. Ce sera le verdict général au jour de la rétribution qui approche rapidement. Nous vous attendrons devant le corps électoral qui n'hésitera pas à prononcer la condamnation que vous méritez.

M. J.P. COOKE (Drummond): N'est pas satisfait des explications du ministre. Il est un de ceux qui ont signé la lettre lue par l'honorable premier ministre, et il l'a fait, considérant que c'était son devoir d'agir ainsi. Il avait été entendu entre les députés de langue anglaise et le premier ministre au moment de la résignation du représentant de Montréal no 5 qu'ils seraient consultés pour le choix du nouveau trésorier. Le premier n'a pas respecté la promesse faite à ses partisans. Il (M. Cooke) est d'avis que tout homme d'honneur qui fait une promesse doit la respecter. C'est pourquoi, en apprenant ce que le premier ministre se proposait de faire, il n'a pas eu une seconde d'hésitation à signer la lettre qui rappelait au

premier ministre ses engagements. Le premier ministre n'a pas daigné accuser réception de cette lettre. Il a passé outre, sans même faire part de ses intentions aux signataires. Il a choisi d'insulter les membres de la minorité. Maintenant cette dernière aurait remonté dans son estime, depuis qu'il a obtenu une opinion des plus valables de certaines personnes de Montréal sur la première explication donnée. Il ne peut approuver les nominations au cabinet. Premièrement, en ce qui concerne le représentant de Montréal no 4 (M. A.W. Morris), il est d'avis qu'un ministre sans portefeuille ne constitue pas une représentation adéquate pour la minorité anglaise et il ne peut l'accepter. Par contre, il n'a pas d'objection à ce que le député de Stanstead (l'honorable M.F. Hackett) accède au cabinet, mais à la condition que cette nomination ne prive pas la minorité protestante de sa part légitime de représentation. Parlant des circonstances entourant la première résignation du député de Montréal no 5 (M. J.S. Hall), le représentant de Drummond affirme que cette démission est due à l'extravagance des ministres qui ont manqué à leurs promesses d'économie.

Il dit que le déficit de cette année est de \$162 000. En réalité, il serait de \$262 000 s'il n'y avait pas eu le \$100 000 provenant de la vente du Château Ramezay et d'autres immeubles du gouvernement à Montréal.

Le député de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) retire sa démission avec l'entente précise qu'il n'y aurait plus de déficits, que les prévisions seraient faites en se basant sur les revenus et qu'elles ne seraient pas dépassées. Cette promesse était formelle et elle n'a pas été respectée. Il s'excuse de déclarer qu'il n'a aucune confiance dans les qualités d'administration financière du premier ministre. Ce dernier a admis que le député de Montréal no 4 (M. A.W. Morris) n'a pas assisté à la réunion du cabinet. Il préférerait que la minorité anglaise ne soit aucunement représentée plutôt que de l'être par un homme de cette valeur. Par conséquent, il accorde son vote à cette motion.

L'HONORABLE J.S. HALL (Montréal no 5): Je me crois obligé de faire quelques remarques. Tout le monde se rappelle qu'avant 1887 il y avait deux représentants anglais dans le cabinet. En 1887, l'administration Mercier sembla avoir changé cela en ne donnant qu'un représentant sans portefeuille à la minorité anglaise. Plus tard, lorsque le colonel Rhodes fut nommé ministre de l'Agriculture, le cabinet n'était pas justement représenté. Il en était de même en 1890 alors que je proposai une motion de non-confiance.

A l'arrivée de M. de Boucherville nous avons eu deux représentants, ce principe était soutenu par les conservateurs de langue française.

Durant la dernière session, j'ai consenti à laisser faire la session avec l'entente que tout serait réglé après la session. C'est après cela qu'eurent lieu les assemblées qui n'ont eu aucun résultat pratique.

Je croirais manquer à mon devoir si je ne déclarais pas ici qu'il existe dans le parti un

sentiment de malaise et de défiance en voyant la manière dont nous sommes traités, après les promesses qui nous ont été faites.

Il déclare qu'il enregistrera son vote en faveur de l'amendement du chef de l'Opposition.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Déclare qu'il a signé la lettre sans hésitation et en sachant parfaitement ce qu'il faisait. Je tiens à dire que je prends ma part de responsabilité au sujet des taxes imposées sur cette province. J'ai toujours eu grande confiance en l'honorable député de Montréal no 5 (M. J.S. Hall). Lorsqu'il a retiré sa démission c'était avec l'entente que la minorité serait représentée. L'honorable député de Montréal no 5 ne m'a pas consulté avant de remettre sa démission. Cependant je déclare que je ne puis consciencieusement retirer pour cette raison ma confiance au gouvernement car je suis convaincu que l'Opposition, si elle arrivait au pouvoir, ne nous traiterait pas mieux. Je voterai contre la motion.

M. J.P. COOKE (Drummond): Dit qu'il est de son devoir, pour lui-même et pour ses électeurs, d'expliquer sa position au sujet de l'amendement. Il dit n'être pas plus satisfait après avoir entendu les explications ministérielles. Au cours de ces explications, l'honorable premier ministre a lu la lettre signée par les députés de langue anglaise. Il n'a eu aucune hésitation à signer cette lettre voulant ainsi montrer au gouvernement ses vues sur cette question. L'honorable premier ministre a déclaré avoir été prié par les députés de langue anglaise de conserver le poste de trésorier pour le moment. Il a cependant omis de dire qu'il avait fait, à ce moment-là, la promesse formelle aux députés de langue anglaise de les consulter sur la formation de son cabinet. Lorsque les députés anglophones ont appris que le premier ministre se préparait à faire des nominations au cabinet sans les consulter, ils ont entrepris de lui rappeler sa promesse. Il n'a même pas jugé à propos de répondre à cette lettre et s'est hâté de combler le poste, sans les consulter. Le premier ministre s'est rendu à Montréal pour consulter quelques hommes de peu d'importance sans s'occuper des parties dignes d'intérêt. Maintenant le gouvernement a demandé à la ville de Montréal de prononcer son verdict, ce qui a été fait sans demi-mesures. La meilleure façon de connaître l'opinion des gens de langue anglaise est de connaître celle de ses représentants, ce qu'on n'a pas fait. Il se déclare insatisfait, aujourd'hui comme hier, et ne peut accepter comme représentant officiel de la population de langue anglaise un ministre sans portefeuille. Personne n'a de critiques à formuler contre le représentant de Stanstead (l'honorable M.F. Hackett) personnellement, mais il n'est pas un protestant anglais. En avril, lorsque les premiers rapports sur les relations tendues entre le député de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) et le cabinet se sont mis à circuler, un groupe de Montréalais lui avaient demandé de rencontrer le premier ministre et le représentant de Mégantic (M. J. King) sur ce sujet. Il avait

constaté l'existence du malaise. Il avait appris que le représentant de Montréal no 5 jugeait que le gouvernement était extravagant et qu'il ne respectait pas les promesses qu'il avait faites à la province. Au mois d'août, le député de Montréal no 5 retirait sa démission à la condition qu'il n'y aurait plus de déficits. Sur ce point, le procureur général (l'honorable T.C. Casgrain) et le député de Mégantic (M. J. King) peuvent confirmer cette déclaration.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Je ne le ferai pas.

M. J.P. COOKE (Drummond): J'ai vraiment dit la vérité.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Ce n'est pas le cas.

M. W. GREIG (Châteauguay): Dit qu'il a refusé de signer la lettre et qu'il en est heureux. Le gouvernement a toute sa confiance. Il parle du cas Hart-Brennan.

Il ne croit pas qu'on devrait soulever des questions de religion.

M. J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): En votant en faveur de la motion de l'honorable chef de l'Opposition, je désire qu'il soit bien compris que je n'entends pas condamner l'entrée de l'honorable député de Stanstead (l'honorable M.F. Hackett) dans le gouvernement. Il dit que même si ce n'était pas une question de principe, il y a quand même une tradition orale qui dit que les différents groupes de la société doivent être représentés dans l'administration des affaires publiques.

Une des raisons qui l'engagent à voter c'est la question des commissaires d'écoles qui s'est agitée dernièrement à Montréal.

Le problème Hart-Brennan est un exemple. Il ne faut pas toujours juger de la nationalité d'une personne par son nom de famille.

On dira peut-être qu'il est dans la personne du député de Gaspé ce représentant de la minorité. Je ne reconnais pas ce monsieur comme un Irlandais: il ne suffit pas de ne considérer que le nom. A ce compte-là je pourrais aussi bien passer pour un Canadien français.

Lorsque la promesse d'abolir les taxes a été faite, nous avons cru que nous n'en entendrions plus parler. Jamais le premier ministre n'a laissé soupçonner que sa loi ne prendrait effet que dans un an. Il est probable que si Montréal avait élu un ami des ministres, le premier ministre aurait rédigé sa loi autrement.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Met le représentant de Châteauguay en demeure de prouver les avancées relativement à une conversation qui lui est attribuée au sujet de la nomination du Dr Brennan en remplacement du Dr Hart du Collège des médecins de Montréal.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): M. l'Orateur, je ne me serais pas cru justifiable de retenir la Chambre davantage à une heure aussi avancée de la nuit sans la tournure que les honorables députés qui ont pris la parole en dernier lieu ont donné au débat. Leur langage m'oblige de m'expliquer et de dire pourquoi j'ai accepté l'honneur que le premier ministre m'a fait en m'appelant à siéger au Conseil.

Et d'abord, M. l'Orateur, il est assez amusant de voir combien nos adversaires sont faciles à enthousiasmer.

Une victoire remportée dans une de leurs plus fortes divisions suffit à les faire rêver du pouvoir. Et quand ils se croient au pouvoir on sait déjà par expérience quels joyeux projets ils ruminent. Qu'y a-t-il donc d'étonnant à ce qu'ils aient gagné la division Sainte-Anne? Depuis 25 ans cette division a toujours élu des libéraux, sauf une fois, et maintenant qu'elle est retournée à ses anciennes amours peut-on réellement prétendre que ce soit un si grand triomphe? Mais je comprends que lorsque les occasions de se réjouir sont rares il faut profiter de celles qui se présentent. Aussi je ne crois pas me tromper en disant que tout ce bruit autour d'une élection n'a qu'un but: étouffer les échos du glas funèbre que les électeurs de Stanstead ont tinté pour eux et qui résonnent encore à leurs oreilles.

Cette joie bruyante leur a fait perdre toute dignité. Ils rient des efforts du ministre de l'Agriculture (l'honorable L. Beaubien) pour ramener la prospérité au sein de la classe agricole; ils rient des efforts du gouvernement pour améliorer la situation financière qu'ils ont si gravement compromise; ils rient de la courtoisie dont le premier ministre a fait preuve envers la minorité; enfin ils se moquent de tout. Rien d'étonnant, ils continuent à remplir leur rôle qui a toujours été de rire du peuple.

Qu'est-ce que cela leur fait que le cultivateur peine ou non, pourvu qu'ils soient au pouvoir et qu'ils en profitent? Qu'est-ce que cela leur fait que le cultivateur se décourage? Qu'est-ce que cela leur fait que l'agriculture, devenant toujours de moins en moins payante, soit, à la fin, une profession abandonnée de toute notre population.

Rien de tout cela les occupe; le sort des cultivateurs, c'est leur dernier souci; leur unique occupation, c'est le pouvoir dont ils usent si mal. Et nous pourrions bien leur laisser savourer en paix ces désirs dignes de leurs petits esprits, si, au moins, ils n'avaient pas le front de mesurer les autres à leur aulne et d'affirmer avec une audace qui ne se préoccupe nullement d'en donner des preuves, que nous n'avons rien fait pour l'agriculture. L'oeuvre du gouvernement actuel est devant le pays, et ceux qui veulent se donner la peine de l'examiner ne peuvent faire autrement que de nous rendre le témoignage que nous avons fait faire un pas immense à l'agriculture. Avant aujourd'hui, on accordait des octrois à la colonisation, on votait certaines sommes à l'agriculture, et c'était tout. Jamais on ne s'était occupé de

convaincre l'agriculteur de la noblesse de sa profession, jamais on n'avait entrepris la tâche de se créer une aisance et même un capital raisonnable avec la charrue et la herse aussi bien qu'avec les professions libérales. Et bien, cela est fait, aujourd'hui, M. l'Orateur. Nous avons entrepris cette oeuvre et nous avons appelé tous les hommes de bonne volonté à y coopérer, parce que nous étions convaincus que l'agriculture, étant redevenue ce qu'elle aurait toujours dû être, honorée, respectée et payante, ce serait par là même avoir donné la richesse à la province. Et nous avons été compris dans notre pensée. Le clergé, le grand corps de l'Etat, la presse, les hommes politiques, se sont unis à nous dans ce même but, et de toutes parts, aujourd'hui, s'élèvent des témoignages de gratitude à l'adresse du gouvernement.

J'ai donné à entendre que tout le monde nous avait aidés. M. l'Orateur, je me suis trompé. Ceux qui siègent à votre gauche, n'ont vu ce mouvement qu'avec répugnance, ils l'ont combattu en sourdine, à chaque session ils ont essayé d'en rire, en un mot ils ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour empêcher cette croisade agricole de réussir. Mais leurs efforts ont été vains. L'oeuvre a triomphé de tout, et notre but étant atteint, que nous importent leurs rires et leurs sarcasmes quand nous savons pouvoir compter sur ceux qui jugent, les électeurs.

Oui, nous avons racheté nos promesses. Nous défions nos adversaires de nous prouver qu'il en est une, une seule que nous n'ayons pas tenue. Vous pouvez vous montrer mécontents lorsque nous invoquons nos actes, mais nous continuerons à revendiquer le mérite auquel nous avons droit. Et pourquoi en effet lorsque nous avons le témoignage de notre conscience que nous avons fait notre devoir, pourquoi n'irions-nous pas trouver les électeurs et leur dire: voilà ce que nous avons fait. Nos oeuvres sont-elles comparables à celles de nos adversaires?

Ah! M. l'Orateur, on ne veut plus que nous parlions du passé, de ce passé qu'il a été beaucoup plus facile de rendre si mauvais et si honteux qu'il est facile à réparer. On ne veut plus que nous parlions de celui qui fut le chef du parti qui est responsable de toutes ces abominations et l'on nous dit avec un air de sérieux dont on est les premiers à rire: paix aux morts! Et bien, il y a d'autres morts que celui-là qui ont éclairci les rangs de nos adversaires; et je vous le demande, M. l'Orateur, a-t-on jamais rougi d'entendre prononcer leur nom? Quand un homme se lève dans la Chambre des communes pour rappeler le nom d'Alexandre McKenzie est-ce que nos adversaires protestent? Quelle différence!

Que nos adversaires en disent et pensent ce qu'ils voudront, nous avons droit de parler de l'administration Mercier; nous avons le droit de rappeler ses fautes impardonnables, pour ne pas les qualifier plus sévèrement; nous avons le droit de dire au peuple de cette province que l'on cherche à égarer par des discours trompeurs et des promesses irréalisables, nous avons le droit de lui dire: prenez garde! ce que vous trouvez un

peu dur aujourd'hui, rappelez-vous qu'il a été rendu nécessaire par les extravagances et les brigandages du régime passé. Nous avons ce droit, et nous l'exercerons.

Venons maintenant au sujet plus particulièrement soulevé par l'amendement du chef de l'Opposition.

Ce que nos adversaires en ont dit ne porte pas beaucoup à conséquence quand on connaît leur passé et quand on est bien convaincu qu'ils n'agiraient pas mieux s'ils venaient en position de faire quelque chose. Mais d'autres ont parlé et c'est pour cela surtout que j'ai pris la parole.

Quels sont les faits, M. l'Orateur? Lorsque le député de Montréal no 5 (M.D.S. Hall) a donné sa démission, ses collègues de la députation anglaise n'en savaient rien. Plus tard le député de Montréal no 5 a repris son portefeuille. Le député de Drummond (M. J.P. Cooke) a dit que c'était sur promesse formelle faite par le premier ministre que les dépenses seraient diminuées et que le portefeuille du Trésor irait à un anglais protestant, et que ses promesses n'ayant pas été remplies, le député de Montréal no 5 a remis son portefeuille une seconde fois entre les mains du premier ministre. Avec toute la considération que je dois aux affirmations de l'honorable député de Drummond il me faut dire que tout cela a bien peu de vraisemblance. Cela se passait avant la dernière session, M. l'Orateur. Or, quelle a été la conduite de l'honorable député durant la dernière session? Est-ce qu'alors le député de Drummond s'est montré hostile au gouvernement?

Vous savez ce qui s'est passé, vous savez sur quel ton d'excuse le député de Drummond a demandé pardon au gouvernement d'être obligé de voter contre l'emprunt. Et ensuite nous l'avons vu appuyer le cabinet jusqu'à la fin de la session, votant avec nous sur les questions financières, repoussant les motions de l'Opposition qui prétendaient que les dépenses étaient extravagantes; enfin il était ministériel autant que nous. Si ces paroles d'aujourd'hui sont l'affirmation de la vérité, comment se fait-il que ce monsieur n'ait pas jugé à propos de protester dès la dernière session? C'était le temps alors de parler, de faire preuve d'énergie. Mais non il y avait alors deux sièges de vacants au Conseil et le député de Drummond entretenait l'espoir d'en obtenir un.

Là est l'explication de l'attitude actuelle du député de Drummond. Quant à la lettre collective des députés anglais et à celle du député de Montréal no 5, ce sont deux démarches que nous devons regretter, le député de Montréal no 5 n'en a eu aucun regret. Laissez-moi vous dire cependant, M. l'Orateur, qu'il est étrange de voir qu'un homme qui s'est séparé de son parti ait encore la prétention de dicter au chef de ce parti la conduite qu'il doit suivre.

Mais, quelle a été la conduite du premier ministre dans le choix de ses collègues anglais? Tout le monde sait aujourd'hui que le portefeuille du Trésor a été offert à un homme digne à tous les points de vue de représenter l'élément anglais dans la province de Québec et qui depuis a été

appelé à la haute position de juge de la Cour supérieure.

La députation anglaise s'y est opposée parce qu'il ne faisait pas partie de la Chambre. On a parlé ensuite de M. McDougall d'Ottawa, avec M. Richard de Montréal, comme conseiller législatif. Et la même objection a été soulevée. Que restait-il donc à faire? Montréal voulait avoir un représentant dans le cabinet, et elle l'a eu. Ce ministre se trouve à représenter en même temps la minorité dans la province. Restait la question du second représentant, et c'est ici que l'on me met en cause. Le premier ministre m'a appelé. Que je sois digne ou indigne de cet honneur, là n'est pas la question au point de vue où on a voulu la discuter. Je suis moi aussi un représentant de langue anglaise. J'ai été élu par un comté presque exclusivement protestant. A ce titre je représente la minorité autant que n'importe lequel de mes collègues anglais.

Le représentant de Montréal no 5 a parlé de deux représentants anglais dans le passé. Oui, mais j'ai toujours compris que l'un des deux devait venir des Cantons de l'Est qui par leur richesse, leur population et leur loyauté au parti méritent cette part d'honneur dans la distribution des récompenses. Or, lorsque le premier ministre a remanié son cabinet, je venais d'être élu président de l'association conservatrice des Cantons de l'Est. Et pourquoi m'avait-on élu? C'est parce que digne ou indigne on croyait que je pouvais rendre service et porter des coups là où il était nécessaire d'en donner.

Or, M. l'Orateur, si l'on m'a jugé digne d'aller au combat, de rencontrer l'ennemi, d'être un lieutenant dans l'armée conservatrice, si j'étais bon pour être sur la brèche, dans la mêlée, à l'affût de toutes les positions dangereuses, est-ce que j'étais moins digne de porter des épaulettes? Quelle est donc l'objection à ce que je représente les Cantons de l'Est dans le cabinet? C'est la question religieuse, M. l'Orateur.

Eh bien! qu'il se lève le représentant d'un des comtés de cette région qui osera dire carrément à la face de la province que je devais être éliminé pour cette raison. Sera-ce le député de Missisquoi (M. E.E. Spencer) qui représente un comté dont la majorité est catholique? Serait-ce le député de Brôme (M. R.N. England) élu par le vote catholique? Sera-ce le député de Mégantic (M. J. King) qui doit au vote catholique l'honneur de représenter l'une des plus belles divisions électorales de cette province? Enfin, M. l'Orateur, serait-ce ce député qui a été élu pour représenter le comté de Drummond (M. J.P. Cooke), mais qui ne représente plus que son dépit et sa rancune? Au nom de qui parlerait-il? Au nom des libéraux? Mais ils ont voté contre lui. Au nom des conservateurs? Mais ils ont pris la peine de se réunir pour lui dire à la face de la province qu'il n'était plus qu'un déshonneur pour ce comté et le prier de remettre son mandat et de s'en aller chez lui.

Et savez-vous pourquoi le représentant de Drummond a parlé dans le langage inconvenant et grossier qu'il a tenu ce soir à l'égard du premier

ministre? C'est parce qu'on n'a pas cru devoir en faire un ministre. Durant la dernière session il n'a eu qu'une préoccupation: se faufiler sur les sièges laissés vacants par la démission du député de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) et la retraite de M. McIntosh. Puis après la session encore, il a fait tout ce qu'il a pu, par lui-même et par l'entremise de ses amis, pour avoir un siège au Conseil des ministres. Voilà la raison de son mécontentement, de son passage à gauche où il doit bien savoir pourtant que si on s'en sert aujourd'hui, on en rira demain.

Et quel ministre aurait-il fait? Vous ne le connaissez pas, M. l'Orateur. J'ai eu l'avantage de le rencontrer dans l'élection de Stanstead où ses talents ont été si bien appréciés. Et savez-vous quel était son argument? Il s'est promené dans tout le comté avec ce cri fanatique: il n'y a pas un Canadien français digne d'être trésorier provincial.

Ces cris de catholiques contre protestants et d'Anglais contre Canadiens français, sont regrettables, comme le disait si bien le représentant de Châteauguay (M. W. Greig) et le plutôt ils cessent, le mieux ce sera pour nous.

Pourquoi voter pour cette motion? Nous avons la preuve que le premier ministre a rencontré les plus grandes difficultés et qu'il les a traversées aussi bien que les circonstances le lui permettaient. Nous avons de plus sa promesse qu'à la plus prochaine occasion il s'empressera de rendre plus ample justice à la minorité, et c'est la promesse d'un homme qui n'a jamais failli à sa parole. D'ailleurs, n'avons-nous pas comme garantie le passé du Parti conservateur? Est-ce que le Parti conservateur a jamais soulevé les guerres de races et de religion? Est-ce que le Parti conservateur s'est jamais rendu coupable de la moindre injustice envers la minorité? Et s'il vous demande d'attendre encore quelque temps, le lui refuserez-vous, lorsque, pendant des années, vous avez eu plus que votre part? Il termine en rappelant l'amendement Fitzpatrick.

M. V. GLADU (Yamaska):

M. l'Orateur,

Malgré l'heure avancée de la nuit, la Chambre me pardonnera si je me lève pour faire quelques remarques sur certains points touchés par l'honorable monsieur qui vient de s'asseoir.

L'honorable président du Conseil, accusé de n'occuper dans le gouvernement qu'une sinécure, vient de faire le plus grand effort oratoire que nous ayons eu de lui encore.

Avant son entrée au ministère, il nous gratifiait quelquefois d'éloquents discours, mais cette fois, il s'est surpassé. Il a fait un effort herculéen, voulant sans doute commencer à gagner une partie des quatre mille dollars qu'il retire du trésor, comme ministre sans département, c'est-à-dire à ne rien faire, ou à peu près. Il y a mis toute la véhémence dont il était capable. Il n'en fallait pas moins à la vérité pour défendre la cause perdue d'avance de son gouvernement.

L'honorable premier ministre, incapable de répondre sérieusement aux arguments serrés et bien appuyés d'autorités de l'honorable chef de

l'Opposition, a cru n'avoir rien de mieux à faire que de faire des assertions en l'air et de donner à la Chambre un peu de comédie. L'honorable président du Conseil, pour varier la scène, a pris le ton tragique; il a jeté l'injure et un peu de boue à un homme mort, feu l'honorable M. Mercier, devant lequel il aurait tremblé s'il eût été vivant. Je ne relèverai que quelques-unes des assertions de l'honorable président du Conseil sur la question politique qui nous occupe, le reste de sa harangue n'a été pour la Chambre et le pays que: Vox, vox et proetcrea nihil (sic).

A MM. Berger, St-Louis et Cousineau pour travaux au palais de Justice de Montréal.	\$500 000.
A M. Sullivan pour comptes d'arpentages, etc. outre son salaire.	20 000.
A M. Raza, pour compte d'architecte, etc., d'une année.	22 000.
A M. Charlebois qui, d'après le gouvernement, lui devait \$52,000., mais pour rester en bon accord.	40 000.
Achat de l'asile de Beauport, quand les soeurs offraient de bâtir à leurs propres frais.	425 000.
Prêt aux soeurs sans intérêt, toujours pour l'asile de Beauport.	44 500.
A M. Beemer, pour le récompenser de l'avoir déchargé de l'obligation de parachever son chemin de Montmorency et Charlevoix.	100 000.
Aux banquiers français, profit par eux réalisé sans bourse délier, sur l'emprunt Taillon.	450 000.
A la Banque d'Ontario, en paiement d'une réclamation qui aurait pu être légalement contestée avec succès.	36 000.
Au Conseil législatif, dont le public demande l'abolition, qui coûte inutilement \$40,000 par année, et n'est plus bon paraît-il, de l'avis du gouvernement même, qu'à servir d'hôpital aux invalides pensionnaires de l'Etat.	40 000.

Il est pour le moins imprudent, je crois, de la part de l'honorable président du Conseil, de représenter comme un drapeau immaculé le drapeau d'un gouvernement d'économie qui porte de telles remarques.

L'honorable président du Conseil, en jetant de gros mots de mépris à ceux qui ont administré les affaires de la province avant lui, affirme que la province de Québec est dans la plus grande prospérité, • que l'agriculture y est florissante et payante, et qu'au gouvernement actuel sont dus tout le mérite et la gloire de cet heureux état de choses. Je regrette d'être obligé de rétablir sous leur vrai jour certains faits qui calmeront un peu l'enthousiasme de ce monsieur et de ses amis.

On a tenté depuis 1878, au moyen de brillantes théories, de faire croire aux agriculteurs que la politique protectionniste créerait de grandes industries manufacturières, assurerait de l'emploi permanent et de forts gages aux travailleurs, ferait augmenter la population, et créerait en même temps un vaste et excellent marché où les produits de l'industrie agricole se vendraient toujours à des prix rémunérateurs; on a fait croire au peuple que la province de Québec était destinée à devenir un grand centre manufacturier.

Attirés par le faux clinquant de ces belles promesses, un grand nombre de cultivateurs ont déserté l'agriculture, la vie simple et heureuse de la campagne, pour s'entasser dans les villes, où par un rude labeur maigrement rétribué, ils ont aidé quelques manufactures à s'édifier de grandes fortunes; pendant ce temps-là, ceux qui sont restés à l'agriculture ont pu constater que le marché avantageux qu'on leur avait promis n'a jamais été créé; ils se sont vus obligés de sacrifier leurs produits pour presque rien; et la protection, à qui bon nombre d'entre eux ont servi d'instru-

Cet honorable monsieur nous a dit avec un aplomb imperturbable qu'aucun acte susceptible de jeter du discrédit sur le gouvernement actuel ne pouvait lui être imputé. Or ce gouvernement d'économie n'existe que depuis quatre ans, et ses scandales ne se comptent déjà plus, ils pullulent. Je citerai comme spécimens des exploits de ce gouvernement modèle, quelques-uns des contrats ruineux et des paiements extravagants qu'il a faits au détriment de la caisse publique; pas tous, la liste est trop longue, mais ceux-ci par exemple:

ments pour créer les monopoles et les combines, leur a fait payer bien cher tous les objets de consommation nécessaires au soutien de leurs familles, en sorte qu'ils sont aujourd'hui dans une situation tout à fait critique.

Les manufacturiers ont fait fortune et, une fois gorgés, laissent sur le pavé les ouvriers dont ils ont exploité le travail. Ces travailleurs retournent à l'agriculture et aident ceux qui sont restés à encombrer le petit marché restreint, pauvre et rétréci que nous avons. Tel a été le résultat de la protection politique qui a toujours été préconisée et supportée, dans le passé, par la plupart des membres du gouvernement actuel, et qui a fait la ruine des agriculteurs.

On s'aperçoit aujourd'hui qu'il faut en revenir à l'agriculture ruinée par la protection, mais qui est encore la suprême ressource!

Les funestes résultats de la politique de protection sont tellement patents que notre ministère protectionniste et conservateur se voit forcé de déclarer aujourd'hui, non pas, comme on disait autrefois, que la province de Québec était destinée à être un grand centre manufacturier, mais bien que la province de Québec, comme on en trouve l'aveu précieux dans le discours du trône, est une province essentiellement agricole, et que de la prospérité de nos agriculteurs dépend la prospérité des autres classes de la société.

L'ex-gouvernement Mercier avait bien compris cette vérité, et persuadé que le succès de l'agriculture bien organisée et secondée était le salut de la province, il a fondé en 1888 le ministère de l'Agriculture et fait passer une loi réglementant les beurreries et les fromageries. Il posait ainsi les intérêts agricoles sur des bases solides, et il donnait l'essor à deux des industries agricoles les plus importantes.

Nos adversaires ont dans le temps combattu avec acharnement la création de ce ministère d'Agriculture, et l'ont poursuivi de leur haine et de leurs coups jusqu'au Conseil législatif, où le projet de loi rencontra la plus vive opposition de la part de l'honorable J.J. Ross et de la Bruère, deux des chefs autorisés du Parti conservateur, l'un ex-collègue du premier ministre et l'autre, ex-président du Conseil et aujourd'hui surintendant de l'Instruction publique. Mais malgré toutes les hostilités du Parti conservateur, la mesure a passé, et c'est depuis que nous avons un ministère d'Agriculture et une loi réglementant l'industrie du beurre et du fromage.

Il est inutile de rappeler ici tout le bien qui a été opéré par l'entremise du ministère de l'Agriculture. Le souvenir vivace, au cœur du peuple, de l'homme d'Etat qui a attaché son nom à cette mesure, aujourd'hui couché dans sa tombe, en est bien le meilleur témoignage.

Il nous est agréable de voir le gouvernement actuel apprécier maintenant la valeur d'un ministère de l'Agriculture, en faire l'éloge, et invoquer ses œuvres comme l'un des plus beaux titres à la confiance du peuple dont il se réclame.

Nous avons bien raison, à cette occasion, de dire de ces messieurs, que suivant l'habitude d'ailleurs invariable de leur parti, il n'y a pas de mesure importante des libéraux à laquelle ils aient assez fait la guerre quand ils étaient dans l'opposition, pour qu'une fois installés au pouvoir, il ne s'en servent comme d'un des principaux articles de leur programme, surtout quand comme celle-ci, elle leur fournit un moyen de réclame et beaucoup de patronage.

Pour nous dont le sort et l'ambition ont été de créer des œuvres pour le bien du peuple, nous voyons ces messieurs s'en affubler orgueilleusement, mais, nous ne les jalousons pas de ce qu'ils appellent sans doute une bonne aubaine.

Le gouvernement dont l'honorable député de Stanstead (l'honorable M.F. Hackett) fait partie, voulant montrer sa sollicitude pour les agriculteurs, exhale dans le discours du trône le vœu suivant: "Puissent les produits de l'industrie agricole obtenir des prix rémunérateurs, nous verrons alors revenir la prospérité des agriculteurs, etc. "

En formulant ce vœu, le gouvernement nous fait un peu penser à ces grands pêcheurs qui, sentant que la mort va bientôt venir mettre un terme à leurs prévarications, se mettent à genoux et se livrent à la prière.

Si ces messieurs sont sincères, ils doivent savoir que, pour ramener l'aisance chez les agriculteurs, il y a d'autres choses à faire que des vœux jaculatoires.

Ils doivent savoir que les prix des produits agricoles sont fatalement gouvernés par les besoins du marché local et des marchés étrangers, et lorsqu'il n'y a pas de demande, les vœux les plus ardents du gouvernement Taillon ne pourraient élever les prix d'un seul centin.

Preuve: malgré toutes les processions de nos ministres en faveur du beurre et du fromage, le

beurre et le fromage se sont sacrifiés à un bas prix désolant tout l'été dernier.

Ce qui fait le malaise de nos cultivateurs, c'est qu'ils n'ont pas de marché permanent et rémunérateur pour leurs produits, qu'ils sont obligés de les sacrifier, la moitié sinon les trois quarts du temps, et qu'au lieu de pouvoir acheter à bon marché les choses nécessaires à leurs familles, comme il le faudrait pour qu'il y eût équilibre, ils sont, grâce à la politique fiscale fédérale, forcés de payer tout ce qu'ils consomment 30 et 40% plus cher que ça ne devrait coûter sous un tarif modéré; de là le déficit entre le revenu et les dépenses, l'appauvrissement, le découragement et l'émigration. Si vous ajoutez, à ce triste état de choses, l'endettement du Dominion, la dure taxe directe imposée par le gouvernement provincial, les pots-de-vin à ses amis, et l'augmentation sans profit de la dette et des dépenses provinciales, vous avez là deux des principales causes de malaise chez les agriculteurs.

C'est là l'œuvre du Parti conservateur à Ottawa et du Parti conservateur à Québec.

Si vous désirez travailler à la prospérité des agriculteurs, vous n'avez qu'une chose à faire: aidez-les à obtenir à Ottawa la réduction du tarif à haute pression qui les écrase au profit des monopoles et un gouvernement honnête, habile et économe; pratiquez ici l'économie que vous avez promise, enlevez de votre programme les odieuses taxes, cessez de dépenser l'argent public pour le bénéfice de vos favoris. Vous avez distribué quelque mille dollars de l'argent de la province voté par la Chambre pour aider la fabrication du beurre et du fromage. Mais en même temps que vous donniez ce maigre encouragement aux agriculteurs, vous leur avez arraché des centaines de mille dollars en taxes directes que vous avez distribués à vos amis les cabaleurs et les entrepreneurs d'élections. Dorénavant au lieu de dépenser **quelque** mille piastres pour les cultivateurs et des centaines de mille piastres pour vos amis MM. Beemer, Landry, Charlebois, St-Louis, Cousineau, Sullivan, Raza, la Banque d'Ontario et les banquiers français, etc., renversez l'opération, donnez peu à vos amis et beaucoup à l'encouragement rationnel de l'agriculture, cette source vive de notre richesse nationale.

L'honorable monsieur nous dit que son gouvernement a fait beaucoup d'économies et considérablement amélioré l'état financier de la province. Comme son premier ministre, il a toutefois omis un point essentiel, c'était de le démontrer par des chiffres et des autorités; à vrai dire, c'eût été difficile, les chiffres officiels et les documents publics auraient dit tout le contraire! A tout événement, l'on nous dit dans le discours du trône que l'état des finances permettra au gouvernement de proposer l'abolition des licences de manufactures et de commerce et des taxes directes sur certaines personnes.

Nous avons voté contre l'imposition de ces taxes et nous ne pouvions que nous réjouir de ce que le gouvernement veut les abolir; cependant

pour être juste il doit abolir toutes les taxes qu'il a imposées en 1892.

Mais la raison que donne le gouvernement pour abolir ces taxes est-elle la vraie? Nous regrettons de dire que nous ne pouvons le croire.

Lorsque le gouvernement a imposé ses taxes directes en 1892, il a motivé son action sur la nécessité de créer de nouvelles ressources pour acquitter la dette flottante et équilibrer les recettes et les dépenses ordinaires.

Ce qu'il a acquitté de la dette flottante, il l'a fait au moyen d'emprunts.

Il a augmenté la dette publique de près de deux millions. Il n'a pas rétabli l'équilibre entre les recettes et les dépenses, puisque chaque année fiscale s'est terminée par un déficit assez considérable, et encore cette année, si les chiffres suivants qu'il aurait donnés dans l'élection de Montréal et que nous trouvons dans les journaux sont exacts (les comptes publics de 1894-95 n'étant pas encore publiés), il y aurait un déficit de \$253 000

Recettes ordinaires 1894-95.	\$4 221 000
y compris les taxes...	
Dépenses ordinaires 1894-95.	4 043 000
Surplus apparent	178 000

Mais il aurait été payé en outre pour Réparations au palais de justice de Montréal.	146 000
Prêt, asile de Beauport.	25 000
Remboursement, dépôts garantis de chemin de fer.	260 000
	431 000

Il resterait un déficit réel de. 253 000

En outre l'honorable trésorier aurait dit qu'il a été payé pour subventions aux chemins de fer durant l'année. 810 000

Ce qui formerait un déficit de. 1 063 000

La dépense ordinaire annuelle de l'ex-gouvernement a été durant ses quatre années d'administration de. 3 724 000 par année

Et celle du gouvernement actuel durant ses trois années d'administration de. . . 3 935 810 par année, donnant une augmentation de la dépense ordinaire sous le gouvernement actuel, de. 211 164

Et les recettes sont à peu près les mêmes, elles proviennent des mêmes sources, et elles ne sont susceptibles que d'une légère augmentation ou d'une légère diminution qui n'en changent guère le montant.

Or, si les taxes étaient nécessaires en 1892 pour équilibrer la dépense et le revenu, elles le sont encore plus aujourd'hui que la dépense est augmentée plus que le revenu.

Et si les taxes sur le commerce ne sont pas nécessaires aujourd'hui, elles ne l'étaient certainement pas en 1892.

Si les taxes n'étaient pas nécessaires en 1892, elles ont été injustement imposées et prélevées, et non seulement le gouvernement doit les abolir, mais un gouvernement d'honnêtes gens comme celui que nous avons doit même restituer ces taxes à ceux qui les ont payées.

Il y a autre chose d'étrange dans la politique du gouvernement. Il va abolir la taxe sur le

commerce et les manufactures et sur les hommes de profession, mais il laisse subsister la taxe sur les rentes et donations de propriétés.

Est-ce que par hasard les cultivateurs et autres propriétaires qui ont besoin de vendre ou d'acheter des terres ou des maisons, sont plus obligés que les autres citoyens, de donner une partie de leur terre ou de leur maison au gouvernement?

La vente des immeubles est la branche d'affaires la plus lourdement taxée par ces impôts, à tel point qu'elle en est pour ainsi dire paralysée.

Le gouvernement ne peut donc sans une injustice criante laisser subsister la taxe sur la vente des terres, quand il l'abolit pour les commerçants, les manufacturiers, et les hommes de profession.

Et si le gouvernement prétexte qu'il a encore besoin de fonds pour équilibrer son budget, il y a un moyen pour lui d'y parvenir tout en abolissant la taxe sur les ventes d'immeubles.

Qu'il pratique donc une bonne fois l'économie qu'il a promise au peuple, non pas un semblant d'économie, mais une vraie économie. Et qu'il s'abstienne de commettre des bêtises et des extravagances comme celles dont j'ai donné l'esquisse dans ces quelques remarques; il lui restera assez de recettes pour rencontrer les dépenses sans le secours de ces odieuses taxes directes.

Maintenant quel est le but du gouvernement en proposant cette abolition de taxes? Ce n'est rien autre chose que de tendre un vulgaire hameçon pour y prendre les gros poissons et se faire des provisions pour les prochaines élections. Cet hameçon, l'honorable trésorier l'a tendu dans la dernière élection aux commerçants de Montréal; les commerçants n'y ont pas mordu, et c'est le trésorier lui-même qui s'est trouvé pris dans ses propres filets.

M'est d'avis que le même sort va lui arriver avec son abolition partielle et partielle de ses iniques taxes directes. Tout le monde est persuadé d'ailleurs que si le gouvernement abolit en partie ces taxes, c'est parce que les élections approchent et que s'il était maintenu au pouvoir par le peuple, son premier souci serait de réimposer ces taxes, et du double cette fois.

Enfin, si j'avais un conseil à donner au gouvernement, même dans l'intérêt du but quelque peu avouable qu'il poursuit, je lui dirais, comme je lui dis au nom des contribuables: abolissez toutes ces taxes directes, pratiquez strictement l'économie promise, abstenez-vous de toutes extravagances ruineuses, dont ne se rend pas coupable une administration sage et prudente, car à moins que vous ne réformiez ainsi votre politique, en vain adresserez-vous au ciel les prières les plus ferventes pour la prospérité des agriculteurs et de la province. Votre prière sera vaine et vos vœux stériles, parce qu'ils ne sont pas sincères et ne sont pas accompagnés de la seule réforme dans votre politique qui peut en assurer la réalisation.

M. A.-F. SAVARIA (Shefford): Rejette les prétentions de l'Opposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Cooke, Dechene, Gillies, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Guerin, Hall, Laliberté, Lemieux, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), 21.

Contre: MM. Allard, Augé, Baker, Beaubien, Beauchamp, Carbray, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Descaries, Desjardins, Doyon, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Lacouture, McDonald, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Panneton, Parizeau, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Taillon, Tellier, Tétreau, Villeneuve, 38.

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly):
Propose que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly):
Propose qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des bureaux publics; montant requis pour défrayer les dépenses occasionnées par les inspections spéciales faites dans l'intérêt du service public; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution étant lue deux fois, il est ordonné que la considération ultérieure de cette résolution soit remise à plus tard.

La séance est levée à deux heures (a.m.).

Séance du 8 novembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures vingt-cinq.

Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Panneton, la pétition de la ferme modèle de Compton.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De Alex. Baptiste et autres, des Trois-Rivières, demandant un acte les constituant en corporation sous le nom de l'Association agricole du district des Trois-Rivières.

De William Owens et autres, demandant un acte les constituant en corporation sous le nom de "The North Nation Valley Colonisation Railway Company".

De William Andrew Yule et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de Compagnie hydraulique et manufacturière de la rivière Richelieu.

De Alexander Ramsay et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Ramsay Paint Company".

De James Crathern et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de Compagnie canadienne d'assurance.

De la corporation de la cité de Montréal, de la corporation de la cité de Sainte-Cunégonde, de la corporation de la cité de Saint-Henri, de la corporation de la ville de Coaticook, de la corporation de la ville de Fraserville, de "The Montreal Safe Deposit Company", de la Compagnie manufacturière de Chambly, et de la Compagnie du gaz de Montréal, demandant respectivement des amendements à leur charte.

De J.-P. Rottot et autres, demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal.

Des syndicats de la corporation de la ferme modèle de Compton, demandant certains amendements à la loi qui les concerne.

De la municipalité du comté de Bellechasse, demandant d'annexer au comté de Montmagny la partie non organisée du canton d'Armagh;

De Félix-Robereau Duplessis, de la cité de Montréal, demandant un acte ratifiant certains actes de vente.

Du révérend Léon-Alfred Sentenne et autres, demandant une loi relative aux biens de feu F.-X. Beaudry, légués pour des fins de charité.

De Joseph-Abel Fortin, médecin de la paroisse de Saint-Hubert, demandant une loi pour l'autoriser à pratiquer la médecine, etc., dans la province de Québec.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires, pour l'année 1895, de l'asile Nazareth pour les aveugles, ouvroir, salle d'asile pour les enfants pauvres. (Document de la session no 26)

Rapports de comités:

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas:

De Sir W.H. Hingston et autres, demandant l'incorporation de "The Samaritan Hospital for Women".

De "The Royal Trust and Fidelity Company", demandant des amendements à sa charte;

De Geo. Allen Childs et autres, demandant une loi facilitant l'exécution du testament de feu George Childs;

De C.N. Cass et autres, demandant une loi divisant le canton de Clifton en deux municipalités;

Et de Côte-Louis-Adolphe Morrisset, demandant une loi autorisant la Chambre des notaires à l'admettre au nombre de ses membres.

Introduction de bills:

M. E.E. SPENCER (Missisquoi): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 88) amendement la loi concernant les corporations de ville.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet) pour M. J.P. COOKE (Drummond): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 89) concernant l'usage du tabac par les mineurs.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 3) modifiant la loi relative aux régistrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement.

On se rappelle d'un amendement déjà apporté à cette loi, l'année dernière. Nous avons découvert depuis que le régistrateur d'Hochelaga n'avait pas assez d'employés pour faire l'ouvrage. J'ai donné ordre de prendre de nouveaux employés qui ont été payés sous le titre "Divers". La loi en question a pour but de régulariser ces paiements.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 8) modifiant la loi concernant les jurés et les jurys.

D'après les amendements apportés à la loi des jurés, on s'est aperçu que l'on ne pouvait pas trouver assez de grands jurés dans le district de Pontiac et le but de la loi actuelle est de mettre ce district sur le même pied que le district de Gaspé.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 2) amendement la loi relative à l'entretien des prisonniers.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 9) concernant la clôture des inventaires en justice.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Taxes et licences

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 9) abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre II, relative à certaines taxes et licences.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Corporations et compagnies commerciales

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 5) concernant les taxes sur les corporations et les compagnies commerciales.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

Interpellations:

Vente de limites à bois

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Le gouvernement a-t-il, préalablement à la vente des limites à bois, le 26 février dernier, fait les annonces requises par la loi dans la *Gazette Officielle* et dans d'autres journaux autorisés à cette fin?

Si tel est le cas, dans quels journaux?

Quelle somme a été payée à ces différents journaux?

Ces annonces étaient-elles exactes quant à l'étendue et à la mise à prix par mille desdites limites?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): 1. Oui. 2. L'Événement, le Chronicle, le Quotidien, le Mercury et le Daily Telegraph. 3. \$113.00. 4. Elles étaient exactes d'une manière générale. Il apparaîtra par la réponse à une adresse à l'Assemblée législative, du 4 novembre, qu'il y a eu une légère correction rendue nécessaire par un malentendu.

Chemin de fer du Sud-Est

M. L. LACOUTURE (Richelieu): 1. Le gouvernement a-t-il été informé que la circulation des trains sur le chemin de fer du Sud-Est entre Sorel et Acton, traversant les comtés de Richelieu, Yamaska et Drummond, est arrêtée?

2. Le gouvernement a-t-il l'intention de prendre quelque action à ce sujet et laquelle?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): A la première question: Oui. A la deuxième question: A l'étude.

Loi de libelle

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Est-ce l'intention du gouvernement de déposer une mesure relative à la loi de libelle, modifiant la loi de manière que les journaux donnant un compte-rendu verbatim des discours prononcés à une assemblée publique, ne soient pas sujets à poursuite pour libelle?

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): A l'étude.

Demande de documents:

Journal de l'Agriculture

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, 1. Un état détaillé de toutes les sommes payées pour l'impression et la publication du Journal de l'Agriculture, versions anglaise et française, depuis le 1^{er} janvier 1893 jusqu'à cette date:

2. Un état faisant voir, à la date du 1^{er} janvier de chaque année, le nombre des souscripteurs payant à chacun des journaux d'agriculture, anglais et français, ainsi que le montant des sommes perçues pour abonnements et annonces dans lesdits journaux.

Adopté.

Traité d'agriculture de E.-A. Barnard

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux) qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, 1. Copie de toute la correspondance échangée avec différentes personnes au sujet de la publication et impression d'un traité d'agriculture, par E.-A. Barnard, pour les cercles agricoles. Aussi, un état détaillé de toutes les sommes payées pour l'impression, la reliure, la distribution dudit ouvrage et indiquant à quelles personnes ces différentes sommes ont été payées;

2. Copie de tous les ordres en conseil en vertu desquels le commissaire de l'Agriculture ou ses employés ont encouru ces dépenses et les ont payées.

Mise à la retraite de l'honorable G. Ouimet

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet) Propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toute correspondance, ordres en conseil, etc., se rapportant à la mise à la retraite de l'honorable G. Ouimet, ex-surintendant de l'Instruction publique.

Adopté.

Résignation de l'honorable Boucher de LaBruère

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre, copie de toute correspondance, ordres en conseil, etc., se rapportant à la résignation de l'honorable Boucher de LaBruère de son siège, au Conseil législatif, et de sa charge de président du Conseil législatif, ainsi qu'à sa nomination à la charge de surintendant de l'Instruction publique.

Adopté.

Affaires Boyd-Somerville, Shortis, Hooper

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé des frais de l'enquête du coroner, de l'examen préliminaire et du procès encourus par la couronne dans l'affaire Boyd-Somerville, dans l'affaire Demers, l'affaire Shortis, l'affaire Hooper.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Les frais dans le procès Shortis ne seront pas aussi considérables qu'on a cru.

Il suggère que le mot Hooper soit rayé de la motion.

Adopté.

Conférenciers agricoles

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état indiquant: 1. Les noms des conférenciers agricoles qui ont donné des conférences depuis le 1^{er} juillet dernier à venir au 1^{er} novembre courant.

2. Les sommes payées à chacun d'eux pour frais de voyages et conférences.

Adopté.

E.-C. Fabre et C. Ouimet

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 49) validant un acte de vente par Sa Grandeur monseigneur Edouard-Charles Fabre, archevêque de Montréal, et messire Calixte Ouimet à Philibert Tétreault, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

L.-G. Lecomte

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 64) déclarant Louis-Georges Lecomte membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie du chemin de fer Québec-Central

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 36) amendement la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec-Central soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Rapports du conseil et mandats spéciaux

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que l'état des rapports du conseil et mandats spéciaux, en vertu de l'acte 31 Victoria, chapitre 9, clause 47, (article 785 des statuts refondus de la province de Québec) préparé par l'auditeur de la province, tel que requis, et mis devant cette Chambre, lundi, le quatre courant, soit imprimé dans les procès-verbaux et les journaux de cette Chambre d'aujourd'hui, comme suit:

ETAT des rapports du conseil et des mandats spéciaux en vertu de l'article 785 des statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province de Québec, tel que requis par cet article. (Emis durant la vacance entre la clôture de la session 1894-95 et l'ouverture de la session suivante, le 30 octobre 1895).

Nos. des mandats spéciaux	SERVICE	Nos.	Rapports du conseil		Montants des mandats spéciaux		Montants dépensés		Balance non dépensée	
			Dates	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.	\$ cts.
4	Administration de la justice:									
	Montant requis non inscrit aux prévisions budgétaires pour l'exercice en cours, pour payer la somme adjugée en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, en date du 21 novembre 1894, en faveur de la cité de Québec, pour taxes d'eau, à savoir:									
	Frais casuels du shérif:									
	Sur le palais de justice de Québec pour les exercices 1888-89 à 1893-94 inclusivement\$ 9 356.00									
	Sur la prison de Québec, pour les exercices 1890-91 à 1893-94 inclusivement 5 336.00									
										14 692.00
	Protonotaires, etc.,									
	Frais casuels de bureau:									
	Montant requis non inscrit aux prévisions budgétaires pour l'exercice en cours, pour payer la somme adjugée par le même jugement pour taxes d'eau, à savoir:									
	Sur le bureau des archives, Québec, pour les exercices 1890-91 à 1893-94 inclusivement 338.00	46	11 février 1895	15 030.00				15 030.00		
5	Services divers:									
	Grain de semence pour les habitants pauvres de la Côte nord du Saint-Laurent: montant requis d'urgence pour l'achat de grain de semence à être distribué aux habitants pauvres de la Côte nord du Saint-Laurent	129	1er mai 1895	2 000.00				1 929.52		70.48

Nos. des mandats spéciaux	SERVICE	Nos	Rapports du conseil		Montants des mandats spéciaux		Montants dépensés		Balance non dépensée
			Dates	\$	cts.	\$	cts.	\$	
6 Travaux et édifices publics:									
Assurances sur les palais de justice et prisons:									
Montant requis d'urgence pour payer les assurances sur les palais de justice et prisons, non inscrit aux prévisions budgétaires de l'exercice en cours		130	15 mai 1895	4 597.25		4 597.25		4 230.60	366.65
7 Dette publique:									
Frais d'administration:									
Montant requis pour débours immédiat et auquel il n'a pas été pourvu législativement		234	13 juin 1895	4 200.00		4 200.00		4 098.11	101.89
8 Administration de la justice:									
Montant requis d'urgence pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice auxquelles il n'a pas été législativement pourvu		248	22 juin 1895	27 695.60		27 695.60		27 695.60	
1 Travaux et édifices publics:									
(Extraordinaires)									
Ponts métalliques dans les municipalités:									
Montant requis pour payer Pierre Bacon, représenté par J.A. Bender, C.R., règlement en entier de toutes ses réclamations concernant la construction du pont Saint-Pierre, dans la paroisse Saint-Pierre Rivière-du-Sud, et auxquelles il n'a pas été pourvu par la Législature		309	15 août 1895	3 000.00		3 000.00		3 000.00	

Nos. des mandats spéciaux	SERVICE	Nos	Dates	Rapports du conseil		Montants des mandats spéciaux		Montants dépensés		Balance non dépensée	
				\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.
2	Travaux et édifices publics: (Extraordinaires)										
	Montant requis pour payer Philippe Vallières, montant non inscrit aux prévisions budgétaires, étant la balance de deux comptes, savoir: \$55 680.89 et \$18 405.45, formant un total de \$74 086.34, accordés par les arbitres relativement aux meubles fournis par lui pour l'ameublement des palais de justice de Montréal, Hull et Bryson, ledit montant devant être employé comme suit, savoir:										
	Nouveau palais de justice et prison de Hull, district d'Ottawa										
	Nouveau palais de justice et prison de Bryson, district de Pontiac	348	16 sept. 1895	14 086.34		14 086.34		14 086.34			
3	Services divers:										
	Secours aux victimes des feux de forêts récents:										
	Montant requis d'urgence et non inscrit aux prévisions budgétaires, pour venir en aide aux victimes des récents feux de forêts (septembre 1895) dans certaines paroisses du comté de Témiscouata et dans la paroisse de Sainte-Eulalie, dans le comté de Nicolet	365a	4 octobre 1895	3 500.00 74 109.19		3 500.00 74 109.19		3 500.00 73 570.17		539.02	

Département du Trésor
Bureau de l'auditeur
Québec, 2 novembre 1895

A.H. Verret,
auditeur de la province.

La séance est levée à quatre heures quinze.

Séance du 11 novembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à quatre heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par l'honorable M. Hall, la pétition de Sarah Finlayson et autres.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la corporation de la municipalité du village de Saint-Louis du Mile-End, demandant à être constituée en ville sous le nom de "Ville Saint-Louis".

De William Mitchell et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville".

Et de la ferme modèle de Compton, demandant des amendements à sa charte.

Introduction de bills:

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 39) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Côte-Louis-Adolphe Morisset, comme notaire, après examen.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 7) amendant la loi relative aux registres des baptêmes, mariages et sépultures.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 13) amendant les dispositions spéciales relatives aux écoles publiques des cités de Montréal et de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 11) concernant les cimetières, les inhumations et les exhumations.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 15) amendant la Loi de l'Instruction publique.

UNE VOIX DE L'OPPOSITION: Demande d'expliquer le bill.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Le bill ne comporte que quelques changements techniques de peu d'importance à la loi actuelle.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Demande la

permission d'introduire un bill (bill no 90) amendant l'acte 24 Victoria, chapitre 26.

Ce bill est dans le but d'augmenter la juridiction du recorder de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Documents:

Code de procédure civile

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Met devant la Chambre, le troisième rapport de la commission chargée de reviser et de modifier le code de procédure civile du Bas-Canada. (Document de la session no 32)

Je recommande aux membres de la Chambre d'en prendre grand soin, vu que c'est un travail savant dont l'impression a coûté cher au gouvernement.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Demande si le procureur général (l'honorable T.C. Casgrain) a l'intention de nommer un comité spécial pour étudier ce rapport.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Oui. Nous avons l'intention de nommer un comité conjoint avec le Conseil législatif pour étudier la question afin de sauver du temps. Les commissaires qui ont révisé le code seront aussi invités à prendre part aux délibérations du comité, de même que les avocats et les notaires. J'espère que le comité apportera toute la diligence possible à discuter les changements, afin que nous puissions faire rapport à la présente session et en laissant au lieutenant-gouverneur en conseil le soin de fixer par proclamation la date de son entrée en vigueur. Le gouvernement insistera sur la refonte; mais quant à la question de détails, il sera heureux de se rendre aux vœux du comité.

Rapport du commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation de la province de Québec pour 1895. (Document de la session no 3a)

Société d'industrie laitière de la province de Québec

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Met devant la Chambre, le treizième rapport de la Société d'industrie laitière de la province de Québec, étant le supplément du rapport de l'honorable commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation pour 1894. (Document de la session no 3b)

Comptes publics

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le

lieutenant-gouverneur, l'état des comptes publics de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1895. (Document de la session no 2). Ils seront distribués demain.

Cautionnements des officiers publics

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Met devant la Chambre, un état des cautionnements donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 21 novembre 1894 jusqu'au 6 novembre 1895 inclusivement, tel que requis par l'article 633 des statuts refondus du Québec. (Document de la session no 34)

Emprunt par la Loi 57 Victoria, chapitre 2

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Met devant la Chambre, la correspondance relative à l'emprunt autorisé par l'article 9 de la loi 57 Victoria, chapitre 2. (Document de la session no 35)

Interpellations:

Rapport de J.-E. Barbeau, délégué auprès des capitalistes français

M. J. TESSIER (Portneuf) pour M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J.-E. Barbeau, écuyer, le délégué du gouvernement auprès des capitalistes français, pour clore les négociations de l'emprunt de 1895, a-t-il fait au gouvernement un rapport par écrit des détails et du résultat de sa mission?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): M. Barbeau n'a pas fait de rapport en dehors de la correspondance qui a déjà été imprimée et rendue publique.

Rapport des MM. Lefebvre, sur l'usine de betterave à sucre

M. V. GLADU (Yamaska): Le gouvernement a-t-il reçu un rapport des messieurs Lefebvre, avec pièces justificatives, constatant la quantité exacte de tonnes de betteraves livrées, l'an dernier, à l'usine pour fabriquer du sucre?

Si tel est le cas, à quelle date?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): 1. Oui.
2. Le 24 février 1895.

Gratification à l'honorable G. Ouimet

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): L'honorable Gédéon Ouimet, ex-surintendant de l'Instruction publique, a-t-il reçu une somme quelconque, à titre de gratification ou à quelque titre que ce soit, depuis sa mise à la retraite?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Par une résolution du neuf mai dernier, le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, sur proposition de Sa Grandeur monseigneur Bégin, a décidé de demander au gouvernement d'accorder à l'honorable Gédéon Ouimet une gratuité équivalant à six mois de son traitement.

Cette résolution fut communiquée au gouvernement et Sa Grandeur Mgr Bégin, écrivit une lettre appuyant fortement cette résolution, mais le gouvernement n'a pas cru devoir y accéder. Subséquentement, savoir, le 13 septembre dernier, à une nouvelle séance du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, sur proposition de monseigneur le grand vicaire Marois, la motion suivante a été adoptée:

"Que l'honorable président de ce comité soit autorisé à payer à l'honorable ex-surintendant, à même les fonds de ce comité, une gratification équivalant à six mois de son traitement, à raison des services rendus par lui à la cause de l'éducation".

La résolution paraît avoir été adoptée en vertu de l'article 1999 des statuts refondus de la province de Québec, qui laisse au crédit et à la disposition de ce comité les balances non dépensées.

Le seize (16) septembre, la résolution adoptée, sur proposition de monseigneur le grand vicaire Marois, fut communiquée au gouvernement. En réponse à cette communication, le secrétaire de la province a écrit au surintendant ce qui suit:

Québec, 18 septembre 1895

L'honorable M. Boucher de LaBruère,
Surintendant de l'Instruction publique,
Québec.

Monsieur,

"J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 16 septembre courant, transmettant copie d'une motion du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, adoptée à sa séance du 13 du courant, et autorisant l'honorable président du comité à payer à l'honorable ex-surintendant une gratification équivalant à six mois de son traitement.

"Je dois vous faire observer que Sa Grandeur mgr Bégin, ayant écrit à ce sujet à l'honorable premier ministre, ce dernier lui a répondu par une lettre qui avait d'abord été communiquée au Conseil exécutif et qui exposait les vues du gouvernement sur cette question. Cette opinion est encore la même: je crois que le gouvernement ne pourrait autoriser ce paiement qu'après l'avoir soumis à la Législature."

J'ai l'honneur d'être, Monsieur,

Votre obéissant serviteur,
Jos, Boivin,

assistant-secrétaire de la province.

Le gouvernement est prêt à mettre devant la Chambre, sur demande à cet effet, les autres documents qui, à cause de leur longueur, n'ont pu être inclus dans la présente réponse.

G. Ouimet, employé du département de l'Instruction publique

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): 1. M. Gustave Ouimet, du département de l'Instruction publique, est-il en congé?

2. Si tel est le cas, depuis quelle date?
3. Où est-il résidant aujourd'hui?
4. A-t-il demandé sa mise à la retraite, à quelles conditions et pour quelles raisons?
5. Quelles sont les intentions du gouvernement au sujet de cet employé?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): 1. Oui, pour cause de maladie. 2. Depuis le mois de juin dernier. 3. A Saint-Hilaire, chez son père.

4. Il a soumis une demande à cet effet en alléguant son état de santé, et il a produit à l'appui des certificats de médecins.

5. Le gouvernement, dans le but d'éviter, si possible, la mise à la retraite d'un employé relativement jeune et d'ajouter par là une dépense additionnelle au service public, a préféré donner un congé temporaire à cet employé, dans l'espoir qu'il recouvrerait la santé.

Les intentions du gouvernement sont de continuer à traiter M. Gustave Ouimet comme il traite tous ses autres employés, c'est-à-dire avec justice, suivant la loi et l'intérêt public.

Recorder de la ville Salaberry-de-Valleyfield

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): 1. Le conseil de la ville Salaberry-de-Valleyfield a-t-il demandé la nomination d'un recorder?

2. Si tel est le cas, qui a-t-il suggéré?

3. Quand le gouvernement se propose-t-il de faire cette nomination?

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): 1. Oui. 2. M. I.-R.-R. Laplante et M. Louis-I. Papineau. 3. M. Louis-I. Papineau a été nommé par arrêté de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, du 7 octobre dernier.

Exportation du beurre

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Le gouvernement a-t-il décidé d'accorder une prime pour l'encouragement de l'exportation du beurre de cette province?

Si tel est le cas, quel est le montant payable?

Quel est le montant total payé jusqu'à ce jour?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): 1. Oui, le gouvernement a accordé, en 1895, une prime pour cet objet.

2. Le montant payable est d'un centin par livre pour le sixième du produit de toute beurrerie, livré, chaque semaine, à l'exportation, aux conditions posées par le gouvernement; les fabriques ont, à leur discrétion, jusqu'au premier décembre, pour faire rapport et toucher leur réclamation.

Une somme de \$294.04 a été payée jusqu'à ce jour.

Entretien des aliénés

M. J.-M. TELLIER (Joliette): 1. Le gouvernement a-t-il perçu, du comté de Joliette, quelque somme d'argent, à titre de contribution dans l'en-

tretien des aliénés, en 1892, 1893, 1894 et en 1895?

2. Si tel est le cas, quel montant?

3. Est-il dû des arrérages de contribution pour les mêmes fins et les mêmes années par le comté de Joliette?

4. Si tel est le cas, quel montant?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): 1. Oui. 2. Pour 1892: Rien. Pour 1893: \$46.99. Pour 1894: \$93.84. Pour 1895: Rien ne sera dû avant le premier mai 1896. 3. et 4.: Non.

Intérêts sur les dépôts des compagnies de chemin de fer

M. V. GLADU (Yamaska): Le gouvernement a-t-il mis et tenu en banque, en un compte spécial, ou a-t-il pris des mesures pour réaliser en deniers comptants et placer à intérêts les deniers provenant des dépôts de garantie des diverses compagnies de chemins de fer?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Nul dépôt en garantie relatif aux chemins de fer n'a été reçu depuis que le présent gouvernement a pris la direction de l'administration, le 17 décembre 1891. A cette date, les dépôts en garantie se rapportant aux chemins de fer, et qui avaient été précédemment reçus, avaient été dépensés, à l'exception de ceux faits à la Banque des Marchands du Canada, soit: \$344 372.91, et à la Banque du Peuple, soit: \$18 318.63. Ces dépôts portaient intérêt à 4% et ont, au paiement des coupons garantis, été réduits: celui à la Banque des Marchands du Canada, à \$199 334.47; celui à la Banque du Peuple, à \$2 456.63.

Rapport du docteur Guay sur la seigneurie de Lauzon

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): 1. Le gouvernement a-t-il pris en considération le rapport fait par le docteur Guay, M.P., en 1889 ou en 1890, relatif à la réduction des rentes seigneuriales, dans la seigneurie de Lauzon, dans les comtés de Lévis et Dorchester?

2. Les conclusions de ce rapport seront-elles adoptées et mises à exécution, et à quelle époque?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Le gouvernement a communiqué le rapport de M. le docteur Guay, M.P., au sujet des rentes dans la seigneurie de Lauzon, à l'agent de cette seigneurie, M. Evariste Lemieux qui a exprimé l'opinion, dans un document officiel transmis au département des Terres, le 4 février 1892, "que le rapport de M. le docteur Guay, tout en étant fait avec les meilleures intentions du monde, n'était pas aussi pratique dans ses conclusions qu'il le paraissait à première vue, et que ces dernières n'étaient pas de nature à rendre possible la réduction ou le rajustement des rentes quant à ce qui concerne les terrains de marais, de savane, de roche et autres de cette espèce".

2. Vu le rapport de l'agent de la seigneurie de Lauzon, le gouvernement n'a pas cru devoir, jusqu'à présent, accepter les conclusions du rapport de M. le docteur Guay, M.P.

Roman de J.-P. Tardivel

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Le gouvernement a-t-il acheté un certain nombre d'exemplaires du roman de M. J.-P. Tardivel: Pour la Patrie? Si tel est le cas, combien et à quel prix?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Le gouvernement désirant se procurer un certain nombre d'exemplaires de cet ouvrage, a écrit à M. Tardivel pour savoir quel en était le prix, en gros. Une réponse a été reçue disant que M. Tardivel était absent aux Etats-Unis et qu'il fallait s'adresser aux éditeurs, MM. Cadieux & Derome.

Une lettre a été en conséquence écrite à ces derniers qui ont répondu que, pour un achat en gros, ils réduiraient le prix à soixante centins le volume. Le gouvernement a alors décidé de donner une commande pour cinq cents exemplaires, à ce prix réduit de 60 centins le volume, et cette demande a été remplie.

Demande de documents:

Retraite et gratification de l'honorable G. Ouimet

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant d'Iberville (M. F. Gosselin), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de l'enquête faite par le bureau de la Trésorerie en vertu de l'article 678b des statuts refondus de la province de Québec, 53 Victoria, chapitre 15, section 1, relativement à la mise à la retraite de l'honorable Gédéon Ouimet, ex-surintendant de l'Instruction publique, et de la correspondance relative à la gratification accordée par le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique.

Adopté.

Droits de successions de A. Mallette et L. Ayot

M. J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. J.P. Cooke), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toutes requêtes, correspondances, documents et arrêtés ministériels concernant:

1. La remise de 3 pour cent ou les \$15 349.00 des droits sur les successions en faveur d'Alphonse Mallette, de Montréal.

2. Partie des droits sur les successions en faveur de Louis Ayot, de Saint-Sévère.

Adopté.

Edifices publics à Montréal

M. J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. J.P.

Cooke), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état faisant connaître pour les exercices 1892-93, 1893-94, 1894-95, qui a reçu les commandes pour le bois et le charbon et en quelle quantité, et qui a fourni ce combustible à la prison de Montréal, au palais de justice de Montréal, et à d'autres édifices publics de Montréal.

Adopté.

Mercier et Cie

M. V. GLADU (Yamaska): Propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé des divers comptes pour papeterie et objets de librairie fournis, par MM. Mercier & Cie, au gouvernement, durant l'année fiscale 1894-95, indiquant les prix chargés et les paiements faits.

Adopté.

Voûtes de sûreté dans le palais de justice de Montréal

M. V. GLADU (Yamaska): Propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de tous plans et devis et autres données motivant la dépense de \$9 900.00 pour voûtes de sûreté dans le palais de justice de Montréal portée au budget supplémentaire, au 30 juin 1896.

Adopté.

Exposition de Sherbrooke

M. V. GLADU (Yamaska): Propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie des correspondances et documents se rapportant à la demande de \$2 500.00 pour l'exposition de Sherbrooke, tel que mentionné à l'item 5, porté au budget supplémentaire, au 30 juin 1896.

Adopté.

Arpenteurs

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, appuyé par le représentant de Yamaska (M. V. Gladu), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie des instructions données par le département des Terres de la couronne aux arpenteurs pour arpentages mentionnés à l'item 7 du budget supplémentaire.

Adopté.

Ferme modèle et école d'agriculture de Compton

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toute correspondance, pétition, contrat, ordre en conseil et de tout autre document se rapportant à rétablissement et aux subventions accordées à la ferme modèle et à l'école d'agriculture de Compton.

Adopté.

Cause Dussault vs Dechêne

M. N. RIOUX (Témiscouata): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1, (M. F. Martineau), qu'il soit mis devant cette Chambre, la copie du bref de la déclaration et des plaidoyers dans une cause actuellement pendante devant la Cour supérieure, district de Québec, sous le numéro 577, dans laquelle Napoléon Dussault est demandeur contre F.-G.-M. Dechêne et autres, défendeurs.

M. J. TESSIER (Portneuf): Ne voit pas quel intérêt le député de Témiscouata (M. N. Rioux) a à voir ces documents de nature privée. Il pourrait au moins faire preuve d'un peu plus de courtoisie envers ses collègues et attendre que la cause soit finie.

M. N. RIOUX (Témiscouata): Je refuse de donner maintenant le mobile qui m'a poussé à proposer cet avis. Les documents parleront par eux-mêmes.

M. J. TESSIER (Portneuf): Fait voir l'injustice et l'indélicatesse d'un pareil procédé. Comment? Voici un député qui met dans un document public une demande qui est de nature à jeter du louche sur l'un de ses collègues et il n'a pas le courage, au moins, de dire ce qu'il entend établir par ce dossier. Il préfère voir la chose traînée devant le public sans donner aucune explication? Ce n'est pas la manière de se traiter entre gentilshommes; ce n'est pas, non plus, le moyen de nous faire respecter dans le public. Je connais assez, mon ami le député de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), pour savoir que ce dossier, lorsqu'il sera produit, ne contiendra rien contre l'honorabilité de mon ami le député de L'Islet, mais je condamne l'inconvenance du procédé.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): S'étonne beaucoup que le député de Portneuf (M. J. Tessier) s'objecte à cette production de ces documents. C'est un mauvais service à rendre à son collègue de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), parce que toute objection peut tendre à faire planer des soupçons sur lui. C'est la première fois d'ailleurs que l'on s'objecte à cela. Quand l'honorable M. Mercier a fait produire des documents semblables dans la cause de Mercier vs Tassé, et dans la cause de la reine vs Cornellier, personne ne s'y est objecté et la motion a été adoptée unanimement. D'ailleurs nous sommes à la veille de discuter un projet amendant la loi électorale, et il se présentera des cas semblables à celui qui se présente dans la demande que fait le député de Témiscouata.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Allègue que M. Napoléon Dussault était un chaud partisan. En 1890, sans son ordre et hors sa connaissance, il a avancé à toute espèce d'individus de la boisson pour un montant de \$260.00. Après l'élection il a demandé un billet afin de l'accommoder et il de-

vait fournir toutes les pièces justificatives qu'il prétendait avoir. Il ne les a jamais fournies.

Je lui ai donné \$90.00 en acompte que je croyais plus que suffisantes pour l'indemniser de ce qu'il a pu dépenser pour moi.

Depuis 1893, il est "retourné bleu" parce que le gouvernement actuel l'a exempté de payer toutes les amendes auxquelles il a été condamné depuis 1892. Il poursuit en recouvrement du billet.

Je plaide que je ne lui dois rien et qu'il ne m'a jamais donné les "particularités" promises lors de la signature du billet.

Je n'ai pas d'objection à ce que l'on produise le dossier en question. Ce sont des tracasseries que les ministres veulent me faire. Laissons-leur ce plaisir innocent. J'aime à leur porter des coups et je suis prêt à en recevoir. Qu'ils ne se gênent pas, je les attends de pied ferme et nous verrons dans cette affaire qui rira le dernier.

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez), que les mots suivants soient ajoutés à la motion principale, savoir: "et avec copie des dépositions dans ladite cause et du jugement qui sera rendu".

Et la question étant mise aux voix, que ces mots soient ajoutés, la proposition est résolue affirmativement.

La proposition principale est ensuite adoptée.

Emprisonnement en matières civiles

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par le représentant de Montcalm (M. O. Magnan), que le bill (bill no 84) modifiant la loi relative à l'emprisonnement en matières civiles, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Ce bill a pour but de rendre passible d'emprisonnement le demandeur qui, dans une cause de poursuite au civil pour dommages provenant de libelle, ne prouve pas son accusation.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, comme amendement, appuyé par le représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "ledit ordre soit rescindé et que ce bill soit envoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes."

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Hôpital protestant pour les aliénés

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable T.C. Casgrain), que, mercredi prochain, cette Chambre se forme en comité général, pour considérer certaines résolutions relatives à l'hôpital protestant pour les aliénés.

Adopté.

Entretien des prisonniers

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 2) modifiant la loi relative à l'entretien des prisonniers soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Régistrateurs et bureau d'enregistrement

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 3) modifiant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation du bureau d'enregistrement soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Cette loi ne s'applique qu'aux registrateurs qui reçoivent un salaire, comme à Montréal-Ouest, Hochelaga, Jacques-Cartier et Québec. Pour le moment, il s'agit d'Hochelaga. Dans ce bureau si important, la besogne est considérablement en arrière par suite de ce qu'il n'y a pas assez d'employés. Il faut en augmenter le nombre et, pour cela, je propose d'augmenter de \$500 le chiffre des contingents de ce bureau.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Inventaires de justice

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 9) concernant la clôture des inventaires en justice soit maintenant lu pour la seconde fois.

Cette loi est rendue nécessaire par une omission qui se trouve dans les statuts révisés, au chapitre 78. Autrefois, la loi donnait au protonotaire le droit de clore les inventaires en justice. Or, dans la révision des statuts, cette disposition a été omise. Malgré cela, un certain nombre d'inventaires ont été clos en justice par les protonotaires et ces clôtures sont nulles.

L'objet de cette loi est de valider ces inventaires et de donner à l'avenir aux protonotaires le pouvoir qu'ils exerçaient avant la mise en vigueur des statuts révisés.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Subsides

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Mémoires du chevalier de Lévis, balance de frais d'impression; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'achat de 99 exemplaires de l'Histoire du droit canadien, par Lareau; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'érection du monument de Maisonneuve, à Montréal, O.E.C. no 265 du 29 juin 1895; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas mille six cent sept piastres et quatre-vingt-deux centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux habitants pauvres de la Pointe-aux-Esquimaux, Rivière-au-Tonnerre et Pointe-aux-Anglais, sur la côte nord du Saint-Laurent: coût de provisions envoyées à cet endroit dans ce but; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Adopté.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Explique que le docteur Tremblay ayant fait un rapport déclarant que la situation s'est améliorée sur la côte nord, il n'est pas nécessaire d'y envoyer autant de secours que d'habitude.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas trois cent huit piastres et trente centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux habitants pauvres de Mont-Louis, sur la côte sud du Saint-Laurent; coût de provisions envoyées à cet endroit dans ce but; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions étant lues deux fois, il est ordonné que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à plus tard.

La séance est levée à cinq heures et demie.

Séance du 12 novembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures quarante-cinq.

Dépôt de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Parizeau, la pétition de E.-P. Lachapelle et autres.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires, pour l'année 1895, de l'institution appelée: "The Young Men's Hebrew Benevolent Society, Montréal". (Documents de la session no 26)

Rapports de comités:

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas:

De la corporation de la ville de Westmount, demandant des amendements à sa charte.

De L. Leduc et autres, demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal;

De James Shearer et autres, demandant l'incorporation de la "James Shearer Company".

De la "Royal Paper Mills Company", demandant des amendements à sa charte.

De James Reed et autres, demandant l'incorporation de la Compagnie du chemin de fer central de Leeds.

De James Armstrong et J.J. Cook, demandant une loi pour valider la vente d'une partie du lot officiel numéro 139, paroisse de Montréal.

D'Alexandre Ramsay et autres, demandant l'incorporation de la "Ramsay Paint Company".

De la corporation de la cité de Sainte-Cunégonde, demandant des amendements à sa charte.

De la corporation de la ville de Coaticook, demandant des amendements à sa charte.

De la ville de Fraserville, demandant des amendements à sa charte.

De la "Montreal Safe Deposit Company", demandant des amendements à sa charte.

Et des syndics de la ferme modèle de Compton, demandant des amendements à leur charte.

Votre comité a aussi examiné la pétition de Wm Mitchell et autres, demandant l'incorporation de la Compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville, et a trouvé que les avis nécessaires ne sont pas encore complètement donnés; mais attendu que les deux mois seront à peu près expirés avant que le comité des bills privés s'occupe de ce bill, votre comité recommande, pour cette raison, la suspension de la 51^e règle de cette Chambre.

Adopté.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 48) autorisant l'aliénation de terrains dépendant de la succession de feu Raoul de Beaujeu, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir:

Bill (bill no 32) constituant en corporation "The Dominion College of Music", Montréal.

Et bill (bill no 49) ratifiant un acte de vente par Sa Grandeur monseigneur Ed.-Charles Fabre, archevêque de Montréal, et messire Calixte Ouimet à Philibert Tétreault.

Introduction de bills:

M. J. KING (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 40) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer central de Leeds.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. N. RIOUX (Témiscouata): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 73) amendant la charte de la ville de Fraserville.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 34) amendant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE M. F. HACKETT (Stanstead): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 43) modifiant la loi 51-52 Victoria, chapitre 90, constituant en corporation la ville de Coaticook.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 72) amendant la loi concernant la ferme modèle de Compton.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 38) modifiant la charte de la "Royal Paper Mills Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE A.W. MORRIS (Montréal no 4): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 46) modifiant la charte de la "Royal Trust and Fidelity Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE A.W. MORRIS (Montréal no 4): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 47) constituant en corporation "The Samaritan Hospital for Women".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 66) modifiant les diverses lois concernant la cité de Sainte-Cunégonde, de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 50) portant modification à la charte de la ville de Westmount.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 70) modifiant la charte de la compagnie dite "Montreal Safe Deposit Company."

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 41) modifiant une vente faite par Benjamin Décary à James Armstrong et autres.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-E. GIROUARD (Arthabaska): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 69) constituant en corporation la Compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Documents:

Emprunts temporaires

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 novembre 1895, pour un état démontrant le montant et la date des divers emprunts temporaires faits par le gouvernement depuis le 30 juin 1894 jusqu'à ce jour, et les montants payés en remboursement et en à compte sur ces emprunts temporaires et la date de ces paiements. Aussi, les noms des prêteurs et le taux de l'intérêt. (Document de la session no 33)

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Si le chiffre de ces emprunts est un peu plus élevé que pour les années précédentes, c'est à cause de paiements non prévus tels que le jugement de \$92 000 rendu contre le gouvernement en faveur de M. Berger, entrepreneur de Montréal.

Asile Saint-Jean-de-Dieu

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 novembre 1895, pour copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement et les révérendes soeurs de la Providence et toutes autres personnes ou corporations touchant le contrat à faire pour l'entretien des aliénés à l'asile Saint-Jean-de-Dieu, en remplacement du contrat expiré durant la présente année, et de tous documents se rapportant à cette question, y compris tout projet de contrat qui peut avoir été préparé à ce sujet. (Document de la session no 36)

Compagnie du Pacifique Canadien

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 7 novembre 1895, demandant la production de tous arrêtés en conseil, correspondances et documents relatifs aux arrangements pris par le gouvernement avec la Compagnie du Pacifique Canadien à l'égard du changement dans le taux de l'intérêt sur le montant de 7 000 000 de piastres dues par ladite compagnie au gouvernement. (Document de la session no 37).

Rapport du commissaire des Terres de la couronne

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du commissaire des Terres de la couronne de la province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 juin 1895. (Document de la session no 4).

Question de privilège

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Lit à la Chambre certains paragraphes publiés dans le *Monde et la Patrie*, dans lesquels on paraît insinuer qu'il aurait reçu de l'argent d'une manière irrégulière en rapport avec la Compagnie du chemin de fer de Témiscouata.

Il attire l'attention sur le fait que le journal la *Presse* mentionnait aussi incidemment son nom au même sujet.

Je désire déclarer, avant que ces rumeurs et ces insinuations n'aillent plus loin, que je n'ai rien eu de commun avec la Compagnie du Témiscouata qui m'a combattu à outrance et avec laquelle j'ai lutté non seulement sur les hustings, mais dans la presse et jusque devant le Conseil exécutif.

J'ai même réussi à empêcher que la compagnie ne touchât son subside directement et en raison de l'opposition que j'ai faite, un syndic fut nommé pour voir à la légitimité des paiements. L'honorable C.-A.-P. Pelletier fut en conséquence choisi et j'ai été obligé d'accepter cette nomination, parce qu'il était visible que le gouvernement paierait quand même. Au moins, cette nomination mettait un homme réputé honorable en possession des fonds et la mission de voir à l'emploi légitime de l'argent qui lui était confié.

Les autres personnes contre lesquelles des insinuations sont faites sont libres de faire ce qu'elles voudront, mais je désire dégager de suite ma responsabilité.

Maintenant, qu'un journal respectable et solvable, j'emploie ces deux mots à dessein parce que je suis fatigué d'obtenir des jugements pour libelle contre des insolubles, prenne la responsabilité de porter contre moi une accusation directe et précise, et je le poursuivrai de suite, lui donnant par là la chance de faire l'enquête dont on parle.

Il va sans dire que je ne m'engage pas à poursuivre certaines gazettes qui n'ont rien à risquer soit sous le rapport financier soit sous le rapport de la responsabilité de leurs rédacteurs.

Les ordures habituelles de ces prétendus journaux ne méritent pas l'attention. Mais qu'un journal sérieux et respectable porte une accusation précise et directe et je le rencontrerai sans retard.

Je me demande pourquoi l'on fait ces insinuations si peu fondées. Si c'est une menace pour empêcher certains prétendus remaniements ministériels, on se méprend étrangement et au reste, on se donne bien du mal inutilement et sans raison.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Quant à poursuivre un des journaux que vous mentionnez, poursuivez donc la Presse.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): La Presse ne porte pas contre moi d'autre accusation que celle qui résulterait du fait que mon nom se trouve à côté de celui de M. Pacaud. L'honorable chef de l'Opposition trouve-t-il que c'est suffisant pour poursuivre?

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Et la Patrie?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): La Patrie fait moins d'insinuations. Elle associe mon nom à celui de M. Ernest Pacaud, ce qui peut être grave, j'en conviens. Mais, elle ajoute que j'ai toujours combattu cette compagnie.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): La Patrie devient-elle plus désagréable?

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Demandez à M. Beaugrand.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Le chef de l'Opposition connaît la nature exacte de ses sentiments.

Taxes et licences

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn) que le bill (bill no 4) abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre II relative à certaines taxes et licences soit maintenant lu pour la troisième fois.

Cette loi est abrogée et cette abrogation n'aura pas pour effet d'opérer la remise du coût des licences et des taxes dues ni des pénalités encourues le ou avant le premier octobre 1896, lesquelles seront perçues en vertu de la loi susdite comme si elle n'avait pas été abrogée. La présente loi entrera en vigueur le 1er octobre 1896.

M. V. GLADU (Yamaska): Propose en amendement, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier), que tous les mots après "maintenant" soient retranchés et que les mots "envoyé de nouveau au comité général de la Chambre avec instruction de remplacer les mots "est abrogé", à la fin du premier paragraphe de la première section, par les mots suivants: "et l'article 1191a des statuts refondus de la province de Québec, tel

que statué par la section 1 du chapitre 17 de l'acte 55-56 Victoria et ses amendements, soient abrogés", soient mis à la place.

Je reproche au gouvernement de ne pas abolir en même temps les taxes sur les mutations de propriétés et autres taxes. J'accuse le gouvernement d'avoir trompé le peuple et lui reproche de ne pas diminuer également les taxes sur tout le monde au lieu de les enlever sur une partie de la population et de les laisser subsister sur d'autres. Pourquoi la laisse-t-on subsister sur les mutations de propriétés et sur les immeubles? Voilà ce que je voudrais que le gouvernement fit.

L'état des finances provinciales est pire aujourd'hui qu'à l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel et si celui-ci peut faire disparaître une partie des taxes avec des finances plus avariées que jamais, c'est la preuve que les taxes ont toujours été inutiles.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Conteste que la motion soit dans l'ordre. Il démontre qu'il fallait de toute nécessité présenter un avis de motion avant de présenter une motion dans le genre de celle du représentant de Yamaska (M. V. Gladu).

M. V. GLADU (Yamaska): Soutient que cet amendement est pertinent. Il blâme ensuite le premier ministre pour avoir soulevé un point d'ordre, ce qui a empêché le vote sur l'amendement. Le gouvernement n'avait-il pas pris l'engagement solennel d'abolir toutes les taxes qu'il avait imposées? Pourquoi dégager d'une obligation une partie de la population plutôt qu'une autre? Si le gouvernement n'est pas en mesure d'abolir toutes les taxes, pourquoi ne pas les réduire également dans toutes les classes? Pourquoi laisser subsister la taxe sur les mutations de propriétés alors qu'on en élimine d'autres?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Maintient son point d'ordre. Il affirme cependant qu'il n'y a aucun rapport entre sa motion et celle du représentant de Yamaska.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que le règlement interprété dans son sens strict peut être favorable à l'objection du premier ministre, mais interprété dans son sens large et libéral, il doit permettre un amendement de la nature de celui que propose le député de Yamaska (M. V. Gladu).

Le gouvernement cherche des technicalités pour éviter un vote dont il a peur.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Fait remarquer qu'il n'est pas sérieux de dire que le gouvernement a peur du vote puisque l'Opposition peut soulever de nouveau la même question, soit par un bill spécial, soit par un amendement à la motion, soit par un bill spécial, soit par un amendement à la motion que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Parle dans le même sens.

M. L'ORATEUR: Se prononce sur le bien fondé de l'objection du premier ministre, puisque l'amendement proposé par le député de Yamaska (M. V. Gladu) se rapporte à une loi différente de celle de la motion principale. Il ajoute que cette question pourra être soulevée plus tard soit par une motion présentée devant le comité des subsides ou par tout autre moyen.

Et la question étant de nouveau proposée, que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. V. GLADU (Yamaska): Propose en amendement, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier), que tous les mots après "maintenant", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots: "envoyé de nouveau à un comité de la Chambre avec instruction de retrancher le second paragraphe de la première section et de remplacer à la fin de la deuxième section les mots: "le 1er octobre 1896" par les mots: "le jour de sa sanction".

Toutes les taxes devraient être abolies dès à présent. Il demande de quelle façon le gouvernement peut garantir que l'état des finances sera meilleur en octobre 1896 qu'à l'heure actuelle?

Je prétends que la loi telle qu'elle est donnera aux officiers le droit de percevoir les taxes une année de plus.

Ce n'est pas conforme aux promesses faites à l'électorat de Montréal, que le gouvernement a voulu tromper.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Le représentant de l'Opposition n'est pas sérieux, autrement il risquerait de faire rire de lui. Lorsque le gouvernement conservateur a été défait en 1887, les finances de la province étaient relativement bonnes. Une année plus tard, elles étaient dans un état indescriptible.

Quel est le député de cette Chambre qui voudrait prétendre que, lorsque nous disons que la taxe ne sera plus perçue à partir du 1er octobre 1896, cette loi sera encore en force le lendemain? Nous la laissons en force jusqu'à cette date afin que ceux qui attendent toujours à la dernière minute pour payer n'aient aucune raison de se soustraire à la loi. C'est une question de justice égale pour tous. Il y en a qui ont déjà payé la taxe pour l'exercice en cours et d'autres qui ne l'ont pas payée. Si nous déclarions que la loi viendra en vigueur le jour de sa sanction, ceux qui n'ont pas payé en seraient exempts pour une autre année et ceux qui l'ont payée auraient le droit de nous reprocher d'avoir agi injustement à leur égard.

M. l'Orateur, nous avons cette année trop d'argent à payer pour les extravagances du régime Mercier, notamment \$99 000 à M. Charles Berger pour des travaux faits du temps de M. Mercier et maintes autres choses. Si j'avais eu le plaisir de voir les finances de la province dans un état qui me permit d'abolir la taxe, je l'aurais fait avec plaisir. Il n'y aura pas de taxes de dues après le 1er octobre 1896, date de l'entrée en vigueur de la loi. Les taxes dues à cette date seront naturellement perçues suivant la loi.

M. V. GLADU (Yamaska): Je reproche au gouvernement de n'abolir que les taxes sur le commerce et les manufactures. Pourquoi laisser subsister celles sur les mutations de propriétés et les successions? Pourquoi cette distinction injuste pour les cultivateurs et les gens de profession? Lorsque le gouvernement a voulu imposer des taxes, il a donné pour raison que c'était afin d'éviter de nouveaux emprunts. Les ministres ont-ils tenu au moins cette promesse? Non, ils n'ont cessé d'emprunter depuis qu'ils sont au pouvoir.

Depuis 1892, nous vivons sous le régime de la taxe directe, en violation des promesses faites à l'électorat pour capter des votes. Ah! dit-on, il fallait payer les dettes du régime Mercier. Nouvelle imposture encore. Dites-nous donc quelles sont ces dettes que vous avez ainsi payées. Est-ce que M. Mercier n'a pas payé, lui, la dette flottante considérable dont il avait hérité du gouvernement Ross?

On s'aperçoit que les élections approchent et la crainte du peuple rend les ministres plus sages.

Le gouvernement a augmenté la dette, il a augmenté les dépenses, et à ce mauvais dossier, il vient d'ajouter l'injustice et la partialité que nous constatons dans l'abrogation de certaines taxes.

Je veux que la taxe ne soit pas prélevée pour l'année fiscale 1896-97, commençant le 1er octobre prochain.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Mais alors vous devriez lire le bill. C'est là précisément ce qu'il décrète.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): La loi est ambiguë et, telle qu'elle est, la taxe sera encore percevable après le 1er octobre 1896.

M. V. GLADU (Yamaska): Parle dans le même sens que le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand).

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Le gouvernement a agi de mauvaise foi, jusqu'à un certain point, en annonçant l'abolition de ces taxes lors des élections de Montréal. Les déclarations du député de Stanstead, (l'honorable M. F. Hackett) donnaient l'impression qu'elles seraient abolies immédiatement, plutôt que dans un an. Même au moment où cette nouvelle a été annoncée, certaines personnes avaient laissé entendre et avaient même déclaré ouvertement que le gouvernement ne respecterait pas ses engagements et qu'il n'avait jamais eu l'intention d'abolir les taxes. Il se dit très heureux de constater que ces déclarations étaient fausses.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Répond au député de Huntingdon (M. G.W. Stephens) qui a, dit-il, lu correctement un rapport fidèle de la déclaration qu'il avait faite à Montréal, déclaration corroborant le bill qui est aujourd'hui devant la Chambre. Tout le monde sait que le paiement de ces taxes doit s'effectuer, chaque année, le 1er octobre. Au moment des élections de Montréal, lorsqu'il a fait cette déclaration devant

les électeurs, les comptes ordinairement envoyés en septembre contenaient également le compte de taxes dues pour le 1er octobre. Personne n'a eu l'intention de prétendre que ces taxes qui étaient dues à ce moment-là et que certaines personnes avaient déjà acquittées, étaient pour être abolies. Mais, elles étaient les dernières à être perçues et elles seraient toutes abolies, en vertu des dispositions de cette loi, le 1er octobre 1896. Cette question ne contient pas d'ambiguïtés et devrait être aussi claire pour le député de Huntingdon que pour Mark Twain.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2):

Monsieur l'Orateur,

Je regrette infiniment que mes forces ne me permettent pas de faire un discours. Cependant, comme je crois devoir, dans la présente situation des affaires de la province, abandonner la position que j'ai prise, en 1892, à l'égard de la politique du gouvernement sur les impôts, je dois expliquer les raisons du vote que je donnerai sur l'amendement que l'honorable député de Yamaska (M. V. Gladu) a proposé. Je le dis en toute sincérité, cet amendement n'est même pas sérieux.

Le gouvernement propose d'abroger la loi des taxes commerciales, à partir du premier jour d'octobre 1896. On lui répond: "faites de suite", et cela sans se demander un instant si la chose est possible. Ceux qui s'opposent ainsi à la mesure ministérielle ne peuvent pas ignorer que, dans la province de Québec, nous avons aussi ce qu'on appelle l'année financière, ou l'exercice financier. Pour les impôts actuels sur le commerce, l'année financière, suivant la loi, commence le premier octobre et se termine le trente septembre. Le premier octobre dernier, le devoir du gouvernement était de commencer, toujours d'après la loi votée par cette Chambre, la perception des impôts sur les établissements de commerce. C'est ce qu'il a fait, et l'honorable trésorier nous a déclaré qu'une partie considérable des taxes était déjà perçue. Veut-on faire une scission injuste, impossible, diviser en deux parties l'exercice financier; la partie de ceux qui ont payé les taxes, et la partie de ceux qui ne les paieront pas? J'avoue que ma logique ne peut comprendre cela. Il est évident que si l'on décrète que ceux qui n'ont pas encore payé les impôts de l'année courante, ne seront plus obligés de les payer, il faudra que le trésor public rembourse ceux qui ont payé. Sans cela, ce serait commettre une injustice, et punir ceux qui ont fait preuve de patriotisme, en obéissant à la loi, au bénéfice de ceux qui n'ont pas voulu s'y soumettre. Je suis en principe contre les lois rétroactives, et le remboursement d'impôts légalement perçus et dont le trésor a besoin cette année, est un genre de rétroactivité que je ne puis pas approuver. Forcément donc, et en justice pour tous, la perception de ces taxes doit se continuer pour l'année courante. Mais par le projet de loi du gouvernement, la loi qui les a créées sera abrogée à partir du premier jour d'octobre prochain, et elles ne seront point perçues pour l'année financière 1896-97. La province en aura alors fini avec

ce système d'impôts. Sur la question financière, comme sur les autres, j'ai voté comme je l'avais promis à mes électeurs. J'ai voté librement et avec conviction. La première loi qui a créé les taxes commerciales, en 1892, était mal dirigée. Elle pesait plus sur le pauvre que sur le riche. La seconde loi était mieux équilibrée, mais elle était proportionnellement plus lourde pour Montréal, et, conséquemment, encore injuste, quoique à un degré moindre que celle qu'elle amendait. Mon opinion, en matière d'impôts, était et reste basée sur le principe incontestable que chaque citoyen de la province doit être taxé également, c'est-à-dire d'après un système qui s'applique à tous de la même manière.

Quand j'ai brigué les suffrages des électeurs qui m'ont fait l'honneur de me confier leur mandat dans cette Chambre, j'ai dit à l'honorable M. de Boucherville, alors premier ministre: "Je connais votre programme, vos responsabilités. J'apprécie les difficultés de la tâche que vous avez entreprise. Dans la situation critique de nos affaires provinciales, vous avez le droit de compter sur le concours de vos concitoyens. Si je suis élu, je vais vous suivre, mais je vous suivrai librement". C'est ce que j'ai fait pour lui et pour son successeur. C'est ce que je continuerai à faire, sachant bien que l'appui qu'un député donne à un ministère est d'autant plus utile au pays, et au cabinet lui-même, qu'il est plus indépendant.

Par la loi soumise à notre approbation, le gouvernement répare tout ce que je blâmais. La proposition en amendement de l'honorable député de Yamaska (M. V. Gladu), me demande de voter non-confiance dans le ministère, juste au moment où il fait ce que je désirais dans l'intérêt de mes électeurs et de la province. Ce ne serait pas raisonnable.

Lorsque je pouvais lire, il y a à peine quelques mois, j'ai vu dans Leroy-Beau lieu, Garnier, et plusieurs autres économistes importants, que les gouvernements doivent être très prudents dans la création de nouveaux impôts, parce qu'une taxe, une fois établie, n'est que très rarement, ou plutôt jamais abolie. Malgré ce qu'en disent ces autorités, nous avons la preuve que ce phénomène si rare est possible, puisque le gouvernement nous demande, ce soir, d'abroger la loi des impôts sur le commerce. Il mérite d'être loué, et je le loue.

A la session de 1893-94, je réitérais l'expression de mon opinion sur cette partie de la question financière, dans mes remarques sur l'amendement que l'honorable député de Bellechasse (M. A. Turgeon) avait proposé à la motion pour le comité des subsides. Comme en 1892, je reconnaissais la nécessité de nouveaux impôts pour faire honneur aux obligations de la province, mais je voulais la justice et l'égalité dans des taxes que l'on demandait au peuple de verser au trésor public.

L'honorable député de Yamaska (M. V. Gladu) voudrait par son amendement, abolir l'impôt sur les mutations des propriétés immobilières, et il prétend que la mesure ministérielle abolissant les taxes commerciales, sacrifie les cultivateurs au

profit des commerçants des villes. Qu'il me permette de lui dire que sa prétention est erronée. L'impôt sur les mutations des propriétés immobilières est juste et équitable pour tout le monde. Et pourquoi? Parce qu'il frappe également dans les mêmes proportions, les citoyens des villes et ceux des campagnes. Il n'y a pas que les cultivateurs qui soient propriétaires. Il y a aussi des propriétaires dans les villes. C'est dans la cité de Montréal et sa banlieue qu'il se fait, annuellement, le plus de transactions sur la propriété immobilière. Je prie mon honorable collègue de Yamaska de référer aux comptes publics de la dernière année financière, et il constatera que la cité de Montréal et les comtés de Hochelaga et Jacques-Cartier ont, seuls, contribué près de la moitié du revenu produit par la taxe des mutations pour cet exercice, c'est-à-dire \$84 432 sur un total de \$185 870.

Le taux de l'impôt est le même pour tous, qu'ils vivent à la ville ou à la campagne, qu'ils soient marchands, avocats, ouvriers, cultivateurs, médecins, industriels, pauvres ou riches. Chacun paie le même taux, la taxe à payer ne variant que suivant la valeur et le prix de vente de l'immeuble. Ne trouvez-vous pas là la stricte égalité que l'on doit vouloir dans tout système d'impôt, pour qu'il soit juste et équitable? Il n'en est pas de même de la taxe commerciale. Elle est inégalement répartie. Elle blesse plus les pauvres, les veuves, qui aussi travaillent plus. Et, lorsque le gouvernement, grâce à ses économies, à sa prudente administration, est en mesure d'abolir cette taxe commerciale, on veut que je le blâme de cette patriotique décision. **Non**, jamais, M. l'Orateur; ce serait déraisonnable.

Je m'explique avec assez de bon sens, je crois, et j'espère que je serai aussi bien compris de mes électeurs, que je le suis maintenant de cette Chambre que je remercie beaucoup de l'attention et de la bienveillance si marquée avec lesquelles elle veut bien accueillir mes paroles, et suivre mon argumentation.

Je regrette beaucoup d'avoir à le lui dire. L'honorable député de Yamaska (M. V. Gladu) n'a pas appuyé son amendement de raisons qui se recommandent au jugement des honorables membres de cette Chambre. Il s'est contenté de généralités, de grands mots. Dans mon opinion, c'est déjà assez que nous ayons à entendre ces choses-là sur les hustings sans que l'on nous les répète dans cette enceinte, d'où les passions et les préjugés devraient être bannis, pour ne laisser place qu'à la raison, au jugement formé par l'étude, éclairé par l'intelligence et l'expérience des affaires publiques. Il sera bien facile de crier sus aux "taxeux" dans les assemblées populaires. Mais en définitive, à quoi cela servira-t-il? Comme par le passé, il y aura deux voix qui répondront: la voix libérale qui fera écho à vos dénonciations, la voix conservatrice qui vous dira que le ministère et ceux qui vont voter pour sa mesure ont bien fait.

J'ai voulu, mais en vain, me renseigner sur la politique de l'Opposition. Qu'est-ce que nos amis de la gauche veulent substituer à la proposition ministérielle? L'honorable député de Yamaska (M.

V. Gladu) qui a provoqué ce débat par son amendement est sérieux, instruit, travailleur, influent. Evidemment, s'il avait une politique, il serait trop heureux de nous la faire connaître.

On ne peut sérieusement proposer l'abolition de toutes les nouvelles sources de revenu créées en 1892. Le gouvernement a besoin d'argent. Il a encore beaucoup à faire pour le bien de la province. Ceux qui veulent le progrès doivent aussi vouloir les moyens de le produire.

Je voterai en faveur de la mesure ministérielle. J'exercerai mon libre arbitre, et je ne crains pas la responsabilité de la position que je prends et des opinions que j'exprime.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Dechène. Girard (Rouville), Gladu, Gosselin, Laliberté, Lemieux, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Shehyn, Sainte-Marie, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), 18.

Contre: MM. Allard, Augé, Baker, Beaubien, Beauchamp, Carbray, Caron, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Chicoyne, Descarries, Desjardins, Doyon, Duplessis, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, McDonald, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Morris, Nantel, Panneton, Parizeau, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Taillon, Tellier. Tétréau, Villeneuve, 38.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée, que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose en amendement, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. J. Shehyn), que ledit bill soit amendé en retranchant les deux mots: "le, ou" à la troisième ligne du deuxième paragraphe de la première clause (version française dudit bill).

Adopté.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné, que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures quinze

Introduction de bills:

M. J.S. HALL (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 31) constituant en corporation la compagnie dite "The Ramsay Paint Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.S. HALL (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 67) concernant la succession de feu George Childs.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.S. HALL (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 42) constituant en corporation la compagnie dite "The James Shearer Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Documents:

Cause Dussault vs Dechêne

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 novembre 1895, pour la copie du bref de la déclaration et des plaidoyers dans une cause actuellement pendante devant la Cour supérieure, district de Québec, sous le numéro 577, dans laquelle Napoléon Dussault est demandeur contre F.-G.-M. Dechêne et autres, défendeurs. (Document de la session no 38)

C.-L.-A. Morisset

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 39) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Côte-Louis-Adolphe Morisset comme notaire soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Entretien des prisonniers

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 2) amendement la loi relative à l'entretien des prisonniers.

Par cette loi il est décrété que les corporations de ville, cité, village ou municipalité rurale dans les limites de laquelle il a été commis une des offenses prévues par la partie XV du code criminel de 1892 concernant le vagabondage, devront payer quinze centins par jour l'entretien de ces prisonniers entre les mains du gouvernement.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Inventaires en justice

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 9) concernant la clôture des inventaires en justice.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demande de documents:

Emprunt de décembre 1894

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez), qu'il soit mis devant cette Chambre un état faisant connaître toutes les commissions et dépenses faites pour la négociation de l'emprunt de décembre 1894: \$5 333 000.

Aussi, le produit net de l'emprunt à la province.

Adopté.

Causes en délibéré

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez), qu'il soit mis devant cette Chambre une liste de toutes les causes venues devant les divers tribunaux et qui étaient en délibéré le 1er novembre 1895.

1. Le titre de chaque cause.

2. La date à laquelle la cause fut prise en délibéré;

3. Le nom du juge ou des juges, pour les causes en Cour de révision qui ont été prises en délibéré.

Il y a des abus considérables. Il y a des causes qui sont en délibéré depuis des mois et des mois; les avocats et les parties attendent en vain pour jugement. Il suggère au procureur général de passer une loi à l'effet qu'une cause après trente jours soit mise hors du délibéré afin de la mettre devant un autre juge.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Souligne le coût prohibitif de cette suggestion et son inutilité. Il dit que ces renseignements peuvent être obtenus très facilement en procédant d'une autre manière.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Dechêne, Desjardins, Gillies, Girard (Rouville), Gladu, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Sainte-Marie, Stephens, Tessier (Rimouski), 18.

Contre: MM. Allard, Augé, Baker, Beaubien, Beauchamp, Cartier, Casgrain, Chicoyne, Descarries, Doyon, Duplessis, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, McDonald, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Morris, Nantel, Pan-

neton, Parizeau, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Taillon, Tellier, Tétreau, 32.
Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Impressions

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez), qu'il soit mis devant cette Chambre un état de toutes sommes payées durant l'exercice de 1895 pour impressions avec:

Le nom de l'entrepreneur;

Le montant payé;

Le prix stipulé au contrat;

L'autorisation relative à cet ouvrage, s'il a été exécuté en vertu d'un contrat avec concurrence, ou sur un simple ordre du département, sans entente préalable quant au coût de l'ouvrage;

S'il a été donné par soumissions publiques, de quelle façon et quand les soumissions ont-elles été annoncées.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Soutient que tous les contrats ont été soumis à la Chambre.

La question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

Pierre à concasser

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez), qu'il soit mis devant cette Chambre un état donnant: le nom de l'entrepreneur fournissant la pierre à concasser, à la prison de Montréal, au cours des exercices 1893, 1894 et 1895:

Le prix payé par tonne ou toise;

La date et la durée du contrat;

Une liste des soumissions avec les noms des soumissionnaires ayant échoué;

Les dates des annonces demandant des soumissions pour la pierre.

Adopté.

Inspecteurs des fabriques

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez), que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer la résolution suivante:

Que les inspecteurs des fabriques devraient être tenus personnellement responsables, jusqu'à concurrence de la perte de leur situation, dans le cas de leur négligence à mettre en vigueur les règlements relatifs à la sécurité des personnes employées dans les manufactures.

Et qu'il soit fait un règlement rendant obligatoire l'exercice des ouvriers, en prévision d'incendie, à des périodes déterminées de l'année, et décrétant que là où plus de dix personnes sont employées, on indique à chacun de ces employés l'avenue particulière de sauvetage qui lui est

assignée afin d'éviter l'encombrement d'aucune de ces avenues, autant que la chose est possible.

Cette question est très sérieuse. L'enquête sur le feu à la "McDonald Factory" de Montréal a démontré que la surveillance et la responsabilité des inspecteurs laissaient à désirer. De plus, les employés n'avaient pas reçu d'entraînement adéquat, ce qui mettait la vie de bien des gens en danger.

M. LA. BAKER (Lévis): Ridiculise certaines propositions incluses dans la résolution.

La question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

Demande de documents:

Pont entre Valleyfield et Côteau

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose, appuyé par le représentant de Napierville (M. L. Sainte-Marie), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie du rapport de Louis Vallée, ingénieur, du 12 juillet dernier, sur les réclamations contre la Compagnie du chemin de fer "Le Canada Atlantique", ses entrepreneurs et sous-entrepreneurs, relativement au pont érigé sur le fleuve Saint-Laurent, entre Valleyfield et Côteau;

2. Copie de l'ordre en conseil autorisant le paiement des sommes recommandées par le rapport de l'ingénieur;

3. Copie de la liste de paie démontrant à qui ces sommes ont été payées.

Adopté.

Ventes et locations de coupes de bois et de limites à bois

M. V. GLADU (Yamaska): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), qu'il soit mis devant cette Chambre un état démontrant les montants dus en capital et intérêt au gouvernement, sur le prix des ventes et locations par lui faites depuis la Confédération, de coupes de bois et de limites à bois, avec la date de ces ventes et locations, les noms des débiteurs et la description abrégée des terrains et coupes de bois en question.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Suggère certaines modifications.

Adopté.

Subsides

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par le représentant de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose en amendement, appuyé par le représentant de Yamaska (M. V. Gladu), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants: "cette Chambre est d'opinion que la modification des taxes proposée par le gouvernement et annoncée dans le discours du trône ne soulage qu'une certaine portion de la population de cette province des charges onéreuses et injustes qu'il lui avait imposées, et qu'il est désirable que ces modifications soient effectuées de manière à soulager également toutes les classes des contribuables".

Il fait observer que le bill abolissant certaines taxes ne contient pas les dispositions que le discours du trône avait laissé prévoir. La loi telle que proposée comporte une injustice envers la population des campagnes. S'il faut absolument des taxes, pourquoi le gouvernement ne les répartit-il pas d'une façon plus équitable?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Cette motion était prévue, car chacun sait que les libéraux traitent les questions publiques tout simplement au point de vue des intérêts politiques. Les lois de 1892 faisaient porter l'impôt plus lourdement sur certaines personnes que sur d'autres; sur les marchands, les artistes, les hommes de professions libérales, par exemple. Mais il n'a jamais été établi de taxes sur les cultivateurs comme tels. Aujourd'hui le gouvernement fait disparaître ces irrégularités créées par les lois de 1892. Il demande l'abrogation des impôts qui n'affectent que certaines classes de la population. Il fait ce que l'Opposition prétend vouloir, il ne laisse subsister que les impôts affectant également tout le monde, les taxes imposées sur les mutations de propriétés et les successions.

Les libéraux cherchent à ameuter les cultivateurs contre le gouvernement; mais la classe agricole sait que Montréal paie encore une proportion plus considérable de taxes que les campagnes; elle sait que les impôts ont été rendus nécessaires par l'administration Mercier. Il semble que les libéraux devraient, au lieu de chercher à faire de la politique avec cette question, agir comme leur collègue de Québec-Comté (M. Charles Fitzpatrick), qui a eu le courage de dire:

"Je suis un de ceux qui sont responsables des embarras financiers de la province et je veux porter la responsabilité des impôts devenus nécessaires pour faire disparaître les embarras".

M. V. GLADU (Yamaska): Fait voir combien la conduite du premier ministre est illogique et combien ses dires d'aujourd'hui sont différents de ceux de 1892. En 1892 il prétendait que la dette était de 33 millions, c'était exagéré, mais il l'affirmait; puis il ajoutait: "Changez de gouvernement, mettez-nous à la place de ces gaspillards et nous tirerons la province de ce mauvais pas. Nous pourrions la sauver, sans imposer de nouveaux impôts". Tous les électeurs se rappellent ces promesses-là.

Le premier ministre nous a répété ce même refrain qu'autrefois il répétait avec allégresse, et

aujourd'hui il prononce en pleurant que les beaux jours sont courts.

C'est en vain que l'on cherche à tromper le public. Prenez la dette flottante sous l'ancienne administration: elle a été contractée pour accomplir des œuvres grandes et destinées à développer les progrès de la province. Oui, l'œuvre de Mercier a été grande et belle et malgré que, pour servir d'odieuses rancunes, on l'ait traduit devant les tribunaux criminels, il a laissé un souvenir impérissable, et, encore aujourd'hui, le peuple pleure ce noble patriote.

Le gouvernement Mercier a été obligé de payer des subsides à des chemins de fer qui avaient été votés par ses prédécesseurs pour servir les intérêts de leur parti. Et, dans le temps des élections, cet argent avait coulé à flots pour répandre la corruption par tout le pays.

Je proteste contre les paroles du premier ministre qui a la manie de jeter constamment l'opprobre sur un parti aussi respectable que le sien, sur un parti qui travaille dans l'intérêt public.

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Proteste contre la politique du gouvernement qui préfère abolir la taxe sur les manufacturiers plutôt que sur les cultivateurs. Il devrait pourtant savoir que ces manufacturiers sont protégés par ses amis les ministres fédéraux, le peuple leur paye un tribut et ils s'engraissent des sueurs du peuple. Les cultivateurs n'ont pas, eux, cet avantage-là; ils payent la taxe à Ottawa et Québec.

Je proteste également contre la loi du premier ministre. Le gouvernement aurait dû commencer par abolir les taxes sur les cultivateurs.

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): S'applique à démontrer la nécessité des taxes et la justice des modifications proposées par le gouvernement.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Le premier ministre nous a donné raison tout à l'heure. Il a admis que les taxes sur le commerce et les manufactures étaient inutiles. Mais c'est exactement ce que l'Opposition a prétendu lorsque ces mêmes taxes ont été établies.

Le cultivateur, en général, n'a que sa terre; c'est son capital à lui. On doit entourer son droit de propriété d'autant de garanties que possible afin de l'attacher au sol. Avec la loi qui existe aujourd'hui, le droit de propriété est en péril. En effet, s'il vend sa terre ou s'il l'échange, il faut que l'acheteur paie la taxe, et s'il ne le fait pas, la vente ou l'échange est nul.

La taxe est injuste parce qu'elle frappe d'un impôt légal la propriété qui est grevée d'hypothèques comme celle qui en est libre.

A ce point de vue, la motion de l'honorable chef de l'Opposition est absolument correcte en principe et elle devrait être acceptée par la Chambre.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Dechêne, Desjardins, Gillies, Girard (Rouville).

Gladu, Gosselin, Laliberté, Lemieux, Lusier, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Sainte-Marie, Tessier (Rimouski), 18.

Contre: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Casgrain, Châteauvert, Chicoyne, Descarries, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, McDonald, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Morris, Nantel, Panneton, Parizeau, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Taillon, Tellier, Tétreau, 33.

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix;

Il est ordonné que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

En comité:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly):
Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles d'agriculture; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Le nombre d'élèves augmente sans cesse. Trois grandes assemblées ont été tenues sous la présidence de MM. SS. Fabre et Laflèche, du lieutenant-gouverneur et du premier ministre.

Les cultivateurs, dans ces assemblées, ont offert 20 nouveaux élèves, et il faut agrandir les écoles d'agriculture; à Oka, entre autres, il a fallu mettre l'école sur le même pied que les autres et faire des réparations et agrandissements considé-

rables. Dans cette école l'enseignement agricole vaut celui de n'importe quelle autre institution semblable en Amérique. A Compton, il est devenu nécessaire d'augmenter le personnel pour enseigner la théorie en même temps que la pratique et faire des améliorations.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des conférences sur l'agriculture: pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Une longue discussion s'élève.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas sept cent trente-neuf piastres et onze centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des frais judiciaires spéciaux, re Gore de Barford, département des Terres de la couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas mille quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Institut impérial de Londres, part de la province de Québec pour l'entretien d'icelui; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger à nouveau.

Lesdites résolutions étant lues deux fois, il est ordonné que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à plus tard.

La séance est levée à minuit.

Séance du 13 novembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures quarante-cinq.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires des institutions suivantes, pour l'année 1895, savoir:

De la communauté des soeurs de la Charité de l'Hôpital-Général (soeurs Grises) de Montréal, de l'hospice Sainte-Elizabeth, de Farnham, de l'orphelinat de Farnham. (Document de la session no 26)

Aussi, l'état des recettes et des dépenses de la Compagnie des chemins à barrières de Terrebonne, pour l'année 1895. (Document de la session no 27)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur la table:

Par M. Savaria, la pétition de Joseph-Paul Coutlée et autres.

Par M. Martineau, la pétition des syndics de la paroisse du Sacré-Coeur-de-Jésus, Montréal.

Par M. Allard, la pétition de Joseph Ducharme et autres.

Par M. Tétreau, la pétition de John Bryson et autres.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition, suivante est lue et reçue:

De Sarah Finlayson et autres, demandant une loi concernant la vente de certaines propriétés dépendant de la succession de feu Duncan Finlayson.

The Coulonge and Crow River Boom Company

M. N. TETREAU (Ottawa): Propose, appuyé par le représentant de Montcalm (M. O. Magnan), que la pétition de John Bryson et autres, présentée aujourd'hui soit maintenant lue et reçue.

Et ladite pétition est lue et reçue, demandant un acte d'incorporation pour la Compagnie dite "The Coulonge and Crow River Boom Co."

Rapports de comités:

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 64) déclarant Louis-Georges Lecomte membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, et à l'honneur d'en faire le rapport avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Comité conjoint de la bibliothèque

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a nommé les honorables MM. Archambault, Cormier, de Boucherville, Méthot, Pelletier, Ross, D.A. Starnes et Sylvestre, membres du comité pour aider l'honorable Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts du Conseil législatif y sont concernés, et pour agir, au nom du Conseil législatif, comme membre du comité collectif des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque.

Introduction de bills:

M. C. MCCLARY (Compton): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 44) divisant la municipalité du canton de Clifton, dans le comté de Compton, en deux municipalités distinctes.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.P. COOKE (Drummond): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 91) modifiant de nouveau le code de procédure civile au sujet de certaines causes non appelables.

Il propose que les actions de moins de \$25.00 soient exemptes de frais d'avocats.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.P. COOKE (Drummond): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 92) amendant de nouveau l'article 1080 du code municipal.

Ce bill concerne le canton de Kingsey, en vertu des dispositions du code municipal et traite de la construction de routes dans les Cantons de l'Est.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 14) amendant de nouveau le code de procédure civile relativement à la preuve prise par la sténographie.

Ce bill permet l'utilisation de ce système dans le district de Chicoutimi.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 93) modifiant la loi électorale de Québec.

Ce bill décrète que les députés shérifs et députés greffiers des tribunaux auront le droit de voter, lorsqu'ils ne sont pas nommés par le gouvernement.

Il y a une clause qui prévoit la révision des listes électorales le 30 avril plutôt que le 15 du même mois. Ce changement de date est nécessaire parce qu'à cette époque de l'année, les routes sont en très mauvais état.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 17) pour détacher du comté d'Arthabaska et l'annexer au comté de Nicolet une partie des 4^{ième} et 5^{ième} rangs du canton de Bulstrode, pour toutes fins.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

J.-B. Dupuis, fonctionnaire

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): M. J.-B. Dupuis, de Montréal, est-il à l'emploi du gouvernement?

Si tel est le cas, depuis quand?

En quelle qualité?

Quel est son salaire?

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): 1. Oui. 2. Depuis le 17 juin 1895. 3. Comme commis à la Cour de circuit, à Montréal. 4. \$600.00 par année.

Documents:

Inspecteur des compagnies d'assurances mutuelles contre le feu

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Met devant la Chambre le douzième rapport de l'inspecteur des compagnies d'assurances mutuelles contre le feu pour la province de Québec, pour l'année 1894. (Document de la session no 39)

Abolition du Conseil législatif

M. J.P. COOKE (Drummond): Propose, appuyé par le représentant de Montréal (M. J.J.E. Guérin), que M. l'Orateur quitte le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération la résolution suivante:

Que, dans l'opinion de cette Chambre, la nécessité d'une Chambre haute ou Conseil législatif n'existe plus et que, en conséquence, cette institution devrait être supprimée.

Il rappelle qu'il y a deux ans, la Chambre s'était prononcée en faveur d'une réforme du Conseil plutôt que pour son abolition; mais depuis ce temps, on n'a rien fait et le Conseil est toujours aussi inefficace avec ses membres nommés pour des considérations politiques. C'est vraiment la cinquième roue du carrosse législatif et un luxe inutile que la province ne peut s'offrir, surtout lorsqu'elle doit encore imposer des taxes spéciales. C'est une somme de \$35,000. que l'on retrancherait ainsi du budget provincial. Il a été dit que la résolution, même si la Chambre l'adoptait, ne réussirait pas à abolir le Conseil. Ce dernier doit lui-même se saborder, par son propre vote. Selon lui, il est inconcevable que les honorables représentants de la Chambre haute refusent de l'abolir si le peuple de la province le désire. On prétend que le Conseil est une protection pour la minorité de langue anglaise, ce qui l'amuse beaucoup, dit-il. La minorité est canadienne comme tout le reste

de la population et ne veut recevoir aucune protection de ses concitoyens canadiens-français. Comme preuve à l'appui, il déclare que l'année dernière, tous les députés de langue anglaise de la Chambre ont voté en faveur de sa résolution. Il existe une prétention, qu'il n'approuve pas, à l'effet que le Conseil devrait demeurer sous prétexte qu'il prolonge le travail des pères de la Confédération. En terminant, il déclare n'avoir aucunement l'intention, par sa motion, de manquer de respect aux honorables représentants du Conseil législatif. Il déclare ne pas vouloir passer sa résolution immédiatement, parce que trop de députés sont absents.

DES VOIX DE LA DROITE: Assez! Assez!

M.J.MARION (L'Assomption): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. F. Carbray), et la question préalable étant posée, que cette proposition soit maintenant mise aux voix. La Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Cooke, Dechène, Desjardins, Gillies, Girard (Rouville), Girouard, Gosselin, Guérin, Hackett, Lemieux, Marchand, Parent, Pinault, Savaria, Sainte-Marie, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), 20.

Contre: MM. Allard, Augé, Baker, Beaubien, Beauchamp, Carbray, Casgrain, Châteauevert, Cholette, Chicoyne, Descarries, Doyon, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Lussier, McDonald, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Morris, Nantel, Panneton, Parizeau, Poirier, Rioux, Simpson, Stephens, Taillon, Teller, Tétreau, Villeneuve, 35.

Ainsi la proposition est résolue négativement.

Demande de documents:

Prime accordée pour l'exportation du beurre

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Propose, appuyé par le représentant d'Huntingdon (M. G.W. Stephens), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie des ordres en conseil et de la correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et toutes personnes en rapport avec la prime accordée pour l'exportation du beurre de cette province sur le marché d'Angleterre.

Adopté.

Nom des personnes qui ont exporté du beurre

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Propose, appuyé par le représentant d'Huntingdon (M. G.W. Stephens), qu'il soit mis devant cette Chambre un

état faisant connaître les noms des personnes qui ont exporté du beurre sur le marché anglais, ayant droit à la prime accordée par le gouvernement.

La quantité expédiée par chacune d'elles.

Le prix obtenu, par livre.

Adopté.

Vente des terres de la couronne dans le comté de Montcalm

M. O. MAGNAN (Montcalm): Propose, appuyé par le représentant d'Ottawa (M. N. Tétreau), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de la correspondance, depuis le 1er octobre dernier, se rapportant à la création d'une agence, dans le comté de Montcalm, pour la vente des terres de la couronne.

Il explique l'opinion que le bureau actuel, situé à Joliette, est trop loin de la région à coloniser et qu'il en résulte de nombreux inconvénients.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Est d'avis contraire. Joliette est le centre où viennent naturellement se transiger les affaires relatives aux terrains de colonisation du comté de Montcalm, parce que c'est dans cette ville qu'arrive le bois fait dans cette région. Il s'oppose à une division de l'agence de Joliette que demande le représentant de Montcalm (M. O. Magnan).

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Félicite le député de Montcalm du zèle qu'il montre pour son comté et promet d'étudier la question qui est soumise.

La proposition est adoptée.

Succession de R. de Beaujeu

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 48) autorisant l'aliénation des terrains dépendant de la succession de feu Raoul de Beaujeu.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dominion College of Music

L'HONORABLE A.W. MORRIS (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 32) constituant en corporation le "Dominion College of Music", Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE A.W. MORRIS (Montréal no 4): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

E.-C. Fabre et C. Ouimet

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 49) validant un acte de vente par Sa Grandeur Mgr Edouard-Charles Fabre archevêque de Montréal, et messire Calixte Ouimet, à Philippe Tétreault.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

Ferme modèle de Compton

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 72) amendement la loi concernant la ferme modèle de Compton soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Charte de la cité de Montréal

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 34) amendement la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Coaticook

L'HONORABLE M. F. HACKETT (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 43) modifiant la loi 51-52 Victoria, chapitre 90, constituant en corporation la ville de Coaticook soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Royal Trust and Fidelity Company

L'HONORABLE A.W. MORRIS (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 46) modifiant la charte de la "Royal Trust and Fidelity Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Samaritan Hospital for Women

L'HONORABLE A.W. MORRIS (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 47) constituant en corporation "The Samaritan Hospital for Women" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Montreal Safe Deposit Company

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 70) modifiant la charte de la compagnie dite "Montreal Safe Deposit Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Sainte-Cunégonde

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 66) modifiant les diverses lois concernant la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Westmount

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 50) modifiant la charte de la ville de Westmount soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

B. Décary

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 41) validant une vente faite par Benjamin Décary à James Armstrong et autres soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Succession de G. Childs

M. J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 67) concernant la succession de feu George Childs soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie du chemin de fer central de Leeds

M. J. KING (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 40) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer central de Leeds soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Royal Paper Mills Company

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 38) modifiant la charte de la "Royal Paper Mills Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville

M. J.-E. GIROUARD (Arthabaska): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 69) constituant en corporation la Compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Ramsay Paint Company

M. J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 31) constituant en corporation la "Ramsay Paint Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

James Shearer Company

M. J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 42) constituant en corporation la "James Shearer Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

E.-C. Fabre et C. Ouimet

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill (bill no 49) validant un acte de vente par Sa Grandeur Mgr Edouard-Charles Fabre, archevêque de Montréal et messire Calixte Ouimet à Philippe Tétreault.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. J. MARION (L'Assomption): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé) pour L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien).

que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé) pour L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Le gouvernement est obligé de demander ce nouveau crédit parce que le mouvement de colonisation a pris une extension inattendue. Après avoir visité plusieurs fois la région du nord de Montréal, ainsi que l'a fait le ministre des Travaux publics (l'honorable G.-A. Nantel) il a constaté la nécessité absolue de construire de nouveaux chemins, car les colons sont rendus plus loin même que les routes et chemins déjà faits. J'ai vu des cimetières privés auprès des maisons par suite du manque de chemins de colonisation. Les malheureux colons sont pour ainsi dire séparés du reste du monde dans grand nombre de parties de la province.

Il insiste sur la nécessité de procurer des routes praticables pour que les fermiers puissent se rendre à l'église et aux marchés.

Le gouvernement a entrepris d'organiser la région du nord de Montréal comme il l'a fait pour le Lac-Saint-Jean. Il y a là un territoire immense, des plus fertiles, d'un accès facile et aux portes du marché de Montréal. Lorsqu'il aura été pourvu de ce qui est nécessaire à la colonisation, les efforts du gouvernement porteront sur la région du Témiscamingue, puis sur celle de la Matapédia. Son but est d'aider activement la colonisation, en dehors de toute idée de faire de la politique, mais dans l'intérêt général de la province.

Le gouvernement doit tout mettre en oeuvre pour attirer les colons vers la campagne et doit se pencher sur leurs besoins. C'est la politique pratiquée par le gouvernement à l'heure actuelle. L'ouverture et l'entretien des chemins sont des priorités qui en font le succès.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Les libéraux ne sont pas pour s'opposer aux dépenses destinées à encourager la colonisation. Au contraire, ils sont prêts à voter tout l'argent nécessaire à cette fin et ne regrettent qu'une chose: la fausse économie pratiquée par le gouvernement en cette matière.

L'honorable ministre de l'Agriculture et de la Colonisation distribue de l'argent de colonisation de façon à favoriser son parti. On l'a vu donner des sommes considérables pour réparer des chemins dans des vieilles paroisses dans le comté de Lévis, tandis qu'il refusait de donner de l'argent dans les comtés représentés par des libéraux.

Prenez, par exemple, des comtés comme L'Islet, Montmagny où il y a de la colonisation, et bien le gouvernement les a ignorés. Il a préféré

mettre l'argent ailleurs pour faire les petites affaires du Parti conservateur.

Je suis favorable à ce que le gouvernement aide largement la colonisation, mais je proteste contre la façon injuste avec laquelle il distribue ces argents. Qu'on aide le Témiscamingue, la vallée de la Matapédia, le Lac-Saint-Jean.

Une somme de \$75,000 est dans le budget ordinaire pour ouvrir des chemins aux colons du Lac-Saint-Jean. C'est plus que suffisant, si nous prenons en considération le peu de colonisation qui se fait dans cette région. J'en suis, j'y applaudis, mais je condamnerai toujours le gouvernement lorsqu'il aura la petitesse de regarder la couleur politique des comtés quand il s'agira de colonisation.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Fait la lecture des comptes publics faisant état de l'argent distribué pour des supposés chemins de colonisation dans les plus vieilles régions de la province.

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation peut-il nous dire quelle espèce de colonisation il entend faire lorsqu'il donne de l'argent pour réparer la route des Couture de Lévis? C'est tout simplement un détournement de fonds publics.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit que la discussion pourra se faire après que le budget général aura été mis devant la Chambre, ce qui se fera demain.

L'article est adopté.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose:

2. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'exposition de Sherbrooke; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des arpentages par le département des Terres de la couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): C'est encore le grand mouvement de la colonisation de l'honorable ministre qui est la cause de cette dépense. C'est pour payer des comptes d'arpentages arriérés.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande de plus amples informations.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Plus tard car la Chambre est sur le point de s'ajourner.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger à nouveau.

Lesdites résolutions étant lues deux fois, il est ordonné que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à plus tard.

Travaux de la Chambre

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Demande si la Chambre siégera le 21 novembre, jour de l'Action de grâce, qui est un jour de fête légale.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Répond dans l'affirmative. Les comités siégeront le matin et il y aura une séance de l'Assemblée législative dans l'après-midi.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Hâtons-nous de travailler.

La séance est levée à six heures dix.

Séance du 14 novembre 1895

Sous la présidence de
l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre, l'état des affaires du "Ladies Protestant Home" pour l'année 1895. (Documents de la session no 26)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Martineau, la pétition de la Banque des Marchands du Canada, et autres.

Par M. Parizeau, la pétition de la "Dominion of Canada Trusts Company".

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

De E.-P. Lachapelle et autres, demandant une loi constituant en corporation l'Ecole de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal.

Rapports de comités:

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas:

De la corporation de la cité de Québec, demandant des amendements à sa charte.

Des soeurs du Précieux Sang, de Sherbrooke, demandant à être constituées en corporation.

De la Compagnie manufacturière de Chambly, demandant des amendements à sa charte.

De la Compagnie du gaz de Montréal, demandant des amendements à sa charte.

Et de Sarah Finlayson et autres, demandant une loi concernant la vente de certaines propriétés dépendant de la succession de feu Duncan Finlayson.

M. F. CARBRAY (Québec-ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le second rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 36) amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec-Central, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le bill (bill no 51) conférant l'existence corporative à la Compagnie du chemin de fer urbain de Sherbrooke, auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Introduction de bills:

M. J. TESSIER (Portneuf): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 35) amendant les lois qui concernent la corporation de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. D. PARIZEAU (Montréal, division no 3): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 57) modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie manufacturière de Chambly.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Comité conjoint sur les impressions

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable T.C. Casgrain), qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, priant Leurs Honneurs de vouloir se joindre à cette Chambre pour former un comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, et informant Leurs Honneurs que les membres du comité permanent des impressions, savoir: les honorables MM. Taillon, Hackett et Nantel, et MM. Cartier, Cholette, McDonald, Gladu, Morin, Simpson, Stephens et Tessier (Portneuf) agiront de la part de cette Chambre comme membres dudit comité conjoint des impressions.

Adopté.

Comité conjoint de la bibliothèque

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable T.C. Casgrain), qu'un comité spécial composé des honorables MM. Casgrain, Morris, Pelletier, Marchand, et de MM. King, Lacouture, Normand, Tétreau, Villeneuve, Tessier (Rimouski), Turgeon, Bourbonnais, Duplessis et Stephens, soit nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Adopté.

Introduction de bills:

M. O.-M. AUGÉ (Montréal, division no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 94) amendant le code de procédure civile de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal, division no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 95) amendant la loi relative aux privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux.

Par ce bill, je désirerais que les ouvriers gagnant \$8 ou moins par semaine, soient exempts de saisies arrêts après jugement.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J. TESSIER (Portneuf): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 96) amendant la loi concernant le Conseil exécutif, relativement au président de ce Conseil.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Demande des explications.

M. J. TESSIER (Portneuf): Dit qu'il veut l'abolition de la charge de président du Conseil exécutif vu qu'elle n'existait pas avant 1888. Cela ferait une économie de \$4,000 par année.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): C'est toujours un commencement de réparations entreprises par M. le député de Portneuf (M. J. Tessier).

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Demande de documents:

Subventions aux chemins de fer

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état de toutes les subventions aux chemins de fer devenues caduques depuis le 30 juin 1892 jusqu'au premier novembre 1895, contenant:

Le nom du chemin de fer, la date à laquelle la subvention est devenue caduque, le montant de la subvention en argent devenue caduque, le montant de la subvention en terres ou terres commuées, le montant total épargné à la province par le fait de la caducité de ces subventions, ainsi que toutes les subventions en argent ou subventions en terres, converties en subventions monétaires, payées depuis le 1er mai 1892, avec, en sus, toutes les subventions en argent ou toutes subventions en terres converties en argent, restant dues et payables à cette date.

Adopté.

Documents:

Vente de limites de bois

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 4 novembre 1895, demandant copie de toute correspondance, rapports d'explorateurs et d'arpenteurs, ordres en conseil, etc., se rapportant:

1. A la mise en vente de deux limites de 24 et 25 milles carrés, respectivement, dans l'agence ouest du Lac-Saint-Jean;

2. A la fixation de la mise à prix "upset price" desdites deux limites à \$21.00 par mille;

3. A la vente desdites limites pour \$15.00 le mille carré. (Document de la session no 40)

Conférenciers agricoles

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 8 novembre 1895, pour un état détaillé indiquant:

1. Les noms des conférenciers agricoles qui ont donné des conférences depuis le 1er juillet dernier à venir au 1er novembre courant;

2. Les sommes payées à chacun d'eux pour frais de voyages et conférences. (Document de la session no 41)

Shérif du district d'Iberville

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 20 décembre 1894, demandant copie de tous papiers et correspondances entre le gouvernement, le juge de la Cour supérieure et le shérif du district d'Iberville ou toute autre personne, et pour tout document quelconque relatif à la publication des annonces dudit shérif, dans le district d'Iberville. (Document de la session no 42).

Shérif du district de Joliette

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente copie de la correspondance échangée entre le gouvernement Mercier et le shérif du district de Joliette, de janvier 1887 à décembre 1891, au sujet de la publication, dans les journaux du district de Joliette, des avis et annonces du shérif. (Document de la session no 42)

H. O'Sullivan, arpenteur

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 décembre 1894, pour copie de tous comptes détaillés et des pièces à l'appui en vertu desquels le gouvernement a payé pour arpentages et inspection d'arpentages les sommes suivantes, tel que mentionné aux pages suivantes des comptes publics:

Comptes publics de 1892

A Henry O'Sullivan, page 181 \$14 863.07

Comptes publics de 1893

A Henry O'Sullivan, page 203. 6 600.00

Comptes publics de 1894

A Henry O'Sullivan, page 217. 12 160.95
(Document de la session no 43)

Juge A. Chauveau

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 29 décembre 1894, demandant 1. Copie du compte d'Alexandre Chauveau, juge des sessions de la paix de Québec, pour service extra au montant de \$300.00 que lui a payé le gouvernement, tel que mentionné à la page 208 des comptes publics de 1894, version anglaise.

2. Copie de l'ordre en conseil en vertu duquel ce montant lui a été payé. (Document de la session no 44)

La Reine vs E. Pacaud

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 décembre 1894, pour copie des comptes détaillés, avec toutes pièces à l'appui, sur lesquels ont été payés les articles suivants, mentionnés aux pages suivantes des comptes publics, pour frais de poursuite in re la Reine vs Ernest Pacaud:

Comptes publics de 1892

A F.-X. Drouin, avocat, page 111 ... \$200.00
A F.-X. Drouin, avocat, page 111 — 130.10

Comptes publics de 1893

A F.-X. Drouin, page 128. 144.45

Comptes publics de 1894

A F.-X. Drouin, page 132. 200.00
(Document de la session no 45.)

Juge pour le district de Pontiac

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 décembre 1894, pour copie de toute correspondance et des documents relatifs à la loi ayant pour but de nommer un juge de la Cour supérieure pour le district de Pontiac. (Document de la session no 46)

Corporations de ville

M. E.E. SPENCER (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 88) amendant la loi concernant les corporations de ville soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Interpellations:

E. Lafontaine, ingénieur civil

M. J. TESSIER (Portneuf): Depuis quand M. Emery Lafontaine, ingénieur civil, a-t-il cessé d'être à l'emploi du gouvernement de la province?

Le gouvernement lui a-t-il payé une somme comme indemnité ou dédommagement?

Dans le cas affirmatif, quel montant?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): 1. Depuis le premier juillet 1893. 2. Oui. 3. \$3 500.00.

Subsides

La Chambre en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des résolutions rapportées du comité des subsides, mardi, le 12 du courant et lues deux fois, et lesdites résolutions sont adoptées.

Registres

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 7) amendant la loi relative aux registres de baptêmes, mariages et sépultures soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ecoles publiques de Montréal et de Québec

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 13) amendant les dispositions spéciales relatives aux écoles publiques des cités de Montréal et de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Township d'Armagh

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 85) pour détacher du comté de Bellechasse et annexer au comté de Montmagny la partie non organisée du township d'Armagh, pour toutes fins, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité spécial composé de MM. Allard, Bisson, Cartier, Chicoyne, Gladu, Marion et Tessier (Rimouski), avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Taxes sur les corporations et les compagnies commerciales

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 5) concernant les taxes sur les corporations et les compagnies commerciales.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose un amendement à ce bill pour rendre justice à certaines compagnies de téléphone, à savoir: un dixième d'un pour cent sur le montant du capital versé, si celui-ci est de cinquante mille piastres au moins; mais si le capital versé excède cinquante mille piastres, la taxe passe alors de \$50 à \$1 500. Si le capital versé excède \$50 000 mais n'excède pas \$100 000, la taxe est de \$250; s'il excède \$100 000 mais n'excède pas \$200 000, la taxe est de \$500; s'il excède \$200 000 mais n'excède pas \$300 000, la taxe est de mille piastres, et s'il excède \$300 000 la taxe est de quinze cents piastres.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Est en faveur d'une taxe uniforme sur les revenus bruts de chaque compagnie. Ce serait un principe d'équité fort simple une fois adopté.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Admet que cette suggestion a du bon.

Pareil changement ne peut être fait au bill qui a été présenté par résolutions parce que ce changement entraînerait certaines augmentations d'impôts.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Admet l'objection et retire sa proposition.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L.-G. LeComte

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 64) déclarant Louis-Georges LeComte membre du Collège des médecins et des chirurgiens de la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Canton de Clifton

M. C. MCCLARY (Compton): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 44) divisant la municipalité du canton de Clifton, dans le comté de Compton, en deux municipalités distinctes soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Subsides

L'HONORABLE L-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L-O. TAILLON (Chambly): Propose, qu'une somme n'excédant pas neuf mille neuf cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction de voûtes de sûreté dans le palais de justice de Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1896.

L'HONORABLE G-A. NANTEL (Terrebonne): Explique que selon M. Perrault, le coût de ces travaux serait de \$45,000. C'est aussi l'avis de l'architecte Malo, dont le ministère a toujours apprécié les services et cette estimation est comparable à celle de M. Raza.

L'article est adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution étant lu deux fois, il est ordonné que la considération ultérieure de cette résolution soit remise à plus tard.

Formation des comités permanents

L'HONORABLE L-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (F. Carbray), que M. Greig et M. Bisson soient ajoutés aux membres du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Adopté.

La séance est levée à cinq heures et demie.

Séance du 15 novembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Bernatchez, la pétition du révérend Jos. Galameau et autres, de Saint-Paul-de-Montminy et de Notre-Dame-du-Rosaire.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De Joseph-Paul Coutlée et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Protective Benefit Association".

Des syndics de la paroisse du Sacré-Coeur-de-Jésus, demandant des amendements à l'acte 49-50 Victoria, chapitre 45.

De Joseph Ducharme et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de Compagnie du chemin de fer de Saint-Gabriel-de-Brandon à Sainte-Emilie-de-l'Energie.

Rapports de comités:

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas:

De la Compagnie du chemin de fer des Comtés-Unis, demandant des amendements à sa charte.

De R. Beaudry et autres, demandant des amendements à la loi 56 Victoria, chapitre 93.

Et de Wm Owens et autres, demandant que la compagnie dite "The North Nation Valley Colonization Railway" soit constituée en corporation.

Introduction de bills:

M. J. MARION (L'Assomption): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 54) modifiant la loi 56 Victoria, chapitre 93, loi relative à la succession de feu François-Xavier Beaudry.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 63) amendement la loi concernant la charte de la Compagnie du chemin de fer des Comtés-Unis.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 98) pour abolir la continuation de communauté, créant l'usufruit légal en certains cas, et amendement à cet effet les articles 1323 à 1337, inclusivement, du code civil.

Par ce bill, il désire que la Législature décrète qu'après la dissolution du mariage, le survivant des conjoints a la jouissance des biens venant à ses enfants du chef du conjoint prédécédé; cette jouissance dure jusqu'à ce que les enfants aient atteint l'âge de 18 ans accomplis ou jusqu'à leur émancipation.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Régistrateurs et bureaux d'enregistrement

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), que cette Chambre se forme immédiatement en comité général pour considérer une certaine résolution relative aux registrateurs et l'organisation des bureaux d'enregistrement. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur, ayant pris connaissance de l'objet de cette résolution, la recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer, pour la division d'enregistrement d'Hochelaga et Jacques-Cartier, une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres, à être payée au registrateur de cette division pour le salaire de son député et des autres employés nécessaires.

En même temps, il propose de porter à \$300 le salaire des registrateurs de l'île d'Orléans et de Tadoussac dont le salaire n'est pas suffisant pour vivre à cause de la division des bureaux due à la situation des lieux.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution laquelle est lue deux fois et adoptée.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

M. L'ORATEUR: Lit ledit message comme suit:

J.-A. Chapleau,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1897, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre. (Document de la session no 1)

Hôtel du Gouvernement,

Québec, 15 novembre 1895.

Les principales dépenses des prévisions budgétaires sont les suivantes:

Dette publique	\$1,523,202.56
Législation	194,688.95
Administration civile	251,244.22
Administration de la justice, etc.	564,540.00
Instruction publique, etc.	379,260.00
Agriculture, Immigration et Colonisation	251,800.00
Travaux publics et édifices:	
Ordinaires	109,860.76
Extraordinaires	10,228.00
Etablissements de charité, y compris les asiles d'aliénés	330,438.25
Services divers	341,800.00
Chemins de fer	700,290.25
Remboursement des dépôts de garantie des chemins de fer	276,522.46
Fonds pour le palais de justice d'Aylmer	1,574.00
	<hr/>
	\$4,935,449.45

Documents:

Rapport du commissaire des Travaux publics

Les prévisions, etc. pour 1895-96 étaient de \$5,139,730.54, ce qui indique que les prévisions déposées aujourd'hui sont de \$204,281.09 moins élevées que celles de l'année dernière.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose que ledit message et le budget qui l'accompagne, soient envoyés au comité des subsides.

Adopté.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Présente à la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport général du commissaire des Travaux publics de la province de Québec, pour 1895. (Document de la session no 7)

Retraite de l'honorable G. Ouimet

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à une adresse du 8 novembre 1895 demandant copie de toute correspondance, ordres en conseil, etc., se rapportant à la retraite de l'honorable Gédéon Ouimet ex-surintendant de l'Instruction publique. (Document de la session no 47)

Résignation de l'honorable Boucher de LaBruère

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à une adresse, du 8 novembre 1895, demandant copie de toute correspondance, ordres en conseil, etc., se rapportant à la résignation de l'honorable Boucher de LaBruère de son siège au Conseil législatif et de sa charge de président du Conseil législatif, ainsi qu'à sa nomination à la charge de surintendant de l'Instruction publique. (Document de la session no 47).

Régistrateurs et bureaux d'enregistrement

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 3) modifiant la loi relative aux régistrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement.

Ce bill prévoit porter à \$300.00 par année le traitement des régistrateurs pour aider certains districts où les honoraires s'élèvent à moins de \$100 par année. Il est très difficile d'engager des hommes compétents pour occuper ces postes.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

Jurés et juries

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 8) modifiant la loi concernant les jurés et les juries soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il explique que cette modification a pour but de réduire les exigences requises pour le choix des jurés dans le comté de Pontiac, de manière à obtenir des hommes disponibles comme cela se fait maintenant à Gaspé. On veut également réduire à douze le nombre de personnes du grand jury, et le concours de sept d'entre eux serait nécessaire pour déclarer fondés les chefs d'accu-

sation. En Ontario, le grand jury se compose de treize personnes, mais cela est impossible ici, parce que l'on exige le même nombre de personnes de chaque nationalité. Le fait qu'ici il faut le concours de sept personnes pour déclarer les chefs d'accusation fondés, signifie qu'au moins une personne, de nationalité différente de ses collègues, doit être du même avis que ces derniers.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Preuve prise par la sténographie

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 14) amendant de nouveau le code de procédure civile, relativement à la preuve prise par la sténographie soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Interpellations:

Rapport du docteur Guay sur la seigneurie de Lauzon

M. I.A. BAKER (Lévis): Quelles sont les sommes payées au docteur Guay, M.P. de Lévis, pour les travaux d'inspection relativement aux rentes dans la seigneurie de Lauzon, dont il est question dans l'interpellation de monsieur le député de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux) du 11 courant, et à quelles dates ces sommes lui ont-elles été ainsi payées?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): \$2.050.00 ont été payées à M. le docteur Guay, pour lui-même et un clerc, comme suit et aux dates suivantes:

1890			
Juillet	4	Payé à M. P.-M. Guay	\$ 300.00
"	8	Payé à M. P.-M. Guay	300.00
Août	1	Payé à Cléophas Blouin, clerc de M. Guay	60.00
Sept.	12	Payé à Cléophas Blouin, clerc de M. Guay	100.00
"	12	Payé à M. Guay	200.00
Octob.	30	Payé à M. Guay	100.00
Nov.	29	Payé à M. Guay balance de compte pour lui-même et ..	
		pour son clerc	990.00
		Total	\$2 050.00

Censitaires de la seigneurie de Lauzon

M. I.A. BAKER (Lévis): 1. Y a-t-il eu aucune remise générale d'accordée aux censitaires de la seigneurie de Lauzon depuis le 21 décembre 1891?

2. Si tel est le cas, quelle remise?
3. Y a-t-il eu des remises spéciales?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): 1. Une remise de 50% sur les arrérages fut accordée aux censitaires de la seigneurie de Lauzon le 5 octobre 1892, par le commissaire, dans le cas de paiements faits avant le 1er juin 1893.

2. Il y a eu des remises partielles lorsque, sur rapports à lui faits, le commissaire a jugé que les faits et circonstances justifiaient telles remises.

J. Smith, conducteur des travaux

M. L.-F. PINAULT (Matane): M. Joseph Smith, de Saint-Pierre-du-Lac, comté de Matane, conducteur des travaux de la route dite "Route à Lauzier", dans l'été de 1895, a-t-il été payé du montant porté en son rôle de paie?

Dans le cas affirmatif, quand?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Le rôle de paie de M. Smith a été remis au département hier; il sera payé sans délai.

F. Gauvreau, condamnation

M. L.-F. PINAULT (Matane): 1. M. Flavien Gauvreau, de Saint-Octave-de-Métis, a-t-il été condamné pour vente de boissons sans licence, depuis le mois de juillet 1891?

2. Dans le cas affirmatif, a-t-il payé le montant entier de la condamnation?
3. Quand?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): 1. Oui, le 14 octobre 1891.

2 et 3. Sur la demande de M. Pinault, député du comté de Matane, produite au bureau du trésor, le 11 décembre 1891, le trésorier a, le 15 janvier 1892, accordé à M. Gauvreau un délai de trois mois à partir de ladite date pour le paiement de la part de son amende afférente au gouvernement.

D'après les rapports du percepteur du revenu il n'appert pas que M. Gauvreau ait encore payé cette part. Les frais de la cause ont été payés dans le trimestre de juin 1892.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit, avec la permission de M. l'Orateur, que le département de la perception des amendes est actuellement très négligé et que, par conséquent, c'est pourquoi M. Gauvreau est encore débiteur au gouvernement pour une amende arriérée de près de 4 ans.

M. L.-F. PINAULT (Matane): Demande la bienveillante permission à M. l'Orateur d'ajouter quelques mots.

M. L'ORATEUR: Accordé.

M. L.-F. PINAULT (Matane): Déclare que quoi que M. Gauvreau soit un tory, il s'est rendu à sa prière en faisant demande, en 1891, qu'un délai de trois mois lui soit accordé pour payer son amende.

Lots dits de sucrerie

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): 1. Le gouvernement a-t-il augmenté le prix de vente des lots dits de sucrerie, depuis le 1er novembre 1894?

2. Si tel est le cas, quand?
3. Quel prix a-t-il fixé?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): 1. Oui. 2. Le 6 juin 1895. 3. Ces renseignements pourront être obtenus sur demande de production de l'arrêté en conseil.

L.-L. Rivard, employé du département des Terres de la couronne

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): 1. M. L.-L. Rivard, ci-devant employé au département des Terres de la couronne, a-t-il été mis à sa retraite?

2. Dans le cas affirmatif, quand?

Dans le cas négatif, est-il encore à l'emploi du gouvernement?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): 1. Oui. 2. Le 5 avril 1895.

J.-O. Martineau, inspecteur

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): 1. M. J.-O. Martineau, envoyé spécial pour inspecter les agences des Terres de la couronne de Bonaventure et de Gaspé, a-t-il reçu quelque somme d'argent à titre d'avance pour frais de voyage, etc.?

2. Dans le cas affirmatif, quelle somme?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): 1. Oui. 2. \$200.00, compte à rendre.

L. Dupuis, garde-forestier

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): 1. M. Luc Dupuis, qui fut nommé garde-forestier, le 14 juillet 1894, a-t-il subi l'examen requis pour le qualifier à cette charge?

2. Quel territoire lui fut soumis pour inspection dans la saison de 1894-95, et pour la présente saison?

3. Le gouvernement est-il informé que ce M. Dupuis réside dans la province d'Ontario?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): 1. Non. 2. Aucun. 3. Il appert par la correspondance, au département, que M. Dupuis demeure à Ottawa.

Brochure d'A. Buies

M. L.-F. PINAULT (Matane): Est-ce l'intention du gouvernement de faire distribuer, dans cette province, un certain nombre d'exemplaires de la

brochure de M. Arthur Buies. sur la vallée de la Matapédia?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Le gouvernement a déjà fait faire un tirage de 2,000 exemplaires de cet ouvrage et l'a presque complètement distribué. Ce n'est pas l'intention du gouvernement de faire faire de suite un nouveau tirage.

Demande de documents:

J. Smith, conducteur de travaux

M. L.-F. PINAULT (Matane): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie du rôle de paie de M. Joseph Smith, conducteur des travaux de la route à Lauzier, dans l'été de 1895. Adopté.

J.-A. Nadeau

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé des sommes payées par John-A. Nadeau, de New Richmond, comté de Bonaventure, au département des Terres de la couronne, depuis le 11 décembre dernier à venir au 1er novembre courant.

Aussi, un état des sommes dues par John-A. Nadeau, de New Richmond, comté de Bonaventure, au département des Terres de la couronne. Adopté.

Institut impérial de Londres

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,

copie de la correspondance, ordres en conseil, etc., se rapportant à l'item 12 du budget supplémentaire: "Institut impérial de Londres", part de la province de Québec pour l'entretien d'icelui. Adopté.

Cause Ritchie vs Vallée

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie du bref de sommation, de la déclaration du demandeur et du plaidoyer du défendeur dans la cause no 1754 Cour supérieure de Québec, 1892, Ritchie vs Vallée.

Aussi, copie du jugement rendu dans ladite cause, tant en Cour supérieure qu'en Cour de révision.

Adopté.

Québec

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 35) amendant les lois qui concernent la corporation de la cité de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie manufacturière de Chambly

M. D. PARIZEAU (Montréal, division no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 57) modifiant l'acte incorporant la Compagnie manufacturière de Chambly soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

La séance est levée à 5 heures.

Séance du 18 novembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures quarante-cinq.

Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Allard, la pétition de l'Association des dentistes de la province de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la Banque des Marchands du Canada et autres, demandant une loi validant certains avertissements et avis publiés dans le *Daily Record*.

De la "Dominion of Canada Trusts Company", demandant une loi ratifiant et confirmant les pouvoirs accordés à la "Dominion of Canada Trusts Company", par sa charte 58-59 Victoria, chapitre 84, et autorisant ladite compagnie à exercer lesdits pouvoirs dans la province de Québec.

Et du révérend M. Jos. Galameau et autres, de Saint-Paul-de-Montminy et de Notre-Dame-du-Rosaire, demandant que le bill no 85 (pour annexer au comté de Montmagny une partie du canton d'Armagh) ne devienne pas loi.

Introduction de bills:

M. N. TETREAU (Ottawa): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 55) constituant en corporation la "North Nation Valley Colonization Railway Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 103) modifiant les articles 678, 680 et 696 du code de procédure civile.

Ce bill prévoit de donner au juge le droit de déterminer quel dépôt sera exigé des enchérisseurs aux ventes d'immeubles par le shérif dans les encans à folle enchère. Actuellement, cette somme est fixée à \$400.00 qui, dans le cas d'une vente où le prix est assez élevé, ne suffit pas comme garantie.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Compagnie du chemin de fer Québec-Central

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 36) amendement la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec-Central.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin de fer urbain de Sherbrooke

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 51) conférant l'existence corporative à la Compagnie du chemin de fer de Sherbrooke.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Fraserville

M. N. RIOUX (Témiscouata): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 73) amendement la charte de la ville de Fraserville soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Succession de F.-X. Beaudry

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 73) amendement la loi relative à la succession de feu François-Xavier Beaudry soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie du chemin de fer des Comtés-Unis

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 63) amendement la loi concernant la charte de la Compagnie du chemin de fer des Comtés-Unis soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Demande de documents:

Cause A. Robitaille vs J. Côté

M. L.-F. PINAULT (Matane): Propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. H. Caron), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie du bref de sommation, de la déclaration, des plaidoyers et du jugement dans la cause no 642, Cour de circuit du district de Québec, de Alfred Robitaille vs Jules Côté, jugée le 21 mars 1893.

Adopté.

Interpellations:**Octrois de colonisation**

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Quels montants le département de la Colonisation a-t-il payé, à même les octrois de colonisation, sous le titre "Visites et explorations", dans les années 1890-91, 91-92, 92-93, 93-94 et 94-95?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly):

1890-91.....	\$23.451.91
1891-92.....	5 666.14
1892-93.....	4 912.88
1893-94.....	6 200.87
1894-95.....	8 891.48

Régistrateurs et bureaux d'enregistrement

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre procède à la considération ultérieure du bill (bill no 3) modifiant la loi relative aux régistrateurs, et à l'organisation des bureaux d'enregistrement.

Adopté.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Jurés et jurys

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 8) concernant les jurés et les jurys.

Il répète ses explications de l'autre jour et il ajoute que bien que l'opinion commence à s'agiter contre le grand jury que l'on prétend une institution surannée et inutile parce qu'il faut, avant de comparaître devant le petit jury, passer par le juge de paix ou la Cour de police, il n'a pas encore jugé à propos de l'abolir ici, attendu que l'opinion est moins forte dans cette province; mais au moins il en réduit le nombre de moitié, ce qui sera une économie sérieuse. Il faudra le concours de sept pour rapporter un acte d'accusation ou le rejeter.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Continuation de communauté

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 98) pour

abolir la continuation de communauté, créant l'usufruit légal en certains cas, et amendement à cet effet, les articles 1323 à 1337 du code civil, inclusivement, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Subsides

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose: 1. Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cent trente-deux piastres et quatre-vingt-seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux frais d'administration de la dette publique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur du Conseil législatif; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes du Conseil législatif; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Il y a aussi une diminution dans ce crédit. Ce sont les débats qui seront supprimés l'an prochain. Je sais qu'il se fait un mouvement ici pour publier les débats à l'Assemblée. Dans ce cas, il sera peut-être difficile de discontinuer ceux du Conseil, par question de courtoisie.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas cinquante-trois mille neuf cent douze piastres et quarante-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Il explique qu'il y a une diminution provenant du décès ou de la mise à la retraite de certains employés. Cette diminution pourra être encore plus considérable si le projet de réorganisation du service que le gouvernement est à préparer réussit.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux frais d'impression et

de reliure par les deux Chambres de la Législature, statuts refondus de Québec, art. 158; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour achat de livres destinés à la bibliothèque de la Législature; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour traitements, dépenses contingentes, etc., pour la bibliothèque de la Législature; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des élections; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement du greffier de la couronne en chancellerie; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux frais d'impression et de reliure et de distribution des statuts; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements du gouvernement civil; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas quarante-sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas vingt-deux mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des juges des sessions de la paix, Québec; magistrats de police, Montréal; leurs traitements, ceux de leurs employés et dépenses contingentes, y compris les traitements du grand connétable et de son

député, etc., Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas soixante et un mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des prisons de réforme, écoles de réforme et d'industrie, orphelinat agricole et d'industrie, "Notre-Dame-de-Montfort"; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le rapport soit reçu demain.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE L-O. TAILLON (Chambly): Fait quelques remarques sur les désirs exprimés par la Chambre de se mettre sérieusement au travail.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Se dit d'accord avec le premier ministre.

Discours du budget

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande quand le discours du budget sera-t-il prononcé?

L'HONORABLE L-O. TAILLON (Chambly): Dit qu'il espère prononcer son discours sur le budget vendredi, mais il n'y a rien de certain.

UNE VOIX: Fait remarquer à l'honorable premier ministre que la copie française des estimés budgétaires n'a pas encore été distribuée aux députés.

L'HONORABLE L-O. TAILLON (Chambly): C'est pour cette raison que la Chambre ne s'est occupée aujourd'hui que d'items qui ne souffriront pas de difficultés.

La séance est levée à cinq heures.

Séance du 19 novembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures quarante-cinq.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires des institutions suivantes, pour l'année 1895, savoir:

De l'hôpital de Fraserville, de l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu, et de la salle d'asile Saint-Jean, Saint-Jean, district d'Iberville. (Documents de la session no 26)

Rapports de comités:

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur d'en faire le rapport, sans amendement, savoir:

Bill (bill no 38) modifiant la charte de la "Royal Paper Mills Company".

Bill (bill no 31) constituant en corporation la "Ramsay Paint Company".

Et bill (bill no 42) constituant en corporation la "James Shearer Company".

Votre comité a aussi examiné le bill suivant auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill (bill no 40) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer central de Leeds.

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas:

De Félix Robereau-Duplessis, pour ratifier certains actes de vente.

De la municipalité du village de Saint-Louis, du Mile-End, demandant à être constituée en ville sous le nom de Ville de Saint-Louis;

Et de la "Dominion of Canada Trusts Company", demandant une loi ratifiant et confirmant les pouvoirs conférés par la loi du Parlement du Canada 58-59 Victoria, chapitre 84, et autorisant ladite compagnie à exercer lesdits pouvoirs dans la province de Québec.

M. V. ALLARD (Berthier): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport.

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur d'en faire le rapport, sans amendement, savoir:

Bill (bill no 39) autorisant la Chambre des

notaires de la province de Québec à admettre Côme-Louis-Adolphe Morisset comme notaire, après examen.

Et bill (bill no 47) constituant en corporation la "Samaritan Hospital for Women".

Votre comité a aussi examiné le bill (bill no 44) divisant la municipalité du canton de Clifton, dans le comté de Compton, en deux municipalités séparées, et y a fait un amendement qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Introduction de bills:

M. D. PARIZEAU (Montréal, division no 3): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 60) ratifiant et confirmant les pouvoirs conférés à la "Dominion of Canada Trusts Company" par la loi du parlement du Canada 58-59 Victoria, chapitre 84, et autorisant ladite compagnie à exercer lesdits pouvoirs dans la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE A.W. MORRIS (Montréal, division no 4): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 58) modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie de gaz de Montréal et les lois qui la modifient.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal, division no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 102) modifiant le code civil, relativement aux personnes qui font usage d'opium ou autre narcotique.

Par ce bill, je désire assimiler les morphomanes aux ivrognes et les faire interdire par un conseil de famille.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

North Nation Valley Colonization Railway Company

M. N. TETREAU (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 55) constituant en corporation la "North Nation Valley Colonization Railway Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières.

Demande de documents:

Chemin de fer du Pacifique Canadien

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose de mettre devant la Chambre la correspondance entre le gouvernement et la Compagnie du Pacifique Canadien au sujet du remboursement des sept millions de dollars. La Chambre a le droit de savoir.

Il demande copie de tous les documents relatifs à la réduction de taux d'intérêt sur les sept millions dus par le Pacifique Canadien à la province.

Il est question dans la correspondance, dit-il, de négociations sur lesquelles il n'est produit aucun document.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit qu'il n'y a pas d'autres documents à produire. Ils ont tous été déposés devant la Chambre. La plupart des négociations se sont faites verbalement. Il s'est assuré, avant de conclure les arrangements avec la Compagnie du Pacifique Canadien, que la province rembourserait ses titres en circulation avant leur échéance, sans payer de prime élevée.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Fait un rapprochement entre cette question et l'emprunt de Paris qui, selon lui, a détruit le crédit de la province.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Prétend que non car, ajoute-t-il, depuis cet emprunt, nous avons pu effectuer un emprunt temporaire à un taux un peu moindre que 3 3/4 pour cent, ce que nous n'avions jamais pu obtenir auparavant. Le premier ministre explique que le gouvernement a insisté pour que la Compagnie du Pacifique Canadien paie un taux d'intérêt d'au moins cinq pour cent par année, alors que cette dernière demandait de le réduire à quatre pour cent. La compagnie a fait la proposition suivante: plutôt que de payer annuellement l'intérêt supplémentaire de 1 pour cent, la compagnie voudrait échelonner le paiement sur le reste de la période de l'emprunt et l'ajouter annuellement au quatre pour cent. Le gouvernement a insisté pour que la somme de \$35 000 pour les six premiers mois soit payée immédiatement; et que le solde pour les six autres mois de la première année, selon le nouvel arrangement, soit réparti sur le restant de la période de l'emprunt, la première moitié remboursable en 1904 et l'autre moitié en 1906. Ce qui porte le taux d'intérêt pour toute la période à 4 1/20 pour cent.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Il aurait mieux valu payer les vieilles dettes que d'accepter cette réduction dans le taux d'intérêt qui représente au-delà de \$66 000, par année.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Au contraire, nous faisons un gain net de \$70 000 dans la transaction.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Mais vous augmentez le passif et nuisez au crédit de la province.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Pas du tout, puisque notre dernier emprunt temporaire a été contracté à 3 3/4 pour cent, un taux plus bas que ceux de tous les emprunts précédents.

La proposition est rejetée.

Compte pour A. Caza

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, appuyé par le représentant de Napierville (M.

L. Ste-Marie) qu'il soit mis devant cette Chambre, copie du compte de G.-A. Hughes, chef de police de Montréal, pour frais d'arrestation d'Alexis Caza, accusé de meurtre, dans le mois d'août 1888.

Adopté.

Interpellations:

Conférenciers agricoles

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Le gouvernement a-t-il employé des conférenciers agricoles en 1889-1890 et en 1890-91?

Dans l'affirmative, quels étaient ces conférenciers?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet):

En 1889-1890

B. Lippens	\$ 205.00
Geo. Moore	210.00
O.-E. Dalaire	60.00
A.-P. Fortin	30.00
Ed. Rousseau	30.00
A.-L. Bibaud	40.00
E.-A. Barnard	70.00
I. Ewing	60.00
I.-J.-A. Marsan	24.00
S. Côté	85.00
N. Bernatchez	110.00
M. T. Stenson	25.00
C.-M. Fréjeau	50.00
Dépenses	1.00
	\$1 000.00

En 1890-1891

Geo. Moore	\$ 175.00
B. Lippens	93.00
F.-A.-M. Foucher	35.00
O.-E. Dalaire	55.00
F.-L. Déry	180.00
W. H. Taylor	30.00
A.-L. Bibaud	10.00
Fidèle Lacroix	40.00
M. T. Stenson	25.00
J.-A. Caron	10.00
E. A. Barnard	85.00
G.-T. Tessier	20.00
Balance au trésor	242.00
	\$1 000.00

Indemnité parlementaire

M. C.-A. DESJARDINS (Kamouraska): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 87) modifiant l'article 148 des statuts refondus de la province de Québec, concernant l'indemnité parlementaire soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Son projet de loi réduit de \$800 à \$600, l'indemnité parlementaire. Il explique que s'il revient à la charge encore cette année, c'est parce qu'il veut tenir sa parole. Il n'a pas promis de présenter cette loi une fois seulement, et, si elle n'était pas adoptée, de laisser la question là. Non; il désire faire tout son possible pour que la loi

passé, et, comme on lui a dit qu'un certain nombre de ceux qui ont voté contre, déjà, seraient en faveur cette année, il présente sa loi de nouveau.

Il envisage la question du point de vue économique. Les députés doivent donner l'exemple.

Il fait ensuite une comparaison entre ce que coûte la Législature en Ontario et au Québec pour établir que la réduction qu'il propose est possible. Ce qui serait un excellent moyen d'encourager la colonisation.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Ne partage pas l'opinion du proposeur de ce bill destiné à diminuer de \$200 le traitement des députés.

Le député de L'Islet dit que quand on veut avoir de bons députés on les paie.

Ceux qui, comme nous, sacrifient leurs plus belles années, leur clientèle, ne considèrent pas les \$800.00 comme un salaire. C'est une maigre indemnité.

Il y en a dans la Chambre qui certainement ne valent pas \$800.00 à la province. Mais franchement, tous les comtés voudraient-ils être représentés comme le sont ces comtés-là? Quelle législation ferait-on avec des députés au rabais? Quand on veut de bons employés il faut les payer.

Les chefs de l'Opposition parcourent la province, dépensent leur temps, leur argent et leur santé pour ce qu'en leur âme et conscience ils croient être le bien de la province. Quand ils ont fait cela, il ne leur reste pas grand chose de leur indemnité. Combien en voit-on s'enrichir en politique?

Faites la comparaison entre ceux qui s'enrichissent et ceux qui s'appauvrissent et vous verrez.

Nous avons donné nos plus belles années et nous sommes tous pauvres.

En Angleterre, une agitation considérable se fait pour payer les députés.

On tendrait à n'avoir en Chambre que les députés riches.

L'expérience a prouvé que ce ne sont pas les députés riches qui montrent le plus de dévouement et de patriotisme.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Examine les changements qu'il y a eus dans le passé au sujet de l'indemnité. Il dit que le gouvernement Joly l'avait réduite à \$500.00 mais que le gouvernement Mercier l'avait finalement augmentée au montant de l'indemnité actuelle. Il s'oppose à la réduire à \$500.00 mais n'élimine pas la possibilité de \$600., même s'il ne blâme aucunement ceux qui sont en faveur de \$800.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Voter la réduction à la veille de remettre leur mandat aux électeurs, et après avoir retiré \$800. à chaque session, serait de nature à soulever des doutes sur la sincérité des députés. D'ailleurs, les conditions requises d'un député digne de son rôle sont plus onéreuses à Québec que dans d'autres provinces et d'autres pays. Et si l'on étudie sérieusement ce qui se passe dans les pays où les députés ne reçoivent pas d'indemnité, on reconnaîtra que, souvent, ils se font payer par des moyens indirects.

En Angleterre des conditions spéciales expli-

quent que les députés ne reçoivent pas d'indemnité. C'est que la plupart d'entre eux ont des intérêts si intimement mêlés à ceux de l'Empire qu'ils n'ont pas besoin d'une indemnité pour les engager à faire partie de la Chambre.

Cette mesure constitue une injustice envers les députés futurs. Il ne souhaite pas voir les députés faire appel à la générosité pour vivre, comme l'ont fait les députés irlandais du gouvernement de Londres.

Il propose, comme amendement à la motion, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. A.-P. Cartier), que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans six mois, à dater d'aujourd'hui", soient ajoutés à la fin de la proposition.

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Fait observer qu'en principe il serait favorable à la réduction de l'indemnité des députés. Mais je croirais injuste, dit-il, de profiter du fait que je puis avoir de la fortune pour imposer à d'autres députés une chose qui pourrait les mettre dans l'embarras. Nous ne sommes pas éloignés des élections générales. Eh bien! Que cette question soit soumise au peuple. S'il est d'avis que cette réduction doit se faire, je serai le premier à l'appuyer de mon vote. Je suis pour des mesures pratiques; celle-ci ne l'est point et je voterai contre.

M. L.-O. TAILLON (Chambly): Question! Question!

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Allard, Baker, Bernatchez, Bisson, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Chicoyne, Dechène, Doyon, Duplessis, England, Girard (Lac-Saint-Jean), Girouard, Greig, Grenier, Lacouture, Lussier, McDonald, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Morin, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Petit, Pinault, Poirier, Shehyn, Simpson, Tétreau, Turgeon, 35.

Contre: MM. Augé, Beaubien, Beauchamp, Cholette, Desjardins, Flynn, Gillies, Girard (Rouville), Gladu, Gosselin, Hackett, Marchand, Morris, Parent, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Spencer, Taillon, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), 21.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix: il est ordonné que le bill soit lu la seconde fois dans six mois, à dater d'aujourd'hui.

Privileges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux

M. O.-M. AUGÉ (Montréal, division no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 95) amendement la loi relative aux privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux soit maintenant lu pour la deuxième fois.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Demande que la seconde lecture soit remise à plus tard parce qu'il n'a pas suffisamment étudié le bill.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Dit qu'il demandera le renvoi du bill à un comité spécial, vu que nombre de personnes de Montréal désirent donner leur avis sur ce bill.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal, division no 2): Accepte cette suggestion.

Président du Conseil exécutif

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Yamaska (M. V. Gladu), que le bill (bill no 96) amendant la loi concernant le Conseil exécutif, relativement au président de ce Conseil soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Quand on a demandé l'autre jour d'expliquer ce projet de loi, j'ai répondu que je voulais aider le gouvernement à effectuer une économie. Il serait suffisant de répéter la même chose: que créer cette charge de président du conseil, c'était dans un but particulier qui était de permettre au premier ministre de s'occuper de politique générale sans être tenu de donner tout son temps à la surveillance des détails d'un département.

Je cite ce que disait l'honorable M. Mercier à l'appui de ce projet de loi. Voir: Desjardins, *Débats de la Législature 1888*, p. 800: "Cette nouvelle charge est créée dans le but de permettre au premier ministre de ne pas s'absorber dans les travaux de détails qu'exige l'administration d'un département, afin qu'il ait plus de temps à la surveillance des affaires publiques."

L'honorable M. Gagnon, secrétaire de la province, disait: (page 802): "Pour ma part, je crois que le chef d'un gouvernement doit être exempt du travail d'un département et n'avoir rien à faire que la direction générale des affaires... La législation proposée, si elle est adoptée, donnera au premier ministre quelqu'il soit, le temps d'étudier les meilleurs moyens de faire la prospérité de la province, et, de la sorte, elle pourra atteindre un degré de grandeur auquel elle a droit et auquel elle arrivera, j'en suis convaincu."

Ces paroles éloquentes n'ont pu convaincre les honorables députés conservateurs qui siégeaient alors à gauche. L'honorable M. Blanchet, chef de l'Opposition a dit: (page 804) "Je crois que ce projet de loi est un pas dans la mauvaise direction. C'est trop augmenter les dépenses publiques. Il y aurait moyen de rencontrer les vues des partisans du cabinet sans recourir à cette mesure. Que l'honorable premier ministre fasse comme ses prédécesseurs, qu'il prenne le département du secrétaire provincial."

L'honorable M. Blanchet suggérait encore au premier ministre de prendre direction des départements des Travaux publics où il y a peu à faire.

L'honorable premier ministre actuel fit connaître en termes non équivoques sa désapprobation

de la création de places de ministres qui n'auront rien à faire. Il disait: (p. 806) "Aujourd'hui on prend la peine de créer par une loi une place de ministre où il n'y aura rien à faire et c'est cette absence de tout travail que l'on invoque comme justification. Je ne puis accepter comme bonnes les raisons que l'on a données. Si on veut avoir sept ministres, c'est probablement parce que l'on a des difficultés de famille à régler et que l'on croit mieux réussir avec un portefeuille de plus à donner... L'idée mère, c'est le patronage. Sinon, l'honorable premier ministre pourrait prendre le département des Travaux publics, où il n'aurait pas grand chose à faire, etc."

Je pourrais encore citer l'opinion d'un honorable député que l'on cite parmi les plus véhéments quand il s'agit de critiquer les actes bons ou mauvais de ses adversaires. Je veux parler de l'honorable procureur général (l'honorable T.C. Casgrain) qui a protesté hautement contre la création de la présidence du Conseil.

Maintenant, M. l'Orateur, je puis invoquer tous ces arguments en faveur de la position que je prends aujourd'hui. Ces messieurs ont prétendu que la position de président du Conseil était inutile en 1888. Comment peuvent-ils dire qu'elle soit utile aujourd'hui, quand ils prétendent inaugurer un système d'économie qu'ils ne paraissent pas vouloir appliquer sérieusement pour ce qui les touche de près.

D'ailleurs, la raison d'être qui a donné naissance à cette loi n'existe plus, puisque le premier ministre actuel administre avec plus ou moins de succès un des départements les plus importants du ministère, celui des Finances. Peut-être que le premier ministre a besoin de ce portefeuille pour régler ses difficultés de famille. Ce n'est pas plus une bonne raison maintenant qu'en 1888. J'espère que l'on ne verra pas dans cette mesure une attaque personnelle contre l'honorable président du Conseil. Je n'ai rien à dire contre cet honorable monsieur, et je suis d'opinion que l'élément auquel il appartient a le droit d'avoir sa part de représentation dans le ministère. Mais qu'on lui donne un véritable portefeuille et non pas une sinécure. Mais cela n'est pas une raison pour nous faire avoir plus de ministres qu'il n'en est nécessaire pour l'administration de la chose publique.

Il y a d'autres ministres désintéressés qui, j'en suis sûr, ne tiennent pas à leurs portefeuilles; ce sera à eux de donner leur place.

On nous a reproché, pendant la dernière lutte, d'avoir augmenté le nombre des ministres. Et bien, si on veut maintenant sincèrement faire de l'économie, abolissons une position devenue inutile et épargnons une dépense annuelle de \$4 000.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Je regrette d'avoir à dire quelques mots sur cette question dont la solution saute aux yeux de tous. L'honorable député a donné d'une singulière façon l'histoire de la fondation ou plutôt du rétablissement de cette charge de président du Conseil. En donnant cet historique, l'honorable député de Portneuf (M. J. Tessier), entraîné par

son zèle de faire de l'économie, lui qui pendant cinq ans a voté régulièrement pour toutes les dépenses, semble donner dans le scrupule. En réponse à son argumentation je dirai que lorsqu'on a établi cette loi, on aurait dû mentionner le fait qu'il n'y aurait que le premier ministre qui pourrait être président du Conseil. Nous avons suivi cette loi et personne ne peut nous en blâmer. Au reste, quand j'ai pris le département du Trésor, j'ai dit que je reviendrais probablement à la présidence du Conseil.

Nos adversaires se contredisent avec une exactitude mathématique, eux qui ont établi une charge qu'ils veulent aujourd'hui abolir.

Il ne suffit pas, pour un particulier, d'avoir de la fortune pour avoir la confiance publique. Il lui faut, de plus, le respect de sa parole. Il en est de même des partis politiques; et un parti qui fait un jeu de sa parole, comme le Parti libéral du moment, mérite la réprobation du peuple. On ne fera pas ce reproche aux conservateurs.

En 1888 ils ont demandé que le nombre des ministres reste à six; mais, il ne leur a jamais paru sérieux de vouloir demander à un gouvernement, constitué sur une certaine base et d'après la loi, qu'il soit désorganisé, comme ce serait le cas si le bill était adopté.

Lorsque M. Mercier eut constitué son ministère avec sept membres, les conservateurs ne lui ont pas demandé d'abolir un ministère.

Ce spectacle est désolant. J'espère donc qu'on ne se laissera pas éblouir et que ceux qui nous ont donné leur confiance en dehors de cette Chambre verront que cette Chambre désire être prise au sérieux.

M. V. GLADU (Yamaska):

M. l'Orateur,

Ce n'est pas manquer de courtoisie envers le premier ministre que lui dire que nous avons bien le droit de ne point le considérer comme infailible. D'ailleurs, ce qu'il vient de dire à la Chambre, pour l'engager à rejeter le projet de loi de l'honorable député de Portneuf (M. J. Tessier) le prouve assez. Mon honorable ami est très sérieux en proposant ce bill pour abolir la présidence du Conseil exécutif. Je ne vois pas que le gouvernement puisse en douter.

L'honorable premier ministre, l'adversaire convaincu de la présidence du Conseil exécutif, en 1888, a répondu au reproche de l'honorable député de Portneuf, qu'il avait maintenu cette présidence parce que c'était la loi. Mais cette loi, il était si facile pour vous de la faire abroger. Vous auriez eu, pour une semblable mesure, l'appui unanime de la Chambre si vous l'aviez voulu. Vous excusez votre changement d'attitude, en nous disant que vous deviez vous en tenir à la loi. Comme vous êtes devenus scrupuleux au sujet de la violation des lois! Nous connaissons une loi bien supérieure que vous avez foulée aux pieds. En vertu de cette grande loi constitutionnelle, la province, était gouvernée par un ministère responsable, régulièrement organisé, jouissant de la confiance d'une majorité considérable de la

Chambre. Vous l'avez audacieusement violée. Après cet attentat à la constitution, dont vous portez toute la responsabilité, vous avez mauvaise grâce à nous répondre que vous avez conservé la position inutile de la présidence du Conseil, par respect de la loi, parce que vous n'avez pas voulu toucher à l'arche sacrée. Cependant, dans la circonstance que je viens de rappeler, vous n'avez pas hésité à faire intervenir la couronne pour renverser un gouvernement qui venait d'être maintenu à la direction des affaires, par la confiance du corps électoral, représenté dans cette enceinte par les deux tiers de la députation élue lors de cet appel au peuple.

Par respect de la loi existante, dites-vous! Mais l'indépendance, l'impartialité de la magistrature ne sont-elles pas deux des conditions des lois de la bonne administration de la justice dans notre province? Est-ce que cela vous a empêché de faire descendre du banc des juges pour les constituer vos instruments de vengeance et d'intrigues politiques?

Nous comprenons facilement la véritable raison qui vous fait maintenir la sinécure de la présidence du Conseil des ministres, en violation de votre programme de 1888. C'est tout simplement parce que vous ne voulez pas retrancher l'un des nombreux fromages de votre table ministérielle. Si vous aviez été sérieux dans vos promesses d'économies et de retranchements, vous auriez proposé vous-mêmes l'abrogation de la loi qui a rétabli la présidence du conseil, en 1888. Vous n'auriez pas si vite oublié tout ce que vous disiez dans cette Chambre, lorsque ce bill fut soumis à la considération des députés. Vous vous seriez souvenus de vos votes sur cette question, et vous auriez été heureux de faire une économie annuelle de quatre mille piastres, tout en vous acquérant le mérite de tenir vos engagements.

Quand l'honorable premier ministre est à bout d'arguments, il a toujours recours à la ressource suprême de rappeler les souvenirs du passé. Il m'est impossible de croire qu'il soit sérieux quand il nous répète ces vieilles accusations, nous lance ces vieux clichés.

Malgré ce qu'en dit l'honorable chef du gouvernement, je répéterai, comme l'honorable député de Portneuf (M. J. Tessier) l'a si bien démontré, qu'il y avait des raisons spéciales, en 1888, pour nous engager à consentir au rétablissement de la position de président du Conseil exécutif. L'honorable premier ministre, à cette époque, élaborait un magnifique programme politique qui a rendu de grands services à la province et qui aurait encore fait beaucoup plus, si l'homme d'Etat distingué qui en faisait l'application avec tant de talent et d'énergie n'avait pas été violemment arrêté dans ses patriotiques travaux. Il débutait par la conférence interprovinciale, dont les études et les propositions ont déjà produit de bons fruits, et en produiront encore davantage dans l'avenir. Nous avons compris dans le temps que l'honorable premier ministre d'alors pouvait très convenablement désirer la position de président du Conseil, afin de se consacrer plus entièrement à

l'exécution des grandes oeuvres qu'il avait entreprises, qu'il a en partie exécutées, et qui resteront comme autant de monuments à sa mémoire. De plus en plus, la province regrettera qu'il n'ait pas pu les compléter et qu'il ait succombé sous la main révolutionnaire de ces prétendus conservateurs de tous les vrais principes.

N'est-il pas évident qu'aujourd'hui il y a beaucoup moins à faire? Les chemins de fer sont à peu près terminés. Il ne reste qu'une petite balance de subsides à payer. L'honorable chef du gouvernement, en se chargeant de l'administration du département du Trésor, a fait disparaître la seule raison qui pouvait justifier le maintien de la présidence du Conseil des ministres, et a abaissé cette position au rang d'une sinécure beaucoup trop coûteuse pour les finances délabrées de la province.

J'ai consenti avec plaisir à seconder la proposition de l'honorable député de Portneuf. Je suis heureux de l'appuyer de ma parole, comme je l'appuierai de mon vote dans quelques instants. Je termine en répétant au gouvernement: quand vous taxez le peuple, c'est le temps d'abolir la présidence du Conseil exécutif, parce qu'il n'y a aucune raison valable en faveur de cette dépense. Rappelez-vous donc votre programme d'économie, et saisissez cette bonne occasion de le mettre en pratique, et, pour une fois, de tenir vos promesses.

M. F. MARTINEAU (Montréal, division no 1): Propose, comme amendement à la motion, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. N. Rioux), que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans six mois, à dater d'aujourd'hui", soient ajoutés à la fin de la proposition.

M. H. CARON (Maskinongé):

M. L'Orateur,

Je n'ai que bien peu de mots à ajouter aux remarques si judicieuses de l'honorable député de Yamaska (M. V. Gladu). Il est très regrettable qu'une question aussi importante soit traitée aussi légèrement par cette Chambre. L'honorable premier ministre a eu le tort de reprocher à l'honorable député de Portneuf (M. J. Tessier) d'avoir soumis ce projet de loi à notre considération, et de prétendre que c'est perdre le temps inutilement que de le discuter. Il nous a demandé d'être sérieux.

Mais le bill de l'honorable député de Portneuf (M. J. Tessier) mérite toute notre attention. Je regrette beaucoup que l'honorable premier ministre n'ait pas jugé à propos de nous donner les raisons de son changement d'opinion depuis 1888. Il y a quelques années, il n'aurait pas fait, sur cette question, le discours que nous venons d'entendre.

J'ai écouté très attentivement la lecture du débat qui a eu lieu, dans cette enceinte, à la session de 1888, sur le même sujet qui nous est soumis aujourd'hui. Plusieurs des principaux membres de l'Opposition, à cette époque, ont pris part à la discussion. L'honorable député de Portneuf nous a lu, entre autres, les paroles pronon-

cées, dans cette circonstance, par l'honorable premier ministre qui a fortement combattu le projet de loi rétablissant la présidence du Conseil exécutif. Je dois avouer que j'admire les raisons qu'il a données, alors, à l'appui de son opinion.

A ma grande surprise, l'honorable premier ministre s'oppose aujourd'hui à la proposition de l'honorable député de Portneuf. J'aurais beaucoup désiré l'entendre nous démontrer la nécessité de la présidence du Conseil exécutif. La seule raison qu'il nous ait donnée, c'est qu'on ne peut ainsi changer l'ordre établi, faire et défaire une chose le même jour. Mais nous n'y avons pas mis de précipitation. Nous vous avons donné tout le temps nécessaire de faire vos économies. Après avoir longtemps attendu, nous les proposons nous-mêmes. Vous nous refusez, et il est de notre devoir de protester. Je prends la même position que l'honorable premier ministre en 1888. Je voterai pour le bill de l'honorable député de Portneuf, parce que je suis convaincu de l'inutilité de la présidence du Conseil exécutif, et de la nécessité de retrancher toutes les dépenses qui ne sont pas dans l'intérêt de la province.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Allard, Augé, Baker, Beaubien, Beauchamp, Carbray, Cartier, Casgrain, Châteauevert, Cholette, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Lacouture, McDonald, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Morris, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Taillon, Tétreau, 36.

Contre: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Dechène, Desjardins, Gillies, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), 18.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix; il est résolu que le bill soit lu la seconde fois dans six mois, à dater d'aujourd'hui.

A six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures et demie

Commission de la refonte du code de procédure civile

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency):

M. L'Orateur,

Avant de proposer l'adoption de la motion qui est inscrite sur les ordres du jour, la Chambre me

permettra de faire quelques remarques au sujet du travail qui a été déposé sur le bureau de cette Chambre il y a quelques jours, et qui constitue le complément de l'ouvrage commencé en 1893 par la Commission chargée de réviser et de modifier le code de procédure civile du Bas-Canada. Comme on le sait, notre code de procédure civile est entré en vigueur le 28 juin 1867. Depuis ce temps, un grand changement et des grands progrès se sont fait sentir dans la province de Québec. Tout a marché: les industries, le commerce, les moyens de transport. Notre système judiciaire s'est perfectionné peu à peu et s'est mis en rapport avec le progrès du temps. Il est naturel que l'on ait senti le besoin d'amender très souvent notre code de procédure civile depuis 1867; plus de 400 amendements y ont été faits et, depuis ce temps aussi, les décisions judiciaires interprétant les divers articles du code forment un ensemble énorme qu'il faut consulter pour connaître les vraies règles de la procédure.

En 1880, on commença à sentir le besoin non seulement d'amender notre code de procédure civile, mais de le réviser complètement. On se rappelle que dans ce temps, l'honorable juge Pagnuelo écrivit sur le sujet des lettres remarquables.

En 1882, le premier rapport de la commission chargée de refondre nos statuts s'occupa aussi de la refonte du code de procédure civile et fit de nombreuses recommandations auxquelles, malheureusement, on ne donna pas de suite. La même année, 1882, M. Lareau que nous avons connu dans cette Chambre, suggéra des modifications considérables au code et écrivit ce qui suit:

"Notre code de procédure a été fait à la hâte, sans méthode, sans clarté. Il réunit les principales dispositions de l'ordonnance de 1667 et de nos lois statutaires. Chaque année la Législature l'a amendé. Certaines de ses dispositions sont tellement en désaccord avec notre époque qu'on se croirait encore au XVII^e siècle. Le monde a marché depuis 1667. Modifications, changeons ces règles — produit d'un autre âge — cette pratique prétentieuse, pleine de technicalités et de lenteurs, ce formalisme sévère, outré, minutieux qui faisait dire aux anciens que la forme emportait le fond. Il faut en venir au bon sens, à la logique, à la clarté. La procédure, c'est la marche que suit une affaire pour arriver au jugement. Rendons cette voie sûre, facile, large. Diminuons les nullités de forme et n'admettons que celles que la loi reconnaît. Que le tribunal mette au service de cette idée le pouvoir discrétionnaire que la loi accorde dans la plupart des matières de forme.

La lutte ne sera pas longue. Le vieux formalisme, éclopé, meurtri, expirant, rejoindra les âges de barbarie qui l'ont vu naître. C'était alors une protection efficace, c'est aujourd'hui un non-sens."

En 1887, le procureur général d'alors fit adresser aux avocats, aux juges, aux principaux fonctionnaires publics, une lettre dans laquelle il était dit "que les officiers en loi préparent actuellement des amendements au code de procédure civile

dans le but de rendre ce code d'une application plus facile, plus simple et moins dispendieuse", et il invita ceux à qui la lettre était adressée à transmettre au procureur général leurs observations sur le sujet en question.

Un certain nombre de juges, d'avocats, de fonctionnaires publics répondirent à cet appel, envoyèrent au département du procureur général des observations d'une grande valeur. Ces commissaires étaient M. le juge Jetté, M. Lorrain et M. Weir.

Le rapport de ces messieurs servit à faire adopter par la Chambre, les amendements au code de procédure au sujet des matières sommaires. C'était une réforme considérable, mais on s'en borna à ce changement.

En 1893, la commission composée de messieurs les juges Larue et Davidson et du procureur général commença ses travaux, assistée de deux secrétaires: messieurs Lanctôt et Ryan.

Depuis ce temps, la commission a travaillé sans relâche, autant que le permettaient les autres devoirs publics que ces messieurs avaient à remplir. Elle fit trois rapports: l'un en 1893, le second en 1894 et le troisième à cette session; tous ces rapports ont été distribués par tout le pays.

Naturellement, la première question qui engagea l'attention des commissaires fut celle de savoir quel plan général adopter pour la révision. Les recommandations à cet égard ne manquaient pas. Les uns voulaient tout changer, tout innover, substituer au code de procédure fondé sur l'ordonnance de 1667, le système anglais ou américain. D'autres suggéraient que les bases de notre procédure civile restassent les mêmes, mais qu'on apportât dans les détails les changements requis par les besoins du temps.

On sait que l'ordonnance de 1667 fut enregistrée à Québec et devint la loi du pays en 1679. En étudiant cette ordonnance, on est frappé de la science et de la prévoyance déployées par le rédacteur et l'on reste convaincu que, comme ensemble de procédure civile, cette ordonnance est une oeuvre digne du grand siècle qui l'a produite.

Evidemment, dans les détails, cette ordonnance ne peut plus s'appliquer aux besoins de notre province et les commissaires se sont attachés, tout en conservant les grandes lignes de ce fameux code de loi, à l'adapter à ce que requièrent les exigences de notre état de société.

"Les lois de procédures, dit Seligman, ne s'améliorent que par l'expérience pratique qui ne se plie pas aux systèmes préconçus. Aussi, peut-on simplifier sa marche, la rendre plus rapide, plus économique, la débarrasser de ce qui prête aux subtilités de la chicane; mais il est impossible de lui en substituer une entièrement nouvelle.

Une économie dans chaque formalité, une abréviation dans chaque délai, produisent des résultats très importants, lorsqu'on les additionne pour en déterminer la somme dans chaque affaire et qu'on multiplie cette somme par le nombre total des affaires. Les améliorations de détails amènent le bien général en matière de procédure, où l'on trouve tant d'éléments, petits si on les prend

isolément, mais énormes dans leur agglomération, pour favoriser le crédit, affermir la propriété, conserver le patrimoine des familles et, par conséquent, servir la moralité et l'ordre public en même temps que la richesse et le bien-être national."

Les commissaires, après avoir cité ces paroles de Seligman, donnent la marche générale qu'ils ont suivie dans leur travail.

"Les articles qui accompagnent ces observations attestent jusqu'à quel point nous nous sommes efforcés de conserver les principes généraux de notre procédure. Ils continueront à assurer l'accomplissement de la loi civile.

Nous avons écarté avec soin les modifications proposées dont le seul objet est d'innover, tandis que nous nous sommes empressés d'adopter ces changements qui sont susceptibles de s'harmoniser avec l'ensemble de notre code, nous rapprochant de la simplicité, de la brièveté et de la sûreté, qui sont, d'après Bellot, les caractères distinctifs d'un bon système de procédure."

En cela, les commissaires n'ont fait que suivre la marche qui leur avait été tracée par messieurs Jetté, Lorrain et Weir qui, dans leur rapport de 1888, disaient ce qui suit:

"Conserver ce qui constitue véritablement notre système, ce qui est le produit naturel de notre législation; ce qui complète et assure le bon fonctionnement de nos lois civiles, mais mettre les dispositions attardées au courant des besoins nouveaux et des changements acceptés. C'est là, croyons-nous, quant à ce que nous pourrions appeler la substance même de notre code, la limite qu'il ne faudrait pas dépasser."

Enfin, pour résumer le plan général de l'ouvrage que j'ai l'honneur de présenter à la Chambre, je dirai que les commissaires se sont attachés à suivre autant que possible les règles ainsi exprimées par Bellot dans ses commentaires sur le code de Genève.

"Simplicité, brièveté, sûreté, tels seront donc les caractères distinctifs d'un bon système de procédure. Si l'on considère le demandeur, qui réclame le droit, la route ne saurait être trop simple et trop courte; pour lui toute forme, tout délai est un mal. Si l'on considère le défendeur, contre qui le droit est réclamé, le mérite de la simplicité, celui de la promptitude ne sont plus en première ligne: celui de la sûreté prévaut. C'est à concilier ce qu'exigent ces positions opposées des parties que nous avons donné tous nos soins."

Les commissaires ont tiré un large profit des observations qui avaient été transmises en 1888 au procureur général, ainsi que de celles qu'ils ont reçues depuis cette date. Ils ont consulté aussi le code de procédure civile français; le code de procédure civile de Genève; le code de procédure civile de la Louisiane; le code de procédure civile de l'Etat de New York; les règles et ordonnances de la Cour d'échiquier du Canada dans les causes d'amirauté; l'acte de judicature anglais, (*English Judicature Act 1873*), "The Ontario Judicature Act"; les règles de pratique des divers tribunaux du Dominion; les ouvrages de Bellot, Rousseau et Laisney; les décisions des tribunaux; les ouvrages du juge Loranger, de monsieur Doutre, etc.

Si on consulte le troisième rapport, pages 1 à 9, on trouvera le plan général et l'ordre des matières. Comme on le sait, l'ordre des matières de l'ancien code était loin d'être parfait et il fallait une pratique continue et journalière pour pouvoir trouver dans ce volume les articles que l'on cherchait. La disposition des matières n'était pas faite suivant les règles ordinaires.

Les commissaires ont cru devoir apporter un changement notable à cet endroit. Voici quelle est la nouvelle disposition du code: il est divisé en dix parties et en soixante-dix chapitres. Chaque chapitre contient un certain nombre de sections et chaque section un certain nombre d'articles. La première partie est intitulée "Dispositions générales" et contient quatre chapitres. Chapitre 1er, des dispositions déclaratoires et interprétatives; chapitre 2, du pouvoir et de la juridiction des cours; chapitre 3, de la juridiction du juge en Chambre; chapitre 4, des règles de pratique.

La deuxième partie contient les règles applicables à toutes les actions et se compose de 7 chapitres qui traitent:

"De l'action et des personnes qui peuvent y être parties..."

"Du mode de comparution des parties et de l'élection de domicile..."

"Du cumul des causes d'actions..."

"Des actions contre les officiers publics..."

"Des procédures *"in forma pauperis"*."

"Du lieu de l'introduction de l'action..."

"Des règles générales relatives à la plaidoirie écrite..."

La troisième partie énonce les règles de la procédure devant la Cour supérieure depuis l'assignation jusqu'à l'emprisonnement en matière civile et la cession des biens.

La quatrième partie parle des mesures provisionnelles comme le *"capias"*, la saisie-arrest avant jugement, la revendication, la saisie-gagerie, l'injonction et le séquestre judiciaire.

Dans la cinquième partie, on traite des procédures spéciales, le *"quo warranto"*, le *"mandamus"*, la prohibition, le *"scire facias"*, les pétitions de droit, les actions en bornage, les actions possessoires, de la séparation entre époux, des oppositions au mariage, etc.

La sixième partie traite des procédures devant les cours de district.

La septième partie donne les règles sur les matières sommaires.

Dans la huitième partie, on traite "des moyens de se pourvoir contre les jugements": les oppositions aux jugements, les requêtes civiles, la révision devant trois juges, appel à la Cour du banc de la reine, appel à Sa Majesté.

Dans la neuvième partie, on traite "des juridictions inférieures"; et enfin, dans la dixième partie, on énonce les règles à suivre dans les procédures non contentieuses.

Il va sans dire que je ne peux pas convenablement donner à cette Chambre toutes les modifications que les commissaires ont cru devoir apporter à notre code de procédure civile, mais, avant d'entrer dans l'énumération de quelques-uns de ces changements, la Chambre me permet-

tra d'attirer spécialement son attention sur deux points.

Comme, lorsque les commissaires ont commencé leurs travaux, j'avais eu l'honneur de soumettre à cette Chambre un projet de loi sur la réorganisation des tribunaux, le code renferme les règles appartenant à la procédure et qui sont conformes au plan général du projet de loi que j'avais soumis à la Législature. Depuis ce temps, j'ai plusieurs fois invité la Chambre à s'occuper de cette question très importante de la réorganisation des tribunaux. Comme cette question en est une qui doit être discutée avec le plus grand calme, sans passion et sans préjugé, et avec la plus grande liberté d'actions, je me propose de la soumettre au comité qui sera chargé d'étudier le projet du code.

La seconde question, peut-être moins importante que la première mais qui a certainement aussi sa valeur, est le changement apporté par le rapport à l'article 23 du code de procédure civile. Cet article 23 dans le code actuel, se lit comme suit:

"Les parties à une instance peuvent comparaître et plaider soit en personne ou par le ministère d'un avocat.

Les notaires peuvent faire les procédures mentionnées dans la troisième partie de ce code et les présenter au juge ou au protonotaire, et peuvent même signer au nom des parties requérantes, toutes les requêtes nécessaires dans ces procédures."

Dans le projet du nouveau code, on a retranché le dernier paragraphe de l'article de sorte que l'on prive les notaires de faire les procédures indiquées dans la troisième partie du code: ce changement est un changement radical. Est-il à propos de priver la profession du notariat de cette notable partie de ses fonctions qui lui étaient attribuées jusqu'aujourd'hui? J'attirerai l'attention de la Chambre sur le fait que les notaires ont été les premiers avocats dans ce pays et, si l'on consulte Lareau, Histoire du droit canadien, l'on verra qu'il s'exprime comme suit: "Comme il n'y avait pas d'avocats reconnus d'office, les procédures étaient rédigées et conduites par des notaires et des huissiers fondés de procurations spéciales."

Cet état de choses continua, je crois, jusqu'à la conquête et ce ne fut que plus tard que l'on distingua entre la profession d'avocat et celle de notaire, laissant à ces derniers le droit de comparaître devant les tribunaux dans les affaires non contentieuses. Le même état de choses existe en France. En Angleterre, où la profession d'avocat est divisée en deux branches: celle des procureurs, ou "barristers" et celle des "solicitors", ces derniers ne peuvent plaider devant les tribunaux mais ont le droit d'agir pour les parties auprès des juges en Chambre dans certaines affaires.

Il y a deux ans, je crois, on présenta à la Législature un projet de loi tendant à priver les notaires du droit de représenter les parties dans les procédures mentionnées dans la troisième partie du code. Cette tentative échoua dans le

temps et je ne sache pas que la Chambre soit revenue sur la décision qu'elle a prise.

Il faut nous rappeler que nous ne sommes pas ici pour représenter soit les avocats, soit les notaires, soit les cultivateurs, soit les médecins, mais que notre rôle consiste à faire les meilleures lois possibles pour le public en général, sans égard pour la plus ou moins grande part de profit qu'en retirera une classe en particulier.

Un changement important qui affecte tout le code est celui qui a été apporté à la longueur des délais. Partout ils ont été abrégés.

Autrefois, comme on le sait, il fallait un délai de dix jours au moins, entre l'assignation et le rapport du bref avec un jour additionnel par quinze milles en sus des premiers quinze milles. Après le rapport du bref, le défendeur a huit jours après sa comparution pour plaider à l'action, et ne peut être forcé que trois jours après ce dernier délai. Le demandeur a ensuite huit jours de plus pour répliquer. Surviennent ensuite les articulations de faits qui prennent en moyenne 5 à 6 jours, puis la cause ne peut être inscrite que huit jours après que les articulations de faits et les réponses sont complétées. De sorte que, en règle ordinaire, une cause à la Cour supérieure ne peut être prête pour l'instruction qu'un mois ou six semaines, bien souvent deux mois, après l'émission du bref, et même, dans l'intervalle, il s'élève des incidents qui retardent encore de beaucoup l'audition de la cause.

En vertu du nouveau projet tous les délais sont en moyenne de six jours.

Ainsi, le délai d'assignation est de six jours. lorsque la distance du lieu d'assignation du lieu des séances du tribunal n'excède pas cent milles avec un jour en sus pour chaque cent milles additionnels.

Je comprends que ce délai, dans certains districts, n'est pas suffisant et qu'il faudra apporter au projet, sous ce rapport, des amendements plus conformes avec la distance des lieux.

Les commissaires ont apporté, dans la forme du bref, un changement considérable. Aujourd'hui, comme on le sait, le bref est rapportable à jour fixe, de sorte que, si pour une raison ou pour une autre, le bref ne peut pas être signifié dans le délai voulu, il faut recommencer, et c'est là un surcroît de dépenses inutiles.

En vertu du nouveau système, le bref d'assignation sera valable pendant six mois, et, une fois signifié, le défendeur devra comparaître dans les six jours, à compter de la signification qui lui a été faite du bref. Il ne faut pas croire qu'on pourra laisser ainsi suspendu au-dessus de la tête d'un débiteur un bref qui lui nuira dans son commerce ou son crédit. L'article 142a dit expressément: "Qu'en tout temps après l'émission, mais avant la signification d'un bref d'assignation, le défendeur peut obtenir du juge une ordonnance enjoignant au défendeur de lui signifier, sous peine de nullité du bref, la copie du bref de la déclaration dans un délai indiqué."

Une question qui a beaucoup agité le public est celle de savoir si on ne devrait pas protéger les

citoyens contre les procès injustes, vexatoires, intentés par des plaideurs dans un but de chantage.

L'article 173 change la loi existant sous ce rapport et édicte: "Que lorsqu'il s'agit d'une action pour pénalité ou d'une action pour dommages intérêts à raison de diffamation verbale ou écrite, le défendeur peut exiger que le demandeur donne caution pour les frais." Comme on le sait, d'après le système actuel, la théorie des plaidoiries et des dépenses est très compliquée. Il y a les défenses préliminaires et les défenses au mérite. Les défenses préliminaires se subdivisent en exceptions à la forme, exceptions déclinatoires et dilatoires. Les défenses en faits et les défenses en droit et en exceptions qui sont les exceptions péremptoires en droit temporaire et les exceptions préremptoires en droit perpétuel. De là une foule de plaidoiries écrites dans le dossier qui ne servent, le plus souvent, qu'à retarder la marche de la cause et à embarrasser les vraies questions en litige.

Le projet de code apporte ici une modification qui constitue, à mon sens, une grande amélioration.

Les défenses sont divisées en défenses préliminaires et en défenses au mérite. Les premières se font par simple motion et on avouera que ce changement aura pour effet d'accélérer la marche de la procédure.

Les défenses en fonds ne sont plus divisées en défenses et en exceptions mais sont de simples plaidoyers dans lesquels on énonce, dans un seul document, tous les moyens que l'on peut invoquer contre la demande. Ce changement avait été suggéré, dès 1887, par le député actuel de Sherbrooke (M. L.-E. Panneton).

Une remarque générale qui s'applique à toutes les pièces de plaidoirie, c'est qu'elles sont rendues moins longues, moins complexes et d'une plus grande utilité pratique. Il suffit, par exemple, lorsqu'il s'agit d'une déclaration sur un billet, de suivre l'une des formules indiquées de la cédule. "Le demandeur réclame du défendeur cent piastres, montant d'un billet signé par le défendeur, daté le 5 août et payable à Québec, à trois mois de sa date, et demande jugement pour ce montant avec intérêt depuis le 9 novembre courant et les dépens". Si l'on veut plaider paiement, le défendeur n'aura qu'à dire en réponse à l'action du demandeur qu'il plaide paiement et demande que l'action soit renvoyée. Naturellement les pièces à l'appui doivent être produites avec la déclaration ou le plaidoyer qui les allègue.

Jusqu'à présent les défenses au fonds en droit ont considérablement retardé la marche de la procédure car lorsqu'il y avait une défense au fonds en droit la procédure au mérite était suspendue jusqu'à ce qu'on l'eut inscrite, plaidée et obtenu jugement. Aujourd'hui les défenses en droit se feront par une simple inscription en droit contenant les motifs sur lesquels on se base et qui sera discutée avant que l'on en vienne à l'instruction des faits.

On a introduit dans le code ce que l'on appelle

"discovery" dans le droit anglais et qui existe en partie dans notre système actuel. Aussitôt la défense produite par le défendeur, l'une des parties peut assigner l'autre non seulement pour l'interroger comme témoin mais pour lui faire produire ou donner communication de tout objet ou pièce se rapportant au procès.

Avec l'inscription doit être produite par la partie inscrivante, une copie des pièces des plaidoiries nécessaires pour lier la contestation pour l'usage du juge présidant au procès.

Il y a quelques années l'on a permis l'audition des parties comme témoins dans les causes commerciales. L'expérience a prouvé la sagesse de cette règle et les commissaires l'ont étendue à toutes les matières.

Une amélioration importante est faite au sujet de la prise des dépositions par sténographie. Aujourd'hui on sait que les frais de sténographie sont énormes, que tous les dossiers contiennent des masses de témoignages qui bien souvent, au lieu d'éclairer le juge, obscurcissent la question véritablement débattue par la cause.

Par le nouveau système les notes des sténographes ne seront rédigées et produites au dossier que si les causes vont en révision ou en appel. Le juge pourra se faire lire ces notes par les sténographes et les parties pourront toujours, en payant, avoir une copie de la preuve. Ce changement entraînera un autre changement au sujet des sténographes. Ceux-ci devront être nommés officiers de la cour et payés par un salaire fixe. Le gouvernement se remboursera en chargeant comme frais de la cause un taux qui n'égale pas le montant actuel que l'on paie pour les notes sténographiques.

Le principal changement suggéré par le projet dans le procès par jury qui est rendu beaucoup plus simple, plus expéditif et moins dispendieux, c'est que le juge qui aura entendu la cause, pourra après verdict donné, rendre le jugement lui-même, ou bien réserver le jugement pour la Cour de révision. Quand le juge a rendu jugement lui-même après verdict, il y a appel de ce jugement à la Cour de révision ou à la Cour du banc de la reine.

Les articles 511 et suivants introduisent un changement important dans notre système. On sait que quelquefois, lorsqu'il s'agit, par exemple, de régler une succession, il se présente des questions de droit sur lesquelles on voudrait avoir une décision sans faire tous les frais d'un procès en règle. Ces articles permettent de présenter, sans les formalités ordinaires, une cause pour la décision du tribunal et le jugement rendu aura tous les effets d'un jugement ordinaire.

La facilité donnée aux amendements par les articles 515 et suivants aura pour résultat de ne faire renvoyer les actions ou les défenses pour défaut de forme que lorsqu'il y aura un préjudice réel.

Les articles 591 et suivants permettent l'examen du défendeur après qu'il a été condamné et que l'huissier saisissant a fait un rapport de concurrence, le débiteur pourra alors être questionné de manière à faire découvrir tous les biens qu'il peut

avoir et être forcé de produire ses livres afin que le créancier constate réellement qu'il ne peut payer.

Les articles 599 et 600 disent quels sont les biens insaisissables. On agit de ce temps-ci et depuis longtemps d'ailleurs la question de savoir si les salaires devraient être complètement exemptés de saisie. Une pareille mesure serait-elle d'un grand avantage pour ceux qui gagnent un salaire minime? C'est ce que nous aurons à discuter.

Le système adopté par le projet de code est celui-ci:

Sont exempts de saisie:

9. Les traitements des fonctionnaires publics; sauf quant à ceux des officiers publics, permanents ou non, de la province qui sont saisissables pour:

(a) Un cinquième du paiement mensuel d'un traitement ou salaire n'excédant pas mille piastres par année.

(b) Un quart du paiement mensuel d'un traitement au salaire excédant mille piastres mais n'excédant pas deux mille piastres par année.

(c) Un tiers du paiement mensuel d'un traitement ou salaire excédant deux mille piastres par année;

10. Les traitements des greffiers dans les cités et villes constituées en corporation, excepté dans la corporation mentionnée dans le paragraphe 9;

11. Tous autres traitements, salaires et gages à quelque époque et de quelque manière qu'ils soient payables, pour:

(a) Quatre-cinquième s'ils n'excèdent pas trois piastres par jour;

(b) Trois quarts s'ils excèdent trois piastres mais n'excèdent pas six piastres par jour;

(c) Deux tiers s'ils excèdent six piastres par jour.

Jusqu'ici le débiteur malhonnête a profité de l'opposition pour retarder l'exécution contre lui. Les commissaires soumettent toutes les procédures sur opposition à la procédure sommaire.

Le chapitre de la cession de bien a été rendu beaucoup plus clair. Le seul changement de fonds qu'il y ait été apporté est le suivant: "Quand des immeubles sont vendus ils ne peuvent l'être que par le shérif sur le mandat à lui adressé par le curateur. Le rapport de distribution est fait par le curateur, comme maintenant, mais les deniers restent entre les mains du shérif et de cette manière les créanciers profitent des dispositions de la loi régissant les dépôts judiciaires et l'on sait que le shérif est obligé de déposer les montants des adjudications et le gouvernement est responsable de ces deniers. Cela donne une bien plus grande sûreté aux créanciers.

Les règles sur la contrainte par corps et le "capias" ont été simplifiées et mises d'accord avec la jurisprudence actuelle.

On a aussi modifié les règles concernant l'injonction afin de donner à ce remède très utile une plus grande application.

Les règles concernant les procédures en matière sommaires ont aussi été simplifiées. On a amendé l'article 887 de manière à permettre de

procéder sommairement non seulement pour les demandes de commerçants pour prix et valeur de marchandises ou articles vendus, mais aussi pour ouvrages faits, matériaux fournis et argent déboursé par eux.

De plus on permet de procéder en vertu de ce chapitre quand il s'agit de réclamations pour prêt d'argent garanti ou non par hypothèques.

Il va sans dire que je n'ai pas indiqué, parce que le temps me manque, tous les changements, même les changements importants, qui ont été apportés à notre système actuel de procédure. Je n'ai fait que glaner, pour ainsi dire, dans le travail des commissaires afin d'attirer l'attention de la Chambre sur l'importance de l'oeuvre accomplie.

Je vais proposer que le travail soit soumis à un comité conjoint des deux Chambres, suivant en cela le précédent créé à Ottawa, lorsqu'il s'est agi de l'adoption du code criminel.

Lorsque le code civil a été soumis à la Chambre d'assemblée par Sir Georges Cartier, au cours de la discussion Sir John McDonald prononça les paroles suivantes: "En ce qui concerne la refonte du code effectuée par la Chambre, il n'est nullement question que l'Assemblée législative entreprenne la codification d'un code de loi national. Dans ce domaine, le gouvernement peut uniquement choisir, et il l'a déjà fait, les avocats les plus talentueux et les plus doués en qui il a pleine confiance pour accomplir le travail de codification. La Législature détruirait le travail de ces hommes de haute compétence en s'immisçant dans leurs affaires. Les Législatures doivent accepter leur travail de la même façon qu'elles accepteraient le travail des mains d'artisans doués. La seule action que peut entreprendre la Chambre est une pétition offrant des suggestions aux codificateurs sur des points précis ou dans les cas où les codificateurs ont des doutes sur des points particuliers de la loi. Seul le Parlement peut déclarer ce qui est la loi."

Je crois que la règle tracée par Sir John est celle que nous devrions suivre.

Sir Georges Cartier, dans la même circonstance, terminait son discours par les paroles suivantes:

"Le mode de promulgation du code sera le même à peu près que celui qu'on a suivi pour les statuts refondus. Le gouverneur signera un rôle du code, qui sera aussi signé par le greffier de l'Assemblée législative et du Conseil législatif. Les amendements rapportés par le comité seront réunis en une cédula, laquelle sera soumise au Parlement, et ces amendements seront incorporés dans le code par les commissaires eux-mêmes. Puis Son Excellence fixera par proclamation le jour où le code deviendra définitivement en force."

Il me semble que nous ne pouvons mieux faire que de suivre à la lettre la voie tracée par ces deux grands hommes.

Je propose, appuyé par le représentant de Chambly (l'honorable L.-O. Taillon), qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil exécutif, priant Leurs Honneurs de se joindre à cette Cham-

bre pour former un comité conjoint des deux Chambres avec mission d'étudier les rapports faits par la Commission de la refonte du code de procédure civile et informant Leurs Honneurs que cette Chambre a nommé les honorables Messieurs Casgrain, Pelletier et Marchand et Messieurs Augé, Panneton, Tellier, Fitzpatrick, pour agir de la part de cette Chambre comme membres dudit comité conjoint.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Ce n'est pas le moment de discuter maintenant le projet de refonte qui vient d'être exposé à la Chambre. Je n'ai pas la prétention de discuter la partie qui concerne messieurs les avocats; je me bornerai à la seule partie du code qui traite des matières non contentieuses.

Je crois qu'on a eu tort d'enlever aux notaires le droit de faire les procédures non contentieuses.

On se rappelle toutes les contentions qui ont existé à ce sujet avant la Révolution. Cependant les cours ont toujours décidé en faveur de la prétention des notaires. L'histoire rapporte que Massé s'est présenté devant le Conseil d'Etat où siégeait Napoléon 1er et qu'il a fait valoir les raisons qui militaient en faveur des notaires. Il y a donc l'expérience d'un siècle en faveur des notaires.

Si la profession de notaire doit continuer à exister, on ne saurait leur enlever les matières non contentieuses qu'ils ont étudiées tout spécialement.

Je félicite le procureur général sur la clarté qu'il a mise dans l'exposé de ce projet de loi. Je suggère que le rapport du comité sur le projet de refonte, soit renvoyé à une autre année afin de donner le temps de l'étudier avec soin.

Je suggère d'ajouter les noms de deux notaires au comité spécial.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): La proportion n'est pas juste dans la formation du comité spécial.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Proteste de son amitié pour les notaires. Je sais apprécier, mais le rapport me semble fort acceptable.

M. J. TESSIER (Portneuf): Remarque que les districts ruraux ne semblent pas être représentés au comité proposé.

Le district des Trois-Rivières n'est pas représenté et il aurait dû l'être suffisamment. Les districts ruraux ont d'autant plus le droit d'être consultés que ce sont eux qui seront particulièrement affectés par le nouveau code.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Dit qu'il n'est pas tellement intéressé à faire partie du comité et qu'il céderait volontiers sa place à un député d'un comté rural. Il fait quelques suggestions, y compris celle de nommer des professeurs de droit des universités sur ce comité.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): S'objecte au retrait du député de Québec-Comté (M. C. Fitzpatrick) du comité, mais ajoute les noms de messieurs les députés d'Ottawa (M. N. Tétreau) et de Yamaska (M. V. Gladu) à sa proposition initiale.

La proposition est adoptée.

Il est ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

La séance est levée à dix heures et demie.

Séance du 20 novembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à quatre heures.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

De l'Association des dentistes de la province de Québec, demandant des amendements à la loi qui la concerne.

Rapports de comités:

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés sont suffisants:

De la corporation du village de Senneville, demandant une loi pour amender sa charte.

De William Andrew Yule et autres, demandant une loi constituant en corporation la compagnie dite "The Richelieu River Hydraulic and Manufacturing Company".

Du révérend L.-A. Sentenne et autres, demandant une loi relative aux biens de feu F.-X. Beaudry, légués pour des fins de charité.

De l'Association protectrice de bienfaisance du Canada, demandant une charte.

Votre comité a aussi examiné la pétition de John Bryson et autres, demandant à être constitués en corporation sous le nom de la Compagnie des estacades des rivières Coulonge et Corneille.

Et celle de E.-P. Lachapelle et autres, demandant une loi constituant en corporation l'Ecole de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal, et a trouvé que les avis nécessaires ne sont pas complètement donnés; mais, attendu qu'un mois sera à peu près expiré avant que le comité des bills privés prenne ces bills en considération, votre comité, pour cette raison, recommande la suspension de la 51^e règle de cette Chambre.

Adopté.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 72) amendement la loi concernant la ferme modèle de Compton, et a l'honneur d'en faire le rapport, sans amendement.

Votre comité a, de plus, examiné le bill (bill no 43) modifiant la loi 51-52 Victoria, chapitre 90, constituant en corporation la ville de Coaticook, et y a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation. Voici le rapport:

Votre comité croit qu'il serait utile qu'une copie des procès-verbaux de la dernière réunion du Conseil d'agriculture soit mise devant ce comité, et demande humblement à votre honorable Chambre d'en ordonner la production.

De plus, votre comité représente que, dans son opinion, les sociétés d'agriculture devraient avoir toute latitude pour tenir le genre de concours jugé le plus utile, chaque concours devant, dans tous les cas, se faire conformément à un programme approuvé par le département de l'Agriculture.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir:

Bill (bill no 2) intitulé: "Loi amendement la loi relative à l'entretien des prisonniers";

Et bill (bill no 9) intitulé: "Loi concernant la clôture des inventaires en justice".

Introduction de bills:

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 53) constituant en corporation l'Ecole de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal, et abrogeant les lois qui constituent en corporation l'Ecole vétérinaire de Montréal et l'Ecole vétérinaire française de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A.-F. SAVARIA (Shefford): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 77) constituant en corporation l'Association protectrice de bienfaisance du Canada.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. N. TETREAU (Ottawa): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 56) constituant en corporation la Compagnie des estacades des rivières Coulonge et Corneille.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-M. TELLER (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 45) constituant en corporation "The Richelieu River Hydraulic and Manufacturing Company."

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 71) modifiant la charte du village de Senneville.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 65) relatif aux biens de feu François-Xavier Beaudry, légués pour des fins de charité.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.P. COOKE (Drummond): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 97) modi-

fiant la loi concernant l'assurance sur la vie prise par les maris et parents.

Par ce bill, il demande qu'une prime plus élevée soit chargée par les compagnies d'assurance aux parents et maris, afin de rendre l'obtention de ses assurances plus difficiles et d'obtenir plus de garanties.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.P. COOKE (Drummond): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 106) abolissant le Conseil législatif.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 107) concernant les commissions royales.

Ce bill a pour mobile d'autoriser la nomination d'une commission royale par le gouvernement sur les affaires municipales.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 99) amendant de nouveau le code municipal.

Par ce bill, la taxe qui existe actuellement sur les personnes qui reçoivent un traitement annuel de \$400 sera appliquée à celle qui ne reçoivent que \$300.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Le bill est référé au comité spécial nommé pour examiner tous les amendements proposés au code municipal.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 101) amendant le code civil et les statuts révisés de la province de Québec, quant à ce qui regarde les privilèges accordés aux compagnies d'assurance mutuelle contre le feu.

Ce bill est afin d'obliger que les hypothèques pour primes d'assurances soient dûment enregistrées comme le sont d'ailleurs les hypothèques d'une différente nature.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 100) amendant l'acte électoral de Québec.

Il s'agit d'enlever les mots "tenant feu et lieu" de l'acte électoral de cette province. Il appert que plusieurs électeurs du comté de Vaudreuil sont frustrés de leur droit de voter, grâce aux quatre mots ci-haut mentionnés qui, paraît-il, sont superflus.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Demande la permission de présenter un bill (bill no 22) amendant le code du notariat.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Droits de pêche sur la rivière Richelieu

M. A. GIRARD (Rouville): Le différend entre le gouvernement fédéral et le gouvernement local, relativement aux droits de pêche sur la rivière Richelieu, est-il réglé?

Dans l'affirmative, de quel gouvernement les intéressés doivent-ils prendre leurs licences?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Non.

Demande de documents:

Prison de Montréal

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. A. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre copie des dépositions données à l'enquête tenue par M. Jodoin, du comté de Chambly, sur les officiers et employés de la prison de Montréal, en 1895.

Il dit que cinq employés de la prison ont été injustement démis de leur poste, sans explication, après une enquête secrète. Par conséquent, un doute plane encore au-dessus de leurs têtes. Il demande de produire les dépositions afin de rendre justice à ces personnes.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Je regrette de devoir refuser de livrer cette enquête à la publicité. Dans une armée, dans un navire, le général a le droit de démettre un des membres de l'armée. Le propriétaire du navire a le droit de démettre le capitaine sans donner de raisons.

Il en est de même dans les prisons ou les pénitenciers, pour des raisons de bonne administration.

L'enquête s'est faite à huis clos parce que les employés devaient être mis à l'abri des vengeances et des rancunes de leurs supérieurs contre qui ils pourraient faire des plaintes. Donner publicité à leurs témoignages serait diviser le personnel de la prison en deux camps, ce qui rendrait le service impossible et le maintien de la discipline serait lettre morte. J'espère que la Chambre aura assez confiance en moi pour croire que s'il y a en cela de la discrétion que doit posséder un chef de département dans certaines circonstances de faire un pareil refus c'est que l'intérêt public l'exige. Il appuie sa position de plusieurs précédents.

Quant à l'accusation que ces employés ont été renvoyés par mesquinerie politique, cela est faux. Je sais que deux de ces employés n'étaient pas libéraux; quant aux autres je ne me suis jamais occupé de savoir de quelle politique ils étaient.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Appuie la motion du député de Soulanges.

Je ne mets pas en doute les bonnes raisons que peut avoir le procureur général pour refuser la demande et déclare qu'il n'est pas en cause.

J'ai ajourné une motion semblable l'autre jour, sur l'offre du procureur général de donner accès à ces documents, mais j'avais compris que cette offre s'étendait à toute l'Opposition; autrement, je n'aurais pas voulu lier mon parti. Quant à la motion actuelle je crois qu'elle devrait être accordée si l'on veut que la Chambre sache pourquoi ces employés ont été démis.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Soutient qu'il est vraiment impossible de présenter ces documents à la Chambre, mais qu'il pourrait répondre à une interpellation sur la raison du renvoi de chaque employé.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Donne ses raisons pour exiger ces documents et dit qu'il veut rendre justice aux gardiens congédiés. L'honorable député consentira-t-il à me laisser voir ces documents? Ils concernent uniquement les gardiens congédiés.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Non.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Ne voit aucune raison pour refuser la production de ces documents. C'est seulement une question de justice et le gouvernement aurait mauvaise grâce de refuser. Après s'être étendu longuement sur la question, il reproche au procureur général (l'honorable T.C. Casgrain) sa position, et il laisse entendre qu'il agit par partisanerie.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Les sentiments n'ont jamais été pris en considération.

Il dit que certains de ces employés, à sa connaissance, ne sont pas libéraux. En ce qui concerne les autres, il ne sait vraiment pas s'ils sont conservateurs ou non. Il demande au député de Huntingdon (M. G.W. Stephens) s'il sait que ses propos pourraient créer une révolte à la prison.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): N'est pas au courant, mais dit avoir lu Bourrinot, et sait que l'honorable procureur général n'a aucune excuse pour avoir adopté cette position (l'honorable T.C. Casgrain). Elle crée un précédent dangereux.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Offre encore de répondre à une interpellation au sujet du renvoi des employés.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit qu'il s'agit de deux questions précises. Premièrement, les accusations portées contre ces employés congédiés. Deuxièmement, les preuves alléguées. Il peut arriver que, même si les accusations suffisent à justifier le congédiement, les preuves invoquées pour appuyer ces accusations ne soient pas probantes. Il soutient que le fait de laisser le

procureur général (l'honorable T.C. Casgrain) être l'unique arbitre de ces questions serait injuste pour ces employés aussi bien que pour la Chambre, et il déclare que la Chambre a vraiment le droit d'enquêter sur cette affaire.

Il accuse le procureur général de partisanerie excessive, et dit préférer voir les dépositions plutôt que d'accepter la déclaration du procureur général à l'effet que les employés ont été congédiés pour des motifs sérieux et justifiés. Le gouvernement, ajoute-t-il, met en pratique le vieil adage: le parti au pouvoir octroie les postes à ses partisans, et est en train de devenir le champion de cette théorie. Il dit aussi que le lieutenant-gouverneur en conseil adopte les mesures les plus importantes et que le prestige du Parlement diminue.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): C'est une tempête dans un verre d'eau.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit que les gardiens ont été congédiés pour des délits sérieux.

UNE VOIX: Pour quelles raisons?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Pourquoi ne pas accepter l'offre du procureur général et il vous le dira? Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi ces documents ne peuvent être déposés publiquement. Certains témoins ont peut-être eu à témoigner au sujet de leurs collègues ou encore ont eu des reproches à adresser au gouverneur de la prison. Il peut en découler de la haine, du mépris et possiblement de la désobéissance. Il ne peut certainement pas résulter de bons sentiments. Vous avez accusé le procureur général, de partialité; comment aurait-il pu connaître, lui qui habite Québec, les opinions politiques de ces hommes? L'idée est absurde. Il est absolument nécessaire de garder certaines enquêtes secrètes, car autrement, les témoins ne voudront pas parler. Pour donner la preuve que le gouvernement n'a pas craint de rendre cette affaire publique, l'honorable procureur général va montrer les documents au chef de l'Opposition, dont il connaît la discrétion, afin qu'il puisse lui-même juger si des sentiments de parti ont pu influencer la position adoptée.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je présume que je devrai garder le secret si je découvre quelque chose?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Je suis certain que si cela arrive, ce sera parce que l'honorable procureur général aura mal compris une partie quelconque de la preuve, et si c'était le cas, le chef de l'Opposition n'aura qu'à le souligner pour qu'on puisse y remédier.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Dit qu'il s'agit d'une prérogative de la minorité et de la Chambre et pour qu'elle ne soit pas violée, il

propose, appuyé par le représentant de Matane (M. L.-F. Pinault), l'ajournement du débat, espérant pouvoir en arriver à un moyen terme satisfaisant pour tout le monde.

Cette dernière proposition est adoptée.

Gore de Newton

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. A. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie des plans, lettres, correspondances, rapports, etc., relatifs au "gore" de Newton, comté de Vaudreuil.

Adopté.

J.-P. Nantel, conférencier agricole

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon) qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé du paiement de la somme de \$317.90 à J.-P. Nantel, pour dépenses de voyages et pour conférences agricoles, mentionné dans le document numéro 41 de la présente session.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Je tiens à donner quelques explications car les libéraux vont courir les hustings avec cette affaire en lançant des accusations erronées. M. J.-P. Nantel est mon frère mais je n'ai jamais demandé pour lui cet emploi de conférencier agricole ou tout autre emploi du gouvernement.

Il a été nommé hors de ma connaissance, sans que j'aie demandé sa nomination et sans que j'aie été consulté. Il est nommé parce qu'il est connu comme un écrivain distingué sur les questions agricoles.

Quant à son compte de \$317, il comprend les dépenses de trois semaines de voyage au Labrador et vingt conférences dans le comté de Mégantic.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Dit que ce n'est pas là son but. Il n'y a pas de mal à employer son frère quand ce frère est capable de remplir la position qu'on a à lui confier. Le but c'est de démontrer que ce système de conférence ne vaut rien surtout quand elles sont données dans des endroits où rien ne mûrit, où il est impossible de faire de la culture.

L'idée d'envoyer des conférenciers agricoles dans un pays inculte comme le Labrador est absurde, M. le ministre des Travaux publics (l'honorable G.-A. Nantel) parle de courir les hustings. Si cela nous arrive ce sera à figure découverte et non pas en nous abritant derrière les évêques et le clergé comme le fait le gouvernement dans ses fameuses conventions agricoles.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Explique pourquoi des conférenciers ont été envoyés au Labrador. Chaque année le gouvernement est obligé d'envoyer des secours aux pêcheurs de cette région qui comptent exclusivement pour leur

subsistance sur les produits d'une pêche souvent infructueuse; or, quoi que l'on en dise la culture au Labrador pour certains produits est possible.

Le gouvernement en envoyant le docteur Tremblay comme médecin et magistrat, lui a adjoint M. Nantel avec mission d'enseigner aux pêcheurs les rudiments de l'agriculture.

Cette expérience a pleinement réussi et tout fait croire que dans un avenir prochain, les pêcheurs pourront récolter assez pour leur subsistance en hiver, sans compter sur les secours du gouvernement.

Ceux qui disent que la culture est impossible sur la Côte Nord ne connaissent rien de ce dont ils parlent. Les légumes se cultivent très bien.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Les carottes aussi.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Rien qu'à parler de carottes l'eau leur en vient à la bouche.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Oui, les carottes. Nous les cultiverons et vous les récolterez, comme c'est votre habitude. La culture peut se faire jusqu'à un certain endroit sur la Côte Nord et il vaut beaucoup mieux dépenser quelque chose pour apprendre la culture à cette population que d'être obligé de la secourir chaque fois que la pêche manque.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit que l'idée de la culture au Labrador est ridicule, alors qu'il y a du gel toute l'année. Il s'attaque ensuite au patronage exercé par les ministres auprès des membres de leurs familles et est d'avis que ceux qui font du patronage devraient être cités en exemple. Un ministre ne devrait jamais employer son frère ni le faire employer par un autre ministre.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): S'il fallait suivre le principe du député de Huntingdon (M. G.W. Stephens), les parents des ministres auraient le droit d'être mécontents d'eux lorsqu'ils entrent dans cette carrière. Ceux de l'honorable député n'auront peut-être jamais cette raison et ils pourront passer leur vie heureusement.

Il y avait de la misère réelle parmi les pêcheurs, la pêche ayant manqué.

M. le député de Chicoutimi (M. H. Petit) et M. Tremblay ont consenti à entreprendre un long et pénible voyage pour constater les faits. Leur rapport établit que la culture des grains est possible depuis le Saguenay jusqu'à la rivière Portneuf et que, passé cette rivière, la culture des légumes et de divers autres produits peut être faite avec succès.

Sur ce rapport et sur la démarche de mgr Labrecque, un conférencier fut alors envoyé avec le docteur Tremblay au Labrador. Déjà leurs conférences ont eu un heureux résultat et le gouvernement se propose de continuer à envoyer aux populations des côtes du golfe des conférenciers agricoles, les années prochaines.

M. le député de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne) a parlé des relations du gouvernement avec le clergé et des conventions agricoles. Eh bien! c'est là une chose dont le gouvernement s'honore, d'avoir dans sa propagande agricole le concours du clergé qui en cela comme toujours, se dévoue au bien-être et à la prospérité de notre population; mais le gouvernement fait son oeuvre au grand jour. Il prend sans crainte la responsabilité entière de sa politique agricole.

Dieu merci! les conservateurs peuvent être unis au clergé dans l'accomplissement d'une oeuvre nationale sans chercher à s'en faire un paravent. Il n'imité pas l'exemple des libéraux qui tout le monde s'en souvient, mettaient le nom de mgr Labelle en avant chaque fois qu'ils avaient à excuser leurs méfaits. Ce n'est pas les conservateurs qu'on verra compromettre un curé de Knowlton par des cadeaux de \$300 que son évêque devait lui faire remettre au trésor ou encore compromettre un prêtre au point que celui-ci était forcé de quitter sa paroisse! Pareilles bassesses sont très libérales!

Quant au gouvernement actuel il ne s'abrite pas derrière les évêques et les prêtres, mais les associe à son oeuvre et travaille côte à côte avec eux.

On est bien sceptique, aujourd'hui, sur la Côte Nord. On ne l'était pas autant, lorsqu'on organisait des voyages gargantuesques à bord du Vega, voyages qui ont eu un certain retentissement dans le temps. J'espère donc que l'on ne viendra pas nous reprocher davantage la politique des conférences agricoles qui mérite plutôt d'être encouragée.

Quelques-uns parlent de forcer ces gens à quitter leur sol. Veut-on faire de la déportation? Je crois que le gouvernement qui ferait cela s'attirerait peu de félicitations. Mais on dit que la terre est inculte. Que voulez-vous? C'est un sentiment de l'humanité de s'attacher au sol qui nous a vu naître et de croire que son village est le plus beau. Et, puisqu'ils veulent y rester, c'est de leur enseigner à y vivre le mieux possible.

La proposition est adoptée.

Docteur J.-E. Tremblay, conférencier agricole

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé du paiement de la somme de \$100.00 au docteur J.-E. Tremblay pour frais de voyages et conférences agricoles, mentionné dans le document numéro 41 de la présente session.

Il explique qu'il a vu ailleurs d'autres montants inscrits pour le docteur Tremblay et il désire savoir la raison de ces frais.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Explique que les services du docteur Tremblay, comme expert en agriculture au Labrador, sont grandement appréciés par le gouvernement.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency):

Dit que cet homme est considéré comme un envoyé de Dieu sur la côte, en tant que médecin. Et en même temps, ses services comme coroner dans ce district sont indispensables.

La proposition est adoptée.

Documents:

Rapport du surintendant de l'Instruction publique

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1894-95. (Document de la session no 5)

A six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures trente

Royal Paper Mills Company

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 38) modifiant la charte de la "Royal Paper Mills Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Ramsay Paint Company

M. J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 31) constituant en corporation la "Ramsay Paint Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

James Shearer Company

M. J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 42) constituant en corporation la "James Shearer Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Compagnie du chemin de fer central de Leeds

M. J. KING (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 40) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer central de Leeds.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J. KING (Mégantic): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Samaritan Hospital for Women

L'HONORABLE A.W. MORRIS (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 47) constituant en corporation le "Samaritan Hospital for Women".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE A.W. MORRIS (Montréal no 4): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Canton de Clifton

M. C. MCCLARY (Compton): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 44) divisant la municipalité du canton de Clifton, en deux municipalités distinctes.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. MCCLARY (Compton): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie de gaz de Montréal

L'HONORABLE A.W. MORRIS (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour que le bill (bill no 58) modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie de gaz de Montréal et les lois qui la modifient soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Dominion of Canada Trusts Company

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 60) modifiant et confirmant les pouvoirs conférés à la "Dominion of Canada Trusts Company" par la loi du Parlement du Canada 58-59 Victoria, chapitre 84, et autorisant ladite compagnie à exercer lesdits pouvoirs dans la province de Québec, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Documents:

Etat des dépenses de certains services

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dépose, sur le bureau de la Chambre, l'état détaillé

des dépenses de certains services de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1897. (Document de la session no 48)

Article 5931 des statuts refondus

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par le représentant de Rimouski (M. A. Tessier), que le bill (bill no 82) modifiant l'article 5931 des statuts refondus de la province de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Le bill exempté de saisie les salaires des ouvriers journaliers payés à la journée, à la semaine ou au mois y compris ceux qui exécutent des travaux manuels dans les fabriques et ateliers, sauf, et excepté pour une dette provenant d'une amende ou "ex delirio" ou "quasi delirio" ou pour des frais auxquels ils auraient été condamnés dans les procédures intentées par eux.

La saisie du salaire des ouvriers est devenue un abus et un moyen d'augmenter indéfiniment les frais de sorte qu'un ouvrier ne peut jamais s'acquitter de sa dette.

Il est au courant d'un cas où une dette de 50 cents a coûté \$20.00 de frais à un pauvre homme. De telles conditions forcent des ouvriers à émigrer pour fuir la persécution. On dit qu'une telle exemption détruirait le crédit des ouvriers, mais il considère que ce serait le contraire qui se produirait.

Mon bill a pour objet de mettre fin à cet abus.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Dit que le code tel que refondu contient quelque chose à ce sujet. On devrait référer ce bill au comité spécial chargé du nouveau code civil, où cette question sera certainement étudiée.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Y consent.

M. J. MARION (L'Assomption): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Laprairie (M. C. Doyon), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots "la 45e règle soit suspendue, et que l'ordre du jour pour seconde lecture dudit bill soit rescindé, et que ce bill soit transmis au comité spécial chargé d'examiner les rapports concernant le code de procédure civile".

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Frais de litige dans les districts ruraux

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez), que le bill (bill no 83) à l'effet de diminuer les frais de litige dans les districts ruraux soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il cite des passages du rapport judiciaire qui indique qu'un procès à la Cour des commissaires

coûte environ \$130 alors qu'un procès à la Cour de district coûte \$22.60. De plus, la plupart de ces petites actions ne sont pas contestées, et les commissaires font tellement peu d'erreurs que sur l'audition de 5000 causes, il n'y a eu que 22 appels. Au cours de l'année dernière, la Cour de district a entendu 14 000 causes, et la plus grande partie de celles-ci pourraient être entendues par les commissaires si le bill était adopté. On constate donc que cette mesure entraînerait des économies au bénéfice des parties plaidantes.

Ce bill aurait comme effet de donner à la Cour des commissaires juridiction dans les causes pour un montant de \$50. La juridiction de ce tribunal est maintenant de \$25. La classe agricole bénéficierait du changement.

M. V. ALLARD (Berthier): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. N. Rioux), que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans six mois, à dater d'aujourd'hui" soient ajoutés à la fin de la proposition.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): L'expérience démontre, que la juridiction de la Cour des commissaires devrait plutôt être diminuée qu'augmentée. Les commissaires doivent juger d'après l'enquête et au meilleur de leur connaissance sans être obligés de connaître la loi. Cela peut faire dans une cause d'un faible montant. Mais pour un montant de \$50 il faudra le plus souvent faire venir un avocat de la ville, ce qui rendra les frais plus élevés que d'après le système actuel. Sans compter qu'on soumettra en maintes circonstances les commissaires à des brefs de "certiorari". Alors que nous verrons se répéter ce qui arrive aujourd'hui, c'est-à-dire des résignations de la part des commissaires.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Est contre le bill. Si je pouvais, je voterais pour l'abolition de la Cour des commissaires à cause des nombreux désavantages qu'elle a.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Se prononce pour l'amendement.

M. J.P. COOKE (Drummond): Se prononce contre l'amendement.

M. N. RIOUX (Témiscouata): Se prononce pour l'amendement.

M. G. W. STEPHENS (Huntingdon): Demande un délai jusqu'à demain pour proposer un amendement à son bill. A cet effet, il prétend que son bill n'est pas tel qu'il l'avait conçu, quelqu'un a apporté des corrections qu'il vient juste de découvrir.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Dit qu'il ne veut pas entendre critiquer à tort les

fonctionnaires de la Chambre, ni les voir endosser des responsabilités qui ne sont pas les leurs. Il prend alors dans ses mains l'original de ce projet de loi écrit à la main par le député de Huntingdon. Il constate qu'il est identique à celui qui a été déposé devant la Chambre.

DES VOIX: Honte! Rejeté!

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Demande à voir l'original. Après y avoir jeté un coup d'oeil, il déclare que ses intentions étaient tout à fait honorables. Il désire faire un amendement demain, si on lui en donne l'occasion.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise: et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bisson, Bourbonnais. Caron, Cartier, Casgrain, Châteaufort. Cholette. Dechêne, Descarries, Duplessis, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett. Lacouture, Laliberté, Lemieux, Lussier. McDonald, McClary, Magnan, Marion. Martineau. Morris, Nantel, Panneton, Parent. Parizeau. Pelletier, Petit, Pinault. Rioux. Savaria, Taillon, Tellier, Tétreau, 42.

Contre: MM. Cooke, Doyon, England, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin. Guérin. Simpson, Spencer, Stephens, 11.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, il est ordonné que le bill soit lu la seconde fois dans six mois, à dater d'aujourd'hui.

Employés des compagnies de chemins de fer

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill (bill no 86) amendement la loi des chemins de fer, relativement au paiement des employés des compagnies de chemins de fer étant lu;

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Propose que ledit ordre soit rescindé et que le bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Adopté.

Usage du tabac par les mineurs

DES VOIX: Cooke, Cooke, Coucou, Coucou.

M. J.P. COOKE (Drummond): Fait certains commentaires sur les cris de chacals provenant de l'autre côté de la Chambre. Les propos de telles personnes, dit-il, ne le dérangent aucunement, étant prononcés par des êtres qui n'ont aucun respect pour eux-mêmes ni pour la dignité de la Chambre.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Pense que le député de Drummond (M. J.P. Cooke) se plaint d'abus mesquins et indignes de la Chambre. Il souhaite que le premier ministre y voit.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Souhaite que la Chambre conserve son calme habituel et que les députés agissent avec prudence et exactitude lorsqu'ils s'adressent à la Chambre.

DES VOIX: Très bien, très bien.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Prétend que le député de Drummond (M. J.P. Cooke) était hors d'ordre et il a le regret de dire qu'il est très susceptible.

M. J.P. COOKE (Drummond): Dit qu'il ne l'est aucunement.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Croit que le député de Drummond (M. J.P. Cooke) devrait désigner les députés qu'il critique.

M. L'ORATEUR: Invite M. Cooke à procéder.

M. J.P. COOKE (Drummond): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal division no 6 (M. J.J.J. Guerin) que le bill (bill no 89) concernant l'usage du tabac par les mineurs soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il parle en faveur de son bill selon lequel:

1. Nul ne vendra, ne donnera ni fournira directement ni indirectement des cigarettes, cigares ou de tabac, sous quelque forme que ce soit, à un mineur âgé de moins de quinze ans, sans demande ou ordre écrit de ses parents ou gardiens, sous peine d'une amende n'excédant pas vingt piastres.

Pourquoi ne ferions-nous pas, pour le tabac ce qui a été fait pour l'usage des liqueurs enivrantes?

"2. Nul mineur âgé de moins de quinze ans n'aura le droit de faire usage de tabac sous une forme quelconque dans les rues, chemins, grande route ou édifice public, sous peine d'une amende n'excédant pas deux piastres."

L'usage du tabac par les enfants est un abus qu'il est devenu nécessaire de réprimer.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Combat le bill. C'est aux parents à réprimer un abus de ce genre, si abus il y a.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je suis d'opinion qu'il y a un abus à faire disparaître. La cigarette est un fléau pour les enfants et c'est une question qui mérite d'être soumise à la Chambre. Il est bien connu que le fait de fumer la cigarette chez les enfants peut entraîner des conséquences très sérieuses pour la santé et le développement des enfants. On peut peut-être discuter les moyens de contrôler ce mal, mais tout de même il est bon de s'occuper de cette question, car c'est une

cause de dégénérescence pour toute une génération.

Je suis d'avis qu'un comité spécial devrait être chargé d'étudier les moyens d'empêcher les enfants de fumer.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Je m'oppose à cette loi. Il n'est pas juste d'imposer une pénalité de \$2.00.

Les comités spéciaux devraient être réservés pour des affaires plus sérieuses que celle-là. D'ailleurs la mesure transmise par le député de Drummond (M. J.P. Cooke) n'aurait aucun effet pratique.

Il dit que cette question devrait être référée au bureau provincial de la santé.

M. J.P. COOKE (Drummond): Je suis étonné de l'attitude de l'honorable député de Dorchester, car lorsque le bill est venu la première fois, il l'a aidé de toutes ses forces. C'est même le secrétaire qui a écrit de sa main une clause à l'effet de mettre l'emprisonnement au lieu de l'amende.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Se prononce vivement en faveur du principe de ce bill, dont le but est de réprimer l'usage du tabac chez les enfants. Mais il déclare ne pas vouloir placer ses enfants entre les mains de juges de paix pour une affaire de ce genre. Il existe d'autres moyens, à son avis, de s'occuper de ce problème et d'y remédier.

M. M. MCDONALD (Bagot): Propose, comme amendement, appuyé par le représentant de l'Assomption (M. J. Marion), que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans six mois, à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bisson, Bourbonnais, Caron, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Descarries, Desjardins, Doyon, Duplessis, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Greig, Grenier, Hackett, Lacouture, Lemieux, McDonald, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Morin, Nantel, Panneton, Parent, Parizeau, Pelletier, Petit, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Taillon, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Tétréau, 44.

Contre: MM. Bernatchez, Cartier, Chicoyne, Cooke, Dechène, England, Gillies, Guerin, Laliberté, Lussier, Marchand, Pinault, Simpson, Spencer, Stephens, 15.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, il est ordonné que le bill soit lu la deuxième fois dans six mois, à dater d'aujourd'hui.

Cour du recorder de la cité de Québec

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill (bill no 90) amendant l'acte concernant la Cour du recorder de la cité de Québec étant lu;

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Propose que ledit ordre soit rescindé et que le bill soit envoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Adopté.

Causes non appelables

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill (bill no 91) modifiant de nouveau le code de procédure civile, au sujet de certaines causes non appelables étant lu;

M. J.P. COOKE (Drummond): Propose que ledit ordre soit rescindé et que le bill soit envoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Adopté.

Terres publiques

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Chambly (l'honorable L.-O. Taillon), que, attendu que, durant la dernière session, le 14 décembre 1894, il a été formé un comité spécial composé des honorables MM. Nantel et Marchand, et de MM. Tessier (Portneuf), King, Chicoyne, Gillies, Petit, Parizeau, Fitzpatrick et du moteur pour recueillir des renseignements sur la valeur, l'étendue et la mise en exploitation de nos terres publiques et de nos forêts, ainsi que sur le fonctionnement des lois et règlements qui les régissent, afin d'assurer à notre province une source de revenu et le maintien d'une étendue de terrain boisé suffisante pour répondre à tous les besoins de l'avenir, le tout en aidant au progrès des véritables intérêts de la colonisation et de la province en général;

Attendu que ce comité a fait à cette Chambre, en date du 11 janvier 1895, un rapport dans lequel il est dit, entre autres choses, ce qui suit:

"1. Que ce comité a entendu plusieurs personnes connaissant les ressources des forêts et terres publiques de la province, et ayant pris intérêt dans le sujet de l'enquête confiée au comité, et que le comité rapporte à la Chambre la preuve recueillie;

"2. Que le temps dont le comité a pu disposer n'a pas été suffisant pour lui permettre de compléter ses travaux, et qu'il recommande la continuation de l'enquête qui est de la plus haute importance pour la province.

"3. Que, dans le but d'obtenir d'autres renseignements, le comité est d'avis de faire imprimer et d'envoyer aux personnes de la province, compétentes dans les matières relatives à nos forêts et à la colonisation de nos terres publiques, une série de questions auxquelles il sera répondu pendant les vacances."

Qu'un comité spécial compose des mêmes personnes soit autorisé à continuer ce travail durant la présente session, si après avoir pris connaissance des réponses données aux questions qui ont été adressées à différentes personnes dans la province, durant les vacances, suivant l'avis contenu dans le rapport ci-dessus, de même que les témoignages rendus durant la dernière session, il juge qu'il soit nécessaire ou opportun de le faire; et que pouvoir soit donné à ce comité d'envoyer quérir personnes, papiers et archives et de faire rapport de temps à autre ou une fois, suivant que ledit comité le jugera à propos.

Ce comité a fait une étude sérieuse de la matière.

Comme on le sait, les comités cessent avec la prorogation. Il s'agit seulement de raviver ce comité et de lui permettre de continuer ses travaux.

A la dernière session, ce comité a fait imprimer certaines questions auxquelles les réponses sont venues pendant la vacance. L'importance du travail de comité est reconnue par tous. Nous n'avons pas l'intention de faire une enquête cette année, mais nous voulons que les réponses soient connues du comité par suite de la prorogation de la Chambre. Il ne peut être question de faire une longue enquête comme l'année dernière.

J'ai reçu une foule de réponses très intéressantes et je crois qu'il est dans l'intérêt public de continuer ce travail.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Approuve la proposition.

Je crois que tous les renseignements doivent être reçus maintenant et que le conseil pourrait peut-être en venir à une conclusion sur les moyens à adopter pour mettre en pratique les suggestions qui ont été reçues.

Il suggère que cette enquête se prolonge une autre année si cela s'avère nécessaire pour permettre au gouvernement d'adopter une ligne de conduite générale et permanente à ce sujet.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Il ne reste plus que quelques témoins à entendre. Les renseignements qui ont été envoyés au comité dont je suis le président m'ont permis de faire des changements en ce qui concerne l'épinière qui était menacée d'une destruction complète à une date relativement rapprochée. Nous avons non seulement entendu des marchands de bois, mais aussi des gens en dehors du commerce qui ont fait des études spéciales sur la matière, comme Sir Henri Joly de Lotbinière, par exemple.

Et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Taxes sur les corporations et les compagnies commerciales

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose que le bill (bill no 5) concernant les taxes sur les corporations et les compagnies commerciales soit maintenant lu pour la troisième fois.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, comme amendement, appuyé par le représentant de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants "envoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant après les mots "est hors des limites de la province", dans l'alinéa (c) du paragraphe 1 de l'article 1145, les mots suivants "ou lorsque leur principal bureau d'administration étant dans les limites de la province, elles n'y emploient qu'une petite partie de leur capital versé et que leurs manufactures ou autres établissements qui représentent la plus grande partie de leur capital, sont situés en dehors de la province".

Cet amendement a pour but d'accorder aux compagnies qui ont leur principal établissement en dehors de la province, une diminution de taxes. Dans ce cas il faudra que ces compagnies payent un pour cent sur le capital qu'elles emploieront dans la province. D'un autre côté, il ne faut pas que ces compagnies fassent concurrence aux compagnies canadiennes comme il ne faut pas non plus chasser le capital. Je demande à la Chambre de donner sa confiance à l'Exécutif et de lui permettre de régler certains cas spéciaux afin de surmonter tous les obstacles.

On pourra faire certaines réductions.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu affirmativement. La question principale étant mise aux voix, elle est adoptée.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose de nouveau que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à minuit.

Séance du 21 novembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Commission de refonte du code de procédure civile

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial chargé d'étudier les rapports faits par la Commission de refonte du code de procédure civile. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Casgrain pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

Rapports de comités:

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés:

De John Verret et autres, demandant une loi modifiant la Loi autorisant Léon Montplaisir à construire un pont de péage sur la rivière Bécancour.

De Joseph-Abel Fortin, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.

Votre comité a aussi examiné la pétition d'Alex. Baptist et autres, demandant une loi constituant en corporation l'Association agricole du district des Trois-Rivières.

La pétition de la corporation de la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte.

Et la pétition de J.-P. Rottot et autres, demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal, et a trouvé que les avis nécessaires ne sont pas encore complètement donnés; mais, attendu que le mois sera expiré avant que le comité des bills privés s'occupe de ces bills, votre comité recommande, pour cette raison, la suspension de la 51e règle de la Chambre.

Quant à la pétition de Joseph Ducharme et autres, demandant une loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Saint-Gabriel-de-Brandon, votre comité trouve que les avis ne mentionnent pas l'autorisation de construire et d'exploiter des moulins à scie.

Votre comité a aussi examiné la pétition des syndics de la paroisse du Sacré-Coeur-de-Jésus, demandant des amendements à la loi 49-50 Victoria, chapitre 45, concernant la construction de l'église catholique de ladite paroisse, et a trouvé que les avis ne sont pas complètement donnés; mais les raisons alléguées dans la pétition à l'appui de cette demande semblent si favorables que votre comité est d'opinion de recommander la suspension de la 51e règle de la Chambre.

Quant à la pétition de la Banque des Marchands du Canada et autres, demandant une loi validant certains avertissements et avis publiés dans le Daily Record votre comité trouve que les avis n'ont pas été donnés.

Adopté.

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur d'en faire ce rapport, avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir:

Bill (bill no 41) validant une vente faite par Benjamin Décary à James Armstrong et autres.

Et bill (bill no 67) concernant la succession de feu George Childs.

Introduction de bills:

M. J.S. HALL (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 37) concernant la vente de certains biens faisant partie de la succession "ab intestat" de feu Duncan Finlayson, de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 78) amendant la charte de la cité de Montréal, relativement au coût de certaines expropriations à faire sur les rues du Havre et Dézéry.

Par ce bill les propriétaires seront tenus de payer un quart du coût des travaux et la ville les trois autres quarts.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 76) concernant la construction de l'église du Sacré-Coeur-de-Jésus, de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 74) amendant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 52) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres Joseph-Abel Fortin, docteur en médecine de l'université Laval.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. V. ALLARD (Berthier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 80) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Brandon et de Sainte-Émilie-de-L'Énergie.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Demande

la permission d'introduire un bill (bill no 79) constituant en corporation l'Association agricole du district de Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 62) modifiant l'acte 46 Victoria, chapitre 60, autorisant Léon Montplaisir à construire un pont de péage sur la rivière Bécancour.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 108) amendant de nouveau le code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et envoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les amendements proposés au code municipal.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 104) amendant l'article 671 du code de procédure civile.

Ce projet de loi a pour but de changer l'endroit où doivent se faire les ventes judiciaires, de la porte de l'église à la salle municipale.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 105) validant certaines ventes judiciaires.

Ces ventes ont été faites aux bureaux d'enregistrement tandis que la loi exigeait qu'elles fussent faites à la porte de l'église de chaque canton.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Demande de documents:

Inspecteurs des établissements industriels

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de la correspondance échangée avec les inspecteurs des établissements industriels et copie des instructions données à ces inspecteurs relativement à l'inspecteur desdits établissements, depuis janvier 1894 jusqu'au 20 novembre 1895.

Adopté.

Documents:

Administration de la justice dans le district de Beauharnois

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 17 décembre 1894, pour copie de toute correspondance ayant rapport à l'administration de la justice dans le district de Beauharnois. (Document de la session no 49)

H.-A. Turgeon, directeur de la Colonisation

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée

législative du 4 novembre 1895, demandant copie de la correspondance des rapports et des ordres en conseil se rapportant à la mise à la retraite de H.-A. Turgeon, ci-devant directeur de la Colonisation. (Document de la session no 50)

Vente de limites de bois

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 7 novembre 1895, pour un état indiquant les renseignements suivants qui n'ont pas encore été produits devant la Chambre: 1. L'époque de l'année où a eu lieu la dernière vente publique des limites à bois dans cette province et l'espace de temps qui s'est écoulé entre la date de la première annonce de cette vente et le jour de la vente;

2. Les conditions de vente et la forme sous laquelle les avis publics ont été donnés;

3. Les conditions sous lesquelles chaque vente de limites a été réellement faite;

4. Les limites offertes en vente et retirées de la vente, puis subséquemment offertes de nouveau en vente sous des conditions nouvelles; en quoi ces conditions ont différé des premières;

5. Les plans et autres informations mis à la disposition des personnes projetant des achats de limites, quand et comment ils ont été mis à leur disposition ou rendus publics;

6. Le mode d'exploration adopté par le gouvernement pour obtenir des informations préliminaires, quand et pourquoi des explorations ont été faites;

7. Tableau des prix réalisés par le gouvernement des ventes de limites faites en 1882, en 1892 et en 1895, avec l'étendue respective de ces limites;

8. La mise à prix fixée par le gouvernement sur chaque limite mise en vente;

9. La méthode employée par le gouvernement pour s'assurer de la valeur approximative des limites ainsi mises en vente;

10. Le revenu annuel provenant des limites actuellement sous licence;

11. Le montant payé à compte des limites vendues;

12. Les montants restant dus;

13. Les noms des personnes qui ont demandé la mise en vente de telles limites avec indication des montants déposés par elle comme garantie qu'elles se porteraient actionnaires sur ces mises à prix. (Document de la session no 51)

Etat des recettes et des dépenses

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 7 novembre 1895, pour un état des recettes et des dépenses de la province de Québec, depuis le 30 juin jusqu'au 30 octobre 1895 inclusivement. (Document de la session no 52)

Journal d'agriculture

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée

législative, du 8 novembre 1895, demandant: 1. Un état détaillé de toutes les sommes payées pour l'impression et la publication du *Journal d'Agriculture*, version anglaise et française, depuis le 1^{er} janvier 1893 jusqu'à cette date;

2. Un état faisant voir, à la date du 1^{er} janvier de chaque année, le nombre des souscripteurs payant à chacun desdits journaux d'agriculture, anglais et français, ainsi que le montant des sommes perçues pour abonnements et annonces dans lesdits journaux. (Document de la session no 53)

Emprunt de décembre 1894

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 12 novembre 1895, pour un état faisant connaître toutes les commissions et dépenses faites pour la négociation de l'emprunt de décembre 1894: \$5 333 000.00.

Aussi, le produit net de l'emprunt à la province. (Document de la session no 54)

Pont entre Valleyfield et Coteau

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 12 novembre 1895, demandant copie du rapport de Louis Vallée, ingénieur, du 12 juillet dernier, sur les réclamations contre la compagnie du chemin de fer "Le Canada Atlantique", ses entrepreneurs et sous-entrepreneurs, relativement au pont érigé sur le fleuve Saint-Laurent entre Valleyfield et Coteau;

2. Copie de l'ordre en conseil autorisant le paiement des sommes recommandées par le rapport de l'ingénieur;

3. Copie de la liste de paie, démontrant à qui ces sommes ont été payées. (Document de la session no 55)

Vente des Terres de la couronne dans le comté de Montcalm

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 novembre 1895, pour copie de la correspondance, depuis le 1^{er} octobre dernier, se rapportant à la création d'une agence, dans le comté de Montcalm, pour la vente des terres de la couronne. (Document de la session no 56).

Institut impérial de Londres

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 15 novembre 1895, demandant copie de la correspondance, ordre en conseil, etc., se rapportant à l'item 12 du budget supplémentaire: "Institut impérial de Londres", part de la province de Québec pour l'entretien d'icelui. (Document de la session no 57)

Opium et autres narcotiques

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 102)

modifiant le code civil relativement aux personnes qui font usage d'opium ou autres narcotiques soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Par ce bill, le député de la division Saint-Jacques de Montréal, désire rendre plus sévère l'acte concernant les morphinomanes.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Articles 678, 680 et 696 du code de procédure civile

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 103) modifiant les articles 678, 680 et 696 du code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Ce bill donne au juge le droit de déterminer quel dépôt sera exigé des enchérisseurs aux ventes d'immeubles par le shérif.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité spécial nommé pour étudier les rapports faits par la commission chargée de la refonte du code de procédure civile.

Ferme modèle de Compton

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 72) amendant la loi concernant la ferme modèle de Compton.

Par ce bill le contrôle de la ferme modèle de Compton est remis au gouvernement.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Coaticook

L'HONORABLE M. F. HACKETT (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 43) constituant en corporation la ville de Coaticook.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE M. F. HACKETT (Stanstead): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ecole de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 53)

constituant en corporation l'Ecole de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal et abrogeant les lois qui constituent en corporations l'Ecole vétérinaire de Montréal, et l'Ecole vétérinaire française de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est envoyé au comité permanent des bills privés.

Association protectrice de bienfaisance du Canada

M. A.-F. SAVARIA (Shefford): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 77) constituant en corporation l'Association protectrice de bienfaisance du Canada soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Senneville

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 71) constituant en corporation le village de Senneville soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Succession de F.-X. Beaudry

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 65) relatif aux biens de feu François-Xavier Beaudry légués pour des fins de charité soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie des estacades des rivières Coulonge et Corneille

M. N. TETREAU (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 56) constituant en corporation la Compagnie des estacades des rivières Coulonge et Corneille soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

The Richelieu River Hydraulic and Manufacturing Company

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 45) constituant en corporation "The Richelieu River Hydraulic and Manufacturing Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Royal Paper Mills Company

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 38) modifiant la charte de la "Royal Paper Mills Company" soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ramsay Paint Company

M. J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 31) constituant en corporation la "Ramsay Paint Company" soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

James Shearer Company

M. J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 42) constituant en corporation la "James Shearer Company" soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à quatre heures et demie.

Séance du 22 novembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à quatre heures.

Message du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe cette Chambre qu'il a nommé un comité composé des honorables MM. D.A. Ross, Ouimet et Archambault pour agir au nom du Conseil législatif, avec le comité de l'Assemblée législative comme comité conjoint des deux Chambres pour étudier les rapports de la Commission chargée de la refonte du code de procédure civile, ainsi que demandé par le message de cette Chambre du 19 courant.

Introduction de bills:

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 16) amendant la loi des élections contestées de Québec.

Le but de la loi est d'empêcher le pairage entre les députés dont les élections sont contestées.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. V. ALLARD (Berthier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 109) amendant la loi des dentistes.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Permis de location de J.-B. Pinel

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): 1. M. Jean-Baptiste Pinel, de Saint-Louis-des-Ha! Ha! a-t-il, depuis le 1er janvier 1895, demandé un permis de location ou un titre quelconque du lot numéro 45 du sixième rang du township Cabano, dans le comté de Témiscouata?

2. Ce lot lui a-t-il été octroyé?

3. Dans la négative, pourquoi?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): 1. Oui.
2. Le billet de location a été accordé. La question de la confirmation de la vente est restée en suspens depuis, en attendant que le département ait de plus amples renseignements.

Permis de location de J. Ouellet

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): 1. M. Joseph Ouellet, de Saint-Louis-des-Ha! Ha! a-t-il, depuis le 1er janvier 1895, demandé un permis de location ou un titre quelconque à la propriété ou à la possession du lot numéro 47 du sixième rang du township Cabano, dans le comté de Témiscouata?

2. Ce lot lui a-t-il été octroyé?

3. Dans la négative, pourquoi?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): 1. Oui. 2. Le billet de location a été accordé. La question de la confirmation de la vente est restée en suspens depuis, en attendant que le département ait de plus amples renseignements.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Se propose bien d'aller plus loin sur ce sujet. Je prétends que ces ventes n'ont pas été confirmées, afin de permettre aux nouveaux acquéreurs de couper autant de bois que possible avant que le gouvernement confirme ces ventes, et ce, au grand détriment des colons.

Réserves de chasse

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Le gouvernement a-t-il l'intention de créer des réserves de chasse dans certaines parties de notre territoire impropres à la colonisation?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Cette question est à l'étude.

Compagnie de navigation Richelieu et Ontario

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): 1. Une poursuite pour contravention à la loi des licences de Québec a-t-elle été intentée contre la Compagnie de navigation Richelieu et Ontario ou quelqu'un de ses employés, dans le courant de juillet dernier, dans le district de Montréal?

2. Jugement est-il intervenu sur telle action?
3. Dans la négative, pourquoi?

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): 1. Oui. 2. et 3. Non, cette poursuite a été discontinuée parce qu'elle n'était pas fondée en loi.

Fonds de pension de l'honorable G. Ouimet

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): 1. L'honorable Gédéon Ouimet a-t-il contribué au fonds de pension des membres du service civil, pendant qu'il occupait la charge de surintendant de l'Instruction publique?

2. Dans l'affirmative, pendant combien d'années a-t-il payé?

3. Quel est le montant total ainsi payé par lui, pendant ledit espace de temps?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): 1. Oui. 2. Depuis le 1er février 1877 au 30 avril 1895, c'est-à-dire pendant tout le temps qu'il a été dans le service. 3. M. Ouimet a payé chaque année le montant fixé par la loi. En référant aux statuts, l'honorable député de Verchères pourra faire l'addition très facilement.

Rapports de comités:

L'HONORABLE M. F. HACKETT (Stanstead): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième

me rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 73) amendement la charte de la ville de Fraserville et y a fait des amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Demande de documents:

Billets de location dans le township Cabano

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de tous rapports de M. Michaud, agent des Terres de la couronne, à Fraserville, concernant les demandes de billets de location et de patentes faites par diverses personnes, des lots numéros 43, 44, 45, 46 et 47 des rangs 5 et 6 du township Cabano.

Aussi, copie de toute correspondance, ordres en conseil, etc., se rapportant à la vente ou à la cancellation de vente ou de permis d'occupation desdits lots.

Adopté.

Conseil d'agriculture

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. P. Grenier), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie du procès-verbal des délibérations de la dernière réunion du Conseil d'agriculture de la province de Québec.

Adopté.

Coût du Conseil d'agriculture

M. F. GOSSELIN (Iberville): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. S.-N. Parent), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état indiquant, année par année, ce que le Conseil d'agriculture a coûté à la province, depuis cinq ans.

Adopté.

Palais de justice du Québec

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état démontrant: 1. Les noms des municipalités de comté payant la taxe du gouvernement, pour la construction du palais de justice de Québec:

2. Le montant payé par chacune d'elles jusqu'au 1er octobre 1895;

3. Le montant total dû par chaque municipalité jusqu'au 1er octobre 1895;

4. Le montant dû depuis le 1er octobre 1895, mentionnant le nom des municipalités qui ont payé depuis cette date.

Adopté.

Enquête sur J. Boutin-Bourassa

M. I. A. BAKER (Lévis): Propose, appuyé par le représentant de Laprairie (M. C. Doyon), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de tous documents, correspondances et autres papiers en rapport avec l'enquête, ainsi qu'une copie de l'enquête même, faite par le surintendant de l'Instruction publique, au sujet de J. Boutin-Bourassa, écuyer, pour les écoles de Saint-Romuald, dans le comté de Lévis.

Adopté.

Usine de fabrication du sucre de betteraves de Berthier

M. V. GLADU (Yamaska): Propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie du rapport fait, en date du 24 février 1895, de la quantité de tonnes de betteraves livrées à l'usine de fabrication de sucre de Berthier, avec les noms des producteurs et les quantités livrées par chacun, et la date de chaque livraison; ainsi que copie de toutes correspondances, comptes, factures et autres documents s'y rapportant.

Adopté.

Cause P. Bacon vs le gouvernement

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. G.W. Stephens), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé de toutes les sommes payées à M. Pierre Bacon et aux avocats, dans la cause de Bacon vs le gouvernement, et de tous frais relatifs à la susdite cause.

Et qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement et toutes personnes en rapport avec l'affaire du pont Bacon, de Saint-Pierre, Rivière-du-Sud, et copie du dossier dans la cause de Pierre Bacon vs le gouvernement, de l'enquête et des jugements rendus dans cette cause.

Adopté.

D. Finlayson

M. J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 37) concernant la vente de certains biens faisant partie de la succession "ab intestat" de feu Duncan Finlayson soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Expropriations à Montréal

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 78) amendant la charte de la cité de Montréal, relativement au coût de certaines expropriations, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Eglise du Sacré-Coeur-de-Jésus

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 76) concernant la construction de l'église du Sacré-Coeur-de-Jésus, de Montréal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Charte de la cité de Montréal

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 74) amendant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

J.-A. Fortin

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 52) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres Joseph-Abel Fortin, docteur en médecine de l'Université Laval soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Association agricole du district de Trois-Rivières

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 79) constituant en corporation l'Association agricole du district des Trois-Rivières soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Pont à péage sur la rivière Bécancour

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 62) modifiant la loi 46 Victoria, chapitre 60 autorisant Léon Montplaisir à construire un pont de péage sur la rivière Bécancour, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie du chemin de fer de Brandon et de Sainte-Emilie-de-L'Energie

M. V. ALLARD (Berthier): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 80) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Brandon et de Sainte-Emilie-de-L'Energie soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et corporations minières et manufacturières.

La séance est levée à quatre heures et demie.

Séance du 25 novembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à quatre heures.

Introduction de bills:

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 61) ratifiant les actes de vente et d'adjudication, entre les héritiers et représentants de Joseph Robereau-Duplessis et de son épouse Marie-Catherine Cardinal, et Louis-Félix Robereau-Duplessis.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 75) constituant la ville de Saint-Louis en corporation.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 110) amendement la seconde partie du chapitre septième des statuts refondus de la province de Québec (Titre IV, sections 1594 à 1602) se rapportant au Conseil d'agriculture.

Par ce bill, je demande l'abolition du Conseil d'agriculture et que seul le comité d'agriculture s'occupe des affaires de ce département.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

B. Décarý

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 41) validant une vente faite par Benjamin Décarý à James Armstrong et autres.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession de G. Childs

M. J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 67) concernant la succession de feu George Childs.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.S. HALL (Montréal no 5): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Interpellations:

Cantons du nord de Montréal

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): 1. M. S. Dufault, le secrétaire du député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), M. L.-E. Carufel, de la Société de Colonisation de Montréal, et M. d'Haleuyn, du Nomingue, ont-ils été chargés de quelques missions dans les cantons du nord de Montréal, dans le cours de l'été de la présente année?

2. Quel a été le coût des voyages de ces messieurs?

3. Ont-ils pu constater, dans leur voyage, l'exactitude des chiffres fournis au département par M. Carufel, mensuellement, donnant le nombre des colons établis dans ces cantons, par les soins de M. Carufel ou de la Société de colonisation de Montréal?

4. Combien de colons nouveaux se seraient-ils établis depuis le 1er janvier 1894, d'après les rapports de M. Carufel, dans les cantons Salaberry, Clyde, Marchand, Turgeon, Loranger, Labelle, Minerve et Kiamika?

5. Quel est le nombre de nouveaux billets de location ou de nouvelles patentes de terres dans ces mêmes cantons, qui ont été donnés ou accordés par le commissaire des Terres de la couronne, ou ses agents, depuis le 1er janvier 1894?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): 1. Oui, au commencement de juin. 2. Pour M. d'Haleuyn \$31.50; pour MM. Dufault et Carufel, \$55.40. 3. Non, ils n'avaient pas à faire cette vérification. 4. Les chiffres fournis mensuellement, par M. Carufel, à venir jusqu'au mois de juin 1895 inclusivement, sont reproduits aux pages 299 et 300 du rapport du département. Pour les mois subséquents ces chiffres sont comme suit: juillet, 136 — septembre, 255 — octobre, 84.

Il n'y a pas de rapport du mois d'août. M. Carufel indique le nord de Montréal, sans donner les noms des cantons.

5. 147 billets de location et 14 lettres patentes ont été émis depuis le 1er janvier 1894, pour lots de terre, dans les cantons Salaberry, Clyde, Marchand, Turgeon, Loranger, Labelle, La Minerve et Kiamika.

Conférences agricoles dans le comté de Nicolet

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): 1. Le député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), M. Dufault, son secrétaire particulier et M. Wilfrid Grignon, conférencier agricole, ont-ils visité le comté de Nicolet, dans le cours de la présente année?

2. Quel a été le coût de ce voyage, pour chacun d'eux?

3. Quel était le but du voyage de chacun d'eux, ou quelle mission chacun d'eux avait-il à remplir?

4. M. S. Dufault a-t-il fait rapport de sa visite? Doit-il en faire un?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): 1. Une partie du comté de Nicolet. 2. Pour M. Dufault, \$33.00, pour frais de voyages; pour le Dr Grignon, \$35.05, aussi pour frais de voyage. M. le commissaire n'a pas produit de compte. 3. Donner des conférences agricoles; M. Dufault accompagnait le ministre en qualité de secrétaire, pour expédier sa correspondance et les affaires concernant le département. 4. Non.

Soeurs de la Charité de Québec

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Les soeurs de la Charité, de Québec, se sont-elles engagées à rembourser au gouvernement une somme de \$517.50, payée le 3 mai 1894, à M. F.-X. Berlinguet, architecte, troisième expert, lors de l'achat de l'asile de Beauport?

Dans l'affirmative, ont-elles remboursé ce montant?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Les documents et les comptes publics mis devant la Chambre contiennent une réponse à ces matières.

Il n'y a eu rien de fait à ce sujet depuis le 30 juin dernier.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Les soeurs de la Charité, de Québec, s'étaient-elles engagées à rembourser au gouvernement une somme de \$1 000 payée par lui à S. Peters, leur arbitre, lors de l'achat de l'asile de Beauport?

Dans l'affirmative, ont-elles remboursé cette somme?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Les documents et les comptes publics mis devant la Chambre contiennent une réponse à ces questions.

Il n'y a eu rien de fait à ce sujet depuis le 30 juin dernier.

J.-A. Charlebois, notaire

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Quelles sommes ont été payées, à quelque titre que ce soit, depuis le 1er janvier 1892, à M. J.-A. Charlebois, notaire, de Québec?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Pour ce qui a été reçu avant le 30 juin dernier, les comptes publics parlent par eux-mêmes.

Depuis le commencement de l'exercice en cours, M. Charlebois a reçu \$16.00.

V.-W. Larue, notaire

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Quelles sommes ont été payées, à quelque titre que ce soit depuis le 1er janvier 1892, à M. V.-W. Larue, notaire, de Québec?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Pour ce qui a été reçu avant le 30 juin dernier, les comptes publics parlent par eux-mêmes.

Depuis le commencement de l'exercice en cours, M. Larue a reçu \$27.00.

Quatrième mine du révérend P. Lacasse

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Le gouvernement a-t-il acheté un certain nombre d'exemplaires d'un ouvrage intitulé Quatrième Mine, par le révérend P. Lacasse?

Dans l'affirmative, combien d'exemplaires, et à quel prix?

Doit-il les faire distribuer, et à qui?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Non.

Pour la Patrie de J.-P. Tardivel

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Le gouvernement a-t-il l'intention de faire distribuer, gratuitement, les 500 volumes du roman de J.-P. Lacasse, Pour la Patrie?

Dans l'affirmative, à qui?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Ces livres ont été achetés pour être distribués en prix dans nos écoles, le tout en la manière ordinaire.

Le lauréat de Chapman

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Le gouvernement a-t-il acheté un certain nombre d'exemplaires d'un ouvrage intitulé Le Lauréat par M. Chapman?

Dans le cas affirmatif, combien d'exemplaires?

Quel prix a-t-il payé?

Doit-il les distribuer gratuitement, et à qui?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Le département du Conseil exécutif a acheté un exemplaire de ce volume.

E. Lortie, fonctionnaire

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): M. Edmond Lortie, avocat, de la cité de Québec, est-il à l'emploi du gouvernement?

Quel est son salaire?

Depuis quand est-il employé?

Qui a-t-il remplacé?

Ses fonctions sont-elles une nouvelle charge pour la province?

Quel montant M. Edmond Lortie, avocat, de Québec, a-t-il reçu du gouvernement, depuis janvier 1892?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Depuis le commencement de l'exercice en cours, M. Lortie a été employé pour faire certains ouvrages extra en rapport avec le service des asiles, des écoles de réforme et d'industries. Il travaille en conséquence temporairement depuis le 5 juillet 1895 à \$2.50 par jour. Ce que M. Lortie peut avoir reçu avant le 30 juin dernier appert aux comptes publics.

Demande de documents:**I.-N. Belleau, avocat**

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Propose, appuyé par le représentant de Matane (M. L.-F. Pinault) qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé indiquant toutes les sommes payées à M. Isodore-N. Belleau, avocat, C.R., pour honoraires, retenues, dépenses de voyages, etc., par le gouvernement depuis le 15 décembre 1891 au 15 octobre 1895.

Adopté.

Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix

M. V. GLADU (Yamaska): Propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement et la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, et toutes personnes, antérieures et subséquentes le tout se rapportant à la passation et à l'exécution du statut de la dernière session accordant cent mille piastres à la Compagnie plus haut mentionnée avec tous états, plans et documents à ce relatif.

Adopté.

L.-J. Demers et frères, éditeurs

M. F. GOSSELIN (Iberville): Propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. A. Girard), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état indiquant les sommes payées à MM. L.-J. Demers et frères, éditeurs de l'Événement, depuis le 1er janvier 1893.

Adopté.

Cercles agricoles du comté de Soulanges

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. E.-H. Bisson), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie des états et comptes rendus d'opérations des cercles agricoles de Saint-Joseph de Soulanges, Saint-Ignace du Coteau-du-Lac, Saint-Zotique, Saint-Télesphore, Saint-Polycarpe et Saint-Clet, dans le comté de Soulanges, pour l'année 1894.

Adopté.

Cercles agricoles dans le comté de Vaudreuil

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. E.-H. Bisson), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie des états et comptes rendus des opérations

de tous les cercles agricoles, dans le comté de Vaudreuil, depuis leur formation.

Adopté.

Ventes judiciaires

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 105) validant certaines ventes judiciaires soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Subsides

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme, de nouveau, en comité des subsides étant lu:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé) pour L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que M. L'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Je me lève sur une question bien importante et qui a été discutée devant tous les législateurs du pays; je veux parler de la résidence du lieutenant-gouverneur. Les dépenses de Spencer Wood sont de l'argent perdu. Toute la classe agricole demande l'abolition de cette résidence, à cause du mauvais état des finances. Je suis certainement d'opinion que l'entretien de Spencer Wood par le gouvernement est de nature à mettre pour ainsi dire le lieutenant-gouverneur sous la dépendance de l'Exécutif.

Les dépenses sont trop considérables pour une province qu'on taxe.

On a dépensé \$268 359 depuis 1867, plus d'un quart de million, pour Spencer Wood qui ne nous appartient point.

Nous dépensons pour enrichir autrui. Au Manitoba, on a aboli la résidence officielle.

En Ontario, on a vendu l'immeuble dispendieux que l'on avait. On en a bâti un moins dispendieux; et on prend l'intérêt sur la différence pour payer les frais d'entretien du nouvel édifice.

Nous ne voulons pas faire de cette question une question de parti.

Si le gouvernement veut proposer un moyen terme sur lequel nous pourrions nous entendre, nous sommes prêts à retirer notre motion.

Mais le gouvernement persiste à vouloir ce gaspillage et nous soumettons la cause au peuple.

Il propose comme amendement, appuyé par le représentant de Rouville (M. A. Girard), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants "attendu que les dépenses de

réparations et d'entretien de Spencer Wood, depuis 1867, se sont élevées aux montants suivants:

1867-68	.....\$	0.00
1868-69	.....	0.00
1869-70	.....	672.88
1870-71	.....	3 184.30
1871-72	.....	2 428.88
1872-73	.....	6 492.30
1873-74	.....	28 894.59
1874-75	.....	8 476.75
1875-76	.....	7 853.00
1876-77	.....	7 753.11
1877-78	.....	8 721.74
1878-79	.....	7 249.74
1879-80	.....	13 311.89
1880-81	.....	13 245.87
1881-82	.....	23 824.74
1882-83	.....	23 780.24
1883-84	.....	15 950.00
1884-85	.....	10 129.07
1885-86	.....	8 109.96
1886-87	.....	6 737.32
1887-88	.....	7 758.67
1888-89	.....	6 114.22
1889-90	.....	9 010.92
1890-91	.....	8 264.35
1891-92	.....	8 208.37
1892-93	.....	8 851.31
1893-94	.....	13 919.66
1894	.....	9 416.00
		<hr/>
		\$268 359.88

Cette Chambre est d'avis que, vu l'état des finances de cette province, il est nécessaire de cesser de faire des dépenses de réparations, d'entretien et d'améliorations à Spencer Wood, et d'en **remettre** la possession au propriétaire, à l'expiration du terme d'office de celui qui l'occupe maintenant;

Que cette Chambre compte sur le patriotisme éclairé et le désintéressement des personnes nommées au poste honorable et largement rétribué de lieutenant-gouverneur pour l'aider à réaliser cette économie considérable."

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Déclare que seule une nécessité très grave pourrait entraîner une mesure comme celle que propose le député de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechène). Il dit que l'entretien de Rideau Hall coûte entre \$30 000 et \$40 000 par année et il est d'avis qu'une telle dépense est normale, car la résidence du gouverneur général doit être digne de la vice-royauté. Plusieurs Canadiens fortunés ont des frais d'entretien annuels beaucoup plus élevés pour leurs demeures que ceux alloués pour Spencer Wood.

Il y a trois ans que je dirige les Travaux publics. La première année nous avons eu à faire un peu de dépenses; mais depuis les dépenses ont été réduites, et nos adversaires ont une drôle de manière de calculer à combien peut être évaluée la dépense de l'entretien d'une maison comme Spencer Wood. Nous avons dépensé la première année \$9 500 et depuis \$7 000.

Il est inexact de dire que nous augmentons les dépenses et il n'est pas juste de critiquer de cette façon. N'est-il pas convenable de loger d'une façon décente le représentant de Sa Majesté? On nous reproche d'embellir Spencer Wood, en alléguant que cette propriété ne nous appartient pas. Eh bien, tout le monde sait qu'elle nous appartient tant que nous voudrions, le gouvernement fédéral nous en ayant fait cadeau pour loger notre lieutenant-gouverneur.

Nos adversaires qui n'ont jamais rien fait dans le sens de la disparition de Spencer Wood font triste figure quand ils viennent avec des motions comme celles-ci.

Il déclare que l'achat d'un terrain et le coût de la construction d'une résidence digne du lieutenant-gouverneur coûterait entre \$150 000 et \$200 000. De plus, le gouvernement va continuer de restreindre les dépenses comme il l'a fait dans le passé, d'une bien meilleure façon que les gouvernements précédents.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Ne considère pas la motion du député de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechène) comme une attaque contre le gouvernement. Il a plutôt exprimé les vues de son parti sur l'économie que devrait pratiquer le gouvernement sur cette maison.

Il ne voit pas pourquoi la province devrait **payer toutes** les dépenses folles et la porcelaine et l'argenterie coûteuses que chaque lieutenant-gouverneur croit nécessaires à la dignité de Spencer Wood.

Il dit que les hommes les plus riches de Montréal ne dépensent pas pour l'entretien de leurs résidences le dixième de ce que la province dépense pour Spencer Wood.

Il passe en revue les sommes qui apparaissent aux dépenses de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, dans le rapport des comptes publics pour 1895.

Pour feuilles de paix	.....	\$3 972.73
Dépenses re réception, etc; des délégués coloniaux à Spencer Wood en 1894	.....	230.46
Indemnité pour son jardinier à Spencer Wood	.....	75.00
Part du gouvernement dans la dépense encourue pour la réception d'amiraux et officiers des flottes françaises et anglaises et pour la visite de Son Excellence le gouverneur général, dans l'été de 1894	.....	500.00
Frais de voyage de Son Excellence le lieutenant-gouverneur aux funérailles de Sir John Tompson	.....	65.61

Il précise bien qu'il ne vise pas spécialement le gouvernement actuel. Les gouvernements précédents n'ont pas fait mieux. Il se dit convaincu que le commissaire des Travaux publics (l'honorable G.-A. Nantel) n'exerce aucun contrôle sur les dépenses. Il veut simplement démontrer que la province débourse beaucoup plus que tout autre état du continent américain pour l'entretien de son lieutenant-gouverneur.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise: et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais. Caron, Cooke, Dechène, Fitzpatrick. Girard (Rouville), Girouard. Gladu. Goselin. Laliberté, Lemieux. Marchand. Morin. Parent. Pinault, Shehyn. Ste-Marie. Stephens, Tessier (Portneuf). Tessier (Rimouski), Turgeon, 23.

Contre: MM. Allard, Baker, Beaubien. Beauchamp, Carbray, Cartier, Casgrain, Châteauevert, Cholette, Chicoyne, Doyon. Duplessis, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean). Greig, Grenier, Hackett. McDonald. McClary, Magnan, Marion. Martineau. Nantel, Panneton. Parizeau. Pelletier. Poirier. Rioux, Simpson. Taillon. Tetreau. Villeneuve. 32.

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix, il est ordonné que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

En comité:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé) pour L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly) Propose:

Qu'une somme n'excédant pas quatre cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la Justice: pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Explique pourquoi il y a une légère augmentation sur les dépenses de l'an dernier. Cela est dû à la mise en vigueur du code criminel du gouver-

nement fédéral qui rend plus nombreux les procès par jury. Il y a ensuite les grands procès criminels comme ceux de Hooper, Demers, Shortis qui entraînent des dépenses considérables mais nécessaires. D'ailleurs il faut s'attendre que le coût de l'administration de la Justice augmentera de \$50 000 à \$60 000 d'ici à quelques années. Il devient nécessaire à mesure que de nouvelles régions sont ouvertes à la colonisation, d'augmenter le nombre des magistrats de district, et des cours de circuits. C'est pour prévenir cette augmentation de dépenses que le gouvernement a proposé une réorganisation des tribunaux qui mettrait à la charge du pouvoir central toute l'administration de la Justice qui est maintenant exercée par des magistrats de district et les Cours des sessions de la paix aux frais de la province.

Il suggère que les municipalités contribuent plus largement aux frais de l'administration de la justice.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Critique l'administration de la Justice au point de vue financier.

Il soutient que la loi devrait être simplifiée en ce qui concerne les enquêtes préliminaires de toutes sortes.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Parle dans le même sens que le député de Huntingdon (M. G.W. Stephens)

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le rapport soit reçu demain.

La séance est levée à six heures.

Séance du 26 novembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures cinquante.

Rapports de comités:

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 54) amendant la loi relative à la succession de feu François-Xavier Beaudry, et y a fait un amendement qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de la corporation de la cité de Saint-Henri, demandant des amendements à sa charte, et a trouvé que les avis requis ont été donnés.

Quant à la pétition de James Grathem et autres, demandant une loi constituant en corporation la Compagnie d'assurance canadienne, votre comité a l'honneur d'informer votre honorable Chambre que les pétitionnaires ne désirent pas présenter leur projet de loi.

Introduction de bills:

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 68) modifiant la loi relative à la cité de Saint-Henri.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 4) intitulé: "Loi abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 11, relative à certaines taxes et licences", sans amendement.

Terres publiques

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial nommé pour recueillir des renseignements sur la valeur, l'étendue et la mise en exploitation de nos terres publiques et de nos forêts, ainsi que sur le fonctionnement des lois et règlements qui les régissent etc. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Flynn pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

Interpellations:

Poursuite contre M. Ouellet

M. F.G.-M. DECHENE (L'Islet): 1. Une poursuite pour contravention à la loi des licences de Québec a-t-elle été intentée contre Michel Ouellet, de Sainte-Louise, dans l'année 1893, sous le no 3742 de la Cour de circuit, à Montmagny?

2. Jugement est-il intervenu vers le 1er juin 1893, contre le défendeur?

3. Dans l'affirmative, le défendeur a-t-il payé le montant de la condamnation et quand?

4. S'il n'a pas payé, pourquoi?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): 1 et 2. Oui; jugement rendu contre Michel Ouellet, le 1er juin 1893.

3. et 4. Le défendeur a payé la pénalité en entier, dans le cours du trimestre terminé le 30 septembre 1895.

M. F.G.-M. DECHENE (L'Islet): 1. M. Michel Ouellet, de Sainte-Louise de L'Islet, a-t-il été poursuivi pour vente de boisson en contravention à l'acte des licences de Québec, et condamné le ou vers le 3 mars 1894, dans une cause no 3826, Cour de circuit de Montmagny?

2. Dans l'affirmative, le défendeur a-t-il payé le montant de la condamnation, et quand?

3. S'il n'a pas payé, pourquoi?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): 1. 2. et 3. Une poursuite a été prise contre Michel Ouellet, en 1894, sous le numéro 3826, Cour de circuit de Montmagny, jugement rendu le 3 mars 1894; mais Ouellet n'a pas été condamné dans cette cause. Le demandeur a été débouté de son action.

Poursuite contre N. Saint-Armand

M. F.G.-M. DECHENE (L'Islet): 1. M. Norbert Saint-Armand, de Saint-Damase, a-t-il été condamné à l'amende pour vente de boisson sans licence, le ou vers le 30 juin 1894, dans une cause à la Cour de circuit de Montmagny, sous le numéro 3933?

2. Dans l'affirmative, le défendeur a-t-il été emprisonné, vu son défaut de payer le montant de la condamnation?

Quand l'a-t-il été, et pendant combien de temps?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): 1. Oui, le 30 juin 1894. 2 et 3. A défaut de paiement de la pénalité, le défendeur a été emprisonné pour un terme de trois mois, du 25 juillet au 24 octobre 1894, aucune requête n'ayant été adressée au département avant son incarcération. Une requête a été reçue le 31 août demandant son élargissement. Le gouvernement n'a pas refusé de prendre en considération cette requête, mais a prié le

procureur du requérant de remplir les formalités requises par l'article 1080 des statuts refondus, tel qu'amendé par la section 26 de l'acte 57 Victoria, chapitre 13, ce qui n'a jamais été fait.

Demande de documents:

Percepteur du revenu du district de Montmagny

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. G.W. Stephens), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état indiquant: 1. Les noms des personnes contre lesquelles une plainte a été portée devant le percepteur du revenu du district de Montmagny, pour violation de la loi des licences, depuis 1892.

2. Les noms des personnes qui ont, dans le district de Montmagny, été poursuivies pour telles contraventions, avec le numéro de la cause, la date de l'institution de l'action, la date du paiement, si jugement est intervenu, et le montant de la condamnation, depuis 1892.

3. Les noms des personnes qui ont, dans ledit district, payé le montant des condamnations portées contre elles et de celles qui ont obtenu du délai, depuis 1892.

Adopté.

Dossier 1061 du département de l'Agriculture et de la Colonisation

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. G.W. Stephens), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie du dossier no 1061 de 1895, du département de l'Agriculture et de la Colonisation.

Adopté.

Tenure des terres aux Iles-de-la-Madeleine

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 10) amendé la loi 58 Victoria, chapitre 45, concernant la tenure des terres aux Iles-de-la-Madeleine soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Subsides

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides étant lu:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé) pour L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Mes efforts et ceux du gouvernement, l'ont été pour faire progresser l'agriculture dans toutes les parties de la province, sans s'occuper de favoriser davantage les amis politiques et sans se laisser

arrêter par les sarcasmes des adversaires. Le gouvernement ne prétend pas avoir tout fait à lui seul, mais il a déterminé un mouvement faible à ses débuts, mais qui augmente chaque jour et amène une prospérité nouvelle dans la province.

Il ne s'agit pas de faire de grandes innovations, mais de suivre les traces de ceux qui ont réussi dans le passé, comme au Danemark.

Prenons comme exemple l'encouragement à la fabrication du beurre en hiver.

La première année que la prime a été accordée, elle n'a monté qu'à \$400, la seconde année à \$4000, la troisième année à \$9000 et, pour le prochain exercice, elle montera de \$25 000 à \$30 000.

Cela suffit pour répondre aux attaques et aux critiques des adversaires de la politique conservatrice.

Il est important de développer la fabrication et l'exportation du beurre autant que possible à l'égal d'écoles de fromage, de manière à ce que le cultivateur finisse par tirer tout le profit de ses troupeaux et soit plus à l'abri des variations du marché. C'est pour cela que le gouvernement a accordé une prime d'exportation au beurre. Le montant payé en primes n'a pas été considérable, mais les résultats obtenus ont dépassé les espérances. Notre beurre exporté sous le contrôle des gouvernements et après une inspection sévère est maintenant introduit sur le marché anglais où il obtient un bon prix, 30 cents avant la fin de l'hiver. La demande augmente, les prix montent. La fabrication prend de plus grandes proportions, au point que, depuis un an, soixante nouvelles beureries ont été fondées dans la province.

L'installation des congélateurs va continuer le travail du gouvernement, l'augmenter et le compléter: de sorte qu'avant longtemps nous pourrions conserver parfaitement, durant des mois, les produits périssables comme les beurres, fruits, œufs etc.

Je refute les prétentions libérales que malgré les sacrifices de la province, nous n'avons jamais pu obtenir pour nos fromages, sur les marchés anglais, les prix qu'obtiennent les Américains.

Les cours du marché anglais démontrent que les prix des fromages canadiens sont plus élevés que ceux des fromages américains.

Au mois d'août dernier, le prix du fromage américain variait de 15 à 40 shillings et le fromage canadien, de 20 à 41 shillings; en septembre, le fromage américain se vendait entre 12 et 41 shillings et le fromage canadien entre 10 et 41 shillings. En octobre, le fromage américain se vendait entre 10 et 41 shillings, et le canadien entre 15 et 42 shillings.

Mais pour compléter le développement de notre agriculture, il faut lui conserver la protection que lui assure le marché local et la met en état de prospérité.

Il discute ensuite la question des cercles agricoles et des sociétés d'agriculture. Il est faux que les premiers soient établis en hostilité avec les seconds. Au contraire, toutes peuvent travailler en harmonie par la coopération comme elle se

pratique dans plusieurs comtés. Tous les gens de bonne foi admettront que les 537 cercles qui fonctionnent maintenant dans la province font un bien considérable.

Dans nombre d'endroits il s'est produit une amélioration importante dans l'agriculture, qui devient plus rémunératrice et plus variée.

Tous les hommes en vue dans le monde des finances, qui sont en état de juger de l'état des affaires en ce pays, admettent que la politique agricole du gouvernement a contribué plus que toute chose à sauver la province de la crise dont tous les pays ont souffert.

Il résume l'oeuvre des conférenciers et du mérite agricole et termine en invitant tous les députés à s'unir au gouvernement pour assurer la prospérité de la province.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet):

M. l'Orateur,

Tous les ans à pareille époque, le commissaire de l'Agriculture (l'honorable L. Beaubien) entreprend de nous faire un cours sur l'art agricole, avec forces compliments à son adresse et celle du gouvernement actuel.

Loin de moi l'intention de chercher à arrêter la verve lyrique de mon honorable ami, alors qu'il est déjà au quatrième chant des géorgiques ministérielles.

Il est une chose que le gouvernement actuel ne saurait nous reprocher avec justice: ce serait de l'avoir entravé dans ce qu'il appelle sa politique agricole, comme si le mot "agriculture" ne devait pas exclure celui de politique.

Les sommes d'argent qu'il nous a demandées, nous les avons votées, quelquefois même sans demander, sans exiger d'explications, toujours avec l'enthousiasme que provoque cette cause chère aux coeurs de tous les représentants d'un peuple essentiellement agricole.

Cette libéralité, cet acquiescement si empressé, nous autorisent maintenant à demander au gouvernement des comptes d'autant plus sévères que nous avons été plus faciles et plus généreux.

La presse conservatrice a voulu donner le change à l'opinion publique; elle a voulu faire croire qu'en fait d'agriculture, tout était à créer quand le gouvernement est arrivé à la tête des affaires et qu'en moins de quatre ans, il a tout fait. Pourtant, M. l'Orateur, nous pouvons bien affirmer, à la lumière des faits, que jamais l'agriculture n'a attiré l'attention des gouvernements, jamais elle n'a reçu d'encouragement pratique comme aux temps qui se sont écoulés de 1887 à 1891. Jamais le gouvernement n'a plus souhaité, plus fait et plus exécuté pour l'agriculture que le gouvernement Mercier.

Les vantardises du gouvernement actuel n'empêcheront pas les faits d'exister, ni l'histoire de les constater.

Il est temps de réduire à ses justes proportions la légende que l'on veut accréditer, que le gouvernement actuel est le régénérateur de l'agriculture, et l'honorable commissaire, le père nourricier de nos cultivateurs.

L'histoire impartiale a ses droits; elle exige un démenti formel aux fables que l'on met en circulation concernant la politique agricole de notre grand ministère.

" Cette politique dont ils sont si fiers, n'est qu'une pâle imitation de celle que nous voulions mettre à exécution. Tout ce qu'elle a de bon, d'avantageux, n'est que le fruit des semences que nous avons jetées en terre: la floraison de l'arbre planté par nous, arrosé par nous.

Bienheureux, serions-nous, si l'inhabileté des jardiniers actuels n'avait pas compromis la croissance et la maturité du fruit lui-même.

Si l'on en croyait les organes ministériels, le gouvernement aurait seul eu l'idée des cercles agricoles, du mérite agricole, de l'encouragement à l'industrie laitière. Tout cela serait sorti du cerveau de nos ministres.

Or, ce qui est vrai, c'est que rien de cela ne leur est dû, qu'ils n'ont rien inventé, mais qu'ils cherchent à s'approprier le tout, avec une honnêteté qui d'ailleurs ne figure que sur leur étiquette. L'idée des cercles agricoles n'est pas une idée nouvelle; elle existait bien avant le gouvernement actuel. Ces cercles existaient en France de longues années avant le gouvernement actuel. Il en existait dans la province de Québec dès avant 1886, sans cependant qu'il fussent régis par aucune loi spéciale. Quelques-uns ont été subventionnés.

Dès 1890, le député de Montmagny (M. N. Bernatchez), en sa qualité de président du comité de l'Agriculture, en proposait la formation.

En 1889, le gouvernement Mercier fit passer la loi 52 Victoria, chapitre 22 qui décrétait que "le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser dans chaque district judiciaire de la province, la formation d'une société ayant pour but le développement de l'agriculture, l'amélioration des fabrications du beurre et du fromage, l'inspection des fromageries et beurseries et de tout ce qui s'y rapporte, sous le nom de "société agricole et laitière du district de..." puis venaient les clauses pourvoyant à la formation régulière de ces sociétés qui devaient être composées d'au moins vingt-cinq personnes et pourraient acquérir des immeubles jusqu'au montant de cinq mille dollars.

En 1893, le gouvernement actuel a créé les cercles agricoles. Marchant absolument sur les traces du gouvernement Mercier, avec la différence toutefois que j'indiquerai tout à l'heure, il a copié jusqu'à la cédule de l'acte 52 Victoria, chapitre 22, et sa cédule D est absolument la même quant à la forme et au fond.

Il faut vingt-cinq personnes pour former un cercle agricole; le mode de formation légale est le même. Mais le gouvernement voulait tout détruire de ce que ses prédécesseurs avaient fait. Il désirait effacer jusqu'à la trace de leur passage au pouvoir.

Les sociétés formées en vertu de la loi de 1889 avaient un plus vaste champ; elles embrassaient le district judiciaire tout entier et tendaient à créer, entre les différents comtés qui le composaient, cette noble émulation qui engendre le progrès et la prospérité.

Elles avaient pour alliées puissantes nos vieilles sociétés d'agriculture, réorganisées, rajeunies, complètement transformées pour le mieux.

Les sociétés de district appuyaient sur elles et, en retour, leur auraient fourni les plus beaux éléments de leurs succès.

Les sociétés agricoles ne sont que des sociétés de 1889 rapetissées, possédant tous les germes de dissensions, de rivalités mesquines, toutes les causes d'impuissance et de mortalité précoce!

La loi qui autorise leur formation décrète "un ou plusieurs cercles agricoles peuvent être formés dans toute division territoriale créée pour les fins de l'établissement des sociétés d'agriculture et ces cercles jouissent de tous les avantages et privilèges de ces sociétés."

Comme dans toutes les choses du domaine de la discussion, plus vous rapetissez l'objet, plus vous ouvrez la porte grande aux mesquineries, aux personnalités et aux intérêts de clocher.

Les cercles agricoles ont couvert le même terrain que les sociétés d'agriculture, divisé leurs ressources, pris la plus grande partie des fonds qui auraient dû leur être destinés, et considérablement entravé leur marche quand ils n'ont pas réussi à les arrêter complètement.

M. l'Orateur, dans bien des comtés nous avons le chagrin de constater que les sociétés d'agriculture, autrefois florissantes, sont disparues ou ne donnent plus signe de vie. Leurs expositions magnifiques, instructives, créant une heureuse émulation, une féconde rivalité entre gens de différents endroits d'un même comté, ont été remplacées par des assemblées presque occultes de cercles très peu nombreux, marchandant les graines de semences ou délibérant sur le choix d'une herse ou d'un animal reproducteur à bon marché.

La loi originale accordait à chaque cercle une allocation égale à deux fois le montant souscrit, sec. 1675 ii, 56 Victoria, chap. 20. Cet appât d'une allocation considérable a d'abord produit un enthousiasme indescriptible pour cette création nouvelle.

On souscrivit des montants considérables avec l'espoir et la certitude de recevoir un montant double de celui versé. C'est alors que le gouvernement actuel s'est proclamé le sauveur de la patrie et qu'il l'a proclamé sur tous les toits.

Il tenait dans ses mains des organisations paroissiales au moyen desquelles il croyait pouvoir atteindre l'électorat plus facilement et plus rapidement.

Il crut que le temps était venu de transformer en machine politique ce qui n'avait qu'un but agricole et politique.

C'est à l'abri de ces cercles, et seulement à cet abri, que les ministres ont pu se montrer au peuple sans avoir à rendre compte de la violation de leurs promesses, de l'imposition de taxes iniques, de la commission de tous leurs scandales.

Mais les institutions qui ne sont fondées que pour couvrir les fautes et les turpitudes administratives sont bâties sur le sable.

Le gouvernement croyait affermie cette égide protectrice, après que l'ardeur de la prétendue

création fut un tant soit peu calmée, commença à s'apercevoir que bien des cercles n'existaient que par l'appât de l'allocation, qu'ils n'avaient que tout juste le nombre des séances exigées par la loi pour n'en pas être privés, que les conférences agricoles étaient données par n'importe qui, le premier venu qui consentait à exhiber son ignorance devant ses compatriotes rendus faciles par l'espoir de l'allocation qui ne pouvait être acquise sans cela.

Les conférenciers agricoles officiels furent institués, non pour répandre l'instruction, mais pour permettre de gagner plus aisément l'allocation promise.

L'enthousiasme était tel que le gouvernement crut pouvoir, sans le diminuer, commencer à serrer les cordons de la bourse, et en 1894 il fit passer l'amendement suivant: "Dans les cas de souscription plus élevée, nul montant de plus de deux piastres par membre ne peut être pris en considération dans la détermination du montant de l'allocation accordée en vertu de l'article 1675 ii."

On réduisait du coup une grande partie des octrois.

Mais on fit plus. Le gouvernement crut qu'il dérogeait s'il ne profitait d'une affaire comme celle-là pour favoriser quelques amis. Aux cris de "Vive l'agriculture", "Répondons la science agricole", il fit donc déclarer, par le chapitre 9 de 57 Victoria (1894), que tout membre d'un cercle est tenu de recevoir le Journal d'agriculture dont les frais d'abonnement sont déduits de l'allocation provinciale payée aux cercles.

Le Journal d'agriculture est imprimé par MM. Eusèbe Sénécal et Fils dont les tendres relations avec La Minerve et les chefs du grand parti tory sont plus connues qu'édifiantes. On leur assurait du coup le bénéfice de l'abonnement forcé, payé par le gouvernement à même les fonds votés par les cercles pour tous les membres de ces services.

Et c'est en vertu de cette clause inoffensive de la loi que MM. Eusèbe Sénécal et Cie ont reçu du gouvernement la somme de \$13 341.80, durant l'année qui s'est terminée le 30 juin dernier seulement. L'allocation diminuant, la vogue des cercles en fit autant. Depuis quelques temps, on ne voit plus que les convocations régulières, les conférences strictement obligatoires données à des auditoires se raréfiant tous les jours. Et quand ces cercles ne fonctionneront plus que mécaniquement, qu'un grand nombre auront disparu même, on s'apercevra que le gouvernement a procédé comme les révolutionnaires qui détruisent tout avant de songer à édifier. Les sociétés d'agriculture seront mortes à jamais, et il ne restera rien pour les remplacer. Tout sera à recommencer. Et le désir et le besoin du gouvernement de faire de la politique avec l'agriculture n'aura engendré que des mécomptes et des ruines. Tandis que si on avait de bonne foi encouragé et développé l'application de la loi 1889, on aurait des sociétés de districts puissantes, s'appuyant sur des sociétés d'agriculture florissantes. Au lieu d'assemblées formant à peine quorum de cercles agricoles délibérants, nous aurions de grandes expositions

régionales et de comtés, donnant l'exemple aux cultivateurs qui veulent continuer les progrès accomplis par leurs égaux, souvent leurs inférieurs. Nous aurions une noble émulation stimulant le courage des uns, réveillant l'activité des autres.

Le gouvernement a semé des germes de mort sur son passage, en voulant faire de nos institutions agricoles de simples machines politiques. Que la responsabilité entière pèse sur ses épaules!

Le gouvernement a réclamé tout le mérite des

progrès réalisés dans l'industrie laitière. Si on en croyait ses orateurs et ses organes, les fromageries et beurreries n'existeraient pas, si le coup d'Etat du 16 décembre n'avait porté le gouvernement actuel au pouvoir.

Il suffit pourtant d'ouvrir les comptes publics pour le convaincre du contraire.

Voici un état indiquant les sommes votées pour ces fins de 1887 à 1891:

30 juin 1888	
Association laitière de la province de Québec.....	\$1 000.00
Beurreries et fromageries.....	2 000.00
30 juin 1889	
Beurreries et fromageries.....	5 000.00
Association laitière de la province de Québec.....	1 000.00
30 juin 1890	
Beurreries et fromageries.....	5 000.00
Association d'industrie laitière.....	1 000.00
30 juin 1891	
Beurreries et fromageries.....	5 000.00
Association d'industrie laitière.....	1 000.00
30 juin 1892	
Beurreries et fromageries.....	6 000.00
Association d'industrie laitière.....	1 500.00

On voit par ce tableau que le gouvernement Mercier avait porté, dans trois ans, de \$2,000 à \$6,000 les sommes votées pour l'encouragement aux beurreries et fromageries qui existaient alors, dont le nombre et l'importance augmentaient tous les jours.

L'existence et la prospérité des beurreries et fromageries avant 1892, est un fait de notoriété publique que personne ne peut contester l'entière vérité.

Le gouvernement actuel ne peut que continuer l'oeuvre de ses prédécesseurs et a recueilli le fruit de leurs labeurs.

Mais il a fait plus.

Les gouvernements précédents encourageaient toutes les branches de l'industrie agricole, faisaient toutes les dépenses nécessaires pour la création de nouveaux modes d'exploitation et de production.

Le gouvernement actuel, en ne dirigeant l'activité de nos cultivateurs que sur un seul sujet, la production du fromage et du beurre, a préparé les causes de ce qui nous arrive. Les produits de cette seule industrie encombrèrent le seul marché à sa disposition, ils subissent une baisse désespérante pour nos cultivateurs et ruineuse pour la cause que le gouvernement a sacrifiée à des triomphes passagers d'amour-propre.

Le mérite agricole et les concours régionaux sont dus à une loi du gouvernement Mercier en 1890. Tout le monde se rappelle la grandiose démonstration qui eut lieu lors du couronnement officiel des premiers lauréats du concours pour le mérite agricole.

Les salles du Conseil législatif, trop petites pour contenir la foule curieuse, de hauts dignitaires ecclésiastiques et civils, la magistrature, l'armée et l'élite de la société québécoise; au

dehors les clubs de raquette paradant, le feu d'artifice, les fanfares, tout contribuait à faire de cet événement le signal d'une ère nouvelle dans l'histoire de l'agriculture.

Le gouvernement actuel n'a pas osé toucher à cette création de ses prédécesseurs: il s'est contenté de la rapetisser. Et dans maintes circonstances, on a vu l'honorable commissaire arriver avec les médailles des heureux concurrents dans sa poche, et les distribuer entre chien et loup, comme honteux d'une mauvaise action.

L'oeuvre des ponts en fer, les octrois pour l'empierrement des chemins, les montants votés pour le rapatriement, les sommes énormes votées pour l'agriculture, la colonisation, les couvents et les collèges de campagne et, par-dessus tout, la création d'un ministère spécial d'Agriculture et de Colonisation témoignent de la constante attention du gouvernement Mercier pour la classe agricole.

Voilà ce que le gouvernement a trouvé en arrivant au pouvoir. Qu'a-t-il fait? Au lieu de laisser à ces germes féconds le temps de se développer et de mûrir aux saisons qui leur étaient propres, il a de lui-même fait un choix.

Le système de ses prédécesseurs consistait à encourager toutes les branches de l'agriculture: la culture des céréales, l'élevage comme l'industrie laitière. Il a laissé au temps le soin de développer d'une manière naturelle ces différentes sources de richesses, des unes aux côtés des autres, sans se nuire, sans s'absorber.

C'était de la grande politique agricole. Le gouvernement a substitué à tout cela de la "politique", j'allais dire de la "populacerie". Perdant de vue qu'en fait d'agriculture les changements doivent être lents, il a inauguré un système de réforme à outrance.

Les ministres ont oublié que bien des innovations, l'application de bien des théories, en

apparence fort avantageuses, ne peuvent être faites avec un égal succès dans toutes les parties du pays. Ils ont oublié ce principe, bien élémentaire pourtant, que c'est l'étendue de la demande qui partout assigne à l'agriculture la mesure de ses efforts.

Comme le dit un auteur: "Que l'on examine ce qui se passe dans tous les pays, et l'on y verra l'agriculture ne modifier ses formes, n'étendre ses opérations, que dans la mesure marquée par le taux auquel se vendent ses produits".

Le gouvernement actuel, voyant que les produits de notre industrie laitière étaient bien cotés sur les marchés, a voulu en faire un moyen de popularité. Il a réclamé cette industrie comme son oeuvre unique. Il a organisé, sur tous les points du territoire, de grandes assemblées publiques que l'on désignait du nom pompeux de conventions agricoles. On n'a plus parlé au peuple des actes administratifs stupéfiants qui caractérisent l'administration actuelle. L'industrie laitière, tel était le cri de guerre des ministres que le peuple ne voyait plus qu'entourés de dignitaires ecclésiastiques, à travers la fumée de l'encens, quand il ne lui était pas donné de les entendre au lutrin chanter la magnificat et s'attribuer l'abondance qui revenait dans les greniers. "Et abundantia in turibus nostris".

Les caissiers des banques dans lesquelles on faisait de gros dépôts au risque de les perdre, comme celui fait à la Banque du Peuple pour rendre l'opinion de M. Bousquet favorable à l'emprunt légendaire, et les gros financiers luttant d'éloquence avec les pioupiou de l'art agricole, les conférenciers agricoles, ignorants mais gloutons, ratés de l'agriculture, fruits secs du Parti conservateur, incapables même d'entrer dans le service civil, refuge obligé de tout ce que ce parti compte de défenseurs aux temps des combats électoraux, tous criaient en chœur que le gouvernement avait sauvé la province, sauvé le commerce, sauvé l'agriculture!

Et après quatre années, on s'aperçoit tout à coup que rien n'est sauvé. L'agriculture souffre plus que jamais. La crise commerciale sévit avec une désespérante intensité. Les marchés sont encombrés de produits qui se donnent.

Le gouvernement voulait que nos agriculteurs ne produissent que du fromage d'abord, et quand le pays a été couvert de fromageries, l'honorable commissaire, d'un air inspiré, de ce geste qu'on lui connaît, rasait tout cela, anathémisait tout cela. Il ne voulait plus que du beurre! Et il multipliait les beurreries, distribuant à droite et à gauche, sans cependant perdre de vue la couleur politique des suppléants, des sommes considérables pour aider à leur construction. Dans certains endroits peu peuplés les vaches manquaient. Peu

importe, elles viendraient quand il y aurait une beurrerie. Après elles, les propriétaires. Les paroisses grandissaient et notre honorable ministre courait à quelques lieux plus loin ériger une autre fabrique colonisatrice.

Dans son vol d'aigle, il négligeait les chemins, oubliait les routes nouvelles nécessaires aux communs des mortels, même à ceux qui ont le bonheur de posséder une beurrerie dont le mécanisme a été fourni par les amis de coeur des ministres MM. McPherson et Taché. Il supprimait la moitié des octrois pour les chemins de colonisation, comme si on pouvait coloniser et grandir sans voies de communication. Aucune difficulté ne l'arrêtait. D'un bond, il franchissait tous les obstacles, il eut fait rougir les étalons poussifs du haras national.

Aussi quel enthousiasme à son endroit! Ce fut tel qu'un homme froid et qui ne s'emballe pas pourtant, l'honorable secrétaire provincial, s'écriait devant un des reporters de L'Événement qui lui demandait s'il croyait que l'honorable commissaire de l'Agriculture (l'honorable L. Beaubien) avait recueilli, à Ottawa, le portefeuille de M. Angers: "Vous n'y pensez pas, le député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien) est le père des cultivateurs de la province, que feraient-ils sans lui?"

Je dois cependant à la vérité de dire que dans ce temps l'honorable secrétaire de la province convoitait un tantinet ce portefeuille, et que ces paroles pouvaient bien avoir un tout autre but que celui de conférer à l'honorable commissaire de l'Agriculture, une paternité pleine de responsabilités et fort contestable d'ailleurs.

Maintenant nous voyons les résultats. Nous voyons notre fromage et notre beurre qui ne peuvent compter que sur un marché ne rapportant que des prix ridiculement bas.

Nous voyons que notre production égale presque la demande, et que si elle continue, elle la dépassera bientôt.

Nous prévoyons à courte échéance, et on y voit de suite la ruine d'une industrie destinée à nous donner de longues années d'aisance, si on ne l'avait exploitée pour couvrir les fautes, cacher les vues de l'administration actuelle.

Car on a parlé d'agriculture, on a couvert la province de prétendus éducateurs du peuple que pour imiter le jeu du prestidigitateur qui détourne l'attention pendant qu'il escamote les légendaires muscades. Avec cette différence toutefois, qu'au lieu de muscade ce sont ses libertés, ce sont ses millions que l'on a escamotés.

Voici un tableau indiquant les sommes votées pour des fins agricoles sous les deux administrations. J'omets bien des sommes votées par le gouvernement Mercier et je donne crédit au gouvernement actuel pour toutes les sommes votées:

Année finissant le 30 juin 1888

Budget		\$129 200.00
Divers: Ponts de fer	\$25 000.00	
Code municipal	5 000.00	
Chemin maritime du Saguenay	3 000.00	

Budget supplémentaire:

Agriculture	3 300.00	
	\$36 300.00	\$175 500.00

1889

Budget		\$191 600.00
Dépenses spéciales		
Ponts de fer	\$100 000.00	
Etablissement vaccinique	2 500.00	102 500.00
		<u>\$294 100.00</u>

1890

Budget		\$188 900.00
Divers		
Pour palais de justice dans les municipalités	\$2 500.00	
Exposition de Chicoutimi et Saguenay	2 000.00	
Ponts de fer	50 000.00	
Exploration du comté de Lévis	10 000.00	64 500.00
		<u>\$253 400.00</u>

Budget supplémentaire:

Chemins de colonisation	\$2 000.00	
Manuel Cour des commissaires	375.00	
Secours aux pauvres du Labrador	3 944.00	
Cour de Kamouraska	1 500.00	\$ 7 819.00
		<u>\$261 219.00</u>

1891

Budget		\$198 100.00
Dépenses:		
Municipalités, palais de justice	\$ 2 800.00	
Ponts de fer	100 000.00	
Empierrement des chemins de campagne	10 000.00	
Chemins de colonisation	50 000.00	162 800.00
		<u>\$360 906.00</u>

Budget supplémentaire de 1892

Au 30 juin 1892

Budget		\$240 687.50
Dépenses diverses et spéciales:		
Municipalités	\$ 500.00	
Ponts de fer	100 000.00	
Empierrement des chemins ruraux	10 000.00	
Cour de Circuit Kamouraska	9 000.00	119 500.00
Régime actuel		
Budget supplémentaire pour l'année expirée le 30 juin 1892	\$2 259.35	\$360 187.50

30 juin 1893

Budget		\$166 519.25
Dépenses diverses et spéciales:		
Fonds des municipalités	\$ 500.00	
Exposition de Chicago	12 000.00	12 500.00
		<u>\$179 019.25</u>

30 juin 1894

Budget		\$153 900.00
Divers		
Exposition de Chicago	\$ 10 000.00	
Hygiène	1 000.00	
Budget supplémentaire	37 500.00	48 500.00
		<u>\$201 400.00</u>

30 juin 1895

Budget		\$181 400.00
Divers:		
Municipalités	\$ 500.00	
Conseil d'hygiène	9 500.00	
Chemin	1 000.00	
Budget supplémentaire	44 490.00	
Hygiène	1 200.00	\$ 57 690.00
		<u>\$239 000.00</u>

30 juin 1896

Budget		\$183 400.00
Divers:		
Fonds de municipalités	\$ 500.00	
Hygiène	10 000.00	
Vaccin	2 500.00	
Budget supplémentaire	43 500.00	56 500.00
		<u>\$249 900.00</u>

Et dans ce montant, je comprends celui que nous ont coûté les beaux discours des conférenciers agricoles, médecins las d'arrondir des pilules, cultivateurs que le shérif a violemment détachés de leurs propriétés, étudiants en droit, parents de ministres, candidats défaits, adversaires récompensés pour s'être retirés de la lutte au moment favorable.

Avant le gouvernement actuel, nos cultiva-

teurs passaient généralement pour être assez instruits. Ils faisaient de la culture économique et payante, modifiant leurs méthodes au fur et à mesure que le besoin s'en faisait sentir, avec la lenteur qui produit la sûreté.

C'était une classe modèle, et tout le monde en était fier.

En 1892, tout cela change tout à coup. On n'entend plus parler que de l'encroûtement de la

classe agricole. De toutes parts on tonne contre sa déplorable ignorance, son horreur de l'instruction et des méthodes nouvelles.

On découvre que nos champs ne sont plus remplis que de mauvaises herbes; les fossés sont inconnus comme l'art de labourer, semer, herser et égoutter!

Le chiendent oh! le misérable chiendent, en a-t-on lancé des imprécations contre ce graminé. Et l'on commença une croisade enthousiaste contre l'ignorance des cultivateurs, et le chiendent qui en

est la triste conséquence.

Pour cela on enrégimenta tous ceux que je viens de décrire. On inaugura les conférences en plein vent, par des praticiens improvisés qui croyaient démontrer leur expérience en s'affublant d'habits malpropres.

Ces conférenciers agricoles ont bien coûté à la province des sommes considérables qui vont toujours en augmentant d'année en année. Voici un état qui indique les montants dépensés pour cette oeuvre de parole et de théorie:

1891-92

O.-E. Dallaire conférencier, frais de voyage	\$ 8.00
Geo. Moore conférencier	195.90
M.P. Stenson conférencier	45.00
E. Rousseau conférencier	25.00
J.-A. Caron conférencier	20.00
J.-B.-D. Schmouth conférencier	142.48
Rév. J.-A. Moreau conférencier	20.00
E. A. Barnard conférencier	109.05
O.-E. Dallaire conférencier	209.35
O.-E. Dallaire conférencier	125.00
Traitement au 30 mai 1892	\$899.78

1892-93

O.-E. Dallaire, 12 mois traitement conférencier	\$1 000.00
O.-E. Dallaire, frais de voyage	466.34
G. Moore, conférencier	165.20
E.A. Barnard conférencier	199.50
J.B.D. Schmouth conférencier	17.21
A.-P. Fortin conférencier	72.05
J.-J.-A. Marsan conférencier	17.20
F.-X.-M. Dequoy conférencier, pour défrayer les dépenses, convention Saint-Hubert	27.50
H. Nagant, frais de voyage, re conférences Sainte-Thérèse	20.00
Hon. L. Beaubien, frais de voyage, re conférences Sainte-Thérèse	125.00
Divers. Frais de voyage des conférenciers au congrès des cultivateurs à Québec, etc.	775.65
	\$2 775.65

1893-94

O.-E. Dallaire, conférencier	\$ 750.00
Dr Coulombe, conférencier	980.15
Geo. Moore, conférencier	742.71
Dr Grignon, conférencier	664.25
Saül Côté, conférencier	335.30
M.-G. Blain, conférencier	294.59
Pacifique Nantel, conférencier	281.25
A.E. Barnard, conférencier	246.25
J.-J.-A. Marsan, conférencier	83.80
O.-E. Dallaire, conférencier, traitement	1 000.00
Dr Grignon, conférencier traitement	800.00
B. Lippens, conférencier	38.00
G. Buchanan, conférencier	26.75
J.-D. Guay, conférencier	25.20
Rév. F.-P. Côté, conférencier	15.00
D.-C. Bourbeau, conférencier	10.00
J.B.D. Schmouth, conférencier	6.75
Divers. (voir comptes publics p. 147)	595.80

\$6 895.80

1894-95

J.-B.-A. Richard, conférencier	\$ 49.50
A.N. Neilson, conférencier	15.30
Dr Grignon, conférencier	137.85
Dr Coulombe, conférencier	68.60
O.-E. Dallaire, conférencier	50.00
G. Moore, conférencier	51.15
Dr. Tremblay, conférencier	100.00
F.-J.-A. Lalonde, conférencier	57.37
E. Lorquet, manuscrit d'une conférence	5.00
Dr Coulombe, conférences en différents endroits	1 097.50
Dr Grignon, conférences en différents endroits	1 090.65
G. Moore, conférences en différents endroits	822.65
O.-E. Dallaire, conférences en différents endroits	350.00
G. Buchanan, conférences en différents endroits	84.40
J.-B.-A. Richard, conférences en différents endroits	69.50
J.-P. Nantel, conférences en différents endroits	68.00
A.N. Neilson, conférences en différents endroits	56.00
A. E. Barnard, conférences en différents endroits	55.00
B. Lippens, conférences en différents endroits	40.00
O. Giguère, conférences en différents endroits	30.00
J.-D. Guay, conférences en différents endroits	28.75
J.-A. Marsan, conférences en différents endroits	25.25
J.-A. Lalonde, conférences en différents endroits	15.00
Rev. Dom. Antoine, conférences en différents endroits	10.00
Mgr de St-Hyacinthe par les missionnaires agricoles	93.00
Dr W. Grignon salaire comme conférencier sur l'agriculture	1 200.00
O.-E. Dallaire, salaire comme conférencier sur l'agriculture	1 000.00
	\$6 670.67
Soit un total de	\$17 241.90

Cet état ne comprend pas les sommes dépensées depuis le 30 juin dernier, et qui dépasseront de beaucoup celles de six mille piastres pour l'année expirée le 30 juin.

Ces discours nous ont-ils rendu un service équivalant à ce qu'ils nous coûtent?

Combien de routes, de ponts, d'améliorations publiques nécessaires n'aurait-on pas pu faire ces sommes qui se sont envolées avec la parole des conférenciers?

Aux colons qui demandent de l'aide, le gouvernement envoie des faiseurs de conférences.

Il a fallu toujours pour dissiper l'ignorance des cultivateurs, envoyer en Europe — aux frais des ignorants bien entendu — MM. Gigault et J.-D. Leclerc, qui firent un rapport, très beau sans doute, mais très peu lu, sur l'art agricole en Suède et au Danemark. Pourquoi pas en Laponie? Rapport et voyage qui coûtèrent fort bien la somme de \$1 200.00. Il faut acheter le manuscrit d'un traité sur l'agriculture par M. Barnard, au prix de \$1 200.00 et qui nous a coûté jusqu'ici bien près de trois mille dollars et ce n'est que le commencement!

Il a fallu détourner trente pour cent de tout l'argent voté pour les cercles agricoles, afin de publier un journal de l'agriculture et surtout de le faire imprimer par les favoris éditeurs des journaux dévoués à la bonne cause.

Il a fallu faire explorer toutes les parties de la

province de Québec par des amis pris de la monomanie des voyages à bon marché.

Et malgré tout, il paraît que l'ignorance subsiste. Si l'on en croit le rapport du révérend M.-L. Tremblay, directeur de l'école de Sainte-Anne, nos cultivateurs s'obstinent à ne pas labourer cinq fois par été la même pièce de terre pour y détruire le chiendent, comme le leur enseigne le docteur Coulombe. Ils préfèrent laisser le chiendent et prendre leur temps pour semer le reste de leur terre.

Et quand la température est favorable, que le soleil et la pluie viennent à point, ils poussent l'amour de l'encroûtement, l'obstination ridicule, jusqu'à emplir leurs granges, faire ployer les poutres de leurs greniers sous le poids d'une moisson obtenue sans le moindre égard pour les théories du ministre et des conférenciers. Car, M. l'Orateur, on a vu cet acte d'incompréhensible aberration. Cette année même, en suivant les méthodes ordinaires d'il y a vingt-cinq ans, améliorées suivant que les pratiques quotidiennes le leur suggéraient, nos cultivateurs, nos mauvais cultivateurs, nos arriérés ont obtenu la récolte la plus abondante qu'ils aient eue depuis quelque vingt-cinq ans. Et preuve de non repentance, on les entend s'écrier quand quelques conférenciers viennent leur proposer une méthode nouvelle inventée par lui, qu'il n'a pas expérimentée, parce qu'il n'a plus de bien sous les pieds pour ce faire.

"Donnez-nous une température propice, et nous montrerons que nous en savons plus long que vous sur l'art de cultiver." Et dire que ces gens rencontrent des hommes — et j'en suis un — qui trouvent qu'ils ont raison.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures quarante-cinq

Fraserville

M. N. RIOUX (Témiscouata): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 73) amendement la charte de la ville de Fraserville.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. N. RIOUX (Témiscouata): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

J. Robereau-Duplessis et L-F. Robereau-Duplessis

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 61) ratifiant les actes de vente et d'adjudication entre les héritiers et représentants de Joseph Robereau-Duplessis et de son épouse Marie-Catherine Cardinal et Louis-Félix Robereau-Duplessis soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Saint-Louis

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 75) constituant la ville de Saint-Louis en corporation soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Subsides

La Chambre reprend le débat sur la question posée aujourd'hui, à savoir que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides).

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Continue son discours.

M. l'Orateur, pour ma part, quand j'entends dire, quelque part, que l'on va donner une conférence agricole, je ne puis m'empêcher de souhaiter que Dieu veuille que les cultivateurs se demandent avant de les imiter ce que ces conférenciers

ont produit pour eux-mêmes. Qu'ils nous montrent les grandes fermes qu'ils ont acquises par le seul travail de leurs bras. Qu'ils nous montrent celles qu'ils ont améliorées par ce moyen laborieux. Ils n'en ont point à montrer. Peut-être pourrions-nous plus facilement indiquer, dans les plus belles et les plus riches de nos paroisses, les magnifiques fermes que la mise en pratique de leurs théories aurifères a fait passer du patrimoine de nos conférenciers dans celui du modeste voisin qui l'a ajouté à celui que ses pères lui ont légué.

Nous croyons à l'enseignement agricole, mais nous n'y croyons qu'en autant qu'il est donné avec prudence. Et quand il est donné par des hommes incompetents, quand il tend à provoquer l'exécution d'oeuvres dont le succès est problématique, au début, et impossible si elles se généralisent, il devient dangereux et peut conduire à des résultats déplorables et fâcheux.

Il n'y a pas dix ans les mêmes hommes qui nous sont donnés comme infaillibles aujourd'hui, parcouraient la province en prêchant une espèce de guerre sainte contre la vache canadienne, le cheval canadien.

Ceux qui persistaient à garder des vaches canadiennes dans leurs troupeaux étaient des arriérés, des encroûtés. On a réussi à le faire croire.

Aujourd'hui tout est changé. On s'aperçoit, mais trop tard, que l'on s'est étrangement trompé. La vache canadienne n'a pas de supérieure, pas d'égale!

Mais il n'y en a plus, ou presque plus, dont la généalogie soit pure.

Et le gouvernement a dépensé près de cinq mille piastres pour en retrouver la trace et créer un livre généalogique.

La même chose arrive pour notre cheval canadien, si frugal, si propre à notre climat rigoureux!

Nous croyons à l'agriculture. Et c'est parce que nous y croyons et que nous la regardons comme la source de notre richesse et la base la plus puissante de notre édifice national, que nous ne pouvons nous défendre d'un profond mépris pour ceux qui veulent faire de son avancement et de sa prospérité, un escabeau pour monter au pouvoir, un appui pour s'y maintenir, et un voile pour cacher leurs fautes administratives.

Le gouvernement nous permettra bien de lui dire qu'il n'a pas donné à l'étude de la question agricole toute l'attention qu'elle mérite. S'il l'avait fait, il se serait aperçu que l'augmentation de la production à laquelle il s'est uniquement attaché, vers laquelle ont tendu tous ses efforts, n'est qu'un côté, peut-être le moins important, de la question.

Il aurait vu que la prospérité agricole tient encore et beaucoup à la sûreté de la propriété, à la liberté des transmissions. Il aurait vu que l'étude des débouchés doit marcher de pair avec l'encouragement à la production. Un auteur a dit: "Au nombre des causes qui influent sensiblement sur le développement de l'art agricole, figurent les lois qui régissent la propriété territoriale; ces lois

ne sont favorables à la prospérité de la campagne, ou du moins ne la laissent prendre tout son essor, que dans la mesure où elles garantissent d'une part, la sécurité de la possession, et de l'autre, la liberté des transmissions".

Le gouvernement s'est mis en opposition formelle avec ces principes reconnus, en faisant décréter la nullité de tous les actes de transmission de propriétés immobilières qui ne seraient pas enregistrées dans le court délai qu'elle fixe, en imposant des droits énormes sur cette transmission même. La taxe sur les mutations de propriétés, par donations, ventes, etc, frappe d'autant plus la propriété rurale, qu'elle l'atteint plus gravement, et que dans notre pays, on ne peut guère séparer l'idée de cultivateurs de celle de propriétaires.

Dans les villes, les trois quarts des mutations de propriétés se font par pure spéculation. Dans les campagnes, elles ne se font que quand elles sont nécessaires. L'habitant des villes en général habite des propriétés qui ne leur appartiennent pas, dont ils ne sont que locataires. Ses affaires, son négoce, s'exercent aussi facilement, d'une manière plus profitable peut-être dans ces conditions. Il ne devient propriétaire que quand il est devenu riche. Toute autre est la condition de l'habitant des campagnes et surtout de nos cultivateurs. Il est presque d'absolu qu'il soit propriétaire du terrain qu'il cultive. Ce n'est que dans cette condition incommutable qu'il peut se livrer à ce travail opiniâtre, persévérant, d'amélioration féconde, qui augmente la richesse particulière et publique.

Le cultivateur fermier, dans ce pays, est rare et, d'ordinaire, très peu favorisé de la fortune. Et cela, parce qu'il n'a pas la stabilité que donne la propriété.

Le cultivateur est donc presque toujours un acquéreur forcé. Il le fait pour établir ses enfants, pour arrondir son lopin de terre.

Il ne peut donc éviter le paiement de la taxe, des droits sur les mutations de propriétés. Il lui faut de toute nécessité la payer. Pour vivre il lui faut devenir propriétaire. Cette taxe, dont l'habitant des villes peut éviter le paiement en renonçant au luxe ou à la spéculation, le cultivateur est forcé par le seul fait de la condition de son état et de la condition de l'agriculture dans ce pays, de la payer, coûte que coûte, s'il veut réussir. Car la terre, pour lui, c'est le capital, le capital que le plus humble ne peut acquérir sans payer des droits considérables, tandis que les marchands des villes peuvent entasser, dans leurs vastes magasins, des marchandises valant des millions sans payer rien au trésor provincial.

Voilà l'iniquité, grande au point de vue agricole, des lois imposant des droits sur la transmission de la propriété immobilière. Voilà comment ces lois frappent le cultivateur avec des verges de fer, et sont sans vigueur contre les marchands et les gros capitalistes.

Tous les ans, de nouveaux projets de lois nous sont présentés demandant des privilèges, que l'on accorde presque toujours à l'ouvrier des

villes, aux employés publics, la plupart grassement rémunérés, aux commis, aux constructeurs, que sais-je enfin?

Les gages des ouvriers sont insaisissables pour les trois quarts: la plupart de leurs biens meubles le sont également.

Le commis est privilégié sur le fonds de commerce du propriétaire qui l'emploie. Le constructeur l'est sur les édifices qu'il érige. Les employés publics sont privilégiés. Ceux du Parlement fédéral sont complètement à l'abri de l'effet d'un jugement de nos cours; et ceux du gouvernement provincial sont assurés que les trois quarts de leurs salaires sont hors de la portée de leurs créanciers.

Je n'en finirais pas, si j'entreprenais d'énumérer tous les privilèges de nos lois d'exceptions. Mais le cultivateur, lui, quand les mauvaises récoltes successives, la maladie, les accidents, l'ont mis hors d'état de rencontrer ses obligations, la main de la justice s'appesantit sur lui sans que rien ne vienne en amortir les coups. On saisit tout. A peine lui laisse-t-on de quoi subsister, lui et sa famille, pendant trente jours! Celui qui irait proposer d'exempter de saisie le quart de sa récolte provoquerait un rire inextinguible d'un bout à l'autre de la province. On le regarderait comme un excentrique, peut-être en aliéné. Mais on trouve tout naturel de mettre à l'abri de tout recours, le salaire d'un employé retirant depuis \$1,000 à \$3,000 du trésor public.

Le marchand a, pour le recouvrement de ces créances, des lois spéciales qui rendent plus expéditive la justice qu'il réclame. Le propriétaire, lui aussi, peut procéder sommairement à recouvrer ses loyers. Mais le cultivateur, lui, quand il est créancier, ne peut faire mouvoir la justice qu'avec une extrême lenteur. Les lois qui régissent nos voiries, le code municipal tout entier, sont un inextricable dédale, où se perdent tous ceux qui s'y aventurent.

Le marchand de gros peut suivre sa marchandise et la reprendre intacte des mains de son débiteur malhonnête ou malheureux dans un délai fixe.

Le cultivateur, qui ne fait guère de bénéfice, qui ne spéculé pas, lui, voit le prix de ses produits passer dans le gousset du marchand de gros, contribuer à augmenter le chiffre de ses affaires, à arrondir sa fortune. Mais quand il la réclamera du marchand de détail à la solvabilité duquel il s'est fié, ce dernier lui répondra par une cession de biens. Les curateurs seront nommés par les mêmes marchands qui ont dans leurs poches l'argent qui revient de droit au pauvre cultivateur. Ces messieurs se constitueront inspecteurs; tout se fera à ville, à des centaines de milles quelquefois de la résidence du cultivateur créancier, auquel il ne reste que le droit d'attendre que ces messieurs veuillent bien lui annoncer qu'il touchera dix centins dans la piastre pour le produit d'un an de sueurs et de travaux. Heureux encore, si MM. les marchands, dans leur ambition de tout contrôler, de tout accaparer, ne constituent pas curateurs

des hommes qui finissent par tout garder. Et ça c'est vu, M. l'Orateur.

Et tous ces prétendus défenseurs du cultivateur, depuis l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable L. Beaubien) jusqu'au député du Lac-Saint-Jean (M. J. Girard), ont refusé de le protéger contre de pareilles injustices, quand mon honorable ami le député de Montmagny (M. N. Bernatchez), proposait, le 27 décembre 1895, la motion suivante: "Que cette Chambre croit devoir déclarer qu'elle espère que le gouvernement, dans le but de protéger autant que possible les agriculteurs et les colons contre les nombreuses pertes qu'ils sont exposés à subir, fera adopter sous le plus court délai, une loi créant un privilège, sur les biens de tous commerçants tombés en faillite ou en déconfiture, en faveur de tout cultivateur et de tout colon, et de tous propriétaires, et patrons de beurreries et de fromageries et autres industries agricoles, pour tous produits agricoles fournis et vendus auxdits commerçants, dans l'an et jour précédant telle déconfiture et faillite".

Proposition plus favorable à la classe agricole pouvait-elle être faite? Et, cependant, qu'a-t-on vu? Tous les membres de la droite, à part deux, se sont prononcés contre ce principe si sage, dont l'application eut mis la classe agricole à l'abri de bien des pertes et de bien des désastres:

Voici quel a été le vote sur cette motion, voir page 367J. Ass. Leg. 1893-94.

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Dechène, Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Savaria, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 15.

Contre: MM. Allard, Beaubien, Bédard, Cartier, Casgrain, Châteaufort, Chicoyne, Cooke, Doyon, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Kennedy, King, Lacouture, McDonald, McIntosh, Magnan, Marion, Martineau, Normand, Panneton, Petit, Rioux, Simpson, Spencer, Taillon, Thériault, 33.

Ces messieurs auront à rendre compte de cette conduite. Les électeurs les jugeront.

M. l'Orateur, la condition actuelle de nos agriculteurs est loin d'être prospère. Et toutes les statistiques des honorables messieurs ne réussiront pas à convaincre les cultivateurs que le pactole coule dans leurs fossés. La récolte a été magnifique, les cultivateurs ont des produits de toutes sortes à mettre sur le marché. Comment se fait-il donc que la gêne et la pauvreté augmentent dans nos campagnes; que les fermes perdent tous les jours de leur valeur vénale, et que les capitalistes refusent de prêter sur les propriétés rurales, que l'on regardait autrefois comme les plus sûres de toutes les garanties. C'est que rien ne se vend, tout se donne.

L'agriculture avance et grandit toutes les fois que les débouchés ouverts à ses productions s'élargissent et s'améliorent, a dit l'auteur déjà

cité. Elle s'affaisse et dépérit toutes les fois que ses débouchés se resserrent, et il est facile d'en citer de nombreux exemples. Et l'auteur cite les campagnes romaines, plusieurs endroits de l'Espagne et de l'Italie, où la charrue ne trace plus son sillon, où la stérilité a succédé à la merveilleuse fertilité d'autrefois!

Le gouvernement actuel s'est occupé de stimuler la production dans une seule branche de l'industrie agricole. Il l'a stimulée jusqu'à ce que ce qui devait arriver arrivât: l'encombrement des seuls marchés qui étaient ouverts. Le gouvernement actuel est le fils plus ou moins légitime de celui d'Ottawa. C'est dans les sentines de corruption de la capitale fédérale que s'est complété le coup d'Etat; c'est de là qu'est venue la récompense de celui qui s'en est rendu coupable, en donnant illégalement la vie ministérielle au gouvernement de Boucherville, dont celui-ci est l'héritier.

Sous l'empire du régime économique inauguré, en 1879, par le gouvernement fédéral, la province est devenue le champ de bataille des autres provinces. Elle a de plus payé les frais de la guerre de tarif avec les autres nations, qui en a été la conséquence. Pour protéger les manufacturiers d'Ontario, et les propriétaires des mines de charbon de la Nouvelle-Écosse, on est entré en lutte avec les États-Unis, qui ont fermé leur marché aux produits de nos fermes. La protection, qui a pour effet d'agglomérer la population dans les villes, et augmente le prix de la main-d'œuvre à la campagne, est cause que l'agriculteur manque souvent de bras. Et le malheur est que, dans notre pays du moins, elle n'a pas tenu ses promesses de nous créer un marché rémunérateur pour les produits de nos terres.

Le gouvernement actuel ne peut avouer cela. Il accuserait ses bienfaiteurs et ses pères. N'admettant rien, il ne peut logiquement chercher à réparer les maux qu'engendre la protection et les terribles représailles qu'elle nous attire. Il pousse à la production quand même et toujours, laissant au hasard le soin de nous en débarrasser. Il n'a pas même songé à mettre à l'étude, d'une manière sérieuse, cette question de suprême importance, de débouchés à créer, qu'il faut absolument, et sans délai, trouver pour le surplus de cette production.

Cette idée s'est-elle présentée, qu'il l'a repoussée comme un cauchemar, parce qu'elle lui faisait toucher du doigt l'immense plaie qui ronge notre classe agricole; la cancre dévorant de la protection, de la protection qui augmente le prix de revient, sans hausser le prix de vente, de la protection qui ruine le cultivateur pour enrichir le manufacturier.

Cette question des débouchés, le gouvernement sait qu'à l'heure qu'il est, c'est la question suprême, celle qui prime toutes les autres. Il doit entendre comme nous les cris des cultivateurs offrant leurs produits, demandant des marchés rémunérateurs, cherchant un placement avantageux pour leurs deniers. Et qu'on ne nous dise pas que nous introduisons dans cette Chambre des questions qui sont du ressort d'un autre tribunal.

Je dis, M. l'Orateur, que nous faisons fausse route si nous continuons à marcher dans la voie où nous sommes engagés. Je dis qu'il est temps de laisser de côté l'esprit de parti, et de travailler à l'amélioration du sort de la classe agricole quels que soient les obstacles qui se dressent devant nous.

Je dis que si nous voulons éviter la catastrophe que nous préparons depuis longtemps les hommes d'Ottawa, nous devons lever la tête et parler haut.

Étudions ce qu'il nous faut, précisons nos demandes et transmettons-les à ceux qui, ayant le pouvoir de faire le mal, doivent au moins avoir le courage de laisser faire ceux qui veulent le réparer.

Pour ma part, le salut de l'agriculture, la prospérité de nos campagnes est là: il nous faut des marchés, il nous faut des débouchés.

M. l'Orateur, je termine. J'ai parlé sans arrière pensée, dans le but d'établir les responsabilités comme de répartir les mérites. J'ai voulu mettre devant la Chambre et le pays le programme agricole du parti auquel j'appartiens.

Parent de cultivateurs, représentant un comté agricole, je sens vivement ce que ressentent ceux avec lesquels je suis en perpétuel contact, en relations suivies, ceux parmi lesquels je compte mes meilleurs et mes plus fidèles amis.

Les accusations que l'on porte contre nos cultivateurs me blessent. J'ai voulu y répondre avec la conviction la plus sincère et les repousser avec toute l'énergie dont je suis capable!

Les hommes qui siègent de ce côté-ci de la Chambre, les libéraux, sont les amis naturels des faibles, les défenseurs de ceux qui n'en ont point.

Et chacune de leurs défaites coïncide avec un écrasement nouveau pour le peuple.

L'avènement au pouvoir du gouvernement actuel en est la meilleure preuve. Le jour n'est pas éloigné où le peuple prouvera qu'il nous comprend et nous approuve.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Le député de l'Islet (M. F. - G. - M. D. e ch e n attendait la taxe sur les corporations commerciales un revenu de \$140 000.00. Elle a rapporté \$20 756.16 de plus que le chiffre prévu. Le revenu provenant de cette source devra augmenter au fur et à mesure que se développera la richesse dans notre province.

vaux ne pouvaient plus se vendre aux États-Unis. Comme on dit souvent: "Charbonnier est maître chez lui," et les Américains sont maîtres chez eux, et s'ils veulent imposer des droits sur ce que nous exportons chez eux, c'est leur droit. Nous pouvons le déplorer mais il nous est impossible d'y remédier. Le député de l'Islet (M. F. - G. - M. D. e ch e n attendait la taxe sur les corporations commerciales un revenu de \$140 000.00. Elle a rapporté \$20 756.16 de plus que le chiffre prévu. Le revenu provenant de cette source devra augmenter au fur et à mesure que se développera la richesse dans notre province.

avec tant de regret. Ce sera peut-être le temps de dire avec le poète: "Le flot qui l'apporta recule épouvanté."

Et je crois que si le député de L'Islet faisait jamais un ministre de l'Agriculture, la terre ne produirait plus que des ronces et des épines.

C'est un fait, dit-il, que l'administration gouvernementale coûte très cher, mais il est quand même possible qu'elle soit plus économique, avec une administration honnête et consciencieuse qu'avec un gouvernement extravagant.

Sur ce, M. l'Orateur, je vais parler chiffres, ce qui ne sera guère plus amusant et sur la motion pour que vous quittiez le fauteuil, je vais faire mon exposé financier.

Monsieur l'Orateur,

Le cinq décembre 1893, mon prédécesseur en office faisait son discours sur le budget. Il soumettait à cette Chambre ses prévisions pour l'exercice 1894-95. Nous avons maintenant les comptes publics et nous pouvons faire la comparaison des recettes et des dépenses prévues avec les recettes et les dépenses réelles. Il y a quelques écarts entre les unes et les autres dans certaines branches de l'administration. Cela est inévitable. Je vais signaler ceux qui sont assez considérables pour mériter une mention spéciale.

Plus-values dans les recettes 1894-95.

Le revenu des timbres judiciaires qui avait été évalué à \$175 000.00 a donné \$12 314.60 de plus que les prévisions. Ce revenu suit nécessairement le mouvement des affaires judiciaires.

En 1889-90, il a été de \$174 663.10

En 1893-94, il a été de 184 245.00

En 1894-95, il a été de 187 314.60

Le revenu du fonds de bâtisses et des jurés avait été prévu à \$10 000.00. Il a donné \$19 477.90 de plus que les prévisions. Cette plus-value dans un revenu qui n'est guère variable est due à la perception d'arrérages, notamment de la cité de Québec qui a payé \$15 393.00.

On attendait la taxe sur les corporations commerciales un revenu de \$140 000.00. Elle a rapporté \$20 756.16 de plus que le chiffre prévu. Le revenu provenant de cette source devra augmenter au fur et à mesure que se développera la richesse dans notre province.

En 1889-90, il a été de \$130 212.74

En 1890-91, il a été de 139 436.39

En 1891-92, il a été de 137 937.88

En 1892-93, il a été de 138 925.71

En 1893-94, il a été de 142 854.50

En 1894-95, il a été de 160 756.16

Quant à la taxe sur les successions.

En 1892-93, elle a produit \$40 313.59

En 1893-94, elle a produit 149 823.46

En 1894-95, elle a produit 162 535.50

Mon prédécesseur avait fixé à \$40 000.00 le revenu qu'il en attendait pour l'exercice 1894-95: c'est une plus-value de \$122,535.50

La loi qui a créé cet impôt a été sanctionnée le 24 juin 1892, et elle est entrée en vigueur le jour de sa sanction; de sorte que les successions qui se sont ouvertes pendant l'année budgétaire 1892-93 ont dû payer les droits imposés. D'après les chiffres ci-dessus, il y a donc lieu de croire que le revenu de cet impôt sera encore plus considérable dans l'exercice en cours que dans l'exercice de

1894-95, d'autant plus qu'il y a bon nombre de successions ouvertes pendant l'exercice précédent, qui, pour diverses raisons, n'ont pas encore payé les droits imposés. Les revenus provenant de cet impôt iront croissant d'année en année.

Les autres plus-values sont d'un chiffre trop modique pour qu'il soit utile d'en parler.

Moins-values dans les recettes.

Les moins-values qui méritent d'être notées sont:

	Prévu	Réel	Ecart
Département des Terres de la couronne	\$901 800.00	\$866 032.10	\$35 761.90
Loi des licences de Québec, net	600 000.00	564 003.31	35 996.69
Licences de manufacture et de commerce	250 000.00	121 932.96	128 067.94
Droits sur la transmission des immeubles	260 000.00	185 870.70	74 129.30
Entretien des aliénés	40 000.00	21 848.28	18 151.72
Prélèvement sur les subsides accordés aux compagnies de chemins de fer	40 000.00	6 344.68	33 655.32

Lorsque la session de notre Législature a lieu en automne, il est difficile de prévoir au juste les recettes et les dépenses de l'exercice qui devra suivre, parce que cette date est trop rapprochée du dernier exercice. Prenons pour exemple le département des Terres de la couronne. On sait que les recettes de ce département proviennent en grande partie de l'exploitation des forêts. Le revenu de la coupe du bois pour l'exercice 1896-97 sera réglé par la quantité de bois que l'on coupera pendant l'hiver qui va commencer. Ce commerce est très variable, et conséquemment toutes prévisions à ce sujet sont exposées à être déçues.

Tout ce que je puis dire de l'écart entre les recettes prévues et les recettes réelles dans le département des Terres pour l'exercice 1894-95, c'est qu'il ne présente rien d'insolite, rien de particulier.

Quant à la diminution du revenu provenant de la loi des licences de Québec, elle est facile à expliquer. Les prévisions budgétaires pour l'exercice 1894-95 ont été préparées à la fin de novembre ou au commencement de décembre 1893, et c'est après cela qu'a été soumis à la Législature, un projet de loi décrétant que, pour l'année qui commencerait le premier mai 1894, le nombre des licences d'hôtel et de restaurant, dans la cité de Montréal, serait limité à quatre cent quarante, et pour l'année suivante à quatre cents. Ce projet de loi a été adopté, et le revenu en a souffert une diminution d'environ \$20 000.00 par année.

De plus, dans bon nombre d'autres localités, les autorités municipales s'appliquent à diminuer le nombre des licences, et elles y réussissent dans une grande mesure.

Pour ce qui concerne les licences de manufacture et de commerce, je rappellerai qu'elles avaient produit \$145 608.87 en 1892-93, et que, pendant la session de novembre-décembre 1893,

lorsque la Législature a changé la base de l'impôt pour les cités de Montréal et de Québec et a fait d'autres amendements à la loi de 1892, il était bien difficile de prévoir l'effet qu'aurait sur le revenu cette législation. Au lieu de \$145 608.87, ces licences n'ont produit que \$106 428.45 en 1893-94 et \$121 932.96 en 1894-95. Cette source de revenu n'offre plus guère d'intérêt puisqu'elle doit être supprimée.

On vient de voir que les droits prélevés sur la transmission des immeubles n'ont donné que \$185 870.70, tandis qu'ils avaient été prévus, par mon prédécesseur, à \$260 000.00.

En 1892-93, ils ont rapporté. \$292 001.65
En 1893-94, ils ont rapporté. 246 860.50
En 1894-95, ils ont rapporté. 185 870.70

En 1892-93, le droit était de un centin et demi par cent; mais par une loi sanctionnée et mise en vigueur le huit janvier 1894, il a été réduit à un centin. Cette réduction du tiers, qui a porté sur six mois de l'année 1893-94 et sur toute l'année 1894-95, explique la graduation descendante qu'a suivie le revenu provenant de cette source.

La gêne dans les affaires, qui s'est fait sentir un peu partout, a eu son effet aussi sur les mutations de propriété foncière.

On dit en outre que certaines lois de cette Législature ont contribué à ce résultat. A ces causes je pourrais en ajouter une autre; on a dit dans les journaux et ailleurs que le droit sur la transmission des immeubles serait supprimé ou réduit, et cela a été cause que beaucoup de transactions ont été remises à plus tard ou ne sont pas encore parvenues aux bureaux d'enregistrement.

La moins-value de \$18 151.72 dans les recettes relatives à l'entretien des aliénés s'explique, en partie, par le fait qu'une somme de \$7 000.00. qui était due par la cité de Québec le 30 juin dernier.

n'a pas encore été payée, parce qu'il y a des comptes à régler entre cette cité et le gouvernement. En outre, ici encore se présente la difficulté de préparer les prévisions budgétaires en octobre ou en novembre pour une année qui ne doit commencer que le premier juillet suivant.

Le prélèvement sur les subsides accordés aux compagnies de chemins de fer, décrété par la loi de 1890 (54 Vict. ch. 88, arts. 11, 12, 13, 14), avait été prévu par mon prédécesseur à \$40 000.00; il n'a rapporté que \$6 344.68. Des actions ont été intentées à plusieurs compagnies. En défense, on a prétendu que la loi ne pouvait pas être exécutée, parce qu'elle ne fixait pas la quotité de l'impôt. Elle se bornait à dire qu'une somme n'excédant pas un demi de un pour cent sur le montant de la subvention serait prélevée. Il est vrai que les actions ne réclamaient que un demi de un pour cent; cependant les prétentions de la défense ont été maintenues pour la Cour supérieure, en octobre 1894.

J'ajouterai que la loi n'accordait pas à l'Exécutif le pouvoir de fixer la quotité à prélever.

Pendant ces procès, la plupart des compagnies ne payaient pas. Les sommes portées en recette se composaient surtout de ce qui avait été retenu par le trésorier en payant les subsides.

Une loi de la dernière session a fait disparaître cette cause de difficulté, et j'espère que les compagnies de chemins de fer vont maintenant s'exécuter.

	Prévue	Réelle	Ecart
Administration de la justice	\$565 940.00	\$608 327.29	\$ 42 387.29
Agriculture, colonisation, etc	236 900.00	290 636.62	53 736.62
Travaux publics extraordinaires	16 300.00	152 499.01	136 199.01
Services divers	315 700.00	336 756.01	21 056.01

L'augmentation des dépenses de l'administration de la justice n'a rien qui surprenne quand on pense à l'épidémie de crime qui a sévi en 1894 et 1895. Les termes des cours criminelles ont été plus fréquents, plus longs, le nombre des prisonniers s'est accru, en un mot les frais ont été presque partout plus considérables que par le passé dans cette branche importante du service public. Espérons que cet accroissement de la criminalité n'aura pas un caractère de permanence.

Les efforts du gouvernement pour développer l'industrie agricole sont assez connus et ils sont trop bien appréciés pour que j'aie besoin d'expliquer ou de justifier l'augmentation de dépenses que je viens de signaler dans ce département.

Le crédit voté pendant la session de 1893-94 pour travaux publics extraordinaires était de \$16 300.00.

Par le budget supplémentaire voté dans la session de 1894-95, on y a ajouté une somme de \$130 879.50, dont \$123 340.65 pour le palais de justice de Montréal. Les travaux d'agrandissement de cet édifice sont terminés. Tous ceux qui ont été faits depuis la formation du cabinet de Boucher-

Dépenses de 1894-95

Voici maintenant les branches de l'administration où il y a eu entre les dépenses prévues et les dépenses réelles un écart assez notable pour mériter notre attention.

La dépense pour la dette publique avait été prévue pour mon prédécesseur à.....\$1	527 296.36
Elle n'a été que de.....	1 486 660.62
Différence en moins.....\$	40 635.74

Cette différence est due, pour la plus grande partie, à ce que, dans les estimations faites en décembre 1893, on avait les emprunts temporaires que la province devait alors et sur ceux qu'elle aurait à contracter. C'était ce que l'on payait à cette époque; mais le marché monétaire étant devenu plus favorable et notre crédit s'étant amélioré assez pour nous permettre de profiter de cet avantage, nous avons pu emprunter temporairement à moins de cinq pour cent.

Ci-suivent les chapitres où les dépenses réelles ont dépassé notablement les prévisions:

ville ont été payés. Sur les travaux antérieurs, l'entrepreneur réclame \$167 234.13. Un jugement rendu sur sa pétition de droit, par la Cour supérieure, le 6 novembre courant, lui a accordé \$92 296.21. Nous ne savons pas si le réclamant acquiescera à ce jugement, et le gouvernement n'a pas encore pris de décision à ce sujet.

Dans les "services divers", l'écart de \$21,056.01 s'explique par le fait que, postérieurement à la préparation des prévisions budgétaires, la Législature a voté une loi qui accorde aux régistres un traitement fixe, et les oblige à rendre compte au trésorier de la province des honoraires et émoluments d'office par eux perçus. Cette loi est entrée en vigueur le jour de sa sanction (8 janvier 1894), et elle a été appliquée aux régistres de Montréal, d'Hochelaga et Jacques-Cartier, et de Québec.

J'ai parlé un peu longuement de la différence entre les prévisions budgétaires préparées en décembre 1893 pour l'exercice 1894-95, et des recettes et dépenses réelles de cet exercice. Cela m'a fourni l'occasion de faire certaines remarques qui auront leur utilité ci-après.

**ETAT C.
RECETTES**

	1896-97	1891-92.	1892-93.	1893-94.	1894-95.
Puissance du Canada.....	\$1,278,952 80	\$1,278,952 80	\$1,278,952 80	\$1,278,376 11	\$1,277,799 42
Terres de la Couronne.....	742,544 62	681,006 98	999,937 67	903,163 96	866,032 10
Timbres judiciaires.....	175,972 20	169,128 20	174,936 10	181,245 00	187,314 60
do d'enregistrement.....	17,650 90	17,928 90	18,044 63	18,006 05	58,371 60
Fonds de bâtisses et des jurés.....	16,598 75	23,638 22	21,772 48	21,596 46	41,579 26
Honoraires judiciaires.....	4,610 82	2,267 92	10,383 34	11,495 70	12,166 84
Municipalités.—Pour l'entretien des prisonniers.	12,214 31	9,499 10	8,175 15	8,122 71	9,322 05
Palais de justice de Montréal.....	1,569 19	3,752 71	2,037 06	2,372 28	3,353 28
Prison de Montréal.....	5,115 80	9,492 72	1,949 88	4,376 09	4,550 47
Gardes des prisons de Montréal et Québec.....	1,600 00	1,600 00	1,600 00	10,200 00	2,400 00
Gain des prisonniers, prison de Québec.....	95 25	594 93	173 97	186 60	192 15
do do do Bedford.....				16 25	
do do do Terrebonne.....					29 00
Ferme de la prison, Québec.....		54 00			
Amendes, Justice.....	158 05	149 02	250 70	340 40	130 40
Honoraires du grand connétable, Québec.....	5 9 21	449 27	433 85	455 03	541 22
Licences.....	588,206 14	607,989 33	672,757 90	636,052 34	605,918 78
Taxes directes sur les corporations commerciales	139,436 39	137,937 88	138,925 71	142,854 50	160,756 16
do sur transports de propriétés.....			292,001 65	246,869 50	185,879 70
do directes sur certaines personnes.....			15,667 64	15,293 70	17,059 29
Licences de manufactures et de commerce.....			145,608 87	106,428 45	121,932 96
Droits sur successions.....			40,313 59	149,823 46	162,535 50
Commission sur honoraires d'officiers publics.	9,983 27	8,017 29	9,865 57	14,765 37	7,347 79
do sur renouvellements d'hypothèques.....	490 35	122 67	357 60	180 98	307 79
Législation.....	5,440 08	10,755 27	10,287 72	8,236 27	6,068 59
Asiles d'aliénés, contributions municipales.....	8,033 21	1,104 38	24,758 96	18,955 68	21,697 13
do Patients payants.....	105 39	75 68	1,778 91	407 49	151 15
Ecoles d'industrie et de réforme.....	11 40		77 64	2,289 06	5,688 51
Gazette officielle de Québec.....	24,851 26	24,263 43	25,813 60	20,774 41	21,835 47
Revenu casuel.....	1,991 16	3,870 26	9,059 93	5,870 13	6,114 62
Service civil, contributions pour pensions.....	8,309 21	7,357 53	7,348 26	7,125 49	6,677 95
Compagnies d'assurances provinciales—Dé-					
penses d'inspection.....	440 60	520 55	429 00	520 84	429 14
Travaux et édifices publics—Loyers.....	762 17	924 16	1,743 17	1,878 63	1,062 60
Inspection des chemins de fer.....				516 00	516 00
Intérêts sur prêts et dépôts.....	32,357 11	44,538 81	43,673 18	26,438 87	22,095 28
Prime, escompte et change.....	2,894 44	674 02	1,168 52	7,046 13	3,949 36
Intérêt sur prix de vente du ch. de fer Q.M.O. & O	367,908 07	370,140 58	368,136 05	369,622 58	368,327 96
Honoraires d'enregistrement.....				11,529 90	5,682 42
Remboursements.....	10,841 91	30,587 14	46,720 96	16,223 82	24,180 23
Prêt aux incendies de Québec.....			100 00	550 00	220 00
Puissance du Canada, comptes généraux.....			18,407 40	489 40	489 40
Ventes de propriétés à Montréal et Québec.....	\$3,457,144 32	3,458,403 85	4,384,654 48	4,258,728 56	4,221,687 84
			7,116 00	1,805 05	100,340 28
FONDS EN FIDEL-COMMIS, REMBOURSE-					
MENTS, ETC. :—					
Remboursements sur avances.....	2,500 00	11,321 29	50,000 00		5,550 00
Fonds de pensions des instituteurs.....	4,758 66	1,061 51	4,691 91		202 22
Fonds d'amortissement de la cité de Hull.....	140 36	145 07	142 46	153 99	158 63
do do Pointe-à-Gatineau.....					100 00
Conseil d'Agriculture.....					286 00
Héritiers et Succession P. E. Roy.....					1,584 00
Fonds de licences de mariage.....	6,750 00	6,696 00	7,476 00	7,470 00	7,218 00
Cautionnement des officiers publics.....	1,000 00	500 00	3,453 00	1,994 38	500 00
Fonds au Palais de justice d'Aylmer.....				42 76	
Dépôt de Julie Labbé.....				500 00	
Remboursements au fonds de subventions des					
chemins de fer.....		5,675 50	9,737 36	49,732 48	6,344 68
Dépôts de garantie de chemins de fer.....	278,520 00				
Edifices des arts et manufactures.....		1,288 90			
Fonds d'emprunt municipal.....		3,000 00			
Remboursements, dépenses spéciales.....		4,581 48			
do chemins de fer Q. M. O. & O.....		1,444 00			
	\$3,750,813 34	3,494,117 60	4,467,278 21	4,320,427 22	4,343,971 65
Emprunts temporaires.....	2,223,333 23	1,400,000 00	1,150,000 00	870,000 00	2,460,000 00
Produit de l'emprunt de 1891.....		3,707,530 00			
do do 1893.....				3,860,073 34	
do do 1894, (Londres).....				2,742,076 73	2,723 27
do do 1894, (Paris).....					4,196,391 52
En caisse au 1er juillet de chaque année.....	525,244 45	471,852 59	3,331,855 29	365,355 91	546,732 00
	\$6,499,491 10	\$9,073,500 19	\$6,949,133 50	\$12,157,933 20	\$11,459,818 44

**ETAT D.
DÉPENSES.**

	1890-91.	1891-92.	1892-93.	1893-94.	1894-95.
Dettes publiques.....	\$1,271,508 30	\$1,428,443 62	\$1,445,031 34	\$1,437,932 07	\$1,486,660 62
Législation.....	281,078 74	282,264 64	199,769 84	207,076 77	198,543 50
Gouvernement civil.....	269,660 07	266,321 19	251,908 20	256,725 24	251,256 54
Administration de la justice.....	679,003 18	691,788 18	583,409 56	548,038 05	608,327 29
Instruction publique.....	402,106 34	415,482 11	384,960 00	380,760 00	383,726 45
Agriculture, Colonisation et Immigration.....	245,628 89	305,102 71	201,328 17	242,864 01	290,636 62
Travaux et édifices publics :					
Ordinaires.....	139,612 83	152,903 17	104,528 88	101,037 86	110,267 32
Extraordinaires.....			238,264 10	390,955 24	152,499 01
Asiles et institutions de bienfaisance.....	316,872 66	422,681 59	355,725 00	325,082 00	323,047 25
Divers, (y compris les paie- ments faits par les offi- ciers du Revenu sur les perceptions).....	490,048 41	471,649 39	425,597 76	376,874 23	399,772 84
Dépenses spéciales.....	826,234 15	551,041 88			
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer.....	\$4,915,774 60	4,997,681 48	4,190,522 85	4,267,946 07	4,195,727 44
Avances.....	222,097 41	231,070 14	240,405 39	250,117 25	260,223 61
Fonds en fidéi-commis.....	43,760 00		48,036 89	15,395 60	30,550 00
Fonds de Remboursement des subventions de che- mins de fer, frais.....	13,417 42	8,017 00	13,147 08	13,081 78	17,390 26
				88 80	2,742 60
Subventions aux chemins de fer et Q. M. O. & O....	\$5,195,049 43	5,236,768 62	4,492,106 21	4,550,629 50	4,506,633 31
	955,620 26	750,968 42	850,455 09	975,426 69	854,519 92
Remboursements d'em- prunts temporaires.....	\$6,150,669 69	5,987,737 04	5,342,561 30	5,528,056 19	5,361,153 23
		2,073,333 33	1,000,000 00	2,070,000 00	1,500,000 00
Rachats de dette :					
Emprunts de 1891.....				3,860,000 00	
do 1893.....					4,106,461 00
Ajoutez : Paiement de man- dats impayés au 30 juin 1890, 1891, 1892, 1893, 1894.....	\$6,150,669 69	8,061,070 37	6,342,561 30	11,456,056 19	10,967,614 25
	112,571 45	235,602 63	555,028 10	313,811 81	153,666 81
Deduez : Mandats impayés au 30 juin 1891, 1892, 1893, 1894, 1895.....	\$6,263,241 14	8,296,673 00	6,897,589 40	11,769,868 09	11,126,281 03
	235,602 63	555,028 10	313,811 81	153,666 80	209,491 95
	\$6,027,638 51	7,741,644 96	6,588,777 59	11,611,201 20	10,916,785 07

Résultat général, 1894-95

Le compte de l'exercice 1894-95 peut être établi comme suit:

Recettes ordinaires, y compris le produit des taxes imposées en 1892 (\$487 398.45)	\$4 221 687.84
Dépenses ordinaires (y compris \$77 866.66 pour rachat des obligations de l'emprunt de 1880)	4 043 228.43
	<u>\$ 178 459.41</u>

Quant aux dépenses totales, laissant de côté ce qui a été payé pour chemins de fer, savoir:

Subsides à diverses compagnies _____	\$848 910.95
Québec Montréal Ottawa et Occi- dental, construction	\$ 5 608.97

et incluant \$2 742.60 qui ont été dépensés pour la perception de la taxe sur les subsides de chemins de fer (loi de 1890), elles sont de \$4 506 633.31.

Les recettes totales, y compris
\$6 344.68 prélevés sur les
compagnies de chemins de fer
et \$100 340.28 provenant de la
vente de la propriété connue
sous les noms de château
Ramesay ou ancienne école
normale, se sont élevés à

Dépenses totales	\$4 506 633.31
Recettes	4 343 971.65
	<u>\$ 162 661.65</u>

Je ferai remarquer, en passant, que dans ce chiffre de la dépense totale se trouve comprise la somme de \$25 000.00 prêtée aux religieuses qui ont charge de l'asile de Beauport. Ce n'est pas à proprement parler une dépense, et il conviendrait de retrancher cette somme des \$162 661.66, ce qui réduirait à \$137 661.66 l'écart entre les recettes et les dépenses totales de l'exercice 1894-95.

Ces chiffres sont une réponse péremptoire à ceux qui nous accusent de nous écarter de la prudence qui a caractérisé notre administration en 1892-93.

Consultez l'état "D" ci-joint; comparez les dépenses de 1894-95 avec celles de 1892-93; laissez de côté les dépôts de garantie des compagnies de chemin de fer, les avances, les fonds en fidéicommis, les subventions aux chemins de fer, les emprunts, choses qui sont sans intérêt dans la

comparaison que je propose; que trouverez-vous?

1894-95, dépense	\$4 195 727.44
1892-93, dépense	4 190 522.85
	<u>\$ 5 204.59</u>

Et cependant, en 1894-95 nous avons eu à payer de plus qu'en 1892-93;

Pour la dette publique	\$41 629.28
Pour l'agriculture . . . . .	.89 308.45
Aux registrateurs, traitements et dépenses contingentes, en vertu de la loi sanctionnée le 8 janvier 1894	25 630.67

Il est vrai que cette loi rapporte au gouvernement un revenu plus que suffisant pour faire face à cette dépense; il est vrai que, tout compte fait, elle donne un profit de dix à douze mille piastres par an, mais il est également vrai qu'il y a une dépense nouvelle de \$25 630.67 dans le chapitre intitulé: "Services divers".

Nonobstant cette dépense additionnelle, le chapitre "Services divers" a coûté \$34 824.92 de moins en 1894-95 qu'en 1892-93.

Dans cette comparaison, que reste-t-il pour appuyer les accusations de gaspillage ou de simple incurie? Est-ce l'augmentation de \$24 917.73 dans les dépenses de l'administration de la justice? Pour invoquer ce fait, il faudrait ignorer ce qui se passe devant les tribunaux criminels depuis deux ans.

Prenez maintenant l'état "C" et comparez les recettes de 1894-95 avec celles de 1892-93. En examinant cet état à la lumière des explications que j'ai données dans la première partie de mon discours, où j'ai fait la comparaison des prévisions budgétaires avec les recettes et les dépenses réelles de 1894-95, quelles causes de reproche trouvera-t-on contre nous? Je défie qui que ce soit d'en signaler une, une seule. Nous avons donné à la perception du revenu la même attention qu'à surveiller la dépense.

1895-96

Dans mon exposé budgétaire, le 21 décembre dernier, les recettes étaient prévues à \$4 255 499.42 pour l'exercice 1895-96.

Subséquentement, le gouvernement a fait avec la Compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique des arrangements qui réduiront à \$333 064.00 (au lieu de \$370 000.00) l'intérêt que nous recevrons cette année sur le prix de vente du chemin de fer Québec Montréal Ottawa et Occidental.

D'un autre côté, j'attends:

Du département des Terres	\$1 000 000.00,	au lieu de	\$936 050.00
De la taxe sur les corporations commercia- les	160 000.00,	au lieu de	140 000.00
De la taxe sur les successions	165 000.00,	au lieu de	150 000.00

En un mot, je compte, pour l'exercice en cours, sur un revenu de \$4 317 513.42.

Les dépenses ordinaires de l'exercice en cours seront de \$4 013 008.58

Si on ajoute les dépenses extraordinaires, savoir:

pour travaux publics	\$ 58 486.34	
dépôts de garantie des compagnies de chemin de fer	268 235.62	
		\$326 721.96
on arrive à une dépense totale de		\$4 339 730.54

Il y a aussi \$800 000.00 que nous pouvons être appelés à payer pour subventions aux chemins de fer. Mais c'est pour ainsi dire un compte à part. Cette somme porterait la dépense à \$5 139 730.54.

Donc, si mes prévisions se réalisent, l'exercice 1895-96 se soldera comme suit:

Recettes ordinaires	\$4 317 513.42
Dépenses ordinaires	4 013 008.58

Excédent\$ 304 504.84

Dépenses totales (moins subven-
tions aux chemins de fer et
réclamations Berger pour
travaux au palais de justice de
Montréal sous l'administration
Mercier, en dispute)\$4 339 730.54

Recettes4 317 513.42

Différence\$ 22 217.12

ETAT E.

RECETTES PROBABLES, 1896-97

Puissance du Canada:

Subsides en vertu de l'acte de l'A. B. du N.	\$ 959,252.80
Intérêts sur fonds en fidéi-commis	71,385.94
Subside spécial, 47 Vict., chap. 4	127,460.68
Intérêts sur subventions de chemins de fer, 47 Vict., chap. 8.	119,700.00

\$ 1,277,799.42

Intérêts:

Intérêt sur prix de vente du chemin de fer Q.M.O.&O.	308,000.00
Intérêts sur prêts et dépôts	20,000.00

328,000.00

Terres de la Couronne

954,000.00

Administration de la Justice:

Timbres judiciaires	185,000.00
Honoraires judiciaires	12,000.00
Fonds des bâties et des jurés — (Revenu net)	12,000.00
Entretien des prisonniers	9,000.00
Gardes des prisons de Montréal et Québec	4,000.00
Amendes	500.00

Prison de Montréal	4,000.00	
Autres prisons — Gain des prisonniers	200.00	
Palais de justice de Montréal	3,000.00	
Honoraires du grand connétable, Québec	500.00	
		<hr/>
		230,200.00

Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des régistres de Montréal et Québec)	60,000.00
Licences — (Revenu net)	575,000.00
Taxes directes sur les corporations commerciales	160,000.00
Taxes sur transports de propriétés	200,000.00
Droits sur successions	170,000.00
Commissions sur honoraires d'officiers publics	8,000.00
Commissions sur renouvellements d'hypothèques	200.00
Entretien des aliénés	52,500.00
Entretien des pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme	17,500.00
Législation	8,000.00
Gazette Officielle	21,500.00
Loyers d'édifices publics	1,000.00
Revenu casuel	6,000.00
Compagnies d'Assurances Provinciales, contributions	500.00
Contributions aux pensions, Service civil	6,500.00
Prime, Escompte et Change	1,000.00
	<hr/>
	4,077,699.42
Remboursement de taxes sur les subventions de chemin de fer	30,000.00
	<hr/>
	\$ 4,107,699.42
	<hr/>

ETAT F.

DÉPENSES, 1896-97.

	\$	cts.
Dette publique	1,523,202.56	
Législation	194,688.95	
Gouvernement civil	252,244.22	
Administration de la Justice, etc	564,540.00	
Instruction publique, etc	379,260.00	
Agriculture, Immigration et Colonisation	251,800.00	
Travaux et édifices publics:		
Ordinaires	\$109,860.76	
Extraordinaires	10,228.00	
		<hr/>
		120,088.76
Institutions de bienfaisance (y compris les asiles d'aliénés)	330,438.25	
Services divers	341,800.00	
Remboursement de dépôts de garantie de chemins de fer	276,522.46	
Fonds du Palais de Justice, Aylmer	1,574.00	
		<hr/>
		\$4,235,159.20
Subventions de chemins de fer et chemin de fer Q.M.O.&O.	700,290.25	
		<hr/>
		\$4,935,449.45

1896-97

REVENU — Pour le prochain exercice, j'estime le revenu à \$4 107 699.42. Nous ne recevrons plus que \$308 000.00 d'intérêt sur le prix du chemin de fer Québec Montréal Ottawa et Occidental vu les arrangements qu'il nous a fallu faire l'hiver dernier avec la Compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique.

Il est probable que le département des Terres ne donnera pas au trésor autant que dans l'exercice en cours. Au lieu de \$1,000,000.00, je l'évalue à \$954 000.

Les licences de manufactures et de commerce, qui ont rapporté \$121,932.96 en 1894-95, ne seront pas prélevées en 1896-97.

Il en est de même des taxes directes sur certaines personnes qui, en 1894-95, ont rapporté \$17,059.29.

Pour compenser en partie cette diminution, nous aurons une légère augmentation du revenu dans quelques branches de l'administration, et nous n'aurons presque pas de dépenses extraordinaires dans le département des Travaux publics, (\$10 228.00).

Les dépenses ordinaires, qui ont été de \$4,043,228.43 en 1894-95, et qui sont prévues à \$4,013 008.58 pour l'exercice en cours, ne sont évaluées qu'à \$3,946 834.74 pour l'exercice 1896-97.

Les dépenses extraordinaires, (sans les subventions aux chemins de fer), qui ont été de \$412 722.02 en 1894-95, et qui sont prévues à

\$326,721.96 pour l'exercice en cours, ne seront que de \$288 324.46 en 1896-97.

En résumé, mes prévisions pour l'exercice 1896-97 sont comme suit:

Recettes ordinaires.....	\$	107,	699.42
Dépenses ordinaires.....			3,946,834.74
Excédent.....	\$	160,	864.68
Dépenses totales (moins subventions aux chemins de fer)	\$	255,	159.20
Recettes.....		4,	107,699.42
Différence.....	\$		127,459.78

On voit qu'à part les sommes qu'il faut payer annuellement pour rembourser les dépôts de garantie des chemins de fer, (\$276,522.46 pour l'exercice 1896-97), nous resterons encore avec un budget en équilibre, même lorsque nous ne prèlèverons plus les licences de manufacture et de commerce, ni les taxes directes sur certaines personnes.

Je dirai dans un instant comment l'on devra rembourser ce qui reste dû sur les dépôts de garantie faits par certaines compagnies de chemins de fer.

D'après les prévisions budgétaires pour 1896-97, on a lieu de croire que le gouvernement pourra encore, à la fin de cet exercice, inviter ses juges à jeter un coup d'oeil sur les comptes des années précédentes, pour constater s'il a été fidèle à son programme ou s'il s'en est écarté, comme on s'est plu à le dire avec une persistance qui n'a rien de commun avec l'esprit de justice et la bonne foi.

Etat approximatif du passif de la province de Québec au 30 juin 1895

PASSIF	\$ cts.		\$ cts.	
	\$	cts.	\$	cts.
- Dette consolidée			29,345,402	67
Emprunts temporaires			1,460,000	00
Dépôts en fidéicommis			260,858	52
Dépôts des compagnies de chemins de fer —				
Pour paiement des intérêts garantis des obligations			991,292	78
Mandats impayés			209,495	96
Subventions en argent des chemins de fer, autorisées mais non encore dues	703,430	39		
Subventions en terres des chemins de fer, converties en argent, autorisées mais non encore dues — Balance sur les premiers 35 cts, par acre	291,745	86		
Subventions en terres des chemins de fer, qui peuvent être converties en argent, — 165,000 à 70 cts. l'acre \$115,500.00 premiers 35 cts. payables à l'achèvement des travaux	57,750	00		
			1,052,926	25
Perte sur dépôt à la Banque d'Echange			25,218	75
Obligations du palais de justice de Québec			200,000	00
			<u>\$33,545,194</u>	<u>93</u>

Etat approximatif de l'actif de la province de Québec au 30 juin 1895

ACTIF			
	\$	cts.	\$ cts.
Partie du prix du ch. de fer Q.M.O. & O., déposé en banque	353,390.00		
Partie du prix du ch. de fer Q.M.O. & O., placé en \$29,000, d'obligations de la province de Québec, emprunt 1878, achetées à 100%	31,610.00		
Partie du prix du ch. de fer Q.M.O. & O., placé en obligations du palais de justice de Québec	200,000.00		
Partie du prix du ch. de fer Q.M.O. & O., placé en obligations de la cité de Québec	15,000.00		
Balance non payée du prix du chemin de fer Q.M.O. & O.,	7,000,000.00		7,600,000.00
Allocations aux chemins de fer, en vertu de l'acte fédéral, 47 Victoria, chapitre 8			2,394,000.00
En banque			543,033.37
Réclamation contre l'hon. Thamas McGreevy			100,000.00
Coût de l'école Jacques-Cartier, Montréal, à être remboursé par vente de propriété			6,153.60
Avances à divers			176,457.89
Palais de justice de Québec, en vertu du 45 Victoria, chapitre 26, et 48 Victoria, chapitre 16			200,000.00
			11,019,644.86
Excédant du passif sur l'actif au 30 juin 1895			22,525,550.07
			\$ 33,545,194.93

Passif et actif au 30 juin 1895

Les principaux changements qui se sont produits dans cet état depuis le 30 juin 1894 sont les suivants:

La dette fondée a été augmentée, pendant l'année, par la différence entre la valeur nominale des obligations de l'emprunt négocié à Paris en 1894, et celles de l'emprunt de 1893, pour le rachat desquelles les premières ont été émises, différence qui se chiffre par \$1 226 515.00; et elle a été réduite de \$77 866.66, montant des obligations de l'emprunt de 1880, qui ont été rachetées, ce qui donne une augmentation nette de \$1 148 648.34.

En regard de l'augmentation du capital nominal de la dette occasionnée par le choix du type d'obligation trois pour cent pour acquitter l'emprunt fait à Paris en 1891-1893, il n'est que juste de rappeler la différence entre l'intérêt que nous payons et celui que nous aurions à payer si nous eussions adopté le type quatre pour cent. Cette différence aurait été en proportion du prix que nous aurions pu obtenir pour des obligations quatre pour cent. Il est fort douteux que, dans le temps où la province s'est engagée à accepter 77 net pour ses trois pour cent, elle aurait pu obtenir 99 net pour ses quatre pour cent. C'est pourquoi je crois être dans le vrai en fixant à environ \$7 000.00 la différence en moins dans l'intérêt annuel.

Les emprunts temporaires ont été augmentés de \$960 000.00 pour le paiement des subventions aux chemins de fer et pour faire face aux dépenses extraordinaires pour les édifices publics.

Les obligations pour subventions aux chemins de fer ont été diminuées de \$815 308.57, et on compte qu'il n'y a plus maintenant de réclamations importantes contre le chemin de fer Québec Montréal Ottawa et Occidental.

Les dépôts de garantie des compagnies de chemins de fer ont été réduits de la somme de \$260 223.01, payée durant l'année.

Le chiffre des mandats impayés est de \$50 829.16 de plus qu'il n'était à la même date en 1894, et l'argent en banque est de \$3 698.63 en moins.

La propriété du château Ramesay a été vendue et nous avons reçu \$100 340.28 sur le prix d'achat; une somme de \$6 153.60 reste encore à percevoir.

D'après la loi 35 Vict., ch. 14 (1871), et une résolution adoptée par cette Chambre le 21 décembre 1875, le prix de cette propriété devait servir à rembourser au trésor, jusqu'à concurrence, la somme dépensée pour l'achat d'un terrain et l'érection d'un édifice pour l'école normale Jacques-Cartier à Montréal.

En ce qui concerne cet état, je ne puis que répéter ce que j'ai dit déjà, à savoir que c'est seulement un état approximatif qui ne pourra être complété que lors du règlement des comptes en débat avec le Dominion et l'Ontario.

Arbitrage entre le Dominion et les provinces

Dans mon exposé budgétaire de l'année dernière, j'ai dit que les dépenses encourues pour cet arbitrage ont été considérables et continueront à l'être jusqu'à ce que le résultat final soit atteint; mais il ne faut pas oublier combien nombreuses et importantes sont les matières qui sont en cause; aussi ai-je appelé l'attention sur la grande somme de travail et de recherches qu'exigent l'examen et le règlement de réclamations qui sont restées en litige depuis le commencement de la Confédération.

J'ai cru qu'il était utile de faire rédiger un mémoire de tous les faits qui ont nécessité cet arbitrage, des questions qui doivent y être décidées et des progrès qui ont été faits jusqu'à présent. Ce mémoire a été fait par M. Machin, le sous-trésorier de la province, qui a pris part à toutes les conférences tenues depuis 1892, qui a noté de temps en temps les différentes questions soumises à l'examen, et dont l'aide, au cours de l'arbitrage, a été, au témoignage des avocats chargés de représenter la province, d'un grand secours dans l'accomplissement de cette tâche difficile.

Nous avons perdu, j'ai le regret de le dire, les services de M. Girouard, qui a reçu une promotion bien méritée par sa nomination à la Cour suprême; mais quelques-unes des questions les plus difficiles ont eu le bénéfice de son talent et de son travail, et Mr. Hall, l'avocat actuel de la province, a fait une étude spéciale de cette cause depuis trois années.

Ce mémoire sera communiqué à la Chambre dans deux ou trois jours et sera annexé à mon discours. On y verra que, jusqu'ici, les résultats ont été extrêmement satisfaisants, au point de vue des intérêts de la province.

La Chambre peut compter qu'aucun effort ne sera négligé, de notre part, pour mener cet arbitrage à bonne fin dans un avenir très prochain et que nous ferons tout en notre pouvoir pour sauvegarder les droits et les intérêts de la province de Québec.

Le passé — l'avenir

Lorsque l'honorable M. de Boucherville a pris l'administration des affaires de la province, en décembre 1891, la dette consolidée s'élevait à plus de vingt-cinq millions de piastres, y compris l'emprunt de quatre millions négocié en France par nos prédécesseurs, en 1891, pour un terme de deux ans; la dette flottante, à part certaines pétitions de droit et autres réclamations, était de plus de huit millions de piastres.

Les dépenses avaient augmenté dans une proportion alarmante, d'année en année, depuis 1887-88. J'ajouterai, en passant, que rien ne permettait d'espérer que ceux qui s'étaient imprudemment engagés dans cette voie rebrousseraient chemin. Au contraire, tout porte à croire qu'ils auraient continué à marcher vers l'abîme. Pour faire face à la dette flottante, nos prédécesseurs n'avaient laissé qu'une loi qui autorisait un emprunt de dix millions; (c'était insuffisant, car ils avaient déjà, en vertu de cette loi, emprunté quatre millions, de sorte qu'il ne restait plus que six millions à emprunter, et les engagements dépassaient huit millions;) et, pour combler le déficit annuel qui avait atteint \$1 700 000.00, il n'y avait rien.

La réputation de la province, qui avait souffert, surtout en Angleterre, de la loi relative à la conversion de la dette publique que le cabinet Mercier avait fait voter par cette Législature, en 1888, venait d'être encore plus gravement compromise par des révélations qu'on a à bon droit qualifiées de scandaleuses.

Notre Tâche

Relever le crédit de la province, diminuer les dépenses, créer de nouveaux impôts, emprunter, lorsque notre crédit était atteint, pour acquitter les engagements que nous avaient légués nos prédécesseurs, c'était déjà une tâche bien lourde.

Et, pourtant, ce n'était pas tout.

Les arrangements à faire pour l'entretien des aliénés dans l'asile de Beauport, l'exécution des contrats ainsi que des lois passés en 1892 au sujet de la vente du chemin de fer du nord devaient encore ajouter aux difficultés de notre position.

Le règlement des comptes entre les gouvernements du Canada, de la province d'Ontario et de notre province s'imposait; c'était un travail dont on ne s'était pas fait une idée exacte avant de l'avoir entrepris.

Je ne saurais omettre, dans cette énumération, les nombreuses réclamations résultant de contrats qui nous paraissaient entachés d'illégalité et qui étaient certainement contraires à l'intérêt public. Il s'en trouvait même qui avaient évidemment été faits dans un but de corruption. Fallait-il régler à l'amiable, ou permettre de poursuivre par pétition de droit, ou bien encore rejeter péremptoirement les réclamations? Nous croyons avoir exercé sagement notre discrétion dans la manière dont nous avons traité chacun des cas qui se sont présentés.

Avons-nous accompli notre tâche

Réduire les dépenses après cinq années de prodigalité n'était pas chose facile. Nous y avons cependant réussi dans une grande mesure. A force de retranchements, nous sommes arrivés à dépenser environ \$700 000.00 par an de moins que nos prédécesseurs. Aussi, que de fois nous a-t-on reproché de n'être pas des hommes de progrès, de négliger nos amis, et d'amasser pour préparer à nos adversaires les moyens de faire des largesses s'ils sont appelés plus tard à nous remplacer! Je m'étonne que l'on manque jusqu'à ce point d'esprit public. On s'adresse au gouvernement pour toutes sortes de choses, sans s'occuper de l'état des finances, sans songer à faire une distinction entre ce qui est d'un intérêt général et ce qui ne l'est pas, entre les oeuvres, les entreprises qui doivent être laissées à l'initiative des individus ou des municipalités et celles qui ont droit d'être aidées par la province.

Les impôts ne sont jamais populaires. Nous savions qu'on les exploiterait contre nous et que les premiers à le faire seraient ceux-là mêmes qui les ont rendus nécessaires. Mais ne fallait-il pas faire honneur aux engagements de la province? Ne fallait-il pas, pour refaire notre crédit, rétablir l'ordre dans notre budget? Ne fallait-il pas pourvoir à l'intérêt sur la dette publique que nos adversaires avaient augmentée si gaiement, à une foule d'exigences qu'ils auraient pu éviter de créer dans l'administration et qu'il est maintenant si difficile de supprimer?

Nos adversaires disent que les impôts n'étaient pas nécessaires.

Il n'y avait qu'un autre moyen: réduire les dépenses au chiffre du revenu alors existant.

C'était impossible. Comment auraient-ils pu le faire, eux qui avaient des déficits en chiffres ronds de:

1889-90.....\$1 380 569.18
1890-91.....1 722 756.09
1891-92.....1742 651.02

Il est vrai qu'ils n'ont administré que pendant la moitié de ce dernier exercice; mais le budget qu'ils avaient préparé, la difficulté de réduire les dépenses après avoir été prodigues, leurs antécédents, tout nous dit que s'ils fussent restés au pouvoir jusqu'à la fin de cet exercice et s'ils n'eussent pas été comme interdits par le lieutenant-gouverneur dans les derniers mois de leur administration, le déficit n'en eût été que plus considérable.

Qu'auraient-ils donc fait?

L'Opposition n'est pas obligée d'aviser la couronne; mais il est un fait qui impose à nos adversaires ce devoir que ne leur impose pas la constitution: c'est que la situation dont je viens de faire le tableau a été créée par eux. Puisqu'ils n'ont pas, pendant qu'ils étaient encore au pouvoir et qu'il leur incombait de le faire, dit au peuple comment ils entendaient rétablir l'équilibre dans notre budget, qu'ils le disent maintenant. Autrement, ils n'ont aucune chance d'être pris au sérieux.

Je répète la question: Qu'auraient fait nos adversaires?

Ils auraient augmenté les dépenses, sans doute.

Ils ne les auraient certainement pas diminuées.

Alors, ils auraient eu à taxer pour \$700 000.00 de plus que nous.

A tout événement, ceux que n'aveugle pas l'esprit de parti admettent qu'il fallait de nouveaux revenus.

C'est ce que nous ont dit tous les hommes d'affaires qui sont venus nous faire des représentations sur notre système d'impôts.

Eux ne prétendaient pas que nous pouvions nous passer d'impôts. Ils admettaient, au contraire, qu'il nous fallait augmenter le revenu, et ils ne discutaient que sur le mode à adopter.

Quels impôts devons-nous choisir?

Nous n'avions pas à examiner les infirmités et les mérites respectifs des taxes indirectes et des taxes directes; la constitution ne nous permet que celles-ci.

Sir Cornewall Lewis a dit: "L'art d'un chancelier de l'Echiquier consiste à lever le maximum d'argent en occasionnant le minimum de mécontentement."

Si Sir Cornewall Lewis eut connu la province de Québec, il se serait vite convaincu de la difficulté de cet art.

En 1892 nous avons décidé d'imposer:

Une licence sur les manufactures et le commerce,

Une taxe directe sur certaines personnes,

Un droit sur les mutations d'immeubles,

Un droit sur les successions.

L'Opposition a critiqué ces impôts. En indi-

quer d'autres eut été trop de loyauté; elle aimait mieux dire qu'il n'en fallait pas du tout. Mais puisque, en face des déficits annuels, on ne peut nier sérieusement la nécessité de nouvelles sources de revenus, j'ai le droit de demander à nos adversaires à quels impôts ils auraient eu recours et quels sont ceux qu'ils maintiendraient aujourd'hui. Auraient-ils imposé une taxe sur la propriété foncière dans toute la province? Peut-être; car le 13 novembre 1890, lorsque le gouvernement Mercier se préparait à demander à la Législature le pouvoir de faire un nouvel emprunt de dix millions de piastres, un de ses amis, le député actuel de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux), faisait l'interpellation suivante:

"Qu'elle était, en 1880, la valeur totale des biens imposables dans la province de Québec, d'après les rôles d'évaluation transmis, d'après la loi, au secrétaire de la province?"

Réponse par l'honorable M. Langelier: — "D'après les rapports dans mon département, il appert ce qui suit:

\$180 197 001.00 pour les municipalités rurales en sus des treize municipalités qui n'ont pas transmis de rapport:

83 014 995.00 pour les cités de Québec, Montréal et Trois-Rivières;

\$263 211 996.00 Total pour la province".

Etait-ce par simple curiosité que M. Lemieux posait cette question? Etait-ce uniquement pour satisfaire la curiosité de M. Lemieux qu'un membre du cabinet, M. Langelier, s'était donné la peine de préparer une réponse?

Il n'y a qu'une interprétation à donner à ces faits: c'est que le gouvernement Mercier et le parti qui l'appuyait songeaient à imposer une taxe générale sur la propriété foncière.

La province ne veut pas de cet impôt. Cela a été prouvé en 1893 par un vote de cette Chambre. L'honorable M. Moris avait soumis la proposition qui suit:

"Que cette Chambre est d'opinion que les taxes imposées sur les marchands, en cette province, devraient être immédiatement abolies et remplacées par une taxe de millième par piastre de tous les immeubles imposables de la province dont l'évaluation serait basée sur les rôles d'évaluation des cités et municipalités, et que ces taxes devraient être perçues par des employés municipaux".

Le six décembre, la Chambre rejeta cette proposition qui n'a été appuyée que par les votes de MM. Augé, Carbray, Kennedy, Martineau, Morris, Parizeau et Villeneuve. Tous ces députés représentaient des centres commerciaux.

Licences de manufacture et de commerce

Taxes directes sur certaines personnes

Je ne m'arrêterai pas à justifier les licences de manufacture et de commerce, ni les taxes directes sur certaines personnes. On sait que nous ne les avons imposées qu'avec la plus grande répugnance.

ce et en promettant de ne rien négliger pour les abolir le plus tôt possible. Cette promesse nous l'avons rachetée cette année. Une loi abrogeant ces licences et taxes vient d'être votée par les deux Chambres. J'espère que cette bonne nouvelle encouragera les intéressés à payer ce qu'ils doivent pour l'exercice en cours et les années précédentes. On doit comprendre que le gouvernement est dans l'obligation d'insister, pour la double raison qu'il a besoin de ce revenu et que cela n'est que juste envers ceux qui ont payé.

Droit sur les mutations de propriété

Venant à l'impôt sur les mutations de propriété, je passe la parole à Paul Leroy-Beaulieu. Dans son ouvrage remarquable intitulé Traité de la science des finances, il dit que cet impôt est l'un de ceux que le monde civilisé a connus le plus tôt, et voici comment il se justifie: "Un autre motif justifie mieux en principe les droits d'enregistrement et de timbre. C'est l'Etat qui est le garant de toutes les transactions sociales; c'est grâce à son appui, à sa police, à ses tribunaux que les propriétés peuvent passer avec sécurité du père mourant au fils survivant, du propriétaire vendeur au capitaliste acquéreur; c'est grâce à lui aussi que les contrats sont respectés. Il est donc naturel et juste que l'Etat prélève sur le montant des transactions une redevance qui équivaut à une prime d'assurance. Cette redevance est le prix d'un service rendu, d'un service de premier ordre que l'Etat est seul capable de rendre. Les contractants dans le cas d'une transaction, les héritiers dans le cas d'une succession, lui paient sa garantie et le concours éventuel qu'il leur prêterait si l'on venait les troubler dans l'exécution du contrat ou dans la jouissance de l'héritage".

Pour illustrer la pensée de l'auteur, je dirai que la province a dépensé plus d'un million de piastres pour la confection du cadastre qui régularise la division de la propriété foncière. Pourquoi cette richesse ne serait-elle pas appelée à contribuer au revenu public et à indemniser l'Etat de ce qu'il lui en coûte pour la protéger?

Leroy-Beaulieu dit que, pour être acceptable, cet impôt doit être léger, de même que le droit sur les successions; mais cet auteur écrivait dans un pays où les pouvoirs du gouvernement ne sont pas limités dans le choix d'un système d'impôts. Quand l'Etat a le pouvoir d'alimenter son revenu par des taxes indirectes, comme les taxes sur les consommations, il peut suivre les conseils des économistes. Je viens de dire qu'il en est autrement dans notre province.

A tout événement, nous avons prouvé que nous ne sommes pas tout-à-fait en désaccord avec Leroy-Beaulieu, car c'est par cet impôt que nous avons commencé le dégrèvement. On sait que nous l'avons réduit d'un tiers par une loi sanctionnée le 8 janvier 1894.

Il faut espérer qu'avec une administration sage on pourra l'alléger davantage dans un avenir assez rapproché.

Quoique, pour les raisons que j'ai données, il nous ait été impossible de nous conformer autant

que nous l'aurions désiré, à l'opinion de Leroy-Beaulieu, je continuerai à le citer:

"Ainsi, en principe, les droits d'enregistrement et de timbre, quand ils sont légers, se justifient de la manière la moins contestable. Ils se recommandent aussi par des raisons pratiques; ces droits sont des moyens de percevoir avec facilité, à peu de frais, souvent sans irriter le contribuable, des sommes considérables. Dans tous les pays civilisés le produit des droits d'enregistrement et de timbre est une des principales ressources du budget".

"Mais il y a plus dans les droits d'enregistrement: le service rendu par l'Etat en échange de l'impôt y est plus évident et plus actuel; ces droits ont, en effet, un caractère d'intérêt social. L'Etat, en enregistrant les actes et en gardant les registres où ils sont inscrits, conserve la teneur des transactions, en assure la preuve facile, si les actes originaux venaient à se perdre; il donne à ces transactions une date certaine, un caractère d'authenticité incontestable et la publicité qui est dans bien des cas nécessaire et presque toujours utile; c'est un fait indéniable que les transactions sont infiniment plus sûres et plus faciles dans les pays qui ont un service de l'enregistrement que dans ceux qui n'en ont pas. Les registres publics rendent les recherches sur les propriétés plus promptes, les contestations moins nombreuses; ils agissent littéralement, vis-à-vis des contractants et de leurs ayants causes, comme une assurance. Dans ces cas la somme payée à l'Etat n'est pas seulement un impôt, c'est une rémunération régulièrement due. Encore, conviendrait-il que cette rémunération ne fût pas exagérée, et l'on ne peut contester qu'elle ne le soit généralement en France".

Droit sur les successions

Quant aux droits sur les successions, on les trouve dans presque tous les pays. Nos voisins d'Ontario y ont eu recours avant nous, quoique leur budget fût moins obéré que le nôtre. De tous ceux que nous avons créés, c'est celui qui a été le moins critiqué. Voici ce qu'en dit l'auteur déjà cité:

"Examinons tour à tour quelques-unes des principales taxes d'enregistrement. L'une des plus importantes et des plus légitimes, si elle était contenue dans de justes limites, est celle qui frappe les donations entre vifs ou les successions. Cet impôt a existé de tout temps et en tout pays, quoique parfois les successions en ligne directe en aient été exemptées".

Dégrèvement

Après avoir réduit d'un tiers les droits sur les mutations de propriété, en 1894, nous nous sommes hâtés de supprimer la licence de manufacture et de commerce et les taxes sur certaines personnes. Nos adversaires n'ont pas accueilli cette loi comme ils auraient dû le faire, qu'ils me permettent de le dire. Ils en ont profité pour chercher à faire croire à ceux que ces licences et taxes n'atteignaient pas, que leur abolition est une injus-

tice envers eux. Ce langage aurait sa raison d'être si d'autres classes de personnes restaient taxées; mais il n'en est pas ainsi. Les manufactures, le commerce, les professions libérales et les autres occupations énumérées dans la loi de 1892, étaient seuls taxés. Ils pouvaient se plaindre de ce que tous les individus ou toutes les branches d'affaires n'avaient pas été également assujettis à la taxe. En les libérant, nous n'avons fait que les mettre sur le même pied que les autres.

Prétendra-t-on que les droits sur les mutations de propriété et sur les successions n'atteignent pas également toutes les classes de la société? Ce serait une erreur manifeste.

Dire à la population des campagnes qu'elle est maltraitée par le gouvernement, tandis que celle des villes est épargnée, telle est la tactique ordinaire des libéraux. Mais les statistiques officielles démontrent le contraire.

Si nos adversaires voulaient prendre la responsabilité d'exprimer une opinion, ils diraient peut-être que nous aurions dû faire une légère réduction sur tous les impôts et n'en supprimer aucun complètement.

La politique que nous avons adoptée est conforme aux principes prêchés par des économistes célèbres. Celui que j'ai déjà cité nous dit:

"Quand un État a des excédents de recettes et qu'il veut faire remise aux contribuables d'une partie des charges publiques, on peut se demander s'il vaut mieux supprimer absolument un seul impôt que d'en dégrèver un grand nombre. Généralement les gouvernements et les Chambres inclinent à la seconde solution, parce que, sollicités en sens divers par des intérêts nombreux et contraires, ils veulent en contenter le plus grand nombre possible. Cela peut être d'une bonne politique parlementaire, mais c'est d'une mauvaise politique financière et économique. L'expérience prouve que les faibles réductions de taxes ne profitent que médiocrement aux contribuables".

On voit que nous sommes en bonne compagnie.

Arrangements avec la compagnie du Pacifique

Lorsque le gouvernement a vendu le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, communément appelé le chemin de fer du Nord, il a été convenu que les acquéreurs auraient en tout temps le droit de payer le prix de vente. Dans la même session, la Législature a adopté une loi affectant spécialement le prix de vente au paiement des emprunts de 1874, 1876 et 1878. Les acquéreurs devaient payer l'intérêt au taux de cinq pour cent. Depuis ce temps, le taux de l'intérêt a baissé graduellement sur le marché monétaire. A diverses reprises la Compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique a manifesté l'intention de payer au gouvernement les \$7 000 000.00 qu'elle lui doit. Il était de son intérêt de le faire du moment qu'elle pouvait se procurer de l'argent à moins de cinq pour cent. Le 19 juin 1894, elle a donné avis au gouvernement qu'elle paierait dans six mois. Nous nous trouvions dans une position inquiétante: exposés à recevoir une si forte som-

me sans avoir le droit de l'employer autrement qu'à acquitter les emprunts qui devaient échoir en 1904, 1906, 1908. Il ne fallait pas songer à racheter ces obligations avant leur échéance. Elles étaient cotées à prime et les porteurs n'auraient pas manqué de se montrer exigeants lorsqu'ils se seraient vus les maîtres de la situation.

Je savais que les actions des compagnies de chemins de fer de l'Amérique du Nord généralement étaient en baisse et que la Compagnie du Pacifique n'était pas sans en souffrir. Mais cette défaveur pouvait n'être que passagère. De plus, la Compagnie du Pacifique, si elle voulait emprunter \$7 000 000.00 pour nous payer, pouvait faire cette opération plus facilement que s'il se fut agi d'augmenter sa dette, d'autant plus qu'elle pouvait donner à ses prêteurs des garanties de première classe, c'est-à-dire le privilège du vendeur sur tout le chemin de fer du Nord. Nous avons cru que, dans ces circonstances, nous serions justifiables de consentir à la réduction des intérêts sur le prix de vente, à condition que la compagnie consentit à faire concorder ses paiements avec l'échéance de nos emprunts. Elle nous a d'abord offert quatre pour cent: je n'ai pas accepté. Elle a alors renouvelé son avis de paiement. Nous avons ensuite convenu que le taux de l'intérêt resterait à cinq pour cent pendant un an, et qu'après cela, il serait réduit à quatre pour cent, la différence entre cinq pour cent et quatre pour cent devant être répartie sur tout le temps qui nous séparait de l'échéance. Vu les dépenses que nous avions à faire pour des travaux publics extraordinaires, j'ai demandé que le paiement que la compagnie aurait à faire au mois d'août 1895 se fit sur le pied de cinq pour cent, et que les \$35 000.00, différence d'intérêt pour six autres mois, fussent répartis sur le reste du temps. Cette proposition fut agréée, et voilà pourquoi la compagnie nous paye l'intérêt à quatre et un vingtième pour cent. L'intérêt annuel se trouve donc réduit de \$66 500.00. C'est un désavantage pour nous, mais en revanche nous ne sommes plus exposés à recevoir \$7 000 000.00 dans un temps où nous ne pourrions pas les appliquer avantageusement. La compagnie devra nous payer au fur et à mesure que nous aurons besoin de notre argent pour acquitter nos emprunts.

Comment équilibrer le budget

A l'avenir, nos recettes annuelles vont être diminuées par la perte de \$66 500.00 sur l'intérêt que nous paie la Compagnie du Pacifique.

En 1894-95, les licences de manufacture et de commerce ont rapporté \$121 932.96 et les taxes directes sur certaines personnes \$17 059.29. Voilà donc, en tout, \$205 492.25 que nous avons eus dans le dernier exercice et que nous n'aurons plus après l'exercice en cours.

Comment pourrions-nous faire face à cette nouvelle situation?

Sur l'emprunt de dix millions de piastres voté en 1890, il reste encore à emprunter trois millions.

Nous rembourserons à même cet emprunt ce qui reste dû en capital sur les dépôts de garantie des compagnies de chemin de fer.

Ce n'est que raisonnable. Quand le gouvernement Mercier s'est servi de ces dépôts, il empruntait. Pourquoi rembourserions-nous cet emprunt à même le revenu annuel si nous pouvons éviter de le faire? Pourquoi ferions-nous peser sur la génération actuelle tout le poids d'une dette contractée pour des entreprises dont profiteront les générations futures? Par le plan proposé, cette dette sera ajoutée à la dette fondée et nous ne paierons que l'intérêt, au lieu de payer le principal à raison de \$276 522.46, \$287 700.98, etc.

Ces sommes ne représentent que le capital. L'intérêt est porté au chapitre de l'intérêt sur la dette publique. Pour l'exercice en cours, le chiffre en est de \$36 971.04. Il forme partie des dépenses ordinaires.

J'ajouterai que ces dépôts de garantie sont compris dans la dette flottante qui, d'après la loi de 1890, devait être acquittée au moyen de l'emprunt.

Voici ce que nous aurons à payer après l'exercice en cours:

1896-97	\$276 522.46
1897-98	287 700.98
1898-99	124 807.51
1899-90	33 071.22
	\$722 102.17
Il reste en banque	124 626.47
	\$597 475.70

Que si l'on demande pourquoi le gouvernement actuel n'a pas proposé plus tôt de prendre sur l'emprunt voté en 1890 les sommes requises pour payer le coût des travaux publics extraordinaires et rembourser les dépôts de garantie, je répondrai que les dix millions n'auraient pas été suffisants; et il ne fallait pas songer à un nouvel emprunt. Nous ne pouvions faire autrement que de demander au revenu ordinaire les moyens de faire face à ces dépenses extraordinaires.

Aujourd'hui, la position est différente: les subventions aux compagnies de chemins de fer ont été réduites, elles le seront probablement encore; il ne reste plus qu'une somme comparativement modique à payer pour travaux publics extraordinaires; et la dette des dépôts de garantie a été diminuée.

Que faudra-t-il en outre pour avoir un budget en équilibre?

Il faudra:

Ne pas entreprendre, sans nécessité urgente, de travaux publics dont le coût ne pourrait être payé par le revenu ordinaire.

Ne pas accorder de nouvelles subventions aux entreprises de chemins de fer.

Ne pas faire revivre de subventions devenues caduques, et refuser, autant que l'intérêt public bien entendu le permettra, de transporter d'une entreprise à une autre les subventions déjà votées.

La politique que le gouvernement se voit forcé de suivre ne signifie pas seulement qu'il devra éviter d'augmenter la dette publique et la réduire

chaque fois que l'occasion s'en présentera, mais elle signifie de plus qu'il faudra continuer de pratiquer partout la plus stricte économie.

En 1892 et dans les années qui ont suivi nous avons fait des retranchements d'après certaines règles que nous avons adoptées pour notre gouvernement. Aussitôt après, on est venu nous demander de réinscrire dans le budget des octrois supprimés. Nous ne le pouvons pas. Nous ne pouvons davantage y inscrire des octrois similaires à ceux que nous avons supprimés.

S'il se produit des vacances dans le service public, nous ne les remplissons que lorsque cela sera nécessaire.

Pour combattre cette politique, il faudrait être en position de dire que le peuple consentirait à être taxé dans le but d'aider à des entreprises ou de faire des dépenses qui ne sont pas d'absolue nécessité. Or qui oserait tenir ce langage?

Heureusement que nous avons les moyens de développer les ressources dont la Providence a favorisé notre pays. L'agriculture, la colonisation, les mines, les manufactures, le commerce peuvent prospérer si, à l'expérience que nous avons, aux facilités de communication et à tant d'autres avantages que nous nous sommes procurés depuis quelques années, nous joignons un peu de cette énergie qui caractérisait nos adversaires.

EMPRUNTS

On sait qu'en 1890, pour faire face à la dette flottante et aux réclamations existantes ainsi qu'aux subventions accordées aux diverses entreprises de chemins de fer et à la dette additionnelle qui devait résulter de ses divers projets, le gouvernement Mercier s'est fait autoriser à emprunter \$10 000 000.00. En 1891, il a négocié sur le marché monétaire de Paris, un emprunt de \$4 000 000.00. Les circonstances n'étaient pas favorables, et il a dû se borner à des arrangements temporaires. L'emprunt a été fait pour deux ans. En 1893, il nous fallait l'acquitter. Notre crédit avait baissé, surtout depuis 1891. Une crise des plus sérieuses venait d'éclater dans les colonies de l'Australasie. Il nous a été impossible d'emprunter sur le marché anglais. Dire que nous avons été obligés de retourner sur le marché de Paris lorsque quelques jours à peine nous séparaient de l'échéance des obligations 1891, c'est dire que nous nous sommes trouvés à la merci de nos créanciers. Dans la position difficile où nous étions, nous nous sommes bornés, nous aussi, à des arrangements temporaires pour un nouveau terme de deux ans. Les conditions qui nous ont été imposées étaient onéreuses, mais il serait injuste de nous en tenir responsables.

Au commencement de mars 1894, nous avons fait, en exécution de la loi de 1890, un emprunt de \$3 000 000.00 sur le marché anglais. Nous n'avons pu obtenir que 94 pour nos obligations quatre pour cent. Cette fois encore nous avons souffert des difficultés que nous avaient léguées nos prédécesseurs. Est-il étonnant que nous n'ayons obtenu que 94 à Londres lorsque la Banque de Montréal ne voulait pas même nous donner 93.

Le contrat que nous avons passé avec les capitalistes de Paris nous obligeait à préparer, pour la fin de décembre 1894, les moyens d'acquitter cet emprunt. Nous rappelant nos anxiétés de 1893, nous avons décidé d'entamer les négociations pour cette fin aussitôt que l'emprunt de \$3 000 000.00, fait en l'hiver de 1894, serait complété. Notre crédit se relevait graduellement, mais il y avait encore beaucoup de préjugés contre la province; il y avait en outre un ensemble de circonstances tout à fait défavorables. Les arrangements que j'ai faits étaient aussi avantageux qu'on le pouvait désirer aux mois de juillet et août, lorsque les conditions de l'emprunt ont été arrêtées. Depuis ce temps notre position est devenue beaucoup meilleure, à tel point que, au mois de mai dernier, nous avons pu négocier un emprunt temporaire (pour un an) d'un million et demi à un peu moins de trois et trois quarts pour cent.

L'ASILE DE BEAUPORT

Il y a plus d'un demi-siècle, des citoyens, que je pourrais appeler philanthropes, ont établi à Beauport un asile consacré au soin des aliénés. Le gouvernement, qui n'était pas prêt à fonder un tel établissement, les a encouragés dans leur entreprise. Il a fait avec eux certains arrangements qui se renouvelaient périodiquement. Depuis longtemps les contrats entre le gouvernement et les propriétaires de l'asile de Beauport provoquaient une critique violente dans la Législature et au dehors. On savait que si le gouvernement confiait le soin de cette classe de malheureux à une communauté religieuse, il améliorerait leur sort tout en faisant une économie considérable. Mais la difficulté venait des obligations morales, pour ainsi dire, que le gouvernement avait contractées envers ceux qui avaient fondé et maintenu cet établissement. Ils y avaient mis toute leur fortune. Du moment qu'il ne servait plus pour cette fin, il restait sans valeur. Il incombait donc au gouvernement de les protéger contre la ruine tout en faisant des arrangements avec une communauté religieuse. La tâche était délicate, et il était facile de prévoir que les adversaires de l'administration profiteraient de l'occasion pour l'attaquer. Les anciens propriétaires ont vendu leur établissement aux

sœurs Grises de Québec. Le gouvernement est intervenu au contrat et il a pris certaines responsabilités envers les vendeurs et les acquéreurs. Au reste, pratiquement, ces responsabilités ne comportent aucun danger pour le gouvernement. Moyennant ces arrangements, la réduction de la dépense dans ce service peut être évaluée à \$30 000.00 par année, car il payait aux anciens propriétaires \$132.00 par tête pour le soin des aliénés, tandis qu'il ne paie aux nouveaux que \$100.00. Or, le nombre moyen est de 1,000 patients.

L'asile est tenu d'une manière tout à fait satisfaisante, je pourrais même dire admirable, de sorte que, tout en dépensant beaucoup moins, le gouvernement a amélioré notablement le sort de ceux qu'il lui appartient de protéger.

Conclusion

J'ai attiré l'attention de la Chambre sur la tâche que nous avons à accomplir lorsque nous avons pris l'administration; j'ai signalé quelques-unes des affaires que nous avons eu à régler; j'ai rappelé comment nous les avons réglées. Il ne reste plus que l'arbitrage dont j'ai parlé. On admettra que nous ne sommes pas restés oisifs et que nous avons tiré le meilleur parti possible d'une situation pleine de difficultés. Si nous eussions mis notre intérêt personnel, l'intérêt de notre parti, le soin de notre popularité au-dessus de l'intérêt public, nous aurions, dans plus d'un cas, suivi une autre ligne de conduite que celle que nous avons adoptée. Les mêmes principes nous guideront dans l'avenir. Nous avons soigneusement étudié la situation et les besoins de la province, nous les connaissons; nous accomplirons notre devoir tel que nous le comprenons; et si le peuple, lorsqu'il sera appelé à nous juger, se déclare satisfait de notre oeuvre, nous en profiterons pour donner de nouveaux développements à notre politique. Si, au contraire, il nous condamne, je suis convaincu qu'il en souffrira plus que nous, car il n'y a que deux partis en cette province: celui qui a mis le désordre dans nos finances et celui qui les a restaurées. Quant à nous, soutenus par le témoignage d'une bonne conscience, nous supporterons facilement cette injuste condamnation.

ETAT A

Année	Dépenses	Recettes	Déficit
1889-90	\$4 969 489.68	\$3 588 920.50	\$1 380 569.18
1890-91	5 195 049.43	3 750 813.34	1 444 236.09
1891-92	5 236 768.62	3 494 117.60	1 742 651.02
1892-93	4 492 106.21	4 467 278.21	24 828.00
1893-94	4 550 629.50	4 320 427.22	230 202.28
1894-95	4 506 633.31	4 343 971.65	162 661.66

Dans ce tableau on a inclus dans les recettes de 1890-91 la somme de \$278 520.00 de dépôts de garantie de chemins de fer. Sans cela, le déficit aurait été de \$1 722 756.00.

Les montants, provenant de nouvelles sources de revenu créées en 1892, inclus dans les recettes, sont comme suit:

1892-93	\$493 591.75
1893-94	\$518 406.11
1894-95	\$487 398.45

ETAT B**1889-90.****Dépenses:**

Dépenses ordinaires (y compris \$62 133.95 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$3 881 672.95	
Dépenses spéciales	818 583.51	
Avances et paiements de fonds en fidéicommiss	14 163.98	
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer	255 069.24	
	<u> </u>	\$4 969 489.68

Recettes:

Revenu ordinaire	\$3 540 007.07	
Recettes provenant de ventes de propriétés	\$30 000.00	
Dépôts de fonds en fidéicommiss, recettes sur avances	18 313.43	
	<u> </u>	3 588 920.50

Déficit	<u>\$1 380 569.18</u>
---------------	-----------------------

1890-91.**Dépenses:**

Dépenses ordinaires (y compris \$64 970 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$4 095 520.45	
Dépenses spéciales	820 254.15	
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer	222 097.41	
Avances et paiements de fonds en fidéicommiss	57 177.42	
	<u> </u>	5 195 049.43

Recettes:

Revenu ordinaire	\$3 457 144.32	
Dépôts de fonds en fidéicommiss et recettes sur avances	15 149.02	
Dépôts de garantie des chemins de fer.....	278 520.00	
	<u> </u>	3 750 913.34
Déficit	<u>\$1 444 236.09</u>	

1891-92.**Dépenses:**

Dépenses ordinaires (y compris \$68 121.16 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880	\$4 446 639.60	
Dépenses spéciales	551 041.88	
Paielements de fonds en fidéicommiss	8 017.00	
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer	231 070.14	
		<u>\$5 236 768.62</u>

Recettes:

Revenu ordinaire	\$3 458 403.85	
Dépôts de fonds en fidéicommiss et recettes sur avances	19 723.87	
Remboursements sur dépenses spéciales....	8 870.38	
Recettes pour taxes sur subventions de chemins de fer	7 119.50	
		<u>3 494 117.60</u>

Déficit \$1 742 651.02

1892-93**Dépenses:**

Dépenses ordinaires (y compris \$71 053.33 pour rachat d'obligations de l'emprunt Dépenses extraordinaires (Edifices publics)		\$3 952 258.75
Paielements sur dépôts en fidéicommiss		238 264.10
Prêts aux victimes des ouragans		13 147.08
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer		48 030.89
		<u>240 405.39</u>
		<u>\$4 492 106.21</u>

Recettes:

Revenu ordinaire	\$3 891 062.73	
Revenu des nouvelles taxes	493 591.75	
		<u>\$4 384 654.48</u>
Recettes provenant de ventes de propriétés	7 116.00	
Dépôts de fonds en fidéicommiss	15 770.37	
Recettes sur avances	50 000.00	
Recettes pour taxes sur subventions de chemins de fer	9 737.36	
		<u>82 623.73</u>
		<u>4 467 278.21</u>
Déficit	\$	<u>24 828.00</u>

1893-94.

Dépenses:

Dépenses ordinaires (y compris \$73 973.33 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)		\$3 876 990.83
Dépenses extraordinaires (Edifices publics)		390 955.24
Paielements sur dépôts en fidéicommiss		13 081.78
Emprunt — Soeurs de la Charité, Asile de Beauport		19 395.60
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer		250 117.25
Fonds de remboursement des subventions de chemins de fer, frais		88.80
		<u>\$4 550 629.50</u>

Recettes:

Revenu ordinaire	\$3 740 322.45	
Revenu des nouvelles taxes	518 406.11	
		<u>\$4 258 728.56</u>
Recettes provenant de ventes de propriétés	1 805.05	
Dépôt de fonds en fidéicommiss	10 161.13	
Recettes pour taxes sur subventions de chemins de fer	49 732.48	
		<u>61 698.66</u>
		<u>4 320 427.22</u>
Déficit		<u>\$ 230 202.28</u>

1894-95.

Dépenses:

Dépenses ordinaires (y compris \$77 866.66 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)		\$4 043 228.43
Dépenses extraordinaires (Edifices publics)		146 756.60
Dépenses in re vente de la propriété Château Ramesay		5 742.41
Paielements sur dépôts en fidéicommiss		17 390.26
Dépôt spécial in re confirmation du titre de propriété chemin de fer Q.M.O. et O.		5 550.00
Emprunt — Soeurs de la Charité, Asile de Beauport		25 000.00
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer		260 223.01
Fonds de remboursement des subventions de chemins de fer, frais		2 742.60
		<u>\$4 506 633.31</u>

Recettes:

Revenu ordinaire	\$3 734 289.39	
Revenu des nouvelles taxes	487 398.45	
		<u>\$4 221 687.84</u>
Recettes provenant de ventes de propriétés (Château Ramezay)	100 340.28	
Dépôt de fonds en fidéicommiss	10 048.85	
Remboursement du dépôt in re confirmation du titre de propriété ch. de fer Q.M.O. et O.	5 550.00	
Recettes pour taxes sur subventions de chemins de fer	6 344.68	
		<u>122 283.81</u>
		<u>4 343 971.65</u>
Déficit		<u>\$162 661.66</u>

Mémoire

Du sous-trésorier de la province de Québec au sujet de la Commission arbitrale chargée de faire le règlement de comptes entre le Dominion du Canada et la ci-devant province du Canada représentée maintenant par Ontario et Québec, et le règlement de comptes entre ces deux provinces.

A l'époque de la Confédération des provinces, en vertu des dispositions de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, tous les stocks, l'argent comptant, les balances en banque et les garanties appartenant à chacune des provinces existantes, devinrent la propriété du Dominion du Canada, lequel fut tenu responsable des dettes et des obligations de chaque province; mais Ontario et Québec devinrent conjointement débitrices envers le Dominion de tout le montant de la dette de l'ancienne province du Canada qui, à l'époque de l'union, dépassait la somme de \$62 500 000.00, et devaient payer, sur ce montant, l'intérêt au taux de cinq pour cent, que le Dominion pouvait déduire, à chaque semestre, des subventions payables aux provinces en vertu de la loi précitée.

Certains articles de l'actif, énumérés dans l'annexe no 4 de la loi, ont été reconnus comme appartenant à Ontario et Québec conjointement.

La division des dettes, crédits, obligations, propriétés et actif du Haut et du Bas-Canada, devait être renvoyée à trois arbitres, dont l'un serait choisi par Ontario, l'autre par Québec et le troisième par le Dominion; ce dernier ne devait être domicilié ni dans Ontario ni dans Québec.

Des états de l'actif et du passif de la ci-devant province du Canada, constatés à cette époque, préparés conformément à certains principes établis et contenant les conclusions arrêtées dans une conférence de membres des trois gouvernements, tenue à Montréal en juillet 1869, et approuvées par une décision du Conseil privé du Canada, le 17 août 1869, ont été soumis aux trois arbitres nommés en vertu de ladite loi.

Ces arbitres se sont réunis pour la première fois en août 1869, et après qu'on eut tenu de nombreuses séances et entendu des plaidoiries, les arbitres nommés par le Dominion et par Ontario rendirent le 28 mai 1870, un jugement qui établissait les principes en vertu desquels le surplus de dette et l'actif commun devaient être divisés. L'arbitre de la province de Québec n'étant pas tombé d'accord avec les deux autres, se retira et donna sa démission. Les deux autres arbitres, malgré un protêt du gouvernement de Québec contre leurs procédures, rendirent leur sentence, et décrétèrent que, sur l'excédent de dette de la province du Canada, au-dessus de \$62 500 000.00, Ontario devait payer une somme établie dans la proportion de \$9 808 728.02 à \$18 587 520.57, et Québec une somme établie dans la proportion de \$8 778 792.55 à \$18 587 520.57. C'est environ cinq neuvièmes pour Ontario et quatre neuvièmes pour Québec. Ils divisèrent aussi et répartirent l'actif et les fonds de fidéicommis ou fonds spéciaux qui étaient la propriété d'Ontario et de Québec conjointement. Québec protesta contre cette sentence

et, pendant quelques années, rien n'a été fait pour amener un règlement.

Ultérieurement une correspondance a été échangée entre les gouvernements d'Ontario et de Québec, et un dossier spécial a été préparé et soumis au Conseil privé en Angleterre, lequel décida que l'arbitre nommé par la province de Québec n'avait pas le droit de se démettre, et que le gouvernement de Québec n'avait pas le droit de le révoquer; que les deux autres arbitres pouvaient légalement continuer à entendre la cause et rendre une sentence finale, et que la sentence rendue le 3 septembre 1870, est valide, en ce qui concerne aucune objection faite dans le dossier spécial, sauf sur les points où elle peut être affectée par l'Acte du Dominion, tel qu'il y est cité.

Tous les registres et documents de la ci-devant province du Canada restaient en la possession du gouvernement du Dominion, qui, après la Confédération, a fait des paiements et opéré des recouvrements sur les comptes de l'ancienne province et porté ces sommes au crédit ou au débit d'icelle, sans que les deux provinces aient donné leur assentiment à ces inscriptions. En conséquence, au commencement de l'année 1873, l'excédent de la dette de la ci-devant province du Canada, duquel Ontario et Québec étaient conjointement responsables, se montait d'après la comptabilité du Dominion, à \$10 506 088.84.

En 1873, le Dominion vota une loi pour régler de nouveau les divers montants payables aux diverses provinces, ou imputables sur leur compte par le gouvernement du Dominion, en autant qu'ils se rapportent à la dette respective de chaque province lors de son entrée dans la Confédération.

Par cette loi, les \$62 500 000.00 de la dette de la ci-devant province du Canada, dont le Dominion s'était chargé en vertu de la loi impériale, lors de la Confédération, ont été portés à \$73 006 088.84 et le chiffre de la dette des autres provinces accepté par le Dominion a été augmenté dans la même proportion.

A part le compte de la ci-devant province du Canada, il y avait les comptes particuliers des provinces de Québec et d'Ontario avec le Dominion, comprenant les subventions payables semestriellement en vertu de la loi impériale, les fonds de fidéicommis et les fonds spéciaux, avec l'intérêt payable sur iceux, aussi les paiements faits par le Dominion sous ces différents chefs et la part d'intérêt pour l'excédent de dette imputable sur chaque province. De plus, comme les provinces, lors de la Confédération, n'avaient pas complété l'organisation de leurs ministères, le Dominion se fit leur mandataire, pendant la première année, se chargeant de faire des paiements pour leurs différents services et des perceptions de leur revenu et portant à leur débit ou à leur crédit, ces déboursés et ces rentrées.

Le premier état de comptes fut transmis par le Dominion aux provinces en septembre 1877. Ces comptes étaient incomplets. Celui de la province de Québec, accusait une balance de crédit de \$1 347 915.00; mais c'était un état erroné, puisqu'il ne comprenait pas l'intérêt sur l'excédent de dette.

C'est par suite de cette balance apparente que Québec obtint des paiements de \$500 000.00 et de \$125 000.00 en 1878 et 1879 respectivement, bien que le Dominion ait fait remarquer que cette balance était sujette à révision.

Après la décision du Conseil privé, en 1878, au sujet de la sentence arbitrale de 1870, des lettres ont été échangées de temps à autre dans le but d'obtenir une entrevue pour le règlement des comptes, mais rien ne fut fait avant le mois de novembre 1882, alors que les trésoriers de Québec et d'Ontario se rencontrèrent à Ottawa et soumi- rent au ministre des Finances un mémoire demandant qu'il fut préparé un état de comptes entre le Dominion et les provinces et indiquant la forme dans laquelle ils croyaient que ces comptes devaient être préparés, avec les balances établies annuellement et l'intérêt accordé ou exigé semestriellement.

En conséquence, le gouvernement du Dominion fit préparer les comptes du Dominion avec la ci-devant province du Canada et avec chacune des provinces s'étendant jusqu'au 30 juin 1882, et ces comptes furent soumis au Parlement à la session suivante. D'après ces états, qui s'étendaient jusqu'au 1er juillet 1882, la province de Québec paraissait redevoir encore un montant de \$889,551.21, après qu'on eut crédité le compte d'un montant de \$600,000.00 de fonds en fidéicommiss et fonds spéciaux détenus par le Dominion et qui n'avait pas été inclus dans les comptes de 1877.

Les provinces refusèrent de reconnaître l'exactitude de ces états et alléguèrent qu'on n'avait pas tenu un compte suffisant des dispositions de la loi de 1873 en vertu de laquelle elles prétendaient que les \$10,506,088.84 de dette additionnelle dont le Dominion se chargeait auraient dû être crédités à l'époque de la Confédération plutôt qu'à la date de la loi de 1873, et que les sommes exigées pour l'intérêt sur l'excédent de dette et retenues sur les subventions entre 1867 et 1873 devaient être réduites en proportion.

Elles s'inscrivaient également contre certains articles importants des comptes, notamment contre les arrérages et la capitalisation des rentes annuelles augmentées, accordées aux sauvages des tribus desquels on avait obtenu de vastes territoires, en vertu des traités.

En avril 1884, le Dominion vota une loi pour faire une nouvelle répartition des subventions annuelles accordées aux différentes provinces de la Confédération.

Aux termes de cette loi, le montant total des paiements semestriels qui auraient été faits pour les subventions d'Ontario et de Québec conjointement, si le Dominion s'était chargé des \$10,506,088.84 plus haut mentionnés, dès le 1er juillet 1867, avec l'intérêt sur ce montant, se capitalisaient en la somme de \$5,397,503.13, et les subventions annuelles d'Ontario et de Québec conjointement furent augmentées d'une somme égale à cinq pour cent de ce montant capitalisé. La même loi augmentait les subventions de toutes les autres provinces dans une égale proportion.

En octobre 1884 il y eut à Ottawa des réunions au cours desquelles la forme des comptes, la question de l'intérêt sur l'excédent de dette de la ci-devant province du Canada, la réclamation contre les provinces pour l'augmentation des rentes annuelles aux sauvages, et divers autres détails furent discutés avec ce résultat qu'on refit les comptes sous une nouvelle forme et qu'ils furent livrés en 1886.

Dans ces comptes, le principal des fonds en fidéicommiss et fonds spéciaux et le capital du montant mentionné dans la loi de 1884, sur lequel l'augmentation de la subvention était basée, furent portés au crédit et comme la part de Québec, de ce chef, était de \$2 549 213.61, la balance du crédit, dans le compte de Québec, était de \$1 861 594.44; mais comme les réclamations pour les sauvages avaient été transférées à un compte ouvert, Québec se trouvait débité, dans ce compte, de \$409 091.12.

En 1888, par suite de représentations faites par les trésoriers, une autre refonte des comptes fut faite dans laquelle les \$10 506 088.84 que le Dominion avait pris à son compte en 1873, furent crédités comme s'ils avaient été portés à la date du 1er juillet 1867, ce qui mettait fin à la question d'intérêt sur l'excédent de dette, mais annulait en même temps les dispositions de la loi de 1884 par lesquelles les subventions annuelles étaient augmentées. Dans cette nouvelle rédaction de comptes, le compte de la province de Québec accusait, au 30 juin 1888, une balance de crédit de \$1 074 400.35, qui comprenait le capital de tous les fonds en fidéicommiss et fonds spéciaux, se montant à \$613,907.00.

En octobre 1888, les fondés de pouvoir du Dominion et des provinces se rencontrèrent à Ottawa et tombèrent d'accord sur les principes d'après lesquels les comptes devaient être finalement préparés, sauf toutefois quant à la question de l'intérêt des comptes particuliers des provinces, ces dernières exigeant l'intérêt composé.

On mit à l'examen un grand nombre d'articles des comptes qui furent admis ou réservés pour la preuve, et tout portait à croire qu'on en arriverait à un règlement, mais, le troisième jour, le gouvernement fédéral refusa d'accorder l'intérêt composé sur les comptes des provinces, et les fondés de pouvoirs de celles-ci décidèrent de ne pas aller plus loin.

Il s'en suivit une longue correspondance et, en 1889, les provinces offrirent, à titre de compromis raisonnable, qu'au lieu d'intérêt composé sur les balances annuelles de doit et avoir, l'intérêt semi-annuel sur les fonds de fidéicommiss appartenant aux provinces et détenus par le Dominion, serait placé au crédit du compte, à la fin de chaque semestre, et qu'un intérêt simple de cinq pour cent serait alors compté sur tous les items de doit et avoir, et que, dans le cas où le Dominion ne voudrait pas accepter cette offre, la question de l'intérêt sur ces comptes fût soumise à l'arbitrage.

En juin 1890, le gouvernement fédéral refusa d'accepter cette proposition et déclara qu'il lui semblait préférable que ces questions fussent soumises aux tribunaux ordinaires.

D'après ce qui précède, on peut voir que ces comptes ont été établis sous quatre formes différentes, fondées sur l'application différente de trois statuts; que de items tant de débit que de crédit n'ont pas été inscrits sous les mêmes titres ou ont été exclus d'une formule de comptes, tandis qu'ils ont été inclus dans une autre formule. Dans deux de ces formules, l'intérêt a été composé, dans une autre, on a calculé l'intérêt simple, et dans une quatrième, il n'y a pas eu de compte régulier d'intérêt. Il y avait des divergences d'opinion au sujet des articles qui devaient composer la dette de la ci-devant province du Canada, telle qu'elle se présentait dans les comptes du Dominion; au sujet du taux de l'intérêt et de la manière de le calculer, tant dans les comptes que pour les fonds en fidéicommiss et fonds spéciaux détenus par le Dominion, aussi quant aux effets de la loi impériale et des statuts de 1873 et 1884. Il y avait aussi de sérieuses différences d'avis au sujet de certaines charges imposées aux diverses provinces et aussi par rapport aux obligations et droits proportionnels d'Ontario et de Québec, vis-à-vis des réclamations contre l'ancienne province et des propriétés lui appartenant.

En 1890, à une conférence des fondés de pouvoirs des gouvernements du Dominion et d'Ontario et de Québec, tenue à Toronto, on proposa que toutes les questions relatives aux comptes ou en résultant fussent soumises à des arbitres. Un mémoire contenant les conditions de l'arbitrage projeté fut alors préparé et signé et subséquemment approuvé par décision ministérielle de chaque gouvernement, puis, à une session de chacune des trois Législatures on vota une loi rédigée dans les mêmes termes, décrétant qu'on nommerait des arbitres et qu'on leur soumettrait toutes les questions que les trois gouvernements consentiraient mutuellement à leur soumettre. Cependant, pour diverses raisons, ces nominations n'ont pas été définitivement arrêtées avant le mois de décembre 1892. Les arbitres nommés et qui sont encore en fonctions, sont, par le Dominion, l'honorable G.W. Burbridge, juge de la Cour d'échiquier du Canada; pour Ontario, l'honorable John A. Boyd, chancelier de la division de chancellerie de la Haute Cour d'Ontario; et pour Québec, Sir Louis-Napoléon Casault, juge en chef de la Cour supérieure de Québec.

La première réunion des arbitres a eu lieu à Ottawa, le 17 mars 1893, dans le but d'organiser le tribunal et de décider le mode de procédure à adopter. M. D. Girouard, C.R., et l'honorable J.S. Hall, C.R., alors trésorier de la province de Québec, occupaient pour cette province.

Le premier mémoire de questions à soumettre a été fait le 10 avril 1893, d'après l'avis de MM. W.D. Hogg, C.R., avocat du Dominion. Emilius Irving, C.R., avocat d'Ontario, et D. Girouard, C.R., avocat de Québec. Ce mémoire a été approuvé par décret ministériel des trois gouvernements. Les questions suivantes y sont soumises aux arbitres pour examen et sentence:

1. Toutes les questions relatives ou ayant trait aux comptes entre le Dominion et Ontario et Qué-

bec, et aux comptes entre les deux provinces d'Ontario et de Québec.

2. Les comptes sont censés porter sur les détails suivants:

(a) Les états de compte tels que le Dominion les a fournis aux provinces jusqu'au mois de janvier 1889;

(b) Dans les comptes non arrêtés entre le Dominion et les deux provinces, le taux de l'intérêt et la manière de calculer ces intérêts à être adoptés;

(c) Les états de compte tels que le Dominion les a fournis aux deux provinces jusqu'au mois de janvier 1889, à établir;

(d) Les réclamations faites par le Dominion au nom des sauvages, et les paiements faits par le gouvernement aux sauvages, font partie de la cause soumise à l'arbitrage;

(e) Les arbitres doivent répartir les responsabilités d'Ontario et de Québec au sujet des réclamations accordées au Dominion, et établir, entre Ontario et Québec, leur part de tout montant que le Dominion se trouvera à leur redevoir;

(f) Tous autres sujets de règlement de compte (1) entre le Dominion et les deux provinces, (2) entre le Dominion et l'une ou l'autre des provinces, (3) entre les deux provinces.

3. Il est de plus convenu que les matières suivantes seront soumises auxdits arbitres, pour qu'ils les examinent et en décident, conformément aux dispositions desdits statuts, savoir:

(g) Le taux de l'intérêt, si cet intérêt est accordé dans les comptes entre les deux provinces; aussi, si l'intérêt doit être composé et de quelle manière;

(h) L'établissement et la fixation du montant en principal du fonds des écoles communes, le taux de l'intérêt qui devrait être accordé sur ce fonds, et la manière de calculer cet intérêt.

(i) Dans l'établissement du montant en principal dudit fonds des écoles communes, les arbitres doivent tenir compte, non seulement de la somme actuellement détenue par le gouvernement du Dominion, mais aussi du montant dont Ontario est responsable, de même que de la valeur des terrains scolaires qui n'ont pas encore été vendus.

4. Tous les comptes mentionnés dans cette convention seront faits et établis jusqu'au trente-unième jour de décembre mil huit cent quatre-vingt-douze inclusivement.

5. Il est en outre convenu entre les parties aux présentes que les questions relatives au fonds de bâtisses du Haut-Canada et au fonds d'améliorations du Haut-Canada, ne doivent pas, pour le présent, former partie de la cause soumise, mais cette convention est sujette à la réserve, de la part d'Ontario, de tous les droits qu'elle a de faire valoir et d'obtenir ses réclamations, s'il en existe, au sujet desdits fonds, de la manière que ladite province pourra l'entendre:

6. Il est de plus entendu entre les parties aux présentes, que cette convention n'aura de force et d'effet que lorsqu'elle aura été approuvée par décret ministériel du gouvernement du Dominion et des gouvernements des provinces respectives:

7. Il est en outre entendu que rien de contenu dans les présentes n'aura pour effet d'empêcher les parties en cette cause de soumettre aux arbitres toutes autres questions ou matières dont elles pourront convenir entre elles.

Question de l'intérêt

La première question qui a été soumise aux arbitres, relativement à ces comptes, est celle de l'intérêt. Elle touchait à la question de l'excédent de la dette et de l'intérêt sur cet excédent, sujet aux dispositions de la loi impériale et des statuts de 1873 et 1884; au taux de l'intérêt à accorder sur les comptes non réglés et à la manière de le calculer, à l'étude des fonds de fidéicommiss et des fonds spéciaux et de l'intérêt sur iceux.

Comme les comptes de 1882, 1885 et 1888 étaient tous établis avec l'intérêt, simple ou composé, il a été décidé, à la première réunion, que le Dominion rétablirait ces comptes sans l'intérêt, qu'ils comprendraient les subventions semestrielles et l'intérêt sur l'excédent de dette, mais ne comprendraient pas le principal des fonds en fidéicommiss, les réclamations des sauvages ne devaient pas y entrer non plus.

Ainsi, un cinquième état de comptes fut préparé, et d'après cet état, la balance contre la province de Québec, au 1er janvier 1893, était de \$1 198 841.64, sans intérêt.

La prétention des provinces était que les comptes devaient être établis avec des balances semestrielles et l'intérêt sur les restes du semestre précédent; que l'intérêt sur les fonds en fidéicommiss devait être crédité tous les six mois, dans les comptes; que l'intérêt devait courir contre le Dominion, pour tout délai dans le paiement des subventions, à compter de l'échéance; que l'intérêt devait être porté au crédit des provinces sur les montants déduits de leurs subventions entre 1867 et 1873, pour les périodes pendant lesquelles les paiements sur les subventions ont été moindres que les montants dus, ce qui n'avait pas été accordé par le statut de 1884; que lorsque des paiements étaient faits aux provinces, le montant devait en être affecté d'abord à la réduction de l'intérêt courant; et la province de Québec prétendait qu'aucun intérêt ne devait être exigé par le Dominion, sur les paiements de \$500 000.00 et de \$125 000.00 de 1878 et 1879, respectivement.

Il n'est pas possible, dans un cadre restreint, de donner un résumé des arguments, qui, avec la preuve, forment au-delà de 1000 pages du dossier.

La première sentence des arbitres sur cette question a été rendue le 2 novembre 1893. Elle est dans les termes suivants:

Sentence

1. Que depuis le 1er juillet 1867, jusqu'à l'adoption de l'acte du Parlement du Canada 36 Victoria, chapitre 30, les provinces d'Ontario et de Québec seront créditées d'une subvention semestrielle et d'avance, en déduisant, à la fin de chaque

semestre, leur part respective d'intérêt, telle que l'a déterminée la sentence du 3 septembre 1870, au taux de cinq pour cent par année sur l'excédent de dette de la province du Canada, au-delà de \$62 500 000.00, ainsi qu'on pourra en établir le montant à chaque date de paiement. La première de ces déductions devra se faire le 1er janvier 1868, et les autres, le 1er janvier et le 1er juillet suivants, jusqu'au 1er janvier 1873 inclusivement.

2. Que, dans le compte de la province du Canada, on devra porter du côté du crédit, le 23 mai 1873, la somme de \$10 506 088.84, dont il est fait remise par ladite loi, et, par la suite, la subvention sera portée au crédit dans les comptes particuliers d'Ontario et de Québec, sans une telle déduction.

3. Que, à partir du 1er juillet 1884, et à cette date même, les provinces d'Ontario et le Québec seront créditées de la subvention supplémentaire accordée par le statut 47 Victoria, chapitre 4, dans la proportion fixée par la sentence plus haut mentionnée, pour l'excédent de dette.

4. Que chaque province sera créditée, en reportant la date au 1er juillet 1867, de la part des \$200 000 représentant le prix d'achat de la bibliothèque et d'autres propriétés personnelles mentionnées dans le 14e paragraphe de ladite sentence.

5. Que les fonds en fidéicommiss seront considérés comme entiers et intacts, et que l'intérêt sur iceux, au taux de cinq pour cent par an, sera porté, à chaque semestre, sur les comptes particuliers d'Ontario et de Québec.

6. Que le compte de la province du Canada sera établi à intérêt simple, au taux de cinq pour cent par an, ainsi que les parties en sont convenues.

7. Que, dans les comptes particuliers d'Ontario et de Québec, lesdites provinces auront droit, respectivement, à l'intérêt simple, sur toute balance qui, de temps à autre, pourrait se trouver à leur avoir, au taux de cinq pour cent par année, excepté lorsqu'on sera convenu expressément d'un autre taux.

8. Que la question de savoir si, oui ou non, le Dominion aura droit à un intérêt simple de cinq pour cent par an, sur toute balance qui, de temps à autre, peut se trouver à son avoir, dans les comptes particuliers d'Ontario et de Québec, soit discutée plus tard.

Au sujet des matières mentionnées dans les paragraphes 1, 2 et 3, nous avons suivi notre manière de voir sur un point de loi discuté.

On verra que, d'après cette sentence, le principal des fonds en fidéicommiss, se montant à \$412 314.25, en sus du fonds des écoles communes, ne doit pas être porté au crédit de la province, dans l'état de comptes, ce qui n'empêchera pas que ce montant soit payé à la province, après que les comptes auront été réglés.

La question réservée dans la sentence précédente a été plaidée devant les arbitres à Ottawa le 11 janvier 1894. et leur sentence, rendue le 31 août 1894. est dans les termes suivants:

Sentence

1. Qu'en ce qui concerne les comptes particuliers des deux provinces, le Dominion aura droit à un intérêt de cinq pour cent par an sur toutes les sommes comprises dans les balances à son crédit qui représentent des articles transportés du compte de la province du Canada, ou des paiements faits par le Dominion sur des obligations de la province du Canada, à laquelle il a succédé.

2. Que, pour ce qui est du compte de Québec, le Dominion aura droit à un intérêt de cinq pour cent par an sur les deux avances de \$500 000.00 et de \$125 000.00 chaque fois qu'il y aura, en faveur du Dominion, une balance de \$625 000.00 ou plus, et lorsque la balance sera de moins de \$625 000.00, alors sur le montant de cette balance.

3. Que, pour ce qui est du compte d'Ontario, le Dominion aura droit à un intérêt de cinq pour cent par an sur les \$936 729.33 transportés au fonds des écoles communes, et de quatre pour cent sur les \$500 000.00 d'obligations du Dominion, avancés en "Dominion stock" à quatre pour cent, chaque fois qu'il y aura, en faveur du Dominion, une balance de \$1 436 729.33, ou plus; et lorsque cette balance sera de moins de \$1 436 729.33, alors le Dominion aura l'intérêt au taux de quatre pour cent par an, sur cette balance, jusqu'à concurrence, de \$500 000.00, et au taux de cinq pour cent par an sur toute somme excédant le montant de \$500 000.00.

Le Dominion en appela à la Cour suprême, de la première sentence; mais, après avoir entendu les plaidoiries de chaque partie, la Cour prit la cause en délibéré, puis, plus tard, rendit un jugement qui confirmait la sentence, l'un des juges, cependant, était d'un avis contraire.

Les principes d'après lesquels les comptes doivent être formulés, ayant ainsi été arrêtés, les arbitres choisirent, à la date du 20 mai 1895, l'honorable M. Ross, ci-devant trésorier d'Ontario. M. Machin, sous-trésorier de Québec, et M. Dickieson, comptable chef du Dominion, pour examiner et étudier les articles compris dans les comptes rendus par le Dominion, leur remettre, par le ministère des avocats, ceux des articles sur lesquels ils ne pouvaient pas tomber d'accord, et établir les comptes conformément à ces principes.

Dès le début du travail, M. Dickieson, de la part du Dominion, prétendit que, aux termes de la loi de 1873, les provinces n'avaient pas le droit d'examiner les articles du compte de la province du Canada qui remontaient au-delà du 1^{er} janvier 1873. La question fut soumise aux arbitres et plaidée le 5 septembre 1895, et les arbitres, à la même séance, maintinrent les prétentions des représentants des provinces.

Par suite de la presse des affaires dans le département des Finances, cet examen a été considérablement retardé; mais, à la dernière réunion, du commencement de ce mois, qui a duré huit jours — mais qui a dû être ajournée à cause de la convention des arbitres à Québec, le douze du courant — le travail a fait un progrès marqué. Il faudra cependant quelque temps enco-

re pour faire un examen sérieux de comptes, pièces justificatives, décrets ministériels et inscriptions pour un si grand nombre de transactions qui embrassent une période de plus de vingt-huit années; c'est un travail considérable, d'autant plus que les dossiers, placés aux archives de différents départements du Dominion, sont, dans bien des cas, difficiles à retrouver. Il faut aussi tenir compte du fait que ces représentants ne peuvent pas négliger les devoirs officiels de leurs propres bureaux, qui, par suite de la session actuelle de la Législature de Québec, et des sessions d'Ottawa et de Toronto qui s'approchent, ont absorbé constamment leur attention pendant ces deux derniers mois.

Ils espèrent, toutefois, pouvoir reprendre bientôt leur travail et le terminer.

Les chemins à barrière de Montréal

Dans le compte de la province de Québec, il y a certaines inscriptions pour principal et intérêts sur des obligations des syndicats des chemins à barrière de Montréal, émises en vertu d'ordonnances et de statuts de 1839, 1840 et 1845, se montant en tout à \$324 668.00, déduction faite des sommes reçues des syndicats par le Dominion.

Lors de la Confédération, on considéra comme convenu que ces obligations étaient garanties par la ci-devant province du Canada, et les arbitres de 1870, se basant sur cette idée, tinrent Québec responsable, dans le cas où les syndicats feraient défaut, de tout paiement en principal ou intérêt, que le Dominion pourrait être appelé à faire, à cause de cette garantie supposée.

\$67 200.00 de ces obligations étaient détenus par le Dominion à titre de placement pour le fonds des sauvages; \$120 000.00 étaient en dépôt à la Banque d'Épargnes de Québec, plus tard la Banque Union.

Les syndicats n'ont pas payé l'intérêt sur les \$67 200.00 depuis 1872, et sur les \$120 000.00 depuis 1882.

Le Dominion a soldé, tous les six mois, l'intérêt sur les \$120 000.00, et, en juin 1889, il a payé à la Banque Union les \$120 000.00, portant ces paiements au compte de Québec, aux dates où ils furent faits. En 1889, le compte de Québec fut débité de \$67 200.00, avec intérêt à compter de 1872.

Québec prétendait qu'il n'y avait pas eu de garantie de la part de la ci-devant province du Canada, que la sentence de 1870, au sujet de ces obligations, était "ultra vires", et que le compte devrait être déchargé de tous ces articles.

La cause fut plaidée le 12 janvier 1894, et le 31 août 1894 la sentence des arbitres déclara:

"Que toutes les inscriptions faites dans les comptes du Dominion contre la province de Québec, pour principal ou intérêt, sur les obligations des syndicats des chemins à barrières de Montréal, devaient en être défalquées."

Comme ces articles, dans le règlement final du compte, auraient porté un intérêt de cinq pour

cent, la province se trouve soulagée d'au moins \$400 000.00.

Réclamations du Dominion contre les provinces, pour les sauvages

La plus importante de ces réclamations est celle faite au nom des sauvages Ojibeway qui, en 1850, cédèrent de vastes territoires sur les rives est et nord du lac Huron, et sur la rive nord du lac Supérieur, en vertu des traités que l'on appelle "Traités Robinson."

Ces cessions furent faites, dans chaque cas, pour une somme d'argent payée comptant, une rente annuelle payable à perpétuité, et avec, en outre, la condition que "s'il arrivait que le territoire cédé produisit, dans un avenir quelconque, un montant suffisant pour permettre au gouvernement de cette province d'augmenter, sans encourir de perte, la rente annuelle convenue, alors cette rente annuelle sera augmentée de temps en temps, pourvu que le montant payé à chaque individu ne dépasse pas la somme de un louis, cours de la province, ou toute autre somme additionnelle, qu'il pourra plaire à Sa Gracieuse Majesté d'ordonner." Il y a aussi une disposition permettant de réduire les rentes annuelles, si le nombre des sauvages décroît au-dessous des deux-tiers de ce qu'il était à la date du traité.

La prétention du Dominion est que les revenus tirés des territoires cédés ont donné aux tribus le droit à une augmentation de rente depuis la date des traités.

Que, jusqu'à la Confédération, ces tribus ont reçu \$1.60 par tête, annuellement, au lieu de \$4.00 comme elles y avaient droit, et qu'il reste dû à ces sauvages, par la ci-devant province du Canada, une somme de \$325 000.00, en capital et intérêts.

Que, comme ces territoires, lors de la Confédération, ont passé en la possession d'Ontario, soumis aux charges dont ils sont grevés sous la foi des traités et avec la sauvegarde de l'intérêt des sauvages aux termes de l'article 109 de la loi impériale dite "Acte de l'Amérique britannique du Nord, et comme le Dominion, administrant en vertu de cette loi les affaires des sauvages, a payé, entre 1867 et 1875, \$1.60 par tête annuellement, et, depuis 1875, la somme complète de \$4.00 par tête. Il reste dû, par la province d'Ontario, \$95 200.00 aux sauvages, et \$389 106.00 au Dominion, à la date du 1^{er} décembre 1892.

La province de Québec a émis la prétention que les questions de fait, concernant la quotité de revenus produits par les territoires et les frais encourus à ce sujet, de même que le montant payé annuellement à chaque sauvage et le nombre de sauvages ayant droit chaque année à la rente, devaient être l'objet d'une enquête rigoureuse, avant que la Commission arbitrale pût décider si l'augmentation des rentes annuelles est justifiable: mais elle a demandé aussi, qu'avant d'entrer dans la preuve des faits, certains points de loi fussent décidés, entre autres les suivants:

Quelle est la signification du mot "sauvage" dans l'interpellation de ces traités et quels sau-

vages ont droit aux annuités ou aux augmentations d'annuités, en vertu de ces traités.

Si toutes les dépenses relatives à ces territoires (surtout certaines dépenses mentionnées), peuvent être portées en compte contre les recettes;

Si — attendu que l'administration des affaires des sauvages est restée entre les mains du gouvernement impérial jusqu'en 1860 — la province était obligée de rendre compte sans être mise en demeure;

Si l'intérêt pouvait être exigé sur les arrérages d'annuités, lorsqu'il n'y a pas de mise en demeure ou protêt;

Si le Dominion pouvait augmenter les rentes annuelles sans le consentement de la province ou des provinces intéressées;

Si la capitalisation des rentes annuelles, à l'époque de la Confédération, n'a pas constitué un règlement final, pour ce qui concerne les provinces.

Québec a soutenu également que, dans tous les cas, l'augmentation des rentes annuelles, si on doit en accorder, établit une charge sur les terres, et qu'Ontario seule en porte la responsabilité.

Les prétentions d'Ontario étaient semblables à celle de Québec, sauf en ce que l'augmentation des rentes annuelles, si cette augmentation s'est produite, forme une charge sur les terres, et prétendait que, (bien que tous les produits des ventes et des revenus de ces terres, depuis la Confédération, soient tombés entre les mains d'Ontario). Québec était responsable de sa part de toute augmentation de rentes qui a pu être accordée aux sauvages, soit avant, soit après la Confédération.

La sentence des arbitres, en date du 13 février 1895. est comme suit:

Sentence

Quant à la réclamation faite par le Dominion du Canada contre les provinces d'Ontario et de Québec, au sujet des réclamations des sauvages résultant des traités Robinson;

1. Si, au cours d'une année quelconque, depuis que les traités ont été consentis, le territoire cédé en vertu de ces traités a produit un montant qui pouvait permettre au gouvernement, sans encourir de perte, de payer l'augmentation de rente que les traités accordaient aux tribus y mentionnées, alors ces tribus avaient droit à une augmentation ne dépassant pas \$4.00 pour chaque individu.

2. Le montant total des rentes annuelles, payables en vertu de chaque traité, doit, dans ce cas, être déterminé par le nombre des sauvages qui, à époques fixes, appartiennent aux tribus ayant droit aux avantages des traités. C'est-à-dire qu'en cas d'augmentation dans le nombre des sauvages, au-delà des chiffres mentionnés dans ces traités, les rentes annuelles, si les revenus tirés des territoires cédés le permettent, sans faire encourir de perte, devaient être égales à une somme fournissant \$4.00 pour chaque individu des tribus y ayant droit.

3. L'excédent du revenu d'une année quelconque ne peut pas servir à donner une augmentation de rente pour une année précédente pendant laquelle cette augmentation n'aurait pas pu être accordée sans perte, mais tout excédent ou balance de revenu en sus de la dépense qui se trouve en caisse au commencement d'une année doit être reporté au compte de cette année.

4. Toute obligation de payer une augmentation de rente pendant une année quelconque avant l'union, constituait une dette obligatoire qui retombait sur le Canada en vertu de l'article 111 de la loi de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et c'est un des points dont on doit tenir compte en déterminant l'excédent de dette dont Ontario et Québec sont conjointement responsables, en vertu de l'article 112 de la loi précitée; et, sous le rapport de cette responsabilité, Ontario et Québec n'ont pas été libérés par la capitalisation des rentes annuelles permanentes, ou par quoi que puisse contenir la loi de 1873, 36 Vict., en. 30.

5. L'intérêt, sur les arrérages de ces rentes annuelles, n'est pas recouvrable.

6. Lesdits territoires cédés sont devenus la propriété d'Ontario, en vertu de l'article 109 de la loi impériale de 1867, avec l'obligation de payer les rentes augmentées, si, après l'union, l'événement se produisait, auquel ce paiement était subordonné, et de veiller aux intérêts des sauvages ayant droit. L'obligation réelle de pourvoir à ce paiement des rentes augmentées susdites, retombe, en ce cas, sur la province d'Ontario; et cette obligation n'a été en aucune manière modifiée ou supprimée.

7. On ne peut recouvrer l'intérêt qui s'est accumulé, après l'union, sur les arrérages de ces rentes, et qui n'a pas été payé aux tribus qui y avaient droit.

8. Au sujet des matières qui viennent d'être traitées, les arbitres ont suivi leur propre avis sur des points de loi discutables.

9. A l'égard des augmentations de rentes qui ont été payées par le Dominion aux sauvages depuis l'union, tous les paiements légitimement faits doivent être portés au débit d'Ontario sur le compte de la province d'Ontario, à la date du paiement fait par le Dominion aux sauvages et elles tomberont ainsi sur le coup de notre précédente décision au sujet des intérêts de ce compte.

De ce jugement, Ontario a appelé à la Cour suprême. La cause a été plaidée en Cour suprême, le 15 mai 1895, mais le jugement n'a pas encore été rendu.

Si la sentence est confirmée, cette province, tout en n'étant pas libérée de sa part de responsabilité dans les obligations dont on aura pu faire remonter l'existence jusqu'avant la Confédération, ne se trouvera cependant pas chargée d'un lourd fardeau, attendu que les revenus provenant des territoires n'étaient pas considérables à cette époque.

Réclamations en faveur des sauvages Mississagua de Port Crédit, et en faveur des sauvages Delaware

Les premiers réclament le prix de terres vendues pour leur compte entre les années 1828 et 1858; cette somme, avec les intérêts, forme un montant de \$78 000.00.

La défense opposée à cette réclamation a exigé un temps et une somme de travail considérable. Il a fallu examiner des documents de la session et autres dossiers, avec des livres de compte remontant à 60 années en arrière et lire soigneusement les rapports du commissaire des affaires des sauvages. Comme résultat, on a trouvé qu'il était parfaitement établi qu'on a rendu compte aux sauvages des produits des ventes.

La réclamation des sauvages Delaware portait sur la valeur de terrains submergés lors de la construction du canal Welland, en 1830, et se montait, avec l'intérêt, à \$19 000.00.

Cette réclamation a été écartée.

La sentence des arbitres, en date du 13 novembre 1895, a libéré les provinces de toute responsabilité dans les deux cas.

Fonds des municipalités du Haut-Canada

C'est une réclamation d'Ontario contre le Dominion du Canada et la province de Québec, pour le recouvrement d'une balance du fonds des municipalités du Haut-Canada, se montant à \$21 488.74.

Cette cause a été plaidée, et, en février 1895, une sentence a été rendue par laquelle le Dominion est déclaré responsable au montant de \$15 732.76, tandis que la province de Québec est déchargée de toute responsabilité.

Fonds des écoles communes

Le statut 12 Victoria, chapitre 200 (1849), décrète que tous les deniers provenant de ventes de terres publiques devront être mis à part, à titre de capital, pour former un fonds des écoles communes susceptible de produire un revenu annuel de (100 000 livres sterling) \$400 000.00, il autorise aussi la mise en réserve de 1 000 000 d'acres de terre, dont le prix de vente doit contribuer à former ce fonds; l'intérêt provenant de ce capital est destiné au paiement des \$200 000.00 octroyées chaque année pour les écoles communes, et répartis au prorata de la population, entre le Haut et le Bas-Canada. Le million d'acres a été réservé à même les terres du Haut-Canada, en 1859.

En vertu de la loi 16 Vict., ch. 159, un décret ministériel fut porté, le 7 décembre 1855, par lequel on réservait un quart du produit de vente des terrains scolaires, dans chaque comté, pour payer les travaux publics d'amélioration; et ce quart des derniers reçus après le 7 décembre 1855 a été

payé aux conseils municipaux jusqu'au 6 mars 1861, date de la rescision du décret ministériel.

Le produit de vente de ce million d'acres a été seul porté au crédit du fonds; rien n'a été reçu des autres terres publiques. \$58 000.00 de cet argent a été placé en obligations de la Commission des chemins à barrières de Québec; la balance des deniers perçus est restée en la possession de la province et se montait, lors de la Confédération, avec l'intérêt annuel, à la somme de \$1 645 644.47; à cette époque, toutes les terres avaient été vendues, sauf 8 959 acres, et, d'après un rapport du département des Terres de la couronne, les versements non payés, sur les terrains vendus, fournissent, au 30 juin 1867, une somme de \$1 704 738.00.

Dans leur sentence de 1870, les arbitres nommés en vertu de la loi impériale, ont déduit du fonds, tel qu'il se trouvait au 30 juin 1867, un montant de \$124 685.18 qu'ils ont transporté au fonds d'améliorations du Haut-Canada; c'est un quart de l'argent reçu entre le 6 mars 1861 et le 1er juillet 1867, pour des terres qui avaient été vendues entre le 14 juin 1853 et le 6 mars 1861. Ils décidèrent que le Dominion devait continuer à détenir le fonds, en payer le revenu à Ontario et Québec respectivement, au prorata de la population: aussi, qu'Ontario devait être chargé de la vente et de l'administration des terres, et recevoir, pour ce travail, un montant de six pour cent sur les perceptions; que sur les perceptions pour les ventes faites entre le 14 juin 1853 et le 6 mars 1861, un quart serait retenu par Ontario pour le fonds d'améliorations du Haut-Canada. La balance des perceptions devait être payée par Ontario au Dominion, pour être ajoutée au fonds.

Au lieu de payer les perceptions année par année, Ontario a retenu, jusqu'en janvier 1889, tout l'argent encaissé, et a alors payé au Dominion une somme de \$925 625.68, et en avril 1890, une autre somme de \$11 103.70.

Si l'argent perçu avait été payé année par année, Québec aurait reçu semestriellement sa part d'intérêt sur icelui. Aussi, par suite des sérieuses protestations des trésoriers de Québec, Ontario, à diverses époques, a payé à Québec certaines sommes en acompte de l'intérêt sur les deniers détenus; ces sommes se montent en total à \$250 000.00, ce qui est loin du montant que Québec a droit de recevoir.

Québec a prétendu que le décret ministériel du 6 décembre 1861 a mis fin au fonds d'améliorations du Haut-Canada, en ce qui affecte le quart du produit des ventes de terres, et que les arbitres de 1870 ont excédé leurs pouvoirs en déduisant la somme de \$124 685.18 et en autorisant Ontario à retenir un quart de tous les deniers qu'il a reçus pour les ventes effectuées entre le 14 juin 1853 et le 6 mars 1861.

Des lettres ont été échangées, de temps à autre, entre les gouvernements d'Ontario et de Québec, en vue d'arriver à un règlement et de disposer d'une manière finale du fonds et des balances non perçues; mais aucun résultat n'a été

obtenu, attendu la grande divergence de manière de voir entre les deux gouvernements.

Comme les arbitres nommés récemment avaient pour mission de déterminer le montant en capital, du fonds des écoles communes, de fixer le taux de l'intérêt dans les comptes entre les provinces, d'arrêter la somme dont Ontario est responsable et la valeur des terres non vendues, le trésorier de cette province a demandé, en mars 1893, des états détaillés et précis des montants perçus depuis 1867, des montants encore dus sur les ventes et du nombre et de la valeur des acres non vendus.

Comme ces comptes n'ont pas été donnés dans la forme voulue, et que l'estimation des montants qui restent dus sur les terres vendues se trouve, en présence de l'état fourni, lors de la Confédération, par le département des Terres de la couronne, bien différent de ce qu'on attendait, M. Hyde, un comptable de profession, et M. Kemp, un fonctionnaire du département des Terres de la couronne de Québec, ont été, avec l'assentiment du gouvernement d'Ontario, envoyés à Toronto, pour dresser des comptes complets et détaillés de toutes les terres, ventes, avec intérêt accumulé sur icelles, et perceptions opérées de ce chef, et établir les balances dues tant à la date de la Confédération qu'au 31 décembre 1892, époque qui termine le dernier exercice financier d'Ontario antérieur à l'examen. Les comptables ne pouvaient accomplir utilement leur tâche qu'en ayant ample communication des livres et des dossiers du département des Terres de la couronne d'Ontario; or, il est juste de dire que, sous ce rapport, l'honorable commissaire leur a facilité la besogne de toutes les manières possibles.

Quand on considère que ce travail exigeait un examen complet de tous les comptes pour chaque vente, sur le million d'acres, depuis 1850, et que la plupart des ventes se sont faites pour des lots de 100 à 200 acres, avec des paiements par versements, pour le capital et l'intérêt, on peut se faire une idée de la somme de labeur, et du temps qu'il a fallu y consacrer. De plus, comme les inscriptions des ventes particulières n'avaient pas été portées sur le grand livre, les comptables se sont vus obligés d'ouvrir un grand livre et d'y inscrire, pour chaque vente, un compte sur lequel ils portèrent tous les articles de doit et avoir tant pour le principal que pour l'intérêt.

On s'aperçut alors qu'en faisant un règlement avec les acheteurs de ces terres, Ontario avait fait la remise, dans un grand nombre de cas, d'une partie de l'intérêt; et comme Québec mettait en doute le droit d'Ontario de faire ces remises, en tant qu'il s'agissait de la part de Québec, sans que cette dernière province y eût consenti, il fallait prendre note de chaque remise et du dossier où elle se trouvait constatée. Par suite, aussi, de la prétention qu'avait Ontario, en vertu de la sentence, de déduire un quart du produit des ventes faites entre le 14 juin 1853 et le 6 mars 1861, les inscriptions de ces ventes ainsi que les perceptions faites sur icelles ont dû être distinguées des ventes faites à d'autres époques.

Le résultat de ce travail fait voir que, au 31 décembre 1892, il y avait un montant de \$485 800.00 échu et non perçu, et qu'il avait été fait des réductions, tant pour capital que pour intérêts, au montant d'environ \$300 000.00; de plus, qu'il y avait encore 3 383 acres qui n'étaient pas vendus.

La prétention de la province de Québec est que l'on doit tenir compte de ces sommes, en fixant le montant, en principal, du fonds, bien que les montants non payés ne puissent être affectés au revenu que du moment qu'ils seront perçus.

Les montants ci-dessus, ainsi que ceux détenus par le Dominion qui appartiennent à Ontario et Québec conjointement, ne peuvent être divisés que par une convention mutuelle, ou par arbitrage. Et, bien que le lieutenant-gouverneur de cette province, en son conseil, soit autorisé, par le statut 57 Vict., ch. 3 (1894) à s'entendre avec le gouvernement d'Ontario sur le montant qui doit être payé par cette dernière province pour les terres non vendues et les balances non perçues, et aussi à s'entendre avec les gouvernements du Dominion et d'Ontario sur le paiement final à faire au fonds et sur la division et la répartition de ce fonds entre les provinces; et, bien que, si l'on ne peut pas tomber d'accord à ce sujet, il soit autorisé à soumettre la question à l'arbitrage, on n'a encore fait aucune convention dans ce sens, et les questions soumises aux arbitres actuels portent seulement sur la recherche et la fixation du montant, en capital, du fonds, du taux de l'intérêt sur icelui, et du taux de l'intérêt sur les comptes entre Ontario et Québec.

Le Dominion paye l'intérêt, au taux de cinq pour cent par an, tous les six mois sur le montant du fonds qu'il a en sa possession et qui est actuellement de \$2 457 688.62. Québec a reçu, pour sa part d'intérêt, environ \$30 000 par an pour les années comprises entre 1867 et 1869, et environ \$50 000.00 par an depuis 1889. Québec a également reçu d'Ontario \$250 000.00 à compte de sa part d'intérêts sur les perceptions pour le temps pendant lequel elles ont été détenues par Ontario.

Par tout ce qui précède, on peut voir que les principales prétentions de Québec portent sur les points suivants, à savoir: Que les déductions faites sur les perceptions, en faveur du fonds d'améliorations du Haut-Canada, bien que, autorisées par l'arbitrage de 1870, sont contraires à la loi; qu'Ontario doit porter la responsabilité des remises et déductions accordées aux personnes endettées envers ce fonds, et qu'Ontario doit mettre Québec, relativement à l'intérêt sur les perceptions retenues, dans la même situation où on aurait été si ces perceptions avaient été versées entre les mains du Dominion d'année en année.

La cause a été plaidée à Toronto, en juillet dernier, mais aucune sentence n'a encore été rendue.

Pendant les séances de la Commission arbitrale, il y a eu des plaidoiries et des jugements sur des réclamations dans lesquelles Québec n'avait aucun intérêt, par exemple:

La réclamation du Dominion contre Ontario, au sujet de certaines obligations de la cité de Ha-

milton, au montant de \$16 781.35, avec l'intérêt en sus;

La réclamation du Dominion contre Ontario, au sujet de certaines dépenses d'immigration, au montant de \$20 000.00.

Pour ce qui est de la cause des traités Robinson à propos des sauvages et de la cause du fonds des écoles communes, après que jugement aura été rendu par la Cour suprême, dans la première, et par les arbitres dans la seconde, si leur jugement est accepté comme décision finale, il y aura encore une grande somme de travail à faire pour déterminer les faits et établir les états de compte sur ces chefs en particulier.

Cependant, l'instruction et le jugement de ces causes, aussi bien que des réclamations qui n'ont pas encore été soumises aux arbitres, ne retarderont pas le règlement final des comptes du Dominion avec la ci-devant province du Canada, et avec chacune des provinces, lesquelles ont été pendant tant d'années un sujet de litige et de discussion.

L'état d'incertitude dans lequel on se trouvait à ce sujet, a toujours été une cause d'embarras pour ceux qui avaient à s'occuper de la situation financière de la province; mais cette incertitude va cesser, il faut du moins l'espérer, avant la fin du présent exercice.

Les réclamations dans lesquelles Québec est intéressé, et qui n'ont pas encore été plaidées, sont les suivantes:

Une réclamation du Dominion, au nom des sauvages Chippewas de la Thames, et des sauvages Wyandotte, pour le prix de leurs terres vendues entre les années 1845 et 1854, et reçu par les agents des Terres de la couronne, mais dont on ne leur a jamais rendu compte, se montant à \$30 000.00 à part l'intérêt jusqu'à ce jour;

Une réclamation du Dominion, au nom des Mississaguas du lac Rice, du lac à la Boue et du lac Scugog, contre la ci-devant province du Canada, pour le prix de leurs terres vendues entre les années 1844 et 1864, lequel, disent-ils, a été versé dans le fonds du revenu consolidé de la province du Canada, au lieu d'avoir été mis à leur crédit. Cette réclamation est de \$5 926.00, à part les intérêts.

Une réclamation des Chippewas du lac Huron et des Mississaguas du lac Rice et du lac à la Boue et des lacs Alnwick et Scugog, au sujet d'un territoire d'environ 10 000 milles carrés, qui, disent-ils, n'a jamais été cédé par eux, mais dont les terres ont été, avant la Confédération, administrées et, en partie, vendues par la ci-devant province du Canada; ils ajoutent que ce territoire a été occupé et possédé, depuis la Confédération, par Ontario, et que cette province en a vendu, de temps à autre, certaines parties. Cette réclamation est partie contre la ci-devant province du Canada et partie contre la province d'Ontario.

Il y a d'autres réclamations des sauvages, dans lesquelles la province de Québec n'est pas intéressée.

Il est juste de remarquer que, en ce qui concerne cette province, le premier avis de la réclamation des sauvages, en vertu des traités Robin-

son, et de celle des Mississaguas de Port-Crédit, a été reçu vers l'année 1889, et que, pour ce qui est des autres réclamations des sauvages, Québec n'a connu leur existence qu'après que la cause eût été soumise à l'arbitrage.

Une grande source de difficultés et de dépenses, lorsqu'il s'est agi de recueillir les renseignements relatifs aux matières et aux réclamations en litige, a résulté de ce que les livres, documents, dossiers et comptes qui s'y rapportent se trouvent tous, soit à Ottawa, soit à Toronto, et que les avocats et autres personnes, représentant les intérêts de Québec, ont été en conséquence obligés de faire leurs recherches et d'obtenir leurs informations dans les ministères et autres bureaux de ces deux villes.

La question de l'intérêt sur les comptes et celle des réclamations des sauvages ont nécessité, préalablement aux plaidoiries, de fréquentes entrevues entre les avocats d'Ontario et ceux de Québec.

Les difficultés de la position se comprennent davantage quand on considère combien d'années ces recherches doivent embrasser. Dans certains cas elles remontent à 60 années en arrière, et, toujours, elles se reportent au moins jusqu'à l'époque de la Confédération, et personne ne survit qui, ayant eu à cette époque aucune connaissance intime de ces faits et de ces chiffres, puisse maintenant aider à débrouiller celles de ces questions dont la solution offre des difficultés.

Département du Trésor,
Québec, 26 novembre 1895.

HT. Machin,
Assistant trésorier provincial.

M. J. SHEHYN (Québec-Est): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), que le débat soit ajourné.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 32) intitulé: "Loi constituant en corporation le "Dominion College of Music", de Montréal", sans amendement.

La séance est levée à onze heures.

Séance du 27 novembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures quarante-cinq.

Dépôt de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

Par M. Hall, la pétition de William Galt-Hill et autres, propriétaires fonciers de la rue Saint-Antoine, Montréal.

Par M. Augé, la pétition des aubergistes de la cité de Montréal.

Rapports de comités:

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur d'en faire rapport, sans amendement, à votre honorable Chambre, savoir:

Bill (bill no 33) autorisant Joseph Lacroix à changer son nom en celui de Joseph Archambault.

Bill (bill no 76) concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Coeur-de-Jésus, de Montréal.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir:

Bill (bill no 37) concernant la vente de certains biens faisant partie de la succession "ab intestat" de feu Duncan Finlayson.

Bill (bill no 52) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres Joseph-Abel Fortin, docteur en médecine de l'Université Laval.

Quant au bill (bill no 46) amendement la charte de la "Royal Trust and Fidelity Company"; au bill (bill no 70) modifiant la charte de la compagnie dite "Montreal Safe Deposit Company"; et au bill (bill no 60) ratifiant et confirmant les pouvoirs conférés à la "Dominion Trusts Company", par la loi du Parlement du Canada 58-59 Victoria, chapitre 84, et autorisant ladite compagnie à exercer lesdits pouvoirs dans la province de Québec, votre comité désire les renvoyer à votre honorable Chambre, afin qu'elle décide s'ils doivent être transmis au comité de la Législature.

Adopté.

M. F. CARBRAY (Québec-ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 57) modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie manufacturière de Chambly, et y a fait

des amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Royal Trust and Fidelity Company

M. A.W. MORRIS (Montréal no 4): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel), que le bill (bill no 46) amendement la charte de la "Royal Trust and Fidelity Company" soit envoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Adopté.

Montreal Safe Deposit Company

M. A.W. MORRIS (Montréal no 4): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel), que le bill (bill no 70) modifiant la charte de la compagnie dite "Montreal Safe Deposit Company" soit envoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Adopté.

Dominion of Canada Trusts Company

M. A.W. MORRIS (Montréal no 4): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel), que le bill (bill no 60) ratifiant et confirmant les pouvoirs conférés à la "Dominion of Canada Trusts Company" par la loi du Parlement du Canada 58-59 Victoria, chapitre 84, et autorisant ladite compagnie à exercer lesdits pouvoirs dans la province de Québec, soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Adopté.

Introduction de bills:

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga) pour M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 111) amendement la loi concernant la preuve.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Ce sujet est traité dans mon bill amendement le code de procédure civile. Je propose que ledit bill soit envoyé au comité conjoint des deux Chambres nommé pour étudier les rapports faits par la Commission chargée de la refonte du code de procédure civile, et que la 45e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte à ce bill.

Adopté.

Interpellations:

Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Présente et lit quelques interpellations au sujet de la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Déclare qu'il n'est point prêt à répondre aux quelques interpellations du député de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux).

Il demande 24 heures de répit afin d'y répondre d'une manière acceptable.

Palais de justice de Québec

M. L.-F. PINAULT (Matane): 1. Le Barreau de Québec a-t-il demandé au gouvernement de faire poser un ascenseur dans le palais de justice de Québec?

2. Dans le cas affirmatif, est-ce l'intention du gouvernement d'accéder à la demande du Barreau?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): 1. Oui. 2. Le gouvernement avisera aux moyens de rencontrer, aussitôt que possible, les vues du Barreau du district de Québec.

Demande de documents:

Sociétés de secours mutuels

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose, appuyé par le représentant de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de la correspondance entre A.-P. Cartier, député de Saint-Hyacinthe, et l'honorable premier ministre, au sujet de la demande d'un projet de loi pour protéger les sociétés de secours mutuels; ainsi que les documents, rapports et résolutions passés aux conventions desdites sociétés, tenues, la première, à Saint-Hyacinthe, le 24 et le 25 décembre dernier et la deuxième, à Valleyfield, le 30 juin et le premier juillet derniers.

M. l'Orateur,

Vous vous rappelez qu'à la dernière session, j'attirais par une proposition semblable, l'attention de cette honorable Chambre sur la nécessité d'adopter le plus tôt possible une législation spéciale concernant les sociétés de secours mutuels, faisant affaire dans cette province. J'avais l'honneur d'informer mes honorables collègues qu'à une grande convention des délégués d'une trentaine de sociétés de bienfaisance tenue les 24 et 25 décembre précédents à Saint-Hyacinthe, on avait adopté plusieurs résolutions. Qu'il me suffise de rappeler à votre souvenir celle que je considère la plus importante pour le bon fonctionnement de ces sociétés. Elle se lit comme suit: "Que le gouvernement de la province de Québec soit prié de passer une loi obligeant les différentes sociétés de bienfaisance ou de secours mutuel à faire un rapport annuel de leurs opérations." Cette idée a été favorablement accueillie par la presse. Vous n'avez pas oublié les paroles élogieuses que j'adressais aux correspondants de plusieurs journaux pour le grand intérêt qu'ils portaient alors, et qu'ils continuent de porter, à la mutualité, qui est indubitablement une des solutions du problème social.

Je viens encore aujourd'hui demander protection au gouvernement pour les 75 000 mutualistes recrutés dans les classes agricoles et ouvrières. Ces sociétés sont nombreuses dans notre province. Elles se répandent de plus en plus dans nos villes et nos campagnes, grâce à la propagande énergique d'hommes dévoués. Leur développement constant est la preuve que les ouvriers connaissent leurs véritables intérêts en faisant tout ce qu'ils peuvent pour atténuer les rigueurs du sort, et les difficultés de leur vie si honnête et si laborieuse. Aussi les pouvoirs publics, et tous ceux qui travaillent à améliorer le sort du plus grand nombre de ceux qui peinent, doivent-ils continuer à encourager le système de la mutualité, tel que pratiqué en notre province? Voilà une question à laquelle nous ne sommes pas prêts à répondre.

Sans avoir fait une étude parfaite du "modus operandi" de ces différentes sociétés, je suis d'opinion qu'un grand nombre d'elles préparent des mécomptes et des désappointements dans un avenir plus ou moins élevé. Est-il sage pour le gouvernement de tolérer plus longtemps un tel état de choses?

Certainement non. La sécurité publique exige une intervention immédiate de la part de nos gouvernements. On me demande peut-être: comment intervenir? Je répondrai en acceptant les suggestions des sociétés elles-mêmes. Vous avez dû lire dans La Presse, monsieur l'Orateur, un compte-rendu du second congrès de la mutualité canadienne-française, tenue dans la ville de Valleyfield, le 30 juin et le 1er juillet derniers. A cette réunion, les sociétés, par leurs délégués, se sont émues de leur propre fécondité. Elles ont vu dans leur extension toujours croissante une leçon de prudence. Elles ont reconnu la nécessité urgente de demander au gouvernement d'accorder plus d'attention qu'il n'a fait jusqu'ici à l'important fonctionnement du système de la mutualité.

Aujourd'hui, monsieur l'Orateur, au nom du père de famille qui s'impose des privations pour les siens, pour sa femme, pour ses enfants, pour ceux qui lui sont chers, je viens demander au gouvernement de soumettre à la Législature un projet de loi destiné à lui donner, à l'avenir, un certain contrôle sur ces sociétés. Est-ce que le gouvernement n'oblige pas, par la loi, les compagnies d'assurance sur la vie à faire des rapports annuels de leurs opérations, sans quoi elles ne pourraient solliciter aucun risque. Est-ce que les sociétés d'assurance mutuelle contre l'incendie ne sont pas sujettes à une inspection régulière?

Puisque ces différentes institutions sont soumises à une certaine direction de la part de l'Etat, je ne vois pas pourquoi le gouvernement n'obligerait pas toutes les sociétés de secours mutuel à lui soumettre un rapport régulier de leurs opérations et de la condition de leurs affaires.

Par ce moyen, ceux qui sont chargés d'administrer la chose publique seraient en état de publier un travail très complet et très documenté sur la vie de ces sociétés, leur importance, leurs ressources et leurs dépenses. Ce livre bleu serait distribué au public.

Quant à la manière, pour le gouvernement, d'arriver à contrôler ces sociétés, c'est précisément la question à étudier et le problème à résoudre. Nos institutions mutuelles ont droit à la protection du gouvernement autant que les 60 000 membres des cercles agricoles pour lesquels nous votons, cette année, une somme de \$30 000 à \$35 000. Ce que je demande, c'est la nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil d'un inspecteur registraire comme celui que le gouvernement d'Ontario a nommé. Des licences leur seraient émises, sans lesquelles aucune institution ne pourrait faire des affaires en cette province.

La tenue des livres serait soumise à la direction de l'inspecteur qui exigerait une audition annuelle par des personnes en dehors de la société, après prestation du serment.

L'inspecteur publierait annuellement une liste des sociétés autorisées qui seraient tenues de faire chaque année un rapport des affaires financières. On me dira peut-être: vous donnez trop de pouvoirs à cet inspecteur. C'est vrai, mais dans le cas où une société se verrait refuser son enregistrement, elle pourrait toujours en appeler aux tribunaux de la décision de l'inspecteur.

La loi de 1892, protégeant les sociétés mutuelles de la province d'Ontario, mérite certainement d'être appliquée en cette province.

Cette loi a opéré un grand changement. Permettez-moi de vous lire un extrait du dernier rapport publié dans le Montreal Herald si bien rédigé par un Canadien, M. St-Pierre:

"Alors que les sociétés de jeux, de spéculation et de gain étaient tolérées dans la province d'Ontario, les sociétés vraiment légitimes se trouvaient en général en face d'une lutte pour l'existence trop dure pour élever leurs taux, même quand il était admis qu'ils étaient presque insuffisants pour effectuer le paiement des assurances arrivées à maturité. Cette influence nuisible a disparu par suite de l'adoption de la loi concernant les compagnies d'assurance de 1892 et un certain nombre de compagnies enregistrées pendant l'année 1893 ont compilé les renseignements recueillis pour arriver à la solution de la grande question de définir le taux le plus bas auquel on pouvait établir avec bénéfice des assurances d'une manière stable, sûre, et avec une administration convenable."

En terminant monsieur l'Orateur, laissez-moi vous dire que les sociétés qui ont à cœur de remplir leurs obligations envers leurs membres, béniront le gouvernement pour ce qu'il fera pour elles.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Approuve cette idée exprimée par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. A.-P. Cartier). Il le félicite pour l'intérêt qu'il manifeste envers les conditions de vie des classes agricoles et ouvrières dont les représentants sont nombreux dans le comté de Saint-Hyacinthe. Il doute qu'il soit possible de trouver un homme compétent pour le poste d'inspecteur registraire.

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Suggère de remettre à la prochaine session toute nouvelle

législation à ce sujet. Les sociétés pourront nous faire part de leurs intentions, et cette période de temps sera nécessaire au gouvernement pour préparer des mesures qui répondront aux exigences de ce cas. Il dit qu'il est difficile d'entrer en contact avec ces sociétés, telle la "Independent Order of Foresters" dont le siège social est en Ontario.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Approuve l'idée de forcer les compagnies incorporées par la Législature à faire rapport au gouvernement. Cela est dans l'intérêt des membres de ces sociétés et du public en général.

Il dit que cette importante question a déjà été soulevée par le député de Saint-Hyacinthe (M. A.-P. Cartier) à la dernière session. Il doute qu'il soit si urgent pour le gouvernement, à ce moment-ci, de prendre cette affaire en main et d'augmenter les dépenses publiques en nommant un inspecteur. Mais il promet de présenter une mesure, cette session, qui verra à répondre à certaines objections. Par exemple, il suggère que l'on oblige ces sociétés à remettre des rapports mensuels au gouvernement, comme les banques et les autres organismes financiers le font à Ottawa.

La proposition est adoptée.

Délai accordé à F. Gauvreau

M. L.-F. PINAULT (Matane): Propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. H. Caron), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toute la correspondance se rapportant au délai accordé à Flavien Gauvreau, de Saint-Octave-de-Métis, pour payer la condamnation prononcée contre lui le 14 octobre 1891, pour vente de boissons sans licence.

Par la motion que je fais présentement, je désire faire mettre devant cette Chambre toute la correspondance échangée au sujet du délai accordé au nommé Flavien Gauvreau, de Métis.

Je regrette infiniment d'être obligé de revenir sur cette affaire. Cela peut paraître une persécution entreprise contre un citoyen avec lequel je n'ai eu que des bons rapports. Mais si je reviens sur cette question, c'est parce que j'y suis forcé par la réponse que l'honorable premier ministre a donnée à l'interpellation que j'ai faite l'autre jour.

Je crois qu'il est bon que l'on sache dans le pays comment la loi des licences est appliquée; il est important que l'on connaisse si cette loi est appliquée avec une égale justice pour tout le monde.

L'honorable premier ministre a cru avoir fait une grande découverte l'autre jour; il a voulu causer un grand plaisir à ses amis en déclarant à cette Chambre que c'est à la demande du député de Matane qu'un délai a été accordé au nommé Gauvreau pour payer la part due au gouvernement.

Cette Chambre serait sans doute bien surprise si je lui démontrais que cette réponse contient un énoncé de faits absolument faux.

La correspondance que je veux faire mettre devant cette Chambre va établir que je n'ai jamais

demandé au gouvernement un délai pour payer la part du gouvernement. Il n'a jamais été question de cela.

Voici les faits:

Gauvreau a été condamné par le magistrat de district, le 14 octobre 1891, à payer une amende de \$120.00; il prit un bref de prohibition niant la juridiction du magistrat. Ce bref fut renvoyé par M. le juge Larue.

La même question avait été soulevée à Québec dans une cause de Cantin vs Chauveau et al. Un bref de prohibition avait été pris contre le jugement du juge Chauveau, attaquant sa juridiction. Ce bref fut renvoyé le 1er avril 1891 par la Cour de révision, à l'unanimité, composée des juges Casault, Caron et Andrews. La cause fut portée en appel et plaidée devant cette Cour les premiers jours de décembre 1891. C'est le 10 décembre 1891 que Gauvreau est venu me trouver pour faire suspendre l'exécution du jugement contre lui pour attendre la décision en appel. Quand j'ai écrit ma lettre, le jugement n'était pas rendu en appel; il n'a été rendu que le 22 décembre 1891. Ma lettre demande de suspendre, vu que la question de juridiction est portée en appel. Ma demande était seulement pour attendre le jugement en appel. Le 22 décembre 1891, le délai demandé par moi était expiré. Le 15 janvier 1895, le nouveau gouvernement, il y avait eu changement d'administration le 16 décembre, a accordé 3 mois de délai à Gauvreau, et l'on dit que c'est à ma demande! Je ne crains pas d'affirmer que l'on a trompé cette Chambre et que la réponse que l'on a donnée l'autre jour contient un énoncé de faits absolument faux.

Je suis prêt à prendre ma part de responsabilité, mais je ne suis pas prêt à prendre celle-là. Si le gouvernement veut se faire le protecteur des vendeurs de boissons sans licence, qu'il le fasse, c'est son affaire, mais au moins qu'il ait le courage d'en prendre la responsabilité.

On nous a dit aussi qu'une fois une condamnation suspendue, on met cela en oubli et les gens comptent là-dessus.

Admettons qu'au département de l'honorable procureur, (l'honorable T.C. Casgrain) on ait oublié de s'occuper du cas de Gauvreau, admettons que l'on ait mis ce cas en oubli pendant au-delà d'une année. En effet, c'était un cas favorable. Gauvreau était un bon conservateur, un ami de l'honorable commissaire des Terres. C'est lui qui voiturait l'honorable commissaire d'une paroisse à l'autre pendant l'élection que nous avons faite ensemble. C'était donc un cas favorable, on pouvait le mettre en oubli. Mais, en 1893, une interpellation fut faite devant cette Chambre. On a dû retirer cette affaire de l'oubli, on a dû s'en occuper. Pas du tout, on l'a remis encore en oubli pendant deux longues années! L'interpellation que j'ai faite l'autre jour va probablement la faire sortir de l'oubli, mais je crois qu'elle n'aura pas plus de succès que la précédente.

Il est probable que si Gauvreau avait été un libéral on aurait eu meilleure mémoire. L'an dernier un de mes partisans eut le malheur de se trouver dans la même position. Il fut forcé de

payer sans délai. Il eut beau demander un peu de temps, faire signer une requête par les conservateurs importants de la place, tout fut inutile; il était trop connu. Impossible pour lui de faire mettre son affaire en oubli.

Tout récemment encore, un autre citoyen des Méchins était traîné en prison immédiatement après la condamnation. Je vois aussi par les journaux que plusieurs cas semblables se sont présentés dans le comté que représente mon ami le député de L'Islet (M. F. - G. - M.).

En terminant je me contenterai de faire remarquer qu'au gouvernement on n'oublie bien facilement que les conservateurs, mais qu'on oublie bien difficilement ces pauvres libéraux.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): L'accusation du député de Matane (M. L.-F. Pinault) est fausse et mensongère. Il m'accuse d'avoir donné de faux renseignements à la Chambre. Qu'ai-je dit? J'ai dit que le délai avait été accordé à Gauvreau sur la demande du député de Matane. Il prétend que non, parce qu'il demandait seulement de suspendre l'exécution du jugement prononcé contre Gauvreau en attendant la décision de la Cour d'appel devant laquelle la cause avait été portée. Dans cette demande, le député de Matane ne fixait pas jusqu'à quand le jugement devait être suspendu, mais le délai étant accordé en principe, il restait au département du Trésor d'en fixer la longueur. Nous n'avons donc fait que de mettre en pratique ce que le député de Matane demandait. Maintenant, il y a la question de la remise des amendes. On nous accuse de favoriser les conservateurs et d'écraser les libéraux. Cela n'est pas le cas. Mais puisqu'on accuse, on doit se baser sur quelque chose. Tirons donc la chose au clair. Pourquoi l'Opposition n'accepte-t-elle pas l'offre que je lui ai déjà faite? Qu'elle nous cite et qu'elle cite les employés devant le comité des comptes publics et elle en saura le court et le long. Si notre parole en Chambre ne suffit pas, là nous serons sous serment. Mais non, on accuse à tort et à travers. Il y a quelques jours encore, on disait qu'un conservateur du comté de Lotbinière avait obtenu une remise d'amende parce qu'il était conservateur. Or, cet homme vient ici, me rencontre et il me dit: "Mais, monsieur, c'est une calomnie. Je n'ai jamais vendu de boisson." Et je ne sais trop s'il ne poursuivra pas le journal qui l'a ainsi grossièrement accusé. J'ai poursuivi un journal pour la même chose. La preuve va se faire, et si l'on veut respecter la vérité, elle établira que la loi a été strictement exercée envers tous. Nous avons des amis qui se sont trouvés dans des cas semblables et la seule manière dont nous les ayons favorisés a été de souscrire et de faire souscrire nos amis pour leur aider à payer leurs amendes.

M. L.-F. PINAULT (Matane): Je n'ai pas l'intention, assurément, de faire fâcher l'honorable premier ministre. Je regrette d'avoir été la cause d'une si grande colère de sa part.

Mais je n'ai pas un mot à retirer de ce que j'ai avancé il y a un instant. J'ai déclaré que la réponse du premier ministre, donnée l'autre jour à mon

interpellation, contenait un fait absolument faux et je le maintiens: je l'ai démontré et ma lettre est là pour le prouver.

Je n'ai jamais dit que toute la réponse donnée par le premier ministre était fausse, j'ai dit qu'elle contenait un fait faux, un énoncé qui n'est pas conforme à la vérité.

Il y a une partie de la réponse qui est vraie, je l'admets. C'est celle qui déclare que Gauvreau n'a pas encore payé ce qu'il doit au gouvernement. Je sais que Gauvreau n'a pas encore payé. Mais je n'ai jamais demandé, comme l'affirme le premier ministre, un délai de trois mois pour Gauvreau.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Participe au débat.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Participe au débat.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Participe au débat.

M. J. TESSIER (Portneuf): Participe au débat.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande à l'Opposition d'inscrire à l'avenir leurs motions, etc.. sur la formule appropriée, avec les dates.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Insiste pour que le débat se déroule avec dignité.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Insiste pour que l'on n'insulte pas les députés, et fait appel à M. l'Orateur.

M. L'ORATEUR: Rappelle à l'ordre l'honorable premier ministre.

M. L.-F. PINAULT (Matane): Déclare qu'il n'a pas dit de mensonges au sujet du premier ministre et demande un plus grand respect envers l'honneur et la vérité.

La proposition est adoptée.

Société bienveillante des ouvriers de navires de Québec

M. V. CHATEAUVERT (Québec-Centre): Propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. I. A. Baker), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de la correspondance échangée entre la Société bienveillante des ouvriers de bord, la Chambre de commerce de Québec et le gouvernement, au sujet des règlements de ladite société.

Il désirerait connaître l'opinion des députés sur cette question d'abolir la Société de bord de Québec, qui fait beaucoup de bruit depuis quelque temps.

Il veut savoir si la société s'est conformée à la loi et quels sont les privilèges que la loi accorde à cette société au sujet du travail.

Il rapporte les efforts de la Chambre pour essayer de raisonner les ouvriers, de les amener à une entente satisfaisante avec les armateurs, et les

persuader de permettre l'usage de machinerie à vapeur pour le chargement des bateaux, comme cela se fait à Montréal, mais sans succès. C'est le devoir de tous les bons citoyens de joindre leurs efforts pour remédier à cette situation qui est en train de causer la ruine de ce splendide port.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que cette question est des plus importantes pour Québec. Il ne désire pas se prononcer sur les mérites de la société en question, mais il importe que les faits soient bien connus, afin que la Chambre puisse juger en connaissance de cause. En 1890, un comité spécial a été nommé pour s'occuper de la question, et, sur son rapport, la Chambre a adopté une loi déclarant que, pour avoir force de loi, les règlements de la société devraient être sanctionnés par le lieutenant-gouverneur. Peu après, le secrétaire provincial d'alors, M. Langelier, écrivit à la société de se presser de faire sanctionner ses règlements, vu que les ministres se préparaient à quitter Québec pour quelque temps. La société n'a pas même daigné répondre à cette invitation.

Il dit que la Société bienveillante des ouvriers de bord a toujours refusé de se conformer à la loi qui la régit. Ses administrateurs n'ont même pas daigné répondre aux requêtes nombreuses leur demandant de soumettre les règlements de la société à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Maintenant tout le monde sait qu'il est question d'une ligne de vapeurs rapides devant avoir son terminus à Québec. Grâce à l'encouragement reçu en Angleterre, ce projet réussira très probablement. Ce sera un avantage nouveau pour Québec.

L'honorable ministre fait la lecture d'une lettre de l'honorable M. Ives, ministre de l'Industrie et du Commerce à Ottawa, dans laquelle il demande au gouvernement provincial de prendre les mesures nécessaires pour rendre le commerce et la main-d'œuvre aussi efficaces dans le port de Québec que dans les autres ports du Dominion.

Voici cette lettre:

Ottawa, 20 novembre 1895

Monsieur,

Dans la probabilité de l'établissement d'une ligne rapide entre le Canada et la Grande-Bretagne et afin de placer la cité de Québec dans une position juste afin de lui permettre de concourir avec les autres ports aux avantages de ce projet, je désire appeler votre attention officiellement sur les plaintes faites par les propriétaires de navires au sujet de la conduite que tiennent à leur égard les débardeurs de Québec et les arrimeurs et de suggérer, si ces plaintes sont fondées, de prendre sans retard les moyens nécessaires d'enlever les sujets de plaintes.

Je suis,
Monsieur,
Votre obéissant serviteur.
W.B. Ives

(Signé)
Edouard Garneau, écuyer
Président du bureau de commerce,
Québec.

En parlant de l'avenir du commerce québécois, il exprime l'espoir que les difficultés entre les armateurs et les arrimeurs pourront être réglées. Que Québec devienne un port libre où les ouvriers seront libres de travailler sans être soumis aux menaces de certains meneurs. Nous ne permettrons pas à une société de fermer au commerce le port de Québec.

Il fait appel à la Chambre en général pour régler cette question de manière à prévenir toute entrave à la liberté du port.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Dit qu'il lui revient de prononcer quelques mots sur le sujet. Jusqu'à un certain point, il se dit d'accord avec le député de Dorchester, (l'honorable L.-P. Pelletier) sur l'importance de cette question qui, à son avis, doit être envisagée avec un esprit de conciliation et de sentiments d'harmonie. Si cette question était d'abord analysée soigneusement et présentée ensuite aux ouvriers du port, il se dit convaincu qu'ils adopteraient la bonne attitude et feraient valoir leurs droits. Il est né et il a grandi à Québec, dit-il, et il connaît l'histoire de la société depuis le début de son existence.

Autrefois les ouvriers étaient sous le contrôle absolu des arrimeurs. Ils étaient de véritables esclaves qui gagnaient à peine cinquante centins par journée de douze heures de travail. Même ce maigre salaire ne leur était souvent payé qu'au moyen de bons négociables dans des magasins où les arrimeurs étaient intéressés. C'était pour se libérer de cette espèce de servitude qu'ils se sont organisés en société.

Les dirigeants de ce mouvement doivent être connus et respectés.

Cette société s'attaque aux entrepreneurs de chargement et de déchargement et non aux navires. Mais il ne veut pas défendre de mauvais règlements qui sont peut-être inscrits dans les livres de la société. Si le port de Québec est actuellement désert et presque en faillite, la Société bienveillante des ouvriers de bord n'est pas responsable de tout. Les principales raisons de la perte de commerce à Québec sont dues au fait que les citoyens de Montréal, par leur ardeur et leur énergie, se sont placés en tête de la navigation maritime. De plus, le commerce de ce port qui consistait uniquement en bois de construction s'occupe maintenant du bois de sciage et du bois de plancher. Les navires veulent s'approcher le plus possible des moulins de sciage et par conséquent de Montréal. Le racisme et la jalousie ne sont pas de bonnes méthodes pour atteindre le but souhaité. Tous les armateurs intéressés qui comprennent bien le problème, qu'ils soient membres de la Chambre de commerce ou non, et les dirigeants de la Société bienveillante des ouvriers de bord devraient se réunir et discuter de la situation. C'est la seule solution pour qu'une entente raisonnable et avantageuse intervienne entre les deux parties. Il ne désire pas devenir le porte-parole des ouvriers du port, mais il désire voir les faits éclaircis, et il se dit convaincu que si les deux parties se rencontraient les ouvriers consentiraient à adopter une position qui rencontrerait les intérêts généraux du port. En terminant,

il ajoute que si les ouvriers restent sur leurs positions, ils en subiront les conséquences.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Les débardeurs ont réussi, grâce à leurs règlements absurdes, à ruiner le commerce à Québec.

Je crois que la question est facile à régler. La loi oblige cette société à faire approuver ses règlements par le lieutenant-gouverneur en conseil. Si elle ne l'a pas fait, elle n'a aucun droit d'imposer ses exigences.

Pourquoi les laisse-t-on régner dans le port de Québec? Pourquoi ne les arrête-t-on point tout comme n'importe quelle autre personne se rendant coupable d'une semblable infraction à la loi?

Il est par conséquent raisonnable que les membres respectent la loi. Et s'ils la violaient, par l'usage de la force et de la contrainte, il serait nécessaire de demander l'aide des pouvoirs publics pour maintenir la paix et la sécurité publiques, le respect et la dignité de la loi et la liberté du travail. C'est le devoir des autorités municipales, provinciales et fédérales de collaborer à cette mesure; et si les forces policières municipales ne peuvent contrôler seules cette situation, elles demanderont le secours des forces provinciales et fédérales.

Le devoir de tout le monde est de se liguier pour mettre fin à un état de choses qui a rendu désert le port de Québec.

La proposition est adoptée.

A. Vallée, ex-garde à la prison de Montréal

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier) qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de tous rapports faits sur la conduite d'Alexandre Vallée, autrefois garde, à la prison de Montréal.

Adopté.

Pont Scott sur la rivière Saint-Charles

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. H. Caron) qu'il soit mis devant cette Chambre, 1. Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement ou l'un de ses membres, et Edouard-J. Duchesnay, maire de Saint-Malo et préfet du comté de Québec, depuis le 1er septembre 1893, au sujet du pont Scott, sur la rivière Saint-Charles, à Saint-Malo.

2. De tous protêts, rapports d'inspecteurs au sujet dudit pont, adressés au gouvernement ou au département des Travaux publics, pendant la même période.

3. De toute correspondance échangée entre le gouvernement ou le département des Travaux publics et la Commission des chemins à barrières de la rive nord, se rapportant audit pont, ainsi que de toutes instructions qui peuvent avoir été données par le gouvernement ou le département des Travaux publics, à ladite Commission des chemins

à barrières, concernant ledit pont Scott, durant le temps ci-haut mentionné.

4. De toutes demandes d'aide, de toutes observations et de tous mémoires adressés au gouvernement ou au département des Travaux publics, par ladite commission, se rattachant à la construction dudit pont Scott.

Il attire l'attention sur le très mauvais état de ce pont. Non seulement, dit-il, ce pont n'est pas en mesure de supporter le poids des charges que les cultivateurs veulent transporter en ville, mais il peut tomber en n'importe quel temps et causer des pertes de vie. Il souhaite que le gouvernement se préoccupe de cette situation et contribue ainsi à éviter des tragédies.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Le département des Travaux publics a pris les moyens de mettre les personnes responsables en demeure de reconstruire le pont qui est en mauvais état et si la commission ne le reconstruit pas le gouvernement verra à faire respecter la loi en reconstruisant le pont aux frais de la commission.

La proposition est adoptée.

Lois des licences

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), que, dans l'ordre de la Chambre, voté le six novembre 1895, re infractions aux lois des licences, les mots: "depuis le premier janvier 1892", soient ajoutés après le mot: "indiquant".

Et la question étant mise aux voix elle est résolue affirmativement.

Documents:

Affaire Boyd-Somerville

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 8 novembre 1895, pour un état détaillé de l'enquête du coroner, de l'examen préliminaire du procès et des frais encourus par la couronne dans l'affaire Boyd-Somerville. (Document de la session no 58)

Palais de justice de Montréal

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 novembre 1895, pour une copie de tous plans et devis et autres données motivant la dépense de \$9 900 portée au budget supplémentaire allant au 30 juin 1896. (Document de la session no 59)

Pierre à concasser

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 12 novembre 1895, pour un état donnant: le nom de l'entrepreneur fournissant la pierre à concasser

à la prison de Montréal, au cours des exercices 1893, 1894 et 1895;

Le prix payé par tonne ou toise;

La date et la durée du contrat;

Une liste des soumissions avec les noms des soumissionnaires ayant échoué;

Les dates des annonces demandant des soumissions pour la pierre.

(Document de la session no 60)

Noms des personnes qui ont exporté du beurre

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 novembre 1895, pour un état faisant connaître les noms des personnes qui ont exporté du beurre sur le marché anglais, ayant droit à la prime accordée par le gouvernement.

La quantité expédiée par chacune d'elles.

Le prix obtenu par livre. (Document de la session no 61)

Subventions aux chemins de fer

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 14 novembre 1895, pour un état de toutes les subventions aux chemins de fer devenues caduques depuis le 30 juin 1892 jusqu'au premier novembre 1895, contenant:

Le nom du chemin de fer, la date à laquelle la subvention est devenue caduque, le montant de la subvention en argent devenue caduque;

Le montant de la subvention en terre ou terres commuées;

Faisant connaître le montant total épargné à la province par le fait de la caducité de ces subventions, ainsi que toutes les subventions en argent ou subventions en terres, converties en subventions monétaires, payées depuis le 1er mai 1892, avec, en sus, toutes les subventions en terres converties en argent, restant dues et payables à cette date. (Document de la session no 62)

Cause Ritchie vs Vallée

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 15 novembre 1895, pour une copie du bref de sommation, et de la déclaration du demandeur au plaidoyer du défendeur de la cause no 1754, Cour supérieure de Québec, 1892, Ritchie vs Vallée.

Aussi, copie du jugement rendu dans ladite cause, tant en Cour supérieure qu'en Cour de révision. (Document de la session no 63)

Cause A. Robitaille vs J. Côté

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 novembre 1895, pour une copie du bref de nomination, de la déclaration, des plaidoyers et du jugement dans la cause no 642, cour de circuit du district de Québec, d'Alfred Robitaille vs Jules Côté, jugée le 21 mars 1893. (Document de la session no 64)

Compte pour A. Caza

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 19 novembre 1895, pour une copie du compte de G.-A. Hughes, chef de police de Montréal, pour frais d'arrestation d'Alexis Caza, accusé de meurtre, dans le mois d'août 1888. (Document de la session no 65)

Conseil d'agriculture

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 22 novembre 1895, pour une copie du procès-verbal des délibérations de la dernière réunion du Conseil d'agriculture de la province de Québec. (Document de la session no 66)

Compagnies d'assurance mutuelle

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 101) amendement le code civil et les statuts révisés de la province de Québec, quant à ce qui regarde les privilèges accordés aux compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

A six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures

Succession de F.-X. Beaudry

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 54) amendement la loi relative à la succession de feu François-Xavier Beaudry.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J. MARION (L'Assomption): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Saint-Henri

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 68) modifiant la loi relative à la cité de Saint-Henri soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 14) intitulé: "Loi amendant de nouveau le code de procédure civile relativement à la preuve prise par sténographie", avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Preuve prise par sténographie

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 14) intitulé: "Loi amendant de nouveau le code de procédure civile relativement à la preuve prise par sténographie".

Les amendements sont lus deux fois et le bill est retourné au Conseil législatif.

Tenure des terres aux Iles-de-la-Madeleine

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 10) amendant la loi 58 Victoria, chapitre 45, concernant la tenure des terres aux Iles-de-la-Madeleine.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur la question proposée hier.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose que M. L'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides).

M. J. SHEHYN (Québec-Est):

Monsieur l'Orateur,

J'ai écouté bien attentivement l'exposé financier que nous faisait l'honorable premier ministre à la séance d'hier.

Je crois que cet honorable monsieur se donne de rudes coups d'encensoir au sujet de sa merveilleuse administration, au point qu'il a fini par se persuader qu'il était l'être providentiel destiné à régénérer l'état financier de la province.

Cet amour-propre du trésorier est bien naturel, mais, avec son ardente imagination, il ne faut pas s'étonner s'il est entraîné à présenter tout ce qui touche à son administration des finances sous le jour le plus favorable, au point de laisser parfois dans l'ombre ce qui devrait être mis en évidence et faire paraître sous le plus beau jour ce qui lui est favorable. Avec le talent de la parole qui le distingue et avec sa vive imagination, il est porté quelquefois aussi à déprécier outre mesures des oeuvres de ses adversaires.

Il ne faut donc pas s'attendre à ce que je lui serve de thuriféraire car l'encens qu'il se prodigue doit lui suffire.

Avant de faire un examen de son rapport budgétaire, il est nécessaire de rappeler à la Chambre, aussi sommairement que possible, l'origine de notre dette, son étendue et pour qu'elle fin elle a été contractée; car l'honorable premier ministre, entraîné par l'enthousiasme qui l'anime, semble parfois oublier ce point important et est trop bien disposé à mettre sur les épaules des autres une responsabilité dont il devrait porter sa juste part.

Dettes publiques, son origine, son étendue

Au 30 juin 1894, la dette totale de la province, suivant l'état officiel du département du Trésor était de		\$32 473 392.82
Sur cette dette totale, il a été payé de 1874 à 1895 pour subventions aux chemins de fer une somme de		\$10 247 216.10
Coût du chemin de fer du Nord	\$13 947 341.05	
Reçu en remboursement sur le compte de la construction et pour matériaux vendus	437 088.96	
		<u>13 510 252.09</u>
	Total	\$23 757 468.19

Ajoutez à cette somme la balance des subsides accordés, non encore payés, au 30 juin 1895, et qui forme partie de la dette totale: Voir actif et passif du discours sur le budget le 26 novembre 1895

1 052 926.25

On arrive à une somme de \$24 810 394.44 affectée aux chemins de fer.

Etablissons maintenant quelle est la part de responsabilité de nos adversaires, relativement à cette même politique de chemins de fer.

Le montant attribuable à leur politique s'élève à		\$19 279 962.57
Si l'on ajoute à cette somme les subsides de 1888 votés unanimement, soit	\$ 3 126 632.00	
Les subventions de 1890, votées par la Chambre par une grande majorité	4 400 320.00	
	7 526 952.00	
Moins subventions périmées	1 996 520.13	
		<u>5 530 431.87</u>
		\$24 810 394.44

montant attribuable à la politique de chemin de fer sur une dette totale de \$32 473 392.82 au 30 juin 1894, laissant une balance de \$7 662 998.38.

Ce tableau démontre que la majeure partie de notre dette a été contractée pour favoriser la construction de chemins de fer. La balance est de peu d'importance et nous aurait causé aucun inconvénient au point de vue financier, car nos ressources auraient suffi amplement pour rencontrer les services des intérêts sur le montant dépensé pour les travaux publics de 1875 à 1892, mais il n'en est pas ainsi, quant à la politique des chemins de fer, car elle a eu pour effet de créer en peu d'années une dette de \$25 000 000.

Pour rencontrer les sommes payées pendant la construction du chemin de fer du Nord et les subventions accordées, il a fallu avoir recours à des emprunts considérables, et il est constamment

arrivé que nos ressources annuelles n'aient pas été suffisantes pour couvrir les intérêts sur une dette créée pour subvenir à ces engagements.

Aussi depuis 1875 les déficits se sont répétés. Cette politique est donc la cause principale de nos difficultés financières et de l'accumulation d'une dette de \$25 000 000 pour cette fin représentant un service d'intérêt d'un million.

Il est vrai que la province a fait de grands sacrifices pour cette politique, mais il faut admettre qu'elle était indispensable, car, sans l'aide du gouvernement fédéral et provincial, je ne crois pas que les compagnies eussent trouvé le capital requis pour mener à bonne fin d'aussi vastes entreprises.

Or, sans un système de voies ferrées, que serait devenue notre province? Elle aurait été dans un isolement complet comparée aux autres pro-

vinces; les avantages qui devaient en résulter eurent été retardés indéfiniment.

Tout en étant favorable à cette politique, je ne suis pas cependant disposé à ce que nos adversaires et le gouvernement actuel se déchargent sur les épaules du gouvernement Mercier d'une responsabilité dont ils doivent assumer la plus large part, comme je me propose de l'indiquer dans les lignes suivantes.

Ainsi, sur un total de \$24 810 394.44. ils sont seuls responsables pour \$19 279 962.57. Sous le régime Mercier, en déduisant les subventions périmées, il a été accordé une somme de \$5 500 431.87 de nouvelles subventions, dont environ \$2 250 000.00 ont été votés à l'unanimité par la Chambre. Nous restons vraiment responsables, pour une somme de \$3 250 000, chiffres ronds, votée par la Chambre par une grande majorité. Or, je suis convaincu que personne le moins au fait de la question, ne saurait nous accuser d'avoir ruiné la province en accordant une somme dont l'emploi devait être d'une grande utilité et que la politique antérieure avait rendu nécessaire. Je crois inutile de soumettre de nouveau des arguments et des chiffres dont je me suis déjà servi dans d'autres occasions, pour prouver la vérité de mes assertions.

Nos adversaires, voulant tenir dans l'ombre leur politique antérieure, ont intérêt à faire croire au public que nous sommes responsables pour le total de la dette et ne se gênent pas de nous faire porter une responsabilité dont la majeure partie doit leur être attribuée.

Au lieu d'avouer franchement et loyalement pour quelle fin notre dette a été contractée, ils nous accusent au contraire, comme si nous étions responsables pour la totalité de ces obligations.

Il ne faut pas oublier, non plus, que cette politique nous était imposée, car il fallait de toute nécessité venir en aide à des compagnies que le gouvernement avait fait naître par ses subventions, et dont les voies seraient restées infructueuses pour la province si elles n'eussent pas été achevées faute de légers secours. Il fallait donc que notre système de voies ferrées fut complété afin que les sacrifices que la province s'était imposés ne restassent pas improductifs.

Ainsi, M. l'Orateur, je crois avoir démontré clairement toute la responsabilité qui se rattache à notre administration au sujet de cette politique dont le montant forme plus des trois-quarts de nos obligations, et que sur la dette contractée pour cette fin on peut, tout au plus, mettre sur notre compte une somme de trois ou quatre millions.

Je suis certain qu'en présence de ce fait, la Chambre et le pays comprendront facilement que ce n'est pas, suivant les prétentions de nos adversaires, le montant des subventions accordées par le gouvernement Mercier qui aient pu bouleverser notre état financier.

Sur une dette totale de \$32 473 392.82. au 30 juin 1894, il y a donc \$24 810 394.44 affectés à la politique des chemins de fer, laissant une balance de \$7 662 998.38 qu'il s'agit d'expliquer.

A part de cette politique, le gouvernement conservateur s'était lancé dans de grandes entre-

prises, telles que le palais législatif, la Cour de justice à Québec, et avait promis des améliorations au palais de justice à Montréal. Ces travaux étaient en voie de construction lorsque le gouvernement Mercier est arrivé au pouvoir, travaux qui ont été continués, parachevés et payés sous le régime de ce dernier. Il est inutile de dire que le coût de ces travaux a contribué à grever notre budget. Nos adversaires se sont servis du fait de ces déboursés pour nous accuser d'extravagances dont ils étaient responsables, n'ayant pas même la loyauté de faire une telle admission, bien qu'ils sussent que ces mêmes dépenses étaient en vertu de contrats préexistants, et que ces obligations nous ayant été imposées, il fallait de toute nécessité les remplir.

L'hôtel du parlement, le coût de cet édifice est de \$987 250.43; la Cour de justice de Québec, \$955 249.18. Le total pour ces deux édifices est donc de \$1 942 849.40.

Les dépenses spéciales de 1888 à 1891, suivant état no 1 préparé par le département du Trésor et annexé au discours sur le budget du 20 mai 1892, est de. \$2 484 141.53

Dépenses spéciales dont nous sommes responsables et payées en 1892. \$51 041.88

Total des dépenses spéciales. \$3 035 183.41
Ces deux sommes réunies
forment un total de. \$4 978 032.81
Mais de ce montant il faut
déduire 1 012 763.82 dont la somme
se trouve déjà comprise
dans le coût des deux bâtisses.
La balance est de. \$3 965 368.99

Tel est le montant dépensé sur travaux publics de 1875 à 1892.

Ainsi sur cette balance de \$7 662 998.38, il y a \$3 965 268.99 qui sont pour des travaux publics dont une large part doit être mise sur le compte de nos adversaires, et les déficits de 1875 à 1891, entre les recettes et les dépenses ordinaires qui s'élèvent à \$3 830 131.27 dont \$3 301 558.57 attribuables à nos prédécesseurs et \$528 572.70 à celui du gouvernement Mercier.

Par les chiffres que je viens de soumettre, l'on voit que nos adversaires et le gouvernement du jour n'agissent pas avec loyauté en s'obstinant à représenter faussement à la Chambre et aux électeurs notre vraie responsabilité à l'égard de cette partie de la dette publique. Ainsi qu'il appert par les chiffres que j'ai soumis, ils sont eux-mêmes responsables pour plus de la moitié du total des dépenses encourues par les déficits et les travaux publics. Il ressort de ces états que nos adversaires sont réellement responsables pour plus des trois-quarts de la totalité de la dette publique. Ce sont ces mêmes hommes, cependant, qui nous taxent d'extravagance et d'imprévoyance.

Dans l'Opposition et sur les tribunes populaires, ils se sont servis de chiffres erronés et des états exagérés avec le dessein bien arrêté de nuire à des adversaires, faire oublier leur politique

néfaste, et se faire passer pour des hommes immaculés. Ces honorables messieurs, emportés par le zèle de nouveaux convertis, se croient justifiables de mettre le fardeau de la dette sur nos épaules, prétendant ne plus se rappeler l'extravagance de leur politique passée et oubliant dans toutes les occasions d'assumer leur part de responsabilité.

On déclarait, non seulement à la Chambre, mais même dans les assemblées publiques, que nous avions accumulé une dette flottante, pendant notre régime, d'au-delà de douze millions, mais ils n'avaient ni la franchise ni la loyauté d'admettre que sur les douze millions il y avait pour plus d'un tiers dont ils auraient dû reconnaître la paternité.

La persistance avec laquelle ils continuent à nous accuser injustement sur notre gestion des affaires publiques, quoique ces assertions aient été maintes fois contredites dans cette Chambre, m'a déterminé de bien définir de nouveau l'origine, l'étendue de notre dette publique et les fins pour lesquelles elle a été contractée, tout en établissant aussi clairement que possible la vraie responsabilité de chacun.

Il ne me reste plus maintenant qu'à passer en revue le rapport budgétaire que vient de nous soumettre l'honorable premier ministre.

En étudiant la politique financière du gouvernement, il est nécessaire de se bien rendre compte de son programme et de ses promesses.

Il faut se rappeler que le gouvernement actuel s'engageait à ne plus avoir recours aux emprunts, soit temporaires ou permanents. Il est donc important de vérifier ces faits, car il ne faut pas oublier que le gouvernement a obtenu la confiance des électeurs en faisant miroiter à leurs yeux tout un programme d'une nature des plus attrayantes, au moyen duquel ils se faisaient fort de régénérer la situation.

Il ne s'agit pas dans le moment de faire le procès du gouvernement Mercier, mais d'examiner sérieusement si le gouvernement a bien rempli la tâche qu'il s'était imposée.

Par son programme, il s'engageait à établir l'équilibre dans les finances en faisant cesser les déficits, en réduisant les dépenses contrôlables et en diminuant la dette publique.

Toutes ces importantes réformes devaient s'opérer par un système d'économies et de retranchements, sans avoir recours à de nouvelles taxes: les ressources ordinaires de la province devant suffire pour mener à bonne fin sa merveilleuse politique.

Augmentation de la dépense

Tableau A

Etat des dépenses ordinaires

Pour 1893 dépenses ordinaires	\$ 3 952 258.75
Pour 1894 dépenses ordinaires	3 876 990.83
Pour 1895 dépenses ordinaires	4 043 228.43
Pour 1896 estimation révisée, telle que produite dans le discours du trésorier, le 26 novembre à la page 13. . .	\$ 4 013 008.58
Il faut ajouter mandats spéciaux d'ici à la fin de l'année, soit	50 000.00
Frais de perception sur les taxes, etc.	<u>50 000.00</u>
Total des dépenses ordinaires	<u>4 113 008.58</u>
1897. Dépenses ordinaires suivant estimation budgétaire p. 16	\$ 3 946 834.99
A ajouter mandats spéciaux et estimés supplémentaires environ	150 000.00
Frais de perception sur taxes licences, etc.	<u>50 000.00</u>
Total des dépenses ordinaires	\$ 4 146 834.99

Il est facile de constater par l'état ci-dessus la marche ascendante des dépenses ordinaires, sous le régime actuel. Nos adversaires qui accusaient le régime Mercier de ce que la dépense était extravagante et ruineuse, excède cependant de beaucoup la moyenne du chiffre contre lequel ils protestaient lorsqu'ils étaient dans l'Opposition.

Tableau B

Tableau comparatif des dépenses ordinaires du régime actuel et celui du régime Mercier.

1893. Dépenses ordinaires, régime actuel		\$ 3 952 258.75
1894. Dépenses ordinaires, régime actuel		3 876 990.83
1895. Dépenses ordinaires, régime actuel		4 043 228.43
1896. Estimation révisée	\$ 4 013 008.00	
Ajouter mandats spéciaux probables d'ici à la fin de l'année	50 000.00	
Frais de perception	50 000.00	
		<u>4 113 008.58</u>
		\$15 985 486.59
Total des dépenses ordinaires de 1893 à 1894		15 985 486.59
Moyenne par année		3 996 371.65

Régime Mercier

1888. Dépenses ordinaires	\$ 3 365 032.36
1889. Dépenses ordinaires	3 543 618.64
1890. Dépenses ordinaires	3 881 672.95
1891. Dépenses ordinaires	<u>4 095 520.45</u>
	\$14 885 844.40
Le montant total des dépenses ordinaires sous le régime Mercier de 1888 à 1891 est de	\$14.885 844.40
Moyenne par année	\$ 3 721 461.10
Le total des dépenses ordinaires, régime actuel	15 985 486.60
Le total des dépenses ordinaires, régime Mercier	<u>14 885 844.40</u>
Différence en plus sous le régime actuel	1 099 642.20

Ainsi ce gouvernement qui se vante avec tant de complaisance de sa bonne administration financière et qui prétend pratiquer la plus stricte économie dans l'emploi des deniers publics, a, néanmoins, porté le chiffre de la dépense ordinaire à \$274 910.55 annuellement, ou à un total de \$1 099 642.20 en quatre ans en plus que sous le régime Mercier, tout en continuant à prôner hautement que le règne de ce dernier était ruineux et extravagant. Pourtant ce sont ces mêmes hommes qui, dans l'Opposition, se vantaient de pouvoir administrer les affaires avec un chiffre bien moins considérable. Ils prétendaient dans le temps que \$3 000 000.00 par année leur suffiraient s'ils étaient au pouvoir.

On peut, aujourd'hui, juger par les faits, combien étaient erronées leurs déclamations publiques et peu fondées les accusations d'extravagances qu'ils lançaient avec tant d'assurance contre leurs adversaires.

Tableau C

Etat des recettes ordinaires sous le régime actuel, sans compter les nouvelles taxes, et celui du gouvernement précédent.

Pour 1893	\$ 3 891 062.73
Pour 1894	3 740 322.45
Pour 1895	3 734 289.39
Pour 1896	<u>3 765 499.32</u>
	\$15 131 173.99
Gouvernement précédent.	
Pour 1888	\$ 3 738 228.39
Pour 1889	3 625 115.28
Pour 1890	3 536 783.79
Pour 1891	<u>3 457 144.32</u>
	\$14 357 271.70

Différence en plus sous le régime actuel \$773 902.29.

Ainsi le gouvernement a perçu de 1893 à 1896, en dehors du produit annuel de la nouvelle taxe, une somme de \$15 131 173.99 comparée au régime Mercier sous lequel le total de la recette de 1888 à 1891 était de \$14 357 271 faisant une différence en plus de \$773 912.29.

Avec ces ressources additionnelles, il n'a pu néanmoins équilibrer son budget ordinaire, sans avoir recours à une somme de \$854 312.11 prise sur le produit des nouvelles taxes.

L'infériorité de nos recettes s'explique facilement par le fait que pendant 1890 et 1891 le commerce de bois subissait une dépression considérable, ce qui a affecté nos ressources provenant des Terres de la couronne de plusieurs centaines de mille piastres par année. En outre, les lois de licences qui venaient d'être modifiées n'avaient pas encore porté leurs fruits. Ce sont ces deux

sources de revenu principalement qui ont contribué à grossir les recettes sous le gouvernement actuel.

En limitant le montant de la dépense ordinaire au chiffre de \$14 885 844.40 qui était celui du régime Mercier, il aurait eu amplement de ces \$15 131 173.99 de recettes pour couvrir cette dépense et montrer un surplus de \$245 339.59, au lieu d'un intérêt de \$854 312.11, qui est la différence entre les recettes et les dépenses ordinaires.

S'il avait seulement administré les finances de la province avec la prudence et la sagesse nécessaires, les ressources normales auraient suffi pour équilibrer le budget, sans avoir recours à des taxes annuelles de \$500 000.00. Ce sont là ces grands hommes qui se vantent avec tant d'arrogance et de présomption de leur habileté financière.

LES DÉFICITS

Tableau indiquant le déficit entre les recettes et les dépenses ordinaires sous le gouvernement du jour et sous leurs prédécesseurs.

Total des dépenses ordinaires depuis 1893 à 1896, est de	\$15 985 486.60
Total des recettes pour la même période, sans compter les nouvelles taxes	15 131 173.99
Déficit	\$ 854 312.61
Total des dépenses ordinaires. Régime Mercier de 1888 à 1891	14 885 844.40
Recettes, régime Mercier de 1888 à 1891	14 357 271.50
Total	\$ 528 572.70

On voit par ce tableau que si nous avions eu les mêmes recettes, à l'exclusion des nouvelles taxes, elles eussent suffi pour couvrir nos déficits de \$528 572.70, de 1888 à 1891, et laisser un surplus d'au-delà de \$200 000.00, tandis que nos adversaires dont les déficits sont de \$854 312.61 n'ont pu les combler qu'en ayant recours à une taxe spéciale.

Je crois avoir démontré assez clairement que le gouvernement, lorsqu'il parle de sa politique d'économie, n'est pas sérieux. Les chiffres que je viens de présenter sont officiels, car ils sont puisés dans les documents publics et dans les états mêmes que nous fournit le trésorier dans ses discours sur le budget.

Faute d'économies et de retranchements, le gouvernement n'a pu équilibrer son budget des dépenses ordinaires, même avec un surplus de recettes, comparé au gouvernement précédent, sans avoir recours au produit des nouvelles taxes pour une somme de \$854 312.61.

LES DÉFICITS

Tableau D

Etat démontrant le total des dépenses, à l'exception des subventions aux chemins de fer pour 1892-93:

Dépenses		\$4 492 106.21
Recettes:		
Revenu ordinaire	\$3 891 062.73	
Revenu des taxes	493 591.75	
Recettes diverses	82 623.73	
		<u>4 467 278.31</u>
	Déficit	<u>24 828.00</u>

1893-94

Dépenses		\$4 550 629.50
Recettes:		
Revenu ordinaire	\$3 740 322.45	
Revenu des nouvelles taxes	518 406.11	
Recettes diverses	61 698.66	
		<u>4 320 427.22</u>
	Déficit	<u>230 202.28</u>

1894-95

Dépenses		\$4 506 623.31
Recettes:		
Revenu ordinaire	\$3 734 287.39	
Revenu des nouvelles taxes	487 398.45	
Recettes diverses	122 285.81	
		<u>4 343 971.65</u>
	Déficit	<u>162 661.66</u>

Sans le produit de la vente de la propriété Château Ramesay, (\$100 342.28) qui n'est qu'une recette exceptionnelle, le déficit eut été de \$263 003.94.

Ce tableau indique l'augmentation annuelle dans les dépenses, à l'exclusion des subventions aux chemins de fer. Le déficit eut été bien plus considérable, si le gouvernement eut dépensé en travaux publics en 1895 la même somme qu'en 1894 lorsque le chiffre pour cette fin était de \$390 955.24, contre \$152 499.61 en 1895, différence en moins \$238 456.23.

Sans la vente de la propriété Château Ramesay le déficit en 1895, au lieu de \$162 661.66, eut été de \$203 003.94 et, si le gouvernement avait eu

la même somme de travaux publics que l'année précédente, le déficit se serait trouvé porté à \$501 460.17. On voit par là avec quelle rapidité il augmente la dépense à en juger par le déficit de 1893 de \$24 828.00 qui se trouve porté à \$230 202.28 en 1894, et à \$263 003.94 en 1895, en laissant de côté le produit de la vente du Château Ramesay qui n'est qu'une recette accidentelle.

Il ne faut pas oublier que le gouvernement s'était engagé devant les Chambres à équilibrer ces dépenses avec le produit des nouvelles taxes, et à diminuer la dette flottante, disait-il. Voilà encore une des tâches auxquelles il s'était engagé et qu'il n'a pas accomplies.

Tableau E

Année 1893. — Dépenses totales sous le régime actuel.....	\$ 5 342 561.30
Recettes totales, moins les emprunts temporaires	<u>4 441 770.48</u>
Déficit entre les recettes et les dépenses totales	<u>900 790.82</u>
Année 1894. — Total des dépenses	\$ 5 526 056.19
Total des recettes	<u>4 260 533.61</u>
Déficit	<u>\$ 1 265.522.58</u>
Année 1895. — Total des dépenses	\$ 5 361 153.23
Total des recettes	<u>4 343 971.65</u>
Déficit	<u>\$ 1 017 181.58</u>
Année 1896. — Total des dépenses, estimation révisée y compris mandats spéciaux	\$ 5 189 730.54
Recettes totales suivant estimation budgétaire	<u>4 255 499.42</u>
Déficit	<u>934 231.12</u>

L'état pour 1896 n'est qu'approximatif, car il est plus que probable que les recettes produiront moins que le montant indiqué, et que les dépenses excéderont les estimés.

RECAPITULATION

1893. Déficit entre les dépenses totales et les recettes totales	\$ 900 790.82
1894. Déficit entre les dépenses totales et les recettes totales	1 265 522.58
1895. Déficit entre les dépenses totales et les recettes totales	1 617 181.58
1896. Déficit entre les dépenses totales et les recettes totales	<u>934 231.12</u>
	<u>\$ 4 117 726.10</u>

Le total de l'excédent des dépenses ordinaires, extraordinaires et les subventions payées aux compagnies de chemins de fer, sur le total des recettes est de \$4 117 726.10, ainsi que l'indique le tableau ci-dessus.

En maintenant la dépense ordinaire au chiffre de \$14 885 844.40, qui est le montant total de la dépense ordinaire de 1888 à 1891, le gouvernement avec les recettes normales des quatre dernières années aurait eu un surplus de \$245 339.59. Si, à cette somme, vous ajoutez le produit des taxes, soit \$1 989 396.31, ces deux montants réunis forment un total de \$2 234 735.90.

Un gouvernement intelligent et entendu dans les finances aurait pu utiliser ces \$2 234 735.90 pour diminuer d'autant le passif de \$4 117 726.10, et le service d'intérêt eut été libéré d'une somme de \$89 389.43 par année, ce qui eut fait une énorme différence pour le budget. On aurait pu alors dire que le gouvernement avait accompli une tâche qui méritait quelques éloges. Mais malgré la perception de \$1 989 396.31 de nouvelles taxes, la dette publique, au lieu d'être diminuée, est augmentée de \$1 500 000.00 par leur politique incompétente.

Les taxes étaient-elles nécessaires?

Le total des recettes ordinaires, à l'exclusion des nouvelles taxes, tel qu'indiqué dans le tableau C, s'élève à la somme de \$15 131 173.99, mais en limitant le total de la dépense ordinaire au chiffre même que celui du gouvernement précédent, \$14 888 844.40, les honorables ministres d'aujourd'hui qui considéraient cependant, dans le temps que ce chiffre était ruineux pour la province, et qui s'engageaient, une fois au pouvoir, d'administrer les affaires avec une somme bien moins élevée, auraient eu, en ne dépensant que le même montant que celui du gouvernement Mercier, un surplus de \$245 339.59 sur les dépenses. Il est évident que les affaires dirigées avec plus d'économies et de retranchements qu'elles ne l'ont été, on aurait évité de telles impositions. Les dépenses ordinaires en 1893

étaient de \$3 952 258.75
Et en 1894 de 3 876 990.83
En maintenant annuellement les dépenses au chiffre de 1894, pendant quatre ans, tâche facile pour le gouvernement s'il avait suivi le système qu'il avait promis, le total de la dépense ordinaire

eut été de \$15 567 963.32; en déduisant de ce montant le produit des recettes perçues de 1893 à 1896 s'élevant à \$15 131 173.99 la balance en moins eut été de \$376 789.32, le déficit annuel dans ce cas n'eut été que \$94 197.33 par année. Le montant de taxes à imposer aurait été \$94 197.33 par année au lieu de \$500 000.00

Il est facile de prouver la certitude de cette assertion en prenant les recettes et les dépenses ordinaires pour 1893 et 1894, sans tenir compte des nouvelles taxes.

En 1893, les dépenses ordinaires
étaient de \$3 952 258.75
En 1893, les recettes ordinaires de . . . 3 891 062.73
Déficit en 1893. \$ 61 196.02
En 1894, les dépenses ordinaires
sont de \$3 876 990.83
En 1894, les recettes ordinaires de . . . 3 740 322.45
Déficit en 1894. \$ 136 668.38

La moyenne des déficits pour ces deux années est de \$98 932.24. Ces calculs prouvent encore péremptoirement qu'on n'avait pas besoin de \$500 000.00 de taxes par année.

Voici un autre calcul qui en montre l'inutilité.

La moyenne de nos dépenses ordinaires de 1888 à 1891 a été de \$3 721 461.10.

La moyenne des recettes de 1893 à 1896, à l'exclusion des nouvelles taxes, a été de \$3 782 793.49, par année; avec le même chiffre de dépenses ordinaires que sous le gouvernement précédent, ils pouvaient, avec les revenus ordinaires de la province, équilibrer leur budget et montrer un surplus de \$60 000.00 par année.

En supposant même qu'il fût impossible de réduire davantage les services contrôlables, ce que je ne saurais admettre, à un chiffre moindre que celui atteint pendant ces quatre ans, dans ce cas ce serait donc du coup une preuve qu'ils se trompaient nos adversaires, lorsqu'ils nous accusaient sur le chiffre de notre dépense ordinaire, et que leurs assertions n'étaient pas fondées ou qu'ils agissaient inconsciemment. Le déficit entre leurs recettes et leurs dépenses ordinaires est de

\$854 312.61, ce qui représente une moyenne par année de \$213 578.15. Le gouvernement n'avait donc besoin, dans ce dernier cas, même pour équilibrer son budget, que de \$213 578.15 et non pas \$500 000.00

Tous ces calculs servent à démontrer que le gouvernement n'avait pas besoin de taxes pour établir l'équilibre, s'il eut déployé un peu plus d'intelligence dans ses opérations financières et s'il eut pratiqué plus d'économies dans les dépenses. Ces calculs indiquent en outre, avec toute l'évidence possible, que la situation de l'état financier n'était pas telle qu'on l'avait représentée et que les accusations contre notre administration étaient erronées et fallacieuses.

D'ailleurs, le fait d'enlever pour l'année prochaine \$140 000.00 des taxes imposées sur les affaires et sur certaines personnes, lorsque le budget des dépenses ordinaires va probablement se solder par un déficit, est bien de nature à prouver que si le gouvernement se croit aujourd'hui en état de se priver d'une telle somme de revenu lorsque le budget est plus élevé qu'il ne l'était en 1893, que ces taxes n'auraient jamais dû être imposées. Une autre preuve, c'est que l'extrésorier et le trésorier actuel, je crois, ont déclaré à plusieurs reprises que ces taxes n'étaient que temporaires, et qu'elles seraient enlevées dans un temps plus ou moins rapproché.

Voici quel a été l'emploi de ces nouvelles taxes. De 1893 à 1896, il a été perçu la somme de \$1 989 396.31, dont \$854 312.60 ont servi à couvrir leurs déficits entre les dépenses et les recettes ordinaires, laissant une balance de \$1 135 083.71 qui a servi tout au plus à couvrir une partie de leur propre dépense, car malgré cette somme additionnelle, l'excédent du passif sur l'actif se trouve augmenté d'environ \$1 500 000.00 sur celui de 1893.

Ces taxes n'ont donc servi qu'à faire face aux dépenses encourues par leur propre administration, sinon la dette aurait dû être diminuée au lieu d'être augmentée.

DÉFICIT POUR L'ANNÉE 1897

Dépenses ordinaires

Dépenses ordinaires suivant les estimés du trésorier	\$3 946 834.99
Mais dans ces calculs il ne tient aucun compte des estimés supplémentaires et des mandats spéciaux auxquels il devra avoir recours pendant l'année, et dont le montant ne sera pas moins de	200 000.00
Total des dépenses ordinaires pour 1897	\$4 146 834.99

RECETTES

Le trésorier compte sur un total de recettes de	\$4,107 135.57
Mais je crois qu'il a exagéré dans ses calculs le revenu que produiront certains services. Il met \$52 000 comme devant être reçus pour l'entretien des aliénés. La moyenne est de \$22 000 par année. Il n'est pas probable qu'il reçoive plus de ce chef. Différence en moins	\$ 35 500.00
Pour les écoles d'industrie et de réforme \$17 000. La moyenne provenant de cette source pour les trois dernières années n'est que de \$2,000 par année. Différence en moins	\$ 15 000.00
Il s'attend à recevoir des terres de la couronne \$950 000. Le revenu pour 1894 et 1895 a été au-dessous de \$900,000 par année. Différence en moins	\$ 50 000.00
Il ne semble pas avoir prévu pour l'augmentation du service d'intérêt sur les sommes qu'il aura à payer en subventions et représentant \$1 500 000 d'ici à la fin de 1897.	
Ces sommes payées, le service d'intérêt va ajouter un surcroît d'au moins \$40 000.	
En déduisant ces \$136 000.00 de \$4 107 135.57, la balance des recettes est de....	\$3 971 135,57

Déficit.....\$ 175 699.42

Selon toutes les probabilités, les dépenses ordinaires vont excéder les recettes et laisser un déficit assez considérable, comme l'indique l'état ci-dessus.

Dans l'estimation des dépenses, on n'a pas pourvu à des dépenses incidentes qui se renouvellent tous les ans, sous une forme ou sous une autre, et à en juger par les années passées, je suis très modéré sur les chiffres probables du montant de ces dépenses en les mettant à \$200,000.

D'un autre côté, je crois que l'honorable trésorier a exagéré dans certains services les recettes sur lesquelles il compte, et je ne crois pas me tromper en déduisant la somme de \$136,000. En faisant cette déduction, je me base, quant aux items sur lesquels portent mes réductions, sur le produit des années précédentes, et je ne vois rien qui justifie le trésorier de représenter dans ses estimés une telle augmentation.

Ce tableau quant aux chiffres, s'explique de lui-même et indique que le total des dépenses ordinaires est rendu à un chiffre qui n'a jamais été atteint par ses prédécesseurs.

Le gouvernement qui devait pratiquer tant d'économies et de retranchements est bien loin d'avoir rempli ses promesses. Ces messieurs qui ont si vivement condamné les dépenses du gouvernement Mercier, sous ce chapitre, dépassent aujourd'hui le chiffre contre lequel ils criaient si fort.

Dans l'Opposition, ils ne pouvaient trouver de termes assez sévères pour condamner une politique aussi imprudente, d'après leurs déclarations, mais au pouvoir, ils se croient justifiables de dépenser largement.

Ils sont généreux avec les deniers publics, pourvu qu'ils en aient la direction. Dans l'Opposition, ils ne parlent que d'économies et de retranchements, mais ils oublient vite leurs principes lorsqu'ils sont les dispensateurs des fonds publics.

Quelles conclusions faut-il tirer du budget de 1897?

Il est évident que l'ère des déficits se présente plus menaçante que jamais, et, quoique le premier ministre se soit cru justifiable d'enlever \$140,000.00 de nouvelles taxes, il est très certain que le gouvernement est bien moins en état aujourd'hui d'enlever ces taxes qu'il ne l'était en 1893.

Jamais il ne les eut fait disparaître sans les manifestations hostiles d'une importante et nombreuse classe d'électeurs sur laquelle elles pesaient lourdement.

Je puis affirmer que, dans un avenir plus ou moins rapproché, à en juger par la marche ascendante des dépenses, il lui faudra avoir recours à de nouvelles taxes pour couvrir les écarts budgétaires, en outre de celles qui ont été imposées en 1892, et dont le poids se fait lourdement sentir sur les contribuables.

ETAT DES DÉPENSES SPÉCIALES

Dépenses spéciales de 1888 à 1891.....	\$2 484 141.53
Suivant l'état no 1 préparé par l'assistant trésorier de la province et faisant partie du discours sur le budget de 1892.	
1892, dépenses spéciales.....	551 041.88
Total de 1888 à 1892.....	\$3 035 183.41
A déduire de ce montant sur le coût du palais législatif et de la Cour de justice à Québec, obligations de nos prédécesseurs.....	\$1 012 763.82
	\$2 022 419.59
Règlement de la question des biens des Jésuites, voté par la Chambre à l'unanimité.....	400 000.00
Balance pour travaux publics dont nous assumons la responsabilité.....	\$1 622 419.59

Les chiffres que représente ce dernier tableau indiquent que les dépenses spéciales de 1888 à 1892 s'élèvent à la somme de \$3 035 183.41 dont \$1 012 763.82 pour le compte de nos adversaires, laissant \$2 022 419.59 de dépenses faites par le gouvernement Mercier. De ce montant, cependant, il faut tenir compte des \$400 000.00 pour le règlement des biens des Jésuites dont les conservateurs sont conjointement responsables avec leurs adversaires, vu qu'ils ont donné leur assentiment au règlement de cette question. Déduction faite de cet item, la somme dépensée pour des travaux publics sous le gouvernement Mercier se réduit à \$1 622 419.59.

En parcourant les comptes publics, on peut se rendre facilement compte de l'emploi de cette somme représentant des travaux dont l'utilité et l'importance ne sauraient être contestées.

Voici quels sont les principaux items qui paraissent sous la rubrique des dépenses spéciales.

Ponts en fer \$400 000.
 Codification des lois \$107 999.40.
 Dépensé sur le palais de justice à Montréal de 1888 à 1892, \$413 742.72.
 Achat de semence \$50 000.
 Ecoles du soir \$109 737.45.
 Réparation de l'école normale McGill, Montréal, \$67 000.
 Chemins de colonisation \$50 000.
 Ecole normale Jacques-Cartier, Montréal, \$190 000, et réparation aux cours de justice et aux prisons de la province, réparations dont l'étendue et l'importance peuvent se vérifier par les comptes publics, il y a aussi de nombreuses allocations à l'oeuvre des écoles, des couvents, des collèges et des institutions de bienfaisance.

On peut, par cette énumération, constater l'utilité et l'importance des travaux qui ont été faits sous le gouvernement Mercier et s'apercevoir que cette dépense a été loin d'être infructueuse pour la province.

Il est facile de voir, qu'avec une somme relativement minime, mise en regard des oeuvres accomplies, notre politique sous ce chapitre a largement contribué au développement de nos ressources et au bien-être général.

Qu'on veuille se rappeler que dans la plupart des cas le gouvernement actuel votait en détail

pour ces items, mais les condamnait en bloc une fois la dépense faite. Le gouvernement du jour, il est vrai, n'a fait relativement aucun travail, mais néanmoins a augmenté la dette, depuis 1893, de \$1 570 389.96 par ses malheureuses transactions financières qui ont servi tout au plus à enrichir les banquiers et leurs amis, sans bénéfice aucun pour la province.

Si, par esprit d'économie, il s'est engagé dans aucune nouvelle entreprise, d'un autre côté, par son imprévoyante politique financière, il a fait perdre à la province un montant équivalant à celui qui a été dépensé par le gouvernement Mercier à titre de dépenses spéciales.

Le trésorier peut se vanter de son gouvernement d'économies, si cela lui est agréable, mais il ne persuadera personne que grossir la dette sérieusement sans résultat pratique soit de bonne politique. On nous accusait d'imprévoyance, mais ce gouvernement qu'on condamne a dépensé au moins pour des travaux publics qui ont profité à la province, tandis que le gouvernement actuel tout en prêchant l'économie a fait perdre par ses malheureuses négociations financières au-delà de \$1 500 000.

En résumé, nous avons fait des travaux utiles pour au-delà d'un million et demi et nous avons augmenté la dette flottante d'autant, tandis qu'eux ont augmenté la dette d'un même montant, mais au lieu de profiter à la province, cette augmentation n'a servi qu'à enrichir des banquiers et leurs amis.

AUGMENTATION DE LA DETTE

L'excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1895, suivant l'état de l'actif et du passif soumis à la Chambre par l'honorable trésorier le 28 novembre 1895 est de \$22 525 550.07.

En mettant cet excès du passif en regard de celui de 1893 de \$20 955 160.04 on constate une augmentation de \$1 570 390.03 en deux ans.

Quoique les recettes ordinaires aient été de \$505 887.47 plus considérables de 1893 à 1895 que sous le régime Mercier, et que le gouvernement ait perçu en nouvelles taxes un montant de \$1 499 396.31, en faisant l'addition de ces deux sommes on arrive à un total de \$2 065 283.78. Une grande partie de cette somme a été absorbée pour équilibrer les dépenses ordinaires du budget.

On voit par ces chiffres quel a été le résultat de leur politique financière, et combien ils sont peu justifiables de prôner avec tant de complaisance l'excellence de leur administration. Voilà ce qu'ils appellent de l'économie sous leur régime; tout en ayant rien fait relativement en travaux publics, ils ont réussi néanmoins à absorber une

somme de \$2 065 283.78 et à augmenter la dette de \$1 570 390.03.

NOUVEL EMPRUNT À COURTE ÉCHÉANCE

En examinant le passif, l'on voit que le gouvernement aura à rencontrer les obligations suivantes:

Emprunts temporaires.....	\$1 460 000.00
Dépôts en fidéicommiss.....	260 858.52
Dépôts des compagnies de chemins de fer.....	991 292.78
Mandats impayés.....	209 495.96
	<hr/>
	\$2 921 647.26
Subventions aux chemins de fer non encore gagnées.....	1 052 926.25
	<hr/>
	\$3 974 573.51
Moins argent en caisse au 30 juin 1895.....	543 033.37
	<hr/>
Total de la dette flottante au 30 juin 1895.....	\$3 431 540.14

Pour couvrir cette dette flottante, le gouvernement sera obligé d'avoir recours à un nouvel emprunt d'au moins de \$3 000 000.00 sinon plus, car il lui est moralement impossible de rencontrer cette dette flottante avec les ressources ordinaires dont le montant se trouve absorbé par les services des dépenses ordinaires.

Comme résumé: la situation financière semble s'aggraver au lieu de s'améliorer. Les dépenses ordinaires suivent une marche ascendante hors de proportion avec les recettes. L'ère des déficits, même avec les nouvelles taxes, nous menace; la dette est augmentée et nous avons un autre emprunt de \$3 000 000.00 en perspective. Tel est le bilan de la situation financière.

En présence de cette situation, il est moralement impossible au gouvernement s'il veut conjurer le danger qui nous menace, de se livrer à aucune exploitation, en dehors des services ordinaires, ni d'accorder de nouveaux subsides à des compagnies de chemins de fer, autrement la province se verra forcée à imposer de nouvelles taxes pour couvrir le surcroît dans les services des intérêts que nécessitera tout déboursé requis pour faire face à de nouvelles obligations.

Dans le cours de ses remarques, l'honorable premier ministre s'est laissé entraîner, suivant son habitude, à des accusations contre le gouvernement Mercier. Il prétend que ce gouvernement conduisait la province vers l'abîme. Je n'ai pas besoin de réfuter ces accusations, car les chiffres que je viens de soumettre suffiront pour démontrer combien sont peu justifiables ces éternelles redites de la part de cet honorable monsieur. D'ailleurs, il ne s'agit pas de faire le procès du gouvernement Mercier, mais bien de passer en revue les actes de l'administration du jour.

Lorsqu'il s'agit de ses adversaires, l'honorable premier ministre, excité par l'ardeur de sa vive imagination, est porté à présenter les faits sous des couleurs les plus sombres. N'oublions pas que le premier ministre, qui appartient à la profession légale et qui a le don de l'éloquence, sait fait valoir ce qu'il favorise d'une manière des plus attrayan-

tes, mais s'agit-il d'un adversaire politique, c'est alors qu'il a des écarts d'imagination qu'il finit par prendre pour des réalités.

Sa déclamation devient foudroyante et l'ampleur de sa voix remplit cette enceinte. Il a un cœur d'or... pour ses amis, bien entendu, mais il est incroyablement pour ses adversaires; pessimiste quand il s'agit de ses ennemis politiques, optimiste pour ses amis, mais que voulez-vous, tel est son caractère.

Ce monsieur qui est d'un rigorisme outré aujourd'hui n'a pas toujours été aussi scrupuleux qu'il semble l'être depuis qu'il est premier ministre.

Je me rappelle, et c'est de l'histoire contemporaine, que ce même monsieur, qui condamne aujourd'hui avec le ton d'une vertueuse indignation les actes politiques de ses prédécesseurs, ne s'est pas toujours montré aussi scandalisé des nombreux écarts financiers et autres, commis par ses amis. C'est là malheureusement une de ses faiblesses, car son cœur d'or et sa grande complaisance pour les amis lui font fermer les yeux sur leurs nombreuses défaillances. Il était néanmoins membre de la Chambre du temps, alors que ses amis politiques disposaient des deniers publics avec une largesse royale, et si l'histoire parlementaire ne ment pas, les affaires de la province étaient conduites avec une désinvolture au point de causer, sur l'avenir de la province, bien des inquiétudes à la partie la plus éclairée des électeurs. Pendant ce temps d'agitation et d'inquiétude, a-t-il élevé une seule fois la voix contre ces abus qui régnaient en permanence? Oh non! toute la force de son éloquence était à la disposition de ses amis dont il prenait la défense avec autant d'énergie qu'il en met à condamner l'administration de son prédécesseur.

Lui qui aujourd'hui se formalise si facilement des prétendues défaillances administratives de l'ancien gouvernement ne semblait nullement scandalisé, à cette époque de notre histoire parlementaire, des nombreuses turpitudes de ses amis; lui qui se vante de posséder la quintessence

des vertus politiques, c'était pourtant le temps de déployer la sincérité des principes qu'il étale avec tant de complaisance envers ses adversaires, en condamnant alors publiquement chez ses amis des actes entachés d'une plus grande extravagance que ceux qu'il met sur le dos du régime Mercier.

Néanmoins, dans le temps, on accusait des déficits entre les recettes et les dépenses ordinaires de \$500 000 à \$600 000 annuellement, des différences d'une moyenne de \$2 000 000 par année, dans la dépense totale et une dette qui s'accumulait à vue d'oeil, sans compter les nombreuses turpitudes politiques de ses amis. Chose incroyable, il était un des plus énergiques défenseurs des extravagances dont se rendait coupable l'administration d'alors. Les déficits, l'augmentation de la dette, les embarras financiers, tout cela était à ses yeux des choses légitimes et qu'il fallait sanctionner, car c'était, d'après ce qu'il disait alors, pour le plus grand bien de la province. On répondait à ceux qui osaient protester contre ce système d'extravagance, taisez-vous, vous êtes de mauvais patriotes, et vous faites vos criaileries. Ils n'étaient pas si scrupuleux lorsque nous étions au pouvoir, car ils n'ont pas hésité, dans l'Opposition, à ruiner le crédit, dont ils se montrent les zélés protecteurs.

Du moment qu'il tombe dans l'Opposition tout change; de prodigue qu'il était le premier ministre devient économe et d'un rigorisme outré.

Que voulez-vous, M. l'Orateur, c'est son cœur d'or qui lui fait commettre ces contradictions: il aime ses amis et est si chagrin de les voir dans l'Opposition qu'il en veut à ses adversaires, car ceux-ci ne lui sont pas toujours agréables, et pour cette raison, ils ont le malheur de blesser ses susceptibilités.

L'honorable premier ministre devrait agir avec un peu de circonspection dans ses attaques, car depuis qu'il est au pouvoir ses actes politiques et son administration financière n'ont pas toujours été de nature à rencontrer les vues des électeurs. Malgré tous ses efforts et ceux de ses amis, l'emprunt à 77 pour cent n'a pas été approuvé par la partie la plus influente des contribuables.

Les électeurs ne peuvent comprendre que 77 cents pour une piastre est une opération avantageuse; ils ont raison, car ce que le gouvernement venait de vendre à 77 cents, réalisait quelques jours plus tard 84 cents, ce qui était une perte de plusieurs centaines de mille piastres, due à une opération dirigée par une main inhabile.

D'ailleurs, l'ex-trésorier, convaincu des désavantages de cette opération, a préféré donner sa démission plutôt que d'en prendre la responsabilité.

Je crois aussi avoir entendu le même ex-trésorier dire en Chambre qu'une autre raison de sa démission, c'est qu'il ne pouvait s'accorder avec la politique de ses collègues dont la tendance pour la dépense s'accroissait de plus en plus.

Mais que dire d'un premier ministre qui, en dépit des objections de son trésorier, s'obstine à faire un emprunt à l'insu de celui qui s'était prononcé carrément contre.

Quelle influence devait-il donc subir pour se mettre en contradiction avec son trésorier, sensé être plus en état d'apprécier la valeur réelle d'une transaction de cette nature, que ne peut l'être le premier ministre.

Je crois, M. l'Orateur, en avoir assez dit, pour prouver qu'il se laisse entraîner par la passion lorsqu'il s'agit de ses adversaires, mais qu'il a un cœur d'or pour ses amis dont il est toujours prêt à prendre la défense, quelque soit la nature de la cause: qu'elle soit bonne ou mauvaise, on est toujours certain de le trouver du côté des amis, qu'il défend envers et contre tous.

CONCLUSION

En faisant une revue des opérations financières de 1893 à 1896, il est facile de constater par les états et les chiffres que je viens de soumettre que le gouvernement a failli à la tâche qu'il s'était imposée. En consultant sous leur vrai jour ses propres chiffres, quoique présentés sous les couleurs les plus favorables, il est facile de voir combien sont peu fondées leurs prétendues réformes économiques. Malgré les éloges qu'il se prodigue et les appréciations exagérées d'une presse officieuse, il ne peut faire disparaître l'inhabileté ni la faiblesse de ses opérations.

Ainsi, au lieu de mériter les éloges qu'il se prodigue avec tant de complaisance, il doit plutôt être censuré pour avoir manqué à ses promesses de réformes financières, en ayant recours à des emprunts temporaires et permanents, avec la perspective d'un nouvel emprunt de \$3 000 000.00, après s'être engagé qu'il n'y en aurait plus. Il doit être blâmé d'avoir promis d'équilibrer l'état financier avec les ressources ordinaires de la province, tandis qu'une fois au pouvoir, il oublie ses promesses en imposant des taxes onéreuses pour lesquelles le peuple n'a rien en retour, puisque ces taxes ont été absorbées par ses malheureuses transactions financières.

Il doit être blâmé d'avoir augmenté la dette après avoir prélevé de nouvelles taxes avec lesquelles, lors de leur imposition, il se faisait fort de faire face à toutes les obligations et de s'exempter de faire de nouveaux emprunts.

Il doit être blâmé d'avoir, par son incurie, manqué à son engagement de faire cesser les déficits.

Il mérite la censure de la Chambre pour avoir, par son dernier emprunt, fait perdre plusieurs centaines de mille piastres, grâce à son inhabileté financière, et, par cette malheureuse transaction, avoir augmenté le chiffre de nos obligations de \$1 226 605.00

Tel est donc le bilan des opérations financières de ce gouvernement qui s'était vanté de tout régénérer si on lui confiait le pouvoir.

Ses oeuvres sont là pour nous indiquer combien étaient fallacieuses et erronées ces promesses qu'il prodiguait aux électeurs pour s'attirer leur confiance et obtenir le pouvoir...

M. A.-F. SAVARIA (Savaria): Ridiculise les efforts de l'Opposition pour prouver que le gou-

vernement Mercier avait une meilleure administration que le gouvernement actuel. Il soutient que le gouvernement a rempli avec succès son programme d'économie. Si l'on compare les dépenses des quatre années de régime libéral avec les quatre années de l'administration actuelle, on constate que les conservateurs ont diminué les dépenses de \$500 000. par année; ces chiffres sont tout à fait contraires à ceux énoncés par le député de Québec-Est (M. J. Shehyn). Ce monsieur est tout à fait dans l'erreur lorsqu'il affirme que la dette a augmenté de \$1 500 000. Au contraire, elle a diminué de \$2 404 000. Le gouvernement a fait encore plus. Non seulement il a réduit la dette, mais il a réussi à payer plus de \$900 000. de dépenses extraordinaires à même les revenus réguliers. Ensuite, en établissant une comparaison entre le total des dépenses contrôlables sous les deux régimes, il indique que le gouvernement actuel a réduit ces dépenses de \$1000 000. à \$700 000. Ensuite, il déclare que l'on a réduit les dépenses dans tous les bureaux du service civil et dans tous les ministères du gouvernement.

bec-Est (M. J. Shehyn), s'efforçant de réfuter chacun des points au fur et à mesure.

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. N. Rioux) que le débat soit ajourné de nouveau jusqu'à demain.

Adopté.

La séance est levée à dix heures et demie.

Séance du 28 novembre 1895

Sous la présidence de
l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Dépôt de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Gladu, la pétition de P. Letendre et autres, marchands et commerçants de la province de Québec.

Par M. Martineau, la pétition de J.-U. Émard et autres, propriétaires et francs-tenanciers de la cité de Montréal.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires de l'asile Saint-Joseph, Montréal, pour l'année 1894. (Document de la session no 26)

Il reprend toutes les questions du député de Qué-

Rapports de comités:

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a étudié le bill (bill no 55) constituant en corporation "The North Nation Valley Colonization Railway Company", et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Le promoteur du bill (bill no 45) constituant en corporation "The Richelieu River Hydraulic and Manufacturing Company", ayant déclaré à votre comité qu'il désirait ne pas procéder sur ce bill, votre comité recommande, en conséquence, à votre honorable Chambre, que permission lui soit accordée de retirer ledit bill, et que les sommes par lui payées au comptable de l'Assemblée législative lui soient remises, moins le coût d'impression et de traduction dudit bill.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill (bill no 58) modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie de gaz de Montréal et les lois qui la modifient.

Bill (bill no 53) constituant en corporation l'Ecole de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal, et abrogeant les lois qui constituent en corporation l'Ecole vétérinaire de Montréal et l'Ecole vétérinaire française de Montréal.

Et bill (bill no 35) amendant les lois concernant la corporation de la cité de Québec.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 98) pour abolir la continuation de communauté, créant l'usufruit légal en certains cas, et amendant, à cet effet, les articles 1323 à 1337 inclusivement, du code civil, et a l'honneur d'en faire rapport, sans amendement.

Le comité, consulté sur la question de savoir s'il est opportun d'autoriser les trois corporations désignées dans les bills nos 70, 60 et 46, à être nommées et à agir comme exécuteur testamentaire, administrateur, fiduciaire, liquidateur, receveur, syndic ou agent ou représentant de telles personnes, exprime l'avis que ces pouvoirs doivent être donnés à ces corporations.

Aussi le comité, consulté sur la question de savoir s'il est opportun d'autoriser les trois corporations désignées dans lesdits bills nos 70, 60 et 46, à être nommées séquestre, dans le cas où le président, le secrétaire ou gérant de ces corporations respectives seraient soumis à la contrainte par corps, exprime l'avis que ces pouvoirs peuvent être donnés sous telles réserves.

Adopté.

Introduction de bills:

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 112) pour rendre valides certains avis et annonces publiés dans le *Daily Record*.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Charte de la cité de Montréal

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose que les bills demandant des amendements à la charte de Montréal soient renvoyés à un comité spécial.

Il suggère que ce comité soit composé des députés résidant à Montréal, vu que ceux-ci sont plus en état que les autres députés de décider des questions intéressant Montréal.

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Dit qu'il est peut-être dangereux de créer un précédent regrettable, en remettant le sort d'un bill entre les mains de personnes intéressées (Les honorables Taillon, Beaubien, Morris et Nantel, MM. Augé, Bourbonnais, Cooke, Descarries, Guerin, Hall, Martineau, Parizeau, Stephens et Villeneuve) à son adoption ou son rejet.

Il soulève également une question d'ordre parce que le délai fixé par les règlements n'a pas été donné contre l'avis de motion et sa présentation. La motion est alors suspendue et remise à demain.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Consent à ne faire sa proposition qu'à la séance de demain.

interpellations:

Réclamations de Montréal pour taxes

M. F. GOSSELIN (Iberville): Quel est le montant des réclamations de la cité de Montréal contre le gouvernement pour taxes, etc.?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): \$13 952.19. Cette réclamation n'a pas été acquittée parce que le gouvernement a, contre la cité de Montréal, une créance plus considérable. Les parties sont en négociation pour arriver à un règlement.

Employés de la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Le gouvernement a-t-il été informé qu'il était dû aux employés de la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, maintenant la Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur, des arrérages de gages pour la somme d'au-delà de vingt mille piastres?

Le gouvernement a-t-il décidé d'adopter quelque moyen pour protéger le paiement de ces arrérages de gages dus à ces malheureux employés?

Dans l'affirmative, de quelle manière?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): 1. Oui, le 3 septembre et le onze. 2. Oui, en adoptant sans retard les seules procédures que l'acte 56 Victoria, chapitre 36, article 5183a et les suivants, autorise le commissaire des Travaux publics à prendre, à la suite d'un rapport du comité des chemins de fer du Conseil exécutif, contre une compagnie de chemin de fer qui n'a pas continué et est devenue incapable de continuer son entreprise ou l'exploitation de sa ligne pendant plus de trente jours, comme la chose est arrivée dans le cas actuel, pour que les droits et intérêts de cette compagnie dans la propriété de son chemin de fer soient mis sous séquestre et vendus par autorité de justice dans les délais voulus.

Subsides à la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): 1. Quel est le montant total des subsides en terres et en argent votés par cette Législature pour la construction du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, jusqu'à ce jour?

2. Quel est le montant total payé pour la construction et l'équipement, etc., dudit chemin, à même lesdits subsides, jusqu'à ce jour?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): A la première question: a) 10 000 acres par mille, convertis en argent, à 33 cts. l'acre, accordés par l'acte 45 Victoria, chapitre 23, clause 1, paragraphe b, pour les 100 milles entre Matapédia et Paspébiac, et pour les 80 autres milles, entre ce dernier endroit et Gaspé, faisant un total, à ce

taux, de \$630 000; lequel total a été appliqué en entier sur la section ci-dessus de 100 milles au moyen des transferts et reploiements qui ont été faits par l'acte 51-52 Victoria, chapitre 91, clause 12, des premiers 35 cts. (en tout \$280 000) afférant à la section entre Paspébiac et Gaspé sur les derniers 80 milles entre Matapédia et Paspébiac;

b) Plus 10 000 acres par mille additionnel, convertis en argent, à 35 cts. l'acre, qui ont été accordés par l'acte 54 Victoria, chapitre 88, clause 1, paragraphe j, pour compléter et équiper les premiers 80 milles sur la section entre Matapédia et Paspébiac, et payer les dettes privilégiées du chemin.

c) Plus le subside spécial de \$50 000 en argent, qui a été voté par l'acte 54 Victoria, chapitre 88, clause 1, paragraphe i, pour aider à la construction du pont sur la Grande Rivière Cascapédiac. En sorte que le grand total des subsides accordés et appliqués à ce chemin de fer, pour les 100 milles entre Matapédia et Paspébiac, est de \$960 000.

A la deuxième question: le montant total payé à venir jusqu'à ce jour, pour la construction et l'équipement des premiers 80 milles construits sur la section entre Matapédia et Paspébiac, est de \$890 000, moins \$770 000 retenues en banque au crédit du commissaire pour payer d'autres réclamations privilégiées à être admises par l'ingénieur du gouvernement; cette compagnie étant actuellement endettée envers le gouvernement pour \$28 546,00, en capital, et pour \$5 984,49 d'intérêts accrus qui ont été payés par le trésor en vertu de l'ordre en conseil no 71, du 23 février 1895, à la Banque d'Ontario pour acquit de la balance à elle due pour la compagnie sur le montant du transport fait du subside déjà échu entre les 50e et 60e milles, ce qui forme un grand total de subsides payés à la compagnie jusqu'à ce jour de \$924 530,49.

Subside à la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): 1. Le gouvernement a-t-il payé à la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, maintenant la Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur, la balance due en 1892, du subside voté par cette Législature, par l'acte 54 Victoria, chapitre 88?

2. A qui cette balance a-t-elle été payée?

3. A quelle fin cette balance a-t-elle été employée?

4. Un rapport de l'emploi de ce subside a-t-il été fait au gouvernement, à quelle époque, et par qui?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): 1. Oui, moins \$770 retenues en banque au crédit du commissaire, comme il est établi dans la réponse à l'interpellation précédente, et moins les \$7 942,05 qui ont été retenues par le trésor en paiement de la taxe due par la compagnie.

2. A M. J. Murray-Smith, gérant de la Banque

de Toronto à Montréal, en remboursement d'autant sur avances faites à la compagnie sur la valeur de travaux indispensables pour terminer les premiers soixante milles dudit chemin, le tout suivant l'ordre en conseil no 270, du 3 juin 1893. \$15 000,00

A la Banque de Montréal pour la rembourser des avances faites à la compagnie pour permettre à cette dernière de payer des réclamations privilégiées, suivant l'ordre en conseil no 458, du 28 septembre 1893, sur valeur de travaux complétés, toujours pour terminer lesdits soixante premiers milles. 8 000,00

A la Banque Nationale, à Montréal, pour le même objet, en vertu du même ordre en conseil. 4 000,00

A M.J. Murray-Smith, gérant de la Banque de Toronto, à Montréal, cessionnaire de la compagnie par transport signifié au trésor, en vertu de l'ordre en conseil no 580, du 27 novembre 1893, sur la valeur de travaux complétés; moins les \$7 942,05 qui ont été retenues dans le trésor pour payer la taxe due par la compagnie, suivant la loi. 11 500,00

Et au commissaire des Travaux publics, qui a mis ce montant entre les mains de M. Vallée, l'ingénieur, pour payer d'autres réclamations privilégiées, approuvées par ce dernier suivant l'ordre en conseil no 580, du 27 novembre 1893, déjà cité, sur valeur de travaux complétés. 13 120,68

A M. Smith, le gérant de la Banque de Toronto, à Montréal, "in trust", sur valeur de travaux complétés, pour terminer lesdits premiers soixante milles. 9 706,58

A M. L.-A. Vallée, l'ingénieur du gouvernement, pour ses émoluments et frais d'inspection sur ce chemin de fer, suivant le même ordre en conseil, etc. \$ 84,00

Au président de la compagnie, balance disponible entre les mains du commissaire sur les \$25 000 ci-après mentionnées, suivant le même ordre en conseil, etc. 1 318,74

A balance en banque au crédit du commissaire pour payer autres réclamations privilégiées par l'ingénieur du gouvernement. 770,00
\$25 000,00

Tous ces montants formant un total de. \$63 500,00
ce qui épuise la balance disponible sur les \$280 000,00 du subside spécial voté par l'acte 54 Victoria, chapitre 88, clause 1, paragraphe j.

3. La réponse à cette question se trouve contenue dans le paragraphe 2 qui précède.

4. Oui, M. Vallée, l'ingénieur du gouvernement, a soumis plusieurs rapports, et, en particulier, ceux des 15 mai, 27 septembre, 6 et 21 novembre 1893, et du 19 juillet 1894, sur les travaux complétés sur les premiers 80 milles construits entre Matapédia et un point près de Caplin, et sur l'emploi des \$13 120,68 ci-dessus entrées pour payer des réclamations privilégiées additionnelles, approuvées par ledit ingénieur, sur les premiers 80 milles complétés.

5. Non, c'est au contraire la compagnie qui est endettée envers le gouvernement des \$28 546 et

des \$5,984.49, en capital et intérêts, que le trésor a payées à son acquit à la Banque d'Ontario, comme il est constaté dans la réponse à l'interpellation précédente.

Employés de la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Le gouvernement a-t-il l'intention de venir en aide aux nombreux employés du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, maintenant la Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur, auxquels il est dû des arrérages de gages au montant de \$20,000.00?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): La transaction Armstrong-Pacaud n'ayant laissé aucuns subsides dus à la compagnie, à part les \$63,500 et les \$770 ci-dessus mentionnées, le gouvernement ne peut venir en aide aux créanciers de la compagnie, privilégiés ou autres, autrement qu'en faisant vendre le chemin suivant la loi, à moins qu'il n'obtienne jugement pour les \$100,000 payées par M. Armstrong à M. Ernest Pacaud, à même le subside en terres de 800,000 acres, converti en argent au montant de \$280,000, et voté en 1890 par la loi 54 Victoria, chapitre 88, pour terminer ledit chemin et payer les dettes privilégiées.

Si le gouvernement réussit dans ce procès, il avisera aux meilleurs moyens d'employer la somme recouvrée à payer les dettes privilégiées contractées pour gages des ouvriers et matériaux fournis à ladite compagnie, le tout suivant la loi.

Ecoles du soir

M. S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Est-ce l'intention du gouvernement d'ouvrir des écoles du soir, à Québec, durant la présente saison d'hiver? Dans l'affirmative, quand doit-il les ouvrir?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): C'est évidemment l'intention du gouvernement, puisque la chose se fait à l'heure qu'il est. Si l'on demande l'ouverture d'autres écoles dans des conditions acceptables, le gouvernement est disposé à les considérer favorablement dans la mesure du possible.

Inspecteur féminin des établissements industriels

M. S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Une demande a-t-elle été faite au gouvernement, de nommer une femme à la charge d'inspecteur des établissements industriels dans lesquels sont employées des femmes et des jeunes filles?

Dans l'affirmative, quand et de la part de qui? A-t-il fait telle nomination, et, dans le cas affirmatif, qui a-t-il nommé?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): 1. Oui. 2. Par diverses pétitions, dont les dernières.

en date du 23 septembre 1894, par madame Julia Drummond, présidente du Conseil local des femmes de Montréal, et de juillet 1895, par M. Carsley, président, et M. Marshall, secrétaire de la Société protectrice des femmes et des enfants, dont le siège est à Montréal.

3. Aucune nomination n'a encore été faite, mais le gouvernement espère pouvoir se trouver en état de se rendre à cette demande.

Département des chemins de fer

M. J. TESSIER (Portneuf): Quels sont les noms des officiers civils et des employés qui sont au service du département des chemins de fer? Quels sont leurs traitements respectifs?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne):

E. Moreau, traitement	\$2 000.00
L.-A. Vallée, traitement	1 500.00
M. J. Murphy, traitement	800.00
C. Dénéchaud, traitement	800.00
J.-B. Gosselin, traitement	600.00

L. Crépeau, garde-forestier

M. V. GLADU (Yamaska): 1. Le Dr Louis Crépeau, de New-Richmond, a-t-il été garde-forestier en service, durant l'année fiscale terminée le 30 juin 1895?

Dans l'affirmative, pendant combien de temps?

2. Est-ce à ce monsieur qu'a été payée la somme de \$250.00 pour services comme garde-forestier, pendant les douze mois expirés le 30 juin 1895, page 14, rapport du commissaire des Terres de la couronne, 1895?

Pour quelle raison ce monsieur n'est-il pas entré dans la liste des gardes-forestiers, pages 31, 32 et 33 du rapport du commissaire des terres de la couronne, 1895?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): 1. Non. 2. La somme de \$250.00 a été payée au docteur Louis Crépeau, New-Richmond, ex-surintendant des gardes-forestiers, en règlement d'un compte pour dépenses de voyages en cette qualité, du 7 octobre 1891 au 8 février 1892.

Documents:

P. Vallières, meublier

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 6 novembre 1895, pour un état des paiements faits à M. Philippe Vallières, meublier de Québec, en vertu du contrat passé entre lui et L.-O. Taillon, commissaire par interim des Travaux publics, le 6 juin 1894 depuis ladite date, pour la fourniture des palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac.

Aussi, des paiements des pupitres des juges et autres meubles dont le prix n'est pas spécifié dans les listes annexées audit contrat. (Document de la session no 67)

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à une adresse, du 6 novembre 1895, demandant production de tous les comptes produits par M. Philippe Vallières, meublier de Québec, en rapport avec son contrat pour la fourniture des meubles pour les palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, depuis le 6 juin 1894, date de son contrat passé avec l'honorable L.-O. Taillon, commissaire par interim des Travaux publics. (Document de la session no 68)

Edifices publics à Montréal

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 novembre 1895, pour un état faisant connaître, pour les exercices 1892-93, 1893-94, 1894-95 et 1895-96, qui a reçu les commandes pour le bois et le charbon et en quelle quantité, et qui a fourni ce combustible à la prison de Montréal, au palais de justice de Montréal, et à d'autres édifices publics dans Montréal. (Document de la session no 69)

Palais de justice de Québec

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 22 novembre 1895, pour un état démontrant: 1. Les noms des municipalités de comté payant la taxe du gouvernement pour la construction du palais de justice de Québec.

2. Le montant payé par chacune d'elles jusqu'au 1er octobre 1895.

3. Le montant dû par chaque municipalité jusqu'au 1er octobre 1895.

4. Le montant dû depuis le 1er octobre 1895, mentionnant le nom des municipalités qui ont payé, depuis cette date. (Document de la session no 70)

Demande de documents:

Rapport du commissaire des Travaux publics, réclamations et autres documents

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre: 1. Copie de l'ordre en conseil no 580, du 30 novembre 1893;

2. Copie de toutes les réclamations, comptes ou autres documents sur lesquels le gouvernement s'est appuyé pour payer à Murray-Smith, ou à la Banque de Montréal, ou à la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, les sommes de \$11 500.00 et de \$11 025.32, mentionnées à la page 47, version anglaise, du rapport du commissaire des Travaux publics, pour 1894;

3. Copie des réclamations privilégiées au montant de \$13 120.48, le tout tel que mentionné à ladite page dudit rapport, et un état détaillé, faisant voir lesquelles de ces réclamations privilégiées ont été payées jusqu'à cette date, et à qui elles ont été payées;

4. Un état détaillé des réclamations au montant de \$12 000.00, mentionnées à la même page dudit rapport et pour le paiement desquelles la compagnie, en septembre et en octobre 1895, a mis à part une somme de \$12 000.00 à même la balance du subside de \$63 500.00;

5. Copie de la réclamation, des comptes et autres documents sur lesquels le gouvernement a payé à M. Murray-Smith, en juin 1893, la somme de \$15 000.00, mentionnée à ladite page 48 dudit rapport, et copie de l'ordre en conseil passé à cet effet.

Adopté.

Diffusion de la science agricole

M. O. MAGNAN (Montcalm):

Monsieur l'Orateur,

Le but que je me propose d'atteindre en faisant la motion que je soumets à la considération de mes honorables collègues, c'est d'inviter cette Chambre à me donner son concours pour résoudre un problème aussi difficile qu'important. Bien qu'il soit nécessaire de le résoudre ici comme dans plusieurs autres provinces de la Confédération, la solution n'en a pas encore été trouvée. Le problème en question, c'est d'aviser au moyen efficace de remettre à la terre sa richesse primitive et en même temps de faire une culture payante, de telle sorte que ce résultat soit obtenu d'une manière proportionnée aux moyens pécuniaires des cultivateurs pauvres.

En faisant cette motion, je suis l'exemple du gouvernement actuel qui, depuis son avènement au pouvoir, a donné des preuves irréfutables de son généreux dévouement à l'oeuvre de la diffusion de la science agricole dans toute la province. Ses efforts patriotiques lui ont attiré le bienveillant concours de la haute hiérarchie religieuse. C'est pourquoi j'ai cru que ce bienfaisant exemple disposerait cette honorable Chambre à une étude sérieuse de la question et des moyens les plus propres à atteindre le but si généreusement recherché.

Depuis un très grand nombre d'années, les gouvernements qui ont précédé celui-ci, ont tenté de résoudre ce problème, et, dans ce but, ils ont institué des sociétés d'agriculture, des concours pour les terres les mieux tenues, des concours de labours, des écoles modèles, des conférences agricoles. Ces institutions ont eu l'effet de créer une certaine émulation, surtout parmi les cultivateurs à l'aise. Ce sont eux qui ont les moyens de préparer des articles pour figurer dans les concours. Ce sont eux qui ont les moyens de faire les dépenses nécessaires pour préparer leur terre à un concours de fermes les mieux tenues. Ce sont eux aussi qui ont le moyen d'envoyer leurs enfants aux écoles d'agriculture. Les conférences sont de nature à provoquer l'émulation chez le pauvre comme chez le riche; mais tous les conférenciers n'inspirent pas la même confiance. Les missionnaires agricoles inspirent beaucoup de confiance, même ceux qui n'ont pas de pratique comme cultivateurs. Leur dévouement incontesté, leur désir de faire le bien à autrui inspirent toujours à

leurs auditeurs des réflexions qui les portent à choisir les théories qui peuvent être mises en pratique d'une manière efficace. Les conférences des professeurs des écoles d'agriculture ou des fermes expérimentales ont de l'autorité, et produisent toujours un bon effet. Les conférenciers qui impressionnent le moins sont les conférenciers qui appartiennent aux professions libérales; même en supposant qu'ils auraient pratiqué la culture de la terre pendant quelques années. Le cultivateur qui a quarante ou cinquante ans de pratique, peut-il croire sans humilier son intelligence, qu'un conférencier d'une profession libérale peut lui faire l'école sur l'agriculture? Je ne vois rien en cela de flatteur pour le cultivateur. J'ai souvent entendu, à la suite de conférences de cette nature, des cultivateurs dire: "Ce conférencier peut être un bon théoricien, mais peut-être qu'il ne réussirait pas mieux que moi-même, s'il était sur ma terre avec mes moyens restreints. Il me faut bien payer l'intérêt de mon hypothèque, ainsi que la rente à mes vieux parents, pendant que ma terre ne me donne que de petites récoltes."

Pour les élèves de nos écoles d'agriculture, les cultivateurs tiennent le même langage, et plusieurs d'entre eux disent de plus: "Pourquoi mettre ces enfants aux écoles d'agriculture? Pour leur apprendre à cultiver avec des déficits, c'est-à-dire à perte. C'est une science que nous pouvons malheureusement apprendre dans toutes les paroisses".

Je ne fais pas ces remarques dans le but de déprécier nos écoles d'agriculture, parce que je sais que l'on y cultive bien. Je comprends que le cours classique que l'on donne aux élèves est une perte de temps pour la ferme. Cependant je dois ajouter que je connais des cultivateurs qui ont été établis sur une petite ferme, et cependant ont réussi à faire donner un cours classique à plusieurs de leurs enfants et ont acheté plusieurs terres. Je considère que cet exemple est meilleur que celui de nos écoles d'agriculture.

Deux motifs me portent à faire ces considérations. Le premier, c'est pour constater notre position telle qu'elle est au sujet des dépenses que le gouvernement fait pour encourager l'agriculture; le deuxième, c'est de prouver que la diminution de nos récoltes, en les comparant avec celles que nous avions il y a cinquante ans, dépend plutôt de l'appauvrissement du sol, que de la mauvaise culture. En effet, il y a cinquante ans, on cultivait bien mal et cependant on avait des bonnes récoltes; maintenant, nos écoles d'agriculture cultivent bien, et cependant leurs récoltes ne peuvent pas couvrir leurs dépenses, en faisant abstraction de leurs allocations. Le fait de bien égoûter, bien labourer et bien herser la terre, ne lui remet pas l'azote, l'acide phosphorique, la chaux ni la potasse, qui sont les éléments qui constituent pour la terre sa richesse primitive. Il est bien vrai que l'égoûtage et l'ameublissement de la terre sont d'une grande importance, attendu que cela donne une perméabilité à la terre qui facilite le développement des racines qui trouvent une plus

grande quantité de nourriture que dans le cas où elles iraient s'arrêter sur une masse de terre compacte. Mais cela ne remet pas à la terre sa première richesse. Si nous ne pouvons pas trouver le moyen de remettre à la terre les éléments fertilisants qu'elle a perdus, la classe agricole fera, à l'avenir, ce qu'elle a fait dans le passé. La population de nos campagnes continuera à diminuer pour aller augmenter d'une manière anormale, celle des villes, et plus malheureusement encore celle des États-Unis.

M. l'Orateur, le recensement de 1891 nous montre un état de chose décourageant. La population des cultivateurs, pendant la dernière décennie, a diminué dans les cinq provinces les plus anciennes du Canada. Celle du Nouveau-Brunswick a diminué de 8 605; Nouvelle-Ecosse de 10 075; Ontario de 7 785; Ile du Prince Edouard de 294; Québec de 9 293. Cependant la population totale de la province de Québec pendant la même décennie, de 1881 à 1891, a augmenté de 129,508.

Il est bien vrai que le

guérit pas le nôtre. Ce n'est pas pour cela que je cite ces chiffres, mais plutôt pour démontrer que là comme ici, on a besoin de rechercher un moyen de résoudre le grand problème en question. Pour donner suite à l'invitation que je fais à cette honorable Chambre, qu'il me soit permis de suggérer un système de culture qui non seulement remettrait à la terre les éléments fertilisants qui lui ont été enlevés, mais de plus, rendrait la culture payante. Voici ce système: établir quelques fermes modèles avec la stabulation en dehors, en renfermant le bétail dans quelques arpents de terre, lui faucher du fourrage vert pour le nourrir pendant l'été; ensemercer la terre avec profusion de graines fourragères et légumières et aussi avec des graines de toute sorte, tel que le blé d'inde, pois, lentille et avoine, pour nourrir le bétail pendant l'été. Ces fermes seraient tenues d'après un système de comptabilité qui serait inclus dans les rapports annuels qui seraient soumis au gouvernement. Une prime annuelle de \$1 000.00 serait accordée à chacune de ces fermes, mais à la condition que les revenus excèdent de beaucoup les dépenses. Cette prime serait accordée à chaque possesseur de ferme pour le dédommager des troubles occasionnés par les visiteurs, la comptabilité, les rapports et les frais à encourir pour assister aux assemblées qui auraient lieu dans la province où se fait la diffusion de la science agricole.

Mais, dans le cas où il n'y aurait pas un excédent élevé des recettes sur les dépenses, aucune prime ne devrait être payée.

Si ce système de culture était patronné, je suis convaincu que nos cultivateurs se croiraient heureux de pouvoir vivre sur la terre natale, parce que nous avons une province où règnent la paix et la concorde qui font le bonheur de ceux qui l'habitent. Je crois, M. l'Orateur, ne pas m'éloigner de mon sujet, en faisant rénumération de quelques-uns des privilèges dont nous jouissons. Nous n'avons pas de taxes à payer pour le maintien

d'une armée permanente, ni pour construire des forteresses autour des principales villes. Le lien colonial qui nous unit à la mère patrie nous abrite sous son puissant et glorieux drapeau. La liberté et la tolérance dont la mère patrie fait preuve au sujet de nos négociations de traité de réciprocité, nous font aimer le lien colonial et respecter la couronne qui nous protège. Mais il y a encore plus que cela. Au-dessus de cette couronne, il y a un emblème resplendissant dont la clarté rejaillit de ce côté-ci de l'Atlantique et à l'aide de laquelle nous lisons l'inscription suivante: "La justice est mon droit et je l'exercerai envers toutes les nationalités, quelles que soient leurs convictions religieuses".

Les beaux et grands principes que notre souveraine préconise, sont les mêmes qui, règle générale, guident nos hommes publics. Il est bien vrai qu'il y a des exceptions, et que malheureusement, notre pays compte un certain nombre de fanatiques qui cherchent, à soulever des vagues subversives afin de pervertir les esprits. Mais espérons que la mauvaise semence qu'ils sèment finira par soulever une tourmente qui les submergera. Ces remarques ne s'appliquent pas à notre heureuse province qui est pour ainsi dire unanime à condamner ce fanatisme et à vouloir que tous ses citoyens soient égaux devant la loi. Nous disons aux autres nationalités qui ont d'autres croyances religieuses que la nôtre: dans chaque cas où vous aurez quinze enfants à l'âge de fréquenter une école dissidente, nous vous accorderons l'octroi du gouvernement, et vous ferez instruire vos enfants dans votre langue et votre religion. Quels nobles et grands principes dominent nos hommes publics. Les plus forts disent aux plus faibles: ce que nous réclamons pour nous, nous vous l'accordons, parce que c'est un droit indéniable aux parents de faire instruire leurs enfants dans leurs croyances religieuses. Un gouvernement ne peut le constater que par la force, mais non par le droit.

M. l'Orateur, j'espère que l'on ne considérera pas ces remarques comme une digression, mais qu'on reconnaîtra que je les ai faites en vue de prouver la thèse que je soutiens en disant que si l'agriculture était payante, les cultivateurs ne déserteraient jamais la terre natale parce que les principes de justice qui gardent nos hommes politiques leur garantissent leurs droits acquis.

Avant de laisser la parole à d'autres qui pourront beaucoup plus intéresser la Chambre, qu'il me soit permis de rappeler au souvenir de cette honorable Chambre, que les premiers colons qui ont habité cette province ont dû faire preuve de patriotisme le plus persévérant. Ils ont été obligés de tenir la charrue d'une main et l'épée de l'autre pour se défendre contre les peuples des sauvages qui habitaient les bords du Saint-Laurent. Leur courage leur a assuré le triomphe sur leurs ennemis. Je rappelle ce grand exemple de courage invincible pour stimuler le nôtre non pas par l'emploi d'armes meurtrières, mais pour atteindre une culture des plus perfectionnées.

Je propose, appuyé par le représentant d'Ottawa (M. N. Tétreau), qu'il soit mis devant cette

Chambre, copie de tous les mémoires transmis au gouvernement, depuis la dernière session, suggérant des mesures propres à assurer la diffusion de la science agricole.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Dit que pour sa part il aimerait bien à seconder le projet du député de Montcalm (M. O. Magnan) qui a certes beaucoup de bon; mais il faut se rappeler que la province se compose de 73 comtés et que si le gouvernement secondait \$1000 dans un comté, il lui faudrait en faire autant pour les autres comtés, et cela ferait \$73 000 tous les ans. Les finances de la province ne permettent point ces déboursés et il ne sait pas vraiment quand elles le permettront.

Ce système explique une bonne partie du succès agricole de certains pays, entre autres de la France. Il est à espérer que nous pourrions suivre l'exemple de ces pays avant longtemps. Néanmoins, je suis heureux de pouvoir dès aujourd'hui donner une bonne nouvelle aux cultivateurs. Une société s'est formée dans l'Ontario pour améliorer les terres. Grâce à une amélioration raisonnée, ils ont réussi à nourrir 125 têtes de bétail sur 100 arpents de terre. Elle a répété la même expérience sur les propriétés d'autres personnes; enfin elle a avancé les fonds nécessaires pour améliorer leurs terres et leur culture. Cette société est maintenant organisée et la moitié de son capital est souscrit. Elle veut imiter ce qui se fait en Angleterre et en Belgique, c'est-à-dire avancer aux cultivateurs les fonds nécessaires au drainage du sol. En Belgique, c'est le gouvernement lui-même qui fait ces avancées à 3% d'intérêt.

Ici, la compagnie en question prêtera de l'argent aux cultivateurs pour qu'ils fassent les améliorations voulues, acheter du bétail etc., à condition que les cultivateurs se soumettent aux directions de la compagnie qui sera en opération dans quelques semaines et ne se propose pas de demander l'aide du gouvernement.

Le fait que cette entreprise sera d'initiative privée démontre que la confiance dans le succès de notre agriculture inspire la plus grande confiance aux capitalistes.

Nous ne pouvons pas faire plus que nos moyens nous le permettent, mais au moins secondons les efforts de ceux qui nous aident et ce sera toujours autant de fait.

Il démontre ensuite l'importance de l'enseignement agricole, théorique et pratique.

La proposition est adoptée.

Arpentages

M. V. GLADU (Yamaska): Propose, appuyé par le représentant d'Hochelaga (M. J.-O. Villeneuve), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé des divers items du compte composant la somme de \$5 354.44, entrée comme dépenses générales du bureau général, sous le titre d'arpentages, à la page 26 du rapport du commissaire des Terres de la couronne de 1895.

Adopté.

Conseil national des femmes

M. S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose, appuyé par le représentant de Charlevoix (M. J. Morin) qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toute la correspondance échangée entre le Conseil national des femmes, section de Montréal, et le gouvernement, au sujet de la nomination d'un ou de plusieurs inspecteurs féminins des établissements industriels.

Aussi, copie de toutes requêtes, demandes, etc., à cette fin.

Adopté.

Code de procédure civile

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 1): Propose, selon l'ordre du jour et appuyée par le représentant d'Hochelaga (M. J.-O. Villeneuve) que le bill (bill no 94) amendement le code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Privilèges des constructeurs journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 1): Propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par le représentant d'Hochelaga (M. J.-O. Villeneuve) que le bill (bill no 95) amendement la loi relative aux privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Assurance sur la vie

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): pour M. J.P. COOKE (Drummond): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 97) modifiant la loi concernant l'assurance sur la vie prise par les maris et parents soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Abolition du Conseil législatif

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet) pour M. J.P. COOKE (Drummond): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 106) abolissant le Conseil législatif soit maintenant lu pour la deuxième fois.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Doute de l'opportunité de soulever de nouveau cette question sur laquelle la Chambre s'est déjà prononcée trois fois durant le présent Parlement, surtout quand trois élections générales ont eu lieu sans que le peuple ait été consulté sur cette question. D'ailleurs si le député de Drummond (M. J.P. Cooke) n'est pas satisfait, il aura toujours la liberté de proposer que le bill soit remis sur les ordres du jour. C'est pour cela que le gouver-

nement ne demande pas de renvoi à six mois en motivant sa demande comme il était disposé à le faire.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Insiste pour que le vote soit pris.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais. Caron, Dechène, Desjardins. England, Gillies, Girard (Rouville), Girouard. Gladu. Gosselin, Guerin, Hall, King, Laliberté, Lemieux, Marchand, Morin, Pinault. Savaria, Shehyn, Spencer. Tessier (Portneuf). Turgeon, 25.

Contre: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Carbray, Cartier, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Descarries. Doyon. Duplessis, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean). Greig. Grenier, Lacouture. McDonald. McClary. Magnan, Marion, Martineau, Nantel. Normand, Parizeau, Pelletier. Petit, Poirier. Rioux. Simpson, Stephens. Taillon. Tetreau, Villeneuve, 34.

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Dominion of Canada Trusts Company

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Kamouraska (M. C.-A. Desjardins) que les bills nos 60, 70 et 46 soient envoyés de nouveau au comité spécial permanent des bills privés avec le second rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes.

Adopté.

Subsides

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau au comité des subsides).

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean):

Monsieur l'Orateur,

Pour la seconde fois, pendant cette session, je demande à cette honorable Chambre de me prêter toute sa bienveillance ordinaire pendant que j'exposerai mes vues sur les questions qui occupent son attention. Je la remercie d'avance de son bon vouloir à mon égard.

Il se plaint de la manière dont il a été traité par certains journaux. Il a exprimé dans des discours ses vues sur certains sujets, et des journaux, ne partageant pas son opinion, l'ont critiqué.

Je sais qu'en certain lieu on a entrepris d'empêcher la classe agricole de se montrer et d'exprimer ses vues et qu'un cultivateur qui a le courage de dire sa façon de penser, publiquement, devient du coup le point de mire de boulets rouges à petit calibre d'une certaine vengeance. Malgré cela, monsieur l'Orateur, je vous demande

encore la permission de vous parler agriculture, dans une Chambre qui s'occupe d'agriculture. J'essayerai de le faire de la manière la plus convenable, sans blesser personne, et en essayant de rendre justice à tout le monde, mais bien décidé à encourir la colère et les coups de quelques surmenés dont je ne partagerai pas les vues. Qu'il soit bien compris, toutefois, qu'un cultivateur de métier ne rebrousse pas son chemin parce qu'une rencontre sur la voie publique le force à mettre le pied dans la touffe la plus hérissée de ce qu'on appelle vulgairement rapaces; sa botte les écrase; leurs étreintes furieuses pour le retenir, sont stériles; sa marche n'est pas retardée et les épines qu'ils ont laissées au bas de son pantalon tombent d'elles-mêmes le long du chemin sans avoir laissé trace de leur morsure. Je désire qu'il soit bien compris qu'un baillon, fut-il fabriqué avec des essences de feuilles de choux, n'est pas ce qu'il faut pour fermer la bouche d'un habitant lorsqu'il a un devoir à remplir, surtout lorsqu'il revendique les droits des cultivateurs de la province de Québec.

J'ai suivi avec plaisir pendant cette session et celles qui l'ont précédée la discussion qui s'est faite dans cette Chambre sur la politique agricole du gouvernement actuel; j'ai suivi la même discussion continuée par les journaux, en dehors de cette Chambre. Je comprends qu'il y a un malaise réel existant entre les deux partis politiques qui se disputent le pouvoir aujourd'hui dans cette province au sujet de la position faite à la classe agricole aujourd'hui; on reconnaît, mais on ne veut pas le dire tout haut, que l'agriculture n'est pas ce qu'elle devrait être, que l'émigration des cultivateurs vers les villes et vers les Etats-Unis est une plaie qui nous ruine; et lorsqu'on en est rendu à reconnaître la cause de ce mal, les deux partis se renvoient la boule, ne voulant pas se reconnaître ni l'un ni l'autre.

Pour moi, monsieur l'Orateur, je n'excepterai pas un parti plutôt que l'autre. Je dirai aux deux: vous êtes les coupables; et je prétends prouver cette thèse devant cette Chambre.

Si, monsieur l'Orateur, on lit notre histoire agricole sans parti pris, on verra qu'elle est la répétition, mot pour mot, de l'histoire des vieux pays européens, notamment de notre vieille mère patrie, la France. En consultant l'histoire universelle, on voit que, dans tous les pays, la même cause a amené le même résultat, c'est-à-dire, à certains moments, une dépression générale de l'agriculture contre laquelle les gouvernements des différentes époques ont lutté généralement trop tard, et qu'ils ont réussi par divers moyens à paralyser et à enrayer d'une manière plus ou moins efficace. Ce qui établit que le mal qui occupe aujourd'hui l'attention spéciale de tous les hommes publics de la province, n'est pas un mal nouveau, mais le résultat d'une mauvaise organisation générale dans tous les pays, pour la direction des affaires publiques. En effet, monsieur l'Orateur, il est facile d'établir dans tous les temps que, généralement, l'Etat a été partout sous la direction des gens riches et instruits, plutôt que

des cultivateurs et des ouvriers. Ces gens, avec la meilleure bonne foi au monde, sans doute, ont dirigé toute la politique générale de telle manière que les professions libérales, les arts et les métiers ont surtout bénéficié immédiatement des sacrifices annuels d'argent que leurs divers gouvernements, y compris le nôtre, se sont imposés. Le résultat nécessaire a été ce que tout le monde déplore aujourd'hui: les produits industriels améliorés suivant les exigences du commerce qui sont immenses; les produits de l'intelligence de plus en plus étonnants; l'instruction supérieure poussée à un haut degré; l'instruction ouvrière rendue à un point tout à fait élevé, mais l'instruction agricole à peu près inconnue, le droit d'aînesse de l'agriculture lui a été volé petit à petit et, nécessairement, le cultivateur a été complètement dévoyé, son attention a été portée surtout en dehors de son métier. Il en est venu presque à la conclusion qu'on ne peut être heureux qu'en dehors de l'agriculture.

Aussi, une partie de ses ressources a été dépensée inutilement à essayer de faire avec ses fils des avocats, des notaires, des industriels, etc, qui remplissent le monde par le bruit de leurs talents supérieurs et à faire avec ses filles de grandes dames qui contractent des alliances aristocratiques; le fils du cultivateur a perdu l'amour du sol; il a perdu l'amour de son art qu'il n'estime pas; il a abandonné la campagne pour aller s'illustrer dans les villes ou les grands centres. Dieu sait combien ont été déçus et le nombre de déclassés qui maudissent l'étranger, le système qui les a fourvoyés pour leur vie. Dans le même temps la fille du cultivateur, ayant aperçu au loin la vie réputée des plus agréables des villes et des grands centres, a entraîné son mari à se débarrasser de son patrimoine pour aller jouir de cette vie si agréable. Dieu sait encore les larmes qui ont été le prix de cette désertion du sol. Dans le même temps, le cultivateur, le père, courant après un but trop élevé, perdait son temps; il contractait des habitudes qui ne pouvaient être les siennes, habitudes le conduisant au luxe, à la vie à trop grandes guides, deux moyens immédiatement efficaces pour conduire vite aux dettes, puis à la ruine, puis aux Etats-Unis. Voilà à mon sens la vraie cause de la plaie que tout le monde déplore, qui a occupé l'attention de tous les gouvernements et qui occupe surtout celle du gouvernement actuel. Voilà un état de choses qui appartient à tout le monde dans le passé, que chacun en son temps a essayé d'améliorer et que le gouvernement actuel travaille à enrayer complètement.

J'ai dit, tout à l'heure, Monsieur l'Orateur, que nous voyons ici la répétition de ce qui se passe ailleurs; avec votre permission, je vais faire quelques citations à l'appui de ma thèse. En 1884, Monsieur Richard, cultivateur français, écrivait dans son dictionnaire d'agriculture ce qui suit, s'appuyant sur un grand nombre d'auteurs plus anciens que lui, entre autres Duhamel, Du Monceau, l'abbé Rosier, André Elouin, Chaptal, Buffon, Tessier, et autres auteurs français, sur les oeuvres d'Arthur Young et John St-Claire, d'Angle-

terre, de Thaör, en Prusse, et Hellenberg, en Suisse, tous auteurs de grand mérite chacun dans son temps: "Sauf quelques trop rares exceptions heureusement observées au milieu de notre nombreuse population rurale, nos agriculteurs n'ont pas été assez éclairés sur les sciences spéciales à leur profession, comme les industriels l'ont été dans leurs procédés de fabrication et de perfectionnement des produits fournis au commerce. Là est la principale cause d'infériorité relative au perfectionnement et à la multiplication des produits de notre agriculture, comparés à ceux de notre industrie manufacturière. On ne saurait être assez convaincu de cette vérité, et il importe de remédier à cet état de choses aussi préjudiciable à la prospérité qu'à la puissance de notre pays. Si la multiplication et le perfectionnement des produits de notre industrie agricole s'élevaient au niveau du perfectionnement et de la multiplication des produits de notre industrie manufacturière (et ce serait possible, par un enseignement sérieux de l'agriculture), quelle nation au monde pourrait être relativement plus peuplée, plus riche, plus prospère, plus puissante enfin que la nation française? La fertilité de son sol et son heureux climat ne lui offrent-ils pas tous les éléments matériels de prospérité qu'on puisse désirer?" (N'est-ce pas, Monsieur l'Orateur, que l'on se dirait dans la province de Québec?).

L'agriculture, a dit avec trop de raison Gridon Geoffroy St-Hilaire, a depuis trop longtemps perdu son droit d'aïnesse, et les arts ont tour à tour pris les devants sur elle. Dans nos villes, dans nos centres industriels, l'ouvrier de la manufacture a la facilité de suivre un enseignement mis à sa portée et gratuit, sur toutes les connaissances relatives à son art; ici, on lui apprend le dessin, là, l'arithmétique, la comptabilité, ailleurs, la physique, la chimie, même l'économie politique, l'hygiène, la médecine usuelle. Voulez-vous être convaincus du degré d'instruction professionnelle des ouvriers de l'industrie manufacturière, allez dans les usines, conversez avec eux, avec les contremaîtres surtout, vous serez étonnés de la lucidité comme de la justesse de leur raisonnement sur les opérations qu'ils exécutent chacun dans sa spécialité.

D'autre part, l'atelier à la ville est une véritable école professionnelle mutuelle (comme qui dirait, cercle agricole), où les travailleurs conversent en faisant leur ouvrage sur les cours gratuits qu'ils vont suivre hors de leur journée de labeur. Ces travailleurs s'instruisent ainsi mutuellement sur leur art. Non seulement ils le raisonnent juste, mais, au moyen du savoir spécial qu'ils ont acquis, ils parlent de la composition et de la bonne ou mauvaise nature des matières qu'ils traitent et dont ils savent apprécier les qualités. Je suis convaincu de la réalité de ce que je dis. pour l'avoir constaté bien des fois dans mes voyages; je puis donc l'affirmer.

Observe-t-on chez l'ouvrier de l'agriculture le même savoir sur son métier? Trouve-t-on chez lui le raisonnement qui explique les opérations qu'il fait comme chez l'ouvrier des manufactures? Nullement, parce qu'il n'a pas été éclairé, élevé de

manière à réfléchir, à raisonner sur ce qu'il pratique machinalement et suivant la routine aveugle dans laquelle il a fait son apprentissage de cultivateur...

L'agriculteur est-il moins utile que le fabricant? Est-il moins digne par son caractère comme par ses travaux, de la sollicitude de l'autorité, pour avoir ainsi été trop abandonné à la routine, à l'ignorance de sa profession. Qu'est-il résulté de cet état de choses dans nos campagnes? Lorsqu'une famille de laboureurs a pu acquérir un peu d'aisance par le travail, l'économie, et souvent par des privations, elle a voulu faire instruire sur autre chose que l'agriculture l'enfant qui a fait preuve de l'intelligence à l'école primaire. Quelquefois le curé de sa paroisse lui a enseigné un peu de latin pour le mettre ensuite au collège. Quand il termine ses études, ses parents ne jouissant pas assez de la fortune pour lui faire suivre dans la famille, les cours nécessaires pour devenir avocat, ou médecin, ou notaire, etc.; il a quitté sa famille pour aller chercher une place on ne sait où, et on sait s'il l'a trouvée toujours! Il a cru comme ses parents qu'un peu de latin et de grec le conduiraient à la fortune, et il s'est trouvé dans la misère, s'il ne s'est pas livré à quelques métiers pour vivre; et quel métier quelquefois! Dans ce cas, à quoi lui ont servi son grec et son latin? Il aurait pu faire un bon agriculteur s'il avait été instruit dans une école d'agriculture.

Il aurait pu ainsi devenir producteur habile, au lieu d'être consommateur souvent désœuvré et se créer au village une existence heureuse dont il est loin de jouir à la ville.

Un exemple entre mille: j'étais aux eaux thermales du Mont-Dore avec M. Bedel recteur de l'académie de Clermont-Ferrand. Dans l'hôtel où il loge un jeune apprenti cuisinier avança respectueusement vers lui en costume de cuisine et lui demanda comment il se portait. Vous me connaissez donc, dit le recteur? Mon Dieu oui! Monsieur le recteur, il y a deux ans j'ai été reçu bachelier à l'Académie de Clermont; depuis cette époque j'ai vainement cherché une place et, comme je ne puis pas vivre sans travailler, je me suis fait apprenti cuisinier: la cuisine me donne du moins le pain que Virgile et Horace ont manqué de me procurer. Combien de jeunes gens, dans les mêmes circonstances, cherchent encore chaque jour ce qu'ils ne trouvent pas. Que deviennent-ils?

Malheureusement, à la campagne on a cru que pour être agriculteur on n'avait pas besoin d'instruction professionnelle ou autre, et l'on a dit en parlant d'un enfant que l'on destine à exploiter le sol, qu'il en saura toujours bien assez pour être cultivateur. L'honorable député de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne) disait, avant hier: Du soleil, une bonne température, et une bonne terre, en voilà assez pour faire un bon cultivateur". C'est surtout dans les pays les plus arriérés en agriculture et les plus pauvres que ce préjugé existe.

Sous son influence, les jeunes gens intelligents et instruits n'ont pas voulu rester laboureurs; les parents auxquels on a laissé ignorer les ressources offertes par l'agriculture raisonnée et

bien pratiquée, ont été les premiers à leur conseiller de ne pas cultiver la terre, mais de prendre un autre métier, ou d'aller chercher une place à la ville.

Comment faire progresser une profession privée de l'unique moyen de la perfectionner et ainsi abandonnée à l'incurie d'une routine séculaire?

tions de campagnes. Si on veut y fixer la jeune population intelligente, on doit lui procurer les moyens de s'instruire sur son métier, comme on les a procurés aux populations urbaines pour l'instruire sur celui qu'elles exercent dans leurs diverses industries. Les enfants de nos cultivateurs, éclairés sur la manière de cultiver la terre et sur leur devoir de bons citoyens, ne quitteront pas les champs lorsqu'on leur aura tout fait connaître les ressources qu'ils offrent à ceux qui savent les exploiter judicieusement. Les ouvriers mieux dirigés dans leur travail feront produire plus de revenus à la terre, pourront être aussi mieux rétribués et resteront au village au lieu d'aller s'enfouir dans la ville où ils sont un embarras trop souvent, dont les conséquences sont quelquefois déplorables. Buffon a dit: "L'homme ne sait pas assez ce que la nature peut et ce qu'il peut sur elle. A côté d'un pain il naît un homme..." Chaptal, un savant français qui a rendu de grands services à l'agriculture, a dit au commencement de ce siècle: "Le peu de lumières qui jusqu'à ce jour ont été répandues dans les campagnes, le rôle presque abject qu'on a fait jouer au cultivateur, y ont arrêté le progrès de l'agriculture. Les mauvaises méthodes s'y sont maintenues et la France s'est laissée dépasser par d'autres nations dans cette belle carrière de la prospérité publique."

En France, les arts, même les plus frivoles, reçoivent presque partout, avec l'aide du gouvernement, une instruction pratique; l'agriculture seule attend encore un établissement public où l'on enseigne les principes de la pratique de cette belle science; aussi l'instruction agricole est-elle demandée unanimement à grands cris dans la campagne."

Monsieur l'Orateur, ces citations ne sont-elles pas, "mutatis mutandis", l'histoire exacte de la population agricole de la province de Québec? N'est-ce pas, Monsieur l'Orateur, que j'avais raison de prétendre tout à l'heure que la position regrettable faite à la classe agricole dans nos campagnes n'est pas particulière à elle seule, mais une plaie commune à tous les pays. Aussi, Monsieur l'Orateur, je regrette toujours de voir l'esprit politique percer dans les discussions qui se font à ce sujet et dans cette Chambre et ailleurs; il me semble que les hommes publics devraient la considérer, des deux côtés, avec toute l'attention et l'intelligence qu'ils ont à leur disposition, et travailler d'un commun accord à trouver les remèdes les plus efficaces pour changer la position économique de nos campagnes.

Voyons maintenant les moyens qui ont été pris dans d'autres pays, et qui ont été étudiés dans cette Chambre même, pour remédier le plus tôt possible à cet état de choses.

Monsieur Richard dont j'ai déjà cité le nom, donne les moyens pris en France en maintes circonstances:

"En 1793, le 10 juin, la Convention nationale, effrayée de l'état des campagnes, publia un décret établissant le Muséum de l'histoire naturelle dont le but était l'enseignement public de l'histoire naturelle appliquée, l'avancement de l'agriculture, suivant l'esprit de ce décret. L'enseignement des sciences naturelles devait donc servir de base à celui de l'agriculture. C'est dans ce même ordre d'idées que fut rédigée la loi sur l'enseignement professionnel de l'agriculture en France, le 3 octobre, 1848. Ce décret ne fut pas la seule manifestation de cette époque en faveur de l'instruction professionnelle de l'agriculture. En 1789, l'abbé Rosier avait présenté à la Constituante le plan d'enseignement agricole. Une année après, Talleyrand Périgord, évêque d'Autun, signalait dans son rapport l'utilité de faire professer les cours d'agronomie dans les écoles de France. D'autre part, des hommes de dévouement ne perdaient aucune occasion d'attirer l'attention publique sur le maintien de l'instruction agricole par divers moyens. Le 5 thermidor an IV, le ministre de l'Intérieur Benezec écrivait au Conseil d'agriculture, attaché à son ministère: "Citoyens, l'amélioration de l'agriculture française peut seule amener la République au degré de puissance et de prospérité dont elle est susceptible. Les plus puissants moyens d'amélioration sont, sans contredit, l'exemple des cultivateurs éclairés et l'instruction agricole proposée par les livres et les journaux d'agriculture".

Monsieur François Neufchâteau, contemporain de Monsieur Chaptal, dont j'ai déjà parlé, fit des efforts considérables pendant qu'il était ministre de l'Intérieur en l'an V et VII de la République, pour démontrer l'importance de l'enseignement de l'agriculture qu'il voulait introduire partout dans l'instruction publique. En 1798, il fonda la Société centrale d'agriculture de France. et le 15 novembre 1804, il disait à cette société: "L'agriculture est devenue une science très profonde et en même temps très vaste et très compliquée. Comment faut-il s'y prendre pour conquérir cette science et quelle est la manière de l'étudier avec fruit? C'est sur quoi les savants sont partagés d'opinion."

Les partisans de la routine la vantent exclusivement, blâment la théorie et la croient absolument insuffisante pour exercer un art à leurs yeux exclusivement pratique, d'autres déprécient, à leur tour, l'impuissance de la routine; ils ne tarissent pas sur l'importance des principes et des connaissances théoriques sans lesquels l'agriculteur marche en aveugle et au hasard.

Entre ces deux extrêmes, quelques esprits plus réfléchis pensent qu'il faut absolument joindre la théorie à l'expérience, les éclairer l'un par l'autre, remonter aux principes par le secours des livres, comparer les pratiques des localités différentes à l'aide des voyages (conférenciers), et mettre la main à l'oeuvre après avoir observé, non pas seulement ce qui se fait mais ce qui devrait être à faire".

André Thouin, aussi savant agriculteur que praticien habile, professeur d'agriculture au Muséum d'histoire naturelle de Paris dit: "Trop peu de personnes se livrent à l'agriculture avec connaissance de cause et joignent la théorie avec la pratique. Habités à suivre l'ancienne routine les uns repoussent avec mépris toutes les innovations; d'après eux, l'habitant des campagnes sait tout". J'entendais l'honorable député de Montmagny (M. N. Bernatchez), précédant l'honorable député de L'Islet (M. F. - G. - M.) D. la même voie, dire la même chose de son comté. Heureux oasis dans la province de Québec! Heureux peuple! Heureux député! les autres ne s'occupent d'agriculture qu'avec dédain. Ils avancent hardiment des points de théorie qui paraissent fondés, mais que démentirait la pratique. Entre ces deux extrêmes, le véritable cultivateur ne craint pas d'attaquer les vieux préjugés en ne proposant des innovations qu'autant qu'elles ont été reconnues pour de véritables améliorations. Les sciences lui indiquent la route qu'il doit suivre, l'expérience est là pour l'empêcher de dévier.

Monsieur Chaptal, que j'ai déjà cité, après avoir parlé des associations agricoles dit: "Elles rendent de grands services, mais elles n'ont pas l'avantage de former de jeunes cultivateurs, ni de leur faire connaître les véritables principes de la science. Il faut pour cela un enseignement spécial et des personnes qui y soient exclusivement consacrées".

Telles sont, Monsieur l'Orateur, les opinions d'hommes éminents, de praticiens habiles qui ont étudié les moyens de faire progresser l'agriculture. L'expérience a démontré combien ils avaient raison et j'ai cru utile de reproduire, devant cette Chambre, ce qu'ils ont dit et écrit sur ce grave sujet du bien-être humain.

Si l'on se reporte dans des pays plus rapprochés de la province de Québec, qu'y voyons-nous, Monsieur l'Orateur? J'ai à la main le rapport annuel du département de l'Agriculture d'Ontario en 1894. Je vois là que le ministre de l'Agriculture, pour appuyer davantage l'importance pratique de la politique agricole que suit son gouvernement, établit que dans tous les Etats des Etats-Unis d'Amérique, il existe des sociétés d'agriculture de différentes espèces, en très grand nombre, surtout des cercles agricoles ou "farmers institutes" qui reçoivent des divers gouvernements provinciaux ou fédéral, des allocations qui se sont élevées, en 1894, à plus de 30 millions de piastres, ainsi qu'un grand nombre d'institutions agricoles organisées sur un pied supérieur.

Que l'Etat de New-York seul a payé dans la même année \$15 000 pour les dépenses de voyage de ses conférenciers agricoles; que la province de Manitoba a une organisation semblable dont chacun des membres reçoit comme encouragement une somme de 50c à lui payée par le gouvernement; que ce ministre, pour mieux faire comprendre aux cultivateurs dont il a les intérêts en main, l'importance de l'éducation agricole, cite une circulaire du ministre de l'Agriculture de France en date du 15 août 1887 dans laquelle il dit que

l'éducation agricole est le moyen le plus sûr et le plus puissant de pousser l'agriculteur dans la voie du progrès.

Que la France est à organiser dans les écoles publiques un cours d'instruction que les instituteurs seront tenus de donner régulièrement; qu'en France, en 1887, il y avait 19 écoles d'agriculture placées au centre de chacune des 19 divisions agricoles de la France. Ce rapport contient l'expression de l'opinion d'un grand nombre de cultivateurs et de professeurs d'Ontario. Je remarque ces paroles citées d'un monsieur Aylsworth: "Il y a une nouvelle disposition d'esprit, non seulement parmi la classe des cultivateurs, mais dans tout le public en général quant à ce qui regarde l'application directe de la science à l'agriculture et l'application directe d'une éducation pratique dans toutes les branches et toutes les directions. Si les cultivateurs désirent arriver là où beaucoup de gens bien pensants désirent les voir arriver, c'est-à-dire dans le Parlement et dans la Législature provinciale, il faut qu'ils comprennent pour eux l'importance de connaître quelque chose des statuts et de l'histoire de leur race, quelque chose d'un peu de tout. Car il est bien difficile que les connaissances humaines ne rendent pas quelques services à celui qui les a, dans le cours d'une longue vie quand elle est dépensée même sur une ferme. L'ouvrage des écoles d'agriculture porte fruit; il prend des racines profondes dans le coeur, l'esprit et la pensée du peuple cultivateur et la grande masse du peuple de la province en est imbuée".

Un cultivateur quelconque convaincu de l'importance de l'éducation agricole s'écrie: "Je crois que c'est plus qu'une disgrâce pour nous d'apprendre que nous n'avons que 50 à 150 élèves dans nos collèges d'agriculture, lorsque, enfin, il devrait y en avoir quatre fois autant. Chaque cultivateur de cette province devrait être un élève de ces collèges. Je crois que le temps est venu où les cultivateurs du Canada vont avoir à subir, pour maintenir leur suprématie, la lutte la plus terrible qu'ils ont jamais subie dans le passé. Aussi est-il plus important que jamais de donner à nos fils toutes les connaissances et l'éducation agricole les plus complètes possible".

M. Laurens, un autre cultivateur, dit: "Montrons à nos fils l'importance pour eux d'être cultivateurs, et surtout d'être cultivateurs instruits. Que les premiers principes leur soient donnés à la maison et dans les écoles primaires, puis envoyons-les terminer leur éducation au collège d'agriculture. Je crois que c'est là ce que nous avons de mieux à faire, aujourd'hui, et vous serez surpris de voir combien nos fils s'empresseront d'acquiescer l'éducation sur leur métier. Montrons-leur la vie ensoleillée du cultivateur, car il n'y a rien comme la vie de ferme. Serions-nous cultivateurs, si nous pouvions faire mieux? Je crois que si les cultivateurs entendaient aussi bien leur métier que les manufacturiers, etc., ils feraient de l'argent aussi vite qu'eux".

En France la Constituante de 1848 avait si bien compris cette grave question que, pour ame-

ner sa solution, elle fit la Loi du 3 octobre. D'après cette loi des écoles régionales étaient fondées dans chaque région culturelle de la France. On sait que chaque contrée a une culture spéciale qui doit être en harmonie soit avec la nature de son sol ou de son climat; soit avec les besoins de la consommation et les débouchés qui lui sont offerts. Citant M. Richard mot pour mot, voici ce qu'il dit à ce sujet:

"On a organisé, à la fin du siècle dernier, une école polytechnique pour instruire les jeunes gens qui se destinent aux divers services publics dans les arts, dans l'industrie, dans l'armée, dans les ponts et chaussées, dans les mines, jusque dans les manufactures de tabac; on sait d'ailleurs quels services cette école a rendus à la France, dans toutes les professions où ses élèves ont été appelés à appliquer leur science. Pourquoi ne pas avoir une école du même genre pour l'agriculture, le premier comme le plus ancien, le plus utile comme le plus compliqué, le plus étendu et le plus indispensable de tous les arts, celui qui offre le plus de ressources, qui produit les richesses les plus solides, qui occupe le plus de bras, qui fournit les matières premières manufacturées dans les ateliers des autres industries, après nous avoir procuré nos subsistances. Est-il logique, est-il conforme à la raison, au bon sens, aux intérêts bien entendus du pays d'avoir instruit nos jeunes gens sur tous les arts et métiers, sur toutes les sciences, excepté sur la profession la plus importante, la plus répandue de toutes, celle qui, pour être exercée, exige le plus de connaissance variée, puisqu'elle embrasse l'étude de tous les règnes de la nature dans ce qu'ils ont d'utile au bien-être de l'humanité? Quel est la conséquence de ce fait anormal pour notre pays? Cette conséquence est que dans l'exploitation de notre sol, et malgré ses immenses ressources, la France est au-dessous de la Belgique, de l'Angleterre surtout et de quelques contrées de l'Allemagne qui, au commencement de ce siècle a été le berceau principal de l'enseignement agricole, par la fondation de son institut agronomique de Moeglin en Prusse. Ce fut l'illustre Elaër qui, le premier en dirigea les travaux scientifiques.

J'extrait ce qui suit des rapports transmis de Copenhague, Danemark, pays si réputé par son agriculture moderne: "La société d'agriculture comprend l'importance qu'il y avait d'encourager l'éducation agricole. L'impulsion donnée par cette société fut suivie d'une aide par l'Etat; et l'on voit des hommes de science entreprendre une série d'investigation en vue d'arriver à la détermination de principes rationnels applicables aux diverses opérations de l'agriculture et surtout à l'industrie laitière. Comme résultat de ces études, les thermomètres, les balances furent adoptés comme instruments indispensables dans les établissements bien ordonnés et l'on introduit graduellement une méthode de tenue de livre sure et complète. Ces utiles innovations ont été suivies de l'organisation d'un système d'enseignement pratique de l'industrie laitière. Il y a, au Danemark, trois écoles d'agriculture où la théorie de l'industrie

laitière et les sujets de commerce sont enseignés. Dans beaucoup de beurreries on reçoit les élèves pour les instruire par la pratique. A ces utiles leçons des écoles, il faut ajouter les conférences du Collège royal agricole et extérieur de Copenhague sur les hautes branches de la science agricole qui sont données par 10 conférenciers spéciaux. Outre les fondations de bourses, l'Etat accorde une subvention annuelle importante au Laboratoire expérimental d'économie rurale.

Des octrois supérieurs sont aussi faits en vue d'expérimentation. L'Etat a aussi nommé trois experts consultants en laiterie pour le Danemark et un pour l'Angleterre".

L'honorable Hughgaugh chargé d'affaires à Shalkolk s'exprime ainsi dans son rapport sur l'industrie laitière en Suède: "En Suède, les jeunes gens qui veulent pratiquer l'agriculture sur un fonds qui est à eux et ceux qui veulent gagner leur vie par l'agriculture apprennent leur profession à l'un des deux collèges agricoles de l'Etat, tout comme les soldats et marins futurs étudient leur profession au collège naval et au collège militaire de l'Etat. L'Etat aide l'industrie laitière de plusieurs manières. Il subventionne les collèges agricoles, soutient plusieurs écoles et pourvoit à la pension de 40 élèves filles en laiterie. Les filles de laiterie reçoivent en premier lieu des leçons pratiques et théoriques aux écoles et leur instruction se complète aux beurreries".

On compte 26 sociétés agricoles locales: trois ne donnent point de primes d'encouragement, mais les 23 autres ont souscrit, en 1890, 4 000 louis, soit \$20 000, pour récompenser l'excellence dans la production. Vingt-deux provinces ou sociétés emploient un expert. Il existe cinq stations où on contrôle la qualité des produits. Le gouvernement central a affecté de plus, en 1890, la somme de \$10 000 aux objets suivants: création d'une charge d'instituteur et d'un emploi d'agent commercial; création de deux cours supérieurs d'enseignement, de deux écoles de laiterie dans le nord du pays, ayant chacune 6 élèves, de 18 beurreries modèles, où 40 jeunes filles reçoivent l'instruction, l'Etat payant \$84 par an pour chacune d'elles. J'extrait d'un rapport sur l'agriculture dans l'Allemagne du Nord ce qui suit: "Pour ce qui est de l'encouragement donné par le gouvernement allemand à l'industrie laitière, l'administration de l'agriculture prussienne entretient des stations expérimentales de laiterie à trois endroits, et il existe de nombreuses institutions subventionnées par les provinces et par l'Etat, où s'enseigne l'industrie laitière à des élèves des deux sexes. On compte en Prusse 14 établissements d'instruction agricole, qui ont reçu de l'Etat, en 1890-91, des subventions au montant de \$7 000. De leur côté, les autorités provinciales et les sociétés locales ont contribué pour un montant de \$6 000. portant une aide totale de \$13 000.

En France, on trouve une armée de 200 conférenciers agricoles, en Belgique, de 19, parcourant en tout sens ces deux pays portant l'instruction agricole partout en faisant les études comparatives sur les lieux.

Dans les Provinces Maritimes une organisation semée de sociétés d'agriculture opérant sur le même pied que dans la province d'Ontario existe depuis plusieurs années au grand avantage des cultivateurs.

Dans la province de Québec, il existait, avant 1893, des sociétés d'agriculture qui ont rendu de grands services mais qui n'ont pas rencontré tous les besoins de la classe agricole sous le rapport de l'instruction, puisque le gouvernement précédent avait jugé à propos de nommer une commission spéciale chargée d'étudier le fonctionnement de ces sociétés et de faire rapport comme aussi de suggérer les moyens qu'elle jugerait les plus efficaces pour promouvoir les intérêts de la classe agricole.

Cette commission, après avoir fait une visite comparative presque complète de toutes les provinces, étudia dans les statuts, le but que s'étaient proposés les fondateurs des lois de l'agriculture et elle découvrit que ces hommes s'étaient proposé d'encourager l'amélioration de l'agriculture:

1e En tenant des assemblées pour discuter et entendre des conférenciers sur des sujets se rattachant à la théorie et à la pratique de l'agriculture.

2e En encourageant la circulation des journaux d'agriculture.

3e En offrant des primes pour des essais de questions de théorie et de pratique agricole.

4e En important des animaux de race, des grains de semences, etc.

5e En organisant des parties de labour, des concours de récoltes sur pied et des terres les mieux tenues.

6e En tenant des expositions auxquelles on décernait des prix aux différents exhibits suivant leurs mérites.

Sur ce le 27 octobre 1887, cette commission siégeant régulièrement, a suggéré ce qui suit:

"Le comité suggère qu'il serait opportun d'encourager les conférences agricoles. Un cercle agricole devrait être établi dans chaque paroisse où les questions agricoles devraient être discutées et le gouvernement devrait donner une allocation spéciale afin qu'il ne soit rien pris sur l'argent des sociétés d'agriculture". Dans son rapport la même commission dit: "La commission approuve les cercles agricoles et recommande au gouvernement de faire tout en son pouvoir pour stimuler et étendre leur action. L'échange d'idées et les discussions qui se font dans les assemblées de ces cercles sont de nature à produire des résultats incontestables dans l'amélioration de l'agriculture et l'introduction de méthodes améliorées." Ces deux documents sont signés: Monsieur N. Bernatchez, député de cette Chambre.

Le 10 décembre 1891, ce même monsieur Bernatchez, président du comité d'agriculture, présentait à la Chambre le cinquième rapport de ce comité comme suit: "Votre comité a adopté la résolution suivante: Que l'agriculture étant la base la plus sûre de la prospérité d'un peuple, son perfectionnement et ses progrès sont d'une importance vitale pour la population de cette provin-

ce largement composée de cultivateurs. Que la formation des sociétés d'agriculture, la création du Conseil d'agriculture, la fondation des cercles agricoles, de la Société d'industrie laitière, et Monsieur l'Orateur, je n'ose pas le dire..

PLUSIEURS VOIX: Dites

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): ... Du haras national contribuent puissamment à l'avancement des intérêts agricoles". Ces citations. Monsieur l'Orateur, sont une preuve évidente que, dans la province de Québec, on s'occupait, comme dans les autres pays, de promouvoir l'instruction agricole. Comment se fait-il, Monsieur l'Orateur, que l'on vienne devant cette Chambre, affirmer de son siège de député que les cultivateurs de Québec maintenant en savent assez long, que du soleil, une bonne température et une bonne terre sont tous les éléments nécessaires pour faire un bon cultivateur?

Ces avancées sont des hérésies agricoles contre lesquelles je m'élève à titre de cultivateur pratique et contre lesquels je veux enregistrer mon protesté au nom de tous les cultivateurs de la province de Québec. Est-ce que l'on voudrait contester à la classe agricole le droit de s'instruire, le droit de travailler à obtenir le plus tôt possible le degré de perfection atteint par les autres branches de l'industrie? Est-ce que l'on craindrait que le cultivateur canadien-français, devenant plus instruit, aurait pour lui et ses compatriotes les mêmes aspirations si nobles que ses confrères de la province d'Ontario, c'est-à-dire apparaître dans le Parlement et les Législatures de son pays, par conséquent prendre la place des hommes de professions libérales et autres, des hommes qui le gouvernent aujourd'hui. profitant de sa bonté pour se créer avant tout des tarifs ridicules, écrasants, qui permettent à celui qui en bénéficie de vivre sans trop suer.

Est-ce que ce serait une déclaration de guerre faite aux cultivateurs de cette province? Si c'est cela qu'on veut, je l'accepte et aux prochaines élections vous verrez dans cette Chambre des comtés ruraux représentés ici par des résidents décidés à prendre leurs affaires en main pour obtenir plus vite le but de leurs aspirations, c'est-à-dire une aisance raisonnable pour eux et pour leur famille. N'est-il pas vraiment regrettable de voir ceux qui ont bénéficié des sacrifices que s'est imposés la classe agricole pour bâtir ces grands collèges, ces universités, ces écoles supérieures de toutes espèces, destinés à donner aux professions libérales une chance de progrès plus rapides, essayer d'empêcher cette classe d'hommes si généreux d'arriver au même degré de perfection par des moyens honnêtes.

La classe agricole. Monsieur l'Orateur, ne souffrira pas longtemps qu'on lui conteste ses droits, comme on le fait maintenant, et elle saura les revendiquer sérieusement en temps et lieu.

Je crois avoir établi, Monsieur l'Orateur, à la satisfaction de cette Chambre, que la cause de l'exode de nos compagnes ne vient pas surtout du fait que l'agriculture n'est pas payante dans cette

province, mais du fait que le système d'éducation a été faux depuis l'origine. Je crois avoir prouvé de plus que, dans les pays où on a suivi la même conduite, le même résultat a été obtenu; je crois avoir démontré clairement devant cette Chambre que le moyen le plus efficace à prendre pour remédier au mal que tout le monde étudie, c'est de répandre à profusion l'éducation agricole dans la province, par tous les moyens possibles.

Les pays qui ont été le plus vite dans cette voie ont dépassé les autres dans la voie du progrès; preuve, la comparaison de l'agriculture française avec les pays limitrophes plus avancés, telle qu'établie précédemment; preuve, la différence de production étonnante entre Ontario et Québec, telle que le prouvent les chiffres suivants.

Les recensements du Canada établissent qu'en 1881, la province d'Ontario, avec 12,625,877 acres en culture, nourrissait 782,243 vaches, c'est-à-dire 63 vaches par 1,000 acres de terre, chaque vache lui donnant un revenu annuel de \$21.14; tandis que la province de Québec, avec 19,259,909 acres de terre, ne nourrissait que 490,977 vaches, soit 25 vaches seulement par 1,000 acres, chaque vache ne donnant comme revenu que \$14.51.

En 1891, Ontario, avec 21,091,698 acres en culture, nourrissait 876,167 vaches, soit 41 vaches par mille acres, chaque vache donnant un revenu de \$22.32; tandis que Québec avec 15,961,763 acres en culture, ne nourrissait que 549,544 vaches, soit 34 par mille acres, donnant un revenu annuel de \$17.50 par vache.

Il en est de même pour la production des grains et des légumes.

En 1881, Ontario produisait 40 millions de minots d'avoine et Québec 19 millions seulement, Ontario 27 millions de minots de blé et Québec 2 millions seulement, Ontario, 33 millions de minots de navets et Québec 1 million et demi seulement; Ontario, 18 millions de minots de patates, Québec, 14 millions seulement.

Ces chiffres sont une leçon sérieuse pour les hommes publics qui ont charge de surveiller les intérêts des agriculteurs. Comment expliquer cette différence énorme toujours contre notre province, sinon par un système de culture inférieure? Comment expliquer cette différence considérable dans le rendement des vaches, sinon par le fait que la culture des racines fourragères nécessairement destinées à l'alimentation du bétail a été suivie de près dans Ontario, où elle a produit un résultat démontant pour la province de Québec.

Les chiffres de 1892 n'étant pas à ma portée, je ne puis les placer à la suite des états qui précèdent; mais cette honorable Chambre sait comme moi, par les connaissances personnelles que nous en avons, que, malgré un progrès sensible, comme dans Ontario, la province de Québec est encore restée en-dessous dans la comparaison.

Telle était la position générale en 1892, à l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel; les finances passablement compromises, l'industrie agricole, tout en espérant dans l'industrie laitière, généralement trop reculée dans l'éducation agri-

cole à peu près nulle, et un exode considérable se fait maintenant tous les jours. L'attention du gouvernement dut d'abord être portée à rétablir l'équilibre financier au plus vite. Cette question sérieuse prit son temps pendant plusieurs mois; mais, fidèle aux promesses faites pendant les élections, ayant étudié d'avance le vice de notre système tel que je viens de l'établir, il se mit à l'oeuvre pour promouvoir l'éducation agricole dans cette province de la manière la plus effective possible. Profitant de l'expérience des pays étrangers et des provinces soeurs et des conseils de ses prédécesseurs, il s'occupa de fonder des cercles agricoles en aussi grand nombre que possible, de répandre le Journal d'Agriculture, refait et augmenté considérablement, à flot dans la province, mettre sur un meilleur pied les écoles d'agriculture déjà existantes; en un mot, pousser avec la plus grande vigueur, dans la voie de l'éducation agricole, toute la population de cette province, surtout au moyen de conférenciers agricoles les plus qualifiés qu'il pût trouver. Les chiffres que j'ai donnés dans mon discours sur l'adresse sont une preuve irréfutable du succès qu'il a remporté. Pour attirer les cultivateurs davantage dans ces nouvelles sociétés, tout en leur conseillant de maintenir les anciennes sociétés d'agriculture, il attribua à ses nouvelles fondations une aide pécuniaire propre à exciter l'émulation dans les divers concours que doivent tenir ces associations. La population générale de la province de Québec vit d'un bon oeil ce mouvement nouveau vers le progrès; les gens bien pensants de toutes les classes de la société mirent l'épaule à la roue, et le clergé, qui n'est jamais en arrière des grands mouvements, voulut lui-même prendre sa part de responsabilité dans cette voie nouvelle. Une institution bienfaisante fut créée dans ce corps respectable: les missionnaires agricoles sont à l'oeuvre avec les laïques pour assurer le succès de cette bonne cause.

Maintenant, Monsieur l'Orateur, l'oeuvre du gouvernement n'est pas terminée; c'est l'oeuvre d'un jour, mais cependant elle est sujette à la critique. Je le veux, dans son intérêt et dans l'intérêt de la cause, mais je veux une critique sérieuse, une critique d'affaires, sans parti pris, sans arrière-pensée et seulement dans l'intérêt public. C'est pour cela que je regrette la critique facétieuse faite par mon honorable ami de L'Islet (M. F.-G.-M.

Dechêne) et par d'autres de ses amis, avant lui.

A en croire les libéraux, ces moyens sont presque des crimes, ou tout au moins du gaspillage des deniers publics.

Cette critique ne peut pas être profitable à son parti, car elle doit être jugée par une classe d'hommes remplis de bon sens et d'équité, et, dans son intérêt, il vaut mieux pour lui la changer. Aussi, j'ai raison de croire que l'honorable chef de l'Opposition (M. F.-G. Marchand), cet homme respecté par toute la Chambre, est décidé à donner des ordres pour que son parti ne se fasse pas écraser sous les roues du char de l'agriculture.

Autrement, la classe agricole sera obligée de croire que s'il condamne un gouvernement qui fit

justement ce que son parti a négligé de faire après l'avoir promis, il vaut mieux pour elle ne pas avoir fait foi davantage dans ses déclarations et rester du côté de ceux qui promettent et tiennent.

A six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

D. Finlayson

M. J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 37) concernant la vente de certains biens faisant partie de la succession "ab intestat" de feu Duncan Finlayson.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. J.S. HALL (Montréal): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

J. Lacroix

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 33) autorisant Joseph Lacroix à changer son nom en celui de Joseph Archambault.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Eglise Sacré-Coeur-de-Jésus

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 76) concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Coeur-de-Jésus de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

J.-A. Fortin

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité général pour étudier le bill (bill no 52) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres Joseph-Abel Fortin, docteur en médecine de l'Université Laval.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, que Monsieur l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides).

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Continue son discours.

Un mot, Monsieur l'Orateur, sur les avantages que je vois découler des cercles agricoles. Outre l'éducation que les cultivateurs y recevront, la classe agricole y verra bientôt les grands avantages qui sont le résultat d'une union solide; avantages obtenus par les autres classes de la société, dont l'union les a poussés à la tête de toutes les affaires, avantages que les cultivateurs ont perdus en restant isolés les uns des autres; de plus, lorsque les cultivateurs seront plus instruits ils comprendront mieux pour eux l'importance de faire leurs affaires eux-mêmes, sans avoir recours tout le temps à des agents de toutes espèces, qui ne travaillent que pour un remboursement généreux pour leur ouvrage.

Vous savez, Monsieur l'Orateur, la quantité immense d'instruments agricoles qui sont achetés chaque année par les cultivateurs, le nombre des moulins à coudre, des voitures, répandus dans nos campagnes chaque mois; je sais que la presque totalité de ces outils n'arrivent au cultivateur qu'avec une plus-value de 50%, plus-value représentant les commissions payées aux différents agents entre les mains desquels ils ont passé. J'étais informé hier que la Compagnie Massey et Harris a. dans la province. 350 agents auxquels elle a payé en commission et pour autres considérations \$56 000 dans le cours de l'année dernière.

Outre cette compagnie, il y en a une dizaine d'autres qui vendent les mêmes instruments à travers nos campagnes. Supposons qu'elles ne fassent pas toutes la même quantité d'affaires, je crois pouvoir affirmer que si quatre sociétés comme la première peuvent soutenir \$200 000 de commission aux habitants, la totalité soutire au moins un quart de million de piastres de commission inutile, ridicule, cause de gêne considérable dans nos campagnes. J'ai vu, il y a quinze jours, de mes propres yeux, un contrat d'agence pour une maison d'instruments d'agriculteur sur lequel était écrit en blanc et en noir le prix de sa commission 30. 40.

50%. N'est-ce pas, Monsieur l'Orateur, des chiffres effrayants pour la classe agricole?

N'est-ce pas, Monsieur l'Orateur, que si les cercles agricoles sont maintenus, encouragés comme ils doivent l'être, avant longtemps ils seront les agents de vente des instruments d'agriculture sans commission pour personne, lançant du coup dans la circulation générale un quart de million de piastres, qui, dans une année comme cette année seraient d'un grand secours pour régler les affaires de tout le monde. Qui nous dit que les cercles agricoles ne seront pas sous peu des sociétés de bienfaisance comme les sociétés ouvrières, et même plus des caisses rurales où les membres pourront obtenir en différents temps des secours financiers proportionnés à leurs moyens, mais à des taux d'intérêt qui ne seront pas surchargés de commissions plus ou moins onéreuses, telles qu'on en rencontre parfois chez une certaine engeance qu'on ne nomme pas dans une Chambre comme celle-ci.

Pourquoi les cercles agricoles ne seraient-ils pas pour le gouvernement le moyen de combler sans trop de dépense une lacune considérable dans le département de l'Agriculture, c'est-à-dire le manque de statistique agricole? Le département et le cercle de chaque paroisse, tenus en rapport à l'année, apporteraient au public des statistiques importantes pour tout le monde et sans dépense appréciable.

Voilà, Monsieur, le bien que je prévois et que je désire de ces belles associations. Voilà ce que je désire faire comprendre à mes compatriotes de la campagne; voilà ce que je crains de voir paralyser.

Si les cultivateurs de Québec veulent comprendre l'importance de leur société, avant longtemps, je l'espère, nous rencontrerons dans les assemblées des cercles, des cultivateurs qui, à l'exemple de leurs confrères d'Ontario, s'écrieront en pleine assemblée qu'il est humiliant pour une classe agricole de voir les écoles d'agriculture à peu près vides.

Il est humiliant pour elle de pousser ses enfants vers une autre voie que l'agriculture. Il est désirable que tous les cultivateurs de la province de Québec soient à court temps des élèves des écoles d'agriculture parce qu'à Québec, comme ailleurs dans la Puissance, on comprend que si le cultivateur veut sortir du rôle abject qu'on lui fait jouer depuis trop longtemps, et reprendre la suprématie qui lui est due, il lui faut, à lui et à ses fils, autant d'éducation et de connaissances agricoles que possible.

Dans le même temps, et sous peu, je l'espère, nous rencontrerons des cultivateurs qui, accoutumés à discuter leurs intérêts dans les assemblées publiques de cultivateurs, et étudiant les meilleurs moyens pour eux de faire progresser leur art, se demanderont comme les Ontariens: 1. Le système de nos écoles primaires est-il préparé pour donner la meilleure éducation pratique à une population agricole? 2. L'étendue de l'éducation dans nos écoles publiques est-elle proportionnée aux besoins actuels de nos populations agricoles? En Ontario, la réponse a été la suivante: toute la

tendance de notre système d'éducation est portée à combler davantage ("overstock"), les professions libérales et les industries qui vivent par le jugement et l'intelligence.

Il cite des rapports qui indiquent qu'en Ontario, les cultivateurs calculent qu'environ 150 élèves sont à l'école d'agriculture de Guelph.

Il soutient que le Québec

aussi considérable d'élèves et, malgré tout, l'Ontario n'est pas satisfaite. Le plus grand obstacle est que le système d'éducation à l'élémentaire ne répond pas aux besoins de la communauté agricole.

En Ontario le résultat de cette discussion a amené une bonne éducation agricole. Je pose les mêmes questions à cette honorable Chambre. Je ne lui demanderai pas sa réponse. Si je la posais à la campagne, je sais la réponse unanime que j'obtiendrais. J'attire l'attention du gouvernement, et de mes honorables collègues sur le problème d'économie agricole qui mérite une solution pratique aussi rapprochée que les circonstances pourront le permettre dans l'intérêt général.

Le rapport du département d'Agriculture d'Ontario que je tiens à la main est un livre d'or.

Il devrait être traduit en f

nos campagnes pour l'édification publique. Je vois là un véritable hansard agricole, dans lequel sont rapportées exactement toutes les conférences, les discussions tenues dans les assemblées des diverses sociétés agricoles ontariennes; de plus on y puise des renseignements précieux sur le fonctionnement de la politique agricole des Etats-Unis et même des pays européens.

L'honorable ministre de l'Agriculture me permettra de lui suggérer de trouver les moyens de publier un rapport en deux volumes aussi considérable que celui-ci.

J'ai entendu critiquer les conférenciers agricoles qui sont, pour un grand nombre, des hommes de profession qui ne sont pas cultivateurs. On prétend que le cultivateur n'aime pas à se faire faire la leçon par celui qui ne lui paraît pas être propre à remplir cette fonction. Je veux bien, Monsieur l'Orateur, que le gouvernement emploie des cultivateurs de métier autant que possible; mais le pire est d'en trouver qui soient bien qualifiés et surtout qui consentent à prendre la besogne peu agréable de conférenciers agricoles. Je crois que plusieurs portes lui ont été fermées et qu'après des refus toujours continus, il en est venu à la conclusion des pays plus avancés que nous, c'est-à-dire d'employer des hommes accoutumés à étudier qu'il charge de faire des études spéciales sur l'agriculture et qui vont donner un cours préparatoire d'agriculture à travers les campagnes tout à fait raisonné et raisonnable, ayant produit déjà des résultats plus que satisfaisants, à la connaissance des plus sévères critiques, tout en faisant une inquisition sérieuse des exigences de la population agricole qui serve à diriger la conduite du gouvernement dans une voie plus pratique, au fur et à mesure que l'expérience acquise le long du chemin nécessitera des changements qui donnent satisfaction à l'opinion publique.

Je sais que des conférenciers, médecins ou instituteurs, dans tous les cas fils de cultivateurs canadiens, ont enseigné à des vieux cultivateurs de 50 ans de pratique le moyen de s'enrichir graduellement en ne répandant pas leurs engrais à la voirie sur les champs pendant l'hiver, en les conservant à l'abri des intempéries de la saison et en ne les laissant pas se détériorer pendant la belle saison, oubliés derrière les granges. Les rapports des cercles agricoles prouvent que l'éten-due des terrains ensemencés en racines fourragères et en fourrages verts a été centuplée plusieurs fois sous l'influence des conseils donnés par un médecin conférencier. Je sais que sous la même influence, la nourriture du bétail, en hiver, a été améliorée bien des fois et que l'aménagement des étables a subi des perfectionnements qu'on ne saurait trop apprécier. Voilà, Monsieur l'Orateur, dans tous les cas, ce qu'on est obligé d'admettre en attendant que les circonstances permettent au gouvernement et à la classe agricole de voir mieux.

On a prétendu qu'il y avait antagonisme entre les diverses sociétés d'agriculture maintenant existantes dans la province et que les unes seraient absorbées inévitablement par les autres. C'est encore une prétention sans fondement propre à paralyser le mouvement. En Ontario et ailleurs, ce système fonctionne à merveille et devra fonctionner dans la province de Québec avec autant d'avantage si on ne s'applique pas à suspecter le public intéressé à profiter des avantages d'une organisation solide quoique nouvelle. D'ailleurs, Monsieur l'Orateur, que prouvent les comptes publics? Que dans les comtés où il n'y avait pas de sociétés du tout, avant 1892, il y a aujourd'hui la grande société de comtés qui reçoit ses octrois, plus les cercles agricoles qui reçoivent les leurs indépendamment des premiers. Que dans tous les comtés où il y avait des sociétés d'agriculture de comté, plusieurs d'entre elles n'avaient pas assez de membres pour gagner l'octroi qui leur était destiné, tandis qu'aujourd'hui ces octrois sont doublés, preuve évidente que les deux sociétés ne se nuisent pas, puisqu'elles n'ont droit, par la loi, qu'à un montant à peu près égal. J'attire l'attention de cette honorable Chambre sur les comptes publics à l'endroit surtout des comtés de Montmagny, L'Islet, Yamaska, Verchères, Charlevoix, Bellechasse, Saint-Jean, Rimouski, Portneuf et autres comme preuve de ce que j'avance.

On critique les écoles d'agriculture. Je suis prêt à admettre que nos écoles ne sont peut-être pas ce qu'elles devront être, qu'il y manque encore l'enseignement de la fabrication du beurre et du fromage; mais avec les moyens que le gouvernement a à sa disposition, il lui a été impossible de les mettre toutes à la fois sur un pied supérieur. Les améliorations apportées sont satisfaisantes et le cercle d'Oka est reconnu aujourd'hui comme supérieur au grand collège modèle de Guelph. Quant au nombre, je suis en faveur du système européen, c'est-à-dire des écoles régionales, parce qu'il est plus propre à répandre plus vite l'instruction agricole dans toutes les parties d'un pays à la fois.

On critique le Journal d'agriculture et sa trop grande production ainsi que la dépense qu'il entraîne. Franchement ce n'est pas sérieux et cette critique n'est propre qu'à empêcher le public de voir le contrat plus pratique actuel, que le contrat de l'ancien régime. Aujourd'hui l'éditeur se contente du produit de l'abonnement peu élevé de 30 c. pour tout revenu. Autrefois, il avait le revenu du tirage, plus une allocation de \$1 800 par année que lui payait le gouvernement; par conséquent on est plus pratique aujourd'hui qu'on ne l'était autrefois.

Une remarque faite en cette Chambre m'a causé une bien grande surprise et m'a fait une blessure au cœur. Ayant, en certain lieu, absolument à cœur d'empêcher la classe agricole de s'instruire, on a réussi, en tronquant un rapport important et en torturant cette citation pour lui faire dire ce qu'elle ne dit pas, à trouver moyen de mettre la classe agricole en face d'une preuve évidente que le grand élan donné à l'éducation de l'agriculture, par le gouvernement actuel, est un imminent fiasco. Heureux de cette découverte, certains journaux à esprit anti-patriotique, remplis de haine politique, ont enfourché Pégase pour aller vite colporter cette bonne nouvelle à travers nos campagnes. J'ai lu des articles sur ce sujet, ridicules à tous les points de vue, où l'esprit de vengeance, l'esprit de contradiction, poussés par des raisons de parti inexplicables, percent à toutes les lignes. Heureusement que ces articles sont adressés à une classe d'hommes qui comprennent vite les pièges qui leur sont tendus. Heureusement que l'expérience a été assez longue pour que ces tirades ridicules retombent sur la tête de ceux qui les ont écrites, comme la foudre, pour les broyer. Le rapport de l'abbé Tremblay rend justice au gouvernement actuel et dit d'une manière bien claire qu'avant lui, tout ce qui a été fait a été de peu d'utilité. Ceux qui le lisent dans toute son étendue voient avec peine le grand effort fait par certains hommes de l'Opposition dans cette Chambre et leurs amis au-dehors pour empêcher la classe agricole de voir le ridicule de leur conduite dans le passé en voulant en jeter l'odieux sur le gouvernement actuel. Les ficelles du jeu sont trop grosses pour ne pas être vues par les plus myopes. Aussi, la classe agricole, qui ne l'est pas du tout, ne se laissera pas prendre. Pour et au nom de mes commettants, et pour toute la classe agricole en général qui m'appuiera, j'en suis sûr, aujourd'hui je proteste contre cet effort anti-national et malsain.

On prétend prouver que l'éducation agricole ne vaut rien, parce qu'un tel et un tel a dépense de l'argent inutilement dans l'exploitation d'une terre. Je prétends que l'agriculture est une industrie qui ne peut pas fonctionner sûrement par agence ou par suppléant comme dans bien d'autres cas. L'oeil du maître est nécessaire tous les jours; et si ce maître possède une bonne théorie que l'expérience guidera, le succès est assuré. Celui qui n'a que la théorie doit nécessairement échouer; celui qui n'a que la pratique plus ou moins routinière court grande chance de ne pas faire fortune. Si on veut bien juger de la force agricole, ne cherchons

pas à prouver son impuissance en se reposant sur des faits particuliers qui ne prouvent qu'une chose: le manque de raisonnement de ceux qui les amènent comme preuve.

On a parlé de colonisation et on reproche au gouvernement d'avoir trop restreint les subsides destinés à cette fin. Il est vrai que la Chambre depuis 92 n'a voté que \$75 000 au lieu de 100 000 sous le gouvernement précédent; mais il est vrai aussi, comme il appert par une réponse à une interpellation que j'ai faite, que si sur \$100 000 on retranche \$25 000 sous le titre visites et explorations, dans une seule année (c'est-à-dire complètement gaspillées) on arrive absolument au même résultat. Alors pourquoi crier à la parcimonie, quand la discussion prouve que le gouvernement actuel dépense autant que son prédécesseur, mais plus pratiquement. Quant au résultat obtenu par le gouvernement, je réfère la Chambre aux chiffres donnés dans mon discours sur l'adresse, comme preuve d'une opération tout à fait satisfaisante.

Afin de mieux mêler les cartes et de mieux obscurcir la position, voilà que tout en ne voulant

pas faire de politique fédérale ici, on demande au gouvernement provincial de détruire les barrières qui nous séparent des Etats-Unis afin de nous assurer un marché supérieur pour les produits de la province de Québec. Pendant que mon honorable ami de L'Islet (M . F . - G . - M . D e c h ê n e) prononce ce sophisme, je le voyais rire dans sa barbe à gorge déployée; il avait l'air de dire: "Ceci n'est pas pour la Chambre, je parle pour les hustings; c'est pour le gros public canadien qui sait tout, mais qui n'en sait rien; avec du soleil puis de l'air, il y en a en masse, et le reste, peu lui importe, il n'y comprend goutte".

Monsieur l'Orateur, un avancé comme celui qu'a fait mon prédécesseur prouve que, réellement, il s'imagine que cette Chambre ne comprend rien du tout en affaire de douane et lorsqu'il veut abattre les barrières dont il parle, il prouve au public sérieux qu'il ne comprend rien lui-même à la question qu'il traite: il eût mieux valu pour lui que son raisonnement eût une corde attachée au cou et fût jeté à la mer. En effet. Monsieur l'Orateur, les livres bleus prouvent ceci: en 1893 les exportations suivantes ont été faites comme suit en Angleterre:

	Beurre \$	Fromage \$	Jambon \$
Etats-Unis	104 220	7 682 184.20	2 686 643
Canada	194 924	12 536 012.60	172 148

	Bacon \$	Foin \$	Pommes \$
Etats-Unis	5 523 447	506 564	143 777
Canada	495 166	348 043	153 634

Ces chiffres prouvent que les Etats-Unis ont eu un énorme surplus de tous les produits agricoles que la province de Québec peut mettre sur le marché. Alors, qu'irions-nous faire aux Etats-Unis avec nos produits agricoles, sinon les vendre à des agents qui s'empresseraient de les transporter en Angleterre ou ailleurs en nous chargeant une commission plus ou moins raisonnable, par conséquent, au détriment de la classe agricole. Ce

raisonnement seul me paraît suffisant pour prouver la fausseté des prétentions de l'Opposition. Que l'on cherche un marché fréquenté par des consommateurs, j'en suis. Mais que l'on cherche un marché fréquenté par des producteurs plus puissants que nous-mêmes, je nie. Nous voyons aussi par les rapports d'exportation: que les Etats-Unis et le Canada ont exporté divers produits agricoles comme suit en différents pays en 1893:

	Antilles Anglaises lbs	Bermudes lbs	Chine et Japon lbs	Iles Hawai lbs
Etats-Unis	733 677	270 000	70 000	114 000
Canada	10 000	10 000	7 000	

On demande des marchés pour nos produits agricoles. J'en indique plusieurs par le tableau qui précède. Ils sont tous autres que la grande république voisine et n'ont pas de barrières paraît-il.

On critique une mesure prochaine du gouvernement tendant à empêcher les non résidents dans la province de voter dans le temps des élections locales. On amène sur tous les tons les pauvres Canadiens exilés dont on pleure le sort après les y avoir poussés et on demande au gouvernement pitié pour ces gens. Monsieur l'Orateur,

je suis propriétaire dans la province avec un grand nombre d'autres; nous avons connu des temps difficiles, pour ne pas dire plus; rivés au sol nous avons souffert tout ce qui s'est présenté et nous sommes restés Canadiens français de la province de Québec. Nous avons suivi tout le temps les affaires provinciales, nous croyons être en mesure de prononcer un jugement raisonnable. Nous croyons, avec l'expérience quotidienne que nous avons de la marche des affaires, qu'aux prochaines élections, il nous faudra tel ou tel gouverne-

ment dans l'intérêt public et voici que l'on veut aujourd'hui que le vote des propriétaires résident ici soit contrebalancé par celui des compatriotes qui sont partis, pour de bonnes raisons je veux le croire, mais qui, depuis leur entrée en esclavage sous le fouet servile de manufacturiers, n'ont certainement pas eu le temps de s'occuper d'autre chose que d'exécuter fidèlement tous les jours, les ordres du seigneur qui les torture pour s'enrichir de leurs forces; je proteste contre cette prétention qui n'est pas d'intérêt public et qui est contraire aux pratiques les plus saines d'économie politique.

On a parlé de prestidigitation. C'est vrai, Monsieur l'Orateur, il s'en fait dans cette Chambre de la prestidigitation, et j'en ai vu faire en-dehors de cette Chambre. Dans les élections de 1892, par exemple je me rappelle qu'un certain parti portait sur son drapeau le mot "constitution" et les avocats s'évertuaient à montrer aux électeurs ce mot sacré: constitution! Mais les électeurs comprirent le tour. Ils baissèrent les yeux vers la terre afin de voir ce qui se passait derrière la constitution, et, Monsieur l'Orateur, tout le monde sait la surprise et les résultats. Aujourd'hui, on ne crie plus la constitution, mais on crie "la situation financière" et on répète cela sur les tons les plus lamentables. J'avoue que je ne suis pas un financier, les millions m'ennuient, mais je réside sur le bord d'un beau lac, dont les eaux changent de position une fois l'an. Elles montent le printemps et baissent pendant l'été. Je suis habitué à faire ce calcul de comparaison entre un point plus élevé et un autre qui l'est moins; j'ai devant moi un extrait des comptes publics qui donnent un état comparatif des comptes de la province de 67 à 94; je vois que de 1867 à l'année 1891 les dépenses ont généralement augmenté d'année en année. Exemple, entre tous les items: Conseil législatif 1867 \$22 364.89, 1891 \$50 935. Alors je dis: les dépenses ont augmenté considérablement. De 1891 à 1894 je constate que les chiffres sur les mêmes items sont moins considérables. Je dis: les dépenses diminuent. Exemple Conseil législatif en 1891: \$50 935; en 1894, \$38 269.60; et il en est ainsi de tous les items du service public.

Donc, la situation financière s'améliore. Ces-sons de dire qu'elle s'aggrave car ce n'est pas exact; mais si l'on réussit à tenir l'attention des cultivateurs attachée sur cette question, comme on a essayé de le faire en 1892, tout l'effort du gouvernement pour améliorer le sort de la classe agricole passera inaperçu. Mieux que cela, le peuple restera ignorant; mieux que cela, le but que l'on se propose, laisser dans son rôle abject ordinaire la classe agricole, sera atteint.

Monsieur l'Orateur, en 1892, les tours de passe-passe n'ont pas réussi: les prestidigitateurs ont perdu leur temps et une dégringolade immense a couronné leurs efforts. Aux élections et aujourd'hui même les tours de passe-passe ne prennent plus: la classe agricole de la province de Québec est fatiguée de servir de marchepied à tout le monde surtout aux ingrats qui lui refusent la justice dont elle a besoin.

Je crois. Monsieur l'Orateur, avoir prouvé à la satisfaction de cette Chambre que la cause du mal, l'exode canadien-français, vient d'un système vicieux qui le produit nécessairement, ici comme surtout ailleurs, et que le remède le plus propre à guérir cette maladie est celui que je viens d'indiquer: instruire la classe agricole dans son métier, pousser les cultivateurs à aimer leur éducation, et les inviter à envoyer leurs fils dans les écoles d'agriculture et leurs filles dans les écoles ménagères qui viennent d'être inaugurées dans la province, grâce au gouvernement actuel.

Nous avons maintenant un système complet d'éducation agricole. Il n'est peut-être pas aussi parfait qu'on peut le désirer, mais il suffit de l'améliorer au fur et à mesure qu'on en constate les défauts. Pour ma part, comme cultivateur de la province de Québec, je suis sûr de l'organisation actuelle, la plus belle que nous ayons jamais eue dans le pays. Avec ce bon cultivateur d'Ontario je déclare que je suis profondément humilié de voir le peu d'empressement que montrent nos cultivateurs à s'instruire, et dans les sociétés et dans les écoles d'agriculture. Je désire que cette analyse qui n'est qu'apparente, disparaisse de suite et je souhaite que, l'an prochain, le rapport du ministre de l'Agriculture nous apporte la bonne nouvelle que les écoles d'agriculture ne sont pas assez grandes, que l'école ménagère est remplie, que les cercles agricoles réunissent tous les cultivateurs de la province de Québec à l'exemple de la province d'Ontario, travaillant d'un commun accord au progrès de leur art.

En faisant ce souhait, Monsieur l'Orateur, je crois être l'écho de tous mes compatriotes cultivateurs qui veulent parler intérêt sans s'occuper de politique. J'invite la classe agricole à laquelle je m'intéresse surtout, lorsqu'elle aura pris connaissance de ce que je viens de déclarer devant cette Chambre, à bien étudier les principes après les avoir discutés dans les assemblées des cercles agricoles et ailleurs.

Je serais curieux de rencontrer un Canadien français cultivateur qui signe son nom, comme je signe le mien aujourd'hui, pour dire que l'instruction agricole n'est pas nécessaire, pour dire qu'il n'est pas du devoir de tous les cultivateurs de la province de Québec de se lancer dans le mouvement actuel, dans une éducation agricole aussi complète que possible, pour dire que l'organisation que nous avons n'est pas la plus pratique qui ait jamais été mise à portée du public intéressé. Je demande que ceux qui trouvent de faux côtés les indiquent, je demande à chacun de mes compatriotes de nous aider à corriger les défauts que peut avoir le système actuel afin d'arriver à la perfection le plus tôt possible. Alors le cultivateur de la province de Québec occupera la place qui lui est due près de celui d'Ontario, dans le Parlement fédéral et dans la Législature provinciale. Alors il y aura équilibre dans les luttes de la vie entre les professions libérales, les industries et l'agriculture. Alors nous ne verrons plus comme aujourd'hui cet exode considérable de nos fils, de nos pères, de nos amis dans un pays étranger où ils vont per-

dre en grande partie leur langue, leurs mœurs et leur foi.

En terminant, Monsieur l'Orateur, je remercie le gouvernement actuel de ce qu'il a fait pour la classe à laquelle j'ai l'honneur d'appartenir. Je constate avec plaisir que le chef du gouvernement a tenu à honneur de prouver que les promesses qu'il faisait en 1886 étaient des promesses sérieuses, puisqu'il s'est plu à les remplir aussitôt que les circonstances le lui ont permis. L'énergie et l'honnêteté dont il a fait preuve en cette circonstance ne seront pas perdues. Le peuple pour qui il travaille est un peuple honnête et généreux, et il n'a jamais été ingrat. Quant à ceux qui veulent paralyser l'action du gouvernement, je leur dis: Cessez ces luttes politiques sur un terrain qui doit être une cause commune, et soyez heureux de voir vos pères et vos frères, vous êtes tous fils de cultivateurs, bénéficier d'un mouvement propre à améliorer leur sort. Que l'esprit politique ne vous pousse pas plus loin dans la voie où vous êtes entrés. Vous n'êtes pas assez forts prestidigitateurs pour aveugler d'un seul coup la classe agricole. Prenez un conseil d'ami: faisons de la critique d'affaires, quand il s'agit d'agriculture, mais n'empêchez pas la roue de tourner. Le char agricole est maintenant en mouvement; vous n'êtes pas assez forts pour l'arrêter. Prenez garde!

Monsieur l'Orateur, je m'aperçois que j'ai été trop long; je me suis laissé entraîner par l'importance du sujet. Je remercie cette honorable Chambre de la grande bienveillance qu'elle m'a montrée pendant que j'ai retenu son attention. Je la remercie de la sympathie qu'elle m'a témoignée et que j'ai reçue avec beaucoup de plaisir.

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Félicite le député du Lac-Saint-Jean (M. J. Girard), pour son discours très éloquent et très habile et propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), que le débat soit maintenant ajourné. Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement, savoir:

Bill (bill no 5) intitulé: "Loi concernant les taxes sur les corporations et les compagnies commerciales".

Bill (bill no 7) intitulé: "Loi concernant la loi relative aux registres des baptêmes, mariages et sépultures".

La séance est levée à dix heures et demie.

Séance du 29 novembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Doyon, la pétition de C.-A.-Joseph Duranceau et autres, marchands de Laprairie et de Saint-Constant, comté de Laprairie.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De William Galt-Hill et autres propriétaires de la rue Saint-Antoine, Montréal demandant que cette rue ne soit pas élargie.

Et des hôteliers de Montréal, demandant des amendements à la loi des licences.

Rapports de comités:

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur d'en faire le rapport avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir:

Bill (bill no 62) modifiant l'acte 46 Victoria, chapitre 60, autorisant Léon Montplaisir à construire un pont de péage sur la rivière Bécancourt.

Bill (bill no 66) modifiant les diverses lois concernant la cité de Sainte-Cunégonde, de Montréal.

Bill (bill no 46) modifiant la charte de la "Royal Trust and Fidelity Company".

Bill (bill no 60) ratifiant et confirmant les pouvoirs conférés à la "Dominion of Canada Trusts Company" par la loi du Parlement du Canada 58-59 Victoria, chapitre 84, et autorisant ladite compagnie à exercer lesdits pouvoirs dans la province de Québec.

Et bill (bill no 70) modifiant la charte de la "Montreal Safe Deposit Company".

Canton d'Armagh

M. V. ALLARD (Berthier): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial pour étudier le bill (bill no 85) détachant du comté de Bellechasse, et annexant au comté de Montmagny, la partie non organisée du canton d'Armagh. Voici le rapport:

Votre comité a choisi V. Allard, écuyer, pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

Introduction de bills:

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 113) amendant la loi concernant les exemptions de taxes.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Elections contestées

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Déclare que son bill concernant la loi amendement la Loi des élections contestées de Québec sera mis mardi prochain devant la Chambre.

Hôpital protestant des aliénés

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives à l'hôpital protestant pour les aliénés. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Attendu qu'en vertu des pouvoirs conférés par la loi 55-56 Victoria, chapitre 39, le gouvernement a garanti le remboursement du capital et de l'intérêt de cent cinquante mille piastres d'obligations à vingt ans, émises par la corporation de l'hôpital protestant pour les aliénés;

Attendu que, pour assurer le paiement de ce qui pourrait être déboursé par suite de cette garantie, ladite corporation a consenti une hypothèque de cent cinquante mille piastres sur tous les immeubles à elle appartenant et qu'elle a transporté des polices d'assurance, dont elle paie les primes, sur tous ses édifices jusqu'à concurrence de cent mille piastres;

Attendu que, depuis que cette garantie a été donnée et depuis que ces obligations ont été émises, ladite corporation a fidèlement rempli toutes les clauses du contrat intervenu à ce sujet entre elle et le gouvernement;

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à passer un contrat sur les présentes résolutions, et à insérer dans ledit contrat toute clause qui sera nécessaire pour leur donner effet.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Introduction de bills:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 18) relatif à l'hôpital protestant pour les aliénés.

Il dit qu'il donnera plus de détails sur la question lors de la seconde lecture.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Canton de Bulstrode

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 17)

pour détacher du comté d'Arthabaska, et l'annexer au comté de Nicolet, une partie des 4e et 5e rangs du canton de Bulstrode, pour toutes fins, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Code du notariat

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 22) amendement le code du notariat soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Interpellations:

Iles-de-la-Madeleine

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Est-ce l'intention du gouvernement de présenter, à cette session, une loi séparant les Iles-de-la-Madeleine du comté de Gaspé, pour les fins électorales?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): L'honorable commissaire des Terres doit présenter un projet de loi dans ce sens.

T. Chainé, hôtelier

M. A. GIRARD (Rouville): M. Treflé Chainé, hôtelier, de la paroisse de Gentilly, dans le comté de Nicolet, a-t-il été poursuivi pour amende, dans les derniers jours de septembre ou au commencement d'octobre 1895?

Dans l'affirmative, a-t-il payé telle amende?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): 1. Oui, le 23 septembre 1895.

2. Il a confessé jugement le 30 septembre et payé immédiatement les frais, la part d'amende du percepteur et celle du dénonciateur. Le percepteur lui a accordé un peu de délai pour payer la part du gouvernement. Ensuite, le défendeur a, par requête datée du 5 octobre dernier et transmise au département un peu plus tard, demandé qu'elle lui soit remise.

Suivant l'usage, cette requête a été communiquée au percepteur pour avoir de lui un rapport sur le cas. Le rapport du percepteur est parvenu au département le 27 novembre courant. Les travaux de la session ne permettront pas au trésorier

de décider ce cas et, comme un grand nombre d'autres, il est à l'étude.

Commission des chemins à barrières de la rive nord

M. A. TURGEON (Bellechasse): 1. Le gouvernement a-t-il fait quelques avances à la Commission des chemins à barrières de la rive nord, en vertu de la loi 33 Victoria, chapitre 48?

2. Dans l'affirmative, quel en est le montant et à quelle date ont-elles été faites?

3. Les intérêts ont-ils été payés?

4. Le gouvernement a-t-il institué des procédures pour le recouvrement du capital et des intérêts?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): 1. Oui: voir l'état déposé, devant cette Chambre, le 31 octobre 1895.

2. \$15 000.00 le 10 octobre 1870, sur lesquelles la somme de \$1 125.00 a été remboursée.

3. Pas depuis le 9 mars 1873. 4. Non.

Commission des chemins à barrières de la rive sud

M. A. TURGEON (Bellechasse): Le gouvernement a-t-il poursuivi la Commission des chemins à barrières de la rive sud, pour avances faites, pour l'empiérement des chemins sous le contrôle de ladite commission?

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Oui. Jugement a été rendu en appel, en faveur du gouvernement, le 12 novembre 1895, pour la somme de \$4 314.00, intérêt et dépens.

Demande de documents:

Dépenses de bureaux

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. J. Shehyn), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé de l'item "Menues dépenses de bureaux, \$623.00" par le département des Travaux publics, tel que mentionné à la page 97 des comptes publics de 1895.

Adopté.

Cause E. Murdock-McKenzie vs M. Ouellet

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. A. Girard), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie du jugement rendu le ou vers le 3 mars 1894, dans une cause, à la Cour de circuit de Montmagny, numéro 3826, où Edouard Murdock-McKenzie était demandeur et Michel Ouellet défendeur.

Adopté.

Employés temporaires et permanents

M. V. GLADU (Yamaska): Propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier) qu'il

soit mis devant cette Chambre: 1. Un état donnant les noms de tous les employés des départements, temporaires ou permanents, pendant les années 1892, 93, 94 et 95, leur traitement et la date de leur nomination.

2. Les noms de ceux qui ont été destitués pendant cette période de temps, ou qui ont abandonné le service, ou qui ont été mis à la retraite ou à la pension.

3. Les gratifications payées à chacun ou aucun d'eux pour ouvrage extra ou autrement.

4. Le montant total des pensions payées dans chacune des années susdites.

Cet état devant comprendre les employés de l'Assemblée législative, du Conseil législatif et de la bibliothèque.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn) que les mots: "pendant les années 1892-93, 94 et 95", dans la troisième ligne du premier alinéa, soient retranchés et remplacés par les suivants: "depuis le 27 janvier 1887 jusqu'à date".

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, elle est adoptée.

Autopsie de J. Robitaille

M. F. GOSSELIN (Iberville): Propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie du compte du docteur M. Fiset pour analyse chimique des viscères de Joseph Robitaille, de Sainte-Catherine, comté de Portneuf.

Adopté.

E. Lapointe

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. A. Tessier) qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de la correspondance, instructions et comptes en détail, relativement à l'item, sous la rubrique "Travaux et édifices publics", à la page 158 des comptes publics de 1895, intitulé: "Ed. Lapointe, tuf et pierre cassée re nivellement du terrain, \$690.41".

Adopté.

E. Sénécal et fils

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. A. Girard), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie du compte d'Eusèbe Sénécal et fils, se montant à \$250.00, pour l'impression d'un discours de l'honorable commissaire de l'Agriculture (l'honorable L. Beaubien) (Comptes publics de 1894-95, page 137.)

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que l'Opposition tenait à s'enquérir de toutes les fautes du gouvernement Taillon, même les fautes d'impressions.

Adopté.

Continuation de communauté

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 98) abolissant la continuation de communauté, créant l'usufruit légal en certains cas et amendant à cet effet les articles 1323 à 1337 du code civil, inclusivement.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie de gaz de Montréal

L'HONORABLE A.W. MORRIS (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 58) modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie de gaz de Montréal.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE A.W. MORRIS (Montréal no 4): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est résolu que le titre soit: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie de gaz de Montréal et les lois qui la modifient".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Québec

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 35) amendant les lois concernant la corporation de la cité de Québec.

En comité:

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Propose comme amendement que les salaires et émoluments des officiers et employés de la corporation de la cité ne soient saisissables que pour un cinquième.

Adopté. Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait un amendement.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ecole de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier, le bill (bill no 53) constituant en corporation l'Ecole de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal, et abrogeant les lois qui constituent en corporation l'Ecole vétérinaire de Montréal et l'Ecole vétérinaire française de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides).

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure: cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le lieutenant-gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être employé par le secrétaire de la province à l'achat de livres écrits et publiés dans la province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent, et \$10 000 seront payées à même cette part dudit fonds à l'Ecole polytechnique, moins cinq pour cent en vertu de la loi 37 Victoria, chapitre 23, article 17.

Sur la part assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200.00 seront employées à venir en aide à l'Association provinciale des instituteurs et \$700.00 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux "High Schools" de Québec et de Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa

Majesté, comme compensation aux institutions catholiques, pour l'allocation aux "High Schools", dont \$2 000 pour la faculté de droit de l'université Laval, Montréal, et \$2 000 pour l'Ecole de médecine et de chirurgie de Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles publiques: cinq pour cent de la part des catholiques dans cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le lieutenant-gouverneur en conseil voudra déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la province; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles dans les municipalités pauvres; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas trente-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs mis à la retraite; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de livres à être donnés en prix; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourds-muets; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, Mile-End, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourdes-muettes, soeurs de la Providence, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'Instruction publique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de publication de journaux anglais et français, sur l'instruction publique, aux conditions et en la manière déterminées par le secrétaire de la province: pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression du rapport du surintendant de l'Instruction publique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de Lennoxville, pour la reconstruction d'édifices incendiés en février 1891, 5e et dernier paiement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la succursale de l'université Laval, à Montréal, 1er paiement sur 7 paiements égaux; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de transcription, impression et publication des archives canadiennes; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ecole de navigation, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil des arts et métiers, y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir:

Bill (bill no 3) intitulé: "Loi modifiant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement".

Et bill (bill no 8) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les jurés et les jurys".

Aussi, le Conseil législatif a passé le bill (bill B) intitulé: "Loi constituant en corporation les soeurs du Précieux-Sang de Sherbrooke", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Introduction de bills:

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. A.-P. Cartier) que le bill (bill B) du Conseil législatif intitulé: "Loi constituant en corporation les soeurs du Précieux-Sang de Sherbrooke", soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

La séance est levée à cinq heures et demie.

Séance du 2 décembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à quatre heures.

Dépôt de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par l'honorable M. Beaubien, la pétition de Joseph Vincent, maire de Sainte-Perpétue, et autres.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 49) intitulé: "Loi validant un acte de vente par sa Grandeur mgr Édouard-Charles Fabre, archevêque de Montréal, et messire Calixte Ouimet à Philibert Tétreault" avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill (bill no 13) intitulé: "Loi amendant les dispositions spéciales relatives aux écoles publiques des cités de Montréal et de Québec", sans amendement.

E.-C. Fabre et C. Ouimet

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 49) intitulé: "Loi validant un acte de vente par Sa Grandeur mgr Édouard-Charles Fabre, archevêque de Montréal, et messire Calixte Ouimet à Philibert Tétreault".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre, l'état des affaires de l'Union Saint-Pierre de Montréal et de l'Union Saint-Joseph de Montréal, pour l'année 1895. (Documents de la session no 26)

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

M. L'ORATEUR: Lit ledit message comme suit:

J.-A. Chapleau,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie de votre adresse en réponse au discours d'ouverture de la session, et je compte sur votre dévouement et votre sagesse pour promouvoir les intérêts de cette province.

Hôtel du gouvernement,
Québec, le 30 novembre 1895.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De P. Letendre et autres, demandant des amendements à la loi des licences au sujet des colporteurs.

De J.-U. Émard et autres, demandant qu'ils soient libérés complètement de la taxe pour expropriation de la rue Sainte-Catherine.

Et de C.-A.-Jos. Duranceau et autres, marchands de Laprairie et de Saint-Constant, comté de Laprairie, demandant certains amendements à l'article 870 des statuts refondus de la province de Québec.

Introduction de bills:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 19) autorisant les syndics des chemins à barrières de Montréal à racheter certaines obligations et à émettre dans ce but une nouvelle série d'obligations.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 20) constituant en division électorale les Iles-de-la-Madeleine.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C.-A. DESJARDINS (Kamouraska): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 114) modifiant l'article 832 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et envoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au code municipal.

M. V. ALLARD (Berthier) pour M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2):

Demande la permission d'introduire un bill (bill no 115) amendement la loi concernant les loteries et bazars. Il dit qu'il ne peut expliquer le bill pour la simple raison qu'il n'en connaît point le mobile. Ce bill appartient au représentant de Montréal no 2 (M. O.-M. Augé).

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 116) amendement les articles 33 et 638 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et envoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les amendements proposés au code municipal.

Documents:

J.-P. Nantel, conférencier agricole

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 novembre 1895, pour un état détaillé du paiement de la somme de \$317.90 à J.-P. Nantel, pour

dépenses de voyages et pour conférences agricoles, mentionné dans le document numéro 41 de la présente session. (Document de la session no 74)

J.-A. Nadeau

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 15 novembre 1895, pour un état détaillé des sommes payées par John-A. Nadeau, de New Richmond, comté de Bonaventure, au département des Terres de la couronne, depuis le 11 décembre dernier à venir au 1er novembre courant.

Aussi, un état des sommes dues par John-A. Nadeau, de New Richmond, comté de Bonaventure, au département des Terres de la couronne. (Document de la session no 72)

Exposition de Sherbrooke

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 novembre 1895, pour une copie des correspondances et documents se rapportant à la demande de \$2 500 pour l'exposition de Sherbrooke, mentionnée à l'item 5 du budget supplémentaire du 30 juin 1896 (Document de la session no 73)

J.-E. Tremblay, conférencier agricole

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 novembre 1895, pour un état détaillé du paiement de la somme de \$100.00 au docteur J.-E. Tremblay, pour frais de voyages et conférences agricoles, mentionné dans le document numéro 41 de la présente session. (Document de la session no 71)

Conseil d'agriculture

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 22 novembre 1895, pour un état indiquant, année par année, ce que le Conseil d'agriculture a coûté à la province, depuis cinq ans. (Document de la session no 75)

The North Nation Valley Colonization Railway Company

M. N. TETREAU (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 55) constituant en corporation The North Nation Valley Colonization Railway Company.

Ce bill autorise cette compagnie à localiser, construire et exploiter un chemin à voie simple ou double d'une largeur de pas moins de trois pieds, depuis un point dans, ou entre les villages de Montebello et Papineauville, ou dans le voisinage d'iceux, se dirigeant vers le nord, traversant la seigneurie Papineau, les cantons de Hartwell et Ribon, et tous autres cantons qu'elle jugera convenable de traverser jusqu'à un point près de la ligne du chemin de Montreal et Occidental, dans

le comté d'Ottawa, et dans la partie d'icelui connu, quant aux fins électorales de la Puissance, sous le nom de "comté Labelle".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. N. TETREAU (Ottawa): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sainte-Cunégonde

M.J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 66) modifiant les diverses lois concernant la cité de Sainte-Cunégonde, à Montréal.

Adopté.

En comité:

UNE VOIX: Propose de rayer la clause qui donne aux non-résidents le droit d'être commissaires aux écoles protestantes. Le bien-fondé de la question n'est pas la raison. Mais, une charte ne peut être amendée par un bill, cela nécessite un bill privé.

Adopté.

UNE VOIX: Propose que la section 502 dudit acte soit révoquée et remplacée par la suivante:

"502. Le Conseil peut passer des règlements pour imposer et prélever:

1. Une cotisation sur tout terrain, lot de ville ou portions de lot, soit qu'il y existe ou non des bâtisses, avec tous bâtiments et constructions dessus érigés, ainsi que sur tous poteaux à télégraphe ou à téléphone et conduits à gaz et à eau ou autres et leurs accessoires, qu'ils soient placés en-dessus ou en-dessous du sol et ce nonobstant tout contrat ou convention à ce contraire, une somme n'excédant pas un centin (et un quart) par piastre sur leur valeur réelle, telle que portée au rôle des cotisations de la cité;

Le propriétaire est personnellement responsable de cette cotisation;

2. Une taxe spéciale sur les charretiers faisant affaires dans la cité; sur les propriétaires de chevaux, voitures ou chiens, pour chaque cheval, chaque voiture et chaque chien; sur les courtiers, prêteurs d'argent ou marchands à commission: sur les prêteurs sur gage et les encanteurs: sur les clubs: sur les propriétaires ou occupants de maisons d'entretien public, hôtels, buvettes, auberges, cafés et restaurants, maisons de tempérance et sur tous les marchands de liqueurs spiritueuses: sur tous colporteurs et marchands ambulants, vendant ou offrant en vente dans ladite cité des articles de commerce de quelque espèce que ce puisse être: et sur tous propriétaires, possesseurs, agents, directeurs et occupants de théâtres, cirques, ménageries et ménestrels, et sur toutes les places publiques d'amusement tenues à

profit: sur les tables de billard, de mississippi ou de trou-madame, jeux de quilles et autres jeux de ce genre, sur ceux qui ont des écuries de louage, et sur tous épiciers, boulangers, bouchers, revendeurs, regrattiers, loueurs de chevaux, brasseurs et distillateurs, et sur tous commerçants, fabricants et manufacturiers et leurs agents: et sur tous propriétaires et gardiens de clos à bois ou à charbon et d'abattoirs dans la cité, toutes sociétés de construction, et sur toutes compagnies d'assurance et leurs agents, entremetteurs, commissionnaires ou employés, résidant ou non dans la cité, et sur toutes compagnies de gaz, de télégraphe ou de téléphone faisant affaires dans ladite cité, et, en un mot, tous commerces, fabriques, occupations, industries, arts, métiers, professions qui ont été ou qui pourront être exercés et introduits, dans la cité: et les montants de ces droits ou taxes actuels seront fixés et déterminés par un ou des règlements de ladite cité, ou par résolution du conseil, et seront fixés et déterminés par le conseil à sa discrétion, soit dans certains cas par une somme déterminée, soit dans d'autres cas par un pourcentage sur la valeur annuelle des biens ou propriétés occupées par lesdites parties dans la cité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

Dominion of Canada Trusts Company

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 60) ratifiant et confirmant les pouvoirs conférés à la "Dominion of Canada Trusts Company" par la loi du Parlement du Canada 58-59 Victoria, chapitre 84, et autorisant ladite compagnie à exercer lesdits pouvoirs dans la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Soeurs du Précieux-Sang

M.L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill B) du Conseil législatif, intitulé: "Loi constituant en corporation les soeurs du Précieux-Sang de Sherbrooke", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Interpellations:

Poursuite contre M. Ouellet

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): 1. M. Michel Ouellet, de Sainte-Louise, dans le comté de L'Islet, a-t-il été poursuivi pour vente de boisson en contravention à l'acte des licences de Québec, dans une cause, à la Cour ce circuit de Montmagny sous le numéro 3823?

2. Dans l'affirmative, jugement est-il intervenu?

3. Le défendeur a-t-il été condamné à la pénalité imposée par la loi?

4. Dans l'affirmative, a-t-il payé, et quand?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): 1. Oui. 2 et 3. Le défendeur a été, le 11 mai 1894, condamné à une amende de \$150.00 et aux frais de la cause:

4. Cette pénalité a été payée le 15 septembre 1895.

La cause dont il s'agit ici n'est pas celle qui porte le numéro 3823, mais le numéro 3826. L'action numéro 3823 a été renvoyée. Il y a eu erreur de numéro à ce sujet dans la réponse donnée à l'interpellation de l'honorable député de L'Islet (M. F. - G. - M. D e c h e n i e r). Cette erreur se trouvait dans le rapport du percepteur du revenu qui l'a reconnue depuis et en a averti le département.

Demande de documents:

O. Fortin, juge

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi et Saguenay (M. H. Petit), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toutes plaintes, lettres et tous autres documents ayant rapport à la résignation de M. Onésime Fortin, de Saint-Urbain, de Charlevoix, comme juge de paix de sa paroisse.

Adopté.

Affaires Demers et Shortis

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état de dépenses faites dans les causes suivantes, jusqu'au 1er novembre 1895, savoir:

Frais de l'affaire Demers.

Frais de l'affaire Shortis.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Ces dépenses seront déposées aussitôt que le gouvernement les recevra en détail.

Adopté.

Bureaux d'enregistrements

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état du revenu de chacun des bureaux d'enregistrements de Montréal, Est et Ouest, d'Hoche-laga et de Jacques-Cartier, pour l'année 1894-95.

Ainsi que l'ensemble des frais de chaque bureau, pour l'année 1894-95.

Adopté.

Anses de Sillery

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. J. Shehyn),

qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de la correspondance, des rapports et négociations concernant la vente et l'affermage de cette partie des biens des Jésuites appelée: es anses de Sillery.

Il rapporte les offres qui ont été faites par d'importants marchands de bois pour l'achat de l'anse en question. Il regrette que depuis un certain temps, la valeur de ce domaine ait bien diminué, mais les hommes d'affaires qui désirent en faire l'acquisition pourraient faire beaucoup plus que quiconque pour la prospérité des anses de Sillery. Il demande à voir la correspondance à ce sujet.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Parle des députations qui sont venues le consulter sur cette question. Il dit qu'il n'a pas vu d'elles depuis le 6 novembre dernier. Le représentant du comté de Québec (M. C. Fitzpatrick), il sait que ce domaine est en mauvais état, mais il hésite à accepter l'offre d'achat de \$18 000 pour cette propriété qui était d'abord évaluée à \$75 000. Il est très conscient que la valeur de cette propriété a diminué grandement mais il aimerait bien connaître l'opinion de la Chambre sur cette question avant de prendre une décision.

La proposition est adoptée.

Loi des dentistes

M. V. ALLARD (Berthier): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. F. Martineau), que le bill (bill no 109) amendant la loi des dentistes soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Ce bill dont l'initiative revient à l'Association dentaire, autorise le bureau des examinateurs à accorder le diplôme de docteur en chirurgie dentaire aux étudiants et licenciés sous réserve des règlements qu'il peut imposer. Ce bill prévoit que la durée du cours soit portée à quatre ans, au lieu de trois ans, comme c'est le cas présentement.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit que ce n'est pas la première fois que les dentistes essayent de faire adopter ce bill. Chaque année, ils le présentent comme un bill public, de façon à ne pas fournir le dépôt de \$200 ou 5300. Il ne veut pas parler contre aucun des dentistes, mais il n'approuve pas la procédure qu'ils utilisent.

M. V. ALLARD (Berthier): Suggère que le bill soit adopté et qu'il soit renvoyé au comité de législation.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Soulève la même objection que le premier ministre et s'oppose à la perte de temps en Chambre. Il comprend pourquoi on devrait réintroduire ce bill après l'avoir renvoyé si souvent.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Permis de chasse

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Chambly (l'ho-

norable L.-O. Taillon), que, demain cette Chambre se formera en comité général, pour prendre en considération certaines résolutions concernant les honoraires pour permis de chasse et la location, pour les fins de chasse, de certains terrains impropres à la colonisation;

Adopté.

Colonisation

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Chambly (l'honorable L.-O. Taillon), que demain cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaine résolution concernant la colonisation dans certaines parties de cette province.

Adopté.

Chemins de colonisation

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que, vu, le budget supplémentaire soumis à cette Chambre pour l'exercice financier 1895-96, et l'urgence du paiement de certains travaux supplémentaires actuellement terminés, à même la somme de \$35 000 votée pour chemins de colonisation (item 4 dudit budget), une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant d'émettre son mandat en faveur du trésorier de cette province pour la somme de \$20 000, et assurant Son Honneur que cette Chambre en tiendra compte.

Adopté.

Subsides

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn) que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides).

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Parle de la fabrication du beurre et du fromage, du haras national, des cercles agricoles, des missionnaires agricoles et de la politique agricole en général.

Je prétends que le gouvernement distribue plus d'argent pour la colonisation dans les comtés conservateurs que dans les comtés libéraux.

Le gouvernement a dit beaucoup de bien du discours du député du Lac-Saint-Jean (M. J. Girard) en réponse au discours du trône. Le député de Lac-Saint-Jean a eu le beau rôle en cette affaire, car son comté a eu à lui seul \$24 000. des \$75 000 octroyés pour la colonisation et encore a-t-il fallu trois jours à l'honorable député pour composer sa réponse au discours prononcé par le député de L'Islet (M. F. - G. erreurs du commissaires de l'Agriculture et de la Colonisation.

Le système des cercles agricoles ne se forme en bien des cas que pour retirer le subside accordé. Le gouvernement a dépensé \$40 000 l'an

dernier et une grande partie de cet argent a été dépensé inutilement.

Je soutiens que l'établissement de compartiments froids sur les steamers n'a guère aidé à l'exportation du beurre. Ils ne font que développer de l'humidité ce qui est contraire à la préservation du beurre. J'ai moi-même demandé de l'espace dans ces compartiments pour expédier du beurre, mais on m'a fait des conditions telles en me forçant à faire mon expédition de Montréal que j'ai dû en refuser. Cela ne m'a pas empêché de vendre mon beurre pour aussi cher.

Je propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. G.W. Stephens) la motion suivante: Cette Chambre est d'opinion que pour remédier aux maux dont souffre l'agriculture dans cette province, il est urgent qu'elle s'enquière des moyens les plus sûrs et les plus expéditifs d'ouvrir des débouchés nouveaux et rémunérateurs à nos produits agricoles.

Pour appuyer ses paroles, il soutient que l'industrie laitière en hiver est une fraude, puisque les vaches veulent aussi un repos en hiver.

M. M. MCDONALD (Bagot): Je ne m'attendais pas prendre la parole dans ce débat ni à répondre à l'honorable député qui vient de s'asseoir. Mais je ne peux laisser passer cette occasion sans faire quelques remarques sur l'importante question de l'agriculture.

Le député de Montmagny (M. N. Bernatchez) nous a parlé de barrières. Eh bien, lorsque les conservateurs sont arrivés au pouvoir en 1892 ils ont fait sauter la barrière qui s'élevait dans la province de Québec. Quant à la barrière que le Parlement fédéral a élevée sur la frontière pour la protection de nos industries et de notre agriculture, il est opposé à ce qu'on la fasse disparaître, car ce serait la ruine du cultivateur canadien. Le député de Montmagny (M. N. Bernatchez) nous a vanté le marché des États-Unis, mais, il a oublié de nous dire quels sont aujourd'hui les prix des produits agricoles dans la république américaine.

Les prix sont bien meilleurs ici que là-bas. A Chicago, l'avoine se vend 10 cts, à Minneapolis 17 cts. Si nous prenons le porc maintenant, les journaux de commerce des États nous apprennent qu'il se vend 3c la livre; sur nos marchés il se vend encore de 6 à 7 cts. On constate la même réduction pour les produits de la ferme quant au beurre et au fromage, les cotes sont à peu près les mêmes dans les deux pays. Ce n'est donc pas de ce côté-là que nous devons diriger nos regards, mais bien du côté de l'Angleterre, si nous voulons avoir un bon marché pour nos produits agricoles.

On a critiqué la prime que le gouvernement a accordée pour encourager l'exportation du beurre. Cette prime a eu d'excellents résultats. Le gouvernement de l'Australie avait suivi auparavant la même ligne de conduite et aussi on a vu les exportations augmenter considérablement dans cette colonie dans l'espace de quelques années. Les exportations du beurre diminuaient d'année en année dans la province de Québec. Il fallait apporter remède à la situation, et le gouvernement

a alors décidé d'accorder une prime, ce qui a eu pour effet de doubler déjà l'exportation.

Au Danemark, le gouvernement s'est chargé, lui-même, d'expédier le beurre en Angleterre toutes les semaines, et l'on sait quelle a été la conséquence de cette sage politique. Le beurre danois occupe le premier rang sur les marchés anglais.

Les plaintes du député de Montmagny (M. N. Bernatchez) ne prouvent qu'une chose: c'est qu'il est un de ceux qui, par leur routine, luttent contre le progrès. Quoi qu'en dise le député de Montmagny (M. N. Bernatchez), la politique du gouvernement actuel a eu pour effet de stimuler l'exportation du beurre, ainsi que le prouvent les rapports et statistiques officiels.

A six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures

Subsides

M. M. MCDONALD (Bagot): On a dit qu'une seule maison de commerce a bénéficié de la prime à l'exportation du beurre. Cela vient de ce qu'on ne connaît pas les faits. La maison Ayer s'est chargée d'expédier en Angleterre différentes marques par petites quantités plutôt à titre d'essai, car il s'agissait d'introduire sur le marché anglais le beurre canadien et de le faire accepter de préférence aux produits des autres pays. Cette expérience a eu un plein succès et les maisons qui avaient reçu des envois canadiens ont fait des commandes considérables. Le marché anglais peut absorber toute notre production de beurre car son importation est énorme. D'un autre côté nous pouvons produire à meilleur marché que les autres provinces.

Ainsi dans Ontario la production est de trois livres de beurre par 100 livres de lait tandis que dans Québec elle est de cinq livres de beurre pour la même quantité de lait. Si on améliore les réfrigérants l'exportation du beurre dans cinq ans atteindra \$6 000 000.

Le député de Montmagny (M. N. Bernatchez) condamne maintenant tout ce qu'il approuvait quand son parti était au pouvoir comme le haras national dont il approuvait la fondation, les cercles agricoles dont il approuvait aussi l'établissement et tous les moyens dont le gouvernement actuel se sert pour promouvoir les intérêts des cultivateurs.

Grâce aux cercles et aux conférences qu'on critique tant aujourd'hui, l'instruction agricole se répand rapidement. Le *Journal d'agriculture* et l'augmentation de sa circulation démontrent que le public des campagnes veut s'instruire dans son art et recherche les moyens d'augmenter ses connaissances.

Le député de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechene) peut bien critiquer les cercles, car c'est un avocat et il ne fait que répéter les racontars des ennemis

du gouvernement. Quant au député de Montmagny (M. N. Bernatchez) sa conduite est un peu plus surprenante; mais encore on dit qu'il est plus fort en cabotage qu'en agriculture.

La critique s'est aussi exercée sur les comices agricoles, qui ont été souvent présidées par des membres du clergé, par des évêques même. Ces grandes conventions ont donné une nouvelle impulsion à l'agriculture.

Les conférenciers n'ont pas été non plus épargnés, et l'on prétend qu'ils sont trop nombreux. Et bien, il y avait des conférenciers sous le gouvernement Mercier, et les comptes publics mentionnent entre autres le nom de M. Nazaire Bernatchez, qui était sans doute chargé d'enseigner la routine. Aujourd'hui il y a plus de conférenciers, parce qu'il y a bien plus de cercles agricoles dans la province.

L'école de l'industrie laitière de Saint-Hyacinthe est la meilleure du genre non seulement de tout le Dominion, mais de tout le continent américain. Le nombre des élèves dépassera cette année trois cents; voilà autant de fabricants de beurre et de fromage de première qualité. Cette année, il y a un professeur danois attaché à cette école; c'est là une excellente chose pour notre province.

On insinue que le gouvernement Mercier votait des sommes d'argent beaucoup plus considérables pour les fins de l'agriculture. Mais les crédits que l'on accordait alors aux clubs de chasse, pour les courses, pour la fromagerie de MM. Bernatchez, père et fils, de Montmagny, étaient-ils destinés à promouvoir les intérêts agricoles? Les subsides que le gouvernement actuel fait voter pour les fins de l'agriculture ne sont pas employés pour les courses et autres amusements du même genre.

Le député de Montmagny (M. N. Bernatchez), nous a dit que la prime accordée pour le beurre est un acte de mauvaise politique et que l'on ne favorisera pas par là l'exportation du beurre, parce qu'il faut que les vaches se reposent en hiver si nous voulons qu'elles aient du lait en été. Et bien, dans notre district, on n'a pas eu cette crainte, et cet automne on a vu s'ouvrir 15 nouvelles beurries pour la fabrication du beurre en hiver.

Je dénonce énergiquement les efforts de ceux qui, par esprit de parti, veulent décourager ceux qui se livrent à l'industrie laitière parce que les prix de l'an dernier ont été peu élevés. La baisse du prix du fromage est due au mouvement ordinaire du marché; il y avait encombrement parce qu'on avait envoyé en Angleterre une quantité trop considérable de fromage à des prix trop élevés. Aujourd'hui le beurre et le fromage ont repris un cours plus satisfaisant et les cultivateurs peuvent être certains que les prix dans les saisons prochaines seront rémunérateurs.

Du reste la réduction de prix s'est fait sentir dans tous les pays.

L'Opposition joue un bien triste rôle lorsqu'elle veut blâmer le gouvernement actuel de sa politique agricole. La classe agricole saura reconnaître en temps et lieu les mérites de ceux qui

travaillent dans son intérêt et nous, députés représentant la classe agricole, nous défendrons l'honorable commissaire de l'Agriculture.

Nous avons en lui un cultivateur pratique qui, malgré sa fortune et ses occupations, se dévoue au progrès de l'agriculture en cette province. Au lieu de reconnaître ses services les libéraux cherchent à répandre le ridicule sur son oeuvre. Et bien, chaque fois qu'ils agiront ainsi, ils peuvent être certains de trouver dans cette Chambre des députés conservateurs, cultivateurs eux-mêmes, pour défendre le ministre de l'Agriculture, et aux prochaines élections les cultivateurs auront montré leur reconnaissance pour celui qui dirige aussi habilement le mouvement agricole dans notre province et pour ses collègues.

M. H. CARON (Maskinongé): Prend la parole.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Caron, Dechène, Girard (Rouville), Gladu, Gosselin, Laliberté, Lemieux, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 18.

Contre: MM. Allard, Augé, Beaubien, Beauchamp, Cartier, Cholette, Chicoyne, Desjardins, Doyon, Duplessis, Flynn, Greig, Hackett, King, McDonald, McClary, Magnan, Morin, Martineau, Nantel, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Ste-Marie, Spencer, Taillon, Tétreau, Villeneuve, 31.

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

En comité:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose;

1. Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des cercles agricoles et pour l'encouragement de l'agriculture, en général; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture, Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'agriculture: pour l'année finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles vétérinaires: pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas douze mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la province de Québec, et pour l'inspection des syndicats de beurre et de fromage, statuts révisés du Québec, Art. 1753a et 1753e, 54 Victoria, chapitre 20, en vertu de l'ordre en conseil no 75. du 24 janvier 1891; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'industrie laitière, l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromage, l'achat de machines et d'améliorations pour l'école d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, prime à l'exportation de beurre frais et concours de produits laitiers; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la province de Québec; subvention pour la construction de l'école d'industrie laitière, Saint-Hyacinthe, en vertu d'un contrat; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la culture des arbres fruitiers; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Bureau provincial d'analyse des industries agricoles et autres; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions étant lues deux fois, il est ordonné que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à plus tard.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 40) intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer central de Leeds" avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Compagnie de chemin de fer central de Leeds

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 40) intitulé: "Loi constituant

en corporation la Compagnie du chemin de fer central de Leeds.

Les amendements sont lus pour la première fois.

La séance est levée à onze heures quarante-cinq.

Séance du 3 décembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures quarante-cinq.

Code municipal

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial nommé pour examiner tous les amendements proposés comme devant être faits au code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a élu Joseph Marion, écuyer, pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

Code de procédure civile

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité conjoint des deux Chambres chargé d'étudier les rapports faits par la Commission de la refonte du code de procédure civile. Voici le rapport:

Votre comité recommande qu'un ou des sténographes soient employés pour noter les observations importantes qui pourraient être faites dans la discussion.

Adopté.

Rapports de comités:

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 77) constituant en corporation l'Association protectrice de bienfaisance du Canada, et y a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a, de plus, examiné le bill (bill no 61) ratifiant les actes de vente et l'adjudication entre les héritiers et représentants de Joseph Robereau-Duplessis et de son épouse Marie-Catherine Cardinal et Louis-Félix Robereau-Duplessis et y a fait un amendement. Votre comité désire attirer l'attention de votre honorable Chambre sur le principe et les dispositions de ce projet de loi, et laisse à la Chambre de les apprécier et de prononcer sur la légalité de cette législation.

Quant au bill (bill no 34) amendement la charte de la cité de Montréal, votre comité a l'honneur de faire rapport que le préambule du bill n'est pas encore prouvé, vu que les raisons données à l'appui de la mesure n'ont pas été jugées suffisantes par la majorité de votre comité.

Interpellations:

Procès de N. Demers

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Quelles ont été les dépenses occasionnées par le procès

de Napoléon Demers y compris le coût de l'enquête du coroner, de l'enquête préliminaire, du procès lui-même, les salaires des employés permanents et autres, le coût de l'assignation des jurés qui n'ont pas servi pendant ce temps, le montant de leur indemnité et les frais de sténographie.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): La réponse à cette interpellation se trouve dans les documents dont la Chambre a ordonné la production le 2 décembre courant.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Combien a-t-il été payé au docteur Draper, le médecin américain appelé comme expert de la couronne dans le procès Napoléon Demers?

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Même réponse qu'à l'interpellation précédente.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Quel a été le surplus des dépenses occasionnées par la formation d'un jury mixte en l'affaire Napoléon Demers?

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Le gouvernement n'a aucun moyen de constater la différence exacte entre le coût d'un procès où une langue seule est employée et le coût de celui où le jury est mixte.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Le procureur général a-t-il donné des instructions à ses substituts au sujet d'un nouveau procès à l'accusé Napoléon Demers?

Dans l'affirmative, quelles sont ces instructions?

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Il serait contraire à l'intérêt public de répondre maintenant à cette question.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Pourquoi n'a-t-il pas été accordé un jury parlant la langue de la défense, dans l'affaire Napoléon Demers?

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Parce que la loi permet seulement à l'accusé de demander à subir son procès devant un jury composé, pour moitié, de personnes versées dans la langue de la défense.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Le procureur général a-t-il, en août et septembre derniers, été consulté par ses substituts, à Montréal, au sujet de la formation du jury à être assermenté dans le procès de Napoléon Demers accusé de meurtre?

Dans l'affirmative, quelle a été sa ou ses réponses?

Les substituts du procureur général, ou l'un d'eux, sont-ils ou est-il venu à Québec à ce sujet?

Dans l'affirmative quand et lequel des deux?

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Il serait contraire à l'intérêt public de répondre maintenant à cette question.

**Docteur G. Villeneuve,
expert médical**

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Le docteur Georges Villeneuve a-t-il occupé la position de médecin expert de la couronne dans le procès de celle-ci contre le meurtrier Shortis?

Dans l'affirmative, quel montant a-t-il reçu?

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): La réponse à cette interpellation se trouve dans les documents dont la Chambre a ordonné la production le 2 décembre courant.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Le docteur Georges Villeneuve est-il requis d'être, tous les jours, à l'asile de la Longue-Pointe?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Le docteur Villeneuve est requis de faire son devoir et il le fait à la satisfaction du gouvernement.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Le docteur Georges Villeneuve demeure-t-il à la Longue-Pointe, comme les surintendants qui l'ont précédé?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Toute correspondance adressée au docteur Villeneuve est envoyée à la Longue-Pointe.

Le gouvernement et les intéressés étant, du reste, satisfaits du service du docteur Villeneuve, il n'y a pas lieu de rechercher si son domicile est loin ou près de l'asile.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Le docteur Georges Villeneuve est-il assistant-médecin surintendant de l'asile Saint-Jean-de-Dieu?

Dans l'affirmative, quel salaire reçoit-il?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Le docteur Villeneuve est assistant-surintendant, mais en vertu de la loi, il remplit les devoirs de surintendant médical de l'asile de la Longue-Pointe.

Son salaire, tel que fixé par ordre en conseil, est de \$1 200.00.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Le docteur Georges Villeneuve est-il surintendant médical de l'asile Saint-Jean-de-Dieu, de la Longue-Pointe?

Dans l'affirmative, quel salaire reçoit-il?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Même réponse qu'à l'interpellation précédente.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): 1. Le docteur Georges Villeneuve occupe-t-il la position

d'assistant-médecin autopsiste du gouvernement de cette province?

2. Dans l'affirmative, quel salaire reçoit-il?

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): 1. Le docteur Villeneuve est appelé assez souvent par le coroner de Montréal comme médecin autopsiste. 2. Il n'a aucun salaire fixe, mais est payé, pour chaque cas, d'après la loi.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): 1. Le gouvernement actuel a-t-il payé au docteur Georges Villeneuve une somme quelconque pour lui permettre d'aller en Europe étudier les maladies mentales ou la médecine légale?

2. Dans l'affirmative, combien?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester):

1. Oui. 2. \$250.00.

Ouvrages du révérend P. Lacasse

M. A. GIRARD (Rouville): Le gouvernement a-t-il, depuis le 1er janvier 1892, acheté quelques-uns des ouvrages écrits par le révérend P. Lacasse?

Dans l'affirmative, lesquels?

Quelle somme a été dépensée à cette fin?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester):

Le gouvernement a acheté les ouvrages suivants:

Le prêtre vengé.	\$14.00
Autour du drapeau.	16.00
	<hr/> \$30.00

Documents:

Destitutions de W. Clapperton, J. Pitre et J. Gilker

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 6 novembre 1895, demandant copie de la correspondance et des ordres en conseil relatifs aux destitutions de William Clapperton et Jérémie Pitre, comme agents des Terres de la couronne, dans le comté de Bonaventure, et aussi de celle de J. Gilker, comme gardien de la prison de New-Carlisle. (Document de la session no 76)

Société bienveillante des ouvriers de navires de Québec

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 27 novembre 1895, pour une copie de la correspondance échangée entre la Société bienveillante des ouvriers de bord, la Chambre de commerce de Québec et le gouvernement, au sujet des règlements de ladite société. (Document de la session no 77)

Elections des députés

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le

représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), que le bill (bill no 6) relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative de la province de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Monsieur l'Orateur,

En me levant pour proposer la seconde lecture du projet de loi intitulé: "Loi relative à l'élection des députés à l'Assemblée législative du Québec", je demanderai à la Chambre de me permettre de proposer en même temps la seconde lecture du projet de loi intitulé: "Loi amendant la loi des élections contestées de Québec". Les deux sont intimement liées l'une à l'autre; la dernière n'est, pour ainsi dire, que le complément et la sanction de la première.

Ces deux projets de loi sont d'une grande importance et sont nécessités par l'état de choses qui existe aujourd'hui dans la province de Québec. Je dis dans la province de Québec, pour la seule raison qu'en parlant à cette Chambre, je n'ai pas mission de proposer de lois pour le gouvernement du Canada, ni pour aucune autre des provinces qui le composent. Je ne veux pas prétendre que ce qui existe dans la province de Québec n'existe pas dans les autres parties du Dominion, mais je constate simplement le mal dans cette province et je veux y apporter le remède que la constitution nous permet d'y apporter.

En 1875, nous avons passé une loi électorale qui, dans le temps, avait été considérée par plusieurs comme étant d'une grande sévérité, mais cette sévérité que l'on redoutait avait été nécessitée par les abus auxquels les élections avaient jusqu'alors donné naissance.

L'Angleterre nous avait donné ses lois électorales et son système de gouvernement par les représentants du peuple. Naturellement, un grand nombre des abus qu'avait fait naître le système en Angleterre l'accompagna au Canada. L'on se rappelle encore comment se faisaient les élections avant 1875, la corruption qui se pratiquait, l'achat presque ouvert des votes, les rixes, les désordres apportés dans les paroisses et les "triumphes" où l'on célébrait la victoire de celui qui l'avait emporté sur son adversaire.

On ne contestait pas avant ce temps la validité des élections devant les tribunaux, mais celui qui avait à se plaindre du succès indu de son rival, était obligé de le traduire devant un comité de la Chambre et, si je dois en croire ce que j'ai entendu dire, le comité décidait invariablement en faveur du candidat ministériel contre le candidat qui avait le malheur d'appartenir à l'Opposition; de sorte que, comme il n'y avait pas ou peu de sanction à la loi contre la corruption, celle-ci tendait toujours à devenir de plus en plus grande, jusqu'à ce qu'enfin, adoptant et modifiant les lois qui avaient été passées en Angleterre en 1868 et en 1872, on parvint pendant un certain temps à enrayer un mal qui menaçait de rendre nos institutions représentatives un simulacre de gouvernement par le peuple.

Je crois que je peux dire avec vérité que, pendant un certain temps, la nouvelle loi fonctionna avec succès, l'atmosphère politique s'est assainie et deux résultats surtout surgirent de la

loi de 1875, savoir: une pureté plus grande dans les élections due à la sévérité des peines édictées par les nouvelles dispositions statutaires et, en second lieu, une plus grande liberté dans l'exercice du droit de vote due à l'introduction du scrutin secret.

Mais je dois le dire, et tout le monde l'admettra avec moi, à mesure que le peuple se familiarisa avec la loi, à mesure que les agents électoraux en connurent mieux les dispositions, on trouva des moyens nouveaux d'éluder la loi et quelquefois ces dispositions mêmes servirent de prétexte très avantageux pour permettre la dépense de sommes considérables; les tribunaux aussi, après avoir appliqué la loi sans la tempérer par la miséricorde, devinrent peu à peu moins sévères et, enfin, ce qui contribua le plus à mettre à néant l'effet de la loi de 1875, fut le système que l'on est convenu d'appeler "le pairage des élections".

Comparons ce qui est arrivé en Angleterre avec ce qui a eu lieu dans la province de Québec. En Angleterre, depuis 1868, la tendance de la législation a toujours été de rendre l'électeur absolument indépendant de toutes les influences que l'on pouvait exercer sur lui pour lui faire donner un vote autre que celui dicté par sa conscience. Dans la province de Québec, au contraire, on n'a pas amélioré la loi de 1875 dans le même sens et la législation est venue à l'aide de ceux qui voulaient rendre la loi moins sévère: Par exemple, on a rendu les contestations d'élections plus difficiles en exigeant un dépôt de \$1 500.00 au lieu de \$1 000.00; en forçant le pétitionnaire à mettre dans sa pétition même les détails de tous les actes de corruption qu'il allègue contre son adversaire et en le forçant à appuyer ses allégués d'un serment pour chaque cas. On a même été, ce qui détruit complètement l'économie de la loi, jusqu'à exempter le candidat de la nécessité dans laquelle la loi le mettait de rendre publiquement un compte de toutes les dépenses qu'il avait faites pendant l'élection.

Quel a été le résultat dans la province de Québec? Loin de moi l'idée de vouloir déprécier ma province: je crois qu'elle est aussi morale, peut-être plus morale que les autres provinces du Dominion; mais, enfin, nous sommes ici pour dire la stricte vérité et quand bien même cela déplairait à quelques-uns de mes concitoyens, je leur dirais comme le disait un ancien célèbre: "Mes concitoyens, si je vous blâme et vous dis la vérité, c'est parce que je vous aime". Une des conséquences de la législation que nous avons maintenant sur les élections et sur les élections contestées, c'est que les dépenses des candidats deviennent tellement fortes que ceux qui n'ont pour toute fortune que leurs talents et leur respectabilité hésitent longtemps avant d'accepter la candidature. On a inventé toutes sortes de moyens par lesquels, sous prétexte d'exigence politique, on soutire de l'argent au candidat et à ses amis. Ainsi, n'est-il pas vrai que l'on est obligé aujourd'hui de donner de l'emploi à des messagers, à des copistes, à des secrétaires sans nombre? N'est-il pas vrai que, dans certaines paroisses, aussitôt que commence

une élection, le quart, la moitié des cultivateurs embrassent le métier de cochers et se font engager sous les plus futiles prétextes pour mener soit les candidats, soit leurs amis? J'en connais même qui, lorsqu'il s'agit des assemblées publiques tenues dans une paroisse, pour plusieurs paroisses environnantes, se mettent cochers pour se transporter les uns les autres à ces assemblées et présentent ensuite aux candidats des comptes d'apothicaires. La même chose arrive pour les villes, et, si je suis bien informé, il y a un certain district électoral dans une certaine ville où, à la veille de l'élection, il faut déposer \$2 000.00 entre les mains d'un comité de cochers pour être distribué parmi leurs confrères. N'est-il pas vrai qu'on a entendu dire qu'il s'est formé des clubs ou associations qui, sous prétexte de se faire payer le loyer de leurs appartements, se sont fait remettre des sommes considérables d'argent qui, en fin de compte, n'étaient employées que pour leurs propres besoins? N'est-il pas vrai qu'il a été constaté devant les tribunaux de justice à maintes reprises que, pour corrompre des paroisses entières, on a engagé une armée de gardiens de jour et de nuit sous prétexte qu'il y avait du danger pour la paix publique?

Enfin, il est parfaitement constaté que, dans certaines parties du pays, on attend les élections comme une manne et, à ce propos, j'ai entendu raconter une anecdote fort plaisante. Un homme à qui il était dû des rentes dans une certaine partie d'un comté, s'avisait d'aller lui-même les collecter. A la première maison dans laquelle il entra pour demander son dû, le chef de la famille lui répondit: "Mon cher monsieur, nous sommes bien pauvres; nous croyions avoir une élection cette année, mais il paraît qu'elle a été remise l'année prochaine; nous vous paierons dans ce temps-là."

Certains comtés sont tarifés et, avant de s'y présenter, l'on informe le candidat qu'il lui faudra dépenser telle somme ou qu'il lui faudra la déposer entre les mains d'un tel ou d'un tel. Moi-même, Monsieur l'Orateur, étant dans une paroisse passablement élevée de Québec et dormant tranquillement le soir, après une journée de travail et de discours, je fus éveillé par trois messieurs qui se présentèrent à moi et qui commencèrent par me dire que de l'autre côté on avait beaucoup d'argent et "d'organisation". Comme j'avais hâte de retourner à mon repos, je leur demandai en définitive ce qu'ils voulaient, et remarquez bien que la paroisse était une paroisse qui contenait à peine 300 électeurs, alors, celui qui paraissait être le porte-parole me dit: "Eh bien. Monsieur, dans cette paroisse-ci, il faut \$3 400 et si vous ne les avez pas, vous pouvez dire à votre candidat que c'est inutile de continuer la lutte."

Ces exemples, Monsieur l'Orateur, tirés de l'histoire politique des élections dans cette province, dépeignent peut-être d'une manière exagérée la corruption électorale qui y règne, mais je suis certain d'être l'écho fidèle de tous ceux qui ont de l'expérience en pareille matière, qui se sont mêlés d'élections depuis quelques années, lorsque je dis que nous sommes arrivés à un état de

choses dans la province de Québec auquel il faut absolument mettre un frein, si nous voulons que cette Chambre soit une institution où soient représentées les vraies opinions du peuple.

Quelles sont les conséquences de cet état de choses? C'est d'abord, comme je l'ai dit il y a un instant, que l'homme qui n'a pour le recommander que ses talents et son honorabilité, ne pourra plus se présenter si le mal continue à augmenter dans la même proportion, ou bien, s'il se présente, il s'endettera pour tout le reste de ses jours, et l'on a vu des juges distingués qui, après avoir été sur le banc pendant 13, 14 et 15 ans, sont morts justement le lendemain du jour où ils avaient réglé leurs dernières dettes d'élections. Mais, Monsieur l'Orateur, le jeune homme qui se présente sans torture, qui devient candidat, qui se soumet aux extorsions de ceux qui font des élections un métier et qui est obligé de demander de l'aide, ne conserve plus cette indépendance essentielle à tout bon député. Il s'est déjà présenté dans notre histoire politique de grandes questions où tout le monde devait voter suivant sa conscience et peut-être, Monsieur l'Orateur, que si nous n'avions pas eu dans nos assemblées délibérantes des hommes qui avaient été obligés de demander du secours pour se faire élire, au lieu d'être les représentants de ceux qui leur avaient donné du secours, ils auraient été les vrais représentants de leurs mandats.

D'où sont venus les scandales dont nous avons entendu parler dans notre histoire politique? Et ici, je fais absolument abstraction de personnes et de partis. Je parle comme un historien qui a vu et qui sait comment s'est passé ce qu'il relate. Dans bien des cas, l'argent qui, directement ou indirectement, a été déboursé de sa source légitime, l'a été non pas pour l'enrichissement de celui qui le prenait, mais pour faire des fonds électoraux, qui dans notre pays et d'après nos moeurs, sont devenus une nécessité absolue. Suivons la marche des événements. Partons du principe admis qu'il faut aujourd'hui de l'argent pour faire les élections, que les élections ne se font pas pour des prières comme on l'a encore dit dernièrement, et qu'il faut quelque chose de plus substantiel. Eh bien, cet argent il faut le trouver. Or, dans notre province, on est généralement trop pauvre pour que les souscriptions désintéressées viennent grossir le fonds électoral sans qu'on ait été obligé de passer le chapeau à plusieurs reprises. Souvent, après des supplications et des prières et des démarches sans nombre, l'on s'en revient avec un magot bien peu considérable. Alors, Monsieur l'Orateur, on saigne l'entrepreneur public, on lui fait donner une part de ce qu'il gagne à même son contrat de gouvernement ou de la municipalité pour laquelle il travaille. Qu'arrive-t-il? C'est que, de son côté, l'entrepreneur saigne le gouvernement en ce sens qu'il est obligé de mettre dans ses prix une somme assez considérable pour lui permettre de réaliser, non pas seulement un profit légitime auquel il a droit, mais aussi cette partie encore plus considérable peut-être qu'il est obligé de payer à celui

qui lui donne ou lui fait obtenir le contrat. Et un jour le scandale éclate, le ministre prévaricateur tombe, mais il n'y a pas que lui qui souffre: la réputation de la province toute entière en est éclaboussée.

Monsieur l'Orateur, n'est-ce pas là une peinture fidèle de ce qui est arrivé et n'est-il pas vrai que, si le système qui a cours aujourd'hui dans la province continue, augmente, l'histoire du passé se répétera et la province en souffrira davantage aux yeux de l'étranger?

Il y a un autre abus, alors plus terrible encore, peut-être, que ce que l'on appelle la corruption électorale proprement dite: c'est l'abus des boissons enivrantes pendant les élections. Sur ce point, Monsieur l'Orateur, soyons sincères; nous disons les choses telles qu'elles sont. La boisson joue dans nos élections publiques un rôle qu'elle ne devrait pas jouer. J'aimerais bien qu'il nous fut possible d'instituer une enquête devant un comité qui, entre autre mission, aurait celle de forcer les débitants de boissons à venir montrer devant le comité leurs livres pour prouver la quantité de boissons qui se dépense à raison des élections et pendant les élections. On serait certainement surpris et l'on verrait qu'il est temps de mettre une digue au mal qui nous envahit.

S'il y a une chose qui doit-être sacrée pour nous, c'est la liberté de discussion. En effet, dans cette province malheureusement, il n'est pas donné à tous les électeurs, surtout à ceux qui sont éloignés des grands centres, de s'instruire sur les choses de la politique par la lecture des journaux et alors, pour notre pays, il devient extrêmement important que ceux qui se proposent de jouer un rôle dans la politique puissent non seulement exprimer librement devant les électeurs les opinions qu'ils entretiennent, mais qu'ils puissent aussi faire l'éducation politique du peuple par leurs discours. Or, s'il y a un ennemi et un ennemi puissant de la discussion libre, de la discussion profitable, c'est la boisson dans les assemblées publiques, et combien de fois n'avons nous pas vu des assemblées publiques troublées, empêchées même, par suite de ce que quelques-uns des assistants avaient abusé des liqueurs enivrantes.

Dans certains comtés, on commence, dès avant le jour de l'appel nominal, à transporter la boisson de paroisse en paroisse. On la distribue ensuite à domicile, et dans bien des maisons où jamais la boisson n'était entrée auparavant, on voit la cruche ou le flacon à l'abri même de la croix de tempérance. Plus le jour de la votation approche, plus la boisson se distribue, et dans les trois ou quatre jours avant le poil, on sait parfaitement bien que dans bien des comtés on tient des assemblées ou plutôt des veillées «de rangs», et dans le cabinet, à côté de la chambre où se tient la pseudo assemblée, il y a une assemblée bien plus nombreuse de ceux qui trinquent et se soûlent à la santé et aux dépens du candidat. On sait que dans certaines paroisses, et ceci a été constaté dans des contestations d'élections, on a transporté la boisson par cruche de grange en grange pendant la nuit; de sorte pas un électeur n'en est resté dépourvu. En une seule paroisse isolée, un mar-

chand a juré avoir vendu pour \$600.00 de boissons en esprit à un candidat. Je dis, Monsieur l'Orateur, que le mal est grand, le mal est immense. Il grandit tous les jours et il faut que cette Chambre soit assez courageuse pour appliquer à ce grand mal un grand remède.

J'ai reçu plusieurs députations de Montréal et de Québec, de la part des épiciers et des hôteliers, me demandant de tempérer la sévérité du projet de loi quant à la vente et au débit des boissons pendant les élections. Comme on a pu le voir, la loi défend la vente, la dation, le prêt, la livraison de boissons enivrantes le jour de la votation, la veille et le lendemain. On a objecté que si pareilles dispositions passaient, elles causeront un tort considérable à ceux qui débitent de la boisson. Je ne doute nullement de la vérité de ces représentations, mais, enfin, quoique la vente de la boisson, dans les conditions voulues par la loi, soit un commerce légitime et honnête, on sait qu'on est obligé de la réglementer par des lois sévères et de l'entourer de toutes les précautions possibles pour qu'elle ne dégénère pas en abus. En proposant une loi de la nature de celle que je propose à la considération de la Chambre, il faut se rappeler que le but vers lequel nous tendons est de travailler dans l'intérêt de la société et, pour atteindre ce résultat désirable, nous sommes quelquefois obligés de nuire aux intérêts particuliers des individus. Cependant, je dois dire que les demandes faites par certaines députations qui m'ont fait l'honneur de me rencontrer sont justes, et que je m'appliquerai à les rencontrer autant que l'intérêt public le permettra.

Mais encore une fois, Monsieur l'Orateur, je dis que l'abus des boissons enivrantes dans les élections est un mal terrible qui envahit le pays et qui menace de nous empêcher d'avoir des élections libres, des élections intelligentes, si je puis m'exprimer ainsi, des élections où les gens voteront en connaissance de cause et pour le candidat que leur conscience choisira. Oui, l'abus des boissons enivrantes et la corruption sont deux maux contre lesquels il faut se garder, et si nous ne les déracinons pas, nous diminuerons l'utilité de cette Chambre et l'utilité des institutions dont nous sommes si fiers.

On objecte qu'il est impossible au moyen de la législation de rendre le public meilleur ou plus moral.

Ceci, à mon sens, n'est vrai ni en théorie ni en pratique. Il est bien vrai que l'homme doit naturellement obéir à sa conscience d'abord, qu'il doit se laisser guider par sa conscience et par les règles des lois morales; mais on ne niera pas que bien souvent les châtimens imposés par les lois viennent en aide aux lois morales et produisent des effets salutaires; autrement, il faudrait dire que tout notre code de lois criminelles est inutile ou d'une utilité problématique.

Mais restons dans les limites de la matière qui nous occupe.

Qu'est-ce qui s'est passé chez nous⁹ Personne ne niera, comme je l'ai dit au commencement, que la loi de 1875 n'ait été d'un grand effet au

point de vue de l'indépendance des élections. Voyons maintenant ce qui s'est passé en Angleterre: je ne remonterai pas au-delà de l'année 1894, pendant laquelle a été passé l'acte 17 et 18 Victoria, chapitre 102. L'on sait que la corruption électorale était tellement grande dans le Royaume-Uni que cette nation qui faisait l'admiration du monde, était devenue la fable de l'univers à cause de la manière dont ses élections étaient conduites. On se rappelle que les bourgs s'appelaient "pocket boroughs" parce qu'il était compris qu'on les achetait comme on achète un morceau de terre ou un troupeau de moutons.

En 1863, on passa la loi 26-27 Victoria, chapitre 29, appelée "An Act to amend and continue the law relating to corrupt practices at elections of members of Parliament."

En 1868, on passa la loi 31-32 Victoria, chapitre 125, connue sous le nom de "The Parliamentary elections' Act."

Mais le mal allait toujours en grandissant. La loi semblait ne pouvoir atteindre ceux qui persistaient à corrompre l'électorat. Alors, en 1869, la Chambre des communes institua une grande enquête pour découvrir la vraie source du mal et le remède qu'on devait y apporter. Dans son discours du trône, Sa Majesté s'était exprimée ainsi: "Je vous recommande de vous enquerir de la manière dont on s'y prend maintenant pour procéder aux élections parlementaires et municipales et de considérer s'il n'est pas possible de pourvoir à de plus grandes garanties pour leur intégrité, leur pureté et leur liberté." Le 16 mars 1869, un comité composé de 21 membres des plus importants de la Chambre des communes fut formé. Entre autres noms, on y trouve ceux du marquis de Hartington, maintenant Duc de Devonshire, de MM. Bright, Cross, Raikes, Stavely Hill, Wm. Henry Smith, Sir Michael Hicks Beach, M. James, procureur général. Le comité, siégea du 22 mars au 23 juillet, entendit un nombre très considérable de témoins de toutes les parties de l'Empire et fit un rapport des plus élaborés. Entre autres expressions d'opinion, je trouve celle-ci de M. Bright, page XIII du rapport.

Ici, le procureur général cite la conclusion à laquelle M. Bright en était venu et dans laquelle il exprimait l'opinion que les modes les plus efficaces de purifier les élections seraient d'adopter le scrutin secret et d'empêcher autant que possible l'abus des boissons enivrantes.

Le rapport du comité suit en général la ligne indiquée par M. Bright et recommande la clôture des auberges la journée de la nomination et du poll, et le vote au scrutin secret; mais ce ne fut qu'en 1872 que la Chambre des communes adopta les recommandations du comité et les incorpora dans un acte connu sous le nom de Ballot Act. 1872. 31-32 Victoria, chapitre 125.

Notre loi de 1875 fut tirée des lois anglaises alors existantes.

Et c'est ICI que j'attirerai l'attention de la Chambre sur le fait que j'ai mentionné. Il y a un instant, savoir: qu'en Angleterre, on est toujours

devenu de plus en plus sévère, tandis qu'ici on s'est relâché de l'austérité de notre loi primitive.

En 1879, la Chambre des communes anglaise adopta la loi 42-43 Victoria, chapitre 75, intitulée: "The Parliamentary elections and corrupt practices Act 1879."

Et que l'on remarque bien que les dispositions de ce dernier acte étaient encore bien plus sévères que celles contenues dans les lois précédentes. Ceci n'empêcha pas qu'après les élections de 1880, on s'aperçut que la loi n'allait pas assez loin. On fit une nouvelle enquête pour trouver des moyens plus efficaces contre la corruption, et tous les ministres, tous les ambassadeurs, tous les envoyés des cours d'Europe, furent chargés par le gouvernement impérial de lui envoyer un précis des lois électorales existantes dans les pays auxquels ils étaient accrédités.

Le Parlement anglais, après avoir longtemps étudié, après avoir longtemps délibéré, ayant sous les yeux les enquêtes qui s'étaient tenues depuis 1879, les rapports contenant les lois des différents pays d'Europe, passa cet acte de 1883, appelé: "The corrupt and illegal practices prevention Act 1888, 46-47, chapitre 51."

Le projet que j'ai l'honneur de soumettre maintenant à cette Chambre est, comme je l'ai dit lors de la première lecture, tiré en grande partie, je dirai même calqué sur la loi impériale telle qu'elle existe aujourd'hui.

Pour en venir à la question que je me suis posée avant de faire l'histoire de la loi électorale en Angleterre, savoir: y a-t-il moyen par une législation quelconque de rendre le peuple meilleur et plus moral, je vous demanderai de constater avec moi ce qui se passe aujourd'hui en Angleterre lors des élections et de comparer l'état de choses actuel avec ce qui se passait autrefois, du temps des "pocket boroughs" et de l'achat en bloc de l'électorat.

Cette même question a été soulevée à la Chambre des communes et je trouve que le procureur général, Sir Henry James, Sir Henry H. Fowler et M. Parnell ont constaté qu'au contraire la législation électorale avait assaini les élections dans le Royaume-Uni. Je constate de plus que l'un des témoins entendus devant la commission, le colonel Torrens, qui avait été député dans l'Australie du Sud, vint donner son expérience non seulement au point de vue de l'Angleterre, mais aussi au point de vue du résultat obtenu par la législation dans la colonie d'où il venait.

Le procureur général lit les opinions de Sir Henry James, Sir Henry H. Fowler et du colonel Torrens, Hansard de 1893, pages 1675, 1697 et 1947, et rapport du comité, page 388, paragraphes 1637 et suivants:

Qu'arrive-t-il aujourd'hui en Angleterre? Et le témoignage que je vous donne aujourd'hui en est un que j'ai recueilli sur les lieux mêmes en 1892, quelque temps après les élections qui portèrent M. Gladstone au pouvoir. J'avais dès lors en vue la confection d'une loi électorale pour la province de Québec et je pris la peine de consulter tous les avocats que je rencontrai sur le plus ou moins de

corruption qui existe aujourd'hui dans le Royaume-Uni. On fut unanime à me déclarer que, aujourd'hui, l'achat des votes était chose presque inconnue et que les élections se faisaient sans aucune corruption quelconque. Le fait est qu'après les élections que je viens de mentionner, il n'y eut que 5 ou 6 contestations dont la plupart étaient faites sur l'influence indue exercée en Irlande.

Mais pour vous donner une idée de la sévérité de la loi, une des élections, celle de M. James, non pas le procureur général que je viens de mentionner, était contestée. Il fut prouvé que, hors la connaissance du candidat, son fils avait acheté des cartes appelées: "Hat Cards", portant le portrait de son père et les mots: "Vote for James". Il fut prouvé que cette carte avait été distribuée et que plusieurs électeurs en portaient sur leurs chapeaux. Non seulement l'élection de Mr. James fut annulée, mais, de par la loi, il fut privé du droit de se présenter pendant les sept années qui suivaient le jugement rendu contre lui.

On me dira sans doute: mais on dépense encore énormément d'argent aujourd'hui en Angleterre, au sujet des élections; on entend parler de souscriptions extraordinaires par tel ou tel membre de l'aristocratie. Il est vrai, Monsieur l'Orateur, que la politique coûte encore cher en Angleterre, mais, au lieu d'employer l'argent aujourd'hui à corrompre l'électorat, on l'emploie à organiser dans toutes les parties du Royaume-Uni des clubs politiques où l'électeur va s'instruire soit en écoutant les discours et les conférences d'hommes distingués comme Salisbury et Gladstone, Roseberry et Balfour, le duc de Devonshire ou John Morley, ou en lisant les journaux anglais, les revues et toute la littérature politique si abondante en Angleterre.

Quand on voit à Londres des clubs politiques comme le "Reform Club", le "Carleton Club", le "Junior Constitutional Club", avec une liste de membres dépassant six mille chacun, on peut comprendre que l'organisation politique en Angleterre coûte encore une somme considérable d'argent, mais comme je l'ai dit, il y a un instant, cet argent est dépensé aujourd'hui non pour corrompre et rabaisser l'électeur, mais pour le relever et l'instruire.

Autrefois, là comme ici, une nuée de parasites se précipitait sur le candidat aussitôt que l'élection était annoncée; chacun attendait sa part du gâteau électoral. Aujourd'hui, il n'y a qu'un certain nombre bien déterminé d'employés qui peuvent être payés. De là, diminution considérable dans les dépenses d'élections; diminution extraordinaire dans le degré de corruption et comme résultat final, la véritable expression de l'opinion des électeurs sortant de l'urne électorale. Voici encore comment s'exprime le procureur général, Sir Henry James tel que je trouve ces paroles dans le Hansard de 1883, aux pages 1700 et 1702; ces paroles semblent avoir été prononcées pour nous.

"Les agents d'élection n'ajoutent de la force à aucun parti. Que les deux partis luttent sans eux. S'il n'y en avait pas du tout, on verrait la véritable

force de chaque partie démontrée d'après les convictions véritables de ceux qui alors travailleraient et se jetteraient dans la mêlée. Les candidats s'en remettraient alors au zèle et à l'enthousiasme de ceux qui lutteraient volontairement pour la cause qu'ils considéreraient être la meilleure. Une élection ne dépendrait pas alors de l'habileté cauteleuse déployée par un agent d'élection mettant tout son savoir au service de sa cause contre ceux qui seraient nouveaux et sans science...

Le projet de loi est présenté pour protéger les candidats contre la corruption proprement dite, mais aussi pour les défendre contre une classe d'hommes qui voient venir les élections avec délices à cause de l'argent qu'elles leur rapportent".

La Chambre me permettra peut-être de lui dire que le projet de loi que j'ai l'honneur de lui soumettre a été généralement bien accueilli par la presse du pays. Quelques-uns des journaux français, le "Quebec Morning Chronicle" et la "Gazette" de Montréal en ont parlé en termes très favorables; un des membres de la Législature du Nouveau-Brunswick m'a demandé de lui en envoyer une copie parce qu'il voulait présenter la même loi à sa Législature. Le Daily Mail & Empire de Toronto, en date du 30 novembre dit ce qui suit: "Mr. Casgrain's intended legislation will be if it passes to the statute book the most advanced and thorough enactment of its kind in Canada".

Enfin, on m'apprend qu'une des associations des plus importantes de Montréal a l'intention de demander que cette loi s'applique aux élections municipales de la métropole.

Je ne mentionne pas ces faits pour en tirer une vaine gloire, mais simplement pour apaiser les craintes de ceux qui seraient disposés à s'effrayer de la très grande sévérité de la loi.

D'ailleurs, comme je l'ai dit, le mal est grand, il faut un grand remède. En comparant la présente loi avec la loi anglaise de 1883, remarquons d'abord qu'en Angleterre comme au Fédéral on a le droit important, dont la Constitution nous prive dans la province de Québec, de créer des offenses criminelles pour la punition desquelles le remède est prompt et efficace. Pour nous, la constitution dit bien que nous avons le droit d'imposer comme sanction à nos lois des peines pécuniaires et l'emprisonnement, mais le remède n'est ni aussi prompt ni aussi efficace que l'autre.

D'abord, en Angleterre la loi pourvoit à la nomination d'un officier que l'on appelle "The Director of the public Prosecution" dont un des devoirs consiste, en vertu de la section 43 de l'acte, à être présent à toutes les contestations d'élections, à empêcher le règlement illégal des contestations et à poursuivre "ex officio" toutes les infractions à la loi. Maintenant si l'on consulte les sections 6 et 10 de la loi électorale on trouve que la commission d'une manoeuvre électorale autre que la supposition de personnes équivaut à un "misdemeanor" et soumet celui qui l'a causée à l'emprisonnement n'excédant pas un an et à une amende n'excédant pas 200 livres sterling. Celui qui commet le crime de supposition de personnes est réputé coupable de félonie et passible d'un

emprisonnement n'excédant pas 2 ans aux travaux forcés. A part ces deux peines il est privé de tous ses droits politiques pendant sept ans. Celui qui est trouvé coupable d'une offense moindre c'est-à-dire d'un "illegal practice", est soumis à une amende de 100 livres sterling et à la privation de ses droits politiques pendant cinq ans.

Vous voyez par les remarques que je viens de faire, Monsieur l'Orateur, quel est le but que poursuit le gouvernement. Il s'agit de savoir maintenant si nous avons proposé un remède efficace. La Chambre me permettra d'esquisser à grands traits le plan général des deux lois que j'ai l'honneur de soumettre à sa considération.

La loi électorale est divisée en cinq parties.

La première partie traite des électeurs et de la confection des listes électorales.

La deuxième partie traite de la tenue des élections, c'est-à-dire tout ce qui a trait à l'organisation des bureaux de votation, de la nomination des officiers de l'élection, du décompte par les officiers rapporteurs et par le juge.

La troisième partie traite du maintien du bon ordre pendant l'élection.

La quatrième contient les règles sur la corruption, les manoeuvres électorales etc.

La cinquième traite des moyens de répression, des poursuites pour infraction à la loi, de l'imposition des pénalités.

Je puis dire que la première partie renferme peu de changements. Le seul changement qui n'en est pas un de détail s'applique à ceux qui ne peuvent être électeurs. Parmi ces derniers se trouvent les entrepreneurs publics qui, lors de l'élection, ont un contrat avec le gouvernement.

Il y a aussi un changement important auquel on a déjà fait allusion dans cette Chambre et qui consiste à dire qu'un électeur qui a laissé le Canada pour demeurer aux Etats-Unis depuis plus d'un an, ne pourra voter quoique son nom soit sur la liste, excepté dans le cas où il est revenu au pays avec sa famille, un mois au moins avant le commencement de l'élection. On considère ce changement comme d'une grande importance.

Le temps n'est pas arrivé, lorsqu'il s'agit simplement de la deuxième lecture du bill, de donner les raisons pour lesquelles le changement est introduit dans la loi. Lorsque le bill sera devant le comité de la Chambre nous expliquerons alors pourquoi le changement est fait. Qu'il nous suffise de faire remarquer que la seule intention de la loi est d'empêcher ceux qui ont laissé le Canada pour tout de bon d'être ramenés illégalement dans la province dans le seul but de voter. Il est très probable que, lorsque la clause elle-même sera discutée, mes honorables amis qui entretiennent à ce sujet des idées différentes des miennes, trouveront un meilleur moyen de remédier à l'abus qui existe certainement aujourd'hui.

Dans la deuxième partie, voici quelques-uns des changements proposés. La présentation des candidats de midi à deux heures, c'est-à-dire une heure de plus que maintenant. Le but du changement c'est de donner à l'officier rapporteur le temps de constater si oui ou non, il doit admettre

le bulletin de présentation et, dans le cas où il le rejetterait, d'accorder au candidat le temps nécessaire pour lui remettre entre les mains un nouveau bulletin de présentation corrigé suivant la loi.

Les bulletins de votation seront tous brochés ensemble, de manière à former un corps, numérotés sur le talon de 1 à 250. De cette manière il n'arrivera plus l'erreur assez fréquente aujourd'hui commise par les sous-officiers rapporteurs qui mettent le numéro non sur la table mais sur le bulletin, annulant ainsi le vote donné.

Dans les cités et villes où la population excède 10 000 âmes, le poll devra être ouvert dès sept heures du matin et entre sept heures et neuf heures les ouvriers devront avoir la préséance sur les autres électeurs. De plus celui qui emploie la main-d'oeuvre devra, sous peine d'une pénalité, accorder à tous ses employés un temps raisonnable pendant lequel ces employés pourront aller voter.

Assez souvent, il est arrivé que par une simple erreur du sous-officier rapporteur, qui a oublié de mettre ses initiales sur tous les bulletins et sur un certain nombre de bulletins, le poll entier a été défranchisé.

La nouvelle loi pourvoit à ce qu'en pareil cas le sous-officier puisse, après avoir bien constaté l'identité des bulletins et juré que c'est par oubli et mégarde et sans fraude qu'il a omis de mettre ses initiales sur les bulletins, les y apposer et faire compter les bulletins qui autrement seraient nuls.

D'autres dispositions du projet assurent un plus grand secret au sujet de ce qui se passe dans le bureau de votation.

Dans la troisième partie se trouvent les sections 243, 244, 245, 246 et 247 qui, toutes, ont pour but de prévenir autant que possible l'usage illégal et immodéré des boissons enivrantes pendant le temps d'élection.

Convaincu que c'est dans les derniers jours surtout que la boisson joue son rôle, j'avais pensé qu'il était nécessaire de prohiber la vente, la livraison ou le transport des boissons enivrantes dans les limites du district électoral le jour même de la votation, la veille et le lendemain. On m'a convaincu qu'il n'y avait pas d'inconvénient grave à laisser vendre ou transporter la boisson le lendemain de l'élection et je me propose d'amender le bill en retranchant "le lendemain".

Suivant en cela la loi anglaise le projet prohibe absolument la location, comme chambres de comité ou d'assemblées électorales, d'une maison ou des "prémises" dans lesquelles se vend ordinairement de la boisson.

Enfin pour obvier autant que possible à la nécessité quelquefois imposée à un candidat de louer des maisons à peu de distance les unes des autres comme maison de comité, l'article 248 décrète qu'il n'y aura pour chaque arrondissement de votation contenant deux cents électeurs qu'une seule maison de comité de chaque côté ou pour chaque candidat.

La quatrième partie comprend toutes les règles qui tendent à diminuer autant que possible la corruption et les manoeuvres électorales. Elle

reproduit les anciennes règles contenues dans le statut de 1875, les rendant plus claires et plus sévères.

En vertu de la loi de 1875 celui qui corrompait était bien puni, mais celui qui se laissait corrompre échappait ordinairement à la vengeance des tribunaux. Je me suis appliqué autant que possible à punir également et le corrupteur et le corrompu.

Il y a aussi dans les peines plus de sévérité, plus de rigueur. Lorsqu'il s'agit d'offenses graves, le projet ne se contente pas seulement de l'amende, mais il inflige aussi l'emprisonnement en même temps.

Comme on le sait, par le passé on a réussi au moyen de subterfuges ou au moyen de compensations fort regrettables, à paralyser la loi et à empêcher ceux qui méritaient des châtiments d'être punis. De là une des causes les plus déterminantes de l'extension de la corruption électorale.

Voici les moyens donnés par la loi anglaise de 1883 pour empêcher la corruption dans les élections.

Le candidat est obligé, sous peine sévère, de nommer un agent qui est appelé "agent spécial". C'est entre les mains de cet agent que doivent être déposées toutes les sommes d'argent destinées à l'élection. Celui qui dépense dans une élection une somme quelconque, à part de ses frais de voyage légitimes et nécessaires, sans la faire passer par les mains de l'agent spécial, est passible d'une amende de quatre cents piastres et, en sus, d'un emprisonnement n'excédant pas six mois, avec ou sans travaux forcés.

Ainsi on voit que l'agent spécial doit être le récipiendaire de toutes les sommes ou valeurs quelconques destinées à promouvoir l'élection.

D'un autre côté c'est lui seul qui est autorisé à faire les dépenses, à part les dépenses de voyage strictement nécessaires du candidat; un paiement fait par un autre que par l'agent constitue une manoeuvre électorale annulant l'élection.

Le candidat et l'agent spécial doivent, dans un délai spécifié, après l'élection, remettre à l'officier rapporteur un compte en détail, avec pièces justificatives à l'appui: 1. De toutes les sommes reçues pour l'élection; 2. De toutes les sommes dépensées dans le même but. Ce compte doit être fait sous serment.

La Chambre verra qu'il y aurait ainsi moyen de contrôler toutes les dépenses d'une élection. Mais en cas que l'on élude encore la loi sous ce rapport, nous avons cru devoir suivre de plus près la loi anglaise. C'est pour cela que, dans une cédule annexée à l'acte, il est donné le nombre et les qualités des personnes qui peuvent être employées dans une élection dans chaque district électoral, et le maximum à être dépensé par chaque candidat, dans chaque district. Tout paiement qui dépassera la somme allouée sera un paiement illégal et une manoeuvre électorale.

Je dirai ici, en passant, que je ne suis pas encore tout à fait fixé sur le chiffre qui devrait être alloué dans chaque district. Si l'on réfère à la

cédille accompagnant l'acte impérial de 1883, on verra que dans les bourgs on alloue comme maximum la somme de trois cent cinquante louis sterlings lorsque le nombre des électeurs ne dépasse pas deux mille, trois cent quatre-vingts louis sterlings lorsque le nombre excède deux mille avec trente louis en sus pour chaque mille électeurs au-dessus de deux mille, et ainsi de suite.

La cédule annexée au projet contient, en outre, une énumération des dépenses qui peuvent être légalement faites.

Quant à la cinquième partie, celle relative aux poursuites, les seuls changements apportés à l'ancienne loi sont ceux qui rendent la procédure plus sûre et plus expéditive.

Maintenant en ce qui concerne les élections contestées, comme je l'ai dit il y a un instant, le grand mal contre lequel il faut se prémunir, c'est l'acte de compromettre les élections, ce que l'on appelle vulgairement "paier les élections" les uns avec les autres.

Les honorables membres ont, sans doute, lu le projet de loi. Il est encore imité ou adopté de la loi anglaise de 1883.

Pour empêcher l'abandon d'une pétition d'élection la loi pourvoit à ce que le pétitionnaire donne un affidavit constatant qu'il n'agit pas collusoirement avec l'intimé ni dans le but de le favoriser d'aucune manière, ni parce qu'il est entré en compromis avec lui, ou d'autres personnes pour lui, dans le but de la contestation de son élection.

Il faudra de plus pour qu'une contestation d'élection soit abandonnée, l'intervention directe du gouvernement par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil. Ceci existe en Angleterre où l'on a de plus, comme je l'ai déjà dit, le "Director of Public Prosecutions" qui surveille toutes les procédures.

Pour empêcher de compromettre les élections contestées, la loi décrète qu'aucune cause d'élection contestée ne pourra être soumise au tribunal ni envoyée en délibéré sans que le pétitionnaire ait donné devant la cour un affidavit constatant qu'il n'agit pas collusoirement avec le défendeur ni dans le but de servir ses intérêts, mais qu'il a fait toutes les diligences possibles pour prouver sa cause, desquelles diligences il doit donner un détail complet. La cause ne peut être entendue sans que cet affidavit soit produit au dossier. Ceci empêchera ce qui arrive aujourd'hui, les deux parties qui s'entendent, déclarant chacune de son côté qu'elles n'ont pas de preuve à offrir ou offrent une preuve insuffisante et viennent toutes deux devant le tribunal, qui est obligé dans ces circonstances de renvoyer les deux contestations en même temps.

Il reste encore un écueil. C'est la suspension des procédures jusqu'à ce que l'instance soit périmée.

Pour obvier à cette infraction de la loi, il est statué que, dans les cas où une pétition d'élection est pendante, le candidat élu et dont l'élection est contestée ne peut siéger à l'Assemblée législative

avant d'avoir donné un affidavit devant le greffier de la Chambre dans lequel il jure qu'il n'a commis sciemment aucune manoeuvre électorale et n'en a laissé commettre aucune par ses agents. Cet affidavit est transmis par l'Orateur au greffier de la cour devant laquelle s'instruit la pétition et forme partie du dossier. Si plus tard, les juges qui auront à décider de la validité de l'élection en question, trouvent que les allégués de l'affidavit sont faux, ils doivent dans leur rapport mentionner ce fait à l'Orateur et dès lors le candidat dont l'élection est annulée est inhabile à être élu, ou à siéger, ou à occuper aucune charge sous la couronne pendant l'espace de dix ans.

Voilà, Monsieur l'Orateur, les grandes lignes des deux projets que j'ai l'honneur de soumettre à la considération de la Chambre. On les trouvera, sans doute, empreinte d'une grande sévérité; mais laissez-moi répéter à la Chambre ce que j'ai dit au commencement: que le mal est enraciné, il est grand, il menace de s'étendre davantage. J'ai le ferme espoir que la Chambre sera assez patriotique et assez éclairée pour comprendre le danger et l'éviter.

Nous sommes fiers des institutions qui nous régissent. Nous voulons être ici l'expression libre et indépendante de nos électeurs. Prenons les moyens pour conserver comme un dépôt sacré cette liberté et cette indépendance sans lesquelles nos institutions ne sont qu'un vain mot.

Il va sans dire que la mesure que je propose n'est pas, dans ses détails, une mesure de parti. Celui qui a consacré un temps considérable à l'élaboration de ce projet doit naturellement en prendre la responsabilité et en conserver le contrôle. Mais d'un autre côté je sens parfaitement qu'elle doit être imparfaite et je la sou mets à mes honorables collègues pour qu'ils l'étudient avec soin et qu'ils m'aident pour en faire un ensemble de dispositions législatives qui sera, en même temps, un honneur pour cette Chambre et une sauvegarde pour nos libertés constitutionnelles.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Offre ses félicitations au procureur général pour son discours. Il se dit convaincu que les dispositions générales de ce bill étant des mesures pour épurer la loi électorale, il recevra l'approbation chaleureuse et la considération de toute la Chambre. Nous sommes fiers, dit-il, d'affirmer que notre forme de gouvernement en est une par le peuple, pour le peuple et au sujet du peuple. Nous devons toujours garder à la mémoire, que si la source n'est pas pure, le ruisseau lui-même sera dénaturé. Il sait que l'argent utilise pour corrompre les électeurs provient d'une source corrompue, et finalement, le fournisseur n'est autre que le Trésor public. C'est l'argent du peuple qui sert à sa propre corruption. Par contre, il connaît des cas où des injustices graves ont été commises, ou des carrières ont été brisées et des familles ruinées pour avoir accepté de l'argent d'une main pour la redonner de l'autre. Si ce bill doit empêcher la cor-

ruption électorale, dépêchons-nous de l'adopter.

ne croit pas que l'heure est propice à la discussion; il préfère attendre que le bill vienne devant le comité plénier.

Il approuve le projet de loi dans son ensemble. Mais il diffère sur quelques questions de détail: par exemple, il ne peut pas approuver la clause qui enlève le droit de vote à ceux qui sont absents du pays, parce que la base du suffrage dans cette province étant la propriété foncière, tout citoyen qui a une propriété doit avoir le droit de dire de quelle façon elle sera administrée.

S'il y a un cas où on ne doit pas se départir de ce principe, c'est lorsqu'il s'agit de maintenir le lien qui unit encore les émigrés au sol natal.

Mais, en Ontario, on a presque atteint le suffrage universel et la règle est celle "d'un homme, un vote." Le citoyen qui ne réside pas dans sa province est automatiquement privé de son droit de vote.

Je combats l'article qui donne au gouvernement le droit de nommer les officiers rapporteurs. C'est là une chose destinée à amener de sérieux abus: il vaut bien mieux sur ce point laisser subsister l'ancienne loi.

La nouvelle loi permet à l'officier rapporteur, si son député a oublié de mettre ses initiales sur les bulletins, de lui permettre de les y ajouter s'il donne un affidavit établissant que c'est par erreur. Il y a là un grand danger pour la fraude et si nous avons pour officiers rapporteurs des officiers publics, ce sera une bien plus grande garantie.

L'HONORABLE T.C. GASGRAIN (Montmorency): Explique qu'il n'a aucune objection à remplacer cet article, si la Chambre le désire. Il dit l'avoir omis parce qu'il ne voit pas son utilité. La tradition veut que, sous chaque gouvernement de cette province, lorsqu'un candidat ne voulait pas d'un certain officier public comme officier rapporteur, un ami commun allait voir ce dernier et lui disait tout simplement: "Si on t'offre le poste, refuse-le" et il le refusait.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Se dit convaincu que si ce bill est adopté le problème sera d'obtenir que le plus grand nombre de gens possible se rendent aux urnes. Il pense à la catégorie de gens qui votent seulement si on leur offre une récompense. Ce sont les gens que l'on trouve flânant autour des bureaux de votation, attendant qu'un billet de cinq dollars vienne les persuader de voter. Seule une loi rendant le vote obligatoire nous guérira de ce fléau, dit-il et il ne peut appuyer une telle loi, ayant toujours défendu la liberté de conscience. Ce n'est peut-être pas une bonne politique de raconter ce qu'il vient de décrire, mais pourquoi accepter le poste de député si on n'ose pas exprimer le fond de sa pensée, ajoute-t-il.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit qu'il est en faveur de toute mesure tendant à favoriser l'honnêteté électorale, et il espère que tous les

députés vont collaborer à rendre cette mesure d'accord avec les principes généraux de ce bill. Cependant, il voit, comme suite logique à ce bill, l'adoption de celui qu'il a déjà présenté et qui stipule que tous ceux qui s'abstiendraient d'exercer leur droit de vote en seraient alors privés.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Approuve dans son ensemble le projet de loi soumis à la Chambre, tout en se réservant le droit d'en discuter les détails.

Il fait remarquer au procureur général (l'honorable T.C. Casgrain), qui se croit un grand réformateur, que les Holton, les Joly et beaucoup d'autres libéraux éminents furent les premiers à proclamer la nécessité de mettre un frein à la corruption et à la violence dans les luttes électorales en ce pays, à une époque où le grand chef conservateur, Sir George-Etienne Cartier, se constituait le défenseur d'un système qui favorisait si bien l'emploi des moyens de règne que les torys ont toujours trouvé les plus faciles.

Il rappelle au procureur général (l'honorable T.C. Casgrain) qu'évidemment le but de sa loi n'était pas seulement de moraliser.

Il approuve le remplacement dans ce bill de vieilles dispositions statutaires à l'effet que les registraires ou les shérifs pouvaient agir comme officiers rapporteurs. Cependant, il s'objecte à ce que des sujets britanniques qui possèdent des propriétés dans la province, mais qui résident ailleurs, soient privés de leur droit de vote.

Qui peut dire qu'il est parti pour toujours? En bien des occasions, le propriétaire d'une propriété immobilière ne s'absente que pour un temps limité et s'il allait dépasser la période émise dans la loi proposée ce propriétaire ne pourrait exercer son droit de citoyen dans cette province.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Croit que la loi, bien que désirable dans son ensemble, ne peut être mise en pratique à cause des questions de paroisses, de rang et de coins de rang qui jouent un trop grand rôle dans nos luttes politiques.

Il croit que le mal de la corruption existera tant que nous aurons un suffrage restreint et des divisions électorales de petite étendue.

Le meilleur moyen suivant lui serait de faire élire les députés par districts judiciaires. De cette façon, il n'y aurait plus de corruption possible, parce qu'il n'y aurait pas de candidat assez riche pour y résister. On verrait sortir victorieux les hommes les plus forts des deux partis.

Il indique comme véritable remède le scrutin de liste, comme en France. Au lieu d'y avoir tant d'élections, il n'y en aurait qu'une pour chaque district judiciaire et les candidats qui auraient reçu le plus grand nombre de votes seraient proclamés élus en nombre suffisant pour représenter chaque comté. De cette façon, l'on éviterait ces assemblées aux portes des églises, dans les rangs et les bouts de rangs, assemblées qui dans bien des cas sont une occasion de désordre. On ne verrait pas éclore ces candidatures ridicules et qui n'ont pas

leur raison d'être. Il n'y aurait que deux ou trois grandes assemblées contradictoires et c'est la presse de chaque parti qui ferait la discussion des questions soumises à l'électorat.

A six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

C.-L.-A. Morisset

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par le représentant de Montréal no 3 (M. D. Parizeau) que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 39) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Côte-Louis-Adolphe Morisset comme notaire, après examen.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Demande que la 57e règle de la Chambre soit suspendue.

Une longue discussion s'élève sur ce bill.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Allard, Augé, Baker, Bernatchez, Bourbonnais, Carbray, Caron, Cartier, Cholette, Chicoyne, Dechène, Descarries, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Fitzpatrick, Gillies, Girard (Rouville), Gladu, Guérin, Hackett, Lacouture, Lemieux, Lussier, McDonald, McClary, Martineau, Morin, Morris, Normand, Panneton, Parizeau, Petit, Pinault, Poirier, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Tellier, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 43.

Contre: MM. Beaubien, Beauchamp, Bisson, Casgrain, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Gosselin, Greig, King, Magnan, Marchand, Marion, Nantel, Pelletier, Rioux, Stephens, Taillon, Tétreau, 18.

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement. La Chambre se forme en conséquence en ledit comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Pont à péage sur la rivière Bécancourt

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 62) autorisant Léon Montplaisir à construire un pont à péage sur la rivière Bécancourt.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sainte-Cunégonde

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose que le bill (bill no 66) modifiant les diverses lois concernant la cité de Sainte-Cunégonde soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Royal Trust and Fidelity Company

L'HONORABLE A.W. MORRIS (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 46) modifiant la charte de la "Royal Trust and Fidelity Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE A.W. MORRIS (Montréal no 4): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dominion of Canada Trusts Company

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 60) ratifiant et confirmant les pouvoirs conférés à la "Dominion of Canada Trusts Company" par la loi du Parlement du Canada 58-59 Victoria, chapitre 84, et autorisant ladite compagnie à exercer lesdits pouvoirs dans la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Montreal Safe Deposit Company

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 70) modifiant la charte de la compagnie dite "Montreal Safe Deposit Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin de fer central de Leeds

La Chambre procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 40) intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer central de Leeds".

Les amendements sont lus pour la deuxième fois et le bill est retourné au Conseil législatif.

Election des députés

La Chambre reprend le débat sur la question proposée, aujourd'hui, que le bill (bill no 6) relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative de la province de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. A. TESSIER (Rimouski): Félicite le procureur général (l'honorable T.C. Casgrain) du magnifique discours qu'il a prononcé en proposant cette mesure qui renferme des changements excellents. Je crois que la mise en opération de cette loi rencontrerait trop de difficultés et que ce nouveau système d'élections ne peut être appliqué dans le moment.

Je ne suis pas prêt à accepter l'idée émise par le député de L'Islet (M. F. G. M. D e c h ê n e) qui jetterait un bouleversement extraordinaire dans nos lois électorales. Notre population n'est peut-être pas encore préparée à faire des élections de cette manière-là.

Il s'oppose à laisser le choix des officiers rapporteurs au gouvernement. Il est d'opinion que c'est une erreur que de priver du droit de vote les Canadiens émigrés aux Etats-Unis s'ils ont encore des propriétés dans le pays.

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Félicite le procureur général (l'honorable T.C. Casgrain) pour les lois qu'il a présentées et il espère qu'elles mettront fin à la corruption électorale.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Elections contestées

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 16) amendant la loi des élections contestées de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

La séance est levée à dix heures et demie.

Séance du 4 décembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Spencer, la pétition de "The Ladies Committee and the Committee of Management of the Women's Hospital", de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

De Joseph Vincent, maire de Sainte-Perpétue, et autres, demandant des amendements à la loi des licences, concernant les colporteurs.

Travaux de la Chambre

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Demande au premier ministre l'ajournement de la Chambre à 6 heures, pour permettre au comité des bills privés de se réunir le soir même pour étudier le bill de Montréal. Plusieurs des parties intéressées sont sur place.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit qu'il présentera une motion pour l'ajournement de la Chambre à demain.

Rapports de comités:

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir:

Bill (bill no 56) constituant en corporation la Compagnie des estacades des rivières Coulonge et Corneille.

Bill (bill no 63) amendant la loi concernant la charte de la Compagnie du chemin de fer des Comtés-Unis.

Et bill (bill no 80) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Brandon et de Sainte-Émilie-de-l'Énergie.

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur d'en faire le rapport à votre honorable Chambre sans y avoir inséré d'amendement, savoir:

Bill (bill B) du Conseil législatif intitulé: "Loi constituant en corporation les soeurs du Précieux-Sang, de Sherbrooke".

Et bill (bill no 71) modifiant la charte du village de Senneville.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 43) intitulé: "Loi modifiant la loi 51-52 Victoria, chapitre 90, constituant en Corporation la ville de Coaticook", avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Coaticook

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 4) intitulé: "Loi modifiant la loi 51-52 Victoria, chapitre 90, constituant en corporation la ville de Coaticook". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Introduction de bills:

M. L.-F. PINAULT (Matane): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 117) abrogeant la loi constituant en corporation la Société de bienfaisance des journaliers de navires, de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Palais de justice de Québec

M. L.-F. PINAULT (Matane): Y a-t-il des municipalités de comté qui doivent au gouvernement des arrérages pour la taxe de la construction du palais de justice de Québec?

2. Quelles sont ces municipalités?

3. Quel est le montant dû par chacune d'elles?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): La réponse à cette interpellation se trouve dans un document qui a été mis devant cette Chambre, jeudi, le 28 novembre dernier.

Vallée de la Matapédia

M. L.-F. PINAULT (Matane): 1. Le gouvernement a-t-il été informé, ou, a-t-il appris que, dans le cours de l'été dernier, au-delà de trois cents familles se sont établies dans la vallée de la Matapédia?

2. A-t-il reçu des demandes d'argent pour aider à l'ouverture de chemins de colonisation dans cette région?

3. Dans le cas affirmatif, est-ce l'intention du gouvernement d'accéder aux demandes qui lui ont été faites?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): 1.

grand nombre de colons se sont établis dans la vallée de la Matapédia, surtout depuis la construction de deux ponts faits, l'été dernier, à Capscale et Saint-Alexis-de-Matapédia.

2. Oui. 3. Le gouvernement a déjà fait cette année, dans cette région, des travaux de colonisation pour plusieurs milliers de piastres, et c'est son intention de consacrer à l'avenir à l'ouverture des voies de communication dans cette vallée une part des deniers de colonisation en proportion de ses ressources et des besoins de cette partie de la province.

Chemin de fer de Sorel

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Est-ce l'intention du gouvernement de procéder, par action judiciaire, au recouvrement de la somme rapportée par la Commission royale, comme ayant été dépensée illégalement in re le chemin de fer de Sorel?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Le gouvernement s'occupera de cette affaire dès que les procès qu'il a déjà devant les tribunaux auront été jugés.

Demande de documents:

Taxe sur les subventions aux compagnies de chemins de fer

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez), qu'il soit mis devant cette Chambre: une liste des compagnies de chemins de fer sujettes à la taxe sur les subventions aux chemins de fer, en vertu de la loi 54 Victoria, chapitre 88, articles 11, 12, 13 et 14, indiquant:

1. Le montant de la taxe que chaque compagnie est tenue de payer annuellement;

2. Les compagnies qui ont payé jusqu'au 30 juin 1895;

3. Les compagnies arriérées au 30 juin et le montant de ces arrérages.

Adopté.

Internement de D. Kinsella

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. A. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre: copie de tous les documents se rapportant à l'internement de Duncan Kinsella, en octobre 1889, à l'asile Saint-Jean-de-Dieu.

Adopté.

Procès de N. Demers

M. A. TESSIER (Rimouski pour M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges):

Propose qu'il soit mis devant cette Chambre copie de la correspondance entre le procureur général et ses substituts, à Montréal, au sujet de la formation d'un jury mixte, dans l'affaire de Napoléon Demers, accusé de meurtre, et au sujet d'un nouveau procès.

Il est à la connaissance du gouvernement qu'un

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): La correspondance ne sera produite qu'après le procès de Demers.

La proposition est adoptée.

Composition des comités permanents

L'HONORABLE L-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que le représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) soit ajouté aux membres du comité spécial permanent des divers bills privés.

Adopté.

Exemptions de taxes

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par le représentant de Napierville (M. L. Ste-Marie), que le bill (bill no 113) concernant les exemptions de taxes soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Ce bill permet aux municipalités d'exempter de taxes les compagnies de chemin de fer ayant une gare dans les limites de la municipalité.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité général de toute la Chambre.

Loteries et bazars

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill (bill no 115) amendement la loi concernant les loteries et les bazars étant lu:

L'HONORABLE L-O. TAILLON (Chambly): Déclare que l'on ne peut permettre l'adoption de ce bill. Ce bill stipule que la loi interdisant les loteries ne s'applique pas pour tout tirage au sort, parmi les membres ou les détenteurs de billets de toute association constituée en corporation dans le but d'encourager les arts, de tableaux, dessins ou de toute autre oeuvre artistique exécutée ou publiée par les membres de ladite société.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Déclare qu'il existe déjà deux ou trois associations de ce genre à Montréal qui ne sont en fait que des loteries. Ces billets de loterie circulent et se vendent partout, et leurs oeuvres d'art ne sont qu'une couverture.

L'HONORABLE L-O. TAILLON (Chambly): Dit que des agissements de la sorte sont peu convaincants. En l'absence du représentant de Berthier, cette question devra attendre.

Colonisation

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant la colonisation dans certaines parties de cette province. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Il explique que la compagnie "Canadian Iron Furnaces Company" de Radnor, tout en poursuivant ses propres travaux, consent à agir comme société de colonisation et à établir, sur les terres qui lui

seront accordées, les colons qui sont à son emploi.

Il explique que la "Canada Iron Furnace Company" a présenté une requête pour obtenir un subside pour encourager l'industrie du fer, comme cela se fait en Ontario. La compagnie sait que le gouvernement ne peut lui accorder de l'argent et demande une concession de 30 000 acres des terres de la couronne. Cela non plus, le gouvernement ne peut l'accorder; c'est pourquoi il a été décidé, comme alternative, de considérer cette compagnie comme société de colonisation. Une société de colonisation reçoit 100 acres pour chaque groupe de neuf colons qu'elle établit sur les terres de la couronne. De plus, cet arrangement satisferait aussi bien les colons que la compagnie.

En plusieurs endroits où le sol est impropre à l'agriculture, le gouvernement peut utiliser avec profit ces limites.

Cette compagnie engage un grand nombre d'employés qui travaillent à la coupe du bois et à la fabrication du charbon. La plupart d'entre eux viennent des Etats-Unis. Ces hommes pourraient à la fois cultiver les terres et vendre du charbon à la compagnie. Cet octroi serait soumis aux conditions habituelles du programme de colonisation.

Il se réfère alors au rap

compagnie déposé devant le comité spécial des ressources forestières l'année dernière.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Ne s'objecte pas à cette forme d'assistance, mais croit que les résolutions ne sont pas formulées assez clairement. A son avis, le bill ne garantit pas d'une manière précise que cet arrangement servira pleinement la cause de la colonisation.

Toutes les précautions doivent être prises pour empêcher que la compagnie s'empare des terres mises à sa disposition, sous le nom de ses employés.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'il partage cette opinion et qu'il refuse la demande d'adoucir les règles concernant la colonisation. Les concessions devront être sujettes à toutes les conditions ordinaires telles que le défrichement, l'habitation, etc. Il admet que les sociétés de colonisation n'ont pas obtenu beaucoup de succès dans la province; mais il promet à la Chambre que le gouvernement fera respecter vigoureusement les règles que la loi imposera. Il est vrai, dit-il, que si le gouvernement avait affaire à des spéculateurs, il y aurait un grave danger. Mais il ne croit pas que la "Canada Iron Furnace Company" ait de telles intentions et ajoute que la Chambre peut avoir confiance.

M. V. GLADU (Yamaska): Quels seront les privilèges accordés à la compagnie?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Le seul privilège donné à la compagnie est de désigner les colons à qui des concessions seront faites par le département des Terres de la couronne, avec toutes les conditions et obligations ordinaires.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit au ministre qu'il doute que cette compagnie soit philanthropique. Il cite le cas de lots supposément utilisés pour la colonisation, mais qui ont été abandonnés dès qu'on les eut dépouillés de tout le bois vendable.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Accepte les suggestions telles que formulées et donne des explications sur les garanties que nécessite un tel octroi.

La proposition est adoptée.

En comité:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose:

1. Que la compagnie dite "The Canada Iron Furnace Company", corporation constituée par lettres patentes du gouvernement de la Puissance du Canada, ayant son bureau principal dans la ville de Montréal et ses usines à Radnor, dans le district des Trois-Rivières, sera reconnue comme société de colonisation dans le sens de la section dixième du chapitre septième du titre quatrième des statuts refondus (Articles 1725 et suivants).

Adopté.

2. Qu'il sera loisible au commissaire des Terres de la couronne, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, sur demande de terres faites au nom de ladite compagnie pour les colons qu'elle désire établir de temps à autre d'assigner à ladite compagnie, conformément à l'article 1734 des statuts refondus, un canton ou une partie de canton pour ses opérations.

Adopté.

3. Que, dans aucun cas, un canton ou une partie de canton ne pourra être ainsi réservé pour plus de dix ans.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Introduction de bills:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 21) concernant la colonisation dans certaines parties de la province.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Chemins à barrières de Montréal

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly) Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 19) autorisant les syndics des chemins à barrières de Montréal à racheter certaines obligations et à émettre dans ce but une nouvelle série d'obligations soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Election des députés

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 6) relatif à l'élection des députés de l'Assemblée législative de la province de Québec.

En comité:

Les articles 1 à 9.6 sont adoptés.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose l'adoption de la clause suivante:

9.7 Les pêcheurs domiciliés dans le district électoral et propriétaires ou occupants d'immeubles et propriétaires de bateaux, filets, seines et engins de pêche, dans ce district ou cette partie du district électoral, ou d'une ou plusieurs parts dans un navire enregistré qui, réunis, ont une valeur réelle d'au moins cent cinquante piastres.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Consent à l'adoption de cette dernière clause pourvu qu'il soit permis d'y ajouter un amendement demain.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

La séance est levée à six heures.

Séance du 5 décembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Dépôt de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Poirier, la pétition du conseil municipal de la paroisse de Saint-Vital de Lambton, comté de Beauce.

Par M. Beauchamp, la pétition du conseil municipal de la paroisse de Saint-Benoît, comté des Deux-Montagnes, la pétition du conseil municipal du village incorporé de Sainte-Rose, comté de Laval, et la pétition du conseil municipal de la paroisse de Sainte-Monique, comté des Deux-Montagnes.

Par M. Descaries, la pétition de George Barrington et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Tétreau, la pétition de la corporation de la cité de Hull et autres, de ladite cité, et de la municipalité de la paroisse de Sainte-Angélique, comté d'Ottawa.

Travaux de la Chambre

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Demande que la Chambre ne siège pas ce soir et qu'il y ait une séance spéciale du comité des bills privés pour s'occuper du bill (bill no 74) amendement la charte de Montréal.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Acquiesce à la demande du maire de Montréal.

Canton d'Armagh

M. V. ALLARD (Berthier): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial chargé d'examiner le bill (bill no 85) détachant du comté de Bellechasse et annexant au comté de Montmagny la partie non organisée du canton d'Armagh. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 85) détachant du comté de Bellechasse et annexant au comté de Montmagny la partie non organisée du canton d'Armagh, auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Rapports de comités:

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 65) relatif aux biens de feu François-Xavier Beaudry, légués pour des fins de charité, et y a fait des amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Code municipal

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial nommé pour examiner tous les amendements proposés comme devant être faits au code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a décidé que les bills soumis à ce comité soient référés au secrétariat provincial, pour qu'un bill d'ensemble soit rédigé avec soin et révisé par le greffier en loi pour être soumis régulièrement à la Législature.

Adopté.

Introduction de bills:

M. F. GOSSELIN (Iberville): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 118) amendement la loi concernant les assurances mutuelles.

Ce bill réduit de \$1 000 à \$500 la qualification exigée des directeurs des compagnies d'assurances mutuelles et permet à ces compagnies d'assurer le contenu des maisons.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit qu'il proposera dans une couple de jours un bill amendement toute la loi des assurances mutuelles.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir:

Bill (bill no 47) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Samaritan Hospital for Women".

Bill (bill no 38) intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Royal Paper Mills Company".

Bill (bill no 41) intitulé: "Loi validant une vente faite par Benjamin Décary à James Armstrong et autres".

Samaritan Hospital for Women

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 47) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Samaritan Hospital for Women".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Royal Paper Mills Company

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 38) intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Royal Paper Mills Company". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

B. Oéary

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil légis-

latif au bill (bill no 41) intitulé: Loi validant une vente faite par Benjamin Décary à James Armstrong et autres". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Interpellations:

R.-G. Bourget, copiste

M. I.A. BAKER (Lévis): M. le major R.-G. Bourget, de Saint-Joseph de Lévis, a-t-il été employé à la Chambre, cette session-ci, comme copiste ou dans quelques-uns des départements?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Non, M. Bourget n'est pas employé.

Demande de documents:

J. Gariépy, registraire

M. J. MORIN (Charlevoix): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. S.-N. Parent), qu'il soit mis devant cette Chambre: copie de toute requête et correspondance se rapportant à l'annulation de la commission de Joseph Gariépy, registraire de la seconde division d'enregistrement du comté de Charlevoix.

Adopté.

Propriétés de A. Ouimet et H. Hotte

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), qu'il soit mis devant cette Chambre: copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et les intéressés, concernant un appel à la décision de Roch Simard, sur le mérite respectif des propriétés de MM. Adolphe Ouimet et Hormidas Hotte.

Adopté.

Charte de Montréal

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), que le bill (bill no 34) amendement la charte de la cité de Montréal soit inscrit sur le feuillet des ordres du jour pour comité général.

Il dit que la ville a besoin d'une réforme de son gouvernement municipal. Il demande de pouvoir expliquer clairement le bill, ce qu'il n'a pu faire jusqu'à maintenant.

C'est un bill dont le but est de remettre l'exécution des décisions du conseil municipal de Montréal à trois commissaires. Avec l'organisation actuelle des comités, il est impossible que Montréal soit administré d'une manière économique. Depuis que le bill a été rejeté par le comité des bills privés, il a été prouvé que les comités municipaux excèdent leurs pouvoirs et s'engagent sans cesse dans des dépenses illégales considérables. Aujourd'hui que ces faits sont connus, la Chambre sera plus en état de porter un jugement plus éclairé sur le bill.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Dit que le bill est contraire aux principes de la représentation populaire.

Il s'oppose à ce que le bill soit remis sur le feuillet des ordres pour le comité général. Le préambule ayant été biffé au comité des bills privés, il répète les raisons qu'il a données devant le comité des bills privés sur la nécessité d'avoir des commissaires pour gérer les affaires de Montréal vu les pouvoirs limités du maire et la latitude qu'ont les comités de disposer d'immenses sommes d'argent.

Je combats le principe du bill qui met en tutelle le conseil de ville de Montréal comme si les échevins élus par le peuple étaient des incapables ou des gens malhonnêtes, sans la moindre garantie qu'il y aura amélioration. Les commissaires proposés seront nommés par le même corps électoral que les échevins actuels et si l'on se plaint de "boodlage", il sera plus facile de corrompre trois commissaires que vingt-quatre échevins. L'hiver prochain les électeurs vont avoir à élire de nouveaux conseillers; qu'ils se prononcent, alors il sera sage d'agiter cette question. D'ailleurs, toute la question a été discutée devant le comité des bills privés et il n'y a pas de raison de recommencer la discussion. La question a été rejetée au comité permanent des bills privés.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): La Chambre doit entendre ce bill important. La motion n'engage la Chambre en rien. Elle permet tout simplement que le bill soit réuni sur les ordres du jour. Lorsque cela sera fait, la Chambre pourra adopter ou rejeter le bill.

Il appuie la motion, sans se prononcer en faveur du bill.

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Se prononce contre la motion parce que ce bill a été discuté pendant plus de deux heures devant le comité composé de plus de la moitié de la députation qui a été unanime à renverser le préambule malgré les efforts du député de Saint-Louis (M. D. Parizeau).

La proposition est adoptée.

Documents:

Internement de D. Kinsella

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 décembre 1895, pour une copie de tous les documents se rapportant à l'internement de Duncan Kinsella, en octobre 1889, à l'asile Saint-Jean-de-Dieu. (Document de la session no 78)

Dépenses de bureaux

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 novembre 1895, pour un état détaillé de l'item "Menues dépenses de bureaux, \$623.00", par le département des Travaux publics, tel que men-

tionné à la page 97 des comptes publics de 1895. (Document de la session no 79)

**Cause E. Murdock-McKenzie vs
M. Ouellet**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 novembre 1895, pour une copie du jugement rendu le ou vers le 3 mars 1894, dans une cause, à la Cour de circuit de Montmagny; numéro 3826, où Edouard Murdock-McKenzie était demandeur et Michel Ouellet défendeur. (Document de la session no 80)

Bureaux d'enregistrements

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 2 décembre 1895, pour un état du revenu de chacun des bureaux d'enregistrements de Montréal, Est et Ouest, d'Hochelaga et de Jacques-Cartier, pour l'année 1894-95.

Ainsi que l'ensemble des frais de chaque bureau, pour l'année 1894-95. (Document de la session no 81)

Muséum de l'Instruction publique

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente le rapport de M. Saint-Cyr, conservateur du muséum de l'Instruction publique pour l'année 1894-1895. (Document de la session no 82)

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir:

Bill (bill no 31) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Ramsay Paint Company".

Bill (bill no 72) intitulé: "Loi amendant la loi concernant la ferme modèle de Compton".

Bill (bill no 44) intitulé: "Loi divisant la municipalité du canton de Clifton, dans le comté de Compton, en deux municipalités distinctes".

Bill (bill no 64) intitulé: "Loi déclarant Louis-Georges Lecomte membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec".

Bill (bill no 22) intitulé: "Loi amendant le code du notariat".

Et bill (bill no 42) intitulé: "Loi constituant en corporation "The James Shearer Company".

**Association protectrice de bienfaisance
du Canada**

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 77) constituant en corporation l'Association protectrice de bienfaisance du Canada.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. J. MARION (L'Assomption): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est résolu que le titre soit "Acte constituant en corporation l'Association protectrice de bienfaisance de la province de Québec".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**J. Robereau-Duplessis et
L.-F. Robereau Duplessis**

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 61) ratifiant les actes de vente et d'adjudication entre les héritiers et représentants de Joseph Robereau-Duplessis et de son épouse Marie-Catherine Cardinal et Louis-Félix Robereau-Duplessis.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Compagnies des estacades des rivières
Coulonge et Corneille**

M. N. TETREAU (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 56) constituant en corporation la Compagnie des estacades des rivières Coulonge et Corneille.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. N. TETREAU (Ottawa): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin de fer des Comtés-Unis

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 63) concernant la charte de la Compagnie du chemin de fer des Comtés-Unis.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Soeurs du Précieux-Sang de Sherbrooke

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité général pour examiner le bill (bill B) du Conseil législatif, intitulé: "Loi constituant en corporation les soeurs du Précieux-Sang de Sherbrooke".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Senneville

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour examiner le bill (bill no 71) modifiant la charte du village de Senneville.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Elections des députés

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 6) relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose l'adoption de la clause suivante:

9.7. Les pêcheurs domiciliés dans le district électoral et propriétaires ou occupants d'immeubles et propriétaires de bateaux, filets, seines et engins de pêche, dans ce district ou cette partie du district électoral, ou d'une ou plusieurs parts dans un navire enregistré qui, réunis, ont une valeur réelle d'au moins cent cinquante piastres:

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose un amendement pour donner le vote aux commis qui ont un revenu de \$300.00 par année.

L'amendement étant mis aux voix, il est rejeté sur division.

La question principale est adoptée.

Les articles 9.7 à 12 sont adoptés.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de séjurer de nouveau.

La séance est levée à six heures.

Séance du 6 décembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.E. LeBlanc

La séance s'ouvre à quatre heures.

Rapports de comités:

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait certains amendements, qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre, savoir:

Bill (bill no 74) amendement la charte de la cité de Montréal.

Bill (bill no 79) constituant en corporation l'Association agricole du district des Trois-Rivières.

Et bill (bill no 78) amendement la charte de la cité de Montréal, relativement au coût de certaines expropriations.

Introductions de bills:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 12) concernant les associations de bienfaisance et de secours mutuels et les compagnies d'assurance mutuelle.

C'est le projet de loi demandé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. A.-P. Cartier).

Ce bill oblige les compagnies étrangères à avoir un agent autorisé dont le nom sera publié dans la *Gazette officielle* et à qui les intéressés pourront adresser leurs réclamations. Elles doivent de plus faire un dépôt entre les mains du gouvernement et une disposition de la loi les empêchera d'épuiser complètement leurs fonds de réserves.

Il (l'honorable L.-P. Pelletier) proposera l'an prochain toute une loi concernant ces sociétés, basée sur la loi d'Ontario et celle du Massachusetts.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 26) amendement de nouveau la loi concernant la pension de retraite des officiers publics.

Cette loi a pour objet de faire disparaître le pouvoir que possède le gouvernement d'ajouter, s'il le juge à propos, dix ans au temps de service de l'employé mis à la retraite.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 119) amendement l'article 2024 des statuts refondus de la province de Québec.

Il explique que ce bill vise à ouvrir au public les réunions des commissaires d'écoles. Il avait présenté un bill analogue il y a deux ans, mais il

l'avait retiré, le Conseil de l'Instruction publique ayant promis de s'en occuper. Cependant, ce dernier ne l'ayant pas fait, il décide de reprendre cette question, à cause d'un cas qui s'est présenté récemment dans son comté. Il est d'avis que ces réunions, qui sont d'intérêt général, doivent être tenues publiquement.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 120) amendant l'article 824 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial chargé de prendre en considération tous les amendements proposés au code municipal.

Interpellations:

Lac Témiscamingue

M. L.-F. PINAULT (Matane): 1. M. Augustin Laperrière, ci-devant maire du Lac Témiscamingue, a-t-il reçu, au printemps de 1889, une certaine somme d'argent pour achat de grain de semence?

2. Dans le cas affirmatif, quel montant a-t-il reçu?

3. Cette somme a-t-elle été toute employée à acheter du grain de semence?

4. M. Laperrière a-t-il remboursé toute ou partie de cette somme?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): 1. et 2. Le 28 février 1889, M. Augustin Laperrière a reçu de l'assistant-commissaire du département de l'Agriculture et de la Colonisation, le révérend A. Labelle, une lettre de crédit au montant de \$110.00, pour achat de grain de semence amélioré, laquelle lettre de crédit aurait été escomptée à la Banque d'Hochelaga et aurait réalisé environ \$106.00.

3. Cette somme a été employée à acheter du grain de semence qui n'a pu être distribué qu'en partie, la fonte des neiges survenue à bonne heure ayant empêché de rendre ce grain à destination.

4. M. Laperrière n'a pas encore rendu compte de la somme représentant la quantité de grain non distribué, s'élevant à \$85.00.

Exemptions pour taxes de compagnies de chemins de fer

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): 1. Quelques compagnies de chemins de fer ont-elles été exemptées, par le gouvernement, du paiement de la taxe décrétée par la section 11, chapitre 89, de la 54 Victoria?

2. Remise de cette taxe a-t-elle été faite à quelques compagnies?

3. Quelles sont ces compagnies?

4. Quelles sont les compagnies qui n'ont pas payé cette taxe?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): 1. Non. 2. et 3. Non. 4. La réponse à cette question

sera donnée dans la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 décembre 1895, relatif au pourcentage sur les subsides aux compagnies de chemins de fer.

Loi des licences

M. L.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Quels sont les noms de ceux qui ont payé des amendes pour infraction à la loi des licences, dans le district de Richelieu, depuis janvier 1890?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): La réponse à cette interpellation serait trop longue. Les renseignements demandés sont prêts et ils seront donnés en réponse à un ordre de la Chambre.

L.-E. Carufel, agent de colonisation

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): 1. Le bureau de colonisation de Montréal dont parle l'agent de colonisation, L.-E. Carufel, dans son rapport publié dans celui du commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation, pour 1894-95, aux pages 299, 300 et 301, est-il le bureau de la Société générale de colonisation de la province de Québec, à Montréal?

2. Dans le cas affirmatif, M. Carufel reçoit-il un traitement de cette société, en outre de celui de \$1 000.00 qu'il reçoit du gouvernement, comme agent de colonisation?

3. Cette société concourt-elle en quelque manière dans les dépenses de bureau, de voyages, etc., de M. Carufel?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): 1. M. Carufel qui tient l'agence du département de la Colonisation à Montréal, est en même temps secrétaire de la Société de colonisation de Montréal et en cette dernière qualité il a son bureau au même endroit. 2. Non. 3. Le département paie les dépenses de bureau de M. Carufel et ses frais de voyages encourus comme agent de colonisation. Le département n'a pas payé de loyer pour le bureau, à venir jusqu'à mai dernier, ni pour le chauffage, à venir jusqu'à cette année; il n'a pas, non plus, fourni l'ameublement. Il paie maintenant \$10.00 par mois de loyer.

H. Trudel

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): 1. Quelles sont les fonctions de M. Henri Trudel dont le nom apparaît aux pages 290 et 295 du rapport du commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation, pour 1894-95, comme ayant retiré un salaire de \$83.33 par mois, jusqu'au 30 juin dernier, à même la balance du montant voté pour les sociétés de colonisation?

2. Sur les fonds de souscription de quelle société de colonisation ont été appliquées les différentes sommes ainsi payées à M. Trudel, pour salaire?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): 1. M. Henri Trudel était un employé du département, comme commis, au bureau de M. Carufel. Il n'est plus à l'emploi du gouvernement.

2. Son salaire n'a été appliqué sur les fonds de souscription d'aucune société.

J. Marquis, agent de colonisation

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): 1. Le révérend M. Jos. Marquis, agent de colonisation à Québec, remplit-il les mêmes fonctions vis-à-vis la Société de colonisation de Québec et vis-à-vis le gouvernement, que M. L.-E. Carufel, vis-à-vis la Société de colonisation de Montréal et vis-à-vis le gouvernement?

2. Les dépenses de voyages, de bureau, etc., sont-elles payées à M. Marquis par le gouvernement, en sus de son salaire?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): 1. M. l'abbé Marquis a été nommé agent de colonisation pour le département, à Québec. Nous sommes informés que ce monsieur est également agent de la Société de colonisation de Québec.

M. Carufel a succédé à M. Didace Tassé, comme agent de colonisation à Montréal. Il est secrétaire de la Société de colonisation de Montréal.

2. Non. Il a été entendu avec M. l'abbé Marquis qu'il se chargerait lui-même de ses dépenses, vu que son bureau n'a pas autant d'importance que celui de Montréal, à cause de la présence à Québec des officiers et des bureaux de colonisation du département.

F. Audet, commis

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): M. Ferdinand Audet remplit-il les mêmes fonctions dans le bureau de colonisation de Québec que M. Henri Trudel dans le bureau de la Société de colonisation à Montréal?

Quel salaire M. Audet reçoit-il du gouvernement?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): 1. M. Ferdinand Audet remplit les fonctions de commis; il a, surtout, charge du bureau durant les longues absences de M. Marquis.

2. Il est payé sur le pied de \$400.00 par année. Il est aussi l'employé du Syndicat des cultivateurs de la province de Québec, à Québec.

Demande de documents:

C. Dorion, magistrat

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechène), qu'il soit mis devant cette Chambre: un état indiquant: 1. Le coût des procès criminels, dans le district de Richelieu, depuis le dernier terme de la Cour du banc de la reine, instruits devant le magistrat M. Charles Dorion, de Sorel.

2. Les honoraires payés aux avocats représentant le procureur général.

Adopté.

M. Désilets, magistrat

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechène), qu'il soit mis devant cette Chambre: un état indiquant: 1. Les honoraires payés à M. le magistrat Désilets, des Trois-Rivières, pour ses services dans les causes du district de Richelieu, depuis sa nomination.

2. Le nombre de causes jugées par lui dans le district de Richelieu.

3. Le montant d'argent pour ses dépenses de voyages à Sorel, pour y siéger comme magistrat.

Adopté.

Election des députés

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 6) relatif à l'élection des députés de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Adopté.

En comité:

Les clauses 12 à 15 sont adoptées.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir:

Bill (bill no 54) intitulé: "Loi amendante la loi relative à la succession de François-Xavier Beaudry".

Bill (bill no 33) intitulé: "Loi autorisant Joseph Lacroix à changer son nom en celui de Joseph Archambault".

Bill (bill no 67) intitulé: "Loi concernant la succession de feu George Childs".

Et bill (bill no 48) intitulé: "Loi autorisant l'aliénation des terrains dépendant de la succession de feu Raoul de Beaujeu".

Documents:

Inspecteurs des établissements industriels

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre du 21 novembre 1895. pour une copie de la correspondance échangée avec les inspecteurs des établissements industriels et copie des instructions données à ces inspecteurs relativement à l'inspection desdits établissements, depuis janvier

1894 jusqu'au 29 novembre 1895. (Document de la session no 83)

E. Lapointe

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 novembre 1895, pour une copie de la correspondance, des instructions et des comptes en détail, relativement à l'item, sous la rubrique "Travaux et édifices publics", à la page 158 des comptes publics de 1895, intitulé: "Ed. Lapointe, tuf et pierre cassée re nivellement du terrain, \$690.41". (Document de la session no 84)

Cercles agricoles du comté de Soulanges

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 25 novembre 1895, pour une copie des états et des comptes rendus de l'opération des cercles agricoles de Saint-Joseph-de-Soulages, Saint-Ignace-de-Coteau-du-Lac, Saint-Télesphore, Saint-Polycarpe et Saint-Clet, dans le comté de Soulanges, pour l'année 1894. (Document de la session no 85)

La séance est levée à six heures.

Séance du 9 décembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à quatre heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

Par M. Cholette, la pétition du conseil municipal du village de Vaudreuil.

Par M. Stephens, la pétition de la Chambre de commerce de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

Du conseil municipal de la paroisse de Saint-Vital de Lambton, comté de Beauce, et autres, de la municipalité de la paroisse de Saint-Benoît, comté des Deux-Montagnes, et autres, de la corporation du village de Sainte-Rose, et autres, de la municipalité de la paroisse de Sainte-Monique et de la paroisse de Sainte-Angélique, et autres, demandant, respectivement, que les notaires continuent à exercer les privilèges qu'ils ont de procéder devant les tribunaux dans les affaires non contentieuses;

Et de George Barrington et autres, de Montréal, demandant que la cité de Montréal soit autorisée à procéder à l'élargissement de la rue Saint-Antoine, entre les rues Craig et Mountain.

Introduction de bills:

L'HONORABLE T.C. CAGGRAIN (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 23) amendant la loi concernant la constitution de la Cour supérieure.

Cette loi pourvoit à la nomination d'un second juge pour le district de Saint-François, dans la ville de Sherbrooke, où les tribunaux sont vraiment débordés.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Compagnie du chemin de fer de Brandon et de Sainte-Émilie-de-l'Énergie

M. V. ALLARD (Berthier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 80) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Brandon et de Sainte-Émilie-de-l'Énergie.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. V. ALLARD (Berthier): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession de F.-X. Beaudry

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité général pour étudier le bill (bill no 65) relatif aux biens de feu François-Xavier Beaudry légués pour fins de charité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. DESCARRIES (Jacques-Cartier): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association agricole du district des Trois-Rivières

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 79) constituant en corporation l'Association agricole du district des Trois-Rivières.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Interpellations:

W. Sicotte, avocat

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): 1. Quelle est la commission demandée par M. W. Sicotte, avocat, de Montréal, sur les diverses réclamations ou poursuites qui lui ont été confiées par le gouvernement?

2. Quelle commission a été convenue ou promise?

3. Quelle commission doit-il recevoir sur les réclamations, les poursuites prises contre les cités de Montréal, de Sainte-Cunégonde et de Saint-Henri?

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): 1. Aucune. 2. Aucune. 3. Aucune.

Ventes du département des Terres de la couronne

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): MM. Turcotte, Dumais, Duval et Martineau ont-ils été employés à la classification des dossiers dans la branche des ventes du département des Terres de la couronne, dans le courant du printemps dernier?

Dans l'affirmative, quel montant ont-ils reçu chacun pour cet ouvrage?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): 1. Oui. 2. M. J.-M. Turcotte, \$277.20; M. A. Dumais, \$228.00; M. B. Duval, \$336.00; M. J.-O. Martineau, \$255.00.

Ce travail de classification a été ordonné sur la recommandation expresse de l'ancien surinten-

dant de la branche des ventes, s.e.. M. L. Rivard, alléguant, entre autres raisons, dans son rapport, qu'il serait matériellement impossible d'entreprendre cette besogne dans les heures ordinaires de bureau.

Demande de documents:

Agence de la division centrale du Lac-Saint-Jean

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. G.W. Stephens), qu'il soit mis devant cette Chambre: copie de toutes correspondances, certificats, rapports et documents quelconques relatifs à la réclamation de M. Alphonse Dumais, employé permanent du département des Terres de la couronne, pour confection du "land roll" ou terrier, en double, et du livre des ventes avec index, du territoire compris dans l'agence de la division centrale du Lac-Saint-Jean.

Adopté.

Règlements de la Chambre

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. L.-T.-N.-L.-N. Duplessis), que le paragraphe 5 de la 57e règle des règles, ordres et formes de procédure de l'Assemblée législative de Québec, soit abrogé.

Cette règle déclare que la Chambre ne devra pas s'occuper d'un bill pour admission d'un candidat à une profession quelconque, à moins que le comité de la profession à laquelle ce candidat demande d'être admis ait approuvé sa demande. Comme la Chambre a toujours fait peu de cas de cette règle, il demande qu'elle soit abrogée.

Adopté.

Article 2024 des statuts refondus

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency) pour M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 119) amendement l'article 2024 des statuts refondus de la province de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Introduction de bills:

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency) pour M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 121) abrogeant la loi concernant les loteries et bazars.

UNE VOIX: Demande des explications.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Fait observer que l'objet de cette loi est de faire disparaître les différences entre l'ancienne loi provinciale et les dispositions du nouveau code criminel sur ce point. Sous la loi provinciale, on

permet les loteries dans certaines circonstances, tandis que le code criminel du gouvernement fédéral en fait une offense. Il s'agit de rendre notre loi conforme aux lois criminelles du pays.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Iles-de-la-Madeleine

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 20) constituant en division électorale les Iles-de-la-Madeleine soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Associations de bienfaisance et de secours mutuels et compagnies d'assurance mutuelle

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 12) concernant les associations de bienfaisance et de secours mutuels et les compagnies d'assurance mutuelle soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que la Chambre se forme en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cimetières, inhumations et exhumations

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 11) concernant les cimetières, les inhumations et exhumations soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Ce bill est une révision des lois existantes sur cette question et il comprend des suggestions du bureau provincial de la santé.

L'idée de la nouvelle loi est d'empêcher toute infection provenant des cimetières. Elle pourvoit aussi aux formalités à remplir pour l'ouverture de nouveaux cimetières.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Instruction publique

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 15) amendement la Loi de l'Instruction publique soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Hôpital protestant des aliénés

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 18) relatif à l'hôpital protestant pour les aliénés soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

Elections des députés

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 6) relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative de la province de Québec.

Adopté.

En comité:

Les articles 16 à 134 sont adoptés.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose l'adoption de l'article suivant:

135. Nonobstant l'article 134, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, avant la date fixée pour les élections générales qui suivront la dissolution de la présente Législature, ordonner que le bulletin communément appelé bulletin Durocher ("Durocher's improved ballot slip"), fait suivant la formule 00, soit, pour les fins desdites élections générales, substitué au bulletin mentionné dans l'article 134.

L'arrêté en conseil ordonnant l'usage du bulletin "Durocher" sera publié dans la Gazette Officielle de Québec pendant un mois, et ce bulletin ne pourra être employé qu'à l'expiration d'un mois après la dernière publication de cet arrêté en conseil.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Fait remarquer que ce serait une bonne chose d'adopter les mêmes bulletins qu'aux élections fédérales.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Est d'accord.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures quarante-cinq

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Cham-

bre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 6) relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative de la province de Québec.

Adopté.

En comité:

Les articles 235 à 279 sont adoptés.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose en amendement que la motion suivante soit retirée:

280. S'il est déclaré, dans le rapport du tribunal ou d'un juge chargé de connaître des pétitions d'élection, que quelque manœuvre électorale a été pratiquée par un ou plusieurs agents d'un candidat à une élection, que ce soit ou non à la connaissance véritable et du consentement du candidat, l'élection de ce candidat, s'il a été élu, est nulle.

La proposition est rejetée. La question principale étant mise aux voix, elle est adoptée sur division.

Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 10) intitulé: "Loi amendant la loi 58 Victoria, chapitre 45, concernant la tenure des terres aux Iles-de-la-Madeleine", sans amendement.

La séance est levée à onze heures.

Séance du 10 décembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à quatre heures.

Dépôt de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Hall, la pétition de la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond.

Rapports de comités:

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 68) modifiant la loi relative à la cité de Saint-Henri et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Canton de Bulstrode

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 17) pour détacher du comté d'Arthabaska et l'annexer au comté de Nicolet une partie des 4ème et 5ème rangs du canton de Bulstrode.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Hôpital protestant pour les aliénés

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 18) relatif à l'hôpital pour les aliénés.

Cette loi est proposée dans le but de rendre justice aux autorités de l'hôpital et leur permettre de maintenir cet hôpital qui a toujours été tenu avec soin et de façon à donner une satisfaction complète. Les autorités ont demandé que le prix que la province leur paie par patient fut élevé de \$116 à \$150 par année. Le gouvernement a répondu que cela ne se pouvait pas, que nous ne payions que \$100 aux religieuses et que la différence serait trop considérable, bien que les dépenses soient plus considérables dans un asile ordinaire, que dans un asile tenu par des religieuses. La garantie d'intérêt donnée par la province équivaut à cette augmentation de prix demandée, mais la province paiera seulement pendant trois ans.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Fait remarquer que le coût par patient est plus élevé à

Verdun qu'à d'autres institutions gérées par les communautés religieuses. Il en coûte \$140.00 par patient annuellement aux propriétaires de cette institution. Ils ont donc ajouté \$23.00 par patient au montant qu'ils reçoivent du gouvernement.

Il se rapporte à la loi régissant les aliénés dangereux.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Explique que le gouvernement actuel n'a pas effectué de changement dans ce sens et remercie son collègue pour avoir donné des explications. Pour éviter que ce cas crée un précédent, il croit qu'il vaut mieux attendre que le contrat soit déposé en Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Croit que le gouvernement n'a pas l'intention de faire autre chose que ce qui est prévu dans ce bill.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Elections des députés

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 6) relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative de la province de Québec.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Fait allusion aux sessions d'automne qu'il verrait abolir avec plaisir.

PLUSIEURS VOIX: Expriment leur opinion quant à la date où les listes doivent être révisées, les uns opinant pour le mois de septembre et d'autres pour le mois de décembre.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 19) intitulé: "Loi autorisant les syndics des chemins à barrières de Montréal à racheter certaines obligations, et à émettre, dans ce but, une nouvelle série d'obligations", sans amendement.

Loi de la chasse

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant les honoraires pour permis de chasse et la location pour les fins de chasse de certains terrains impropres à la colonisation. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, qu'à même les terres publiques éloignées des établissements de colons, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du commissaire des Terres de la couronne, d'ériger des territoires de chasse dont aucun ne devra excéder quatre cents milles carrés, pourvu que ces terres ne soient pas encore subdivisées en lots ou soient impropres à la culture.

Adopté.

2. Que le commissaire des Terres de la couronne pourra louer, soit à l'encan, soit de gré à gré, tout tel territoire de chasse à une ou à plusieurs personnes, pour une période n'excédant pas dix années, au prix annuel de pas moins d'une piastre par mille carré, payable d'avance, sous peine de forfaiture du bail.

Adopté.

3. Que le commissaire des Terres de la couronne pourra insérer dans tout tel bail les clauses et stipulations jugées nécessaires dans l'intérêt public.

Adopté.

4. Que nul, qui n'est pas domicilié dans la province de Québec, ne pourra y chasser, s'il n'est porteur d'un des permis suivants, savoir:

1. Permis général, autorisant la chasse de tous les oiseaux et animaux dont la chasse est réglementée par les dispositions de la "Loi de la chasse de Québec", moins ceux énumérés dans l'article 1401 des statuts refondus;

2. Permis relatif aux animaux à fourrure et aux animaux à poil, autorisant la chasse des animaux dont la chasse est réglementée par les articles 1396 et 1399 des statuts refondus;

3. Permis relatif aux oiseaux sauvages, autorisant la chasse des oiseaux dont la chasse est réglementée par les articles 1400 et 1401 des statuts refondus;

4. Permis relatif aux mêmes oiseaux sauvages, autorisant la chasse dans et sur les îles, baies, dunes ou battures du golfe Saint-Laurent.

Adopté.

5. Que tout permis sera accordé par le commissaire des Terres de la couronne, sur paiement d'honoraires, conformément au tarif suivant:

- | | |
|-------------------------------------|---------|
| (a) Permis de première classe..... | \$30.00 |
| (b) Permis de seconde classe..... | 25.00 |
| (c) Permis de troisième classe..... | 20.00 |
| (d) Permis de quatrième classe..... | 10.00 |

Adopté.

6. Que l'honoraire sera toutefois réduit de moitié si le permis est accordé à un membre d'un

club de chasse et de pêche qui est constitué en corporation en vertu des lois de la province.

Adopté.

7. Que, dans des cas exceptionnels, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du commissaire des Terres de la couronne, de réduire le coût des permis ou d'accorder des permis gratuits.

Adopté.

8. Que mention doit être faite, dans tout permis de chasse, de la région pour laquelle il est accordé.

Adopté.

9. Que tout permis de chasse sera personnel; devra, pour valoir, être endossé de la signature de celui auquel il a été accordé; sera valable durant la saison de chasse pour laquelle il est émis et confèrera au porteur le droit de chasser les animaux et oiseaux auxquels il se rapporte en la manière permise par la loi de la chasse de Québec.

Adopté.

10. Que le porteur d'un permis devra l'exhiber, sur demande, en temps raisonnable, à un garde-chasse ou à une personne ayant, "ex officio", cette qualité, sous peine de forfaiture du permis et sans préjudice des autres pénalités édictées par l'article 1410 des statuts refondus, tel qu'amendé par la loi à être basée sur les présentes résolutions.

Adopté.

11. Que les personnes non domiciliées dans la province de Québec devront payer, pour les permis les autorisant à prendre des oeufs, des oiseaux ou des animaux dont la chasse est réglementée par les dispositions de la loi de la chasse de Québec, pour des fins scientifiques ou de reproduction, durant le temps de prohibition, un honoraire, qui ne sera pas moindre que cinq piastres ni plus élevé que vingt-cinq piastres, fixé par le commissaire, suivant le nombre et l'importance des objets pour lesquels ces personnes demandent des permis.

Adopté.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'il existe des lois concernant la pêche, mais non la chasse. Il est d'avis qu'il devrait y en avoir. Le premier alinéa des résolutions indique l'étendue du territoire qui pourra être loué. Il était d'avis, en premier lieu, que le gouvernement pourrait simplement adopter une loi lui permettant de louer des terres pour la chasse. Depuis, il a changé d'avis, et il est d'accord que le gouvernement doit se protéger en déterminant l'étendue maximum de terrain que pourra louer une personne et en déterminant aussi le montant minimum de cette location. L'Ontario, dit-il, possède un système de protection des territoires de chasse, non seulement en ayant une saison de chasse précise, mais aussi en prohibant la chasse de certaines catégories de gibier à une période déterminée. Ainsi, le cerf, le caribou sont protégés jusqu'en 1900 et le castor et d'autres animaux jusqu'en 1897. De plus, en Ontario, les personnes ne résidant pas dans la

province n'ont l'autorisation de chasser qu'en payant des honoraires. Ici, dans la province de Québec, tout le monde a le droit de chasser gratuitement, mais cela ne procure pas beaucoup de revenus. Selon les résolutions présentées, la province serait assurée d'un revenu provenant des territoires de chasse tout en protégeant notre gibier. Une échelle des tarifs a été prévue pour faciliter l'organisation, et les membres non résidents des clubs de pêche ont droit à des permis à moitié prix. Pour les membres résidents, ce sera gratuit. Ces dispositions ont été établies pour deux raisons. La première est que les clubs de pêche doivent protéger le poisson sur leur territoire et ils dépensent de l'argent pour le faire; ce qui permet à la province d'économiser de l'argent. Deuxièmement, ils fournissent de l'emploi à un grand nombre d'hommes nécessaires, tels les gardiens des clubs, les guides, etc.

En conséquence, je maintiens le principe de la loi qui consiste à être moins sévère pour les étrangers qui viennent ici l'été et dépensent de l'argent parmi nous.

Ces résolutions sont très utiles et procurent des revenus à la province. Déjà, nous avons reçu un grand nombre de demandes de permis d'Ontario. Il conclut en disant qu'on devrait introduire ce bill en acceptant les résolutions qui fournissent beaucoup de détails sur la question.

M. F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): Je reproche au gouvernement de vouloir s'arroger le droit de louer à des étrangers des territoires destinés à la chasse au détriment des colons.

Je suggère que la loi déclare que les colons, malgré ces baux, aient le droit d'aller chasser sur ces territoires, pour y gagner une partie de leur subsistance, et il cite les cas d'abus qui ont existé dans le passé.

On nous parle de capitalistes qui vont là établir des clubs et dépenser de l'argent. L'expérience du passé est là pour établir, à peu d'exceptions près, que ces gens-là n'ont jamais fait la fortune des colons. Sous un prétexte comme celui-ci, ces prétendus millionnaires se sont emparés de nos meilleurs lacs à l'exclusion des colons du voisinage. Quant à moi, je ne suis pas ici pour défendre les richards mais bien pour protéger les intérêts des pauvres colons qui n'ont pas l'influence de ces millionnaires auprès du gouvernement.

Nous ressemblons de plus en plus aux territoires des vieux pays, où les paysans étaient sous le joug de lois de chasse tyranniques.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Ces résolutions sont certainement avantageuses pour les habitants. De plus, on assure ainsi la protection de nos animaux et les gens d'ici vont retirer de meilleurs profits de ces clubs.

Les colons demandent rétablissement de clubs qui tout en empêchant pas les colons de se livrer à la chasse, leur donnent un marché local pour beaucoup de leurs produits.

Rien n'a plus aidé à la colonisation que les clubs de pêche dans la région du Saint-Maurice.

Les clubs de chasse sont destinés à avoir le même effet.

Si je m'occupe beaucoup de cette législation, c'est simplement parce qu'elle intéresse les colons.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Pense que ces résolutions sont excellentes et vont rendre de grands services. Il est très important, dit-il, de protéger notre gibier et il est d'avis que les particuliers peuvent le faire plus efficacement que le gouvernement. Pour ce qui est de priver les habitants du droit de chasser sur certains territoires, il croit que cela n'effectuera pas beaucoup ces gens-là. Ainsi, dans son comté, la plupart ont suffisamment de territoire sur leur propre ferme pour les satisfaire. Les plaintes s'adressent aux clubs de pêche, mais ce sont les chasseurs qui tirent sur n'importe quoi qui soulèvent la colère des paysans. Les clubs dépensent beaucoup d'argent en salaires dans cette partie de son comté et, en fait, font vivre beaucoup de gens dans la région. Dans un endroit en particulier, il y a six fermiers qui vendent toute leur production annuelle à deux clubs de pêche.

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Demande à l'honorable commissaire des Terres de la couronne quel est le véritable but de sa loi. Est-ce la protection du gibier ou le grand et noble but de protéger la colonisation. Je crois que ni l'un ni l'autre de ces buts ne sera atteint par le moyen pris par le commissaire des Terres; encourager les clubs, c'est encourager la destruction du gibier sans aider à la colonisation. Je proteste contre ces résolutions.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Introduction de bills:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 24) amendant la loi de la chasse de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Cimetières, inhumations et exhumations

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 11) concernant les cimetières, les inhumations et les exhumations.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): S'y oppose fortement. Il propose le renvoi de la première clause du bill.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose l'ajournement.
Adopté.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures quinze

Documents:

Ventes et locations de coupes de bois et de limites de bois

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dépose la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 novembre 1895, pour un état démontrant les montants dus en capital et intérêt au gouvernement, sur le prix des ventes et locations par lui faites depuis la Confédération, de coupes de bois et de limites à bois, avec la date de ces ventes et locations, les noms des débiteurs et la description abrégée des terrains et coupes de bois en question. (Document de la session no 86)

Autopsie de J. Robitaille

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dépose la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 novembre 1895, pour une copie du compte du docteur M. Fiset pour analyse chimique des viscères de Joseph Robitaille, de Sainte-Catherine, comté de Portneuf. (Document de la session no 87)

Cause E. Murdock-McKenzie vs M. Ouellet

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dépose la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 novembre 1895, pour une copie du jugement rendu le ou vers le 3 mars 1894, dans une cause, à la cour de circuit de Montmagny, numéro 3826, où Edouard Murdock-McKenzie était demandeur et Michel Ouellet défendeur. (Document de la session no 80)

Expropriations à Montréal

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 78) relativement au coût de certaines expropriations sur la rue Sainte-Catherine.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cimetières, inhumations et exhumations

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 11) concernant les cimetières, les inhumations

et les exhumations, dont le but principal est d'augmenter les pouvoirs du Conseil d'hygiène, relativement au choix et à l'assainissement des cimetières.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Répliquant au représentant de L'Islet (M. F.-G.-M.

Dechêne), déclare que son collègue s'est objecté principalement à l'alinéa suivant: "Lorsqu'il s'agit d'établir un cimetière ou de changer le site d'un cimetière dans une paroisse ou mission, la requête des francs-tenanciers ou de la fabrique, des syndic ou autres administrateurs de la paroisse ou mission suivant le cas, à l'évêque ou à l'administrateur de diocèse, doit proposer un ou plusieurs terrains, recommandés par le Conseil d'hygiène de la province de Québec". Il s'est objecté également à la fermeture de vieux cimetières, suite aux plaintes du Conseil d'hygiène de la province et des désirs exprimés par la population. Il dit que lorsqu'une question concerne la santé publique, le gouvernement préfère laisser les autorités en matière d'hygiène prendre les décisions.

M. H. CARON (Maskinongé): Est d'avis que le bill donne au Conseil d'hygiène de la province des pouvoirs trop arbitraires en le laissant condamner des cimetières, sans s'assurer en premier lieu s'ils peuvent être assainis et remis en bonne condition.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Déclare que le bill n'aura pas l'effet décrit par le député de Maskinongé (M. H. Caron).

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Prend la parole.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Prend la parole.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. H. CARON (Maskinongé): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Matane (M. L.-F. Pinault), que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "envoyé de nouveau à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant à l'article 3772b, paragraphe A. les mots: "s'il est impossible soit par assainissement, drainage ou autrement, de rendre ledit cimetière acceptable".

Je prétends que sans cet amendement la loi laisse un pouvoir absolument arbitraire au Bureau d'hygiène qui pourra toujours, quelquefois sans raisons valables, faire changer le site d'un cimetière,

contre la volonté de la majorité de habitants d'une paroisse. Je puis citer un cas dans mon comté, la paroisse de Sainte-Ursule. Il y a là un endroit choisi depuis dix-huit ans pour agrandir le cimetière, en vertu d'un décret canonique. Le Bureau d'hygiène a fait rapport que ce terrain n'était pas suffisamment drainé. La paroisse est prête à faire le drainage suffisant pour le rendre conforme aux exigences de ce corps. Or, avec la loi actuelle, on pourra sans cérémonie se moquer de la volonté des paroissiens de Sainte-Ursule. Le cas se présente cette fois dans mon comté, mais plus tard d'autres députés pourraient avoir à souffrir de cette loi. En tous cas, je demande l'opinion de la Chambre sur mon amendement.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Caron, Dechêne, Gillies, Girouard, Gosselin, Marchand, Morin. Pinault, Tessier (Portneuf), 10

Contre: MM. Allard, Augé, Baker, Beaubien, Beauchamp, Cartier, Cholette, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Lacouture, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Morris, Normand, Panneton, Parizeau, Petit, Poirier, Rioux, Savana, Ste-Marie, Simpson, Spencer. Taillon, Tétreau, Villeneuve, 33

Ainsi, il est résolu négativement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose de nouveau que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides).

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles d'agriculture: pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des conférences sur l'agriculture; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du livre d'or ou "Herd-Book" canadien, dépenses des bureaux

nommés dans ce but, impressions de bulletins, etc., traitement des vétérinaires; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Fait observer que cette année on demande \$2 500.00 au lieu de \$1 000.00 pour le livre généalogique des animaux.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Fait observer que ce livre était pour être clos le 30 courant, mais que pour faciliter l'enregistrement du bétail canadien, ce livre restera ouvert jusqu'au 30 juin prochain. La somme additionnelle est pour permettre de faire de nouvelles entrées et de faire une inspection dans tout le pays.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Prétend que le vote de cette somme est contraire à la loi. Elle ne devrait pas figurer au budget puisque d'après l'aveu de l'honorable député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien) ce livre sera clos après le 30 juin prochain. Cette somme, par conséquent, devra faire l'objet du prochain budget ou d'un estimé supplémentaire.

La proposition est adoptée.

4. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Association pour l'agriculture, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Mérite agricole provincial; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des bureaux d'immigration de Montréal et de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Women's Protective Immigration Society", Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Women's Protective Immigration Society", Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas soixante-quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Prétend que cette somme est insuffisante et que l'an prochain, l'on fera comme cette année, l'on demandera par un budget supplémentaire une autre somme de

\$35 000.00. C'est avec un pareil budget que l'honorable trésorier (l'honorable L.-O. Taillon) arrive à démontrer qu'il a réduit le déficit.

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Se plaint de la manière injuste avec laquelle le ministre de l'Agriculture distribue ces argents.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des sociétés de colonisation en général; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la fête des arbres; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions étant lues deux fois, il est ordonné que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à plus tard.

Interpellations:

J.-F. Savary, employé du département d'Agriculture et de la Colonisation

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Quels sont les services supplémentaires pour lesquels M. J.-F. Savary a reçu un salaire additionnel sur le pied de \$400.00 par année, depuis le 15 mars dernier, date de la suspension des services de M. H.-A. Turgeon, ainsi qu'il appert aux pages 290 à 293 du dernier rapport du commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation?

M. Savary a-t-il continué à toucher ce salaire additionnel depuis le 30 juin dernier?

Dans la négative, pourquoi?

Quand le touchera-t-il?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): 1. Après la suspension de M. Turgeon, M. Savary a rempli les fonctions de premier commis à la branche de la Colonisation, et il a reçu pour cela un salaire additionnel, proportionné au surcroît de travail et de responsabilité que ces fonctions lui ont imposé.

2. 3. et 4. Non. La question de rémunération de M. Savary est actuellement à l'étude.

G. Barrette, contremaître dans la construction de ponts

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Quelles sont les fonctions que remplit M. Georges Barrette dont le nom est mentionné aux pages 288, 290 et 296 du rapport du commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation comme ayant reçu \$101.79 pour

voyages et \$102.00 pour deux mois de salaire?

Ce monsieur a-t-il reçu d'autres sommes d'argent à même l'item "chemins de colonisation", celui de "visites et explorations" ou autres, depuis le 30 juin dernier, pour salaire ou dépenses de voyages?

Dans l'affirmative, quelles sont ces sommes et

pourquoi lui ont-elles été payées, dans chaque cas?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): 1. M. Georges Barrette est employé comme contremaître dans la construction des ponts.

2. M. Barrette a reçu depuis le 30 juin dernier, pour salaire du 1er juillet au 31 octobre, à \$2.00 par jour de travail, les sommes suivantes:

Pont de Saint-Félicien	\$ 18.00
Pont sur la rivière Causapscal	56.00
Pont de Saint-Alexis, Matapédia	138.00
	<hr/>
	\$212.00

Frais de voyages de Saint-Raymond à Québec et à Causapscal à Cedar Hall, Meal Stream, etc., et retour en rapport avec les travaux du pont Causapscal et retour

Frais de voyages de Saint-Raymond et Québec à Causapscal et Matapédia, Campbelltown, Amqui, Meal Stream et Saint-Alexis, en rapport avec la construction du pont de Saint-Alexis et retour

15 novembre. — Avance sur frais de voyage, transport de matériaux, etc., pour travaux de minage près du pont de la Grande-Décharge, et travaux d'extension d'un des piliers dudit pont. Compte à rendre

M. Barrette est employé par le département depuis plusieurs années.

J.-A. Camirand, employé du département d'Agriculture et de Colonisation

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): 1. M. J.-A. Camirand, dont le nom est mentionné à la page 296 du rapport du commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation, est-il employé permanent dans le département?

2. Dans la négative, en quelle qualité a-t-il été employé durant les voyages pour lesquels une somme de \$63.45 lui a été payée?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): 1. Non. 2. M. Camirand est allé visiter certains chemins de colonisation afin de voir s'il serait possible de s'y servir avantageusement d'une machine, pour travailler dans les chemins, en usage dans certains endroits des Cantons de l'Est. M. Camirand possède une de ces machines, et en connaît le fonctionnement.

Procès de O. Cartier

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Le procureur général a-t-il reçu des plaintes de la part de certain membre de jury relativement à des remarques faites par l'honorable juge Wurtele, à Montréal, lors du procès de O. Cartier?

Quelle était la nature de ces plaintes?

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): 1. Oui. M. Albert Blanchard a, le 2 décembre 1895, adressé une lettre au procureur général à ce sujet.

2. Dans cette lettre, il allègue qu'après l'enregistrement de leur verdict d'acquiescement dans ce procès, l'honorable juge présidant le tribunal leur aurait dit qu'après un verdict comme celui-là, ils pouvaient s'en aller chez eux.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir:

Bill (bill no 51) intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer urbain de Sherbrooke".

Bill (bill no 76) intitulé: "Loi concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Coeur-de-Jésus, Montréal".

Et bill (bill no 35) intitulé: "Loi amendant les lois qui concernent la corporation de la cité de Québec".

Compagnie du chemin de fer urbain de Sherbrooke

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 51) intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer urbain de Sherbrooke". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Eglise du Sacré-Coeur-de-Jésus de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 76) intitulé: "Loi concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Coeur-de-Jésus, Montréal. Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Québec

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 35) intitulé: "Loi amendant les lois qui concernent la corporation de la cité de Québec". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

La séance est levée à dix heures et demie.

Séance du 11 décembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à quatre heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Tétreau, la petition du conseil municipal de la paroisse de Saint-Andre-Avellin et la pétition du conseil de ville de la ville de Buckingham.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

Du conseil municipal du village de Vaudreuil, demandant que les notaires soient maintenus dans tous les droits qui leur sont acquis, de procéder devant les tribunaux dans les affaires non contentieuses.

Et de la Chambre de commerce de Montréal, demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal.

Rapports de comités:

M. L.-T.-N.-L.-N.- DUPLESSIS (Saint-Maurice): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 75) constituant la ville de Saint-Louis en corporation et y a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation. Voici le rapport:

Votre comité, après l'étude qu'il a faite de la question de la culture du lin, est d'opinion que cette culture, d'après le système belge, pour le rouissage et le teillage de la fibre, devrait être introduite parmi les cultivateurs de la province.

Votre comité est aussi d'opinion de laisser au gouvernement l'initiative de tout encouragement qu'il jugera possible d'accorder.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement, savoir:

Bill (bill no 102) modifiant le code civil, relativement aux personnes qui font usage d'opium ou autre narcotique.

Et bill (bill no 105) validant certaines ventes judiciaires.

Votre comité a aussi examiné le bill (bill no 88) modifiant la loi concernant les corporations de

ville, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a, de plus, examiné le bill (bill no 94) amendant le code de procédure civile de la province de Québec et le renvoie à votre honorable Chambre, à la demande du promoteur, sans exprimer d'opinion.

Votre comité a aussi examiné le bill (bill no 91) modifiant, de nouveau, le code de procédure civile, au sujet de certaines causes non appelables, et après discussion, votre comité a rejeté ce bill.

Introduction de bills:

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 27) amendant la loi concernant les clubs pour la protection du poisson et du gibier.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Employés du département de l'Agriculture et de la Colonisation

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): M. Tourigny, l'ancien député de Nicolet; M. Alfred Gauvreau, de Québec; MM. Eugène Guemon ou Grenon, Jos. Walness, Antoine Alain, tous trois de Saint-Raymond; M. Dumais, de la Baie-des-Pères, ont-ils été employés par le département de l'Agriculture et de la Colonisation avant ou après le 30 juin dernier, et depuis que MM. Turgeon et Bureau ont été suspendus de leurs fonctions, dans ce même département?

Dans l'affirmative, à quels titres ou en quelles qualités ont-ils été employés?

Quelles sommes d'argent ont-ils reçues pour salaires et pour dépenses, chacun, et dans chaque cas?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet):

M. Tourigny. Exploration et localisation d'un chemin projeté entre le 9ème rang de la paroisse de Sainte-Sophie-de-Lévrard et un endroit appelé "Moose Park", dans le canton Blandford. Exploration, continuation du chemin entre les cantons Maddington et Blandford, comté de Nicolet, avec rapports et plans. Salaire et frais de voyage.	\$146.50
Inspection des chemins dits "du gouvernement", "Magnan" et "Rowan", et le chemin Beaugard, ce dernier sur les lots nos 22 et 23 du 6ème rang de Chertsey, comté de Montcalm, avec rapports et plans, \$81.15. Payé à compte.	50.00
M. A. Gauvreau. — Exploration du chemin projeté dans la seigneurie Mont-Murray, depuis le Grand-Fonds, jusqu'au lac Plongeon, 2 août 1895, comté de Charlevoix, avec rapport et plan. Salaire, frais de voyage et aide.	100.43
Comme contremaître ou conducteur des travaux du pont sur la rivière Chaudière, à Saint-Ludger de Risborough. Salaire du 6 août au 14 novembre à \$2.00 par jour, et frais de voyage pour lui, Walness et deux autres charpentiers.	267.57
Eugène Grenon. — Comme conducteur des travaux de construction du pont sur la rivière Keepewa. Salaire du 10 juin au 2 décembre courant à \$1.50 par jour de travail.	225.00
Frais de voyage pour revenir.	14.75
(Frais d'aller payés par Barrette)	
Walness. — Du 25 mars au 1er mai comme conducteur des travaux pour la préparation du bois pour le pont de Saint-Ludger-de-Risborough, à \$1.50 par jour.	49.50
Frais de voyage, transport de matériaux.	44.85
M. Walness a été employé, comme charpentier, sous M. Gauvreau, à la construction du pont susdit, à partir du 6 août au 11 novembre, à \$1.50 par jour de travail.	124.50
Frais de voyage à Saint-Ludger payés par le conducteur. Le département emploie M. Walness depuis plusieurs années.	
Antoine Alain. — Comme conducteur des travaux du pont sur la rivière Macaza du 25 mars au 15 avril, à \$1.50 par jour de travail.	30.75
Frais de voyage de Saint-Raymond et retour, transport d'effets.	36.68
M. Alain a aussi été employé comme charpentier sous Georges Barrette au pont de Causapsal du 4 juillet au 13 août à \$1.50 par jour de travail.	51.00
Et au pont de Saint-Alexis-de-Matapédia du 13 août au 1er novembre, au même prix.	100.51
Frais de voyage à Causapsal et à Saint-Alexis payés par le conducteur.	
M. Alain est, lui aussi, à l'emploi du gouvernement depuis un certain nombre d'années.	
Paul-T.-C. Dumais. — Du 13 juin au 15 juillet, tracé du chemin du Long-Sault, depuis la rivière Keepewa jusqu'au ruisseau Lafricain avec plan et rapport; salaire \$4.00 par jour.	96.00
Frais de voyages et de pension pour lui et ses aides.	157.35
Du 27 juillet, 28 jours pour préparer des spécifications, demander des soumissions, engager des hommes, à Hull, acheter des provisions et installer les conducteurs; salaire \$4.00 par jour.	112.00
Dépenses de voyages.	56.45

Livre de vente du Témiscouata

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): M. Joseph Martineau a-t-il été employé à la confection d'un livre de ventes pour Témiscouata.

Dans l'affirmative, quel montant a-t-il reçu pour cet ouvrage?

Son compte a-t-il été approuvé avant paiement, et dans l'affirmative, par qui?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): 1. Oui. 2. Il a reçu \$539.45. 3. L'estimation du prix a été faite par M. A. Dumais, officier de la branche des ventes, section Est.

D. Simard, percepteur du revenu

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): 1. M. Dydime Simard, percepteur du revenu pour le district du Saguenay, comté de Charlevoix, a-t-il, depuis le 1er janvier 1892, pris une action pour contravention à l'acte des licences de Québec, contre un nommé Odilon Déchène?

2. Jugement est-il intervenu, et, dans l'affirmative, en faveur de qui?

3. Le jugement contient-il une recommandation à l'Exécutif de payer les frais du défendeur?

4. Dans l'affirmative, ces frais ont-ils été payés ou doivent-ils l'être?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): 1. et 2. Trois actions ont été intentées contre J.-U.-O. Déchène, de la Baie-Saint-Paul, depuis le 1er janvier 1892: dans la première, le demandeur a été débouté de son action; dans la deuxième, jugement a été rendu contre le défendeur; dans la troisième, le demandeur a été débouté de l'action.

3. Le jugement dans cette troisième cause contient la recommandation du paiement, par la couronne, des frais de la défense. 4. Non.

Frais de voyage

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): 1. Certaines actions ont-elles été prises, depuis le 1er janvier 1892, par le percepteur du revenu du district de Kamouraska (Fraserville), contre un nommé Ouellet et deux autres personnes, en recouvrement d'une somme de \$2.00 avancée, pour frais de voyage, dans une cause du revenu?

2. Dans l'affirmative, combien d'actions ont été prises?

3. Quels sont les noms des défendeurs?

4. Quel était le procureur du demandeur?

5. Quel a été le jugement dans chacune des causes?

6. Le percepteur du revenu a-t-il été condamné aux frais?

7. Quel est le montant total de frais encourus, tant pour la demande que pour la défense?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): 1. 2. et 3. Oui; une action a été prise contre chacune des personnes suivantes: Mlle Virginie Ouellet, Joseph Soucy, Théophile Dionne et Alphonse Bélanger. 4. S.-C. Rioux, avocat du revenu. 5. Le

demandeur a été débouté de ses actions. 6. Non. 7. Les frais de la poursuite se sont élevés à \$41.40 et ceux de la défense à \$36.10.

Demande de documents:

Bois de pulpe

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez), qu'il soit mis devant cette Chambre, 1. Une copie ou un extrait des règlements révisés du département des Terres de la couronne, mentionnant le plus petit diamètre des arbres qui peuvent être abattus sur les terres de la couronne pour en faire de la pulpe.

2. Une copie de toute correspondance plainte ou lettre qui pourrait démontrer que du bois à pulpe de dimension moindre que celle permise aurait été coupé à la connaissance du département.

3. Copie de toutes plaintes ou rapports adressés au département, à quelqu'un de ses employés, ou autres personnes, alléguant que le règlement relatif à la dimension des arbres coupés pour la pulpe n'aurait pas été rigoureusement observé.

4. Un état des droits actuellement perçus par la couronne pour chaque corde de 128 pieds cubes de bois à pulpe, indiquant la différence dans le montant des droits perçus pour le bois réduit en pulpe, au Canada, et pour le bois exporté à son état naturel qui doit être transformé en pulpe, à l'étranger.

Adopté.

Impressions

M. J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. A.-P. Cartier), que les comptes publics, les rapports des départements, les livres bleus, ainsi que les autres documents ou papiers publiés pour chaque année fiscale ou civile, devraient être, à l'avenir, publiés et distribués aussitôt que possible après leur préparation et sans attendre la réunion de la Législature, et qu'aucun délai inutile ne devrait être apporté à leur publication.

Que le trésorier devrait faire publier dans la Gazette Officielle de Québec, le ou avant le premier septembre, un état sommaire et classifié des dépenses et du revenu de la province pour l'année fiscale alors expirée, l'état de ces dépenses pour les différents services ou département du service public telles que réparties ordinairement dans les comptes publics, l'état du revenu devant faire connaître entre autres: les recettes provenant du Dominion, des terres de la couronne, de l'administration de la justice, de la loi des licences de Québec, de la taxe sur les successions, de la taxe sur les transports, et de toute autre somme considérable, séparément.

Aussi, un état de la dette publique, ainsi que des emprunts temporaires et dépôts, à la même date.

Et la question, étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

L'Association protectrice de bienfaisance du Canada

M. A.-F. SAVARIA (Shefford): Propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. H. Cholette), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 77) constituant en corporation l'Association protectrice de bienfaisance du Canada soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

Demande de documents:

E. Murdock-McKenzie, percepteur du revenu

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. L.-A.-A.-E.-E. Lussier), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé indiquant: 1. Les montants perçus par Edouard Murdock-McKenzie, percepteur du revenu provincial, dans le district de Montmagny; pour licences pour vente de liqueurs enivrantes depuis le 1er janvier 1892, avec la date de la perception de chaque montant et la date de la licence pour laquelle ils ont été payés.

2. Les montants perçus, depuis la même date, par M. McKenzie pour amendes et pénalités pour contravention à la loi des licences de Québec, avec la date du jugement dans chaque cause, celle de la perception de chaque montant, et l'indication de la cause du retard de cette perception.

3. Les sommes provenant des deux sources ci-dessus remises au gouvernement, depuis le 1er janvier 1892, et la date de chacune de telles remises au trésor de la province.

Adopté.

Succession F.-X. Beaudry

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, appuyé par le représentant de Montcalm (M. O. Magnan), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 65) relatif aux biens de feu François-Xavier Beaudry, légués pour des fins de charité, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

Ecole de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, appuyé par le représentant de Montcalm (M. O. Magnan), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 53) constituant en corporation l'Ecole de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal, et abrogeant les lois qui constituent en corporation l'Ecole vétérinaire de Montréal et l'Ecole vétérinaire française de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

Etat financier de la province

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean). Propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. J.

Shehyn). que, depuis l'origine de la Confédération canadienne, jusqu'au 30 juin 1874, les comptes publics de cette province se sont soldés par des surplus annuels, pour la plupart, très considérables, et qu'à cette dernière date cette province était, non seulement sans dette, mais qu'au moyen de ces surplus successifs, elle avait accumulé une épargne d'un million cinquante et un mille piastres;

Qu'à cette dernière époque, le gouvernement de cette province inaugura une nouvelle ère financière par l'encouragement, au moyen des subsides, de la construction de nombreux réseaux de chemins de fer et par l'entreprise de divers autres travaux publics considérables et dispendieux;

Que cette politique, jugée nécessaire pour le développement des ressources de cette province, a été continuée, depuis, par les différents gouvernements qui se sont succédé;

Que, pendant cette période, la Législature, dans le but d'encourager des améliorations et des entreprises locales de tous genres, a voté avec largesse des octrois nombreux;

Que la même largesse a présidé à l'administration du service public dans toutes ses branches;

Qu'il a résulté de cette politique des déficits annuels et l'accumulation d'une dette publique dont le service des intérêts absorbe déjà la plus forte partie des revenus ordinaires de cette province et empêche le rétablissement de notre condition financière sur des bases solides;

Que, sans vouloir critiquer les motifs qui ont inspiré nos hommes publics dans la poursuite de cette politique, cette Chambre constate que le moment est venu d'en interrompre le cours, dans l'intérêt de notre autonomie provinciale et du maintien de nos institutions locales;

Que, pour cet objet, il est urgent de mettre une fin immédiate à toutes les dépenses publiques, soit au compte du capital, soit au compte du revenu, qui ne sont pas absolument essentielles à notre progrès; d'adopter, sans plus de retard, dans toutes les branches du service public, une politique de retranchement et de rigoureuse économie, et d'examiner si les rouages compliqués et dispendieux de notre organisation provinciale ne peuvent utilement se modifier de manière à en simplifier le fonctionnement et à en diminuer la dépense, sans porter atteinte à la position de notre province dans la Confédération canadienne;

Qu'une réforme de cette importance ne peut s'opérer efficacement sans le concours des deux partis politiques qui se partagent l'opinion dans cette Législature;

Qu'à cette fin, un comité de onze membres de cette Chambre soit nommé avec instruction d'étudier avec calme et patriotisme la situation du pays et rechercher, sans esprit de parti, les remèdes à apporter à la situation actuelle et les réformes à opérer, de manière à assurer la permanence de notre équilibre financier, sans recourir aux impôts;

Que ce comité ait le pouvoir d'envoyer quérir personnes et papiers, et qu'il reçoive instructions de faire rapport à cette Chambre de temps à autre.

M. l'Orateur,

Le 20 mai 1892, dans ma réponse au discours budgétaire de l'honorable trésorier de la province, je faisais la déclaration suivante:

"Le gouvernement peut compter sûrement sur le concours de la gauche dans tous ses efforts sincères pour retirer notre province de ses embarras financiers. Je puis même lui donner l'assurance que, mes amis et moi, nous serions prêts, dans le cas de nécessité urgente, à nous joindre au ministère pour demander à la province de s'imposer certains sacrifices afin de sauver son crédit et honneur. Mais, avant d'en venir là, nous voulons être parfaitement convaincus que tous les moyens d'économie et de retranchement dans les dépenses ont été épuisés."

C'est dans cet esprit que nous avons commencé et poursuivi nos travaux législatifs durant ce Parlement.

Une ère de prodigalité administrative avait régné dans la province, pendant une période de vingt années, créant des déficits annuels, occasionnant de nombreux emprunts et chargeant notre crédit d'un passif énorme.

L'opinion publique, alarmée de cet état de choses, signifia à ses délégués, par le vote imposant du 8 mars 1892, de couper court à toutes les dépenses superflues et de rétablir, par la plus sévère économie, l'équilibre du budget.

Je me suis, avec mes amis de la gauche, incliné devant ce mandat populaire et, dès la première occasion qui s'est offerte, nous nous sommes montrés prêts, comme l'indiquent les paroles que je viens de citer, à coopérer avec le gouvernement dans la tâche difficile qui lui était imposée.

Nous avons différé, il est vrai, sur les moyens à prendre pour arriver au résultat désiré; mais je concède cordialement à mes adversaires, comme je réclame pour nous, le mérite et le bénéfice des bonnes intentions.

Malheureusement, l'épreuve n'a pas eu un succès aussi complet que tous ont dû le désirer. Certaines économies ont été opérées; mais les réductions d'une part et le surcroît de revenu de l'autre n'ont pas suffi, et nos budgets annuels accusent encore et toujours un déficit qui s'ajoute au passif déjà disproportionné à nos moyens d'acquiescement.

Cependant, il est impérieusement nécessaire de mettre fin, sans plus de retard, à cet ordre de choses.

Nous devons indispensablement et immédiatement restreindre toutes nos dépenses, ordinaires et extraordinaires, au niveau de nos revenus annuels, à peine de ruiner, dans un avenir prochain, le crédit, l'honneur et le prestige de notre province.

C'est un cas d'urgence qui demande le concours de tous les véritables amis de leur pays, à quelque parti politique qu'ils appartiennent.

Les réformes requises, dans une crise aussi grave que celle que nous traversons, sont souvent pénibles; elles provoquent inévitablement des récriminations dont peuvent profiter des adversai-

res, et ne s'opèrent pas toujours d'une manière complète et efficace sans périls pour les auteurs. Elles restent, en conséquence, à l'état de demi-mesures.

Le travail de restauration entrepris par le gouvernement a nécessairement subi l'effet de ces influences et n'a pu atteindre le degré de perfection requis.

L'Opposition a étudié consciencieusement la situation; elle voit, à ne pas s'y méprendre, tous les périls que cette situation présente, et dans l'accomplissement d'un devoir impérieux, que son patriotisme lui impose, elle vient loyalement et sans arrière pensée, offrir au gouvernement de partager ses responsabilités dans l'oeuvre réparatrice.

Le gouvernement ne pourra que profiter du succès complet de sa tâche ainsi rendue possible par le concours de tous; l'Opposition, de son côté, n'a rien à y gagner, sauf la satisfaction du devoir accompli; et cette satisfaction suffit à ses ambitions.

C'est pourquoi la démarche que je propose et qui n'engage nullement l'avenir des partis dans cette Chambre, qui n'implique aucune alliance, mais une simple trêve en face d'un péril national qui ne peut s'éviter que par la force de tous les dévouements réunis, devra obtenir l'approbation unanime de cette députation.

On a bien soulevé, dans quelques journaux, l'objection qu'en tout ceci l'Opposition se mêle de ce qui ne la regarde pas, son rôle se limitant à l'observation et à la critique.

Ces journaux font erreur. L'Opposition a ses devoirs et ses responsabilités qui l'obligent, quand l'intérêt public l'exige, de prendre une initiative en proposant des réformes qu'elle croit essentielles au bien de l'Etat, et en invitant le concours du gouvernement pour en assurer le succès. De nombreux précédents parlementaires en font preuve. Je me permettrai d'en citer quelques-uns:

Le 11 février 1780, le célèbre Burke soumit aux Communes des résolutions tendant à inaugurer une politique d'économie et de réforme et il lui fut permis de présenter cinq bills distincts à cet effet, qui donnèrent lieu à la nomination d'une commission chargée d'étudier le sujet, à la suggestion de lord North, alors premier ministre.

En 1782, sous l'administration Rockingham, Mr. Pitt, encore dans l'Opposition, proposa la nomination d'un comité d'enquête sur l'état de la représentation et, l'année suivante, il soumit une série de résolutions sur le même sujet.

En 1793, M. Gray proposa la formation d'un comité chargé de s'enquérir des réformes à opérer dans le système parlementaire.

Le 21 mai 1810, M. Brand proposa de nommer un comité pour le même objet.

Nous trouvons des motions du même genre proposées en 1800 par M. Tierney, en 1809 par Sir F. Burdett, et à différentes reprises depuis 1820 à 1826 par Lord J. Russell.

Dans le parlement des Canadas-Unis. M. Brown proposa, le 14 mars 1864, ses célèbres résolutions pour la formation d'un comité de vingt

membres chargé de s'enquérir des défauts de notre système parlementaire et d'indiquer les moyens de remédier aux maux existants. Ces résolutions, après de longs débats, furent adoptées le 19 mai suivant.

Ces exemples suffiront, je crois, à établir que ma démarche, conforme aux usages parlementaires, est celle qui de tout temps, fut adoptée dans des circonstances semblables à celles où nous nous trouvons.

Maintenant, prétendra-t-on que ma proposition n'a pas actuellement sa raison d'être; que notre condition financière est tellement rétablie qu'il n'y a plus rien à réformer?

Je ne le crois pas.

Tant que nos dépenses excéderont nos revenus, il restera toujours quelque chose et beaucoup à faire; et rappelons-nous, en outre, que lors même qu'elles ne feraient que s'équilibrer, la situation ne serait pas encore satisfaisante car, pour refaire parfaitement notre position, il faudrait pourvoir à l'extinction graduelle des six derniers emprunts s'élevant à plus de \$15 000 000 pour l'amortissement desquels aucun fonds n'a été institué.

La vieille superstition qui faisait croire qu'une dette publique est un bienfait public n'existe plus. Dans tous les Etats-Unis, les mesures les plus énergiques ont été adoptées pour empêcher l'augmentation de la dette publique et pour en assurer l'amortissement.

Les constitutions de pas moins de douze Etats contiennent des dispositions qui empêchent les Législatures d'encourir aucune dette sans qu'il soit en même temps pourvu à son remboursement. Dans dix Etats, aucune loi autorisant un emprunt ne peut être adoptée sans avoir été d'abord approuvée par un vote de la majorité des électeurs. Dans plusieurs Etats aussi il y a des dispositions constitutionnelles pour l'imposition d'une taxe spéciale, destinée à combler immédiatement tous déficits dans le budget. Des restrictions ont été également imposées aux municipalités pour les empêcher de s'endetter. Cependant, quand nous venons à comparer la condition de ces Etats et celle de notre province, nous devons être alarmés de l'étendue des engagements que nous avons contractés.

Celui des Etats-Unis qui apparemment est chargé de la plus forte dette est le Massachusetts, laquelle s'élève au chiffre rond de \$30 000 000 de dépenses émises, c'est-à-dire à peu près l'équivalent de notre dette. Mais le Massachusetts a une population et un revenu plus que doubles des nôtres. En outre, il est pourvu d'un fonds d'amortissement et de garanties collatérales qui réduisent sa dette réelle à moins de \$7 000 000. Le grand Etat de New-York, avec cinq fois notre population, n'a qu'une dette fondée de \$7 000 000; celle de la Pensylvanie ne s'élève qu'à \$15 000 000. Cependant, tous ces Etats n'en sont pas moins constamment à l'oeuvre pour réduire leur passif, et cela avec un tel succès que les dettes consolidées des différents Etats de l'Union ont été diminuées de \$40 000 000 de 1880 à 1887.

Voilà des exemples, Monsieur l'Orateur, dont nous pourrions avantageusement tirer parti.

Pour bien comprendre toute la gravité de notre position financière, et jusqu'à quel point l'on se trompe en prétendant qu'il n'y reste rien à réparer, il suffit de mettre en regard le bilan de notre province et celui d'Ontario.

Notre passif, d'après le dernier discours budgétaire de l'honorable M. Taillon, s'élève à la somme de	\$33 545 194
Dont je déduis l'actif total, indiqué dans le même discours	<u>11 019 644</u>

Laissant au compte du passif une balance de	\$22 525 550
---	--------------

En regard de ce déficit énorme, Ontario nous présente, dans le dernier discours budgétaire de son trésorier, une balance à son actif de	\$ 5 269 840
---	--------------

Et ceci ne comprend pas tout l'avoir d'Ontario, comme nous l'apprend l'honorable M. Harcourt, trésorier de cette province, à la page 31 de son dernier discours budgétaire:

"Quant à l'actif de la province, dit-il, il faut se rappeler que je n'y inclus pas plusieurs montants qui nous appartiennent d'une manière indiscutable. Les balances non collectées qui nous sont dues en acompte des ventes des Terres de la couronne s'élèvent, en moyenne à des sommes considérables et constituent un avoir important. Le site des anciens édifices du parlement évalué au-dessus d'un demi-million de piastres, la valeur incalculable de nos richesses forestières et tous nos édifices représentent encore d'autres valeurs non comprises dans mon état."

Cette comparaison nous révèle une pénible vérité, sur laquelle il ne serait ni sage, ni patriotique de fermer les yeux.

Ontario, depuis l'origine de la Confédération, a administré ses finances avec une prudence qui ne s'est jamais démentie. Toujours elle s'est tenue dans les limites de son revenu annuel, accumulant des surplus successifs, qui, avec ses recettes de toutes sources, ont constitué cette superbe réserve de \$5 269 840, contrastant aujourd'hui si péniblement pour nous avec notre énorme déficit de \$22 525 550.

Ce seul exemple définit bien clairement les positions relatives des deux provinces; l'une, avec son surplus de cinq millions et demi, au faite de la prospérité; l'autre, avec son déficit de vingt-deux millions et demi, au fond de l'abîme financier.

\$28 000 000 les sépare.

Oui. Le gouvernement d'Ontario a constamment eu cette prudence essentielle de maintenir ses dépenses totales au-dessous du montant de revenu annuel. C'était le moyen d'éviter les emprunts et d'accumuler les surplus.

Voici ce que dit, à ce sujet, M. Harcourt dans le même discours budgétaire, page 26:

"Plus nous adhérons aux vieilles idées d'économie dont le principe fondamental est de faire en sorte que le revenu de l'année suffise aux dépenses annuelles, le mieux ce sera pour la province.

"La position éminemment sûre et satisfaisante dans laquelle se trouvent actuellement nos finances est surtout due à la persistance et à l'énergie avec laquelle a été respecté ce principe."

Et remarquez que, malgré cette condition florissante de ses finances, Ontario ne s'est pas départie de sa politique d'économie et qu'elle a d'année en année, diminué ses dépenses:

"Durant le dernier Parlement, dit encore M. Harcourt, à la même page, tout en augmentant nos octrois d'année en année pour l'éducation, l'agriculture, les hôpitaux et les charités et en dépensant une forte somme pour la création de l'asile de Brockville, il nous a été encore possible de réduire sensiblement chaque année la dépense totale. Ces dépenses ont été en 1891, de \$4 158 459; en 1892, de \$4 068 257; en 1893, de \$3 907 145, et en 1894, de \$3 839 338."

Et il ajoute à la page 35, du même discours:

"Nous sommes en même temps, par bonheur pour nous, presque seuls en état de prétendre et prouver que toutes nos dépenses peuvent se justifier, qu'elles ont été faites uniquement et exclusivement dans l'intérêt public, qu'elles ont été contenues dans les limites de nos ressources, et que, de plus, après avoir dépensé des millions sur nos chemins de fer, nos édifices publics, et autres services publics importants, notre position financière est universellement reconnue comme étant solide et enviable."

Si nous portons, maintenant, nos regards vers le sud nous découvrirons des exemples frappants de l'économie avec laquelle une administration provinciale pourrait être conduite.

D'après les renseignements officiels recueillis par le professeur Ely, dont l'autorité en pareilles matières est reconnue, la dépense totale des différents Etats et Territoires de l'Union américaine s'est élevée, en 1887, à \$111 000 000, c'est-à-dire une moyenne approximative de \$1.85 par tête; dans notre province, cette moyenne de dépense s'est élevée, l'an dernier, à \$4.00 par tête de population.

On peut prétendre qu'il y a une certaine différence entre notre administration provinciale et celle des Etats de la Confédération voisine, mais je mets qui que ce soit au défi d'indiquer une différence à cet égard qui justifie cette énorme disproportion entre nos dépenses administratives et celles de nos voisins; et si nous allions plus loin dans l'étude du régime administratif des différents Etats qui nous avoisinent, nous découvririons que leur politique constante a été de réduire et de faire disparaître les impôts qui pèsent sur le peuple.

En 1873, l'Etat de New-York avait prélevé des impôts au montant de \$12 000 000; en 1894, il n'en préleva que pour \$6 000 000.

En 1873, l'Etat de l'Ohio en préleva pour \$5 500 000, et en 1894, ils étaient réduits à \$3 700 000.

Et toutes ces réductions se sont effectuées en présence d'une augmentation rapide de la population, augmentation qui est péniblement lente dans notre province.

Ces statistiques et beaucoup d'autres du même genre sont contenues dans un tableau annexé au travail qu'a publié le professeur Ely sur l'impôt aux Etats-Unis.

On conviendra qu'elles ont leur importance pour nous et qu'elles méritent notre attention.

Mais j'en reviens à une question qui nous touche de plus près: avons-nous administré avec la même prudence et les mêmes résultats qu'Ontario?

Il suffit de rappeler les vingt dernières années de notre histoire pour répondre à cette question.

En 1874, nous avions, comme Ontario, accumulé par des surplus annuels, une réserve de \$1 051 000. Nous étions, vers la même époque, acquittés ainsi qu'Ontario, du surplus de l'ancienne dette du Canada, qui s'élevait pour Québec à quelques \$5 000 000. Ontario ne s'est pas trop émue de cette aubaine et a continué son administration économique. Nos hommes publics de l'époque ne l'ont pas imitée.

La fièvre des chemins de fer s'était emparée du public, la spéculation s'en est mêlée, nos gouvernants se sont laissés entraîner par le courant; le règne des déficits et des emprunts commença pour ne plus s'arrêter.

Notre ancien trésorier, l'honorable M. Robeson avait bien entrevu des résultats lorsqu'il prononçait dans son discours budgétaire du 13 janvier 1874, à l'occasion de la politique des chemins de fer, alors récemment inaugurée, les paroles suivantes:

"Je désire répéter en ce moment ce que j'ai déjà déclaré à la Chambre, que je tiens encore à la détermination que j'ai prise en entrant au bureau du Trésor, de maintenir notre dépense annuelle dans les limites de nos revenus annuels... Je ne suis pas homme, Monsieur l'Orateur, à plonger, sans ressources, notre province dans les dettes pour plaire à un homme ou à une coterie quelconque. Il est des gens qui, pour assurer l'exécution de certains projets dans lesquels ils sont personnellement intéressés, n'hésiteraient pas à rendre le crédit de la province à l'extrême, à nous imposer des dettes si fortes que le service des intérêts absorberait la plus grande partie de notre revenu, laissant à ceux qui viendront après eux le soin de se tirer d'embarras comme ils le pourront. Cette politique n'est ni sage, ni avantageuse et partout où elle a été suivie elle a eu des conséquences déplorables, elle a causé une extrême détresse qui a mis ceux qui en ont été victimes dans l'impossibilité de faire honneur à leurs obligations, et finalement la banqueroute et la répudiation des engagements contractés, et cela, dans des Etats qui jouissaient auparavant d'une prospérité égale à celle dans laquelle nous vivons présentement."

Ne dira-t-on pas, en relisant ces lignes, écrites il y a plus de vingt ans, que notre ancien trésorier possédait le don de prophétie. Ce qu'il a prévu est

arrivé, et notre condition actuelle est bien celle qu'il a décrite dans le passage que je viens de citer, moins la banqueroute et la répudiation, que la démarche que je propose à cette Chambre est destinée à nous faire éviter. Mais si ce vétéran de notre politique provinciale avait, dans ces moments de tranquillité d'esprit le don de prophétie, il ne possédait pas au même degré celui de résistance. Petit à petit, il céda à la pression de la multitude d'ambitieux qui le débordaient pour inaugurer avec ses collègues cette politique de la construction des chemins de fer à outrance, contre laquelle j'ai protesté avec mon vieil ami, Sir H. Joly de Lotbinière, le 15 décembre 1875, par une résolution déclarant que cette politique nous plongeait inévitablement dans les plus sérieuses difficultés et conduirait avant longtemps la province à la taxe directe et à la ruine.

La première capitulation de M. Robertson engagea le crédit de la province pour un montant de six millions de piastres. C'est ce qu'il nous dit, en propres termes, dans son discours du 1 février 1875:

"Si tous les chemins se construisent, s'écrie-t-il, cette politique entraînera une dette d'environ six millions de dollars en tout."

Mais il était encore dans la phase des résistances et il ajoute:

"Je l'ai déjà dit, je ne consentirai jamais à aller au-delà de ce que, selon moi, le crédit de la province peut supporter, et je puis dire ici que nous n'aurions pu faire que bien peu en fait de secours en argent, aux chemins de fer, si nous n'avions réussi à faire prendre à sa charge, par la Puissance, notre part de la dette de la ci-devant province du Canada."

Et il ajoute pour donner plus de force à l'expression de sa détermination de rester dans les limites qu'il indique, les paroles suivantes:

"Nous ne devons pas et, pour ma part, je n'y consentirai jamais, agir de manière à forcer la Législature à recourir à la taxe directe pour rencontrer les dépenses ordinaires, ou l'intérêt de notre dette, et quoique je sache mettre en péril ma popularité en suivant cette ligne de conduite, j'ai la conviction que le peuple de cette province en verra plus tard la sagesse."

Les choses en étaient à ce point, lorsqu'en 1875, le premier gouvernement de Boucherville confia la construction du système de nos chemins de fer du nord du Saint-Laurent, à des entrepreneurs, à prix fait, au lieu de la laisser continuer par les compagnies qui s'en étaient chargées à leur compte, moyennant certains subsides en terres et en argent. Les scrupules et les résistances de M. Robertson éprouvèrent encore ici une rude secousse, mais ils cédèrent, comme toujours, à l'opportunité du moment. Son discours budgétaire du 6 décembre 1875, sans trop expliquer les causes de sa nouvelle évolution, démontra que ses appréhensions pour l'avenir avaient diminué et qu'il en était arrivé à un optimisme qui lui faisait traiter à la légère les objections qu'on apportait à cette nouvelle politique. Il y mettait même du sarcasme, comme le fait voir l'extrait suivant de ce

dernier discours, où il répond à un quelqu'un qui s'était permis d'exprimer dans un écrit les appréhensions qu'il avait lui-même émises l'année précédente. Il dit, sur un ton de raillerie, à la page 38 de ce discours:

"Je n'ai pu m'exempter de frémir en lisant les avancés de certaines parties, quant au coût de ces chemins; c'est une chose terrible que d'envisager la pénible condition dans laquelle la province sera réduite selon eux. S'il faut les en croire, notre dette sera augmentée par l'entreprise proposée jusqu'à \$16 000 000 pour construction de chemins de fer; aucune possibilité de restreindre cette dépense, aucun moyen d'augmenter notre revenu afin de faire face à cette énorme dette, si ce n'est par la taxe directe. Nos pauvres habitants et nos colons dans le fond des bois seront d'abord ruinés par la taxe directe, et ensuite forcés de fuir la province afin de trouver une maigre subsistance."

Voilà précisément ce qui est arrivé, Monsieur l'Orateur, et je ne comprends pas bien comment notre ancien trésorier trouvait logique de critiquer cette prophétie qui corroborait si bien la sienne, dont je vous ai donné lecture il y a un instant.

L'événement a malheureusement prouvé que les prévisions de ce prétendu alarmiste étaient fondées; elles se sont plus que réalisées, puisque la dette de \$16 000 000 qu'il appréhendait, comme conséquence de la nouvelle politique des chemins de fer, en est aujourd'hui arrivée à \$33 500 000, chiffre rond.

Mais l'honorable M. Robertson et son gouvernement avaient, selon lui, pris de telles précautions dans la préparation de contrats pour la construction de ces chemins, que le coût total en serait strictement et sûrement limité à la somme de \$9 800 738.75. Voici comment il s'explique à cet égard, dans ce même discours:

"Coût total \$9 334 036.95; et afin qu'il ne se produise aucune erreur, quant au montant que le gouvernement proposera à la Chambre de voter, j'ai en sus ajouté 5 pour cent sur \$9 334 000, formant un montant de \$466 701, afin de pourvoir aux dépenses imprévues, à un aménagement supérieur pour les voitures dans la cité de Montréal et à aider à la construction du pont sur la rivière Ottawa, ce qui forme un grand total pour le coût de tous ces chemins, de \$9 800 738.75."

Et il ajoute plus loin pour rassurer davantage la Chambre:

"Je crois qu'en ajoutant ces \$466 701 pour extras, il n'y a aucun danger que la somme à dépenser, pour la construction, dépasse celle que j'ai indiquée."

Ainsi le gouvernement faisait à la Chambre pour lui faire ratifier ces contrats, la promesse formelle que le coût n'en excéderait pas la somme qu'il indiquait.

Malheureusement, ces promesses de M. Robertson n'ont pas été remplies, et ses prévisions ne se sont pas réalisées.

Au lieu de coûter \$9 800 000, inclus les extras, le système de nos chemins du nord en a coûté près de \$15 000 000 pour être vendu, quatre ans après sa construction, pour \$8 000 000, à un syn-

dicat de spéculateurs qui en a de suite réalisé un profit de \$1 250 000.

Notre dette était alors rendue dans les \$11 000 000. Mais d'autres chemins de fer se construisaient, la digue était rompue, le torrent se précipitait, et d'autres projets, surgissant sans cesse, exigeaient de nouveaux subsides. La marée montait toujours.

Le régime s'est perpétué jusqu'à ce que, par des emprunts répétés et des déficits annuels accumulés, nous en soyons arrivés au passif énorme qui nous écrase et qui grossit toujours, malgré les efforts maintenant impuissants de nos gouvernements.

Ajoutons à ces déplorables prodigalités le sacrifice, pendant de longues années, du domaine public, à des prix insignifiants, la continuation non interrompue d'une imprévoyante prodigalité dans tout le service administratif, et nous constaterons comment il se fait que tandis que d'un côté la dépense s'est accumulée dans des proportions alarmantes, de l'autre nos ressources naturelles de revenus s'épuisaient rapidement.

Et cette disproportion entre la dépense et la recette s'est jusqu'ici tellement accentuée que, malgré les taxes onéreuses que le gouvernement actuel s'est cru obligé d'imposer pour la faire disparaître, les déficits annuels n'en existent pas moins, grossissant toujours le chiffre du passif et nécessitant des emprunts fréquents pour faire face aux échéances.

Notre gouvernement prétend avoir opéré, par une stricte économie, des réductions notables dans nos dépenses annuelles; je ne veux pas lui enlever cette satisfaction, en examinant jusqu'à quel point elle est fondée, mais je prétends qu'en dépit des mesures financières, bonnes ou mauvaises, qu'il a adoptées, notre situation n'est pas encore rassurante et qu'il faut, sans délai, que tous les hommes animés d'un esprit vraiment patriotique, fassent trêve un instant aux luttes de partis, pour aviser ensemble, sous une responsabilité commune, aux moyens de la rétablir sur une base solide et permanente.

Si cette entente avait lieu, nous pourrions constater, dans le calme des délibérations, et dans la recherche consciencieuse des remèdes à apporter, nous pourrions, dis-je, constater que toutes les réformes et les économies ne sont pas encore accomplies et qu'il en reste beaucoup à faire pour atteindre le but auquel nous tenons tous: l'équilibre complet et durable entre nos recettes annuelles et nos dépenses de tout genre, et l'extinction graduelle de notre passif, sans recours à l'impôt.

J'ai dit que notre situation financière n'est pas rassurante; j'irai plus loin, elle est alarmante.

Notre dette publique atteint de telles proportions que nos pouvoirs d'emprunt seront bientôt épuisés, et alors si les réformes économiques n'ont pas suffi, nous nous trouverons dans la déplorable alternative d'une banqueroute honteuse ou d'un recours à de nouveaux impôts.

Non seulement la prospérité publique en souffrira, mais notre honneur sera compromis; notre autonomie, nos institutions provinciales, notre

position dans la Confédération seront gravement exposées.

Il est donc temps, ou jamais, de suspendre nos conflits de partis, afin de combiner nos forces et nos efforts pour sauver notre province des dangers qui la menacent.

Ces dangers seront toujours menaçants tant que nous n'aurons pas réussi, comme je l'ai dit déjà, à réduire les dépenses de toute nature, ordinaires et extraordinaires, au niveau du revenu annuel.

C'est cette politique qui a fait le succès d'Ontario; nous devons l'imiter.

Est-il trop tard?

Je ne le crois pas, pourvu que toutes les bonnes volontés s'y prêtent patriotiquement.

Et, remarquez-le bien, Monsieur l'Orateur, c'est la seule planche de salut qui nous reste.

Notre passif, comme je l'ai déjà fait voir, s'élevait au 30 juin dernier à \$33 545 194
Le 30 juin 1892, il n'était, déduction faite des subsides périmés, que de 31 739 000

Il s'est donc accru, dans cet intervalle, de \$ 1 806 194
L'année courante, d'après le dernier discours budgétaire, présentera un déficit de \$ 162 661
Et le budget pour 1896-97 nous en prédit un nouveau de 127 460

Ce qui produit une augmentation du déficit probable, depuis le 30 juin 1893 au 30 juin 1897, de \$ 2 096 315

Ce n'est pas en continuant à poursuivre cette marche descendante que nous réussirons à relever notre crédit, à équilibrer nos finances. Au contraire, nous les compromettrons davantage avec un tel système. Il faut donc l'interrompre.

Le pouvons-nous?

Oui. En adoptant énergiquement toutes les économies et toutes les réformes qu'un comité comme celui que je propose trouvera praticables, après une étude consciencieuse de la situation.

Je ne prétends pas que toutes les réformes dont l'opinion publique s'est déjà occupée, et toutes celles qui seront soumises à ce comité devront être adoptées. Mais toutes, dans la position précaire où se trouve la province, méritent une étude sérieuse et impartiale.

Nous sommes déjà unanimes à reconnaître que le système des subventions aux chemins de fer doit être, en attendant des temps meilleurs, suspendu.

Ce comité ne pourrait-il pas trouver aussi, après un calcul rigoureux de nos ressources, que les octrois prodigués jusqu'ici avec profusion à des entreprises et à des œuvres innombrables, doivent se limiter désormais à ce qui est strictement requis pour la protection des déshérités de

la nature, la propagation de l'instruction publique et l'avancement bien entendu des intérêts agricoles et industriels?

On a souvent exprimé l'opinion, dans cette Chambre, que nos rouages législatifs sont inutilement compliqués et dispendieux, et que, comme dans la plupart des autres provinces de la Confédération, une seule Chambre pourrait efficacement formuler nos lois. Le comité pourrait utilement s'occuper de cette réforme et trouver un moyen de réaliser l'économie importante qu'elle comporte.

Plusieurs Etats, dans la Confédération américaine, n'imposent à leurs législateurs que des sessions bi-annuelles et s'en trouvent bien. Cette réforme serait également un digne sujet d'étude pour le comité.

La résidence vice-royale de Spencer Wood offrirait un vaste champ au travail d'économie projeté, et le comité pourrait, je crois, s'en occuper avantageusement pour le budget de cette province.

Ne devrait-il pas, aussi, constater, ce comité, si la députation pourrait être réduite en nombre, sans nuire à l'efficacité de la législation, et si le nombre même des ministres ne pourrait pas être diminué sans entraver la bonne administration de la chose publique?

Plusieurs des Etats qui nous avoisinent se contentent d'un personnel administratif moins nombreux que le nôtre.

Le Massachusetts, par exemple, avec une population de 2 500,000 habitants, ne compte que quatre départements, ceux du secrétaire d'Etat, du trésorier, de l'auditeur et du procureur général.

Le New Hampshire n'a qu'un secrétaire d'Etat, un trésorier, un auditeur.

La Nouvelle-Ecosse, n'a que trois ministres avec portefeuille: le premier ministre, est en même temps trésorier et secrétaire de la province.

Le Nouveau-Brunswick en a cinq avec portefeuille, et deux sans portefeuille et sans salaire.

Cependant ces différents pays ne sont pas moins bien gouvernés que le nôtre.

Enfin, qui nous dit que les membres de notre Législature, sous l'inspiration du comité proposé, ne se feront pas un généreux devoir de contribuer unanimement à l'oeuvre réparatrice par une réduction de leur indemnité parlementaire.

Je cite ces quelques exemples, entre beaucoup d'autres, pour démontrer quels progrès nous pourrions encore faire sur la voie de l'économie, si cette Chambre, d'accord sur l'urgence des nécessités du moment, et oubliant pour l'occasion les récriminations et les retours stériles sur le passé, consentait dans une généreuse entente, à débayer, par une action commune, les voies difficiles de l'avenir.

Je me résume, Monsieur l'Orateur, et je termine par les conclusions suivantes:

Notre province est dans une condition financière anormale à laquelle il est urgent d'apporter un remède immédiat.

Pour cela, il faut qu'avant tout, nos dépenses de toute nature soient réduites, je le répète, au

point de convertir nos déficits annuels en surplus permanents, qui fourniront les moyens d'amortir graduellement et sûrement notre passif sans maintenir les impôts auxquels ces déficits ont donné lieu.

C'est pourquoi il importe que la situation de cette province soit soumise à l'étude d'un comité de cette Chambre, dont les membres, d'un mutuel accord, et dépouillés de tout esprit de parti, s'efforceront de formuler les réformes essentielles au résultat que j'indique.

Mon sujet, Monsieur l'Orateur, m'a imposé la nécessité de relater de certains événements du passé, afin de faire comprendre, à mon point de vue, la situation présente. Je me suis efforcé de faire ce récit avec impartialité et sans aucune intention agressive envers nos adversaires, qui, je l'espère, n'ont pas trouvé dans mes paroles d'allusions malveillantes pour eux.

J'ai voulu définir la position actuelle de notre province, sans acrimonie, sans esprit de parti et en évitant d'en attribuer la responsabilité à aucun des groupes politiques qui se divisent l'opinion. Il s'agit de faits accomplis et d'une situation créée qui présente des dangers sérieux et prochains.

Notre devoir est de les considérer au point de vue de l'intérêt général avec l'espoir que, par un travail commun et désintéressé, nous parviendrons à résoudre le problème financier qui s'impose.

J'espère que mes paroles seront acceptées dans le même esprit que je les ai prononcées et qu'il résultera de ma démarche une oeuvre de restauration dont nous aurons unanimement accepté la tâche et la responsabilité.

Afin d'enlever à cette démarche toute portée agressive pour mes adversaires, j'ai cru devoir lui donner la forme d'une motion de fonds, ("Substantive motion") et je m'engage, avec mes amis de la gauche, en évitant les subtilités de la procédure parlementaire, à n'y apporter aucun amendement, afin que la Chambre soit libre de se prononcer directement sur son mérite.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe):

Monsieur l'Orateur,

Avant que la Chambre soit appelée à se prononcer sur la question que vous venez de lui poser, je sollicite la faveur d'adresser quelques mots en réponse à l'honorable chef de l'Opposition et je désire motiver le vote que je vais donner contre la proposition qu'il a remise entre vos mains.

L'honorable chef de l'Opposition demande la formation d'un comité spécial pour étudier la situation financière de la province et pour suggérer des mesures d'économies.

Nous venons de l'écouter avec l'attention la plus suivie et je m'empresse de le féliciter sur la modération qui a régné dans son discours et en particulier sur le mérite littéraire dont il est empreint.

L'honorable député est universellement reconnu comme un homme de lettres peu ordinaire et les ressources de la rhétorique n'ont guère de

secrets pour lui. La forme qu'il a donnée à son discours prouve qu'en étudiant à l'école l'art de bien dire, il a surtout saisi la valeur de ces précautions oratoires, dont les maîtres recommandent l'usage chaque fois qu'il s'agit de faire accepter des idées contraires aux convictions de l'auditoire.

Les précautions oratoires émaillent son discours d'un bout à l'autre; sa proposition même n'est qu'un modèle de précaution adroitement conçue et habilement rédigée pour déguiser la motion de non-confiance la plus directe qui ait jamais été présentée contre un gouvernement constitutionnel.

Mais si je m'incline devant le littérateur, ce n'est pas à dire que j'approuve les vues qu'il a exprimées.

Plusieurs des remarques de l'honorable député sont inadmissibles et le fonds même de sa proposition ne résiste pas à l'épreuve d'un examen sérieux.

Il commence par nous dire qu'à partir de 1874 la province a subi une ère de prodigalité administrative qui a régné pendant une période de vingt ans.

Nous ne saurions accepter cette expression au pied de la lettre. Ce serait injuste pour certains hommes d'Etat, ce serait injuste pour l'honorable chef de l'Opposition lui-même.

J'aime mieux l'attribuer à une précaution oratoire forcée ou à un lapsus quelconque; car l'honorable député ne doit pas vouloir porter un jugement aussi sévère contre le cabinet Joly, qui a gouverné en 1878-79, et dont il fut lui-même l'un des membres les plus en vue. Ce serait presque cruel de penser qu'il a voulu traiter aussi rigoureusement le régime Mercier, aux destinées duquel il présida avec tant d'autorité et dont lui et ses vailants amis ne cessent de nous vanter les bienfaits.

Mais laissons de côté, pour le moment, les administrations qui ont régné sur la province avant le cabinet actuel. Ce dernier en a eu assez de prendre le fardeau légué par ses prédécesseurs, sans être jugé au point de vue de ses propres actes. Il ne s'agit pas de savoir si tel ou tel ministère fut prodigue dans le passé, mais bien de décider si les hommes qui nous gouvernent depuis quatre ans, les hommes qui se sont chargés de la tâche la plus difficile, la plus ingrate, il s'agit de savoir, dis-je, si ces hommes ont méconnu leurs devoirs au point de mériter l'affront d'une tutelle comme celle que la motion actuellement devant cette Chambre tend à leur imposer.

Au point de vue des intérêts de son parti, l'honorable chef de l'Opposition s'est montré très habile en proposant la formation de ce comité. Sa motion, tout en dénotant chez lui une connaissance approfondie de la tactique parlementaire, n'en est pas moins propre à égarer l'opinion publique. Déjà on a vu une partie de la presse se prononcer emphatiquement pour l'idée d'un comité tel que proposé et il est assez naturel que les personnes peu au fait des roueries de la politique, se laissent tout d'abord entraîner dans ce sens.

Mais je suis convaincu que l'honorable député serait le premier à rire sous cape s'il voyait sa

motion prise au sérieux par la majorité des membres de cette Chambre.

Lui, le vétéran de toutes nos luttes depuis 25 ans, comprend mieux que personne qu'étant donné notre forme de gouvernement responsable et l'existence inévitable de deux partis, le ministère constitue lui-même le comité de la Chambre par excellence; que sa mission spéciale, d'après l'esprit de la constitution, est de surveiller et diriger les affaires financières du pays.

Mieux que personne il sait parfaitement bien que si la députation acceptait sa proposition, ce serait dire au gouvernement, dans les termes les plus énergiques, qu'il a failli dans sa mission, que ses efforts n'ont pas correspondu aux désirs de ses amis.

Il sait bien qu'en face d'un pareil vote, le ministère ne pourrait rester une journée au pouvoir sans manquer aux motions de dignité et d'honneur qu'on est en droit d'exiger chez les chefs d'une nation.

Le gouvernement actuel a-t-il manqué à ses devoirs au point de perdre la confiance des représentants du peuple? Voilà en définitive la véritable question posée devant nous et à laquelle nous allons répondre par nos suffrages.

Le cabinet Taillon vient à peine d'arriver à la direction des affaires qu'il a prises, de l'aveu général, dans la plus triste des situations. Je ne dirai pas qu'il a succédé à vingt années de prodigalités administratives, mais il est venu au moment où notre province marchait à pas de géants dans la voie de la banqueroute.

Notre dette publique avait franchi les limites de la prudence, notre crédit était compromis, tous les services étaient livrés à une ère d'abus sans précédents.

Le gouvernement s'est trouvé en face de problèmes aussi nombreux que difficiles et lents à résoudre. Il s'est mis "ardument" à l'oeuvre et s'il n'a pas encore accompli toutes les réformes désirables pour arriver à la perfection administrative, il a du moins tenté de nobles efforts dans la bonne direction et a su réaliser tout ce qu'on pouvait, humainement parlant, attendre de lui au milieu des circonstances exceptionnellement défavorables qui l'entouraient.

L'expérience de tous les temps et de tous les pays nous prouve qu'il est facile d'augmenter les dépenses publiques, de multiplier les charges, de prêter une oreille tendre aux convoitises et aux ambitions individuelles. Les gouvernants qui se prêtent à tous les entraînements, à toutes les exigences, jouent un rôle aisé. Ils n'ont qu'à suivre le courant.

Mais un rôle pénible, un rôle épineux est réservé aux hommes d'Etat, vraiment dignes de ce nom, qui ont la force de caractère et l'énergie nécessaires pour enrayer les mouvements périlleux pour combattre les exigences déraisonnables et surtout blesser des intérêts acquis en adoptant les mesures rigoureuses que requiert le bien public.

Le présent cabinet est résolument entré dans cette voie désagréable.

Non seulement il a diminué ce qu'on appelle les dépenses contrôlables au montant de trois-

quarts de million par année, non seulement il a réussi à simplifier plus d'un rouage dans les détails de l'administration, mais il a eu le patriotique courage de recourir aux impôts devenus indispensables.

L'honorable chef de l'Opposition admet que des retranchements notoires ont été effectués. Ce n'est pas ce qu'il blâme dans le gouvernement; au contraire, il lui en tient compte avec une franchise qui fait honneur à sa bonne foi. Ce qui le fait persister à trouver à redire, c'est que le gouvernement n'a pas encore tout fait ce qu'il semble possible d'accomplir en fait de réductions, en fait d'économies.

L'honorable député, qui connaît à fonds l'histoire économique des peuples, sait qu'il est plus aisé de prêcher les réformes que de les réaliser et que, sous ce rapport, le temps est un grand maître. Il faut, en pareille matière, s'en rapporter nécessairement, au jugement et à la discrétion de ceux qui sont à la tête des affaires.

Il est sans doute désirable que les dépenses excessives soient réduites, mais encore faut-il les supprimer avec méthode si on ne veut pas se heurter à des obstacles insurmontables et parfois nuire à l'efficacité de l'administration.

Etant dans une Chambre où il est si souvent parlé de choses agricoles, je suis tenté de risquer une comparaison prise dans l'horticulture. Il arrive parfois que, faute de soins opportuns, un arbre fruitier se couvre de branches inutiles qui finissent par absorber et neutraliser ses forces productrices. C'est ce qu'on appelle, dans le langage du métier, des "gourmands". Malgré la nécessité qu'il y a de le débarrasser au plus tôt de ces parasites, la sagesse et les règles de l'art veulent qu'on procède à l'émondage par degrés, avec une certaine lenteur, autrement on pourrait compromettre la vitalité même de l'arbre affecté.

Il en est de même de l'arbre administratif. Et, Dieu sait, si les gourmands s'étaient multipliés dans notre verger politique, à l'époque où les ministres actuels le prirent sous leurs soins!

L'honorable chef de l'Opposition nous a cité l'opinion d'un ancien trésorier de cette province, l'honorable J.G. Robertson, qui nous mettait autrefois en garde contre le chiffre toujours grandissant de notre dette publique et qui nous prédisait, avec toute la force de sa longue expérience, les plus grands malheurs si nous ne rebroussions pas chemin dans la voie des dépenses et des emprunts. C'était alors sous le gouvernement Ross-Taillon.

Je suis réellement heureux que cette citation ait été faite. Elle vient bien à propos et me permet d'établir d'une manière irréfutable, l'énormité du fardeau dont le ministère actuel a dû se charger en venant au pouvoir.

Quel était donc le chiffre de la dette à l'époque où l'honorable M. Robertson donnait au pays ces salutaires avertissements?

Si je consulte l'exposé budgétaire présenté à cette Chambre par l'honorable M. Shehyn le 12 avril 1887, c'est-à-dire presque immédiatement après la chute du cabinet Ross-Taillon, je trouve à

la page 31 que le chiffre de notre dette nette se montait alors à \$11 389 167.11.

Or, quel était le montant de cette même dette lors de l'avènement du cabinet actuel?

Il est difficile de préciser, tant était grande la confusion, tant était profond le chaos où nos finances étaient plongées.

Chose certaine, c'est que l'administration qui exerce le pouvoir n'a pas augmenté la dette d'un seul sou. Elle a bien opéré des renouvellements, elle a bien pris des mesures pour consolider et liquider nos obligations, pour se débrouiller en un mot au milieu des embarras qui lui incombaient; mais, je le répète, elle n'a pas ajouté au chiffre total de nos engagements et ceux qui persistent à voir une augmentation de la dette provinciale dans le fameux emprunt de Paris ont cessé d'être pris au sérieux par les personnes tant soit peu au courant de la comptabilité officielle.

Cependant, Monsieur l'Orateur, que voyons-nous? Quel état de choses constatons-nous?

Le discours budgétaire de l'honorable premier ministre nous montre qu'au 30 juin écoulé, notre dette nette se montait encore à la somme de \$22 545 194.93, et cela en dépit de la péremption de certains subsides promis sous des conditions qui n'ont pas été remplies et en dépit de tous les moyens de rigueur adoptés par la présente administration pour diminuer le chiffre de la dette flottante.

Si donc une dette de \$11 389 167.11 constituait jadis un danger, un acheminement vers l'abîme au dire de l'honorable M. Robertson, aussi bien que selon l'opinion de l'honorable chef de l'Opposition, à plus forte raison devons-nous prodiguer notre appui et nos sympathies à un gouvernement qui, depuis qu'il est au pouvoir, fut obligé de faire face à une dette formant presque le double de la précédente, à un gouvernement qui a pu rétablir la confiance en notre crédit sur les marchés monétaires et nous laisser entrevoir dans un avenir assez rapproché un budget en équilibre, ce phénomène consolant qui semblait à jamais disparu de notre horizon politique.

Un tel gouvernement, s'il n'a pas tout fait, en a certainement fait assez pour avoir droit à la reconnaissance du pays et pour ne pas être classé parmi les incapables suivant le désir que vient d'en exprimer l'Opposition par la voix de son chef.

L'honorable député est revenu à plusieurs reprises sur la politique des chemins de fer inaugurée en 1874 et c'est à cette politique qu'il fait remonter l'origine de tous nos embarras.

J'admets que cette politique ne fut pas toujours exempte d'erreurs et d'égarements. J'admets que le peuple de la province de Québec s'est peut-être laissé entraîner trop loin par la fièvre des chemins de fer.

Mais, même avec ses abus, abus inévitables et en apparence inhérents à toutes les grandes entreprises d'ordre public, je ne suis pas prêt à regretter le mouvement qui a doté notre territoire d'un réseau de communications dont nous avons raison d'être fiers. Je ne suis pas prêt à blâmer, les gouvernements qui se sont succédé dans le passé.

d'avoir suivi le courant unanime de l'opinion publique qui réclamait cette ère de progrès et d'avancement.

Lorsque tous les pays du monde se couvraient de voies ferrées, était-il sage pour la province de Québec de rester en arrière?

Cette politique de chemins de fer, malgré la dette énorme qu'elle nous a valu, fut non seulement l'oeuvre des deux partis politiques, mais encore le fruit d'un patriotique désir chez notre peuple.

Il est permis d'affirmer, Monsieur l'Orateur, que ces grandes améliorations représentent une valeur utile qui compense amplement les sacrifices imposés à notre budget provincial. Et si, aujourd'hui, on fournissait au peuple de la province l'occasion d'opter entre la suppression de tous les chemins de fer qui ont été subventionnés par l'Etat et la suppression de notre dette publique, toute lourde qu'elle soit, il n'y aurait pas une voix sur mille pour consentir à l'opération. Presque tout le monde serait d'accord pour proclamer, qu'en somme, il valait encore mieux nous endetter plutôt que de rester stationnaires.

Non, Monsieur l'Orateur, notre malheur n'est pas précisément d'avoir recouru aux emprunts pour pousser le pays dans la voie du progrès. L'origine déplorable de nos difficultés financières n'est pas d'avoir adopté cette politique hardie, mais bien d'avoir méconnu l'absolue nécessité de nous créer des revenus additionnels au fur et à mesure que nos dépenses augmentaient. La cause de nos embarras doit être principalement attribuée à cette école néfaste qui, depuis trop longtemps, s'est donné pour triste mission d'enseigner au peuple qu'on pouvait tout exiger du gouvernement, qu'on pouvait constamment faire le vide dans le trésor sans s'imposer le moindre sacrifice pour le remplir.

On sait ce qu'il advint de la première tentative faite en cette province, depuis l'établissement du régime fédéral, pour créer un nouvel impôt.

C'était en 1878, sous l'administration de Boucherville. Le règne des déficits commençait à poindre et l'intérêt sur la dette en était rendu à nous coûter annuellement \$399 237.48.

Le gouvernement, soucieux de notre crédit et de notre avenir financier, comprit qu'il fallait recourir à de plus amples sources de revenu et, obéissant aux lois du devoir, il présenta devant la Chambre, le 20 février 1878, des résolutions créant une faible taxe sous forme de timbres à imposer sur certains documents.

On se rappelle le concert d'imprécation qui fut soulevé d'un bout du pays par les adeptes de l'école dont je viens de parler. Le ministère fut violemment dénoncé dans la presse et sur les tréteaux.

Malgré ces clameurs et ces pernicieux appels aux préjugés populaires, le cabinet tint ferme et ses résolutions furent adoptées, le 1er mars, après un acrimonieux débat au cours duquel l'Opposition se fit l'écho des dénonciations passionnées dont l'opinion publique était saisie.

Le lieutenant-gouverneur de l'époque crut le moment favorable pour rendre service à son parti

et, dès le lendemain 2 mars, il renvoyait son cabinet et le pays était bientôt plongé dans une agitation électorale, dont les nouvelles taxes furent le thème favori.

Les ex-ministres furent voués à la vindicte des électeurs, désignés comme des ennemis du bien public pour avoir eu l'audace de faire un acte qui, pourtant, était impérieusement commandé par l'intérêt du pays.

C'est à cette période sombre de notre histoire politique que le charlatanisme inventa cette épithète de "taxeux" qui semble garder droit de cité dans le vocabulaire à la mode chez nos adversaires.

Tel fut le véritable point de départ de nos égarements financiers, telle fut l'origine de cette fausse situation dans laquelle notre budget fut fatalement engagé.

Mais le peuple, auquel on prêchait l'horreur des taxes, n'en persista pas moins à demander des faveurs et la politique des chemins de fer était tellement en vogue que le gouvernement Joly ne songea même pas à en arrêter le cours. Il continua le régime des emprunts et malheureusement celui des déficits annuels.

L'administration Chapeau qui lui succéda, ne crut pas devoir ralentir le mouvement progressif, mais elle eut du moins le courage et la patriotique prévoyance de recourir à la taxation. Constatant toute l'étendue du danger, voyant que le montant payé pour nos intérêts seuls atteignait déjà le chiffre de \$836 958.40 et que le déficit allait toujours croissant, elle fit voter, le 23 mai 1882, l'impôt sur les corporations commerciales.

Cette fois encore, l'école néfaste fit entendre ses clameurs et, les légistes se mettant de la partie, la nouvelle loi fiscale fut attaquée devant les tribunaux comme étant contraire à la constitution. On plaida, on replaida, on passa par la filière de toutes les cours et ce ne fut qu'en 1887 que le Conseil privé de Sa Majesté, siégeant à Londres, décida que la loi était constitutionnelle.

Pendant ce temps les déficits avaient continué de s'accumuler, le désordre s'accroissait dans nos finances et des craintes sérieuses commencèrent à planer sur notre crédit.

Les banquiers ne tardèrent pas à redouter le sort de leurs placements dans un pays dont le peuple ne songeait qu'à emprunter et qui se mettait en révolte contre la moindre mesure destinée à lui faire rencontrer ses obligations. Ils finirent par croire que notre constitution n'était apparemment bonne que pour créer des dettes et impuissante à créer des revenus.

Est-il surprenant. Monsieur l'Orateur, que dans ces conditions notre réputation soit devenue avariée au point que les ministres actuels l'ont trouvée? Est-il surprenant que les banquiers de Londres et de Paris aient accueilli, il n'y a pas encore bien longtemps, certaines propositions de notre part avec des exigences qui frisaient l'insulte? Et irions-nous donner un vote de non-confiance, direct ou indirect, contre le cabinet juste au moment où il ne fait que débiter avec succès dans l'oeuvre de réparation, dans le rétablissement de notre crédit?

L'honorable chef de l'Opposition nous a cité les Etats-Unis comme le foyer par excellence de la science économique. Il nous a parlé de l'Etat de New York et de celui de l'Ohio comme ayant réduit en ces dernières années le montant de leur taxation. New York, dit-il, se taxait au montant de \$12 000 000 en 1873 et l'an dernier il n'a prélevé que \$6 000 000 sur ses contribuables.

Je suis encore heureux que l'honorable député soit allé chercher une comparaison chez nos voisins pour tâcher de trouver le gouvernement de son pays en faute.

Ce qu'il vient de nous dire est une preuve manifeste que les citoyens des Etats-Unis sont loin de subir l'école rétrograde qui a constamment cherché à fausser l'opinion publique, depuis que notre province jouit de l'autonomie politique.

Je ne suis pas admirateur sans réserve de la république américaine, mais je me plais à reconnaître les immenses progrès qu'elle a faits dans l'ordre matériel, sous l'impulsion pratique de ses législateurs.

Il n'est jamais venu à l'idée d'un parti, ni d'un groupe d'hommes aux Etats-Unis, lors de l'accomplissement d'un progrès, de ne pas toujours le précéder ou le suivre d'une mesure propre à trouver les ressources nécessaires pour y arriver.

Si l'Etat de New York se taxait au montant de \$12 000 000, c'était pour subvenir aux frais occasionnés par les nombreuses oeuvres d'utilité publique qui font partout la richesse et la beauté de son territoire. C'était afin de ne pas grossir sa dette au-delà des limites prescrites par la sagesse.

Les grands économistes qui ont fondé la république voisine, se sont appliqués à laisser dans l'esprit de leurs concitoyens les théories les plus saines en fait de questions financières. L'immortel George Washington, dans sa lettre d'adieu au peuple des Etats-Unis, insiste sur la nécessité de conserver le crédit public dans la plus scrupuleuse intégrité et s'il permet d'avoir recours aux emprunts, dans les circonstances graves et urgentes, c'est à la seule condition qu'on ait sans délai recours à l'impôt pour amortir les dettes ainsi contractées.

Lorsque nos voisins se saignèrent à blanc pour soutenir la guerre fratricide qui éclata chez eux en 1861 et pour maintenir l'honneur de leur drapeau, ils s'endettèrent dans des proportions que l'on pourrait qualifier de fabuleuses; mais ils ne perdirent pas un seul instant pour se montrer fidèles aux conseils de celui qu'ils considèrent à bon droit comme le père de la patrie. Non seulement le gouvernement fédéral augmenta ses revenus indépendamment de ceux que lui rapportait son tarif protecteur, mais les états particuliers s'imposèrent les plus lourds sacrifices.

On eut recours à toutes les formes de la taxe directe et si, au milieu de ces impôts multiples que subissait un peuple jaloux de ses libertés, il s'était élevé une voix discordante, soit à la tribune soit dans la presse, pour amener le peuple contre les hommes d'Etat qui voulaient ainsi sauver le nom et le crédit de leur pays, cette voix aurait été accueillie par le mépris général.

Aux Etats-Unis, on est imbu de la saine doctrine à l'endroit de l'impôt. On le considère comme un bienfait public du moment qu'il est destiné à procurer le bien général. C'est l'hérésie contraire qu'on s'est évertué à prêcher dans notre province.

Ici on veut représenter l'impôt comme une spoliation inique, et les législateurs, qui sont forcés de l'établir, comme des ennemis de la patrie.

Voilà comment notre dette n'a fait qu'augmenter dans le passé, au lieu de diminuer petit à petit comme la chose est arrivée dans les Etats cités avec tant d'opportunité par l'honorable chef de l'Opposition.

Quand, d'un autre côté, il nous mentionne avec admiration la province d'Ontario comme n'ayant pas de dettes, pour conclure à la condition relativement défavorable de notre propre province, il ne rend pas pleine justice à Québec.

Pour apprécier la position respective des deux provinces, il faut tenir compte de certains faits et circonstances qui expliquent parfaitement cette différence existant entre elles.

D'abord Ontario est sillonné en tous sens par des voies ferrées et pourvue de palais de justice, de prisons et autres édifices publics. On ne prétendra pas que ces travaux se sont accomplis sans argent. Si le gouvernement n'en a pas supporté le coût, c'est que d'autres corps administratifs s'en sont chargés. Et si le budget provincial d'Ontario est libre de dettes, on ne saurait en dire autant des budgets municipaux.

Pour porter un jugement droit sur la situation respective des deux pays, il faudrait calculer le montant des obligations communales, de même que le chiffre des hypothèques dont la propriété immobilière est généralement grevée et, dans l'ensemble, on trouverait qu'après tout notre belle province de Québec ne mérite pas la note d'infériorité que ses propres enfants se plaisent parfois à lui décerner.

Pour ce qui est des voies ferrées, il est bien connu que, dans le passé, Ontario a tiré beaucoup plus que Québec sur le trésor fédéral. Il fut un temps où le cabinet d'Ottawa considérait la province de Québec comme une quantité négligeable et réservait toutes ses faveurs pour la province voisine et pour les autres régions de la Puissance.

C'est à cette époque que le gouvernement de Québec crut devoir tenter un suprême effort pour tenter de sauver l'entreprise du chemin de fer du nord, qui allait périliciter tout en provoquant peut-être les plus grands désastres.

L'honorable chef de l'Opposition, malgré l'apparence peu agressive de son discours, a trouvé moyen de revenir sur cette fameuse question du chemin de fer du nord et de critiquer sa construction.

C'est un cheval de bataille dont nos adversaires ont fait un constant usage depuis des années et qui fut une source profonde de luttes acerbes, sans compter les misères qu'il a enrégistrées au sein même du Parti conservateur. Sa mise en scène, dans le moment actuel, contraste singu-

lièrement avec les appels à l'union, à la conciliation que nous venons d'entendre.

Je n'insisterai pas plus qu'il ne faut sur la nécessité dans laquelle se trouva placé le gouvernement de l'époque, vis-à-vis cette entreprise qui avait un cachet d'importance tout exceptionnel. Il s'agissait d'une voie de communication destinée à relier Québec avec la capitale fédérale et destinée spécialement à fournir un débouché aux produits agricoles et industriels de la moitié du pays. C'était une oeuvre qui s'imposait, une oeuvre à laquelle je ne crains pas d'assigner le nom de "nationale", malgré les abus qu'on a pu malheureusement faire de ce qualificatif en certains quartiers. L'honneur et le crédit de la province étaient liés à son succès. Nos hommes d'Etat crurent que la laisser tomber à l'eau, c'eût été nous amoindrir aux yeux des autres peuples, porter un coup fatal à notre prestige en donnant au monde entier le spectacle d'un pays incapable de conduire un travail sérieux à bonne fin. Ils ont peut-être obéi à un sentiment d'orgueil patriotique plutôt qu'à un froid calcul financier, mais leurs vues n'en furent pas moins élevées et ce chemin de fer du nord, aujourd'hui soudé au grand Pacifique Canadien, est un monument qui les recommande à la gratitude de leurs concitoyens.

Toujours sous les dehors inoffensifs de la conciliation, l'honorable député s'est permis de toucher à tous les points de notre politique provinciale qui ont suscité, et suscitent encore les plus graves débats. C'est ainsi qu'il nous mentionne la coûteuse résidence du lieutenant-gouverneur, la Chambre Haute dont on pourrait si facilement se dispenser, suivant son opinion maintes fois formulée. En somme, quand on lira attentivement son discours qu'il a rédigé avec tant de soin, on apercevra entre les lignes un réquisitoire très complet contre la politique du parti qui exerce le pouvoir. Il a su résumer, en termes aussi subtils que modérés, toute la lutte qu'il dirige contre le cabinet depuis l'ouverture du présent Parlement.

Je veux être bien compris, Monsieur l'Orateur, et je répète ce que j'ai déjà dit touchant les réformes qui restent à faire. J'admets que l'ère des retranchements n'est pas encore terminée et je suis convaincu que l'honorable premier ministre, dont les nobles intentions sont universellement reconnues, aspire lui-même à faire arriver la barque de l'Etat au port d'une plus grande perfection, selon que les circonstances et surtout les vents contraires le permettront.

Je ne suis pas opposé à l'union de tous les hommes de bonne volonté et je déplore le mal inévitable que nous cause l'existence des deux partis politiques, luttant constamment pour la possession du pouvoir.

Mais si réellement on croit qu'il soit possible de faire disparaître cette démarcation, il n'y aurait qu'une démarche à adopter, que l'Opposition renonce à embarrasser le gouvernement et qu'elle confonde ses rangs avec les nôtres. Qu'il n'y ait plus qu'une seule famille sous un seul chef.

La plus grande réforme à laquelle les deux partis, ainsi réunis, pourraient et devraient colla-

borer, serait l'éducation politique de notre peuple.

Il faudrait d'abord, Monsieur l'Orateur, supprimer cette école qui veut que l'Etat fasse tout sans imposer de sacrifices aux particuliers, école dont nous venons de constater la mauvaise influence dans le passé.

Il faudrait unir tous les efforts et tous les talents, tant à la tribune que dans la presse, pour stimuler l'initiative individuelle et arrêter cette tendance générale à solliciter l'intervention pécuniaire du gouvernement dans toutes les entreprises qui offrent le moindre aspect d'utilité publique.

Voilà quatre années que je viens siéger à la capitale et que j'observe de près ce qui se passe dans notre monde officiel. Chaque jour, je suis de plus en plus étonné du nombre comme de l'étendue des demandes qui surgissent de partout. Le fait est qu'une bonne partie du temps des ministres semble être employé à dire: non. Quand je vois ce siège en règle que l'on vient de tous côtés mettre devant notre pauvre trésor, les influences mises en action, les ressorts variés qui se meuvent en tous sens; quand je vois la course aux employés prendre une extension de plus en plus intense et les exigences se revêtir d'un caractère si tenace et parfois si menaçant, j'éprouve la plus grande sympathie pour ceux qui exercent le pouvoir et je me demande, avec admiration, comment ils ont pu même songer à effectuer les retranchements dont nous leur sommes déjà redevables.

Je ne voudrais rien dire de blessant à l'adresse de mes concitoyens et je dois avouer, à leur gloire, que la tendance budgétaire tend à diminuer et que la force de résistance opposée par le cabinet actuel commence à porter ses fruits.

Il était grandement temps, Monsieur l'Orateur; car la position serait devenue intenable. Nous étions naguère embarqués sur la même voie que certaine colonie australienne, dont la faillite récente produisit tant de ruines et de malaise. Les contrecoups formidables de cette débâcle financière ont à peine cessé de se faire sentir sur les marchés de la mère patrie.

Voici comment un observateur, rendant compte de sa visite dans cette région des antipodes, explique en partie les causes du cataclysme. Il l'attribue à l'espèce de socialisme d'Etat qui avait fini par y dominer les sphères gouvernementales.

"L'un des côtés caractéristiques de cette démocratie, dit-il, c'est qu'elle semble croire qu'un gouvernement peut tout faire et que s'il n'obtempère pas à toutes les demandes qui lui sont adressées, c'est parce qu'il ne le veut pas. Et si une administration refuse de se plier à une exigence, il en résulte une agitation plus ou moins formidable. Il faut entendre ce cri perpétuel des désappointés: il n'y a rien à attendre de ce gouvernement; mais un peu de patience. Un jour viendra! Inutile de dire qu'il y a toujours un parti prêt à promettre ce que l'autre refuse. Et, dans ces conditions, l'Etat est induit à pourvoir aux besoins immédiats et directs d'un chacun.

Le peuple demande à l'Etat, sinon le pain quotidien, du moins des entreprises publiques

pour lui procurer du travail: et les entreprises sont ordonnées.

Il demande un salaire plus élevé pour son travail et il l'obtient.

Il demande la journée de huit heures, sans réduction proportionnelle dans son salaire, et il l'obtient.

Il demande de l'aide pour élever et instruire ses enfants et il l'obtient.

Il demande à l'Etat de prendre soin de ses malades, de ses pauvres, de ses affligés: l'Etat doit accéder à sa prière.

Il demande à l'Etat de réparer à ses frais les suites de tous les égarements, de toutes les folies: il est écouté.

Il demande à l'Etat l'égalité complète dans les conditions sociales: l'Etat doit en faire la promesse.

S'il demandait la lune, l'Etat serait obligé de s'engager immédiatement à prendre la chose en très sérieuse considération."

Dieu merci, Monsieur l'Orateur, les choses n'ont pas été poussées aussi loin dans notre province qu'en Australie. La démagogie ne nous a pas encore affligés des plaies sociales qui ont compromis la fortune publique dans cette lointaine contrée. Cependant, si le mal ne nous a pas envahis, il nous menace en bien des occasions et ses symptômes se produisent sous des formes assez accentuées pour provoquer notre plus active vigilance.

Pour me résumer, je dirai que rien ne justifie cette Chambre de retirer son appui au gouvernement actuel; que les membres du cabinet constituent le meilleur comité, dans les circonstances, pour étudier les réformes à faire.

Le meilleur mode à suivre pour l'aider dans la mission difficile qui lui incombe, c'est de lui donner un appui loyal et désintéressé, c'est de faire trêve de toutes les rivalités qui embarrassent son action, c'est d'apprécier le bien qu'il a accompli et l'encourager, par un témoignage de reconnaissance, à poursuivre hardiment l'oeuvre commencée.

Si nous voulons atteindre de grandes destinées sachons traiter nos hommes d'Etat avec justice, donnons au peuple l'exemple de la droiture et de la consistance dans nos jugements. Prenons, en toute sincérité, les moyens d'éclairer l'opinion publique, de lui indiquer des notions vraies et droites sur toutes les matières administratives.

Tout en demandant pardon à mes honorables collègues de leur avoir adressé des remarques aussi prolongées, je termine en proposant un amendement qui affirme notre confiance dans l'administration, reconnaît l'efficacité de son travail réparateur et l'invite à continuer dans la bonne voie.

Je propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. A.-P. Cartier), que tous les mots après le mot "Que", au commencement du troisième paragraphe de la motion, soient rayés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants:

"après les dépenses occasionnées par cette politique de progrès, l'administration Ross avait

réussi à équilibrer le budget de la province et avait mis fin à 1ère des déficits.

En 1887, l'administration Mercier s'écarta de la ligne de conduite tracée par ses prédécesseurs, fit des dépenses très considérables et hors de proportion avec les revenus de la province, et, en augmentant les dépenses dans toutes les branches du service public, réussit bientôt à détruire l'équilibre dans le budget.

Que, dans le mois de décembre 1891, il se trouva que la dette fondée avait été augmentée depuis 1886 de plus de sept millions de piastres, que la dette flottante s'élevait à plus de huit millions de piastres, et que le déficit annuel excédait \$1 700 000.00.

Que, dans le mois de décembre 1891, l'administration de Boucherville adopta comme programme celui de mettre fin à toutes les dépenses publiques, soit au compte du capital, soit au compte du revenu, qui n'étaient pas essentielles au progrès de la province, et inaugura, dans toutes les branches du service public, une politique de retranchement et de vigoureuse économie.

Que la Chambre constate avec plaisir que l'administration actuelle a été fidèle à ce programme, qu'elle a notablement réduit la dette publique et les engagements contractés par l'administration Mercier, qu'elle a économisé pour au-delà de \$700 000.00 par année dans les différentes branches du service public, qu'elle a élevé le revenu et qu'elle a ramené pratiquement l'équilibre entre les recettes et les dépenses.

La Chambre a confiance que l'administration poursuivra sa politique de restauration, et elle promet de l'aider loyalement dans l'accomplissement de cette tâche patriotique."

PLUSIEURS VOIX DU COTE DU GOUVERNEMENT: Demandent "question", "vote", etc.

PLUSIEURS VOIX DE L'OPPOSITION: Veulent procéder immédiatement.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Je crois que le pays attendra jusqu'à 8 heures pour la formation de ce comité.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures

Québec

La Chambre procède à la prise en considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 35) intitulé: "Loi amendement les lois concernant la corporation de la cité de Québec". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Eglise du Sacré-Coeur-de-Jésus de Montréal

La Chambre procède à la prise en considération ultérieure des amendements faits par le

Conseil législatif au bill (bill no 76) intitulé: "Loi concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Coeur-de-Jésus, Montréal". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Compagnie manufacturière de Chambly

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 57) modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie manufacturière de Chambly.

Adopté.

En comité

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose un amendement ordonnant à la compagnie de commencer ses travaux dans un an et de les compléter dans trois ans. Il fait remarquer qu'il ne propose pas cet amendement à titre de chef parlementaire ni en celui de membre du gouvernement, mais à titre de député de Chambly. La population de Chambly, dit-il, ne veut pas voir cette charte ni les privilèges qui y sont rattachés, immobilisés pour un certain nombre d'années.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): S'oppose à l'amendement.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): S'oppose à l'amendement.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Affirme que la période de temps suggérée n'est pas suffisante, et propose un sous-amendement dans le but d'exiger que les travaux de la compagnie débutent dans deux ans et soient terminés dans cinq ans.

Le sous-amendement étant mis aux voix, il est rejeté sur division.

La question principale est résolue affirmativement.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose d'obliger la compagnie à fournir 10,000 chevaux-vapeur aux municipalités de Chambly-Bassin et Chambly-Canton pour rétablissement d'aqueduc, etc., à un prix fixé par des experts.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant.

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir:

Bill (bill no 37) intitulé: "Loi concernant la vente de certains biens faisant partie de la succession "ab intestat" de feu Duncan Finlayson:

Bill (bill no 39) intitulé: "Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à

admettre Côme-Louis-Adolphe Morisset comme notaire, après examen".

Et bill (bill no 46) intitulé: "Loi modifiant la charte de la "Royal Trust and Fidelity Company".

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants avec plusieurs amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill (bill no 66) intitulé: "Loi modifiant les diverses lois concernant la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal".

Bill (bill no 55) intitulé: "Loi constituant en corporation "The North Nation Valley Colonization Railway Company".

Et bill (bill no 58) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie de gaz de Montréal et les lois qui la modifient".

Sainte-Cunégonde

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 66) intitulé: "Loi modifiant les diverses lois concernant la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

The North Nation Valley Colonization Railway Company

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits au Conseil législatif au bill (bill no 55) intitulé: "Loi constituant en corporation "The North Nation Valley Colonization Railway Company". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Compagnie de gaz de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 58) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie de gaz de Montréal et les lois qui la modifient". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de la cité de Montréal

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 74) amendement la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

En comité:

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose d'ajouter à la clause 4 de ce bill la section suivante, après la section 133 de la charte: "Ledit conseil ne sera pas tenu d'exécuter les améliorations dont le coût, à la charge en tout ou en partie de la cité, excèdera les limites du pouvoir d'emprunt, sans préjudice des recours en loi pour les dommages, les pertes et les dépenses encourus réellement par la suite de la non-exécution desdites améliorations".

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit que si l'amendement est adopté, le bill devra retourner devant le comité des ordres permanents pour décider si l'amendement est couvert par l'avis donné dans la Gazette officielle.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Affirme que l'avis le couvre suffisamment.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Soulève un point d'ordre.

M. J.S. HALL (Montréal no 5): S'oppose à l'amendement.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): S'oppose à l'amendement.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): S'oppose à l'amendement.

PLUSIEURS VOIX: Le temps est écoulé!

M. J.S. HALL (Montréal no 5): Suggère, à cause de tout le temps qui a été consacré à la discussion des amendements à ce bill, qu'il serait dans les meilleurs intérêts de Montréal de laisser le bill, tel qu'il est, aller devant le Conseil législatif qui proposera ces amendements à son comité des bills privés.

Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Etat financier de la province

La Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé aujourd'hui à la question de l'état financier de la province.

M. J. TESSIER (Portneuf):
M. l'Orateur,

J'ai écouté l'honorable député de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne) faire ses commentaires sur l'honorable chef de l'Opposition. Il a eu la courtoisie d'apprécier en termes flatteurs le discours châtié de cet honorable monsieur. L'honorable député me permettra de lui faire les mêmes félicitations, car peu de députés possèdent l'art de bien dire à un degré aussi parfait que lui. Seulement, j'ai trouvé que son discours n'était guère en accord avec l'amendement qu'il a présenté.

Il a dit que l'honorable chef de l'Opposition remontait trop loin dans un âge trop reculé, et que nous n'étions pas appelés à jouer le passé. Cependant, il nous présente un amendement qui écarte la motion principale, assume une foule de faits contestés, et contient un réquisitoire contre d'anciens ministres qui ne sont plus, et nous demande de rendre un jugement sur leurs actes.

Ces conclusions sont donc contraires aux prémisses posées par l'honorable député. Car nous ne sommes pas ici pour faire des récriminations, mais nous désirons remplir une tâche plus utile en nous occupant de l'avenir.

L'honorable député de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne) semble encore donner raison au chef de l'Opposition quand il admet que la province est dans une situation très difficile. Mais, en franc conservateur, il dit qu'il est en faveur de la taxe directe, que c'est le seul moyen de gouverner. Comment peut-il faire coïncider ses idées avec celles de l'honorable premier ministre qui, pendant les dernières élections, a parlé contre l'imposition des taxes, qui en a imposé depuis qu'il est au pouvoir et qui voudrait, maintenant, les abolir probablement pour le temps des élections seulement.

L'honorable député de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne) est contre la formation d'un comité conjoint. Il préfère nous inviter à passer dans les rangs des partisans du gouvernement.

Monsieur l'Orateur, nous trouvons qu'il n'y a pas de place pour nous du côté du gouvernement. Ce que nous désirons ce n'est pas une réunion de partisans politiques. C'est une réunion d'hommes indépendants, ayant des idées différentes, qui tâcheront de s'entendre sur certaines grandes lignes, et nous croyons qu'il pourrait en résulter beaucoup de bien.

La proposition de l'honorable chef de l'Opposition est exprimée en termes si modérés qu'elle devrait être acceptée par tous les hommes de bonne volonté qui font partie de cette Chambre et mériter l'approbation de tous les électeurs soucieux de la prospérité de la province de Québec.

Il me semble qu'il est beau de voir un chef de parti prendre une position semblable. Il me semble que nous devrions l'écouter quand il dit:

"Faisons trêve aux discussions de parti. Au lieu d'employer les arguments ordinaires où chaque homme politique se jette la pierre et se rejette la responsabilité de ce qui a été fait de mal depuis 25 ans, unissons-nous donc pour étudier ensemble la situation. Faisons connaître au peuple la position vraie, sans contradiction, appliquons ensemble le remède qui est devenu nécessaire."

Le Parti libéral ne désire pas de coalition au point de vue des intérêts personnels, ni au point de vue des portefeuilles. Non. Le chef de l'Opposition tend vers un but plus élevé. Il veut que les deux partis aient un moment de recueillement, et que nous ranimions la confiance publique en donnant la preuve que les deux partis sont prêts à oublier les querelles mesquines et à s'unir pour faire de grandes réformes dans l'intérêt de la province.

N'est-ce pas ainsi que doit agir toute grande institution financière? Les directeurs ne doivent-ils pas écouter attentivement les plaintes de tous les intéressés, ne doivent-ils pas s'efforcer de satisfaire la minorité avant que les causes de mécontentement soient répandues dans le public, soient grossies et ne nuisent au crédit de l'institution?

Il est logique de dire que les mêmes principes s'appliquent à l'administration des affaires d'une province. Si le gouvernement veut bien accepter les conseils et l'aide de tous les hommes de bonne volonté, il lui sera plus facile d'effectuer les réformes qui lui seront suggérées. Il sera soutenu par l'opinion publique et par la presse.

De plus, cette entente aura pour effet de relever le crédit de la province qui a été si ébranlé par les calomnies colportées par certains journaux de parti comme, par exemple, le *Canadian Gazette* de Londres qui, à l'instigation de certains politiciens, n'a cessé de déblatérer contre la province de Québec pendant la durée des négociations de l'emprunt Mercier.

Comme l'a dit l'honorable chef de l'Opposition, cette proposition n'est pas nouvelle comme procédure et elle est basée sur d'importants précédents parlementaires.

Elle n'est pas une motion de non-confiance, quoique le gouvernement puisse la traiter comme telle. Si le gouvernement persiste à faire appel à ses partisans en disant que c'est une motion de non-confiance, il remportera une victoire éphémère, mais ne réussira pas à satisfaire l'opinion publique qui est justement alarmée. L'orgueil du premier ministre aura triomphé. Ce sera une victoire de parti au détriment de notre pays. Un jour le peuple se souviendra que le gouvernement a refusé le concours de ses adversaires pour accomplir une oeuvre qu'il n'aura pas la force d'accomplir seul. Il aura raison de conclure que le parti au pouvoir ne veut pas faire les réformes radicales qui sont devenues nécessaires.

L'honorable chef de l'Opposition a cité plusieurs précédents, entre autres la proposition Brown qui a été adoptée en 1864. Cette proposition fut reçue comme question libre; elle fut adoptée, les ministres se divisant, les uns votant pour et les autres contre. Le comité siégea à huis-clos et fit le célèbre rapport qui servit de base au grand changement constitutionnel sanctionné par l'acte fédéral de 1867.

L'honorable M. Mercier fit une proposition à peu près semblable en 1881, et il faisait alors appel au patriotisme des membres des deux Chambres, leur demandant de former un comité conjoint afin de bien constater si déjà, à cette époque, notre rouage administratif n'était pas trop dispendieux et si nous ne dépassions pas d'une manière alarmante les prévisions faites par les Pères de la Confédération quant à l'administration de cette province.

Il serait peut-être bon, Monsieur l'Orateur, de jeter un coup d'oeil en arrière et de relire ce que disaient sur ce sujet quelques-uns des auteurs de la Confédération.

Ainsi, lors des débats sur la Confédération, en réponse à des libéraux qui étaient d'opinion que les provinces n'étaient pas assez traitées libéralement, et que cela nous conduirait à la taxe directe ou l'union législative, Sir Hector Langevin disait:

"Le Bas-Canada aura un revenu de près de \$1 500 000. et le surplus de son revenu sur ses dépenses, d'après les calculs du ministre des finances, sera de \$200 000.

Mais d'un autre côté, l'on doit comprendre qu'il y a une foule de ces revenus qui augmentent avec le temps, en sorte que le surplus du revenu sur les dépenses sera toujours considérable.

Les chiffres que j'ai donnés sont très importants parce qu'ils montrent que le Bas-Canada aura un revenu réel, sous la nouvelle constitution — un revenu qui n'est pas calculé sur l'augmentation probable et les progrès futurs du pays, mais sur le revenu actuel — de près de \$1 500 000. pour faire face aux dépenses locales. Et, cependant, en face de ces chiffres qui sont basés sur les faits les plus évidents, les honorables membres viennent parler de taxes directes. Ils veulent seulement effrayer le pays; mais celui-ci comprendra que cette taxe directe ne peut pas arriver avec le surplus de revenus que nous aurons. Elle arrivera si le Bas-Canada fait des extravagances et dépense plus que ses moyens, mais pas autrement. Le Bas-Canada aura un revenu suffisant pour faire face à toutes ses dépenses, pourvu qu'il ne fasse pas comme celui qui, ayant 400 livres sterling de revenu, dépenserait 1,000 livres sterling par année..."

Sir Alex. Galt disait: "Que le revenu de toute la province du Canada permettait de disposer de \$1 043 015.

Il faudra admettre qu'il y aura eu gaspillage si celles portées en compte d'administration du Haut et du Bas-Canada excèdent ce montant, et à un tel état de choses, le peuple saura trouver un prompt remède."

Maintenant sommes-nous en position de dire que nous avons rempli l'intention de ceux qui nous ont donné notre constitution?

Notre dépense annuelle est rendue à près de \$4 500 000. et nos déficits qui s'accumulent chaque année ont pour effet d'augmenter graduellement la dette provinciale qui est actuellement en chiffres ronds de \$33 500 000.00.

Le gouvernement actuel a réussi à gonfler le revenu en faisant de grandes ventes des terres de la couronne et en prélevant des impôts. Effrayé par la clameur populaire, il a déjà été obligé d'abandonner une partie de son système de taxation.

Quant aux terres de la couronne, c'est notre domaine national, c'est notre capital qui disparaît chaque jour et dont nous mettons le produit au compte du revenu. Mais ce domaine national finira par disparaître.

Il est donc temps de nous arrêter, d'adopter un système administratif plus simple et moins dispendieux.

Afin de capter les suffrages populaires, les ministres actuels se prononçaient contre les impôts et les emprunts. Aussitôt installés au pouvoir, ils ont manqué à leurs engagements.

Ils ont imposé des impôts onéreux et ils ont fait des emprunts à des conditions telles qu'un de leurs collègues a dû protester en sortant du cabinet.

Le premier ministre voudrait sans doute abolir les taxes. Comment fera-t-il donc pour payer des déficits?

Mais le système d'emprunts, qui a été introduit dans ce pays par le Parti conservateur, devra avoir une fin. C'est ce que disait le représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) dans son discours sur

le budget, le 20 mai 1892: "Mon prédécesseur, disait-il, surmontait les difficultés en faisant des emprunts, en se servant des fonds en fidéicommiss, mais il faut s'arrêter pour la raison que la province ne peut plus recourir à d'autres emprunts".

Nos dépenses totales dépassent de \$821 000 celles de la province d'Ontario, quoique cette dernière province ait une population beaucoup plus considérable.

L'honorable député de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne) a dit que le gouvernement de la province de Québec donnait beaucoup plus aux municipalités qu'Ontario. J'ai eu quelques statistiques et je constate que sur certains services importants Ontario se charge de plus que Québec.

Ainsi pour l'instruction publique:

Ontario donne: \$684.559 et Québec \$371 260.

Pour la colonisation:

Ontario donne \$116 879 et Québec \$86 000.

Charités:

Ontario \$182 692 et Québec \$43 047.

Il faut remédier à cet état de choses.

Le député de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne) ne s'accorde pas non plus avec son chef qui est opposé aux emprunts et aux taxes, tandis que lui, il est en faveur de la taxe directe. Ces divisions au sein du Parti conservateur prouvent que la motion du chef de l'Opposition a bien sa raison d'être. Le Parti libéral ne demande pas de coalition dans un intérêt personnel, mais il demande aux deux partis de se recueillir pour étudier les réformes dont tout le monde admet la nécessité pour remettre sur un pied raisonnable l'administration des affaires.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Propose, appuyé par le représentant de l'Assomption (M. J. Marion), que le débat soit ajourné.

Adopté.

Charte de la cité de Montréal

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 74) amendement la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

En comité:

M. J.S. HALL (Montréal no 5): Suggère d'adopter le bill en bloc tel qu'amendé par le comité des bills privés laissant au Conseil législatif de discuter les amendements proposés.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.S. HALL (Montréal no 5): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Canton d'Armagh

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. H.

Caron) que le bill (bill no 85) détachant du comté de Bellechasse et annexant au comté de Montmagny la partie non organisée du canton d'Armagh soit maintenant lu la seconde fois.

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. G.W. Stephens), que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans six mois, à dater d'aujourd'hui" soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Beauchamp, Bernatchez, Dechêne, Desjardins, Girard (Rouville), Gosselin, Hall, Morin, Pinault, Stephens, Villeneuve, 11.

Contre: MM. Allard, Beaubien, Caron, Cartier, Casgrain, Cholette, Chicoyne, Doyon, Duplessis, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Lacouture, McDonald, McClary, Magnan, Marion, Nantel, Panneton, Parent, Parizeau, Pelletier, Petit, Rioux, Savaria, Taillon, Tétreau, Turgeon, 28.

Ainsi, il est résolu négativement.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose de nouveau la deuxième lecture du bill.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Article 671 du code de procédure civile

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 104) amendement l'article 671 du code de procédure civile soit maintenant lu la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité spécial nommé pour étudier les rapports faits par la commission chargée de la refonte du code de procédure civile.

Société de bienfaisance des journaliers de navires de Québec

M. L.-F. PINAULT (Matane): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 117), abrogeant la loi constituant en corporation la Société de bienfaisance des journaliers de navires de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. L.-F. PINAULT (Matane): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-F. PINAULT (Matane): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loteries et bazars

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 121) abrogeant la loi concernant les loteries et les bazars soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Assurances mutuelles

M. F. GOSSELIN (Iberville): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Rouville (M. A. Girard), que le bill (bill no 118) amendement la loi concernant les assurances mutuelles soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Saint-Henri

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 68) modifiant la loi relative à la cité de Saint-Henri.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ferme modèle de Compton

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. M. McDonald), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 72) amendement la loi concernant la ferme modèle de Compton soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que cette ferme modèle est une école d'instruction publique.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La séance est levée à onze heures.

Séance du 12 décembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Cholette, la pétition du conseil municipal de la paroisse de Vaudreuil.

Par l'honorable M. Morris, la pétition de Mark Sing et autres, Chinois résidents de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

De la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond, demandant l'abrogation de la loi retranchant certains subsides aux chemins de fer.

Rapports de comités:

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 50) modifiant la charte de la ville de Westmount et y a fait certains amendements qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre.

Introduction de bills:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 28) modifiant la loi relative au service civil.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Etat financier de la province

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur l'amendement proposé hier à la question de l'état financier de la province;

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2):

Cette motion est-elle un acte de contrition ou un acte d'espérance? Est-ce un acte de contrition d'avoir attendu aussi longtemps pour manifester son bon vouloir d'aider à rétablir les finances de la province? Est-ce un acte d'espoir de convertir l'électorat? J'ai toujours compris que tous les députés étaient appelés à travailler d'accord au bien-être du pays, les députés de l'Opposition comme ceux du parti ministériel. Si la motion actuelle avait été présentée au commencement de ce Parlement, elle n'aurait été perplexe, car j'y aurais vu le désir des libéraux de réparer le mal qu'ils ont fait. Mais aujourd'hui il est trop tard. La motion peut contenir des choses utiles en temps opportun. Mais maintenant elle est l'expression la plus claire d'un manque de confiance dans le ministère, malgré ses efforts pour réparer le désordre survenu dans nos finances et bien administrer la province.

Le député de Montréal no 1 (M.-O.-M. Augé) établit la part des deux partis dans la dette publique et démontre que, non seulement les libéraux ont augmenté la dette, mais encore compromis l'honneur même de la province. C'est leur règne et non pas les administrations précédentes que l'électorat a condamné en 1892. Nous sommes arrivés ici avec la mission de rétablir nos finances en bon état et je dois admettre que le gouvernement actuel est allé plus loin même que je ne m'y attendais. Il a eu le courage d'imposer des taxes nécessaires et il a réduit les dépenses de sept à huit cents milles piastres. En face d'un pareil résultat, la motion qui veut remettre l'administration publique à une sorte de comité de salut public est inopportune et injuste. Elle est tout au plus un acte de contrition des libéraux qui regrettent de n'avoir pas donné plus tôt leur concours au gouvernement dans son oeuvre de réparation, comme devait le faire une Opposition loyale et indépendante.

Par cette motion, on a sans doute l'espérance de jeter l'embarras parmi les députés ministériels. En étudiant cette tactique d'une manière superficielle, on fait une demande raisonnable. Mais s'il est vrai que le gouvernement a fait son devoir et tout son devoir que peut être le résultat de la commission qu'on propose? Elle ne peut que préjuger l'opinion publique. La politique que prêche en ce moment le Parti libéral ne peut être qu'une politique stationnaire. On veut réduire les dépenses à un point d'arrêter le progrès et le développement de notre province. Mieux vaut la politique qui consiste à imposer les taxes nécessaires après toutes les économies raisonnables, pour ne pas arrêter notre province dans la voie du progrès. Cela a toujours été le programme de ceux qui s'intéressent réellement au pays. On a aidé au développement de notre système de chemin de fer, au progrès de la classe agricole, à la diffusion de l'éducation. Et le pays n'est pas prêt à abandonner cette politique pour en adopter une autre qui consiste à ne rien faire.

Je suis en faveur de l'économie, mais de l'économie bien entendue. Je n'ai pas cru devoir voter pour toutes les taxes imposées, mais le principe était bon parce que la situation financière de la province était devenue telle que les taxes étaient nécessaires.

Il passe ensuite en revue les prétendues réformes mentionnées par le chef de l'Opposition dans son discours et démontre qu'elles ont été décidées par la Chambre tout récemment, encore comme cela a eu lieu au sujet de la réduction de l'indemnité parlementaire.

En terminant, il exprime la crainte que la motion du chef de l'Opposition ne soit pas marquée au coin de la sincérité, mais qu'elle ne soit qu'une simple manoeuvre électorale destinée à égarer l'opinion publique. D'ailleurs la doctrine qu'elle contient est une doctrine d'immobilité qui permettrait à nos rivaux de nous distancer dans la voie du progrès.

M. V. GLADU (Yamaska):

M. l'Orateur, je regrette, et pour la Chambre et pour les besoins de la cause que j'ai à soutenir, que la tâche de répondre à l'éloquent député du quartier Saint-Jacques soit échue à un député aussi peu qualifié que je le suis, mais mon désir de remplir le devoir du moment et l'indulgence de cette Chambre seront mon excuse pour m'être chargé de cette tâche.

La motion de l'honorable chef de l'Opposition propose au gouvernement la formation d'un comité de onze membres des deux côtés de cette Chambre, pour aviser amicalement ensemble, et dans le seul intérêt de la province, à l'adoption des réformes, économies et retranchements que pourront, en réalisant ce qui a été promis au peuple par le gouvernement actuel, amener la bonne et saine administration des affaires de cette province, et la suppression des lourdes taxes qui ont été imposées sur le peuple.

L'honorable député de Saint-Jacques se récrie contre les propositions d'économie que contient cette motion de l'honorable chef de l'Opposition: nous en sommes peu étonnés, ce monsieur est un conservateur de vieille roche. Noblesse oblige. Lui parler d'économie, c'est lui donner le cauchemar, et s'il ne se révoltait à l'idée de l'économie dans l'administration publique, il dérogerait aux traditions bien connues de son parti.

L'honorable député de Saint-Jacques (M. O.-M. Augé) a donné à la Chambre et au pays le spectacle d'une grande dévotion à son parti; il a poussé cette dévotion jusqu'à l'héroïque sacrifice de sa réputation d'homme sérieux et renseigné quand il est venu nous dire sans sourciller que le gouvernement actuel a épargné sur les dépenses d'administration de la province la somme de \$700 000 par année depuis qu'il est au pouvoir. L'honorable député de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne) a eu avant lui, il est vrai, le courage de déconterancer de son nom la même déclaration, dans la motion qu'il a proposée en amendement à celle de l'honorable chef de l'Opposition. Il est à peine concevable que l'esprit de parti ou la foi aveugle dans les affirmations audacieuses d'un ministre aux abois, puisse conduire deux hommes de haute valeur comme eux à proclamer une aussi monumentale ineptie, en face des comptes publics que tout le monde est à même de consulter.

Ces comptes publics démontrent, en effet, aussi clairement que deux et deux font quatre, en additionnant les dépenses d'administration sous les gouvernements Mercier et Taillon, durant les quatre années dont chacun de ces gouvernements est entièrement responsable, que le gouvernement Taillon bien loin d'épargner les \$700 000. par année dont il se vante, a, au contraire, dépensé, durant ses quatre années d'administration \$993 582.94 de plus que le gouvernement Mercier n'a dépensé durant ses quatre années pour le même objet.

Et je défie qui que ce soit de contredire ce que j'avance.

Il faut que la cause du gouvernement soit bien

mauvaise pour que sa défense impose à ses meilleurs hommes l'obligation de tomber dans de semblables exagérations.

Mais l'honorable député de Saint-Jacques (M. O.-M. Augé) nous a démontré jusqu'à quelle contradiction la fausse position de son parti pouvait conduire même un avocat habile comme lui, lorsqu'il s'est écrié au sujet de la motion de l'honorable chef de l'Opposition, que son parti regarde comme une motion de non-confiance: "Si cette motion fût venue au commencement de ce Parlement, j'aurais examiné la question, et j'aurais peut-être appuyé la motion". C'est-à-dire que l'honorable député aurait été prêt à rendre jugement avant la preuve.

Nous avons agi, de notre côté, plus généreusement, lorsque le gouvernement actuel a pris les rênes du pouvoir; nous lui avons donné un loyal essai, nous ne lui avons pas fait d'opposition factieuse, nous lui avons offert même toute notre aide pour la réalisation des promesses de réforme et de bonne administration qu'il avait faites au peuple, nous avons démontré que notre seule ambition était de voir accomplir le bien de la province, et si le gouvernement n'a pas rempli la mission qu'il s'était donnée, ce n'est certes pas notre faute, et il ne peut s'en prendre qu'à lui-même de son insuccès.

J'offrirai maintenant à la Chambre quelques considérations sur le sujet qui nous occupe.

De 1867 à 1887, sauf une période de dix-huit mois pendant laquelle nous avons eu un gouvernement libéral, les affaires de la province ont été administrées par des gouvernements conservateurs.

Ces divers gouvernements ont dépensé vingt et quelques millions pour diverses entreprises, et la plus grande partie de cette dépense a été appliquée à subventionner la construction d'un certain nombre de voies ferrées. Ces subventions ont été payées au moyen d'emprunts qui ont créé une dette fondée et une dette flottante considérables. Cette politique ne pouvait être équitable qu'à la condition que les avantages en fussent répartis entre les diverses sections de notre province.

De 1887 à 1891, les affaires de la province ont été administrées par le gouvernement national. Le Parti libéral, qui était en partie représenté par ce gouvernement, avait constamment tenu en échec l'ardeur des gouvernements conservateurs pour cette politique de subventions aux chemins de fer, mais la province était engagée dans cette voie, et le gouvernement national a dû, pour compléter les entreprises déjà commencées et rendre justice aux diverses sections de la province, voter aussi des sommes considérables pour des chemins de fer aux parties de la province qui avaient contribué à la construction de chemins de fer ailleurs et n'en avaient pas. Et en cela il a eu l'appui du Parti conservateur. En 1891, le gouvernement actuel a dû son accession au pouvoir à l'habile tactique dont il a si largement usé d'alarmer le corps électoral en lui montrant la ruine, la taxe directe, la banqueroute et en lui promettant

de faire les plus héroïques efforts pour lui éviter tous ces malheurs.

Par là même le gouvernement a contracté l'obligation rigoureuse de se mettre sérieusement à l'oeuvre pour découvrir les causes du mal qu'il signalait au peuple, étudier consciencieusement la situation, et appliquer le remède qui pouvait guérir ce mal, et préserver le peuple des fâcheux événements dont on le disait menacé.

Le gouvernement s'est alors obligé de pratiquer la plus rigoureuse économie, d'adopter la législation nécessaire et de prendre les moyens les plus énergiques pour augmenter les revenus, diminuer considérablement et à tout prix les dépenses de l'administration, cesser tout emprunt, s'abstenir de toute entreprise de nature à endetter la province davantage, et administrer les affaires avec la plus stricte honnêteté, le plus grand soin, la plus grande impartialité, à l'exclusion de tout favoritisme, et avec la plus grande prudence sous tous rapports.

Tels étaient les moyens et les seuls moyens pour le gouvernement de racheter ses promesses de mettre et tenir la situation financière de la province sur des bases solides, durables et rassurantes pour l'avenir de cette province.

Le peuple, en confiant le pouvoir à ces messieurs pour cinq ans, a conclu avec eux un contrat en vertu duquel ils se sont engagés, en retour de sa confiance, d'administrer les affaires avec une somme beaucoup moindre que leurs prédécesseurs, de cesser tous emprunts, de faire toutes les économies possibles, et toutes les réformes nécessaires dans le service public pour équilibrer les recettes et les dépenses sans imposer de nouvelles taxes. Ont-ils rempli leurs engagements?

Nous sommes humblement d'opinion que le gouvernement, que ce soit sa faute ou non, n'a pas réussi à remplir ses engagements envers le peuple. Nous sommes d'opinion que le système d'administration qu'il a adopté n'a pas produit les bons résultats annoncés et promis au peuple. Nous constatons que ce programme a chargé le peuple de lourds impôts sans ramener l'ordre et l'équilibre dans les finances. Nous croyons que cet heureux état de choses ne peut être produit que par un système de réformes, notamment, de sérieuses économies, de retranchements dans les dépenses, de réorganisation de notre mécanisme gouvernemental.

Et pour aider le gouvernement à opérer ces réformes, ou toutes autres qui pourront conduire au but désiré, nous lui offrons loyalement, par la motion de l'honorable chef de l'Opposition, notre concours, l'invitant à accepter un vote de non-confiance, mais comme un simple acte d'accomplissement de notre devoir commun envers la province.

Le gouvernement refuse d'accepter notre aide, il n'écoute que son orgueil, il nous répond avec dépit par la motion de l'honorable député de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne) déclarant en substance que le gouvernement a accompli son programme d'économies et de retranchements, qu'il a épargné

\$700 000. par année sur les dépenses de l'administration et qu'il a pratiquement rétabli l'équilibre dans les finances de la province.

Cette motion n'est que la réédition des vaines et ridicules vantardises que l'honorable premier ministre a lancées dans le public, mais qui malheureusement sont préréemptoirement démenties par les faits officiels et les chiffres des comptes publics, comme j'aurai l'occasion de le démontrer dans quelques instants.

L'évidente mauvaise volonté du gouvernement en refusant ainsi notre coopération, nous met dans la nécessité de rétablir devant la Chambre et le pays, les faits si cavalièrement dénaturés dans la motion du député de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne).

Les honorables ministres se sont donc vantés d'avoir fait des économies de \$700 000.00 par année sur les dépenses d'administration de la province. Il y a maintenant quatre années de leur administration devant le public. Or, en additionnant leurs propres chiffres pris dans les comptes publics, quel résultat avons-nous? C'est qu'au lieu de cette prétendue diminution de dépenses, ils ont, durant leurs quatre années de pouvoir, dépensé pour l'administration des affaires de la province, le croirait-on, \$993 582.94 de plus que le gouvernement Mercier n'a dépensé pour le même objet durant ses quatre années de pouvoir. Et ces chiffres sont authentiques, indéniables.

Je demande à la Chambre de bien étudier les chiffres suivants qui prouvent mon avancé. Voici d'abord les dépenses ordinaires de 1896, d'après les estimés budgétaires et les états de comptes produits devant cette Chambre:

Dépenses, budget 1896.	\$ 5 022 110.97
Moins:	
Dépenses extraordinaires.	<u>1 079 735.62</u>
	\$3 942 375.35
Budget supplémentaire	
1896.	\$77 033.23
Moins:	
Travaux extra.	<u>9 900.00</u>
	67 133.23
	\$ 4 009 508.58
Mandats spéciaux probables comme	
en 1895.	<u>\$ 75 000.00</u>
Total des dépenses ordinaires,	
1896.	\$ 4 084 508.50

Voici maintenant ce qui démontre l'augmentation des dépenses ordinaires de l'administration, sous le gouvernement Taillon.

(Voir tableau B, comptes publics 1894, comptes publics 1895 et budgets 1896.)

Dépenses ordinaires totales sous le gouvernement Taillon, durant les quatre années dont il est entièrement responsable:

En 1893.	\$3 907 945.70
En 1894.	3 856 984.63
En 1895.	4 043 228.43
En 1896.	4 084 508.58
	<u>\$15 892 167.34</u>

Mêmes dépenses sous le gouvernement Mercier durant les quatre années dont il est entièrement responsable:

En 1888.	\$3 365 032.36
En 1889.	3 548 618.64
En 1890.	3 894 412.95
En 1891.	4 095 520.45

\$14 898 584.40

Augmentation des dépenses d'administration sous le gouvernement Taillon durant les quatre années dont il est responsable:

\$993 582.94

Ce gouvernement Taillon a donc dépensé pour les frais de l'administration, en quatre ans, \$993 582.94 de plus que le gouvernement Mercier n'a dépensé pour le même objet dans le même espace de temps. Soit, une augmentation annuelle de dépenses, en moyenne, par le gouvernement Taillon de \$248 395.73 existe et peut être constatée à l'oeil nu dans les comptes publics de la province.

Il paraît que le mot "moyenne" que je viens d'employer, agace et taquine le premier ministre et ses collègues et provoque chez eux ces farces de mauvais goût dont ils sont coutumiers et qui remplacent chez eux les bonnes raisons quand ils n'en ont pas à donner.

Les moyennes que nous avons mises sous les yeux de ces grands économistes, peignent avec une exactitude mathématique leur déplorable administration financière, et mettent à nu devant le public leurs trop notoires extravagances. Elles sont le plus sanglant démenti de leurs serments d'économie, et elles les clouent tellement au chevalet, par la brutalité de leurs chiffres, qu'elles leur causent une cuisante douleur, et pour se venger ils y répondent par la répétition de ce mot à titre injurieux.

Or, les injures dénotent un caractère désagréable, et si elles sont proférées par un homme honorable, elles sont la preuve que sa cause est mauvaise, et qu'il enrage de la voir perdue.

Lorsque l'honorable premier ministre et ses adeptes cherchent à tourner en ridicule cette expression si juste de la "moyenne", ils oublient qu'en voulant assaillir de leur persiflage un loyal adversaire, ils se soufflèrent eux-mêmes et soufflèrent en même temps un des hommes les plus éclairés et certainement le plus instruit en science et en pratique parlementaire qui aient passé dans leurs rangs et recueilli en toutes circonstances leurs plus chaleureux applaudissements: j'ai nommé M. L.-G. Desjardins, notre digne greffier, ci-devant notre distingué collègue en cette Chambre.

Ce monsieur n'a pas eu l'avantage, comme notre premier ministre, d'être improvisé financier du jour au lendemain, et par un tour de baguette magique; mais il a eu le courage d'étudier et de se préparer, par un long et sérieux travail, à devenir ce qu'il est devenu, l'homme le plus distingué de son parti, en fait de connaissances économiques et financières. Aussi a-t-il été inva-

riablement choisi et désigné par son parti, à chaque session, comme étant le député le mieux qualifié à faire valoir devant le Parlement les vues du Parti conservateur sur la question financière.

Or, voici en quels termes M. Desjardins exprimait, dans un discours prononcé en 1883, les vues des conservateurs sur la question financière:

"En ne tenant pas compte de l'année 1867-68, parce que peu a été fait pendant cette première année du nouveau régime consacrée principalement à l'organisation du rouage administratif provincial, pendant les quatorze années du 1er juillet 1868 au 30 juin 1882, on a dépensé, en chiffres ronds, la somme de \$1 400 000 pour la colonisation. C'est donc une moyenne annuelle de \$100 000."

(Débat de 1883- page 561-)

Et à la page 562 du même volume des débats:

"Nous avons aussi dépensé, en moyenne annuelle, pour l'agriculture, la somme de \$63 137.63. Il y a loin des \$4 000.00 auxquelles l'on croyait pouvoir limiter le crédit en faveur de l'agriculture dans les évaluations que l'on faisait du budget provincial des dépenses en 1864 et en 1865."

Page 569:

"J'ai prouvé qu'entre les dépenses de l'année 1881 et 1882, pour toutes les fins de services réellement ordinaires, et celles de l'année 1867 et 1868, il n'y a eu qu'une augmentation de \$251 557.24, ou une moyenne de \$16 770.48 pour les quinze années. En prenant, comme l'honorable chef de l'Opposition, l'année 1868-1869 comme base de comparaison, je constate que l'augmentation pour ce même service ordinaire, ou exclusivement gouvernemental, n'est que de \$254 613.26 ou une moyenne de \$18 186.66 pour les quatorze années."

Encore aux pages 572 et 573:

"Le gouvernement civil a coûté \$124 033.84 en 1868-69. L'année dernière, il coûtait \$179 234.10. C'est une augmentation de \$55 200.26 en quatorze ans, ou une moyenne de \$3 942.87 par année. Pour une grande province en progrès, une augmentation annuelle moyenne, pendant une période de quatorze années, de moins de quatre milles piastres dans le coût du gouvernement civil, n'est certainement pas extraordinaire, encore moins extravagante. Il est certain aussi que le rouage administratif n'était pas encore complètement organisé pendant l'exercice de 1868-69, et qu'il a fallu en augmenter les ressorts pour lui permettre de répondre au besoin croissant du service public."

Je pourrais citer bien d'autres extraits du discours de M. Desjardins, où il se servait, aux applaudissements de ces messieurs, de cette expression de la "moyenne" pour représenter, comme ils devaient l'être devant la Chambre, les chiffres qui faisaient la base de son argumentation; mais en voilà assez pour faire avaler à nos adversaires leurs sarcasmes mal dirigés, et au moyen desquels ils croyaient pouvoir donner le change à l'opinion publique.

Je reviens à la question de la dépense administrative.

L'augmentation de la dépense ordinaire totale des conservateurs, comparée à celle du gouvernement Mercier est donc, par année, de \$248 395.73. On dira peut-être: "Nous avons plus à payer pour l'intérêt, l'administration et l'amortissement de la dette publique".

Je vais faire la déduction de ce surplus à payer pour le service de la dette publique, de l'augmentation des dépenses par les conservateurs que je viens de mentionner.

Pour établir le surplus des déboursés que le gouvernement conservateur a eu à faire dans le service de la dette publique, je prendrai comme point de comparaison l'année 1891, dernière année dont le gouvernement Mercier est responsable, et celle où il a déboursé le plus pour cet objet, ce qui est tout à l'avantage du gouvernement conservateur.

La dépense des conservateurs pour le service de la dette publique fondée et flottante a été:

En 1893.....	\$1,445,031.34
En 1894.....	1,437,932.67
En 1895.....	1,486,660.62 (c.p.p.51)
En 1896.....	1,526,717.44 (Budget)

\$5,896,342.07

Divisé en quatre.	
donne par année.....	\$1,474,085.52
La dépense pour le service	
de la dette publique, en	
1891, a été de.....	\$1,269,506.33

Augmentation.....\$ 204,579.19

Surplus des déboursés faits par le gouvernement pour le service de la dette: \$204 579.19.

Dans ce montant de 204 579.19, que, sur l'argument, je mets généreusement au crédit de ces messieurs, il ne faut pas oublier qu'il y a \$140 000 par année qui représentent l'intérêt des \$3 500 000 empruntés en 1888 pour payer les dettes des conservateurs.

Cependant, sans même tenir compte de ce point important, et en déduisant du montant de leur augmentation des dépenses ordinaires par année de: 248 395.73.

Le montant total du surplus d'intérêt payé par eux annuellement de..... 204 579.19

Il reste encore une somme de..... 43 816.54 que le gouvernement conservateur dépense par année de plus que le gouvernement Mercier, en fait de dépenses d'administration seulement. Et ce chiffre est incontestable.

Qu'avons-nous gagné au changement? Où est l'amélioration dans l'administration actuelle? Où est l'économie?

Quoique cela apparaisse bien clairement dans les comptes publics, on a peine à en croire ses yeux, et on se demande comment un gouvernement qui, comme celui-ci, est arrivé au pouvoir en dénonçant comme extravagantes et ruineuses les dépenses du gouvernement Mercier, et en faisant tous les serments possibles de diminuer considérablement ces dépenses, a pu réellement, au lieu

de les diminuer, les augmenter comme je viens de le décrire. Pour avoir l'explication de ce fait si étonnant, il faut s'imposer le trouble de feuilleter les comptes publics, et l'on y trouve la clef du mystère. Je citerai quelques exemples. Ainsi, lorsque l'on demande au gouvernement quel salaire il paie à tel ou tel employé de ses amis, il nous répond: telle somme. Et si nous examinons les comptes publics à cinq ou six endroits différents, on y trouve que le gouvernement paie à ses employés, obligés, moyennant un salaire fixe, de donner tout leur temps à la province, un bonus et des gratifications qui s'élèvent souvent à presque le double de leur salaire. Voici quelques exemples tirés des comptes publics de 1895.

Dr W. Grignon

Comptes publics 1895.

Traitement comme conférencier, p. 76 . . . \$	800.00
Conférences, p. 129	137.85
Visite à la ferme d'Ottawa, p. 137.	15.00
Subvention pour beurrerie, p. 147.	100.00
Dr Grignon, conférences, p. 149	1,090.65
Frais pour assemblée et distribution, p. 150.	50.00
	<hr/>
	\$2,193.45
Augmentation de salaire par ordre en conseil	200.00
	<hr/>
	\$2,393.45

C.-E. Gauvin, surintendant des arpentages

Compte publics 1895.

Salaire, p. 74	\$1,500.00
Professeur à l'école des Arts, p. 123	117.00
Allocation spéciale, p. 198	200.00
Carte régionale, p. 209	565.96
Carte régionale, p. 209	1,000.00
	<hr/>
	\$3,382.96

A.R.T. Fust

Traduction de rapports, p. 131	\$ 482.00
Salaire, rédacteur du Journal d'agriculture, p. 139	800.00
Articles, p. 139	7.50
Articles, p. 140	49.23
Traduction de rapports, p. 150	74.00
	<hr/>
	\$1,412.73

E.A. Barnard

Salaire, comme secrétaire, p. 75	\$2,000.00
Voyage à Portneuf, p. 131	5.00
Conférence sur l'agriculture, p. 149	55.00
Son manuel d'agriculture, p. 138	1,350.00
Son manuel droits d'auteur, p. 138	135.00
	<hr/>
	\$3,548.00

G.-A. Gigault

Salaire, p. 75	\$2,222.00
Frais de voyages, p. 130	39.80
Gratification, p. 130	200.00
Frais de voyage, p. 138	20.70
Frais de voyage, p. 139	4.04
Frais de voyage, p. 147	12.33
	<hr/>
	\$2,498.87

Nous voyons par les comptes publics que le gouvernement est dans l'habitude de payer à certains employés des gratifications en sus à leurs salaires réguliers, s'élevant à plusieurs milliers de dollars. Ces gratifications sont payées à des employés qui retirent déjà des salaires de mille à deux mille dollars et plus, et elles varient de cent à deux cents, trois cents dollars et plus. Ces paiements sont faits sans aucune autorisation du Parlement, et par conséquent sont un abus de pouvoir; ils sont faits à des employés payés pour donner leur temps à la province, et constituent, dans bien des cas, des actes de favoritisme tout à fait illégitimes. On sera

peut-être étonné de la chose, mais les comptes publics établissent que durant les quatre années de l'administration dont le gouvernement Taillon est responsable, les dépenses pour les traitements des ministres et les salaires des employés dans les divers départements du gouvernement ont été augmentées de \$102 988.13, soit une augmentation de dépenses sur ce chapitre seulement de \$25 747.03 par année de plus que ne dépensait le gouvernement Mercier que ces messieurs avaient remplacé pour faire mieux que lui.

Voici les chiffres tirés des comptes publics:

Traitements et salaires sous le gouvernement Taillon:

En 1893	\$199,908.20
En 1894	207,225.24
En 1895	206,006.54
En 1896, suivant estimés budgétaires	209,577.56
	<hr/>
	\$822,717.54

Traitements et salaires sous le gouvernement Mercier:

En 1888	\$153,652.25
En 1889	175,099.89
En 1890	188,497.20
En 1891	202,480.07
	<hr/>
	\$719,729.41

Augmentation des salaires par le gouvernement Taillon en quatre ans...\$102 988.13 équivalant à \$25 747.03 par année.

Les honorables ministres s'excusent de l'augmentation des salaires en invoquant l'existence de la loi passée sous le gouvernement Chapleau qui pourvoit à l'augmentation de ces salaires. Mais cette loi, ils auraient bien pu l'abolir, ou au moins la modifier en raison de l'état de nos finances, comme ils ont abrogé tant d'autres lois passées sous le gouvernement précédent, sous un prétexte ou sous un autre. Il eût bien mieux valu dans bien des cas renvoyer des employés inutiles et diminuer certains salaires que d'imposer la taxe directe. C'eût été plus équitable pour le peuple qui paie.

Mais le gouvernement refuse de modifier cette loi, comme il a refusé d'abolir le ministre inutile du président du Conseil. Son obstination surces points entraîne une dépense pour la province de plusieurs millions de piastres par année dont il porte la responsabilité.

Pour ne citer que quelques cas de l'oubli complet par le gouvernement de sa politique d'économie:

Aux dernières élections, on dénonçait comme un gaspillage le nombre trop élevé de gardes-forestiers salariés, ainsi que des gardes-chasse. Et nous voyons aux pages 33, 36, 37, 38, 39 et 40 du rapport de 1895 de l'honorable commissaire des Terres de la couronne qu'il y a en service 70 gardes-forestiers, 58 gardes-feux, grassement pavés, et toute une armée de gardes-chasse, dont 40 à 50 avec d'assez jolis salaires institués par le gouvernement actuel. Il y en

a au moins autant, sinon plus, que sous le gouvernement Mercier. Ce qui était alors du gaspillage est devenu une excellente chose sous le régime conservateur.

Je prendrai au hasard dans le rapport de l'honorable commissaire des Terres de la couronne pour 1895, quelques chiffres qui démontreront bien que notre service public coûte trop cher et devrait être réformé. Ces exemples représentent des montants minimes, mais on peut juger des grandes choses par les petites et d'ailleurs c'est à peu près le même système, au point de vue de la dépense excessive, qui prévaut dans toute l'administration publique de la province.

On voit à la page IV du rapport que je viens de citer que les recettes perçues des biens des Jésuites ont été durant l'année 1895 de \$12 147.73 et les frais de perception de \$2 357.46 ou 20% du montant perçu.

Seigneurie de Lauzon

Recettes	\$2,790.86
Frais de perception	877.37
ou 31% de commission sur le montant perçu.	

Les revenus de ces seigneuries sont des rentes seigneuriales. Y a-t-il un propriétaire soucieux de ses intérêts qui paierait 20 et 30 pour cent pour retirer des rentes seigneuriales dont les titres sont parfaitement clairs?

Vente de lots de grève

Recettes.....\$	724.73
Dépenses.....	756.97
où au-delà de cent pour cent!	

Ces quelques chiffres joints aux autres que j'ai déjà cités ne démontrent-ils pas qu'il y a des réformes à faire, et que le gouvernement a bien tort de refuser l'aide que nous lui offrons pour opérer ces réformes?

L'honorable premier ministre a fait connaître sa politique aux dernières élections lorsqu'il disait: "Je diffère d'opinion avec ceux qui conseillent la taxe directe. Je craindrais que l'habitude ne vint trop vite, et que l'abondance des recettes n'amena un retour aux dangers dont nous étions menacés".

Il se défiait de lui-même alors; il connaissait les habitudes, les méthodes de son parti. Il savait

que, administré par ce parti, le produit des taxes ne serait pas aussitôt perçu qu'il serait dilapidé, et que la perception de ces taxes n'aboutirait qu'à une augmentation des dépenses sans profit pour la province. Il avait donc toute raison d'être hostile à l'imposition de la taxe directe et il promettait au peuple d'équilibrer les finances de la province au moyen de la plus sévère économie. Mais, malheureusement, le pouvoir a grisé nos ministres. Ils ont mis de côté l'économie. Ils ont oublié leurs promesses et ils ont imposé la taxe directe.

Cette taxe directe leur a rapporté de nouveaux revenus et, comme l'avait prévu le premier ministre, leur a fourni l'occasion de faire de nouvelles dépenses et d'augmenter les anciennes. C'est ce qu'ils ont fait. Aussi, malgré la perception d'un million et demi de taxes directes, leur administration s'est soldée par des déficits et, qui plus est, déficits excédant ceux de l'administration précédente, comme le démontrent les chiffres suivants des états officiels et comptes publics:

Gouvernement national

Déficits dans les dépenses et recettes d'administration.

Déficits —	
1890	\$311,065.88
1891	638,376.13
	<hr/>
	\$949,442.01
A déduire — Surplus:	
1888	\$373,736.03
1889	84,925.56
	<hr/>
	\$458,661.59
Excédent des déficits	\$490,780.42
Moyenne de déficits par année, gouvernement national	\$122,695.10
Déficit sous les conservateurs. — Entre les recettes et les dépenses ordinaires, suivant état A.	
En 1893	\$ 24,828.00
En 1894	230,202.28
En 1895	162,661.66
	<hr/>
	\$417,691.66
Ce qui, divisé en 3, donne un déficit sous les conservateurs de	\$139,230.64
par année.	

Et de combien aurait été ce déficit si les conservateurs n'avaient pas eu en recette les taxes et autres revenus additionnels qu'ils ont perçus et que le gouvernement précédent n'avait pas à sa disposition?

Le déficit de 1895 aurait été comme suit:	
Recettes ordinaires	\$4,322,028.12

A déduire, pour établir une comparaison juste entre l'administration des deux partis, les revenus additionnels qu'ont perçus les conservateurs en 1895 des sources suivantes:

Taxes directes imposées par eux sur:	
Municipalités pour entretien des aliénés	\$ 21,697.13
Certaines personnes	17,059.29
Transports d'immeubles	185,870.70
Licences de commerce	121,932.96
Successions	162,535.50
Total taxes nouvelles	\$ 509,095.58
Vente du Château Ramezay	\$ 100,000.00
De plus: Surplus perçu sur les licences sur la moyenne des perceptions faites par les nationaux	162,103.67
Surplus perçu sur revenu des Terres de la couronne	18,045.01

	\$ 789,244.26
Total recettes ordinaires 1895	\$4,322,028.12
\$789,244.26 revenus extras déduits, il reste, déduction faites des taxes et recettes additionnelles	789,244.26

	\$3,532,783.86
Dépenses ordinaires 1895 — Tableau B	\$4,043,228.43
Déficit, au 30 juin 1895, par l'excédent des dépenses ordinaires sur les recettes ordinaires, non compris les taxes et revenus additionnels	\$ 510,444.77

L'administration du gouvernement actuel a été signalée par une augmentation considérable de la dépense annuelle, par des déficits continuels, en dépit des taxes nouvelles perçues, et nous regrettons de constater que, sans avoir fait aucune oeuvre de progrès pour la province, elle a augmenté considérablement la dette publique de cette province, comme le démontre l'état suivant:

Voici d'abord les déductions à faire sur la dette chargée au 17 décembre 1891, au gouvernement Mercier, \$24,288,038.20:

Les subventions aux chemins de fer dues au 17 décembre 1891 d'après le discours du budget, 20 mai 1892, p. 22, étaient de	\$6,052,036.89
Il a été payé du 17 décembre 1891 au 30 juin 1895 sur ces subsides C.P. p. 92-93-94-95	3,036,857.80

Il restait de dû sur ces subsides	\$3,015,179.09
Il faut ajouter à cette balance les subsides de chemins de fer que le gouver- nement actuel a fait voter à la session de 1894-95, en remplacement de subsides périmés ou autrement caducs et dont il est responsable au mon- tant de	545,142.00

Balance restant	\$3,550,321.09
Maintenant, le trésorier dit dans son discours du budget, du 27 novembre 1895, qu'il ne reste dû sur les subventions aux chemins de fer que	\$703,420.39

291,745.86
57,750.00

\$1,052,916.25

\$2,491,404.84

Il y a donc des subventions de chemins de fer devenues périmées et caduques pour \$2 491 404.84 sur les \$6 052 036.89 chargées au gouvernement Mercier et dont le montant doit être déduit de la

somme de \$24 288 038.20 chargée comme étant l'excédent du passif sur l'actif au 17 décembre 1891 d'après le discours sur le budget du 20 mai 1892, p. 23.

Montant chargé comme dette fondée et dette flottante au 17 décembre 1891 \$24,288,038.20

A déduire de ce montant:

1e Subsidés de chemins de fer périmés et caducs	\$2,491,404.84
2e Montant chargé pour reconstruction de la prison de Montréal, projet abandonné par le gouvernement actuel	475,000.00
3e Pour autant chargé en trop sur les subsides en terres	148,171.20
4e Pour autant erronément chargé à la dette flottante au 17 décembre 1891 pour le montant du déficit, du 17 décembre 1891 au 30 juin 1892, entre les recettes et les dépenses ordinaires et à la charge du gouvernement actuel	496,722.67
5e Pour autant, différence entre \$453,500., chargés à la dette flottante au 17 décembre 1891, pour les travaux du palais de justice de Montréal, et \$109,252.57 seule dépense autorisée avant le 21 décembre 1891, voir rapport commissaire des Travaux publics de 1894, p. 137, le surplus ayant été dépensé sur le contrat fait par le gouvernement actuel avec MM. St-Louis, Cousineau et autres	347,247.43
	<u>\$3,958,546.14</u>

Balance réellement due et payable de la dette fondée et dette flottante de la province au 17 décembre 1891, (sujette à la caducité éventuelle des subventions de chemins de fer rédues) 20,328,992.06

La balance reduite sur la dette fondée et dette flottante, le 17 décembre 1891, lorsque les conservateurs ont pris le pouvoir, était donc d'après leurs propres chiffres et les faits constatés par les statuts et documents officiels, de \$20,328,992.06.

Voilà quatre ans que ces messieurs ont eu l'administration des affaires de la province.

Quel est aujourd'hui le montant de la dette nette? Il est, comme l'honorable trésorier nous l'a déclaré dans son discours budgétaire du 27 novembre 1895, de \$22 525 550.07, c'est-à-dire que depuis que ces messieurs sont au pouvoir, ils ont augmenté la dette de \$2 196 558.01. Si l'on ajoute à ce chiffre déjà respectable le montant des taxes directes que ces messieurs se sont fait payer par les commerçants, les manufacturiers, les navigateurs, etc., sur les ventes de propriétés et les successions, un million et demi, et aussi les revenus additionnels que ces messieurs ont perçus en plus que le gouvernement Mercier, sur les municipalités pour l'entretien des aliénés, les licences et les terres de la couronne, en quatre ans, à deux cents dix dollars par an, \$840 000.00, nous arrivons à

une augmentation de dépense et d'endettement de la province de \$4 536 553.01.

Voilà ce qu'a coûté à la province le passage des conservateurs au pouvoir.

On se rappelle que le gouvernement, lors de son arrivée au pouvoir, et surtout lorsqu'il a imposé la taxe directe, en mai 1892, a formellement renouvelé les serments qu'il avait faits dans les élections, de cesser tous emprunts au nom de la province. L'état suivant des emprunts considérables qu'il a faits, depuis cette promesse, et des sommes considérables qu'il a perçues, démontrera jusqu'à quel point il a forfait à ses promesses: et le résultat de ses opérations d'emprunt et de manipulation des capitaux de la province, ne peut que nous confirmer dans l'opinion qu'il a non seulement échoué dans son projet de restauration, mais considérablement empiré la situation de la province.

Voici cet état:

Emprunts faits par le gouvernement conservateur depuis le 17 décembre 1891 et principales sommes d'argent par lui touchées, à part des revenus ordinaires:

1er mars 1894, emprunt Hall	\$ 2,920,000
30 décembre 1894, emprunt Taillon	5,332,976
Emprunts temporaires dus au 30 juin 1895	1,460,000
Argent en caisse le 17 décembre 1891	893,491
Ils ont en outre perçu en taxes directes	1,500,000
Sur vente Château Ramezay	100,000

Total des emprunts et principales sommes d'argent touchées par le gouvernement à part des revenus ordinaires \$12,206,467

Ils ont payé là-dessus l'emprunt de 1891 \$4,000,000

Des subsides de chemin de fer pour 3,036,857

Emprunts temporaires dus au 17 décembre 1891 150,000

Remboursement dépôts de garantie de chemin de fer 1892-93-94 et 1895 868,000

8,054,857

\$ 4,151,610

Ils ont en caisse au 30 juin 1895 543,033

Balance \$ 3,608,577

Cette balance de \$3 608 577 a passé pour payer les déficits du gouvernement actuel les frais de parachèvement du palais de justice de Montréal, des gratifications aux employés, les hauts escomptes et commissions sur les emprunts et les autres dépenses du gouvernement actuel, les unes convenables, et la plupart très extravagantes.

Les observations que je viens de faire prouvent à l'évidence que le gouvernement Taillon a complètement failli à la tâche qu'il a assumée en prenant les rênes du pouvoir, et que plus il avance plus il s'éloigne du but que le peuple lui a assigné.

En face de cet état de chose moins que rassurant, nous offrons loyalement au gouvernement, dans la motion maintenant soumise à cette Chambre par l'honorable chef de l'Opposition, nous offrons dis-je, au gouvernement de nous unir à lui pour travailler efficacement à l'adoption des mesures de réforme qui pourront assurer le rétablissement des finances sur des bases solides et bien équilibrées, la bonne administration des affaires de la province, selon les vrais intérêts du peuple, et la suppression des taxes directes qui pèsent sur les épaules de ce peuple et paralysent ses efforts vers le progrès.

Le gouvernement repousse avec hauteur notre proposition.

Nous croyons avoir fait notre devoir avec franchise et patriotisme; si le gouvernement refuse de faire le sien, à lui la responsabilité.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures

The North Nation Valley Colonization Railway Company

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 55) intitulé: "Loi constituant en corporation "The North Nation Valley Colonization Railway Company". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Saint-Louis

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 75) constituant la ville de Saint-Louis en corporation.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville

M. J.-A. GIROUARD (Arthabaska): Propose, appuyé par le représentant de Charlevoix (M. J. Morin), que le paragraphe 3 de la 58e règle de cette Chambre, soit suspendu en autant qu'il pourrait s'appliquer au bill (bill no 69) constituant en corporation la Compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville, vu que les pétitionnaires, demandant ce bill, se sont décidés à demander cette législation trop tard pour pouvoir remettre la copie de leur bill entre les mains du greffier de cette Chambre, 8 jours avant la session.

Et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Etat financier de la province

La Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé, hier, à la question de l'état financier de la province.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): M. l'Orateur, en me levant pour dire quelques mots sur cette question si importante, je déclare que je n'ai pas l'intention de faire de bien longues remarques. De fait, l'éloquent discours du député de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne) laisse peu de choses à dire sur la question.

Bien qu'elle n'en ait pas l'air, la motion de l'honorable chef de l'Opposition n'est rien d'autre chose qu'une motion de non-confiance dans le gouvernement qui a administré si heureusement et si habilement les affaires de cette province. Après un commencement assez raisonnable, la motion fait une terrible erreur. Dans mon opinion cette motion vient cinq ans trop tard, car elle aurait dû être faite durant la dernière session du régime Mercier dont le chef actuel de l'Opposition était un des plus zélés soutiens. C'était alors le temps de jeter le cri d'alarme. Heureusement que le pays n'a pas eu besoin d'attendre jusqu'à ce jour pour avoir un sauveur.

Le gouvernement de Boucherville a sauvé la province dès 1892.

En arrivant au pouvoir en 1887, le gouvernement Mercier a trouvé les finances de la province dans un excellent état et son crédit excellent. La dette était de \$11 400 000.

L'histoire de ce règne malheureux est encore trop fraîche à l'esprit des membres de cette Chambre, pour qu'il soit nécessaire de la rappeler. En résumé: accumulation des déficits à raison de \$1 000 000 par année. La dépense ordinaire dépassant de \$1 500 000 le revenu ordinaire et la dette consolidée augmentée jusqu'à \$25 000 000.

Notre crédit était à peu près ruiné.

Quel contraste avec l'état de nos finances le 30 juin dernier. Les déficits annuels ont disparu, nous avons un surplus de \$178 459 et tout fait prévoir un excédent de \$300 000 pour l'année prochaine, bien que les taxes aient été partiellement abolies. Et le 30 juin 1897, nous avons un

surplus de \$160 000., nonobstant le fait que les taxes temporaires imposées en 1892 ne seront pas perçues cette année.

Notre crédit perdu est relevé, et en présence de ces faits, il m'est impossible de croire que cette Chambre votera la motion du chef de l'Opposition. Ce que l'honorable député demande a été obtenu partiellement déjà par le gouvernement actuel, avant qu'il ne se présente de nouveau devant le peuple pour demander le renouvellement de son mandat, ce qui ne saurait manquer d'être accordé.

On a beaucoup parlé de l'augmentation de la dette causée par l'aide accordée aux chemins de fer. Je dis que ces dépenses étaient devenues une nécessité nationale, car le pays en a bénéficié directement et indirectement pour une valeur infiniment plus considérable que l'argent dépensé.

On compare souvent notre province avec celle d'Ontario. N'oublions pas que chez notre voisine, la dépense de la construction des chemins de fer n'a pas été à la charge de la province, mais des municipalités et du gouvernement fédéral.

Je ne crains pas d'affirmer qu'en dépit de notre dette, nous avons plus de richesse solide comparativement parlant, et plus de bien-être général qu'on en a en Ontario. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à faire la comparaison entre les fermes et les banques d'épargnes des deux provinces.

De ce chef nous ne craignons pas la comparaison qui est toute à notre avantage.

Il continue son discours en faisant cette comparaison et en démontrant que loin d'avoir à nous plaindre, nous devons au contraire nous féliciter.

Il termine en se déclarant de nouveau partisan du gouvernement et en espérant que la motion sera perdue.

M. J.P. COOKE (Drummond): Soutient que la motion de l'honorable chef de l'Opposition n'est pas une motion de non-confiance, mais une tentative impartiale pour favoriser l'unité, et un effort patriotique pour sauver la province d'un marasme financier.

Je trouve que la motion du chef de l'Opposition est opportune et digne d'un homme d'Etat. Elle est un pas vers la disparition des partis politiques qui n'ont pas de raison d'être en cette province puisqu'aucun principe ne les divise.

Il ne voit pas pourquoi cette motion n'obtiendrait pas l'appui de la Chambre, ou du moins l'appui de tous ceux qui déplorent la position humiliante de la province. Il répète les paroles du chef de l'Opposition qui avait cité la triste prophétie de M. Robertson, en 1874, à l'effet qu'une politique de subsides aux chemins de fer entraînerait un désordre financier. Comme cette prédiction s'est réalisée, notre devoir est de s'unir et de faire des efforts pour redresser notre situation financière, dit-il. En 1892, les hommes qui composent le gouvernement actuel ont accusé leurs prédécesseurs d'avoir dépensé sans compter. Il n'est pas pour les condamner ni les critiquer. Ce sont des choses du passé, ajoute-t-il, que nous n'avons pas à juger.

M. J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Très bien, très bien.

M. J.P. COOKE (Drummond): Dit qu'ils ont à discuter des engagements pris par le gouvernement actuel depuis son arrivée au pouvoir et de son impuissance à les respecter.

Le gouvernement a souvent depuis été condamné par le peuple dans les élections partielles.

Il croit sincèrement que si M. de Boucherville et le représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) étaient demeurés au pouvoir ils auraient rempli leurs promesses. Mais il n'a aucune confiance dans le trésorier actuel, surtout depuis les négociations au sujets de l'emprunt de Paris.

Je crois que tous ceux qui ont à cœur le bien de la province de Québec, doivent être en faveur de l'amendement du chef de l'Opposition.

Je me ferai un devoir de voter pour.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Cette motion est modérée de forme, de même que l'ont été les discours de MM. les députés de Saint-Jean et de Verchères (M. F.-G. Marchand et M. L.-A.-A.-E.-E. Lussier), mais la suite de la discussion a montré que le seul but a été de faire du capital politique.

Il décrit alors la ruse employée par les journaux à sensation dans le but d'exagérer l'importance de la motion annoncée par le chef de l'Opposition la semaine dernière et proposée hier par ce dernier. Elle n'a même pas le privilège d'être une nouveauté puisque, le 2 janvier 1894, le député de Huntingdon (M. G.W. Stephens) avait proposé en Chambre une motion semblable que le premier ministre avait lue, au milieu d'un fou rire général, et dans laquelle il demandait à la Chambre de mettre sur pied un comité des finances.

Aujourd'hui, elle revient transformée en motion formelle. Celle du député de Huntingdon (M. G.W. Stephens) était proposée comme amendement à une proposition pour que la Chambre se réunisse en comité des subsides et, de ce fait, ne pouvait être amendée. A cette occasion, le député de Drummond (M. J.P. Cooke) avait voté avec le gouvernement. L'année dernière il avait appuyé le gouvernement dans une certaine mesure et avait dit combien il regrettait ne pouvoir partager son avis sur la question de l'emprunt. Commentant le geste politique du député de Drummond (M. J.P. Cooke), il déclare que s'il était en dehors de la Chambre en ce moment, il le qualifierait de trahison. Dans cette enceinte, il ne peut lui donner cette épithète, mais la Chambre sait quelle appréciation lui donner lorsqu'elle se rappelle que l'honorable député a continué à appuyer le gouvernement après avoir appris la démission du représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall), il regrette de ne pas voir le député de Drummond assis à son siège, car il voit l'occasion propice pour ce dernier, après cette attaque, de se lever et de quitter la Chambre, une fois venu le temps de répondre. Cet homme, ajoute-t-il, a non seulement appuyé le gouvernement après la resignation de son ami le député de Montréal no 5 (M. J.S. Hall), mais il a continué de le faire jusqu'à ce que les

changements ministériels soient complétés par le gouvernement. Le nom du député de Drummond (M. J.P. Cooke) avait été suggéré par quelques-uns de ses amis pour le poste de trésorier. Ces mêmes amis lui ont dit que si le député de Drummond était choisi, lui-même, le premier ministre, ne pourrait plus compter sur leur appui. En conséquence, le député de Drummond n'a pas été choisi et a retiré sa confiance au ministère. Le premier ministre ajoute qu'il n'a aucun doute que si le gouvernement avait choisi le représentant de Drummond comme trésorier, ce dernier aurait de nouveau témoigné sa confiance dans la politique financière du gouvernement. Heureusement, nous le connaissons tous, dit-il, et nous en sommes débarrassés. (A ce moment, M. Cooke fait son entrée en Chambre et reprend son siège)

Le député de Drummond en est rendu aujourd'hui à nous insulter. Il croit l'avoir fait avec délicatesse. Hélas! où la délicatesse va-t-elle se nicher? Il dit que si M. de Boucherville était encore premier ministre, il appuierait le gouvernement parce que celui-ci remplirait ses promesses. Le gouvernement actuel, en acceptant la succession de M. de Boucherville, a adopté et continue son programme et ses habitudes d'honneur et d'honnêteté.

Et M. de Boucherville nous donne loyalement son appui. La différence est que M. de Boucherville nous appuie même en sortant du gouvernement, tandis que le député de Drummond nous combat parce qu'il n'a pas pu entrer dans le gouvernement. Mais assez parlé de ce personnage.

Il est nécessaire d'examiner le travail parlementaire de nos institutions pour en apprécier véritablement les exigences. On a souvent répété que la liberté de parole est une caractéristique fondamentale de la liberté pour un sujet britannique, et que la Chambre est le grand conseil de la nation. Les ministres constituent le Conseil souverain et en même temps le pouvoir exécutif; ils assument seuls la responsabilité ministérielle. L'Opposition a tort de parler de diviser cette responsabilité. Le gouvernement a la lourde responsabilité de gouverner et de conseiller la couronne et de prescrire les lignes de conduite à adopter. Le premier ministre cite certaines autorités anglaises à l'effet que ce serait une subversion de la responsabilité gouvernementale si la Chambre venait à partager la responsabilité du pouvoir exécutif. "Aussi longtemps que le Parlement a confiance en ses ministres, ces derniers devraient être libres de tous liens dans l'accomplissement de leur travail", dit-il, en citant une autre autorité anglaise en matière constitutionnelle. Quant à la prétention que la motion n'en était pas une de non-confiance, il lit encore une citation, pour démontrer qu'il est impossible de proposer en Chambre son comité d'enquête sans invoquer la non-confiance dans la proposition, à moins qu'elle soit annoncée par le gouvernement ou par une personne qui aurait consulté le gouvernement sur la question. Comment le gouvernement peut-il interpréter cette motion autrement que comme

une motion de non-confiance, alors qu'il n'y a eu aucune entente avec l'Opposition sur la question? L'année dernière, un comité a été formé pour s'occuper des ressources forestières de la province, mais les nominations ont été faites suite à la motion du commissaire des Terres de la couronne.

Il cite des passages du discours sur le budget pour démontrer que la politique financière du gouvernement telle qu'établie et mise en application par le gouvernement s'accorde avec la motion du chef de l'Opposition en ce qui a trait à une économie véritable, affirmant qu'aucune nouvelle dépense ne serait effectuée sans nécessité urgente, etc.

On pourrait peut-être dire même que nous ne dépensons pas assez pour l'éducation par exemple. Les collèges ont été généreusement aidés, mais l'enseignement universitaire n'a reçu aucune aide et l'enseignement primaire n'en reçoit pas assez.

Ah! si l'on avait un peu de l'argent que nos prédécesseurs ont gaspillé quel bien on pourrait faire.

Va-t-on nous reprocher de trop dépenser pour l'agriculture? On n'ose pas le faire, quoique l'on cherche à contrecarrer et détruire l'oeuvre du gouvernement pour venir en aide à l'agriculture. Mais ceux qui comprennent l'intérêt de la province nous approuvent d'avoir éveillé l'attention des cultivateurs sur l'importance de leur profession, d'avoir contribué à leur apprendre que la plus grande source de richesse de la province est l'agriculture.

Il a fallu des dépenses pour arriver à ce résultat et il en faudra encore pour poursuivre notre oeuvre, car nous avons à lutter contre l'inconstance de notre population et, dans un an ou deux ans, il faudra recourir encore à d'autres moyens de pousser les cultivateurs dans la voie du progrès et de l'avancement.

Le chef de l'Opposition a parlé de réduire le nombre des ministres et il est très intéressant d'opposer leurs déclarations actuelles à leurs actions lorsqu'ils étaient au pouvoir. Les mêmes constatations s'appliquent au sujet du Conseil législatif que l'Opposition voudrait tant voir abolir maintenant. Pourquoi ne l'ont-ils pas fait lorsqu'ils en avaient les moyens plutôt que de laisser une si belle occasion leur glisser entre les mains? Il ridiculise l'idée de l'Opposition d'inviter la Chambre à renoncer à ses privilèges et de nommer un comité pour transiger à sa place. Le gouvernement ne désire aucunement partager ses responsabilités, tel que le suggère le chef de l'Opposition. Laissons nos honorables amis de l'Opposition endosser la responsabilité de leurs actions politiques et le gouvernement actuel est prêt à accepter et à assumer toute la responsabilité de ses actes, plutôt qu'une partie comme le désire l'Opposition.

Parlant de la menace de faillite de la Chambre, il souligne que tout danger est écarté grâce à la politique du gouvernement actuel. Le député de Montréal no 2 (M. O.-M. Augé) a déclaré que la motion du chef de l'Opposition ressemble soit à

un acte de contrition soit à un acte d'espoir. Il croit plutôt à un acte d'humilité. Après s'être moqué de plusieurs suggestions contenues dans le discours du chef de l'Opposition, il fait lecture de plusieurs remarques favorables au sujet du crédit de la province tirées de journaux tels que le *Mail and Empire* et le *Monetary Times*. Ce dernier journal n'est pas un organe de parti, mais la plus haute autorité financière du Dominion. Il souligne aussi le témoignage de M. Wolferstan Thomas, une personnalité éminente du Parti libéral à Montréal, sur les efforts patriotiques du gouvernement, ainsi que des entrevues avec les principaux marchands de Montréal qui ont donné les mêmes résultats. Voici les preuves, ajoute-t-il, de la haute considération dont jouit la province de Québec parmi les autres provinces et le résultat des splendides efforts déployés par l'honorable commissaire de l'Agriculture (l'honorable L. Beaubien) pour encourager l'agriculture et la colonisation.

On nous parle souvent de la province d'Ontario. Eh bien! il est connu de tous qu'à Ontario, on paie plus qu'ici.

Il répond vigoureusement aux accusations à l'effet que la situation financière de la province ne s'est pas améliorée sous le gouvernement actuel. Le crédit de la province est coté à un niveau très élevé. Le gouvernement a accompli des miracles dans le domaine de la colonisation. Ainsi, en réponse à une question posée en Chambre par le député de Matane (M. L.-F. Pinault), récemment, nous avons déclaré que 300 nouveaux colons s'étaient établis dans la région de la Matapédia.

Il parle ensuite des comptes publics afin de démontrer que les dépenses publiques s'étaient accrues sous le régime Mercier et ont diminué sous le régime actuel. Il conclut en désapprouvant la contestation violente lancée contre le gouvernement et sa politique d'économie et indique encore que toute demande d'enquête sur l'état financier des affaires de la province qui ne serait pas entreprise par le gouvernement ou qui ne recevrait pas son consentement, doit être considérée comme un manque de confiance à l'égard du gouvernement.

Le crédit de la province a été relevé et aujourd'hui si nous avons un emprunt à faire, nous pourrions profiter de tous les avantages actuels du marché monétaire.

M. J.P. COOKE (Drummond): Je me lève pour donner des explications personnelles.

On m'a rapporté que durant mon absence de la Chambre, le premier ministre a profité de cette occasion pour m'accuser de lâcheté. Il tient à dire publiquement qu'il n'est pas un lâche et qu'il n'avait pas quitté la Chambre dans ce but.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Explique ses propos.

M. J.P. COOKE (Drummond): Dit qu'on l'a accusé aussi de trahison. Si c'est être traître que de refuser de suivre aveuglément le gouvernement, dit-il, je suis fier d'être un traître. La ligne de

conduite qu'il a suivie, et dont il est aujourd'hui victime, dit-il, est à la hauteur de la réputation du premier ministre pour attaquer les morts et les absents. M. Mercier qui est décédé a été pendant sa vie la terreur du premier ministre et souvent lui a fait courber l'échine et tiré ses longues moustaches.

Quant à la déclaration à l'effet qu'il s'était opposé à l'emprunt français parce qu'on ne lui avait pas donné de ministère, il s'inscrit en faux contre cette affirmation.

DES VOIX: Honte, honte.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Soulève un point d'ordre.

M. L'ORATEUR: Le député de Drummond (M. J.P. Cooke) doit s'en tenir à des explications personnelles.

M. L.-F. PINAULT (Matane): Propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. L.-A.-A.-E.-E. Lussier) que la Chambre s'ajourne maintenant.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Je ne permettrai pas au député de me faire dire des paroles que je n'ai jamais prononcées. J'ai dit que le désaccord de l'honorable député remonte au jour de la réorganisation de notre cabinet.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Asseyez-vous (s'adressant à M. J.P. Cooke).

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Laissez votre chef parler, (s'adressant à M. L.-P. Pelletier)

M. J.P. COOKE (Drummond): Quant à la dernière accusation lancée par le premier ministre, je répète ce que j'ai déjà dit: le premier ministre nous avait donné sa parole d'honneur que le prochain trésorier serait un homme qui jouit de la confiance des députés anglophones protestants.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Je ne crois pas que l'honorable représentant de Drummond (M. J.P. Cooke) ait oublié qu'il était un conservateur et j'en suis heureux. Je regrette seulement que nous ne puissions l'oublier.

DES VOIX: Cooke! Cooke!

M. J.P. COOKE (Drummond): Oh! ces interruptions n'ont pas d'importance. Lorsque j'ai constaté que le premier ministre ne tiendrait pas ses promesses et que celui qui avait négocié le pire emprunt dans l'histoire de la province demeurerait au poste de trésorier, j'ai perdu confiance en ce gouvernement. Si le premier ministre pense qu'en refusant de le suivre aveuglément et en songeant d'abord aux intérêts de mes électeurs, j'ai été coupable de trahison, j'attirerai son attention sur un cas très différent.

Si le premier ministre veut voir ce que sont des traîtres, je l'invite à regarder autour de lui et il

en trouvera des exemples en grand nombre. Qu'il regarde à sa droite, et il verra l'honorable député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien) qui a joint le Parti national; qu'il regarde à sa gauche et il apercevra l'honorable député de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn) qui n'a jamais été un modèle de constance politique! Puis, s'il jette un regard en arrière de lui, il trouvera "his black friend with a red tie". Voilà ce que j'appelle des traîtres, des hommes qui abandonnent leur parti dans les mauvais jours pour se rallier au parti du pouvoir. Quant à moi, Dieu merci, j'ai abandonné le gouvernement lorsqu'il est fort et puissant et je ne le regrette pas.

J'accuse le premier ministre de manquer de courage lorsqu'il attaque des hommes morts comme il l'a fait durant la dernière élection de Montréal, en parlant de M. Mercier. Il fut un temps où il tremblait de tous ses membres et s'arrachait la barbe à l'idée seule d'avoir à faire face à un si puissant adversaire. Qu'il aime la chose ou qu'il ne l'aime point, je répète que le premier ministre a été un fiasco comme trésorier et qu'il a commis les bourdes les plus lourdes.

La motion d'ajournement est retirée du consentement de la Chambre.

M. C. FITZPATRICK (Québec-Comté): Critique la politique du gouvernement. Loin de relever le crédit de la province, le gouvernement actuel l'affaiblit.

Il dit que l'atmosphère étant maintenant éclaircie, il veut tenter de discuter devant la Chambre de la motion qu'a ignorée habilement le premier ministre. Plutôt que d'avoir une discussion sur cette question de l'autre côté de la Chambre, on nous a donné un cours sur une loi constitutionnelle douteuse et une dissertation sur le progrès de l'agriculture suivie d'un résumé de l'histoire des partis politiques de la province depuis la Confédération. Pas un mot n'a été prononcé sur la situation financière alarmante de la province, sauf une légère tentative pour y remédier. Est-il possible que le premier ministre n'ait jamais entendu parler de Burke et qu'il ignore la doctrine logique qui dit qu'il est toujours conforme à la constitution d'enquêter sur l'état de la nation? Dans quelle condition est la province? Elle est très affaiblie avec une dette nette de vingt et un millions et demi de dollars. Y a-t-il une autre province du Dominion qui soit accablée d'une si lourde dette? Comment allons-nous faire pour nous en acquitter? Certainement pas à même nos revenus, ajoute-t-il, qui ne suffisent pas à rencontrer nos dépenses courantes. La seule façon sera de contracter de nouveaux emprunts lorsque les anciens viendront à échéance.

Les dépenses de tout genre dépassent les revenus de \$900,000 et les intérêts prennent un tiers de nos revenus.

Et cependant, on nous dit qu'il n'y a pas lieu de s'alarmer, et notre offre d'assistance pour remédier à cette condition désastreuse est refusée avec indignation. On critique énormément les dépenses effectuées sous le régime Mercier. Il se dit prêt à accepter sa propre part des responsabilités.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Très bien, très bien.

M. C. FITZPATRICK /Québec-Comté): Dit que le déficit annuel est de \$260,000. Il ajoute que les propos de M. Wolferstan Thomas et autres banquiers et hommes d'affaires cités par le premier ministre démontrent simplement que la condition de paiement, le jour de la liquidation, sont une preuve de l'honnêteté et de l'esprit de travail des fermiers canadiens et de leur sens de l'honneur en effectuant le paiement de leurs dettes. Il se plaint de la baisse de 23 pour cent de la valeur de nos débetures causée par l'emprunt de Paris et compare cette transaction à celle effectuée depuis par la Colombie-britannique. Il critique aussi l'administration des Terres de la couronne qu'il dit extravagante comparativement à l'administration de l'Ontario. Il indique aussi les économies qu'un comité non-partisan pourrait suggérer comme le demande la motion et comme le suggère le chef de l'Opposition.

Des motions semblables ont été faites aux Etats-Unis et en Angleterre dans des moments critiques. C'est tout simplement une motion pour s'enquérir de la situation du pays et il est temps que cela vienne.

Il faut en finir. Allons-nous taxer toujours? Le gouvernement devrait accepter un concours que nous lui offrons généreusement afin de mieux appuyer les mesures qu'il lui faut prendre pour rétablir notre situation financière.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): En dépit de tout de que dit le député de Québec-Comté (M. C. Fitzpatrick), le gouvernement rencontrera à leur échéance, toutes les obligations de la province et les déficits sont finis.

Le député de Québec-Comté (M. C. Fitzpatrick) a dit à Montréal, durant la dernière élection, que le gouvernement de Boucherville avait administré la chose publique de façon à mériter la confiance de la province.

Je reconnais avec lui que l'administration de Boucherville a relevé le crédit de la province, mais je demande qu'il nous rende le témoignage que nous avons continué le principe suivi par l'administration de Boucherville. L'homme distingué qui a sauvé la province en 1892 nous a jugés dignes de continuer sa politique et ses traditions.

On nous accuse de toutes espèces de termes. Eh bien! le plus grand de nos crimes c'est de gouverner de façon à conserver la confiance du public, ce qui ne fait pas l'affaire de nos adversaires et les mécontente.

On nous accuse d'avoir manqué à nos promesses, mais on ne le prouve jamais. Nous avons été depuis quatre ans comme des gardes-malades auprès d'un mourant faisant tous nos efforts pour guérir ce malade. Nous espérons avoir réussi. Plus tard, lorsque nous aurons définitivement réussi, nous verrons à ce que la province suive le progrès. Aujourd'hui nous nous occupons de solder les extravagances du régime Mercier.

Il démontre que si le déficit de \$21,000 a légèrement augmenté, ce n'est pas dû à une augmen-

tation des dépenses, mais à une diminution des revenus.

En 1893-94 le revenu des Terres de la couronne a été de \$900 000. L'année suivante, il a été de \$905 000 seulement. Est-ce la faute du gouvernement s'il s'est fait moins de bois et par conséquent, si le revenu a été moins considérable? Les taxes nouvelles ont donné moins aussi mais ici encore est-ce la faute du gouvernement? Et puis si les déficits sont aussi considérables c'est parce que nous payons à même le revenu ordinaire des dépenses à compte du capital. On nous dit que ce sont toujours bien des dépenses. Sans doute. Mais lorsqu'un particulier se construit une maison sur sa propriété, le fait-il à même ses revenus ordinaires? Non. Il prend son capital espérant rembourser par la suite.

En 1896-97, les déficits de tout genre seront disparus. Les revenus pourront alors rencontrer toutes les dépenses ordinaires ou extraordinaires.

Il discute du Conseil législatif. Ce comité, dit-il, n'existe pas pour la protection des protestants qui n'ont pas besoin de protection, tant que les descendants des Français seront en majorité dans notre province. Il existe parce qu'il est de l'essence de notre système parlementaire, parce qu'il est une sauvegarde et une garantie pour la saine administration publique.

On nous reproche le nombre des employés et on voudrait nous les voir renvoyer. A cela nous ne consentirons jamais, à moins que ces employés ne manquent à leur devoir.

Il fait remarquer que cette démarche d'une importance capitale vient à la fin d'une session et à la fin d'un Parlement. Elle est en contradiction de la doctrine prêchée sur un autre théâtre par le chef du Parti libéral qui veut que l'Opposition n'ait pas de programme. Cette contradiction entre les deux chefs libéraux fait voir que ces gens-là songent à leurs intérêts politiques avant de songer aux intérêts du pays.

Quant à la motion, il dit qu'elle est absolument inopportune. Tous les précédents que le chef de l'Opposition a cités sont absolument différents de son cas. Il va sans dire qu'il s'opposera à la motion.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Déclare que le député de Dorchester (l'honorable L-P. Pelletier) critique les dépenses du gouvernement Mercier, mais qu'il a lui aussi sa part de responsabilité dans cette affaire. En autant que cela le concerne, il dit être probablement le seul député de la Chambre à ne pas être responsable de cette dette. Il affirme que le gouvernement n'agit pas selon ses déclarations de politique économique en votant contre la présente motion. Il persiste tout simplement dans son esprit de partisanerie, idée qui avait été prudemment omise dans la motion. L'Opposition désire vraiment secourir le gouvernement et aussi participer à une réforme. Le député de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne) a commis des erreurs dans les chiffres, pense-t-il. Nonobstant les réductions de dépenses alléguées, il affirme que depuis 1891, les dépenses ont excédé de \$2 000 000 les revenus. Nous nous enlisons dans

les dettes à un rythme si rapide que nous devons recourir à d'autres emprunts dans un avenir rapproché. Il croit que la rubrique "divers" dans les comptes publics n'est qu'une façade pour camoufler du gaspillage et blâme le gouvernement de donner la plus grande partie des octrois de l'éducation aux collèges classiques plutôt qu'aux écoles publiques.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Rappelle au député de Huntingdon que c'est le Conseil de l'Instruction publique qui s'occupe de distribuer les octrois.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que le député de Québec-Comté ainsi que d'autres députés ont outrageusement calomnié la province de Québec au cours des débats ayant trait aux terres de la couronne, en faisant des comparaisons honteuses entre nos terres et celles de l'Ontario. Il est un peu trop tard cette nuit, dit-il, pour répondre à ces accusations, mais il y répondra à la première occasion soit lorsque la Chambre ira devant le comité des subsides étudier les crédits de son ministère ou à une autre occasion. Mais il croit être de son devoir d'affirmer brièvement que ces comparaisons ont été faites sans motif valable et qu'il peut démontrer d'une manière concluante que l'Ontario reçoit annuellement plus d'un million de dollars des ventes des terres de la couronne, mais que cette province se départit ainsi de ses territoires les plus riches. Par contre, le Québec ne sacrifie pas ainsi ses possessions. De plus, le coût de la surveillance et de la protection de nos vastes territoires est beaucoup plus élevé ici qu'en Ontario du fait que nos territoires sont deux fois plus étendus que ceux de la province soeur. Il dit être en mesure d'affirmer aussi, à titre de commissaire que nos richesses en bois sont de loin supérieures à celles de l'Ontario.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Allard, Augé, Baker, Beaubien, Beauchamp, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, King, Lacouture, McDonald, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Morris, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétréau, Villeneuve, 40.

Contre: MM. Bernatchez, Bourbonnais, Caron, Cooke, Dechêne, Gillies, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Guerin, Laliberté, Lemieux, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Portneuf), 20.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

La séance est levée à deux heures (a.m.).

Séance du 13 décembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires de la Société Saint-Jean-Baptiste de bienfaisance d'Aylmer, pour l'année 1895. (Document de la session no 26)

Dépôt de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

Du conseil de ville de la ville de Buckingham et du conseil municipal de Saint-André-Avellin, demandant, respectivement, que les notaires continuent à exercer les privilèges qu'ils ont de procéder devant les tribunaux dans les affaires non contentieuses.

Rapports de comités:

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 69) constituant en corporation la Compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que, lorsque la Chambre s'ajournera aujourd'hui, vendredi, elle s'ajourne à samedi, le 14 du courant, à 11 heures du matin, et qu'il y ait deux séances distinctes ce jour-là, l'une de 11 heures a.m. à 1 heure p.m., et l'autre de 3 heures à 6 heures p.m.

Adopté.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande s'il serait possible que la Chambre se réunisse deux fois par jour la semaine prochaine. Je profite également de l'occasion pour demander au premier ministre s'il lui reste d'autres mesures à mettre devant la Chambre et quand sa politique au sujet des chemins de fer sera-t-elle connue?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Pour ce qui est de la possibilité de réunir la Chambre deux fois par jour la semaine prochaine, nous aviserons lundi.

Les seules mesures du gouvernement qui ne sont pas encore soumises à la Chambre sont un

bill pour amender la loi des licences et un bill pour amender la loi de 1890 autorisant à emprunter \$10 000 000.

Lundi ou mardi nous ferons connaître la politique au sujet des chemins de fer.

Interpellations:

L.-A. Vallée, employé du département des Travaux publics

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): M. L.-A. Vallée, dont le nom est mentionné à la page 288 du rapport du commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation comme ayant retiré de ce département la somme de \$139.99, est-il le même M. Vallée qui est employé au département des Travaux publics?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Oui.

Chemins du lac Petit Nominingue et de la rivière Kiamika

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Combien de colons intéressés ont signé la requête demandant l'ouverture du chemin faisant le tour du lac "Petit Nominingue", et l'ouverture du chemin de front du 6e rang de Kiamika, sur le côté ouest de la rivière Kiamika, depuis le chemin Chapeau jusqu'au lac aux Ecorces, lesquels chemins sont mentionnés à la page 266 du rapport du commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation?

Qui a fait les explorations et les tracés de ces chemins?

Quel a été le coût de ces explorations?

Quels sont les tracés que doivent suivre ces chemins, en les indiquant par les numéros des rangs et des lots sur ou près desquels ces chemins doivent être faits ou continués?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): 1. M. Joseph d'Haleuyn au nom des colons du sud du Petit Nominingue, chemin de front, 6e rang Kiamika, 51 colons.

2. Il n'y a pas eu d'explorations particulières pour le tracé de ces chemins.

3. D'après un plan fourni par M. d'Haleuyn, le chemin au sud du Petit Nominingue suit le cordon des deuxième et troisième rangs du canton Loranger depuis le lot no 27 en descendant jusqu'au no 16, puis traverse le troisième rang sur les lots 16 et 17 et les lots nos 13 et 14 du 4e rang.

Le chemin du 6e rang du canton Kiamika longe la rivière aussi près que possible en ligne droite, à partir du no 18 jusqu'à la limite du canton (52 lots). Ce chemin est actuellement ouvert entre les lots nos 13 et 46.

Colonisation du Lac-Saint-Jean

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Combien de colons M. Carufel, ou autres agents de colonisation, ont-ils fait rapport avoir envoyés au Lac-Saint-Jean, dans les cantons Dufferin, Normandin.

Albanel, Pelletier, Dolbeau, Taillon, Delisle et Taché, et se sont établis dans ces cantons?

Combien de lots ont été concédés dans ces mêmes cantons, d'après les rapports du département des Terres et de ses agents, depuis le 1er janvier 1894, jusqu'à cette date?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): 1. Le rapport de M. Carufel, publié aux pages 299 et 300 du rapport du département, indique le nombre de colons dirigés sur la région du Lac-Saint-Jean à venir jusqu'au 30 juin dernier. Depuis ce mois, les chiffres de M. Carufel sont comme suit: juillet, 37 colons, août, 25, septembre, 14, octobre, 10 et novembre, 18. M. l'abbé Marquis mentionne spécialement une vingtaine de colons qu'il a dirigés au Lac-Saint-Jean.

Tous deux indiquent la région sans mentionner le canton.

Percepteur du revenu du district de Saguenay

M. J. MORIN (Charlevoix): 1. Le dépôt requis par la loi a-t-il été fait dans les trois actions prises par le percepteur du revenu de la province, pour le district de Saguenay (comté de Charlevoix), et mentionnées dans les procès-verbaux de cette Chambre, du 11 décembre courant?

2. Dans l'affirmative, est-ce l'intention du gouvernement d'appliquer au paiement des frais du défendeur ce dépôt dans les causes où il a réussi?

3. Quel est le montant des frais de la demande dans les deux causes qui ont été renvoyées?

4. Ces frais ont-ils été payés, et à qui?

5. Quel est le nom du déposant dans lesdites causes?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): 1. La loi ne requiert pas ce dépôt, mais permet au percepteur de l'exiger dans les circonstances spécifiées à l'article 1028 des statuts refondus. Aucun dépôt n'a été fait dans les causes des 25 mai 1892 et 8 mars 1893. Dans la troisième cause, celle du 10 juillet 1894, numéro 1030, il a été fait un dépôt de \$50.00.

2. Ce dépôt a été appliqué au paiement, pour autant, des frais de la couronne, tel que l'entend le statut.

3. \$36.04 dans la première poursuite et \$153.59 dans la seconde.

4. Ces frais ont été payés à qui de droit, c'est-à-dire aux officiers de justice, aux témoins et au procureur de la couronne, en conformité des dispositions de la loi.

5. Il n'est pas d'usage et il serait contre l'intérêt public de donner le nom du déposant.

Concours agricoles

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Le gouvernement est-il informé que certains établissements agricoles, subventionnés par la province, font concurrence aux cultivateurs dans les concours agricoles, aux expositions et ailleurs?

Dans l'affirmative, le gouvernement se propose-t-il d'introduire une loi protégeant les cultivateurs contre cette concurrence ruineuse?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Il n'y a aucune correspondance officielle à ce sujet dans le département de l'Agriculture et de la Colonisation.

Poursuite contre O. Morency

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Une poursuite a-t-elle été intentée, depuis le 1er janvier 1892, par le percepteur du revenu du district de Kamouraska — Fraserville contre un nommé O. Morency pour contraventions à la loi des licences?

Dans l'affirmative, quand?

Jugement est-il intervenu sur cette poursuite ou bien a-t-elle été suspendue? Et si elle a été suspendue ou réglée, à la demande de qui cela a-t-il été fait?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): D'après le rapport du percepteur du revenu pour le district de Témiscouata, une poursuite a été intentée par lui contre le nommé O. Morency en septembre dernier. Sur l'avis de l'avocat du revenu, le percepteur a retiré cette poursuite après avoir appris que ce n'était pas Morency lui-même, mais sa femme qui était propriétaire de la maison, le mari ne possédant rien. Sur le retrait de la poursuite, Madame Morency s'est munie d'une licence d'hôtel.

Demande de documents:

Spencer-Wood

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre: un état détaillé indiquant les sommes payées, depuis le 30 juin dernier, pour réparations et embellissements de Spencer Wood jusqu'à date.

Adopté.

Colonisation dans le comté de Champlain

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre: copie de la correspondance et des instructions se rapportant aux argents de colonisation dépensés dans le comté de Champlain, depuis 1890.

Aussi, un état indiquant les chemins et routes qui y ont été ouverts, le montant dépensé dans chaque chemin, le nom des conducteurs de travaux et les rôles de paie.

Adopté.

Sainte-Geneviève de Champlain

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre: copie

des instructions, documents, rapports et rôles de paie à propos des travaux faits au pont de Narcisse-Pierre Massicotte, de Sainte-Geneviève, comté de Champlain.

Aussi, un état constatant le montant dépensé sur ce pont, depuis 1890 à ce jour, année par année.

Et aussi, le rapport de l'inspecteur chargé d'examiner lesdits travaux.

Adopté.

Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond

M. J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. W. Greig), qu'il soit mis devant cette Chambre: copie de tous les documents, correspondances, plans et résolutions présentés par la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond, depuis le 1er juillet 1892, ainsi que toute la correspondance et les documents, etc., échangés, depuis la même date, entre cette compagnie de chemin de fer, ou qui que ce soit, en son nom, et le gouvernement ou ses membres, au sujet de la subvention pour 23 milles de chemin, entre Carmel et Arthabaska, ou au sujet de la caducité ou du maintien de cette subvention.

Adopté.

J.-E. Tremblay et J.-P. Nantel, conférenciers agricoles

M. H. PETIT (Chicoutimi et Saguenay): Propose, appuyé par le représentant du Lac-Saint-Jean (M. J. Girard), qu'il soit mis devant cette Chambre: copie du rapport du docteur J.-E. Tremblay, sur les conférences qu'il a données sur la Côte Nord, depuis Tadoussac à la Pointe-aux-Esquimaux, en compagnie de M. J.-P. Nantel.

Adopté.

Canada Iron Company

M. J.A. BAKER (Lévis): Propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W.J. Simpson), qu'il soit mis devant cette Chambre: copie de toutes requêtes et de toute la correspondance, au sujet de l'aide ou du subside demandé par la "Canada Iron Company".

Adopté.

Eglise catholique du Sacré-Coeur

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. N. Rioux), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 76) concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Coeur-de-Jésus, de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

Canton d'Armagh

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité général pour étudier le bill (bill no 85) détachant du comté de Bellechasse et annexant au comté de Montmagny la partie non organisée du canton d'Armagh.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est résolu que le titre soit: "Loi détachant du comté de Bellechasse et annexant au comté de Montmagny la partie non organisée du canton d'Armagh".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Daily Record

M. Q.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 112) rendant valides certains avis et annonces publiés dans le Daily Record soit maintenant lu pour la deuxième fois!

Par ce bill, tout avis et annonces exigés par la loi, publiés jusqu'à ce jour par ce journal sont déclarés avoir été publiés dans un papier-nouvelles au sens et au désir de la loi et sont déclarés valides si les autres formalités requises ont été accomplies.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

Il est ordonné que le bill soit maintenant pris en considération.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Exemptions de taxes

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose, selon l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 113) concernant les exemptions de taxes.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

Il est ordonné que le bill soit maintenant pris en considération.

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Documents:**Subventions aux chemins de fer**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, du 14 novembre 1895, pour un état de toutes les subventions aux chemins de fer devenues caduques depuis le 30 juin 1892 jusqu'au premier novembre 1895, contenant:

Le nom du chemin de fer, la date à laquelle la subvention est devenue caduque, le montant de la subvention en argent devenue caduque:

Le montant de la subvention en terres ou terres commuées:

Faisant connaître le montant total épargné à la province par le fait de la caducité de ces subventions, ainsi que toutes les subventions en argent ou subventions en terres, converties en subventions monétaires, payées depuis le 1er mai 1892, avec, en sus, toutes les subventions en argent ou toutes subventions en terres converties en argent restant dues et payables à cette date. (Document de la session no 62),

Prime accordée pour l'exportation du beurre

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dépose sur le bureau de la Chambre: la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 13 novembre 1895, demandant copie des ordres en conseil et de la correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et toutes personnes en rapport avec la prime accordée pour l'exportation du beurre, de cette province, sur le marché d'Angleterre. (Document de la session no 88)

**Inspecteur féminin
des établissements industriels**

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 novembre 1895, pour copie de toute la correspondance échangée entre le Conseil national des femmes, section de Montréal, et le gouvernement, au sujet de la nomination d'un ou de plusieurs inspecteurs féminins des établissements industriels.

Aussi, une copie de toutes requêtes, demandes, etc., à cette fin. (Document de la session no 90)

Cercles agricoles du comté de Vaudreuil

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre, du 25 novembre 1895, pour copie des états et comptes rendus des opérations de tous les cercles agricoles, dans le comté de Vaudreuil, depuis leur formation. (Document de la session no 91)

Affaires Demers et Shortis

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre, du 2 décembre 1895, pour un état des dépenses faites dans les causes suivantes, jusqu'au 1er novembre 1895, savoir:

Frais de l'affaire Demers.

Frais de l'affaire Shortis. (Document de la session no 92)

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir:

Bill (bill no 77) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association protectrice de bienfaisance de la province de Québec".

Bill (bill no 61) intitulé: "Loi ratifiant les actes de vente et d'adjudication entre les héritiers et représentants de Joseph Robereau-Duplessis, et de son épouse Marie-Catherine Cardinal et Louis-Félix Robereau-Duplessis".

Bill (bill no 71) intitulé: "Loi modifiant la charte du village de Senneville".

Bill (bill no 53) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Ecole de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal, et abrogeant les lois constituant en corporation l'Ecole vétérinaire de Montréal et l'Ecole vétérinaire française de Montréal".

Bill (bill no 60) intitulé: "Loi ratifiant et confirmant les pouvoirs conférés à la "Dominion of Canada Trusts Company", par la loi du Parlement du Canada 58-59 Victoria, chapitre 84, et autorisant ladite compagnie à exercer lesdits pouvoirs dans la province de Québec".

Et bill (bill no 70) intitulé: "Loi modifiant la charte de la compagnie dite "Montreal Safe Deposit Company".

Et aussi le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill (bill no 62) intitulé: "Loi amendant la loi 46 Victoria, chapitre 60, autorisant Léon Montplaisir à construire un pont de péage sur la rivière Bécancour".

Et bill (bill no 73) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Fraserville".

Pont de péage sur la rivière Bécancour

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 62) intitulé: "Loi amendant la loi 46 Victoria, chapitre 60, autorisant Léon Montplaisir à construire un pont de péage sur la rivière Bécancour". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Fraserville

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil lé-

gislatif au bill (bill no 73) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Fraserville". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Compagnie de gaz de Montréal

La Chambre procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 58) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie de gaz de Montréal et les lois qui la modifient". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Réforme des prisons

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, appuyé par le représentant d'Ottawa (M. N. Tetreau), que, dans l'opinion de cette Chambre, il serait d'utilité publique d'étudier la question de la réforme des prisons dans le but de rechercher les moyens les plus propres à produire les résultats suivants:

1. La réforme morale des détenus.
2. Le travail des détenus le plus rémunérateur pour la province.
3. Les ateliers des prisons les moins nuisibles aux industries du pays.

Monsieur l'Orateur,

En me levant je veux attirer l'attention de cette honorable Chambre sur la question de la réforme de nos prisons. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'offrir des excuses.

Cette question, Monsieur l'Orateur, a été jugée assez importante pour être l'objet d'études spéciales, continues de la part d'hommes d'Etat et de philanthropes qui figurent au premier rang parmi les célébrités du siècle, d'hommes aussi éminents que M. de Tocqueville, que Sir Samuel Rouselly et que Lord E. Nathan. Dans notre pays, dans notre province même où les intérêts des partis et ses luttes politiques tendent malheureusement trop à empêcher l'étude de questions purement sociales, la réforme des prisons a cependant aussi vivement agité l'opinion publique depuis plusieurs années. Des magistrats, des hommes d'affaires, des ouvriers, des inspecteurs du gouvernement eux-mêmes s'en sont occupés à plusieurs reprises, chacun de son point de vue particulier. Il appartient à qui représente toutes les classes et qui a la garde de tous les intérêts, de prêter l'oreille à ces demandes, à ces plaintes, à ces conseils venus de diverses sources, de les étudier et d'agir comme elle peut agir pour le bien de toute la province.

Il ne s'agit pas Monsieur l'Orateur, d'aborder un problème insoluble, non plus que de blâmer la conduite et les intentions de ceux qui ont créé nos prisons actuelles.

Il ne s'agit pas d'un problème insoluble. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un regard sur l'histoire du dernier siècle et de mesurer l'immen-

se progrès accompli depuis que la première voix s'est fait entendre pour demander l'amélioration du sort des détenus qui devait inévitablement amener l'amélioration de la moralité publique.

Au moment où la première Assemblée législative se réunissait dans cette ville de Québec, l'état des prisons dans l'Empire britannique et dans le monde entier rappelait encore les idées et les procédés des temps barbares. Elles étaient livrées à l'administration de geôliers qui faisaient leur fortune en pactisant avec les plus redoutables criminels, tandis que les faibles et souvent les innocents languissaient dans des salles obscures, malsaines, empoisonnées par les odeurs du crime et de la débauche. Les législateurs du dix-huitième siècle, comme ceux des temps primitifs, n'entrevoient qu'un moyen de punir et de restreindre le crime: la punition corporelle. L'échafaud était dressé à tout instant; le fer rouge, le fouet, la bastonnade étaient le châtiment ordinaire pour les crimes moins graves. Puis après avoir été humilié, marqué par ces châtiments corporels, le criminel était de nouveau relâché dans les villes, où, stigmatisé, il ne pouvait plus vivre que par le crime. Ceux qui, oubliés, languissaient dans les prisons, étaient exposés aux contacts les plus impurs et les plus funestes; le vice se propageait plus vite dans ces maisons de détention que dans les milieux les plus corrompus du dehors.

Refusant l'instruction au peuple et méprisant le travail, ceux qui régnaient alors ne pouvaient deviner la puissante influence de ces deux agents, sur la moralité de l'homme. Et ainsi, des milliers et des milliers d'existences se gaspillaient dans l'oisiveté et le crime, sans que la société entrevit l'espoir d'arrêter jamais la gangrène qui la rongait.

Les premières tentatives de réforme eurent peu de succès.

Il fallut plusieurs années pour vaincre l'apathie générale; puis emportés au-delà du but, par l'élan donné, les réformateurs se sont exposés à de graves et de nombreux mécomptes. Mais en dépit des tâtonnements qui ont retardé le progrès, et des erreurs qui ont pu amener un mouvement rétrograde, quelle différence entre la condition des prisons d'aujourd'hui et le tableau que je viens de décrire bien imparfaitement. Et quand de tels résultats ont été obtenus dans le passé, qui viendra prétendre que les efforts que nous devons faire pour continuer l'oeuvre commencée, doivent être à jamais infructueux?

Il ne s'agit pas de blâmer ceux qui ont eu la direction de nos prisons dans le passé. Les progrès accomplis attestent suffisamment leurs mérites. Mais, Monsieur l'Orateur, le monde est ainsi constitué que nous ne pouvons jamais nous arrêter sur la route du progrès. La tâche d'hier appelle la tâche de demain. Les transformations dans l'industrie, les déplacements de la population, les nouveaux moyens de transport, les découvertes incessantes sont autant de causes qui nous imposent des changements de l'administration, tandis que l'expérience nous dévoile jour par jour les fautes commises.

Ces considérations, que l'on trouvera peut-être un peu trop générales, s'appliquent précisément à la question que je soulève aujourd'hui.

La grande prison de Montréal, au moment où elle a été construite, pouvait rencontrer admirablement les vues des autorités et les besoins de la province. Elle s'élevait au milieu d'une vaste campagne. Cette campagne est aujourd'hui un des quartiers les plus peuplés de Montréal. Elle était beaucoup plus grande qu'il n'était nécessaire pour l'incarcération des prisonniers; elle est aujourd'hui absolument insuffisante, et, à certaines périodes de l'année, il faut transporter les prisonniers dans d'autres prisons. Il y a quarante ans, on ne reconnaissait pas encore toute l'importance du travail pour obtenir la réforme des prisonniers; aujourd'hui le travail ininterrompu est considéré comme nécessaire dans les prisons les plus célèbres.

D'autre part, quand les autres prisons de la province ont été érigées, tout le monde voulait la décentralisation judiciaire. Aujourd'hui les rapports officiels font voir que sur 3 934 prisonniers incarcérés durant 1894, pas moins de 2 820, soit près de trois quarts, ont été condamnés aux prisons de Montréal. Nous avons vingt autres prisons, dans plusieurs desquelles il n'y a jamais eu plus d'un ou deux prisonniers à la fois. Parfois, il n'y en avait pas un seul, mais il fallait toujours payer le geôlier.

De l'encombrement de la prison de Montréal et de l'inutilité des autres prisons, il découle une seule et même conclusion: la nécessité d'une prison centrale conforme aux dernières constatations de la science et suffisante pour tous les besoins de la province.

Ce besoin qui se fait déjà sentir de manière sensible sera urgent demain. Il convient de prendre et de présenter dès maintenant les moyens de nous renseigner pour agir avec sagesse.

Du reste, il est de l'intérêt financier et moral de la province que cette transformation s'opère le plus tôt possible.

Avec le système actuel nous dépensons plus qu'il n'est nécessaire pour l'entretien des prisonniers, nous ne retirons pas tout ce qui est possible du travail des prisonniers et nous ne contribuons pas autant que nous le pourrions à la prévention du crime, à la suppression du vice.

Nous dépensons plus qu'il n'est utile. C'est la conséquence inévitable d'un système qui exige une prison et un geôlier pour deux ou trois prisonniers. L'entretien d'un prisonnier à Beauharnois a coûté \$7.87 par jour.

Les statistiques démontrent que le travail de chaque prisonnier rapporte monétairement cinq sous par jour, ou \$10 630. par année, alors qu'en Angleterre le même genre de travail a rapporté un million et quart de dollars. Cette somme se répartit ainsi: \$185 000. pour la fabrication d'objets divers, \$600 000. pour l'exécution de travaux publics et le solde pour la construction de prisons et leur entretien.

Nous ne retirons pas tout le profit possible du travail des détenus. Et qui pourrait douter que,

sous une direction intelligente et énergique, le travail d'un homme ne peut pas donner un revenu de plus de 5 cents par jour.

Enfin, et c'est le point le plus grave, le système actuel ne tend pas à réformer les détenus; il laisse peser sur la société le fardeau d'un nombre toujours croissant de récidivistes, amateurs de prison dans laquelle ils voient un refuge, experts dans le pillage dont ils font une profession.

Il m'a été donné depuis plusieurs années, Monsieur l'Orateur, de passer chaque jour en hiver devant la prison de Montréal et, durant ce temps, j'ai vu et observé un grand nombre de prisonniers que l'on emploie à nettoyer les trottoirs autour du pénitencier d'années en années. Souvent ce sont des individus sur les quais, en été vivant à la belle étoile, gagnant au chargement des navires ou volant simplement juste ce qu'il leur fallait pour se gorger de boisson et comptant toujours trouver un asile et des vêtements chauds pour l'hiver, dans la prison où ils peuvent pratiquer la paresse qui leur est chère et vivre comparativement bien aux dépens du public. Il ne m'a pas été difficile de comprendre ce qui retenait ces hommes qui auraient pu devenir d'utiles citoyens, sans cette vie honteuse. Ayant succombé au vice une première fois, par suite très souvent d'une mauvaise éducation, le premier châtimement qui leur a été imposé n'a été pour eux ni sévère ni salutaire. Il n'a pas été sévère, parce qu'il a été permis à ces hommes de persister dans l'oisiveté. J'ai vu une douzaine de prisonniers employés tout un avant-midi, sous les regards bienveillants d'un garde, à faire l'ouvrage qu'un homme eût pu exécuter en une heure. Ils arrêtaient les passants pour demander du tabac et causaient entre eux avec l'insouciance naturelle de ceux dont l'existence est assurée. Le châtimement n'a pas été salutaire, parce que rien dans le milieu où ils ont vécu, dans la discipline qui leur a été imposée, ne les a forcés à réfléchir ou à briser avec leurs anciennes habitudes. Ils ont continué à s'entretenir entre eux de leurs exploits immoraux, ils ont continué à avoir sous les yeux les rues sombres, les quais enfumés où ils avaient fait leur éducation criminelle. En sortant de la prison, ils se sont retrouvés aussitôt dans le milieu qui avait été si funeste à leur caractère, et ils ont naturellement repris leur ancienne vie, celle qui était pour eux la plus facile.

Et ceci s'applique avec autant de force aux enfants des écoles de réforme.

Dans les ateliers nécessairement restreints où le travail de ces enfants est employé, ils se trouvent mélangés, mis côté à côté, sans égard à leur caractère. Il en résulte, qu'en dépit de la plus étroite surveillance des autorités, les plus méchants exercent une influence des plus délétères sur le caractère de ceux qui seront disposés à adopter une meilleure vie.

Et puis on leur apprend des métiers, ou parties de métiers, qui ne peuvent s'exercer que dans les grandes usines dont l'atmosphère empoisonnée est aussi funeste au moral qu'au physique. Est-il étonnant que l'enfant chez lequel on a déjà constaté de mauvais penchants, succombe facile-

ment lorsqu'il est poussé, que dis-je, lorsqu'il est condamné à vivre dans un pareil milieu?

Et que dire de la concurrence injuste et désastreuse que les détenus font au travail honnête sous le système actuel. Le misérable qui a été chauffé, logé et nourri par la société durant tout l'hiver, et qui sort le printemps, dispos et sans obligation envers personne, enlève, en été, le travail au père de famille affaibli par les privations et écrasé par les dettes qu'il lui a fallu contracter pour subvenir aux besoins de sa femme et de ses enfants. L'enfant dont le travail est loué à un industriel pour une somme insignifiante, employé de concert avec les machines et avec des ouvriers libres, contribue à réduire le coût de production dans certaines industries, à tel point que la concurrence devient impossible pour les ateliers qui n'ont pas cette main-d'œuvre. On dira que cette concurrence ne peut s'étendre qu'à un nombre restreint d'industries.

N'oublions pas que tout se tient dans le monde commercial et industriel et que la moindre perturbation peut avoir les effets les plus considérables. Les cris d'un enfant, répercutés par l'écho, peuvent déclencher l'avalanche qui, en se précipitant du haut des monts, répand la mort et la ruine sur toute une vallée. Le moindre déplacement dans l'industrie produit de ces écroulements terribles. Le mal causé par le travail des prisons se fait certainement sentir. Il a provoqué des plaintes et des réclamations de la part d'une multitude de personnes dont l'ambition n'était certainement pas de bouleverser inutilement les institutions établies. Il y a un remède à trouver.

Je ne viens pas, Monsieur l'Orateur, faire de vaines déclarations. Personne ne désire que les malheureux qui peuplent les prisons et les institutions de réforme, soient maintenus dans une oisiveté énervante et corruptrice. Ceux qui ne produisent pas doivent vivre du produit du travail des autres, et nous ne tenons pas à faire vivre qui que ce soit à rien faire.

D'un autre côté, la société n'a que des devoirs limités envers les criminels et envers ceux qui montrent des dispositions pour le vice. Le gouvernement ne donne pas le vêtement, la nourriture ni l'instruction pratique à l'enfant bien élevé ni au citoyen honnête. Il ne les doit pas davantage aux criminels.

Si donc la société doit enseigner un métier ou instruire en aucune manière ceux qui sont condamnés à la détention, ce n'est que dans le but unique de se protéger elle-même en les détournant de la voie funeste où ils s'étaient engagés. Et pour se dédommager des frais qu'elle fait, comme elle en a le droit, et en justice pour les honnêtes gens, elle a le devoir d'utiliser les bras de détenus de la manière la plus profitable.

Dans la réorganisation nécessaire du travail dans les prisons, il faudra donc essayer de réunir trois conditions:

1. Que les métiers et le milieu choisi soient les plus propres à détourner les détenus du vice.

2. Que le travail produise le plus de revenus possible pour l'Etat.

3. Que les ateliers des prisonniers nuisent le moins possible aux industries du pays.

Nul pays au monde n'est mieux placé pour se conformer à ces trois conditions que la province de Québec et il n'est pas nécessaire de chercher longtemps pour trouver le moyen le plus propre pour arriver au but proposé.

Autant il est vrai que l'atmosphère des villes est funeste aux mœurs, autant il est reconnu que l'air pur et la vie tranquille de nos campagnes rend la vertu douce et facile. On recherchera donc dans le vaste domaine des terres inexploitées que possède la province un endroit central et qui offre des ressources variées.

Il ne faudra pas chercher longtemps au milieu des Laurentides pour trouver une étendue suffisante de terre fertile qui soit à proximité d'un pouvoir d'eau, de mines ou de carrières de pierre ou de granit. La localité une fois choisie, on préparera les plans d'une série de constructions pour recevoir tous les détenus sous le contrôle du gouvernement provincial. Nos prisons ont une population moyenne de six ou sept cents détenus, à long terme, c'est-à-dire qui sont condamnés pour plusieurs mois, et quelquefois, plusieurs années. Quels prodiges tant de bras dirigés intelligemment ne pourront-ils pas opérer dans une région utile et avantageusement située? Dans cette vaste exploitation, il y aura de l'emploi pour tous les caractères. Il faudra non seulement cultiver mais aussi construire, manufacturer sans cesse. Le maçon, le charpentier, le forgeron, le menuisier, le charron, le tisserand, le cordonnier, le tailleur, la couturière, le boulanger, etc. trouveront à s'employer; et ceux qui auront des aptitudes pour les métiers pourront les apprendre de façon à gagner leur vie honorablement plus tard, loin des grandes manufactures des villes.

Les enfants, les hommes et les femmes bien disposés étudieront l'agriculture savante. Tous, après avoir fortifié leur santé et leur intelligence, après avoir goûté le plaisir des travaux salutaires, après avoir pris des habitudes d'ordre et d'activité, après avoir pu constater par leur propre expérience que le travail et la persévérance peuvent accomplir à la campagne, auront horreur des bouges malpropres où ils auront débuté dans le vice; et ils ne seront plus dans la nécessité d'y retourner. Aux malheureux qui feraient exception à cette règle, dont le caractère pervers refuserait de se rendre à ces influences moralisatrices, on pourrait imposer des travaux si durs dans les carrières ou dans la confection des routes qu'ils se hâteraient de chercher d'autres pays pour y achever leur criminelle existence. Ainsi donc on se conformerait à la première condition.

En second lieu on ne niera pas que c'est dans une grande exploitation agricole et dans le développement de nos ressources naturelles que le travail manuel bien ordonné peut donner les résultats les plus "rénumératifs". L'honorable commissaire de l'Agriculture (l'honorable L. Beaubien), qui parle tant et si bien de l'agriculture payante, ne me contredira certainement pas sur ce point. Il comprendra aussi mieux que tout autre quel parti on pourrait tirer de tant de bras soumis à une même direction pour établir une grande ferme modèle qui non seulement donnerait des revenus considérables au gouvernement, mais qui

servirait encore d'exemple et de champ d'expérience à toute la province. Il n'est pas douteux aussi que l'exploitation des carrières par cette main-d'œuvre pourrait donner un rendement considérable. Les travaux les plus gigantesques ont été exécutés en Angleterre avec la pierre tirée des carrières par les détenus. Enfin, ne pourrait-on pas employer les détenus les plus réfractaires à améliorer les routes dans nos campagnes, pour le plus grand bien de l'agriculture?

Une telle exploitation ne saurait nuire à aucune industrie parce qu'elle ne servirait qu'à développer des richesses enfouies dans le sol et qui restent inutiles en attendant la main-d'œuvre.

Voilà donc, Monsieur l'Orateur, les grandes lignes du plan que je propose et dont il faudra d'avance étudier tous les détails avec soin afin de ne pas faire fausse route. L'exécution cependant devra être graduelle; et elle pourra se faire sans grands frais pour la province. Comme dans tout projet sensé de colonisation, on enverra d'abord quelques prisonniers pour faire les premiers défrichements et pour ériger les premières constructions.

Les matériaux se trouveront sur place; en peu de mois, on aura une récolte. Alors on enverra un nouveau détachement de prisonniers qu'on emploiera à ouvrir un nouveau département d'exploitation.

C'est ainsi que, sans révolution et sans grands frais, on arrivera à créer une véritable colonie qui ne sera une prison que par le nom, et qui servira efficacement les fins de la justice et les intérêts de la morale.

Ce projet, Monsieur l'Orateur, a reçu dès 1891, l'approbation de la Chambre de commerce de Montréal, et il est recommandé en toutes lettres dans le dernier rapport de l'inspecteur des prisons, mis devant cette Chambre. Je le soumets avec confiance, sachant qu'il répond aux vœux et à l'attente d'un grand nombre d'électeurs de cette province.

Monsieur l'Orateur, lorsque l'homme distingué et respecté qui dirige maintenant les affaires de la province est arrivé au pouvoir et qu'il nous a promis une politique d'apaisement et de réparation, le peuple l'a acclamé. Le peuple s'attendait que le calme permettrait l'étude de certaines questions de la plus haute importance, mais qui avaient été perdues de vue dans la contemplation de projets plus grandioses. La réorganisation des prisons est une de ces questions. Elle demande plus d'attention que de paroles, plus de travail que d'argent. J'ai la ferme confiance que ni le gouvernement, ni cette honorable Chambre ne refuseront cette attention et ce travail.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Remercie le représentant de Montréal no 3 (M. D. Parizeau) de son travail et fait quelques remarques pour apprécier le discours du député de Saint-Louis. Il propose, appuyé par le représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), que le débat soit ajourné.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill C) intitulé: "Loi modifiant de nouveau la loi concernant les dentistes", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Introduction de bills:

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. J. Poirier), que le bill (bill C) du Conseil législatif, intitulé: "Loi modifiant de nouveau la loi concernant les dentistes", soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

Colonisation et industrie minière

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 21) concernant la colonisation dans certaines parties de cette province et pour promouvoir l'industrie minière, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cour supérieure

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 23) amendant la loi concernant la constitution de la Cour supérieure, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Elections contestées

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 16) amendant la loi des élections contestées de Québec.

Ce bill a pour but d'empêcher le pairage d'élections contestées par les organisateurs de partis, et prévoit la disqualification d'un candidat déclaré coupable de corruption, pour une période de dix ans.

Adopté.

En comité:

PLUSIEURS VOIX: Soulèvent une discussion sur la clause qui oblige les députés élus dont l'élection est contestée à donner un affidavit à l'effet qu'ils n'ont pas sciemment participé à aucune fraude durant l'élection. On prétend que la loi est trop sévère et que les députés seraient exposés à être victimes des tromperies de leurs partisans trop zélés.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Insiste pour que cette clause soit maintenue.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Subsides

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose 1. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital-Général, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Patrice, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Providence, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas trois cent

quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice protestant d'industrie et de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile protestant pour les femmes abandonnées, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'orphelinat Saint-Patrice, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de la Maternité, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de la Madeleine, (Bon Pasteur), Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des orphelins catholiques romains, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité pour leur hôpital des enfants trouvés, à Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile pour les orphelins protestants, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de la Maternité, sous les soins des soeurs de la Miséricorde, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de la rue Bonaventure, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école pour les aveugles, asile Nazareth, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'ouvroir pour les aveugles, asile Nazareth, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au dispensaire de Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société bienveillante des dames, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

22. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

23. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile pour les enfants protestants, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

24. Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Church Home", Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

25. Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de Bethléem, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

26. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Notre-Dame, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

27. Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

28. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de bienfaisance des dames israélites, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

29. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Miséricorde pour la garde des enfants trouvés, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

30. Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Providence, coin des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

31. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Young Men's Hebrew Benevolent Society", Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

32. Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de refuge, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

33. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

34. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital des enfants trouvés, Montréal, (ci-devant connu sous le nom d'asile Sainte-Marguerite); pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

35. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de Saint-Joseph-du-Bon-Pasteur, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

36. Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux petites soeurs des pauvres, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

37. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des soeurs de Sainte-Marguerite, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

38. Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Western Hospital", Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

39. Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Saint-Charles, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

40. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Hervey, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

41. Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des dames charitables de l'orphelinat catholique et de l'asile Nazareth, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

42. Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

43. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile du Bon-Pasteur, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

44. Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante et quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des dames protestantes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

45. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des orphelins, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

46. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Finlay, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

47. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile protestant pour les orphelines, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

48. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

49. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au dispensaire de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

50. Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

51. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, pour les veuves et les femmes vieilles et infirmes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

52. Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur-de-Jésus, Québec, autrefois l'hôpital du Sacré-Coeur-de-Jésus, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

53. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au dispensaire de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur-de-Jésus, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

54. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur-de-Jésus, pour les enfants trouvés, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

55. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur-de-Jésus, pour les épileptiques; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

56. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des dames chrétiennes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

57. Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de la Maternité, sous les soins des dames du Bon-Pasteur, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

58. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des orphelins, sous les soins des soeurs de la Charité, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

59. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

60. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'oeuvre du Patronage, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

61. Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, asile de la Providence, Trois-Rivières; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

62. Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, pour leur hospice de la Maternité, Trois-Rivières; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

63. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Sorel; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

64. Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

65. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

66. Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité de Rimouski; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

67. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital et à l'orphelinat de Sherbrooke; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

68. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital protestant de Sherbrooke; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

69. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Joseph-de-la-Délivrance, Lévis; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

70. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, Chicoutimi; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

71. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-

Dieu d'Arthabaska; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

72. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de la Baie-Saint-Paul pour les vieillards, les infirmes et les idiots; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

73. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de Fraserville; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

74. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital pour les orphelins, les vieillards et les malades, Valleyfield; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

75. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de Saint-Jérôme; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

76. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Saint-Antoine, pour les orphelins et les malades, Longueuil; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

77. Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Jean, Saint-Jean; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

78. Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, Saint-Jean; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues deux fois et il est ordonné que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à plus tard.

Subsides

L'ordre du jour étant lu pour la deuxième lecture des résolutions rapportées les 18, 25 et 29 novembre 1895 du comité des subsides, lesdites résolutions sont lues la deuxième fois et adoptées.

La séance est levée à six heures.

Séance du 14 décembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à onze heures et demie (a.m.).

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

Du conseil municipal de la paroisse de Vaudreuil, demandant que les notaires continuent à exercer les privilèges qu'ils ont de procéder, devant les tribunaux, dans les affaires non contentieuses.

Et de Mark Sing et autres chinois, résidant dans la cité de Montréal, demandant des amendements à la loi des licences.

Elections contestées

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 16) amendement la loi des élections contestées de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Election des députés

L'ordre du jour pour la troisième lecture du bill (bill no 6) relatif à l'élection des députés à l'Assemblée législative de la province de Québec, étant lu;

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose que ledit ordre soit rescindé et que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. E.E. Spencer), que tous les mots après "bill" jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et remplacés par les suivants: "soit de nouveau envoyé à un comité général de la Chambre avec instructions d'amender la section 9, en

ajoutant après le mot "masculin", à la fin de la première ligne, les mots: "à l'exception de celles mentionnées dans le paragraphe 11 de cette section".

Et en ajoutant le paragraphe suivant, après le paragraphe 10 de ladite section 9:

"11. Nonobstant toute la disposition contraire, contenue dans cette loi, les filles majeures et les veuves âgées de vingt et un ans, sujettes de Sa Majesté, de naissance ou par naturalisation et non déqualifiées, auront, si elles possèdent les qualifications mentionnées dans les paragraphes 1 et 2 de cette section, le droit d'être inscrites sur la liste des électeurs".

Il soutient que la question de sexe ne devrait pas faire l'objet d'une exclusion. Il parle des avantages obtenus par l'exercice du droit de vote accordé aux femmes pour les élections municipales dans la province. Il nie que les femmes soient inférieures aux hommes au point de vue intelligence et se déclare contre toute discrimination à leur endroit.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Est d'accord avec les propos du député d'Argenteuil (M. W.J. Simpson) au sujet des femmes et le félicite de sa galanterie. Il explique que même si le sexe faible possède toutes les qualifications énumérées par le député d'Argenteuil (M. W.J. Simpson), les femmes apprécient hautement le fait de demeurer au foyer où elles trouvent leur épanouissement. Elles n'ont même pas demandé le privilège proposé en leur nom par le député d'Argenteuil (M. W.J. Simpson).

M. J. TESSIER (Portneuf): Demande si le député d'Argenteuil (M. W.J. Simpson) a reçu l'autorisation des dames de son comté pour proposer cet amendement. A ce sujet, il craint que les femmes soient plutôt les corruptrices que les victimes de la corruption.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Admet ne pas avoir reçu de mandat particulier, mais il sait que le droit de vote accordé aux femmes aux élections municipales a donné de bons résultats et que les femmes apprécieraient obtenir le droit de voter.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. L.-F. PINAULT (Matane): Propose, comme amendement, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier), que tous les mots après "bill" jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et remplacés par les mots suivants: "renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre avec instructions de l'amender de la manière suivante: en retranchant, dans les sixième et septième lignes du paragraphe numéro 1 de la section 9, les mots: "ou de vingt piastres en valeur annuelle".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Remercie l'Opposition du concours qu'elle lui a donné pour tâcher de faire une bonne loi.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Remercie le procureur général (l'honorable L.-P. Pelletier) de l'impartialité dont il a fait preuve.

Loi de la chasse

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 24) amendement la loi de la chasse en cette province soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

Clubs pour la protection du poisson et du gibier

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 27) amendement la loi concernant les clubs pour la protection du poisson et du gibier soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Ce bill prévoit que chaque club envoie au commissaire des Terres de la couronne, chaque année, le 1er jour de mars ou avant cette date, une liste dûment certifiée de tous ses membres et de leur adresse principale.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité général de toute la Chambre.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Introduction de bills:

M. M. MCDONALD (Bagot): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 25) amendement

la loi concernant l'agriculture, relativement à l'Association pour l'amélioration des chemins dans la province de Québec.

Les objectifs stipulés dans ce bill sont analogues à ceux d'une société en Ontario qui fait un très bon travail dans cette province.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. M. MCDONALD (Bagot): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 123) abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 46.

Ce bill abroge le bill du député de Montréal no 2 (M. O.-M. Augé) qui accordait aux travailleurs un privilège sur les bâtisses qu'ils avaient construites. Cette mesure avait des conséquences néfastes sur les opérations immobilières, puisqu'elle empêchait les gens de prêter de l'argent sur les édifices en construction.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Subsides

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose 1. Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix-sept mille huit cent soixante et quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, des assurances, des réparations, etc., des édifices publics en général, y compris \$7 594.00 pour taxe d'eau sur les édifices de la Législature et des départements pour 1896-97; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Déclare qu'à l'avenir cette taxe d'eau sera payée tous les ans.

Il reste une réclamation d'arrérages de \$50 000, mais cela devra être réglé par compensation, car la ville doit au gouvernement.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Discute des dépenses de Spencer Wood.

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Déclare que le ministère a pris un arrangement avec Son Honneur le lieutenant-gouverneur pour que les dépenses, à l'avenir, n'excèdent pas \$7 000. par année.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Affirme que le gouvernement se cache derrière le lieutenant-gouverneur dont on ne peut critiquer la conduite en Chambre.

Adopté.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose 2. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection, etc., des

travaux et édifices publics; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas vingt-neuf mille quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des palais de justice et des prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

M. J. TESSIER (Portneuf): Demande si le commissaire des Travaux publics (l'honorable G.-A. Nantel) peut affirmer que cette somme est vraiment la dernière que nécessitera le palais de justice de Montréal. Cette somme représente une augmentation de \$6 000. sur le montant total demandé pour les palais de justice.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Répond qu'il n'est pas prêt à faire une telle déclaration.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas neuf cent six piastres et soixante et seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers des palais de justice et des prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'améliorations des terrains environnant les nouveaux édifices du parlement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des travaux en fer au-dessus de la salle du Conseil législatif dans les nouveaux édifices du parlement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas deux mille sept cent vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la nouvelle prison de Montréal, pour payer la balance du prix d'achat de la ferme McLaren, au Sault-au-Récollet, \$2 200 avec 4 1/2 années d'intérêts au 13 juillet 1896, \$528.00; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions étant lues deux fois, il est ordonné que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à plus tard.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle reste ajournée jusqu'au lundi prochain.

Adopté.

La séance est levée à une heure (p.m.).

Séance du 16 décembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Dépôt de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Tétreau, la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-François-de-Sales, de Pointe-Gatineau.

Introduction de bills:

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 124) amendant la loi concernant les expositions agricoles.

Le but de ce bill est d'empêcher les amusements tels que jeux, roulettes et courses sur les terrains d'expositions.

Il sera illégal d'organiser des courses de chevaux autres que des courses de vitesse en vertu des contrats et des règlements des administrateurs de l'exposition pendant les jours fixés pour la tenue d'une exposition par toute société agricole sur le site de l'exposition ou dans un rayon de cinq milles de ladite exposition. Toute personne qui se rendra coupable d'une infraction au présent article sera passible, sur poursuite sommaire, devant un juge de paix, d'une amende n'excédant pas cinquante dollars, ou d'un emprisonnement pour une période n'excédant pas trente jours.

Je considère que l'élevage des chevaux trotteurs est plutôt une source de ruine que de profits pour les cultivateurs canadiens. De plus les chevaux qui obtiennent des prix, la plupart du temps, ne sont pas sains. Les sociétés d'agriculture ont droit de donner des prix pour les chevaux améliorants et non pour des chevaux n'ayant que la qualité de trotter vite et qui sont tout à fait impropres sous d'autres rapports.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Westmount

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 50) modifiant l'acte constituant en corporation la ville de Westmount.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville

M. J.-E. GIROUARD (Arthabaska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 69) constituant en corporation la Compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. J.-E. GIROUARD (Arthabaska): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Interpellations:

S. Dufault, employé du département de l'Agriculture et de la Colonisation

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): En quelle qualité M. S. Dufault a-t-il, le 9 septembre dernier, signé, comme employé dans la branche de la colonisation, le rapport des opérations de cette branche, ainsi que nous le voyons aux pages 209, 286 et 287 du rapport du commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation, de 1894-95?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): En qualité de premier commis à la branche de la colonisation.

Fonctions de J.-N. Castonguay

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Quelles sont les fonctions de M. J.-N. Castonguay, dont le nom est mentionné aux pages 289 et 290 du rapport du commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation, comme ayant reçu \$99.17 pour inspections et explorations, et \$75.00 pour salaire du 13 au 30 juin 1895?

Ce monsieur a-t-il reçu d'autres montants depuis le 30 juin 1895?

Dans l'affirmative, à quel titre et pourquoi, et quels sont ces montants?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Cette interpellation devra faire l'objet d'une adresse pour production de documents.

C. Angers, dépenses de voyage

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): 1. En quelle qualité et pourquoi M. Cyprien Angers a-t-il reçu \$50.00 pour dépenses de voyage avec ses hommes, dans le comté de Bonaventure, ainsi qu'il appert à la page 289 du rapport du commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation de 1894-95?

2. M. Angers a-t-il reçu d'autres sommes d'argent, pour salaire ou dépenses, depuis le 30 juin dernier?

3. Dans l'affirmative, quels sont les différents montants ainsi reçus, et à quels titres lui ont-ils été payés?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): 1. M. Cyprien Angers était conducteur pour la préparation du bois des ponts Causapscal et Saint-Alexis. Cette somme lui a été avancée en avril pour payer ses dépenses et celles de 5 hommes pour

revenir de Saint-Alexis à Saint-Raymond. Il a remboursé \$208.00.

2. Oui.

3. Du 11 juin au 14 octobre, M. Angers a reçu, pour dépenses diverses et frais de voyage, pour lui et trois de ses hommes, de Saint-Raymond à Causapscal et Saint-Alexis, et retour, \$72.75 (\$42.92 avant le 30 juin); et pour salaire comme conducteur et pour rôles de paie du pont Causapscal, \$40.50; rôles de paie, pont Saint-Alexis, \$38.25; rôles de paie, chemin Saint-Alexis, \$79.50.

Inspection de O. Ouellet, au Lac-Saint-Jean

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): En quelle qualité M. Octave Ouellet a-t-il été chargé d'une inspection au Lac-Saint-Jean, ainsi qu'il appert à la page 289 du rapport du commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation?

Quelles étaient ses instructions?

Ce monsieur a-t-il fourni des explications sur les divers items de son compte, pour cette inspection, et ces explications ont-elles été approuvées?

Ce même M. Ouellet, a-t-il fait d'autres voyages ou d'autres inspections, depuis le 30 juin 1895?

Dans l'affirmative, quelles étaient ses instructions, et quels montants a-t-il reçus pour tels voyages ou inspections?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Cette interpellation devra faire l'objet d'une adresse pour production de documents.

A. Gagnon, marchand

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): 1. M. Amédée Gagnon, marchand de la Rivière-Ouelle, dans le district de Kamouraska, a-t-il été poursuivi pour contravention à la loi des licences de Québec, depuis le 1er janvier 1892?

2. Dans l'affirmative, quand?

3. Jugement est-il intervenu sur la ou lesdites poursuites?

4. Quel a été le jugement?

5. Le défendeur a-t-il payé le montant entier de la ou des condamnations, si telles condamnations ont été portées, et quand?

6. Dans la négative, quel montant a-t-il payé?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): 1. 2. 3. et 4. Oui; il y a eu trois poursuites: dans la première, jugement a été rendu le 11 août 1894, renvoyant l'action; dans chacune des deux autres, jugement a été rendu les 4 septembre et 5 octobre 1894 respectivement, condamnant le défendeur.

5 et 6. Un bref de saisie a été émis contre le défendeur pour le montant des pénalités, mais l'huissier a fait un rapport de "nulla bona". Un mandat d'arrestation a alors été émis, mais l'huissier n'a pas pu trouver le défendeur. Celui-ci a disparu pendant quatre mois; au bout de ce temps, la réclusion à laquelle il s'était condamné avait tellement affecté sa santé qu'il a dû sortir de

sa retraite. D'après le certificat de deux médecins, transmis à cette époque au département, Gagnon était tellement malade que l'exécution des jugements par l'incarcération aurait mis sa vie en danger. Le défendeur a alors offert au gouvernement une somme de \$50.00. Cette offre a été faite par l'intermédiaire du révérend M. Michaud, curé de la Rivière-Ouelle, qui a déclaré que c'était là absolument tout ce que le défendeur pouvait donner, et qui a aussi dit que la longue réclusion de Gagnon avait compromis sa santé. Le gouvernement croit devoir, dans les circonstances, accepter l'offre ainsi faite.

Service civil

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Quelles sont les personnes entrées dans le service civil depuis le 2 avril 1890?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Toutes les nominations dans le service civil ont été communiquées à la Chambre dans les premiers quinze jours de chaque session, en vertu de l'article 675 des statuts refondus de la province de Québec.

Aucune telle nomination n'a été faite pendant le cours de la présente session.

Ouvrage de J.-P. Tardivel

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): 1. Le gouvernement a-t-il commencé la distribution, dans les écoles, du roman Pour la Patrie, de J.-P. Tardivel?

2. Dans la négative, quand se propose-t-il de le faire?

Et dans l'affirmative, combien d'exemplaires a-t-il distribués, à venir au 1er décembre courant?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): 1. Non. 2. Il se propose d'en commencer la distribution lors des prochains examens dans les écoles de la campagne.

J.-B. Dupuis

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Combien M. J.-B. Dupuis, de Montréal, a-t-il reçu d'argent, du gouvernement, depuis le 15 juin 1895?

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): \$177.42.

J.-A. Descarries, député

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Le député pour le comté de Jacques-Cartier (M. J.-A. Descarries) à l'Assemblée législative de Québec, s'est-il démis de son mandat de député?

Dans l'affirmative, quand a-t-il envoyé cette démission?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester):

Aucune telle démission n'a été reçue jusqu'à présent.

Le député de Soulanges (M. A.-G. Bourbonnais) n'a pas le droit de demander cette question, parce que même si la démission était envoyée, elle ne serait pas encore parvenue au procureur général.

Comme question de fait, la démission du député de Jacques-Cartier (M. J.-A. Descarries) n'est pas attendue. Son siège deviendra vacant le jour où on le désignera ainsi officiellement. Jusque là, le député de Jacques-Cartier conserve tous ses privilèges comme membre de la Législature.

P. Rouleau, conducteur de travaux

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): 1. Le gouvernement a-t-il, depuis janvier 1893, reçu des plaintes contre Pierre Rouleau, conducteur de travaux de colonisation, dans la paroisse de Saint-Onésime, comté de Kamouraska?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il fait une enquête sur ces plaintes, et quand?

Et s'il n'a pas fait telle enquête, se propose-t-il de la faire, et quand?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): 1. Le département a reçu une lettre qui ne porte le nom d'aucune personne responsable. Cette lettre a été communiquée à M. Rouleau qui repousse les accusations.

2. Le gouvernement n'a pas fait d'enquête et ne se propose pas d'en faire.

Asile de la Providence

M. V. GLADU (Yamaska): Propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier);

Qu'attendu que le contrat passé, le 1er juillet 1875, entre le gouvernement et les sœurs de l'asile de la Providence, pour la garde et l'entretien des aliénés, a pris fin le 30 juin dernier;

Qu'attendu qu'il appert, par la correspondance produite, qu'aucun arrangement définitif n'a encore été conclu, pour la garde et l'entretien des aliénés internés à cet asile;

Qu'il est urgent que des mesures soient prises immédiatement pour faire de nouveaux arrangements, aux conditions les plus avantageuses possibles;

Que cette Chambre espère que le gouvernement la consultera, pendant la présente session, lui soumettra ses projets et les arrangements qu'il a l'intention de conclure au nom de la province et se fera autoriser, par cette Chambre, à faire lesdits arrangements, avant de les conclure définitivement.

C'est une question qui intéresse vivement l'opinion publique. On se demande avec raison quelle action va prendre le Parlement au sujet du renouvellement de ce contrat qui est considérable et entraîne une dépense annuelle énorme.

Pendant au-delà de vingt ans, la province a été complètement à la merci des propriétaires de l'asile de Beauport qui ont réussi à faire maintenir

leur contrat dans des conditions tout à fait défavorables aux intérêts publics comme au sort des pauvres patients qui y étaient détenus. C'est grâce aux luttes du Parti libéral, grâce à l'agitation qu'il a faite dans le pays que nous avons réussi à faire réduire de \$130 à \$100 le prix d'entretien de chaque patient et aussi à obtenir ce contrôle médical si nécessaire à la guérison de ces pauvres malades. Avant cette agitation, on s'occupait beaucoup plus des intérêts des propriétaires de l'asile de Beauport que de ceux de la province. Mais les efforts généreux de la presse comme ceux de la députation libérale au Parlement ont fini par vaincre la routine en intéressant l'opinion au sort de ces malheureux.

C'est l'Opposition qui a réussi à amener le gouvernement à consentir à soumettre à la Chambre le contrat avant de le signer et à lui permettre ainsi d'en discuter les conditions. Malheureusement, lors des derniers arrangements concernant l'asile de Beauport, les propriétaires avaient sur le parquet de la Chambre des avocats puissants dans la personne des ministres qui ont été moins soucieux des intérêts de la province qu'ils avaient mission de protéger que de ceux de leurs alliés politiques.

Mes résolutions n'ont aucun caractère agressif; elles se bornent simplement à demander que cette Chambre soit consultée avant que le renouvellement du contrat de l'asile de Saint-Jean-de-Dieu soit bâclé. Le contrat avec cette institution est expiré le 30 juin dernier et les ministres ne sont pas encore prêts à nous déclarer ce qu'ils se proposent de faire à ce sujet. Qu'on le remarque bien, il s'agit d'une dépense annuelle de \$130 000.; la chose en vaut la peine, comme on le voit.

Et du reste, n'est-ce pas un principe élémentaire en droit constitutionnel qu'aucune dépense ne doit être faite sans l'autorisation de la Chambre? Autrement, à quoi servirait-il au peuple qui paie, de se choisir des mandataires? Dans l'état où sont nos finances, lorsque de lourdes taxes pèsent sur les contribuables, il est de la plus haute importance de surveiller avec soin la manière dont sont dépensés les deniers publics.

Pourquoi les ministres ne nous soumettent-ils point les projets qu'ils ont en vue à propos de ce contrat? Cela nous permettrait de discuter les conditions du contrat, de faire les suggestions que nous croyons dans l'intérêt public. Mais non, comme dans le cas de Beauport, on va laisser les députés retourner chacun chez eux, et, une fois qu'ils seront loin, le gouvernement conclura ses arrangements, puis à la prochaine session l'on viendra nous dire: "Voici le contrat que nous avons conclu; il faut l'approuver ou bien renverser le gouvernement de "sauveurs" que nous avons." C'est ainsi que l'on a procédé avec les propriétaires de l'asile de Beauport. Aujourd'hui, l'on semble vouloir renouveler la même comédie avec l'asile de la Longue-Pointe.

Grâce aux efforts faits par mon collègue de Portneuf (M. J. Tessier), nous avons réussi à faire, avec les religieuses, un contrat beaucoup plus

avantageux que le précédent; nous avons réduit de \$32.00 par tête le prix d'entretien des aliénés. Par malheur, l'achat de l'asile de Beauport a été une malheureuse transaction, un véritable scandale. La vente de cet asile a été faite en apparence aux religieuses, mais en réalité c'est le gouvernement qui est le véritable acheteur et qui s'est mis cet éléphant sur les bras. Il fallait récompenser des partisans politiques et voilà pourquoi ce contrat désastreux a été fait.

Nous voulons prévenir la répétition d'une transaction aussi condamnable et voilà pourquoi j'ai proposé mes résolutions. L'intérêt public est en jeu et tous les députés qui désirent véritablement le bien de la province devront m'aider à obtenir ce que je demande et ce qui, après tout, n'est que simple justice pour la province.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Demande au député de Yamaska (M. V. Gladu) quels arrangements le gouvernement devrait-il faire avec les religieuses?

M. V. GLADU (Yamaska): Affirme que tous les détails du contrat devraient être soumis à la Chambre.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Abonde dans le même sens que l'orateur précédent.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Prend la parole.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Prend la parole.

M. J. TESSIER (Portneuf): Prend la parole.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): L'Opposition ne laisse pas passer une session sans faire des insinuations malveillantes au sujet du contrat de l'asile de Beauport. Dans le débat actuel, il ne s'agit pas de ce dernier asile; mais qu'il soit question de Beauport ou de la Longue-Pointe, nos adversaires suivent toujours la même politique.

Les libéraux ont bien tonné contre l'achat de l'asile de Beauport par les soeurs de Charité: ils avaient prédit les plus grands malheurs pour la province; cette transaction devait conduire le pays à l'abîme. Eh bien, les prédictions de ces prophètes de malheurs ne se sont pas réalisées, et, aujourd'hui, toute la province doit se réjouir du fait que les aliénés soient maintenant sous les soins intelligents des soeurs. En effet, l'administration de l'asile de Beauport donne la satisfaction la plus complète. Les revenus de l'asile ont suffi amplement pour rencontrer les dépenses, et les soeurs ont pu même payer une partie des annuités auxquelles elles sont tenues. Voilà donc un magnifique résultat.

Nos adversaires font semblant de se montrer conciliants, en proposant des motions telles que celles que nous discutons et, cependant, ils profitent de l'occasion pour porter des accusations

perfidés, parce qu'ils savent qu'ils jouissent ici de l'impunité parlementaire. Ils ont recours à des arguments marqués de la plus insigne mauvaise foi et qui ne reposent sur aucun fait certain. Que ces messieurs répètent leurs accusations sur un théâtre où la justice pourra les atteindre, et ils verront que les procédures ne se feront pas attendre longtemps.

Ces accusateurs auront le même sort que certains rédacteurs de grands journaux. Il y a une presse qui ne mérite pas qu'on s'en occupe.

L'honorable M. Angers a accordé cette chance à l'Électeur et la Chambre en connaît les conséquences. Il rappelle au député de L'Islet (M. F. -

ses accusations, il n'avait pu fournir de preuves de sorte que le Witness avait dû faire une rectification et admettre son erreur. Il se dit prêt à donner la même chance à tout journal respectable et d'une importance suffisante pour se porter garant d'une telle action qui a donné tant de publicité à de tels rapports.

Je défie l'Opposition de formuler ses accusations, autrement ces députés passeront pour de vils calomniateurs.

On parle beaucoup du prix d'achat de l'asile de Beauport, mais il y a un autre asile dont on ne fait aucune mention. Combien a coûté l'asile de Verdun jusqu'à ce jour? Cette bâtisse qui ne contient que 300 malades coûte \$317 900 et l'asile de Beauport contient plus de 10 000 malades. Comme on le voit, Beauport ne coûte pas plus cher que les autres.

Le député de Yamaska (M. V. Gladu) veut que le gouvernement soumette le contrat passé avec l'asile de Saint-Jean-de-Dieu. Mais ce contrat n'est pas encore passé, il n'est pas encore prêt; par conséquent il nous est impossible de le produire maintenant. Le gouvernement n'a pas l'intention de cacher les grandes lignes du contrat, mais il ne peut entrer dans les détails, ce qui pourrait avoir pour effet de nuire aux négociations. Qu'on soit certain d'une chose, c'est qu'on ne passera le contrat qu'avec l'autorisation de la Législature. Voici ce qu'on fera: on jettera les bases du contrat, on passera un ordre du conseil et le contrat sera ensuite soumis à la sanction du Parlement.

L'intention du gouvernement est de continuer à confier aux soeurs le soin des aliénés et de payer pour cela le moins cher qu'il pourra.

Le présent contrat expire avant la prochaine session. Cependant, la province a tout intérêt à retarder la signature du nouveau contrat, car jusqu'à ce que ce soit fait, les religieuses sont obligées de prendre soin des aliénés aux prix établis antérieurement, soit \$100.00 par tête, par année, prix que les religieuses veulent augmenter considérablement.

M. V. GLADU (Yamaska): Je n'avais pas d'autre objet en vue, et du moment que le secrétaire provincial engage ainsi la parole de la couronne, je suis satisfait et je suis prêt à retirer ma proposition.

M. J. TESSIER (Portneuf): Fait remarquer que l'Opposition en prenant l'attitude qu'elle avait prise au sujet de l'asile de Beauport, avait rempli un devoir purement patriotique et que la position prise par le représentant de Yamaska (M. V. Gladu) était également dans le même sens et qu'il le montrait en retirant sa proposition après l'engagement que le gouvernement venait de prendre.

La proposition est retirée.

Demande de documents:

Livres de prix

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Witle-Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé de la somme de \$9,185.00 payée pour livres de prix, d'après l'état financier du surintendant de l'Instruction publique, 1895.

Adopté.

M. Cléroux, gardien de prison

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. E.-H. Bisson), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie du rapport de M. le docteur Aylen, spécialement, et de tous autres rapports et correspondances relatifs à la conduite de M. Cléroux, garde à la prison de Montréal.

Adopté.

Protestant Ministerial Association

M. V. GLADU (Yamaska): Propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toute la correspondance échangée entre l'association dite: "The Protestant Ministerial Association", de Québec, et le gouvernement, au sujet du local nécessaire pour les services religieux donnés aux internés protestants à Beauport.

Aussi, copie de toute pétition adressée par ladite association au lieutenant-gouverneur ou au gouvernement.

Aussi, copie de toute réponse à telle requête et de tout accusé de réception.

Adopté.

A six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à trois heures et demie

Commissions royales

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose que le bill (bill no 107) concernant les commissions royales soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Corporations de villes.

M. E.E. SPENCER (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité général pour étudier le bill (bill no 88) concernant les corporations de villes.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. E.E. SPENCER (Missisquoi): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Article 2024 des statuts refondus

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 119) amendant l'article 2024 des statuts refondus de la province de Québec.

Cette mesure prévoit que les assemblées des commissaires d'écoles et des fiduciaires d'écoles soient tenues en public.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des dentistes

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill C) du Conseil législatif intitulé: "Loi modifiant de nouveau la loi concernant les dentistes" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association pour l'amélioration des chemins

M. M. MCDONALD (Bagot): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 25) concernant l'agriculture, relativement à l'Association pour l'amélioration des chemins dans la province de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Ce bill a pour objet de rendre plus facile la constitution des sociétés pour l'amélioration des routes.

Il démontre les avantages qu'une telle société apporterait, en donnant des conférences à travers la province et autrement. Son bill prévoit qu'un groupe d'au moins quarante personnes peut constituer l'Association pour l'amélioration des chemins dans la province en signant une déclaration et en souscrivant une somme annuelle d'au moins quatre-vingts dollars au fonds de ladite association. Il cite des rapports de l'association de l'Ontario comme preuve de son efficacité et déclare qu'en Angleterre, à cause de l'amélioration des chemins dans certaines localités, la valeur de certaines propriétés a doublé. Il lit aussi des extraits d'une allocution prononcée par le lieutenant-gouverneur Kirkpatrick devant l'association de l'Ontario relativement à l'importance d'associations du même genre en Nouvelle-Ecosse et en Angleterre.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Croyait que la nouvelle association devait être une société à but lucratif. Mais après avoir constaté son erreur, il lui fait plaisir d'appuyer le projet.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Elabore longuement sur les avantages de la proposition.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Appuie entièrement la proposition.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. M. MCDONALD (Bagot): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. M. MCDONALD (Bagot): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi 57 Victoria, chapitre 46

M. M. MCDONALD (Bagot): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 123) abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 46, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Introduction de bills:

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 30) concernant l'agriculture et la colonisation, relativement aux cercles agricoles.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Cercles agricoles

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la chasse

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose que le bill (bill no 24) amendement la loi de la chasse en cette province soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Service civil

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 28) amendement la loi concernant le service civil soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Ce bill permet au chef d'un département, de faire lui-même, ou d'autoriser par écrit trois sous-chefs de département à faire à sa place, une enquête sur la conduite d'un employé sous son contrôle ou sur quelque affaire se rattachant à l'administration ou gestion de son département.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Combat le projet de loi. Il prétend qu'il est de nature à donner lieu à bien des abus. Si un employé a le malheur d'être en mésintelligence avec le député chef du département, il sera exposé à être traité injustement, tandis qu'au contraire la réunion de plusieurs députés ministres sera une garantie d'impartialité pour les employés qui auront à subir une enquête.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Documents:

Compagnie de chemin de fer de la Baie des Chaleurs

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met sur le bureau de la Chambre, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 6 novembre 1895, demandant copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, le commissaire des Travaux publics et la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, maintenant "Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur", et aussi la ou les copies de tout contrat intervenu entre le gouvernement et ladite compagnie, et copies de tous ordres en conseil relatifs audit chemin. (Document de la session no 89)

Département de l'Agriculture et de la Colonisation, dossier 1061

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre, du 26 novembre 1895, pour copie du dossier 1061 de 1895, du département de l'Agriculture et de la Colonisation. (Document de la session no 93)

Propriétés de A. Ouimet et H. Hotte

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 décembre 1895, pour une copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et les intéressés, concernant un appel de la décision de Roch Simard, sur le mérite respectif des propriétés de MM. Adolphe Ouimet et Hormisdas Hotte (Document de la session no 94)

Pension de retraite des officiers publics

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 26) amendement de nouveau la loi concernant la pension de retraite des officiers publics soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Lorsque la loi viendra devant le comité, je proposerai d'insérer des amendements. Le premier sera à l'effet qu'il n'y aura que les employés ayant servi au moins dix ans qui auront droit à une pension de retraite; le second décrète que l'enquête au bureau de la trésorerie pour savoir si un employé est dans les conditions requises pour être mis à la retraite, sera faite sous serment.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Est d'avis qu'il s'est glissé de sérieux abus dans l'application de cette loi et que l'on s'est souvent écarté de l'esprit qui l'avait inspirée. Il est d'opinion qu'il est important de rendre plus claire l'interprétation à être donnée à cette loi.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Subsides

La Chambre en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des résolutions rapportées les 2, 10 et 13 décembre courant du comité des subsides. Les résolutions sont adoptées.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose qu'à partir de lundi, le 16 courant et les jours suivants, la Chambre ait deux séances par jour et que les ordres du gouvernement aient la préséance à chaque séance.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Fait observer que cette proposition est prématurée. Le gouvernement a encore deux ou trois mesures importantes à nous soumettre. Quelle est la nature de ces mesures? Nous n'en savons rien. Il peut se faire que ces projets de loi provoquent une discussion considérable et il n'est pas juste de nous forcer à procéder ainsi à la vapeur. Que l'on ajourne cette proposition et dès que le gouvernement nous aura fait connaître ses mesures nous n'aurons aucune objection à la chose.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Est d'accord avec le chef de l'Opposition. Il remet la motion à mardi.

La séance est levée à dix heures et demie.

Séance du 17 décembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures cinquante.

Rapports de comités:

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur d'en faire rapport, sans amendement, à votre honorable Chambre, savoir:

Bill (bill no 86) relatif au paiement des employés des compagnies de chemins de fer.

Bill (bill no 101) amendement le code civil et les statuts refondus, relativement aux privilèges des sociétés d'assurance mutuelle contre le feu.

Et bill (bill no 118) amendement la loi concernant les assurances mutuelles.

Commission de refonte du code de procédure civile

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité collectif des deux Chambres chargé d'étudier les rapports faits par la Commission de refonte du code de procédure civile. Voici le rapport:

Votre comité a tenu plusieurs séances, pendant lesquelles il a examiné une partie du projet du code.

Votre comité a tout d'abord pris en considération deux questions importantes qui se présentaient dès le début de la discussion:

1. La question de savoir si le code devait être adapté au projet de loi sur la réorganisation des tribunaux, présenté par le procureur général à la session de 1893.

2. Si l'article 23 du code de procédure actuel devait être changé de manière à enlever aux notaires le droit de représenter les parties dans les procédures non-contentieuses.

Sur le premier point, l'honorable procureur général a déclaré qu'il avait eu une entente avec le très honorable Sir John Thompson, pendant que celui-ci était premier ministre, en vertu de laquelle les nouveaux juges des cours de district devaient être nommés immédiatement, mais qu'il n'avait pas eu l'occasion de faire avec Sir Charles Hibbert Tupper, le nouveau ministre de la Justice, le même arrangement.

En conséquence, il fut proposé et résolu que le projet de réorganisation des tribunaux resterait en suspens pour le moment, et que, par conséquent, le code devait être fait suivant les règles de la judicature, telles qu'elles existent aujourd'hui.

Votre comité a eu l'honneur de recevoir une députation très influente de la part de la profession des notaires et, après discussion, en est venu à la conclusion de ne rien changer à l'article 23, tel que contenu dans le code de procédure civile.

Après avoir disposé de ces deux questions, votre comité a procédé à l'examen en détail du projet de code.

Il en a adopté l'ordre des matières tel que contenu dans le troisième rapport des commissaires. Il a ensuite procédé à examiner les divers articles du projet et en a étudié 128 qu'il a adoptés avec quelques changements suggérés aux commissaires.

Les commissaires, avec l'un des secrétaires, ont aussi assisté aux réunions du comité, lui fournissant les explications nécessaires pour l'étude de leur projet.

Le comité a aussi employé un sténographe qui a pris note de toutes les suggestions faites, soit par les membres du comité, soit par d'autres personnes qui ont assisté aux séances.

Plusieurs des membres du comité, après avoir étudié tout le projet tel que soumis aux Chambres, ont exprimé l'opinion qu'ils l'approuvaient d'une manière générale.

Votre comité recommande que le projet reste en étude devant le public d'ici à la prochaine session, et il demande à tous ceux qui y sont intéressés, de l'examiner avec soin et d'envoyer au procureur général, d'ici au premier septembre, toutes les suggestions ou recommandations qu'ils croiront devoir faire.

Votre comité recommande, de plus, que, dès l'ouverture de la prochaine session, un comité soit formé pour reprendre l'étude du projet, lequel sera alors considéré dans son ensemble, la discussion se faisant seulement sur les articles contestés.

J'attire l'attention de la Chambre sur le rapport qui décide deux choses; d'abord que le projet de loi réorganisant les tribunaux, soumis à l'avant-dernière session ne soit pas adopté maintenant. En conséquence, la refonte du code qui devait se faire d'après le principe de la réorganisation des tribunaux, se fait sur la loi actuelle. La raison de cela c'est que j'avais eu une entente avec le regretté ministre de la Justice par laquelle la loi serait mise en force aussitôt adoptée par la nomination des juges que la nouvelle loi créait et je n'ai pas eu l'occasion de renouveler cette entente avec le ministre de la Justice actuel, Sir C.H. Tupper. Secondement, il s'agissait de savoir, aussi, si nous devions enlever la section 23 pour la remplacer par la clause 73 du nouveau projet de loi et priver les notaires de la transaction des affaires non contentieuses. Le comité a décidé de laisser les choses telles qu'elles étaient. Maintenant j'attire l'attention de la Chambre sur ce fait-ci: à la prochaine session nous n'étudierons pas le projet clause par clause comme nous l'avons fait cette année, mais nous en proposerons l'adoption en entier; de sorte que je prie tous les députés de faire leurs suggestions d'ici au premier septembre afin qu'il n'y ait aucun retard.

Il dit avoir envoyé des copies imprimées du projet de refonte du code à tous les avocats, notaires, ainsi qu'aux chambres de commerce et autres, leur demandant des suggestions.

Il est ordonné que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Sainte-Cunégonde

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 66) intitulé: "Loi modifiant les diverses lois concernant la cité de Sainte-Cunégonde, Montréal".

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. H. Cholette), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif, informant Leurs Honneurs que cette Chambre ne peut concourir dans les amendements faits par Leurs Honneurs au bill (bill no 66) modifiant les diverses lois concernant la cité de Sainte-Cunégonde, parce qu'en retranchant les clauses 5 et 7, la Législature priverait la corporation de la cité de Sainte-Cunégonde du pouvoir de prélever un revenu dont elle a un besoin absolu et du droit d'appel des jugements de la Cour supérieure.

Adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Licences

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que, demain, cette Chambre se formera en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant les licences.

Adopté.

Interpellations:

Emprunt de 1890

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande quelles sont les intentions du gouvernement au sujet de la loi d'emprunt de 1890.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Il s'agit tout simplement d'enlever tout doute quant au pouvoir du gouvernement de compléter l'emprunt.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande si c'est l'intention de contracter tout l'emprunt autorisé par le gouvernement Mercier en 1890.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Il le faut bien; je crois qu'il y aura assez de cette somme, mais il y en aura pas trop.

Commissions royales

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 107) concernant les commissions royales.

Ce bill permet la nomination de commissions royales pour faire des enquêtes sur les administrations publiques, conseils municipaux, etc.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en

considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Opium et autres narcotiques

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 102) relativement aux personnes qui font usage d'opium ou autre narcotique.

Ce bill permet d'interdire les morphinomanes tout comme les ivrognes.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ventes judiciaires

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 105) validant certaines ventes judiciaires.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Expositions agricoles

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Chicoutimi et Saguenay (M. H. Petit), que le bill (bill no 124) amendement la loi concernant les expositions agricoles soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il dit que lorsqu'il y a des courses de chevaux lors des expositions, les gens, au lieu de visiter les kiosques sur l'agriculture, vont plutôt aux courses.

M. L.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Vante les qualités des chevaux canadiens, décrit les traits saillants de leur race qui est une fierté pour le Canada, les fermiers canadiens, et particulièrement pour la province de Québec.

M. F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant d'Iberville (M. F. Gosselin) que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots: "dans six mois, à dater d'aujourd'hui" soient ajoutés à la fin de la proposition.

PLUSIEURS VOIX: Demandent que la deuxième lecture soit remise à demain.

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi et Saguenay (M. H. Petit), que le débat soit ajourné.

Adopté.

Demande de documents:

Chemin de fer entre Chicoutimi et Saint-Alphonse

M. H. PETIT (Chicoutimi et Saguenay): Propose appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. J. Girard), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, une copie de tous mémoires transmis au gouvernement, depuis le mois de juin 1892, concernant la construction du chemin de fer projeté entre Chicoutimi et Saint-Alphonse.

Aussi, copie de tous ordres en conseil, passés depuis 1892, à ce sujet.

Il se plaint de ce que le subside accordé à ce chemin ait été replié, selon le terme consacré, sur un autre chemin.

La question de la continuation du chemin de fer de Chicoutimi à Saint-Alphonse est devenue d'une telle importance à tous les points de vue, que j'ai cru devoir demander une audience particulière au cabinet, afin de donner les explications que je crois nécessaires, et demander justice pour la partie du comté que je représente.

Lors de l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, il a été question de continuer le chemin de fer de Chambord à Chicoutimi. Mais c'était à une condition que j'ai vivement combattue pour les raisons que je redoutais alors, et qui se trouvent justifiées aujourd'hui. La compagnie consentait à construire le chemin de Métabetchouan à Chicoutimi, mais à condition qu'il fut loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de reposer sur les premiers 47 milles de subside en argent et la moitié du subside en terre, convertie en argent, qui devaient s'appliquer au parachèvement du chemin entre Chicoutimi et Saint-Alphonse. Mais pour être juste envers le gouvernement, je dois dire qu'il a été inséré dans la loi passée à cet effet, que le paiement de subside représenté par l'opération du reploiement autorisé ne sera pas effectué avant que le chemin soit terminé jusqu'à la ville de Chicoutimi. Et que la compagnie devra fournir, de plus, des garanties suffisantes à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, qu'elle parachèvera sa ligne jusqu'à eau profonde au village de Saint-Alphonse dans un délai n'excédant pas 3 ans du 1^{er} juin 1892.

Cette transaction avait été bien mal vue par la partie intéressée du comté, mais pour calmer leurs craintes j'écrivis à l'honorable premier ministre d'alors, et je reçus l'assurance que le gouvernement était décidé de voir à ce que la compagnie remplisse les obligations que la loi lui imposait, surtout celle de se rendre à eau profonde dans le

village de Saint-Alphonse, dans le temps fixé par la loi de la dernière session. Nous n'avons jamais eu, disait-il, l'intention de commettre une injustice envers Saint-Alphonse en décrétant le repliement du subside et vous pourriez dire aux intéressés que nous les protégeons.

Voilà six mois et plus que le temps accordé à la compagnie est expiré et rien ne nous fait prévoir qu'elle soit décidée à continuer les travaux qu'elle est obligée de faire suivant la loi.

J'ajouterai qu'il a toujours été entendu, lorsque le gouvernement accordait des subsides, que c'était à la condition que le chemin se rendrait jusqu'à Saint-Alphonse qui est certainement à tous les points de vues son terminus naturel.

Pour les raisons que je viens de donner je me vois obligé de demander au gouvernement qu'il exige d'une manière ferme, l'exécution des obligations consenties par la compagnie, c'est-à-dire le parachèvement du chemin de fer de Chicoutimi à Saint-Alphonse.

Le refus ou la négligence du gouvernement de rendre justice, malgré les engagements solennels du ministère tout entier et notamment malgré les lettres si positives et si formelles de l'honorable M. de Boucherville et de l'honorable M. Casgrain, me met dans une position excessivement difficile. Les gens des paroisses intéressées m'incitent à déclarer en conséquence la guerre au ministère. Mon passé conservateur et les besoins de mon comté s'opposent à cette manière de voir les choses, mais il est certain que je suis obligé, par conscience et par devoir, de modifier mon attitude, si justice n'est pas rendue à ceux que je représente.

J'espère donc que le gouvernement me donnera dès avant la fin de la présente session une réponse qui sera conforme aux engagements solennels qui existent.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Félicite le député de Chicoutimi et Saguenay (M. H. Petit) du dévouement qu'il donne pour son comté. Il admet que la compagnie est obligée de construire ce chemin, mais dans les circonstances, il serait difficile de le forcer de le faire. Le subside a été replié sur une autre partie du chemin, parce que la compagnie ne pouvait le construire et le gouvernement a cru qu'il valait mieux rendre le chemin à Chicoutimi ou bien d'en laisser le terminus à Chambord, qui est plus éloigné de Saint-Alphonse.

Il donne l'assurance que le gouvernement prendra la chose en sérieuse considération.

L'HONORABLE G.-A. Nantel (Terrebonne): Prend la parole.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Se déclare contre toute subvention à ce chemin. La compagnie a reçu des subsides considérables, amplement suffisants pour construire ce chemin, et il s'opposera à ce que de nouveaux subsides soient accordés.

La proposition est adoptée.

Conseil d'agriculture

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), que le bill (bill no 110) amendement la seconde partie du chapitre septième des statuts refondus de la province de Québec (titre IV-sections 1594 à 1602) se rapportant au Conseil d'agriculture soit maintenant lu pour la deuxième fois.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Lui rappelle vivement son changement d'attitude envers le Conseil d'agriculture et reproche à l'Opposition son apparente détermination à tout détruire et à ne vouloir rien remplacer.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

Subsides

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour que la Chambre se forme en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose 1. Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-six-mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses occasionnelles pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

M. F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): Fait remarquer qu'il y a une augmentation considérable et en demande le pourquoi.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Répond que cette augmentation est due au fait que depuis 1890, le nombre des aliénés internés dans les asiles a augmenté de 400.

M. F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): Cela ne m'étonne pas, le gouvernement a tellement mal administré les affaires de cette province, qu'une foule de pauvres malheureux en ont perdu la tête.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Déclare qu'à l'avenir l'on usera de la plus grande sévérité pour l'admission des malades dans les asiles d'aliénés.

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): La loi qui régit ces admissions sera rigoureusement appliquée. Le surintendant médical attaché à l'asile de la Longue-Pointe, rend un réel service à la ville de Montréal et à toute la province en se montrant sévère pour ces admissions.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des services divers en général; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement et du loyer de bureau, etc., d'un agent en France; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Cette augmentation est parfaitement juste. L'honorable M. Fabre est un homme distingué qui nous fait le plus grand honneur à Paris et qui rend des services considérables à notre province. Ceux qui ont eu l'occasion de passer à Paris et de recevoir sa large hospitalité, admettront que ce que nous lui payons est tout à fait insuffisant. Nous ne pouvons pas lui accorder un traitement proportionné aux services qu'il rend, mais cette faible augmentation lui prouvera au moins combien nous savons apprécier ses services.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des fonds des municipalités, statuts refondus, province de Québec, article 2744; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'hygiène, statuts refondus, province de Québec, titre 7, chapitre 3, section 1; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le vaccin (y compris \$500 pour inspection); pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour tapis, palais de justice, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Attire l'attention du gouvernement sur l'article à sensation paru dans le *Herald* d'aujourd'hui où il est question de conditions apparemment insupportables au palais de justice de Montréal. Pour sa part, il se plaint du manque de ventilation à la cour de police où il se dégage une odeur nauséabonde à cause de la présence quotidienne de gens qui ne connaissent pas l'hygiène. Il croit qu'il serait assez facile d'y remédier en exécutant les travaux qui

permettraient l'ouverture des fenêtres existantes. Le palais possède une ventilation de mauvaise qualité. Il compare ensuite cette salle à celle où la Société d'histoire naturelle de Montréal tient ses réunions. Il dit que cette dernière salle est plus petite et possède un système de ventilation analogue, mais beaucoup plus efficace, et ajoute que, très souvent, il s'y trouve un grand nombre de personnes réunies, mais que jamais on y retrouve l'odeur qui existe pendant les audiences de la cour de police.

M. J.S. HALL (Montréal no 5): Appuie le député de Huntingdon (M. G.W. Stephens) et déplore le fait que le juge, les prisonniers, les avocats et les autres personnes pénètrent tous dans la cour de police par la même porte.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Dit que depuis un certain temps, il existe une autre porte à l'usage des juges et des avocats. Il dit que l'augmentation des affaires juridiques à Montréal nous fait constater l'étroitesse du palais de justice, et il craint qu'à brève échéance, le gouvernement se voit forcé d'agrandir l'édifice actuel ou d'en construire un nouveau. La ventilation de la cour de police au sous-sol de l'édifice est très difficile, mais la situation pourrait s'améliorer si les juges et les policiers s'occupaient d'envoyer les flâneurs qui n'ont aucune affaire à passer leurs journées à se réchauffer dans le palais. Quant à l'article du *Herald*, il croit que la première partie a été inspirée par des entrepreneurs en quête de travail et la seconde par des personnes dont les soeurs, cousins et tantes sont toujours à le supplier de leur trouver du travail au palais. Il est d'avis qu'il y a suffisamment d'employés au palais, mais il dit que dès la fin de la session, il se rendra à Montréal afin d'étudier la situation.

UNE VOIX: Le gouvernement n'a pas demandé de soumissions.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Répond qu'ils ont écrit à cinq ou six compagnies et qu'ils ont reçu des propositions tellement intéressantes qu'ils ont conclu des arrangements, en autant qu'ils peuvent faire affaire avec de bons conservateurs.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions étant lues deux fois, il est ordonné que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à plus tard.

La séance est levée à six heures.

Séance du 18 décembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à quatre heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Petit, la pétition de O. Côté et autres.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

Du conseil municipal de la paroisse de Saint-François-de-Sales de la Pointe-Gatineau, demandant que les notaires continuent à exercer les privilèges qu'ils ont de procéder devant les tribunaux dans les affaires non contentieuses.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre, l'état des affaires de l'Hôpital-Général de Sorel, pour l'année 1895. (Document de la session no 26)

Rapports de comités:

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 90) amendement la loi relative à la cour du recorder de la cité de Québec, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, savoir:

Bill (bill no 95) amendement le code civil, relativement aux privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux.

Et bill (bill no 123) abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 46, et a l'honneur d'en faire rapport pour étude par la Chambre.

Introduction de bills:

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): "Demande la permission d'introduire un bill (bill no 29) amendement les dispositions du code de procédure civile, relativement aux procédures en révision.

Ce bill prévoit qu'en certains endroits, particulièrement à Montréal, la Cour puisse utiliser deux salles d'audience, vu l'encombrement des causes. Une autre clause donne à l'avocat qui fait un affidavit déclarant qu'une cause est inscrite en Cour de révision simplement dans le but d'obtenir du délai, le droit d'être entendu un jour spécial fixé par le juge.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 127) amendement la loi 53 Victoria, chapitre 45.

Ce bill déclare que les degrés conférés par les institutions qui ont les mêmes privilèges que les universités, sans en avoir le nom, suffiront à l'admission à l'étude des professions libérales.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 128) amendement le code de procédure civile, relativement à la Cour de magistrat de district.

Ce bill a pour but de donner aux magistrats de district du Lac-Saint-Jean la même juridiction que ceux de Chicoutimi, c'est-à-dire jusqu'à \$99.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Rapport du commissaire des Travaux publics

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Quand la Chambre peut-elle s'attendre à recevoir la version anglaise du rapport du commissaire des Travaux publics?

Qui en est l'imprimeur?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Cinquante exemplaires de la version anglaise ont été reçus, ce matin; le reste est attendu incessamment.

L'imprimeur est M. White, de Montréal.

Demande de documents:

Poursuite de J. Palisser

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), qu'il soit mis devant cette Chambre,

copie de la plainte, de l'enquête et de la décision du magistrat de district Saint-Julien, dans une poursuite pour assaut et batterie, portée devant lui, en mai dernier, par Joseph Palisser, avocat de Lachute, P.Q., contre W.J. Simpson, J. McBoyd, Peter Cruise, Arch. McFaul, Edward Cooke et John Tournay; ainsi que copie de tous documents, rapports et correspondances quelconques s'y rapportant qui ont été ajoutés au dossier depuis la dernière session ou qui n'ont pas encore été produits devant la Chambre.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): S'objecte à ce que cette motion soit rendue publique sans aucune explication, en toute justice pour lui-même et pour le procureur général (l'honorable T.C. Casgrain). L'année dernière, il avait présenté une semblable motion et tous les documents avaient été déposés. Voici les faits: la Compagnie Simpson & Boyd avait loué à L.S. Vipond un pouvoir hydraulique pour son usine d'électricité. Quelque temps tard, M. Vipond a vendu l'usine d'électricité à "Simpson & Boyd" qui en a pris possession de bonne foi. Deux jours plus tard, Palisser, qui se prétendait l'associé de Vipond, a essayé par la force de s'emparer de l'usine qu'ils avaient achetée et une dispute s'ensuivit. M. Palisser a fait

comparaître les défendants devant le magistrat de district Saint-Julien qui a renvoyé la cause. Palisser a alors demandé à être autorisé à poursuivre une mise en accusation devant le grand jury. Sur une motion du député d'Argenteuil (M. W.J. Simpson) le juge-avocat Taschereau a ordonné à Palisser de fournir une garantie pour les frais au montant de \$200.00. Il ne l'a pas fourni et, maintenant, il cherche à faire intervenir le procureur général (l'honorable T.C. Casgrain) pour qu'il autorise une mise en accusation. Il se plaint aussi de la conduite du juge Taschereau et du magistrat de district Saint-Julien et insinue qu'il y a eu une conspiration des autorités contre lui. Ce que nie le député d'Argenteuil (M. W.J. Simpson).

Si le procureur général veut faire ce dépôt de pétition, je serai heureux de subir ce procès.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Dit que les faits sont tels qu'ils apparaissent dans le dossier. Il refuse d'intervenir, parce qu'il n'a pas le pouvoir de renverser ou de mettre de côté un jugement d'un magistrat de district, même moins que le juge Taschereau, siégeant à Terrebonne et qui a fixé la garantie à \$200.

Par ce jugement, les défendants ont acquis un droit qu'il ne peut changer. M. Palisser n'a qu'à payer la garantie et il pourra procéder. S'il désire porter plainte contre le magistrat, il doit le faire, selon la loi, devant le lieutenant-gouverneur en conseil et cette plainte sera entendue.

Cette affaire est déjà venue l'année dernière devant la Chambre. Il ne s'agit que d'un différend entre particuliers.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il ne connaît rien au sujet de cette affaire, mais qu'on lui a demandé de requérir la production de documents, ce qu'il pouvait difficilement refuser.

La proposition est adoptée.

Colonisation dans le comté d'Ottawa

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. A. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé indiquant: 1. Les sommes dépensées dans le comté d'Ottawa, pour les fins de colonisation, depuis le 1er juillet 1895.

2. Les noms des cantons dans lesquels telles sommes ont été dépensées, avec le montant dépensé dans chacun.

3. Les montants payés à compte sur les travaux faits et ceux restant dus.

4. Les noms des conducteurs des différents travaux et le montant que chacun était autorisé à dépenser.

Adopté.

Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. H. Caron) qu'il soit mis devant cette Chambre, copie

de la correspondance, avis, documents, etc., etc., relatifs au paiement de la balance due, en 1892, sur le subside accordé à la Compagnie Atlantique et Lac Supérieur, par l'acte 54 Victoria, chapitre 88, et aussi, copie de la correspondance et documents relatifs aux arrérages de gages des ouvriers et employés de cette compagnie.

Monsieur l'Orateur,

Je désire accompagner cette motion de quelques remarques.

Le Parlement vote, chaque année, de larges sommes d'argent, dans un but toujours apparent d'intérêt public. Il serait peut-être intéressant, dans certains cas, et à distance, de s'enquérir jusqu'à quel point l'aide et les subsides de la Législature ont été utiles au développement matériel de la province.

Partant de cette idée, et en me confinant à un sujet particulier, je pose devant la Chambre les questions suivantes:

1. Le pays a-t-il été indemnisé des sacrifices considérables qu'il s'est imposés pour la construction du chemin de fer de la Baie des Chaleurs?

2. Cette entreprise n'a-t-elle pas été la cause de cruelles déceptions publiques, et particulièrement des contribuables de la Baie des Chaleurs et de la Gaspésie?

3. Le gouvernement est-il en état ou pourrait-il venir au secours des fournisseurs trop confiants et des ouvriers et des travailleurs trop patients qui sont actuellement créanciers de cette compagnie Dour au-delà de \$20 000?

Avant de répondre à ces questions, qu'il me soit permis de déclarer que je ne me lève nullement pour faire une critique méchante, et ni animé par l'esprit de parti.

Tout ce que je désire, c'est d'associer mes collègues de cette Chambre à une question humanitaire, et les engager à user de leur influence et de leurs conseils auprès du gouvernement pour qu'il fasse un acte de bien et de charité.

Il n'entre pas dans le cadre de mes remarques de faire l'historique du chemin de fer de Baie des Chaleurs.

Seulement qu'il me soit permis de constater que dès avant 1872, c'est-à-dire depuis au-delà 23 ans, l'on agite dans la Gaspésie et la Baie des Chaleurs, la construction d'un chemin de fer. Et après un quart de siècle de patience, de sollicitations et de bonne volonté des citoyens de cet immense territoire, environ 60 milles de voie ferrée ont été construits, une moyenne de 2 3/4 milles par année, depuis la Matapédia à un endroit où ce dernier se raccorde avec (l'Intercolonial jusqu'à Caplan.

Cette compagnie a été incorporée en 1872, par l'acte 36 Victoria, en. 42, et dès cette époque, elle a reçu des octrois considérables en terres et en argent, pour chaque mille de chemin depuis Matapédia jusqu'à la baie de Paspédiac, et ces subsides en argent ou en terres, convertis en argent, ou repliés, se sont élevés, jusqu'à 1890 inclusivement, à la somme totale de \$924 530.49 tel qu'il apparaît par une réponse faite par l'honorable commissaire des Travaux publics (l'honora-

ble G.-A. Nantel) le 25 novembre 1895, à une interpellation faite par moi à ce sujet et consignée aux procès-verbaux de cette Chambre.

Ces octrois furent convertis en argent à \$2 500 par mille.

Par 38 Victoria, ch. 2 (1875) un subside additionnel de \$1 500 par mille fut voté par la Législature, dans le même but.

En 1882, un nouvel octroi de 10,000 acres de terre par mille fut accordé pour ce chemin depuis Matapédia jusqu'à Gaspé, pourvu que la distance n'excède pas 180 milles.

Ce dernier subside en terre fut converti en argent, soixante-dix centins par acre. Ce n'est pas tout; le gouvernement fédéral est venu au secours de cette compagnie et pour une large part, (p. VII, appendice des journaux du Sénat, Canada, a.d. 1891), c'est à savoir pour \$620 000, ce qui nous amène au chiffre comparativement énorme de \$1 544 530.49.

De plus, cette compagnie n'a pas payé de droits de passage sur les propriétés des particuliers, ces derniers ayant généreusement consenti à les accorder gratuitement. Ce qui, sans exagération, devrait représenter \$100 000 — Total \$1.644 530.49.

Quatre-vingt milles de chemin sont construits, sur lesquels vingt milles sont incomplets.

Ce qui forme une moyenne de \$20 000 par mille sur les 80 milles construits à même les deniers publics dans un endroit facile et qui n'offrait aucune difficulté sérieuse pour une semblable entreprise. Quatre-vingt milles de chemin construits dans l'espace de 23 ans, avec des subsides et avantages s'élevant à au-delà de \$1 600 000!

Résultat final: compagnie subventionnée apparemment en faillite, chemin fermé à la circulation du public, arrérages de gages au montant de \$20 000. N'avais-je pas raison de poser la question en débutant: l'argent de la province, les subsides que nous votons pour les entreprises publiques sont-ils employés d'une manière honnête, utile, pratique et avantageuse?

Où est donc le mal? Qui est la cause de ce déplorable état de choses? Je puis répondre ici ouvertement et sans craindre de froisser au moins personne dans cette Chambre.

Le grand et le seul coupable, c'est la compagnie du chemin de fer, oui, la compagnie qui, en différentes circonstances, s'était solennellement engagée, au moyen des subsides que je viens de mentionner, et à laquelle les statuts cités avaient imposé l'obligation de compléter les cent premiers milles, au moins, dans un délai fixé et déterminé, et qui n'a jamais rempli ses obligations.

La compagnie qui ne s'est jamais conformée à l'acte des chemins de fer, et qui, si je suis bien informé, n'a jamais fait rapport de ses procédés et opérations, suivant la lettre et exigences du statut, au département des chemins de fer, ni sous cette administration, ni sous les administrations précédentes.

La compagnie qui n'a jamais versé un sou sur son capital-action.

La compagnie ne s'est occupée depuis son incorporation que de soutirer des subsides et le cadet de ses soucis était de rendre justice au public.

La compagnie qui plus que toute autre est coupable du scandale de la Baie des Chaleurs, car si cette compagnie n'avait pas certifié qu'il était dû \$298 943.62 à C.N. Armstrong, pour prétendus travaux faits par lui, sur certaines sections, jamais le gouvernement n'aurait payé les \$175 000. à Armstrong dont \$100 000 ont passé par le gousset de Pacaud et \$75 000 dans celui de MM. Robitaille et Riopel, anciens directeurs. Sans ce scandale, le pouvoir ne serait pas échoué de sitôt à nos adversaires.

Mais qu'est-ce donc que le pouvoir, à côté de l'honneur politique et national?

Sans ce scandale l'honorable M. Mercier qui peut-être eut de grands torts, mais qui était l'idole du peuple, l'honorable M. Mercier, que nous aimions, vivrait peut-être encore et travaillerait pour la prospérité de son pays et de sa province qu'il aimait, car c'était un patriote. Et je suis convaincu que si cet homme eût vécu, ce chemin aurait fait du progrès, aurait avancé, ne serait pas resté dans le statu quo dans lequel il a été depuis 1891.

Quelle a été la conséquence de cette négligence criminelle? Priver tout un immense territoire, toute une région aussi grande que la Belgique, plus grande que la Suisse et plus étendue que bien d'autres Etats, de tout moyen de communication avec les grands centres, de l'empêcher d'écouler ses produits agricoles et de les porter sur les marchés canadiens ou américains.

Et vous parlerais-je de ce pays?

Qu'il me soit permis de citer les paroles d'un homme qui s'intéressait vivement à cette partie de notre province, prononcées il y a quelques années au sein de cette Législature:

"Mais si la population est digne de votre attention et de votre estime, que vous dire du pays lui-même?

Suivez cet immense parcours, à partir de Matapédia. Passez par Dalhousie, dans le Nouveau-Brunswick, et descendez jusqu'au bassin de Gaspé, et vous trouverez, à chaque instant, des rivières, que dis-je? des fleuves rapides, remplis de poissons, remplis de minéraux, remplis de toutes espèces de richesses, qui s'en vont du côté de la Baie des Chaleurs et s'y déversent.

Remontez ces fleuves, vous trouverez les paysages les plus beaux, les montagnes les plus élevées, les vallons les plus riches et, par-ci par là, des maisons bâties avec élégance des chalets étages sur des collines où il y a non seulement des habitations gentilles et élégantes, mais encore tout ce qui constitue une ferme modèle.

Allez plus loin, jusqu'à vingt lieues en haut et vous trouverez tout ce qu'il y a de plus beau et de plus riche. Vous avez une vallée, sur les hauteurs, de plus de vingt lieues de large, réunissant le versant de la Gaspésie au versant du fleuve Saint-Laurent, séparant ces deux mers qu'on appelle la Baie des Chaleurs et le golfe Saint-Laurent.

Vous avez là un pays immense pour placer des milliers d'habitants, et tous les voyageurs qui ont passé là ont été frappés de sa richesse et de sa beauté."

Et parlant de la population, il disait en terme ému:

"Cette population intelligente et énergique travaille; après avoir déposé dans le sein de la terre les semences du printemps et demandé à Dieu de bénir le travail qu'elle vient de faire, elle s'élance sur la mer, passe une partie de l'été à pêcher, rapportant tous les soirs le produit de la pêche et pour nourrir la famille pour obtenir un peu d'argent.

Et que c'est beau, le matin, quand à l'aurore vous voyez tous ces travailleurs de la mer sortir avec leur flottille, s'en aller au loin sur la mer, s'exposant aux tempêtes, à tous les travaux de ce pénible métier.

Et quand vous voyez revenir, le soir, à quatre heures, c'est l'heure traditionnelle, toute cette jolie flottille, les femmes et les enfants sont sur la grève et applaudissent quand ils reconnaissent le petit navire qui porte le nom du chef de famille. Et quand la pêche a été abondante, quand le chef jette cette richesse qu'il a cueillie dans les profondeurs de la mer sur la grève et la montre à sa famille, comme on se sent heureux, car on se dit: la misère va disparaître. Hélas, la joie ne dure pas longtemps. Ces richesses sont perdues. A part la consommation de la famille, on n'en retire aucun bénéfice; toute cette richesse est perdue. Il n'y a pas de voies de communication. Impossible d'avoir un navire assez grand pour aller à New York ou à Boston porter ces produits de la mer et ça n'a presque plus de valeur, tandis que, si on avait un chemin de fer pour mettre cette partie si importante et si riche du pays en communication avec les grands marchés, dans l'espace de 24 heures on rapporterait la richesse et la fortune au sein de la famille désolée, et ces travailleurs auraient leur récompense".

Toutes ces richesses sont donc à l'état latent et pour les exploiter, les habitants de cette contrée ont besoin de secours et d'aide et surtout de voies de communications.

Je suggérerai, donc, comme moyen pratique, que la charte de la Compagnie de la Baie des Chaleurs soit annulée.

La loi y pourvoit et surtout pour des cas semblables à celui qui nous occupe, pour le cas de compagnies insolubles comme celle-ci, qui manque à ses engagements, qui est la cause que tout un pays souffre, et qui ne paie même pas les gages de ses employés; car elle est endettée envers eux pour au moins vingt et quelques milles piastres.

En effet, l'acte 54 Victoria, chapitre 37 section 1, dit:

"5183a. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, en tout temps, sur un rapport du comité des chemins de fer du Conseil exécutif, d'annuler la charte de toute compagnie de chemin de fer constituée en corporation en vertu des lois

de cette province, lorsque ladite compagnie ne s'est pas conformée aux exigences de sa charte quant au commencement et au parachèvement de ses travaux dans le temps requis, ou lorsqu'elle est devenue insolvable ou ne continue pas ou est incapable de continuer les travaux, ou pour toute autre cause qui, de l'avis du lieutenant-gouverneur en conseil, est suffisante pour justifier cette annulation".

Une compagnie comme celle-là ne peut plus décemment s'adresser à la Législature, ni au gouvernement fédéral, pour l'obtention de subsides, ni vendre ses débentures, ni inspirer aucune confiance aux capitalistes.

Le gouvernement, par le commissaire des Travaux publics (l'honorable G.-A. Nantel), a déclaré lui-même à cette Chambre qu'il avait adopté les mesures nécessaires pour faire nommer un séquestre pour s'emparer du matériel et du roulant de cette compagnie.

Cette initiative est aussi favorisée par les hommes sensés de la Gaspésie et de la Baie des Chaleurs qui ne font pas de cette question une question de parti, car ils comprennent qu'elle intéresse trop vivement cette portion de pays.

La Chambre me permettra de lui faire part d'une partie d'une requête présentée le 16 octobre 1895, à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par la Chambre de commerce de Gaspé qui a bien voulu m'en adresser copie.

En voici un extrait:

"Que les relements des subsides accordés comme susdit à la compagnie ne l'ont été que sur les promesses réitérées et l'engagement pris par ladite compagnie de construire, dans les délais à elle accordés, la partie non terminée dudit chemin;

Qu'il n'est pas dans l'intérêt public de continuer à permettre à ladite compagnie de garder la propriété et la possession de la partie dudit chemin construit entièrement et exclusivement avec l'argent du public et de garder le pouvoir de construire l'autre partie dudit forfait aux obligations à elle imposées par ses deux chartes et mal employer l'argent public qui lui a été confié pour la construction dudit chemin de fer;

Que ladite compagnie est devenue insolvable, incapable de remplir ses obligations, est devenue même incapable de payer les employés qu'elle a sur la partie dudit chemin construit, comme susdit, avec l'argent du public;

Que tant que ladite Compagnie de chemin de fer de la Baie des Chaleurs sera en possession de ce chemin, il sera impossible d'obtenir la formation d'une compagnie plus sérieuse qui compléterait le chemin.

Que par l'acte 54 Victoria, chapitre 37 de 1890, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil en tout temps, sur un rapport du comité des chemins de fer du Conseil exécutif, d'annuler la charte de toute compagnie de chemin de fer reconstituée en corporation en vertu des lois de cette province, lorsque ladite compagnie ne s'est pas conformée aux exigences de sa charte quant

au commencement et au parachèvement de ses travaux dans le temps requis, ou lorsqu'elle est devenue insolvable, ou ne continue pas ou est incapable de continuer les travaux".

Je crois que l'annulation ou la cancellation de la charte est le moyen le plus efficace et le plus pratique pour se protéger contre cette compagnie.

Aux grands maux, les grands remèdes.

D'ailleurs, ce mode permettra au gouvernement provincial et au gouvernement fédéral, qui sont pour ainsi dire, les créanciers de la compagnie d'aviser aux moyens les plus effectifs pour disposer de ce chemin.

J'aurais aimé, Monsieur l'Orateur, que le gouvernement provincial eût engagé une correspondance avec les autorités fédérales, afin de les persuader de s'emparer de ce chemin, de l'exploiter et d'en faire une ligne de raccordement avec l'Intercolonial.

Seul le gouvernement fédéral peut utiliser ce chemin d'une manière profitable pour lui et avantageux pour les comtés de Bonaventure et Gaspé.

Ce projet accompli serait la réalisation d'une longue espérance, le développement de la richesse nationale et l'agrandissement du pays, car il y a en arrière de Bonaventure et Gaspé un sol fertile et de l'espace suffisant pour y ériger vingt paroisses où s'élèveraient des clochers nouveaux autour desquels viendraient s'établir des jeunes gens qui trouveraient là des ressources pour vivre avec plus d'aisance et d'avantage que les endroits les plus vantés du pays.

J'arrive à la question des gages dus aux ouvriers par la compagnie et dont le montant s'élève à au-delà de \$20 000.

Je désirerais intéresser le gouvernement au sort de ces pauvres malheureux et, pour cela, je voudrais rendre, si possible, ma voix suppliante, et prendre le ton du solliciteur.

Vingt mille piastres dues à des ouvriers dont les gages ne sont pas payés depuis douze à dix-huit mois, veut dire la misère noire à certains endroits, le manque de pain et la privation de toutes les choses nécessaires à la vie. C'est la souffrance pour la mère de famille, les enfants et le père de famille. Et que ce dernier, après avoir longtemps, en silence et en chrétien, souffert, dérobe dans un moment de découragement une paire de souliers pour chausser son enfant, on trouvera de suite la page du statut criminel qui pourvoit à son cas et pour le mettre sous le verrou d'une prison. Mais, ironie des choses humaines, ceux qui sont les auteurs complaisants de ces souffrances, ceux qui ont reçu un million et demi de piastres pour faire des travaux dont le coût en partie n'est pas payé, ceux qui, moralement et civilement, sont responsables envers ces pauvres gens, ceux qui, riches aujourd'hui et naguère pauvres, restent indifférents à toutes ces misères, jouissent en paix de leur fortune, vivent sous les lambris dorés, sont entraînés par de somptueux équipages, sont considérés comme gens honorables, et on les verra quelquefois occuper des places d'honneur jusque dans les temples du Seigneur.

Mais nous, législateurs, réunis ici pour nous occuper de cas urgents et pour soulager, dans la

mesure de nos forces, de sérieuses infortunes, une belle occasion nous est fournie d'exercer notre intelligence et nos sentiments d'humanité.

Il y a quelque temps, j'ai fait au gouvernement l'interpellation suivante: "Le gouvernement a-t-il l'intention de venir en aide aux nombreux employés du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, maintenant de la Compagnie du chemin de fer Atlantique et du Lac Supérieur, auxquels il est dû des arrérages de gages au montant de vingt et quelques mille piastres?"

La réponse suivante fut faite par le ministre des Travaux publics (l'honorable G.-A. Nantel):

"La transaction Armstrong-Pacaud n'ayant laissé aucun subside dû à la compagnie à part les \$63 500 et les \$770 ci-dessus mentionnées, le gouvernement ne peut venir en aide aux créanciers de la compagnie, privilégiés ou autres, autrement qu'en faisant vendre le chemin suivant la loi, à moins qu'il n'obtienne jugement pour les \$100 000 payés par C.N. Armstrong à Ernest Pacaud à même le subside en terres de 800 000 acres converti en argent au montant de \$280 000 et voté en 1890 par la loi, 54 Victoria, chapitre 88, pour terminer ledit chemin et payer les dettes privilégiées. Si le gouvernement réussit dans ce procès il avisera aux meilleurs moyens d'employer la somme recouvrée à payer les dettes privilégiées contractées pour gages des ouvriers et matériaux fournis à ladite compagnie, le tout suivant la loi".

Je vous avouerai ingénument que je m'attendais à une autre réponse, car celle-ci est plutôt politique que pratique.

Dire à de pauvres gens qui demandent leur salaire et par tant du pain: oui, vous en aurez lorsque le procès du gouvernement avec MM. Ernest Pacaud et Armstrong sera décidé, est une plaisanterie que le commissaire des Travaux publics (l'honorable G.-A. Nantel), s'il eut consulté son bon cœur, n'aurait pas faite, dans les circonstances. Car attendre la fin d'un procès pour dîner, c'est risquer de dîner tard et même pas du tout ou de prendre du potage bien clair.

En effet, voilà trois ans que ce procès du gouvernement contre Pacaud est commencé et il n'est pas encore soumis aux juges. On épuiera probablement toutes les juridictions. Plusieurs années s'écouleront avant que le jugement final soit rendu. Puis, les chances de succès du gouvernement sont très problématiques.

Au reste, qui nous dit qu'Armstrong et Pacaud sont ou seront solvables à cette époque et capables de payer de montant de \$100 000?

Je suis convaincu que l'honorable commissaire des Travaux publics (l'honorable G.-A. Nantel), pendant son séjour à la Baie des Chaleurs, lors de la dernière élection, faisait des promesses moins conditionnelles et plus alléchantes; car si la rumeur publique dit quelquefois vrai, on affirme que les électeurs avaient reçu la promesse solennelle que, le lendemain de l'élection, les arrérages des gages des employés de la compagnie devaient être payés.

Le gouvernement me permettra de lui soumettre humblement une suggestion pour venir en aide aux ouvriers et leur payer une partie de leurs gages.

D'abord, nous avons un grand nombre de précédents établis par toutes les administrations de secours publics donnés, dans certains cas, aux victimes d'un malheur quelconque, et jamais un gouvernement n'a été blâmé pour de semblables générosités. Ils ont été approuvés par tout le pays lorsqu'ils sont venus en aide aux pêcheurs du Labrador, aux incendiés de Hull, de Saint-Jean, de Saint-Sauveur, lorsque \$50 000 ont été mis dans le budget pour l'achat de grains et lorsque, dans un grand nombre d'autres cas, des argents publics ont été employés à soulager les infortunes de nos citoyens.

On a longtemps dépensé vainement et inutilement de larges sommes d'argent pour le rapatriement des Canadiens. Pourquoi ne pas dépenser quelques milliers de piastres pour venir au secours de ceux qui aiment leur pays et qui veulent y rester?

De ce chef, le gouvernement ne devrait-il pas demander à Son Honneur de lieutenant-gouverneur la permission de voter ou de passer des résolutions pour un octroi, disons de \$5 000.

L'honorable commissaire des Travaux publics (l'honorable G.-A. Nantel) nous a dit qu'il restait en banque, à son crédit, une balance de \$770, étant une balance de subsides votés par l'acte 54 Victoria, chapitre 88. Cette somme devrait être ajoutée aux \$5 000. Maintenant, l'honorable commissaire a déclaré que le gouvernement avait retenu, sur le même subside de \$280 000 la somme de \$7 942.45 pour taxes dues par la compagnie au gouvernement.

Cette taxe, sans être inconstitutionnelle, est illégale. La loi qui l'a imposée est inapplicable, car le maximum ou le minimum n'en a pas été déterminé par le statut qui l'impose, ainsi que l'a déclaré un des juges les plus remarquables du pays et dont l'opinion fait autorité, l'honorable Sir L.-N. Casault, juge en chef de la Cour supérieure, dans une cause à la cour supérieure à Québec, sous le no 1385, dans laquelle le procureur général était demandeur contre le Québec-Central et réclamait de cette dernière compagnie la somme de \$1 502 pour la même taxe. L'action dans cette cause a été renvoyée, pour la raison que je viens d'indiquer.

Le gouvernement a tellement compris que cette loi était illégale, qu'il a cherché à y porter remède par un amendement adopté à la dernière session.

Si cette taxe ne pouvait être recouvrée, le montant que le gouvernement a retenu, savoir \$7 942.05 appartient à la compagnie et le gouvernement devrait l'appliquer au paiement des ouvriers et à payer les dettes de la compagnie.

D'ailleurs, il n'y a pas, si je suis bien renseigné, une seule compagnie qui ait payé cette taxe.

Le cas est donc favorable. Pourtant. Monsieur l'Orateur, si mon humble suggestion était acceptée, on arriverait au résultat suivant:

Octroi gratuit et spécial. \$ 5 000.00

Balance de subsides en mains. 770.00

Montant retenu pour taxes. \$ 7 942.45

\$13 712.05

en chiffres ronds: \$14 000, ce qui donnerait aux ouvriers au-delà de 60 cents dans la piastre, sur le montant des arrérages de leurs gages.

Le gouvernement ne saurait croire quels sentiments de reconnaissance provoquerait une telle libéralité et quels échos de bénédiction se feraient entendre dans le comté de Bonaventure, s'il accédait à la juste demande que j'ai l'honneur de lui faire sur le parquet de cette Chambre pour une population intelligente, laborieuse et patiente.

Les gouvernements doivent, comme les individus, se souvenir que faire du bien aux malheureux et donner aux pauvres, c'est prêter à Dieu.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Nous sommes tellement accusés de faire des prodigalités que j'ai été surpris d'entendre l'honorable député prétendre presque que le gouvernement doit payer ses dettes et celles des autres.

Le gouvernement n'est pas une institution de charité obligée de payer quand elle doit et quand elle ne doit pas.

Il est également impossible pour le gouvernement de voter \$5 000 dollars en faveur des ouvriers, comme le demande le député de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux).

L'honorable député a parlé d'une somme de \$770 que nous pourrions appliquer au paiement des gages des ouvriers. Eh bien cette somme est engagée antérieurement aux gages des ouvriers. Au lieu de devoir à la compagnie, c'est elle qui nous doit.

L'honorable député dit que j'ai fait des promesses à Bonaventure, durant son élection. C'est une erreur. Je n'ai jamais promis de payer les gages des ouvriers, mais de recourir à la loi pour procéder contre la compagnie. C'est ce que nous avons fait sans retard. Nous avons agi contre la compagnie et demain la cause de la nomination d'un séquestre viendra devant la cour supérieure de Montréal.

Nous ne devons rien à la compagnie. Nous ne pouvons intervenir autrement que ce que nous avons fait. Quand tous les subsides ont été payés à une compagnie, celle-ci devient indépendante du gouvernement. La seule chose qui nous reste, c'est de faire nommer un séquestre à toute compagnie dont le chemin a passé un mois sans être en exploitation régulière.

L'honorable député a prétendu que nous devions annuler la charte de la compagnie. Avant d'en arriver là, nous allons prendre les procédures les plus sommaires, la nomination d'un séquestre. C'est là l'opinion émise par nos avocats.

C'est le moyen le plus simple et le plus court de garantir les droits du public.

On a parlé du paiement des fameux \$100 000. Cela ne fait que démontrer l'imprudence du gouvernement Mercier en cette affaire, comme en tant d'autres.

Le subside de \$280 000 a été détourné de ses fins. C'est dans cette affaire que le gouvernement Mercier a, à bon droit, trouvé sa chute.

Quand le gouvernement avait en mains des subsides dus à des compagnies de chemin de fer, il a toujours vu à ce que les ouvriers soient payés. En 1893 il a passé une loi à cet effet et, depuis-là, pas un centin n'a été payé aux compagnies, aux entrepreneurs ou aux sous-entrepreneurs, quand il y avait une seule réclamation d'ouvrier. Sans doute tous les subsides donnés par le passé n'ont pas été dépensés dans l'intérêt public; les enquêtes ont démontré qu'une partie de ces subsides est allée à des entremetteurs, mais cela ne s'est pas produit sous le gouvernement actuel. Dans le cas actuel des mesures sont prises pour faire vendre le chemin de fer de la Baie des Chaleurs.

Quant à payer les montants dus aux ouvriers, il n'y faut pas penser, car le gouvernement ne peut pas créer pareil précédent, et il se fera un devoir de surveiller les malheureux ouvriers qui sont victimes de la banqueroute de la compagnie.

Il ne comprend pas que l'on demande au gouvernement de payer ce montant. Dans son discours, le député de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux) a demandé à qui était dû l'argent qui a été retenu des subsides de la compagnie et il désire qu'il soit distribué parmi les ouvriers.

Il dit ne pas être en mesure de lui donner les noms maintenant, mais si le député de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux) est sérieux, il peut les obtenir.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Proteste contre cette insinuation.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Le gouvernement serait prêt à venir au secours de ces malheureux, mais le coffre est vide.

J'ai constaté avec regret la position de la compagnie et des ouvriers. C'est un peu l'histoire de toutes les compagnies. La plupart des chemins de fer en cette province ont été construits avec l'argent du gouvernement. Comme l'a dit l'honorable député de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux).

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Bravo, bravo.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Par conséquent, dit-il, le gouvernement ne peut être blâmé.

Pour ma part j'exigerai que la loi soit appliquée dans toute sa rigueur. Mais il est douteux que le gouvernement ait en mains un seul centin revenant à la compagnie. Au contraire, les officiers en loi soutiennent que c'est la compagnie qui est en dette envers le gouvernement. Dans ce moment où le ministère est obligé de refuser de nom-

breuses demandes pour des chemins de fer et autres entreprises publiques, il ne pourrait pas venir demander aux Chambres de voter des secours aux ouvriers de la compagnie.

Je sympathise avec la population qui souffre et j'ai eu le bonheur de rendre service à cette population, dans le cas particulier de la construction du chemin tel quel, de m'opposer à toute faveur à la compagnie aux dépens des ouvriers et de toute la population de la Baie des Chaleurs.

Mes revendications à leur sujet sont nombreuses. Mais, ce qui importe pour le moment, c'est la façon de leur venir en aide. La compagnie se prépare à faire face aux poursuites, et le fait qu'elle paye certaines réclamations n'est qu'un subterfuge.

Elle a envoyé deux agents rencontrer les gens, pour régler ces réclamations. Et ces agents, avant de payer ces gens, leur ont fait signer un document dans lequel ils acceptaient de comparaître en cour, de prêter serment et de témoigner pour le compte de la compagnie. Il dit avoir reçu cette information d'une source sûre et confidentielle.

J'ai appris depuis que la compagnie s'est livrée à une véritable conspiration contre le ministre des Travaux publics. Inutile de dire que la compagnie ne peut pas s'attendre à des sympathies de notre part.

Il dit ne pas parler dans un esprit de parti, mais il veut bien régler la question et voir le chemin de fer terminé. Le député de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux) a proposé de demander au gouvernement fédéral de prendre le chemin de fer comme une section de l'Intercolonial. Il n'y a pas eu jusqu'à présent d'échanges officiels à ce sujet entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial pour une raison qu'il est facile de comprendre. Cependant, un ordre-en-conseil peut être adopté, plus tard, dans ce sens.

Dans tous les cas je voudrais voir le chemin se rendre jusqu'au bassin de Gaspé et je serais très heureux de voir faire l'embranchement de l'Intercolonial. Les deux se compléteront.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Remercie le ministre des Terres de la couronne (l'honorable E.J. Flynn) d'avoir traité cette question en homme d'affaires et sans esprit de parti. Il est très heureux de voir une question sérieuse traitée ainsi. Il dénonce avec fermeté la manœuvre par laquelle les subsides ont été utilisés et déclare que lorsque toute la vérité éclatera, on constatera que toutes les parties responsables n'auront pas été l'objet de poursuites, mais que plusieurs y auront échappé.

De toutes façons, le député de Bonaventure promet de continuer de s'occuper de cette importante question.

Il ajoute un mot au sujet du \$100 000 de la Baie des Chaleurs. L'histoire a ses droits et un jour toute l'histoire au sujet de cette affaire sera connue. On saura alors que des gens riches qui n'ont pas été poursuivis le méritaient autant que Armstrong qui vit maintenant d'expédients et que Pacaud qui, à l'heure qu'il est, est presque insolvable.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Se joint au député de Bonaventure pour demander aux gouvernements de venir en aide aux pauvres dont le travail n'est pas encore payé.

Il demande au commissaire des Terres de la couronne (l'honorable E.J. Flynn) s'il a reçu des informations à l'effet que la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs était prête à vendre son chemin de fer au gouvernement fédéral qui le continuerait comme une section de l'Intercolonial, et à déduire du prix de vente le solde du subside fédéral payé par ce gouvernement à la Banque d'Ontario, à condition que la banque paie les gages dus aux ouvriers par la compagnie.

Il attire l'attention du gouvernement sur une rumeur qui circule dans le public. On dit qu'il s'agit de prendre possession de ce chemin de fer par le gouvernement pour le remettre ensuite à un syndicat ami des ministres au moment propice au cours des présentes procédures judiciaires contre la compagnie, et qu'il y a au fond de cette transaction une spéculation gigantesque. Il espère que cette rumeur n'est pas fondée et que les ministres ne se prêteront point à une pareille opération destinée à dépouiller les ouvriers du prix de leurs labeurs et à mettre de gros profits dans les goussets de certains amis politiques. Il demande au gouvernement d'être prudent.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Répond qu'il n'est pas au courant de l'existence d'un syndicat. Les sujets évoqués dans les premières questions relèvent du procureur général qui n'est pas présent.

La proposition est adoptée.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif, a passé les bills suivants, avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir:

Bill (bill no 11) intitulé: "Loi amendant la loi concernant les cimetières, les inhumations et les exhumations".

Bill (bill no 12) intitulé: "Loi concernant les associations de bienfaisance et de secours mutuels et les compagnies d'assurance mutuelle".

Bill (bill no 18) intitulé: "Loi relative à l'hôpital protestant pour les aliénés".

Et bill (bill no 36) intitulé: "Loi modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec-Central".

Aussi, le Conseil législatif, a passé les bills suivants, sans amendement, savoir:

Bill (bill no 80) intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Brandon et de Sainte-Émilie-de-l'Énergie".

Bill (bill no 65) intitulé: "Loi relative aux biens de feu François-Xavier Beaudry, légués pour fins de charité".

Bill (bill no 27) intitulé: "Loi amendant la loi concernant les clubs pour la protection du poisson et du gibier".

Bill (bill no 23) intitulé: "Loi amendant la loi concernant la constitution de la Cour supérieure".

Bill (bill no 113) intitulé: "Loi amendant la loi concernant les exemptions de taxes".

Bill (bill no 20) intitulé: "Loi constituant en district électoral les Iles-de-la-Madeleine".

Bill (bill no 56) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Coulange and Crow River Boom Company".

Bill (bill no 52) intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres Joseph-Abel Fortin, docteur en médecine de l'université Laval".

Bill (bill no 117) intitulé: "Loi abrogeant la loi constituant en corporation la Société de bienfaisance des journaliers de navires de Québec".

Bill (bill no 63) intitulé: "Loi amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer des Comtés-Unis".

Et bill (bill no 17), intitulé: "Loi détachant certains lots du canton de Bulstrode, dans le comté d'Arthabaska, et les annexant à la paroisse Sainte-Eulalie, dans le comté de Nicolet".

Cimetières, les inhumations et les exhumations

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 11) intitulé: "Loi amendant la loi concernant les cimetières, les inhumations et les exhumations". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Associations de bienfaisance et de secours mutuels et compagnies d'assurance mutuelle

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 12) intitulé: "Loi concernant les associations de bienfaisance et de secours mutuels et les compagnies d'assurance mutuelle". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Hôpital protestant pour les aliénés

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 18) intitulé: "Loi relative à l'hôpital protestant pour les aliénés". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Compagnie du chemin de fer Québec-Central

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 36) intitulé: "Loi modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec-Central". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Réforme des prisons

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur la question proposée, vendredi

le 13 courant: que, dans l'opinion de cette Chambre, il serait d'utilité publique d'étudier la question de la réforme des prisons dans le but de rechercher les moyens les plus propres à produire les résultats suivants:

1. La réforme morale des détenus;
2. Le travail des détenus le plus rémunérateur pour la province;
3. Les ateliers des prisons les moins nuisibles aux industries du pays.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Je remercie le représentant de Montréal no 3 (M. D. Parizeau) de son travail et des excellentes suggestions qu'il a faites. Cependant, je me demande si le travail des prisons, tel que proposé par le député de Saint-Louis, ne ferait pas concurrence aux corps de métiers, au commerce et à l'industrie régulière.

Cependant, il y a eu beaucoup d'excitation au sujet de la fabrication de la ficelle à la prison centrale de Toronto. Au Québec, le cassage des cailloux qui n'est pas un métier intéressant, ni instructif, est le seul pratiqué.

Lady Aberdeen depuis qu'elle est au pays s'intéresse beaucoup au sort de ces personnes. À sa demande nous avons fait de nombreuses réformes dans nos prisons, notamment la séparation entre les jeunes et les vieux détenus.

Un autre changement qui se fera prochainement, est la séparation entre ceux qui reçoivent une première condamnation et ceux qui en ont eu plusieurs. C'est donc un geste positif qui s'accomplit.

Le député de Saint-Louis demande la nomination d'un comité pour étudier cette question. Comme la prorogation est tout probablement fixée à samedi, il me permettra de lui conseiller de faire la même demande l'année prochaine, et alors nous prendrons les meilleurs moyens d'arriver à une solution de cette question.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Fait quelques remarques.

Et la question étant posée, elle est résolue affirmativement.

Expositions agricoles

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur l'amendement proposé, mardi le 17 courant, à la motion: Que le bill amendement la loi concernant les expositions agricoles soit maintenant lu la deuxième fois, et lequel amendement comportant que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans six mois, à dater d'aujourd'hui", soient ajoutés à la fin de la question;

Ladite motion et l'amendement sont retirés avec le consentement de la Chambre.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), qu'à compter du mercredi,

le 18 décembre courant, inclusivement, cette Chambre ait deux séances par jour: la première, de trois heures à six heures p.m., et la seconde, de huit heures p.m. jusqu'à l'ajournement.

Adopté.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Dit que les seules mesures du gouvernement qui ne sont pas encore soumises à la Chambre, sont des amendements à la loi des licences, un acte déclaratoire au sujet de la loi de 1890 autorisant l'emprunt de \$10 000 000.

Il ajoute qu'il sera question d'un vieux subside périmé, mais dont une partie était réservée: \$9 000 à madame Duchesneau. Les résolutions concernant les licences viendront ce soir ou demain.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dois-je comprendre qu'il n'y aura pas de résolutions concernant les chemins de fer?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Je ne suis pas absolument prêt à répondre. Mais s'il y a des résolutions, elles seront courtes.

Documents:

Arpenteurs

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 novembre 1895, pour une copie des instructions données par le département des Terres de la couronne aux arpenteurs pour arpentages mentionnés à l'item 7 du budget supplémentaire. (Document de la session no 95)

Sociétés de secours mutuels

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre, du 27 novembre, 1895, pour une copie de la correspondance entre le député de Saint-Hyacinthe (M. A.-P. Cartier) et l'honorable premier ministre, au sujet de la demande d'un projet de loi pour protéger les sociétés de secours mutuels; ainsi que les documents, rapports et résolutions passés lors des conventions desdites sociétés tenues, la première à Saint-Hyacinthe, le 24 et 25 décembre derniers, et la deuxième à Valleyfield, le 30 juin et le premier juillet derniers. (Document de la session no 96)

E. Sénécal et fils

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 novembre 1895, pour une copie du compte d'Eusèbe Sénécal et fils, se montant à \$250.00, pour l'impression d'un discours de l'honorable commissaire de l'Agriculture. — (Comptes publics de 1894-95, page 137.) (Document de la session no 97)

À six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures quarante-cinq

Compagnie du chemin de fer urbain de Sherbrooke

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 54) intitulé: "Loi conférant l'existence corporative à la Compagnie du chemin de fer urbain de Sherbrooke". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Procédures en révision

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 29) amendant les dispositions du code de procédure civile, relativement aux procédures en révision, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cour de magistrat de district

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 128) amendant le code de procédure civile relativement à la Cour de magistrat de district soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Assurances mutuelles

M. F. GOSSELIN (Iberville): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité général pour étudier le bill (bill no 118) concernant les assurances mutuelles.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F. GOSSELIN (Iberville): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi 57 Victoria, chapitre 46

M. M. MCDONALD (Bagot): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 123) abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 46.

Adopté.

En comité:

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Défend la loi Augé qui est approuvée par les ouvriers et autres intéressés et ce n'est pas cette loi qui arrête la construction à Montréal, mais la crise commerciale et les facilités de communication qui ont permis aux gens d'aller construire en dehors de la ville et d'y habiter.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Le comité de législation, l'an dernier et cette année, a eu plusieurs longues chances pour arriver à rédiger des amendements qui comprennent tous les cas et protègent tous les droits.

Dans le but de permettre qu'une entente puisse se faire sur ces amendements, je demande que le bill soit de nouveau renvoyé au comité de législation qui siégera demain et rapportera le bill à la Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Se prononce pour le bill MacDonald et contre la loi Augé, qui est une tache dans nos statuts.

Il dit que les nouveaux amendements sont superflus et que la loi Augé telle qu'elle est actuellement est assez mauvaise comme cela sans y toucher durant la présente session.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Appuie la protestation du procureur général (l'honorable T.C. Casgrain). Ce bill est d'une très grande importance et la Chambre n'a que des renseignements très incomplets.

Devant le comité on a fait des déclarations infiniment contradictoires, et il est difficile de connaître la vérité sans avoir des statistiques pour nous éclairer.

La loi Augé a été faite pour remédier à un mal évident, mais il est certain qu'elle est incomplète. De plus, les circonstances ont fait que cette loi destinée, dans l'esprit de ses auteurs, à couvrir un état de choses existant à Montréal a eu un effet important en d'autres endroits, entre autres à Québec.

Dans son application, la loi a fait naître un conflit peut-être dangereux entre le capital et le

travail, et il est important de faire disparaître ce conflit. Pour cela la loi Augé doit être amendée; mais cela présentera peut-être la nomination d'un comité spécial à une autre session, ou d'une commission royale.

M. M. MCDONALD (Bagot): Dit que le renvoi de ce bill au comité de législation sera la mort du bill.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Déclare que sa motion est faite de bonne foi et que le bill reviendra devant la Chambre.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Dit que si le représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier) est d'avis que sa loi constitue une tache dans les statuts, il lui conseille d'examiner son propre travail, et peut-être, qu'ensuite, il ne critiquera pas les actions des autres.

Il défend son bill et les amendements qu'il se propose d'y apporter; il insiste énergiquement sur la nécessité de protéger l'ouvrier.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Prend la parole.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité pour examiner le bill (bill no 123) abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 46 étant lu;

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que ledit ordre soit rescindé et que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Adopté.

Privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité sur le bill (bill no 95) amendement le code civil, relativement aux privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux, étant lu;

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose que ledit ordre soit rescindé et que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Adopté.

Cour du recorder de la cité de Québec

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 90) amendement la loi relative à la cour du recorder de la cité de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Subventions aux chemins de fer

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable T.C. Casgrain), qu'à la prochaine séance, cette Chambre se forme en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant des subventions aux chemins de fer.

Adopté.

Paiement des employés des compagnies de chemin de fer

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 86) relatif au paiement des employés des compagnies de chemin de fer soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il persiste dans son premier amendement fait au bill (bill no 86) intitulé: "Loi modifiant les diverses lois concernant la cité de Sainte-Cunégonde, de Montréal", mais qu'il ne persiste pas dans une certaine partie du second amendement.

Introduction de bills:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 132) validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des statuts refondus et ses amendements.

Ce bill rend valides certaines ventes qui n'ont pas été enregistrées dans les délais fixés par la loi imposant des taxes sur les transmissions d'immeubles.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Article 1191a des statuts refondus

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Pension de retraite des officiers PUBLICS

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 26) amendant de nouveau la loi concernant la pension de retraite des officiers publics.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie manufacturière de Chambly

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 57) modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie manufacturière de Chambly.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Annonce qu'il ne s'y oppose pas, mais que cela ne signifie pas qu'il abandonne ses revendications à ce sujet.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

Licences

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant les licences. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur ayant pris connaissance de l'objet de ces résolutions, il les recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose 1. Qu'en outre des droits de licence, préalablement à l'octroi d'une licence d'hôtel, d'auberge, d'hôtel de tempérance, de restaurant, de magasin en gros ou en détail, il sera payé au percepteur du revenu de la province par la personne qui la requiert, un honoraire de cinq piastres, et préalablement à l'octroi de toute autre licence, un honoraire d'une piastre;

Adopté.

2. Qu'il sera payé, en outre des honoraires mentionnés dans la résolution précédente, les droits suivants:

Pour chaque licence pour la vente des liqueurs enivrantes dans un club:

a) Dans la cité de Montréal, six cent piastres;
b) Dans la cité de Québec, quatre cents piastres;

c) Dans tout autre endroit de la province, cent piastres.

Adopté.

3. Que chaque fois qu'une licence pour la vente des liqueurs enivrantes sera prise après le quinze juin d'une année quelconque, le coût de cette licence, tel qu'établi par l'article 878 des statuts refondus, sera augmenté de vingt-cinq piastres, à moins qu'il ne soit constaté, pour les cités de Québec et de Montréal, par un certificat des commissaires des licences, et, pour toute autre partie de la province, par un certificat du conseil de la municipalité pour laquelle la licence est demandée, que le requérant de telle licence n'a pas vendu de liqueurs enivrantes, ni tenu aucun établissement ouvert dans ce but, depuis le premier mai de l'année des licences alors en cours; et que si le requérant est nouvellement arrivé dans la municipalité pour laquelle la licence est demandée, il produira un certificat des autorités de la municipalité dans laquelle il résidait depuis ledit premier mai, attestant que, dans ladite municipalité, il n'a pas vendu de liqueurs enivrantes, ni tenu aucun établissement ouvert dans ce but, depuis ledit premier mai.

Que les dispositions précédentes ne s'appliqueront pas aux licences de buffet de chemin de fer, de wagon-restaurant, ni de buvette de bateau à vapeur.

Adopté.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Explique que l'honoraire de \$5 mentionné dans la première résolution est celui qui était exigé sur le cautionnement fourni autrefois par les porteurs de permis de vente de boisson.

La seconde résolution a pour but d'atteindre surtout certains prétendus clubs qui sont en réalité des débits de boisson non licenciés.

Il explique que les clubs qui paient moins pour leur licence sont plus protégés que les hôtels et les restaurants. Les résolutions ont pour but de rajuster ces choses.

M. A TURGEON (Bellechasse): S'oppose aux résolutions.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): S'oppose aux résolutions.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Introduction de bills:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 126) amendant de nouveau l'acte des licences de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

La séance est levée à onze heures.

Séance du 19 décembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à quatre heures.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

De O. Côté et autres, demandant des amendements à la loi des licences, concernant les col-porteurs.

Rapports de comités:

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants, savoir:

Bill (bill no 95) amendement le code civil relativement aux privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux.

Et bill (bill no 123) abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 46, et y a fait plusieurs amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité, tout en rapportant ces deux bills, a l'honneur de les soumettre refondus en un seul, et sous un même préambule, de manière qu'ils soient pris en considération par votre honorable Chambre, comme un seul et même bill (bill no 95) titre: "Loi amendement le code civil relativement aux privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux".

Documents:

Billets de locations dans le township Cabano

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met sur le bureau de la Chambre, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 22 novembre 1895, demandant copie de tous rapports de M. Michaud, agent des terres de la couronne, à Fraserville, concernant les demandes de billets de location et de patentes faites par diverses personnes, des lots numéros 43, 44, 45, 46 et 47 des rangs 5 et 6 du township Cabano.

Aussi, copie de toute correspondance, ordres en conseil, etc., se rapportant à la vente ou à la cancellation de vente ou de permis d'occupation desdits lots. (Documents de la session no 98)

Arpentages

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 novembre 1895, pour un état détaillé des divers items de compte composant la somme de \$5 354.44, entrée comme dépenses générales du bureau général, sous le titre

d'arpentages, à la page 26 du rapport du commissaire des Terres de la couronne de 1895. (Document de la session no 99)

Anses de Sillery

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre, du 2 décembre 1895, pour une copie de la correspondance, des rapports et négociations concernant la vente et l'affermage de cette partie des biens des Jésuites appelée: les anses de Sillery. (Document de la session no 100)

District de Richelieu

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre, du 6 décembre 1895, pour un état indiquant: 1. Le coût des procès criminels, dans le district de Richelieu, depuis le dernier terme de la cour du banc de la reine, instruits devant le magistrat M. Charles Dorion, de Sorel.

2. Les honoraires payés aux avocats représentant le procureur général (Document de la session no 101)

Bois de pulpe

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 décembre 1895, pour: 1. Une copie ou un extrait des règlements révisés du département des Terres de la couronne, mentionnant le plus petit diamètre des arbres qui peuvent être abattus sur les terres de la couronne pour en faire de la pulpe.

2. Une copie de toute correspondance, plainte ou lettre qui pourrait démontrer que du bois à pulpe de dimension moindre que celle permise, aurait été coupé à la connaissance du département.

3. Copie de toutes plaintes ou rapports adressés au département, à quelqu'un de ses employés, ou autres personnes, alléguant que le règlement relatif à la dimension des arbres coupés pour la pulpe n'aurait pas été rigoureusement observé.

4. Un état des droits actuellement perçus par la couronne pour chaque corde de 128 pieds cubes de bois à pulpe, indiquant la différence dans le montant des droits perçus pour le bois réduit en pulpe, au Canada, et pour le bois exporté, à son état naturel, qui doit être transformé en pulpe, à l'étranger. (Document de la session no 102)

Demande de documents:

Aménagement du palais de justice de Montréal

M. J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. J. King), qu'il soit mis devant cette Chambre, une liste des personnes qui ont été invitées à soumissionner

pour la fourniture des tapis, rideaux ou autres articles d'aménagement pour le palais de justice de Montréal, ainsi que copie des lettres les y invitant et un rapport faisant voir qui a reçu les commandes relatives à ces fournitures.

Adopté.

Senneville

M. M. MCDONALD (Bagot): Propose, appuyé par le représentant de l'Assomption (M. J. Marion), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 71) modifiant la charte du village de Senneville soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, parce que ce bill a été présenté pour corriger une erreur d'impression faite dans le statut de l'an dernier.

Adopté.

The Samaritan Hospital for Women

M. A.W. MORRIS (Montréal no 4): Propose, appuyé par le représentant de Stanstead (l'honorable M. F. Hackett), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 47) constituant en corporation "The Samaritan Hospital for Women", soit remis moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

Demande de documents:

Compagnie de défrichement du lac LaBelle

M. J. KING (Mégantic): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toutes requêtes, correspondances et ordres en conseil concernant la demande faite par la Compagnie de défrichement du lac LaBelle d'une subvention de terres publiques pour des fins de colonisation.

Il dit qu'il désire attirer l'attention de la Chambre sur le danger qui guette les terres de la couronne par l'exploitation que veut en faire certaines sociétés de colonisation. Il est d'accord que l'on doit encourager la colonisation, mais il ne croit pas que ce soit le but que visent ces sociétés. Elles prétendent aider le colon, mais lorsqu'elles ont donné un profit à leurs promoteurs, il ne reste presque rien pour le colon. De plus, ce qui est le plus à craindre de leur part et de la part de certains colons, ce sont les feux qui détruisent chaque année de grandes étendues de nos forêts. Il dit s'inquiéter particulièrement des riches territoires de la vallée de l'Outaouais et demande qu'on les protège. Il dit que le revenu que procurent les forêts par l'entremise des terres de la couronne est des plus considérables pour la province. Il ajoute que les territoires des terres de la couronne sont toujours cités comme l'actif le plus important de la province, lorsqu'il s'agit de négocier des emprunts. Dans les clairières, répète-t-il, les feux causent un dommage considérable, et il insiste pour qu'on protège les forêts. En même temps, il reconnaît la nécessité d'encourager la

colonisation, et il ne souhaite d'aucune façon s'y opposer. Cependant, insiste-t-il, d'autres régions de la province sont moins boisées, et celles-là pourraient sévir au développement de l'agriculture, comme les régions de l'Outaouais. Il espère que l'on comprenne bien que ses propos lui sont inspirés par le seul désir de voir les terres publiques et les richesses de la province préservées de la destruction.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'il a étudié cette question très sérieusement, car il comprend bien qu'il est le gardien de la principale source de revenus de la province. En ce qui regarde les sociétés de colonisation, il dit avoir concédé une partie d'un canton à la Société de colonisation de Montréal, mais qu'avant de le faire, il a pris toutes les précautions pour ne pas mettre en danger les limites de bois des terres de la couronne. En ce qui concerne cette nouvelle société mentionnée par le député de Mégantic (M. J. King), cette dernière a réclamé des privilèges exceptionnels, dit-il. Jusqu'à aujourd'hui, les autres sociétés qui venaient en aide aux colons, ne regardaient pas le côté pratique et le faisaient avec coeur; mais avec les nouvelles sociétés, c'est tout le contraire qui se produit. Celles-ci proposent de fournir aux colons toutes les installations et fournitures au prix coûtant. En résumé, les promoteurs de cette société veulent aider les colons, tout en faisant des profits. C'est une nouvelle formule qui tend à donner les mêmes avantages à un prix moins élevé. Il dit ne pas avoir encore donné de réponse à la compagnie puisqu'elle n'est pas encore constituée en corporation. Quelle que soit sa décision à ce sujet, il dit ne vouloir en aucune façon causer de problèmes au ministère, ni le priver des revenus des coupes de bois. Il a toujours observé le principe selon lequel les bonnes terres arables ne possédant pas de bois de coupe devraient être mises à la disposition des colons. Cette politique est en général observée dans la plus grande partie de la province. Cependant, certains ne le voient pas ainsi, et demandent des lots valant des milliers et des milliers de dollars en bois, et espèrent les obtenir à vingt sous l'acre (le tarif des colons) comme s'il pouvait disposer de ces terres boisées de prix à si bon compte. Certains ont obtenu des terres bien boisées, et après avoir coupé de grandes quantités de bois, les ont transférées à d'autres, en pensant que le gouvernement accepterait ces ventes, ce qu'ils n'avaient pas le droit de faire. On a aussi vu des colons couper tout le bois et disparaître par la suite, cette négligence ayant causé de nombreux feux. Il cite alors un cas dans la région de la Gatineau où le feu a détruit pour des millions de dollars de bois de grande valeur. Cette situation est vraiment déplorable. Il est essentiel que les colons reçoivent de l'aide, dit-il, et il appuie le député de Mégantic (M. J. King) sur cette question, mais il existe d'autres terres pouvant servir à l'agriculture outre les terres à bois. Il promet à la Chambre que les terres à bois de la province seront protégées.

La proposition est adoptée.

Réinstallation de J. Bureau

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. J. Shehyn) qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de la requête du révérend F.-A. Bergeron, curé; Elie Frenette, maire, et autres citoyens de Saint-Raymond, demandant la réinstallation de Joseph Bureau; et aussi, copie de la correspondance intervenue entre M. Jules Tessier, M. P.P., et le gouvernement à ce sujet.

Il rappelle les longs services que M. Bureau a rendus avec zèle et dévouement à la province et dit que M. Bureau s'était fait la réputation d'être un expert et explorateur habile dont les travaux ont toujours été très utiles à la colonisation. Il était hautement apprécié par feu Mgr Labelle et l'on peut en appeler au témoignage de l'honorable commissaire des Travaux publics qui sait avec quel succès M. Bureau a travaillé.

Il exprime l'espoir que le gouvernement voudra bien donner de l'emploi à M. Bureau qui n'est pas riche et qui est encore dans la force de l'âge.

Adopté.

The Richelieu River Hydraulic and Manufacturing Company

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 3 (M. D. Parizeau), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 45) constituant en corporation "The Richelieu River Hydraulic and Manufacturing Company" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, attendu que ce bill a été retiré par le promoteur.

Adopté.

Code de procédure civile

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité pour examiner le bill (bill no 94) amendement le code de procédure civile de la province de Québec, étant lu;

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Déclare que ce bill réduit le nombre des articles exempts de saisie mais fixe comme suit les salaires qui ne tombent pas sous le coup d'une saisie.

Les salaires des fonctionnaires et officiers publics de cette province permanents ou non, et les gages et salaires de toutes personnes quelconques quelle que soit leur occupation jusqu'à concurrence de huit piastres par semaine.

Le casuel et les honoraires dus aux ecclésiastiques et ministres du culte à raison de leurs services actuels et les revenus des titres cléricaux.

Le salaire des instituteurs.

Dans le cas de gages et salaires de l'ouvrier ou du journalier (operarius) payé à la journée, à la semaine ou au mois, y compris tous ceux qui font un travail manuel dans les usines et manufactures, toute saisie est déclarée tenante pour le surplus de tout salaire excédant huit piastres par semaine aussi longtemps que le contrat ou l'engagement continue.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Dit que cette question est traitée dans le bill amendement le code de procédure civile. Il suggère de référer le bill à la commission pour étudier cette question.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose que ledit ordre soit rescindé et que le bill soit retiré.

Adopté.

Employés de compagnies de chemin de fer

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 86) relatif au paiement des employés de compagnies de chemin de fer.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Cour du recorder de la cité de Québec

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 90) relatif à la cour du recorder de la cité de Québec.

Adopté.

En comité:

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): S'oppose à la clause qui augmente le salaire du recorder de \$2 500 à \$3 000 dollars par année.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Appuie cette clause et démontre que \$2 500 n'est pas un salaire suffisant pour permettre au recorder de vivre convenablement. De plus, ce salaire est si minime qu'il sera difficile dans l'avenir de trouver un bon avocat pour occuper ce poste.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Approuve cette mesure.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Approuve également la mesure.

La motion étant mise aux voix, elle est adoptée sur division.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 95) amendement le code civil relativement aux privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux.

Ce bill accorde au vendeur du terrain le premier privilège sur un immeuble, et aux entrepreneurs ouvriers et autres, le premier privilège sur la valeur ajoutée à ces propriétés par la suite.

Les fournisseurs de matériaux auront privilège sur le prix du contrat.

Ces amendements, par rapport à la loi originale, répondent aux objections des personnes qui vendent des terrains où qui prêtent de l'argent pour la construction.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir:

Bill (bill no 88) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les corporations de villes";

Bill (bill no 85) intitulé: "Loi détachant du comté de Bellechasse et annexant au comté de Montmagny une partie du canton d'Armagh".

Et bill (bill no 28) intitulé: "Loi amendant la loi relative au service civil".

Titres de bacheliers conférés par des universités

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Chambly (l'honorable L.-O. Taillon), que le bill (bill no 127) pour amender la loi 53 Victoria, chapitre 45 re titres de bacheliers conférés par des universités, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Charte de la cité de Montréal

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité pour examiner le bill (bill no 34) amendement la charte de la cité de Montréal, étant lu;

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose que ledit ordre soit rescindé et que le bill soit retiré. Adopté.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier) que l'honoraire payé pour le bill soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

Compagnie manufacturière de Chambly

La Chambre en conformité de l'ordre, procède à la prise en considération du bill (bill no 57) mo-

difiant la loi constituant en corporation la Compagnie manufacturière de Chambly, tel qu'amendé en comité général de la Chambre.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Les parties devraient être entendues par le comité du Conseil législatif à propos des amendements suggérés.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sainte-Cunégonde

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 66) intitulé: "Loi modifiant les diverses lois concernant la cité de Sainte-Cunégonde, de Montréal". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Comité conjoint des impressions

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a élu le député de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nanté), pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à neuf heures

Interpellations:

Condamnation de G.-S. Riverin

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): 1. M. Chs.-S. Riverin, de Québec, a-t-il été condamné pour vente de boissons à un mineur, en 1892?

2. A-t-il payé la pénalité?

3. Dans la négative, pourquoi?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): 1. Oui. 2. Non. 3. Il lui a été accordé du délai.

Condamnation de P. Allaire

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): 1. M. Pierre Allaire, de Québec, a-t-il été condamné, en 1892, pour vente de boissons à un mineur?

2. A-t-il payé la pénalité?

3. Dans la négative, pourquoi?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): 1. Oui. 2. Non. 3. Il lui a été accordé du délai.

Condamnation de A. Barry

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): 1. Madame Albert Barry, de Québec, a-t-elle été condamnée, pour vente de boissons sans licence, en 1892?

2. Dans l'affirmative, a-t-elle payé la pénalité?
 3. Une remise, ou un délai lui a-t-il été accordé?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): 1. Oui. 2. Non. 3. Il lui a été accordé du délai.

Poursuite contre D. Roy

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): 1. M. David Roy, garde à la prison de Québec, a-t-il été poursuivi pour vente de boissons sans licence, en 1892?

2. A-t-il été condamné?
 3. Dans l'affirmative, a-t-il payé la pénalité en tout ou en partie?
 4. A-t-il obtenu une remise ou du délai?
 5. Dans l'affirmative, pourquoi?

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): 1. Oui. 2. Oui. 3. Il a payé les frais et les parts d'amende afférentes au percepteur du revenu et au dénonciateur.

4 et 5. M. Roy ayant abandonné le commerce des liqueurs et se trouvant sans moyens, il lui a été accordé du délai pour la part afférente au gouvernement.

Introduction de bills:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 134) amendement la loi concernant les statistiques relatives au mouvement de la population. Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Statistiques de population

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité général de toute la Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 6) intitulé: "Loi relative à l'élection des députés de l'Assemblée législative de Québec", avec certains

amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Election des députés

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 6) intitulé: "Loi relative à l'élection des députés à l'Assemblée législative de Québec". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Employés des Compagnies de chemins de fer

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Propose que le bill (bill no 86) relatif au paiement des employés des compagnies de chemins de fer soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. H. CARON (Maskinongé): L'an dernier, vers la fin de la session, j'avais proposé une motion au sujet des travaux au palais de justice de Montréal. Mon attention avait été attirée sur ce sujet par les correspondances assez aigres publiées dans La Presse, par le député de Montréal no 2 (M. O.-M. Auger). Ces correspondances étaient bien justifiées puisque ces travaux, estimés devoir coûter \$400 000 par l'architecte, ont coûté un million sous le gouvernement de nos grands économistes.

Aujourd'hui, je veux parler d'une matière qui a rapport au palais de justice de Montréal; je veux parler du contrat Vallières pour l'ameublement. Il avait reçu ce contrat du gouvernement Mercier et nos adversaires disaient que c'était un scandale épouvantable. Le gouvernement de Boucherville lui-même a prétendu que c'était un contrat scandaleux et qu'il le répudiait.

Il fait l'historique du contrat accordé à M. P. Vallières. Il relate la correspondance échangée entre l'honorable P. Garneau et M. Vallières au sujet du contrat, alors que M. Garneau était ministre des Travaux publics. Cette lettre constituait le contrat dont il a été si souvent question. Le contrat existait bel et bien en dépit de ce qu'ont dit les adversaires de l'administration Mercier. Les conservateurs après avoir prétendu qu'il n'existait pas de contrat et que les prix mentionnés pour les meubles étaient trop élevés, ont prétendu le contraire quelque temps après et se sont apprivoisés avec les prix et ils ont rempli le contrat en dépit des prix réellement élevés qui étaient stipulés.

En effet, je vois que les ministres ne se sont pas contentés de laisser à M. Vallières le seul contrat du palais de justice de Montréal, mais on lui a donné aussi l'ameublement de la cour de Hull.

Les prix que l'on a accordé à M. Vallières pour les meubles du palais de justice de Montréal et dont le gouvernement est responsable, sont absurdes. J'en cite quelques exemples:

Bancs pour la cour d'enquête et boîte aux témoins. \$2 809
Dito, cour de circuit. 2 809
Deux pupitres pour le juge Bossé. 80
Deux fauteuils. 60

Ces prix sont réellement ridicules, étant donné la situation financière de la province.

Aussi je désire enregistrer mon protêt et je propose l'amendement que voici:

Je propose comme amendement, appuyé par le représentant de Pontiac (M. D. Gillies), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "par acte authentique passé à Québec, en le bureau du premier ministre devant maître J.-A. Charlebois, notaire, le sixième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-quatorze, il fut convenu entre l'honorable L.-O. Taillon et Ernest Gagnon, secrétaire du département des Travaux publics, et Philippe Vallières, meublier de Québec, ce qui suit:

1. Sa Majesté, représentée comme susdit,

s'oblige à prendre à l'établissement dudit Philippe Vallières, et ce dernier s'oblige à fabriquer et livrer au fur et à mesure qu'il en recevra l'ordre, tous les meubles qui seront requis et dont le gouvernement aura besoin pour meubler les palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac.

2. La valeur de ces meubles devra être établie par des arbitres nommés en la manière ordinaire indiquée au code de procédure civile, à l'exception, toutefois, des meubles dont le prix est déjà déterminé sur les listes qui ont été fournies par le département des Travaux publics et dont une copie est annexée, après avoir été signée et paraphée par les parties et le notaire soussigné, tel que le tout appert à la page 21 du rapport du commissaire des Travaux publics pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1894;

Qu'en vertu de ce contrat ledit P. Vallières a été requis de fournir des meubles au gouvernement et qu'il en a fourni pour une somme totale de \$74 087.10;

Que les meubles dont la valeur a été fixée, à dire d'arbitres, en vertu de la section deuxième dudit contrat, ont été évalués et payés les prix suivants:

Palais de justice de Montréal

1894

Juin 10.—	1 banc pour la cour pratique, le greffier, dép. greffier, conseil de la reine et boîtes des témoins	\$2 809.00
	1 banc cour de circuit, do do	2 809.00
Juil. 9.—	1 pupitre pour député greffier	80.00
	20 tables pour la cour d'enquête, à \$25.00	500.00
	1 pupitre pour greffier, cour criminelle	125.00
	1 canapé pour le juge	45.00
Juil. 15.—	12 chaises à \$7.50	90.00
	1 garde-robe pour le juge Bossé	90.00
Juil. 25.—	2 pupitres à \$40.00	80.00
	3 pupitres à \$40.00	120.00
	9 pupitres à \$20.00	180.00
	14 pupitres à \$20.00	280.00
	68 pupitres à \$7.50	510.00
Août 28.—	2 bergères pour chambres du juge à \$45.00	90.00
	2 bergères pour chambres du juge à \$45.00	90.00
	4 chaises pour la Chambre du juge à \$30.00	120.00
	1 canapé pour le juge Bossé	45.00
Sept. 5.—	Réparer les grands bancs, les bourrer, les garnir en cuir et les vernir à \$35.00	350.00
	Réparer 11 bergères, les couvrir et vernir à \$20.00	220.00
	12 fauteuils en noyer noir, couverts en cuir pour la chambre des délibérations des juges à \$60.00	720.00
	2 fauteuils pour les juges à \$50.00	100.00
	1 fauteuil pour le shérif	45.00
	1 fauteuil pour le shérif	30.00
	16 chaises pour les petits jurés à \$5.50	88.00
	1 table à dîner	50.00
	1 "Sideboard" et table à dîner	85.00
	1 bibliothèque pour le député shérif	80.00
	5 bibliothèques tournantes à \$25.00	125.00
	1 canapé pour le juge Loranger	45.00

Palais de justice de Montréal (suite)

Sept. 2.—	2 tables pour la cour d'appel à \$75.00	150.00
	2 tables pour la chambre des délibérations cour supérieure	200.00
	12 coussins pour les bergères des juges à \$7.00	84.00
	Réparer 15 bergères, chambres des juges	150.00
	2 fauteuils, chambres des juges	100.00
	1 garde-robe pour chambre du juge Lacoste	90.00
	3 garde-robes pour juges	120.00
	6 lave-mains pour chambres des juges	180.00
	1 pupitre pour le juge Bossé	100.00
	1 pupitre pour le juge Blanchet	100.00
	1 bergère pour chambre de délibérations cour supérieure	45.00
	6 coussins pour bergères, cour d'appel	72.00
	24 chaises pour les grands jurés à \$7.50	180.00
	12 chaises, chambre de délibérations cour supérieure	180.00
	1 bergère pour chambre du juge	50.00
	1 bibliothèque pour la Chambre du juge Lacoste	225.00
	1 bibliothèque pour le juge Wurtele	80.00
	6 tables pour les chambres des juges à \$35.00	210.00
	1 bibliothèque pour les juges de la cour supérieure	250.00
	2 canapés, chambre des juges à \$50.00	100.00
	1 bibliothèque, chambre des juges cour supérieure	825.00
	3 lave-mains pour les juges à \$30.00	90.00
	1 bibliothèque pour les juges Bossé et Blanchet	80.00
	4 tables en noyer noir pour juges	160.00
	1 bibliothèque pour chambre de délibérations cour d'appel	550.00
	1 table pour chambre de délibérations cour d'appel	130.00
	1 canapé pour juge Wurtele	45.00
	1 canapé pour juge Lacoste	50.00
	18 boîtes pour enveloppes, papier	135.00
	1 bibliothèque pour le juge Sicotte	325.00
	1 bibliothèque pour le juge Archibald	150.00
	1 bibliothèque pour le juge Doherty	150.00
		<u>15 357.00</u>

Cour de Hull

1895.

Juil. 9.—	1 pupitre pour la salle d'enquête	\$ 50.00
	1 pupitre en chêne	120.00
	6 bancs à \$15.00	90.00
	30 bergères en fer et en bois à \$9	270.00
	1 bibliothèque pour le juge	225.00
	1 bibliothèque pour le shérif	200.00
	1 banc pour le juge, cour des magistrats	175.00
Juil. 9.—	1 table, salle d'enquêtes	50.00
	1 table pour le juge de paix	50.00
	1 table pour chambre du gardien	35.00
	1 table pour le shérif	35.00
	1 table pour le protonotaire	40.00
	1 table pour la chambre des témoins	65.00
	1 table pour la bibliothèque	95.00
	3 tables pour l'infirmerie	90.00
	1 table à dîner pour les petits jurés	50.00
	1 bibliothèque, chambre du protonotaire	80.00
	2 bibliothèques, pour chambres des avocats	300.00
	12 garde-robes pour avocats	215.00
	8 garde-robes pour avocats	140.00

\$ 2 375.00

Cour de Bryson

Juil. 9.—	1 pupitre pour le shérif	\$ 100.00
	1 bibliothèque pour le greffier	80.00
	6 chaises d'office	72.00
	1 canapé pour le shérif	45.00
	1 table à dîner pour les jurés et "sideboard"	70.00
	1 bibliothèque pour chambre des avocats	100.00
	1 garde-robes pour petits jurés	200.00
	12 garde-robes pour les avocats	200.00
	1 armoire pour la literie	200.00
		<u>\$1 067.00</u>

Que les frais de livraison desdits meubles ont été payés par le gouvernement et sont de:

\$1 684.75 pour ceux livrés à Montréal

819.26 pour ceux livrés à Hull

605.65 pour ceux livrés à Bryson

Que pour mettre ces meubles en magasin pendant quatre ans et pour leur transport dans trois différentes maisons, huit cents piastres ont été payées par le gouvernement, bien que le contrat n'ait été payé que le six juin 1894.

En conséquence, cette Chambre est d'avis que la quantité des meubles requise par le gouvernement et les prix payés sont exorbitants et hors de proportion avec les revenus de la province, et elle croit devoir enregistrer un protêt énergique contre ces dépenses extravagantes qui constituent un gaspillage injustifiable et une violation flagrante des promesses du gouvernement.

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): La Chambre a déjà discuté cette question et elle s'est convaincue que tout était dans l'ordre. On a voulu faire de cela un scandale, tandis que le vrai scandale se trouve dans le fait qu'en 1891 on a fait avec M. Vallières un contrat pour l'ameublement d'un palais de justice à peine commencé et ou en juillet de la même année on lui a donné \$60,000 avant qu'une seule chose n'ait été livrée. Où était le scandale? Dans le fait que \$60,000 ont été payés pour rencontrer des billets aux banques et pour les élections de 1891. Cet étrange contrat s'élevait à \$175 000 pour le palais de justice de Montréal seulement. Nous avons meublé le palais de justice de Hull avec \$18 000, celui de Bryson avec \$5 000 et celui de Montréal avec \$75 000, ce qui a fait en tout moins de \$100 000. Une différence de \$75 000.

Qu'on lise le contrat et on verra que les prix que l'on critique sont ceux stipulés entre l'honorable P. Gameau et M. Vallières.

C'est l'histoire du propriétaire de la maison de verre qui lance des pierres à ses voisins. Nous n'avons pas au reste adopté des prix et nous avons cru qu'il valait mieux avoir un arbitrage. Nos arbitres ont fait leur devoir. Les meubles ont été reçus et payés après la sentence arbitrale.

Pour montrer quelle prudence nous avons mise dans cela, qu'il suffise de dire que rien ne s'y est fait sans l'approbation du procureur général et de nos arbitres.

Nous sommes prêts à soutenir une enquête

dans cette affaire et à prouver que dans tous les cas, les prix de nos arbitres ont été inférieurs à ceux de l'honorable M. Gameau.

Ces messieurs de l'Opposition qui se scandalisent d'un contrat fait honnêtement étaient prêts à accepter sur le même contrat un "boodlage" de \$50 000.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Il fut un temps où le commissaire des Travaux publics (l'honorable G.-A. Nantel) trouvait tout mal chez ses adversaires alors au pouvoir; aujourd'hui, il trouve tout bien chez le gouvernement dont il fait partie.

Pendant longtemps le contrat Vallières faisait dresser les cheveux sur la tête au député de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel) et à ses amis. C'est en criant au scandale Vallières que nos adversaires se sont fait élire. Or, après avoir protesté contre ce contrat, après l'avoir répudié, ils l'approuvent maintenant. Et ce contrat dont on veut nous faire porter la responsabilité n'a jamais été soumis aux Chambres.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Vous reniez vos chefs.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Non, je ne renie pas mes chefs. Si l'honorable procureur veut voir quelqu'un qui a renié ses chefs, je lui conseille de jeter un coup d'oeil sur son voisin, le député de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier).

Le procureur prétend que les prix mentionnés dans l'ameublement ne sont pas trop élevés. Je l'assigne à venir répéter la même chose devant l'électorat aux prochaines élections. Mais non, il ne le fera pas: il prendra la position prise par son collègue le député de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel), il dira: "Ce contrat a été fait par M. Mercier". Cette vieille blague a pris une fois, mais les électeurs ne s'y feront plus prendre à l'avenir.

Une autre question maintenant. On dit: le gouvernement Mercier a payé à M. Vallières \$60 000 quand pas un meuble n'était fait encore. C'est là une erreur grossière. Quand M. Vallières a touché cette somme, c'était un certificat de l'ingénieur du gouvernement constatant qu'il y avait des meubles actuellement faits pour représenter cette somme. On a dit encore: pourquoi avoir donné ce contrat dès 1891, alors que le palais de justice n'était pas prêt à les recevoir? La belle histoire! Va-t-on prétendre que le gouvernement aurait dû attendre

que le palais de justice fut terminé pour ordonner les meubles? C'aurait été ridicule et indigne d'hommes d'affaires de tenir une pareille conduite.

Ce contrat est en contradiction avec le programme d'économies préconisé par nos adversaires. Comment? C'est lorsque l'on est obligé d'imposer de lourdes taxes sur le peuple que l'on se livre à de pareilles extravagances et que l'on paie des prix aussi fabuleux pour les meubles requis pour des cours de justice! Une pareille conduite mérite la plus sévère censure de cette Chambre.

L'HONORABLE T.C. CASGRAIN (Montmorency): Attire l'attention de la Chambre sur l'état de choses que les conservateurs ont trouvées en arrivant au pouvoir. Ils ont trouvé que \$60 000 avaient été payés à M. Vallières avant qu'il n'eût rien fourni. Il est bon pour les libéraux qui renient leurs chefs et leurs oeuvres, de savoir ce qui s'est passé. Le contrat Vallières a été fait à cause des élections fédérales de 1891. On avait promis aux libéraux la majorité dans la province.

Vers le 20 juillet 1891, on a porté aux comptes publics comme payée à M. Vallières la somme de \$60,000, bien que rien n'eût été fourni.

Qu'on demande une enquête et nous prouverons le "boodlage" de \$50,000.

On ne peut nous accuser d'avoiron malhonnêtement; tout ce qu'on peut dire, c'est que nous avons payé trop cher. Cette accusation ne tient pas. En face de ce que nous voyons, si nous avions dit: Il n'y a pas de contrat, il aurait fallu poursuivre M. Vallières. D'un autre côté, M. Vallières avait fait des meubles. Il y aurait eu conflit et procès. Nous aurions été pendant le procès avec trois palais de justice non meublés ou bien si nous les avions meublés et que nous avions perdu le procès qui aurait entraîné de tribunaux en tribunaux, nous nous serions vus dans la nécessité ou de remplir un second contrat ou de payer à M. Vallières des dommages qui se seraient montés à des centaines de mille dollars.

Ce que nous pouvions faire de mieux était de continuer le contrat ou prétendu contrat, et d'en tirer le meilleur parti possible. C'est ce que nous nous sommes efforcés de faire et nous avons réussi.

M. V. GLADU (Yamaska): Parle dans le même sens que le député de L'Islet.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Explique de nouveau la nature des arrangements conclus par le gouvernement Mercier avec Philippe Vallières pour des meubles destinés à des édifices qui n'étaient pas encore construits. Le gouvernement a toujours prétendu que ce contrat sentait la fraude, mais, enfin, M. Vallières avait obtenu \$60 000 de l'argent de la province. Nous avons donné ordre à M. Vallières de cesser l'exécution de ce contrat et dans le temps il avait déjà pour \$72 000 de meubles de faits et pour \$18 000 de meubles commencés. Il prétendait en outre que l'ameublement du palais de justice de Montréal coûterait de \$175 000 à 200 000. Nous admettons

que les meubles sont dispendieux, mais ce sont nos adversaires qui les ont commandés. Les refuser et plaider, c'était s'obliger à en acheter de nouveaux et si par la suite il nous était arrivé un jugement défavorable, il aurait fallu prendre ces meubles. Il y avait du doute des deux côtés. C'était un cas où il fallait faire des concessions. Nous avons été obligés de prendre des meubles plus dispendieux que nous le désirions et, de son côté, M. Vallières a consenti de diminuer de moitié le contrat qu'il prétendait avoir. Et encore avec ce contrat, avec la moitié du prix évalué pour meubler le palais de justice de Montréal, nous en meublons trois. Je crois que la province trouvera que d'un mauvais marché qui nous était imposé nous en avons fait un impassable.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Dechêne, Gillies, Girouard, Gladu, Gosselin, Guerin, Laliberté, Lemieux, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 20.

Contre: MM. Allard, Augé, Baker, Beaubien, Beauchamp, Cartier, Casgrain, Châteaufort, Cholette, Chicoyne, Desjardins, Doyon, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Grenier, Hackett, Lacouture, McDonald, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Morris, Nantel, Normand, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Taillon, Thier, Tétréau, Villeneuve, 38.

Ainsi, l'amendement est résolu négativement. La proposition principale est ensuite adoptée.

En comité:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose. 1. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service du cadastre, par le département des Terres de la couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas vingt-sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentages, par le département des Terres de la couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales du département des Terres de la couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la pêche et de la chasse, par le département des Terres de la couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau durant cette séance. Lesdites résolutions étant lues deux fois, il est ordonné que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à plus tard.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. A. TESSIER (Rimouski): Regrette la façon avec laquelle le gouvernement a distribué les argents de colonisation.

On se sert de ces sommes votées pour les comtés qui en ont le plus besoin, pour punir les députés qui désapprouvent la politique des ministres. La raison donnée par le gouvernement est bien ridicule; il prétend que sous le gouvernement Mercier certains comtés en ont reçu trop. Mais voyons Dorchester, Ottawa et une foule d'autres comtés qui ont reçu de larges sommes d'argent du temps de M. Mercier et qui continuent à être comblés parce qu'ils sont ministériels.

Les ministres n'imitent point la généreuse conduite de M. Mercier. Le premier ministre, alors député de Montcalm, demanda de l'argent pour les fins de colonisation dans son comté. "Que l'honorable député, réplique M. Mercier, passe à mon bureau demain, il obtiendra justice". En effet, le lendemain il recevait près de \$2 000 et c'était lui-même qui était chargé de distribuer cette somme. Pourquoi le ministre de l'Agriculture n'imiterait-il pas un exemple aussi libéral et aussi loyal?

Il propose comme amendement, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "tout en étant prête à voter les subsides à Sa Majesté, cette Chambre regrette de constater que les deniers votés pour la colonisation sous l'administration actuelle, ont été distribués, en différents endroits, dans l'intérêt du parti au pouvoir et contrairement à celui des colons de cette province;

Que cette Chambre croit devoir attirer l'attention du gouvernement sur le fait qu'il est urgent de pourvoir aux chemins et routes dits de colonisation dans les comtés qui n'ont pas eu, depuis 1892, la part à laquelle ils avaient droit des montants votés pour les chemins de colonisation".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Dechêne, Girouard, Gladu, Gosselin, Guerin, Laliberté, Lemieux, Lussier, Marchand, Morin,

Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 19.

Contre: MM. Allard, Augé, Baker, Beaubien, Beauchamp, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Desjardins, Doyon, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Grenier, Hackett, Lacouture, McDonald, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Morris, Nantel, Normand, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Taillon, Thellier, Tétreau, 37.

Ainsi l'amendement est résolu négativement. La proposition principale est ensuite adoptée.

En comité:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose. 1. Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes courants du département des Terres de la couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la protection des forêts, par le département des Terres de la couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication de cartes régionales; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau durant cette séance. Lesdites résolutions étant lues deux fois, il est ordonné que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à plus tard.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. V. GLADU (Yamaska): Propose comme amendement appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "tel qu'il appert par les comptes publics, cette Chambre constate que le gouvernement actuel, au lieu de diminuer les dépenses ordinaires d'administration des affaires de la province, comme il s'y était engagé lors de son entrée au pouvoir, a augmenté ces dépenses sans nécessité ni profit pour la province;

Que pour les quatre années 1887-88, 1888-89, 1889-90 et 1890-91, sous le gouvernement Mercier, les dépenses, de ce chef, se sont élevées en tout à la somme de \$14 898.584.40
 Et que pour les quatre années 1892-93, 1893-94, 1894-95 et 1895-96 (d'après les estimés soumis à cette Chambre quant à cette dernière année) le gouvernement actuel a dépensé, pour le même objet, la somme de 15 892 167.34
 Faisant une augmentation de la dépense ordinaire, sous le gouvernement actuel, de .. 993 582.94

Que cette augmentation dans les dépenses de l'administration révèle, chez le gouvernement actuel, un oubli regrettable de l'engagement qu'il a pris envers le peuple de la province, de diminuer ces dépenses et de pratiquer l'économie;

Et que, pour ce, le gouvernement mérite le blâme de cette Chambre.

Et l'amendement, étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Dechêne, Girouard, Gladu, Gosselin, Guerin, Laliberté, Lemieux, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 19.

Contre: MM. Allard, Augé, Baker, Beaubien, Beauchamp, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Desjardins, Doyon, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Grenier, Hackett, Lacouture, McDonald, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Morris, Nantel, Normand, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, 36.

Ainsi, il est résolu négativement.

La proposition principale est ensuite adoptée.

En comité:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly):
 Propose, 1. Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Gazette Officielle de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des timbres, licences, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des chemins de fer; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction d'un couvent à Saint-Ambroise-de-Kildare, comté de Joliette, sous la direction des soeurs de Sainte-Anne, 6e et dernier paiement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau durant cette séance. Lesdites résolutions étant lues deux fois, il est ordonné que la considération ultérieure de ces résolutions, soit remise à plus tard.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly):
 Propose, selon l'ordre du jour, que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Yamaska (M. V. Gladu), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "d'après les déclarations ministérielles et les documents officiels produits devant cette Chambre, le dernier emprunt de cette province, pour \$5 332 976.00, n'a produit qu'un montant de 77 pour cent sur la valeur nominale des obligations, formant un escompte total sur cette opération de \$1 226 645.00;

Que le gouvernement de la Colombie-Britannique, d'après des renseignements de provenance authentique, a effectué, en mai dernier, un emprunt similaire produisant, déduction faite de l'escompte, un montant de 95 pour cent;

Que la différence entre le produit de ces deux emprunts, calculée sur le montant de celui de la province de Québec, s'élève à la somme de \$960 000.00 que le gouvernement de cette province aurait pu épargner s'il eût déployé une habileté égale à celle du gouvernement de la Colombie-Britannique; et qu'il a, en conséquence, occasionné à cette province une perte considérable.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Dechêne, Girouard, Gladu, Gosselin, Guerin, Laliberté, Lemieux, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 19

Contre: MM. Allard, Augé, Baker, Beaubien, Beauchamp, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Desjardins, Doyon, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Grenier, Hackett, Lacouture, McDonald, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Morris, Nantel, Normand, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétreau, 37.

Ainsi, l'amendement est résolu négativement.
La proposition principale est ensuite adoptée.

En comité:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly):
Propose 1. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles du soir; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la pension annuelle de Mme Gaspard Drolet, conformément à la résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "il appert par les comptes et documents publics que la dépense pour le traitement des ministres et les salaires des employés dans les divers départements du gouvernement civil de cette province s'est élevée, durant les quatre années 1892-93, 1893-94, 1894-95 et 1895-96, sous le gouvernement actuel, à la somme de \$822 717.54
Et que la dépense pour le même objet n'a été, durant les quatre années 1887-88, 1888-89, 1889-90, 1890-91, sous le gouvernement Mercier, que de la somme de \$719 729.41
Que le gouvernement actuel a ainsi dépensé, durant les quatre années dont il est entièrement responsable, pour lesdits traitements et salaires du service civil, de plus que n'a dépensé pour le même objet, le gouvernement Mercier, durant les quatre années dont il était entièrement responsable, la somme de \$102 988.13

Ce qui fait une augmentation de cette dépense, sous le gouvernement actuel, \$25 747.03 par année.

Que cette augmentation de dépense n'est justifiée par aucune raison valable, mérite d'autant plus de blâme de cette Chambre, que le gouvernement actuel s'est engagé envers les électeurs de cette province à diminuer les dépenses du service civil, et a, conséquemment, violé ses promesses et ses engagements".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Caron, Dechêne, Girouard, Gladu, Gosselin, Guérin, Laliberté, Lemieux, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 18.

Contre: MM. Allard, Augé, Baker, Beaubien, Beauchamp, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Desjardins, Doyon, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Grenier, Hackett, Lacouture, McDonald, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Morris, Nantel, Normand, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Taillon, Thellier, Tétreau, 36.

Ainsi, il est résolu négativement.

La proposition principale est ensuite adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau durant cette séance. Lesdites résolutions étant lues deux fois, il est ordonné que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à plus tard.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly):
Propose, selon l'ordre du jour, que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne),

En comité:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly):
Propose 1. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide en faveur de la publication des rapports judiciaires du Barreau de la province de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'application de la loi des manufactures de Québec, statuts refondus de la province de Québec, titre 7, chapitre 2, section 4; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et aux dépenses contingentes des registraires; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau durant cette séance. Lesdites résolutions étant lues deux fois, il est ordonné que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à plus tard.

La Chambre en conformité de l'ordre procède à la prise en considération ultérieure de la résolution rapportée du comité des subsides, mardi, le 10 décembre courant, et qui a été alors ajournée, et elle est lue de nouveau comme suit:

Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles d'agriculture; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Et la question étant proposée, que cette Chambre concoure avec le comité dans ladite résolution;

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. G.W. Stephens), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "il soit résolu que l'augmentation des dépenses de \$8 000.00 sur le budget de l'année dernière, autorisée par cette résolution, est surtout causée par le fait que le gouvernement se propose d'affecter \$5 000.00 à la construction d'édifices sur la ferme modèle de Compton qui n'appartient pas à la province;

Que les écoles d'agriculture n'ont pas jusqu'ici produit des résultats proportionnels aux sommes énormes qu'elles nous ont coûtées;

Que, sous les circonstances, il est plus à propos de réformer nos écoles d'agriculture existantes et de les mettre sur un pied d'efficacité réelle que de dépenser des sommes considérables pour la création de nouveaux établissements de ce genre".

M. J. MARION (L'Assomption): Prend la défense du gouvernement et insiste sur les grands avantages qu'apportent ces écoles.

Il revendique pour l'école d'agriculture de son comté d'avoir formé grand nombre d'excellents agriculteurs.

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Parle dans le même sens quant aux cultivateurs qui ont pris part aux concours agricoles. Il en profite pour déclarer que les assertions faites que les exportateurs qui ont envoyé leur beurre personnellement en Angleterre ont mieux réussi que ceux qui se sont prévalus de la prime du gouvernement, est inexacte. Il est informé que des personnes qui ont expédié personnellement en Angleterre n'ont pas réussi; au contraire, elles ont été obligées de recourir aux exporteurs bénéficiant de la prime.

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Parle brièvement en faveur de sa motion.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Répond au député de Montmagny (M. N. Bernatchez).

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Dechêne, Gladu, Gosse-

lin, Guerin, Laliberté, Lemieux, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 15.

Contre: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Desjardins, Doyon, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Grenier, Hackett, Lacouture, McDonald, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Tétréau, 34.

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix; elle est adoptée.

La Chambre en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des résolutions rapportées, vendredi, le 13 décembre courant, du comité des subsides, lesquelles sont adoptées.

Loi des licences

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 126) amendement de nouveau la loi des licences de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), qu'à partir d'aujourd'hui cette Chambre ait trois séances par jour: la première, de 11 heures a.m., jusqu'à 1 heure p.m.; la deuxième, de 3 heures à six heures p.m., et la troisième, de huit heures p.m., jusqu'à l'ajournement.

Adopté.

Compagnie du chemin de fer de Sorel

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaine résolution concernant un subside de chemin de fer. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose que le délai dans lequel le pont, à Sorel, sur la rivière Richelieu, devait être commencé en vertu des dispositions de la loi 58 Victoria, chapitre 2, section 5, pour que la subvention dont il est question dans cette section pût être payée à la Compagnie du chemin de fer du Sud, sera étendu

de six à douze mois, à compter de l'entrée en vigueur de la loi susdite.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution laquelle est lue deux fois et adoptée.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 129) amendant la loi 58 Victoria, chapitre 2, concernant certain subside de chemin de fer.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

La séance est levée à minuit et demie.

Séance du 20 décembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à onze heures et demie.

J. Bédard

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 4 (M. A.W. Morris), que la somme de huit cents piastres, égale au chiffre de son indemnité sessionnelle, soit payée à Joseph Bédard, écuyer, député de cette Chambre qui, pour cause de maladie, n'a pu assister à cette session.

Adopté.

Absence des députés

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de l'Assomption (M. J. Marion), "nemine contradicente", que la déduction de \$5.00 par jour, mentionnée à l'article 149, des statuts refondus de la province de Québec, ne sera pas faite pour cinq jours, dans le cas de députés de l'Assemblée législative, qui n'auront pas assisté aux séances de la Chambre ou de ses comités, pendant ce nombre de jours; et cet ordre ne vaudra que pour la présente session.

Adopté.

Rapports de comités:

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation. Voici le rapport:

Votre comité, après avoir entendu une conférence donnée par le professeur Robertson, de la ferme expérimentale d'Ottawa, au sujet des avantages qu'il y aurait pour le pays à exporter ses viandes en Angleterre, recommande que, vu son importance, cette conférence soit imprimée pour distribution.

Conférence du professeur Robertson

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le représentant de Montcalm (M. O. Magnan), que la conférence donnée par le professeur Robertson, de la ferme expérimentale d'Ottawa, au sujet des avantages qu'il y aurait pour le pays à exporter ses viandes en Angleterre, soit imprimée.

Adopté. La motion est renvoyée au comité conjoint des deux Chambres pour s'occuper des impressions de la Législature.

Introduction de bills:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 133) amendant la loi relative aux droits sur les successions.

Cette mesure est de peu d'importance et a pour but d'éliminer les doutes qui peuvent exister sur l'interprétation de la loi existante.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Emprunt de 1890

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaine résolution concernant les sommes qui peuvent être empruntées en vertu de la loi 54 Victoria, chapitre 2. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de cette résolution, et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly):

Attendu que, par les dispositions de la loi 54 Victoria, chapitre 2, le lieutenant-gouverneur en conseil a été autorisé à se procurer, par voie d'emprunt sur le crédit de la province, de temps en temps, suivant que les besoins publics le requerraient, une somme n'excédant pas un total de dix millions de piastres, aux termes et conditions stipulés dans ladite loi;

Attendu qu'en vertu de cette loi, il a été emprunté, pour deux ans, la somme de vingt millions de francs, équivalant, au pair de change, à trois millions huit cent soixante mille piastres, pour laquelle il a été émis des obligations de la province portant un intérêt annuel de quatre pour cent, datées du quinze juillet mil huit cent quatre-vingt-onze, et payables le quinze juillet mil huit cent quatre-vingt-treize;

Attendu que, par la loi 56 Victoria, chapitre 2, il a été déclaré qu'il était à propos d'emprunter de nouveau ladite somme de vingt millions de francs, équivalant à trois millions huit cent soixante mille piastres, et qu'en vertu des dispositions de ladite loi cette somme a été empruntée, de nouveau, pour deux ans, par l'émission et la vente d'obligations de la province pour vingt et un millions deux cent soixante-dix-sept mille francs, équivalant, au pair du change, à quatre millions cent six mille quatre cent soixante et une piastres, portant un intérêt annuel de quatre pour cent, datées du quinze juillet mil huit cent quatre-vingt-treize et payables le quinze juillet mil huit cent quatre-vingt-quinze, ou à une date plus rapprochée, en donnant avis et en effectuant le paiement;

Attendu qu'en vertu de la section 9 de la loi 57 Victoria, chapitre 2, et de l'ordre en conseil du treize octobre mil huit cent quatre-vingt-quatorze, les obligations en dernier lieu mentionnées, datées du quinze juillet mil huit cent quatre-vingt-treize, ont été rachetées avec le consentement des porteurs de ces obligations, le vingt janvier mil huit cent quatre-vingt-quinze, et que des obligations pour vingt-sept millions six cent trente-deux

mille francs, équivalant, au pair du change, à cinq millions trois cent trente-deux mille neuf cent soixante-seize piastres, portant un intérêt annuel de trois pour cent, datées du trente décembre mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et payables le vingt janvier mil neuf cent cinquante-cinq, leur ont été substituées;

Attendu qu'en vertu de la loi en premier lieu citée, 54 Victoria, chapitre 2, il a été emprunté une autre somme de six cent mille livres sterling, équivalant, au pair du change, à deux millions neuf cent vingt mille piastres, pour laquelle il a été émis des obligations de la province, portant un intérêt annuel de quatre pour cent, datées du premier mars mil huit cent quatre-vingt-quatorze et payables le premier mars mil neuf cent trente-quatre;

Et attendu qu'il s'est élevé des doutes au sujet du montant qui peut encore être emprunté sur les dix millions de piastres dont l'emprunt est autorisé par ladite loi 54 Victoria, chapitre 2, qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, en vertu de la loi 54 Victoria, chapitre 2, se procurer par voie d'emprunt, de temps en temps, suivant que les besoins de la province pourront le requérir, aux termes et conditions stipulés dans ladite loi, la somme de trois millions deux cent vingt mille piastres ou son équivalent en livres sterling ou en francs, étant la balance des dix millions de piastres dont l'emprunt est autorisé par la loi susdite, après déduction de la somme de trois millions huit cent soixante mille piastres, empruntée le quinze juillet mil huit cent quatre-vingt-onze, et de la somme de deux millions neuf cent vingt mille piastres, empruntée le premier mars mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

Il explique qu'il reste à emprunter \$3 000 000 sur les \$10 000 000 autorisés par le gouvernement Mercier en 1890. La présente résolution est pour légaliser l'emprunt de la balance. Le gouvernement n'a pas l'intention d'emprunter, mais si un emprunt devient nécessaire il pourra être effectué sans l'acte de 1890.

Le gouvernement ne demande pas le droit d'emprunter, il veut seulement que la Chambre déclare que l'emprunt de \$10 000 000 n'a pas été épuisé.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution laquelle est lue la première fois.

Et la question étant proposée, que ladite résolution soit maintenant lue une deuxième fois.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. C. Fitzpatrick), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "il soit résolu que les hommes qui composent le ministère actuel n'ont obtenu le pouvoir qu'en s'engageant formellement à équilibrer les finances de la province, sans recourir à de nouveaux emprunts;

Que cet engagement est officiellement consigné dans le discours budgétaire prononcé devant cette Chambre par le trésorier de cette province, le 20 mai 1892, où il fit, au nom de ses collègues, la déclaration suivante, (Page 39):

"Mon prédécesseur surmontait toutes les difficultés en faisant des emprunts et en se servant des fonds en fidéicommis; mais il faut s'arrêter, pour la seule raison que la province ne peut plus recourir à d'autres emprunts. Fions-nous à nos propres ressources et faisons face aux difficultés avec nos propres moyens et notre énergie."

Qu'en imposant de nouvelles taxes sur le peuple, le gouvernement s'était fait fort, au moyen du surcroît de revenu qu'elles produisaient, et d'une stricte économie, de rétablir notre situation financière, sans engager davantage le crédit de la province; qu'en violation de ces promesses formelles, le gouvernement, depuis qu'il est au pouvoir, a augmenté la dette consolidée de plus de quatre millions de piastres;

Que, par cette conduite, il s'est rendu indigne de la confiance de cette Chambre qui considère qu'elle ne peut prudemment lui confier davantage le pouvoir d'engager ce crédit".

L'HONORABLE L-O. TAILLON (Chambly): Ne peut s'imaginer qu'il y a dans la province des gens assez stupides pour croire à un nouvel emprunt, ou pour penser que le gouvernement voudrait se soustraire aux obligations énormes de ces prédécesseurs.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Prend la parole.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Prend la parole.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Dechêne, Fitzpatrick, Gladu, Guerin, Laliberté, Lemieux, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Portneuf), Turgeon, 15.

Contre: MM. Beaubien, Beauchamp, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Desjardins, Doyon, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Grenier, Hackett, King, McDonald, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Taillon, Tellier, Villeneuve, 33.

Ainsi, l'amendement est résolu négativement. La résolution est lue deux fois et adoptée.

Introduction de bills:

L'HONORABLE L-O. TAILLON (Chambly): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 130) déclarant et déterminant les sommes qui peu-

vent être empruntées en vertu de la loi 54 Victoria, chapitre 2.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Association agricole du district des Trois-Rivières

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Propose, appuyé par le représentant de Brôme (M. R.N. England), que l'honoraire additionnel de \$100.00, chargé en vertu de la 58e règle de cette Chambre pour le bill (bill no 79) constituant en corporation l'Association agricole du district des Trois-Rivières, soit remis, vu que l'Association agricole du district des Trois-Rivières a demandé d'être constituée en corporation, afin de contribuer plus efficacement au progrès de l'agriculture dans cette province.

La question étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Beaubien, Beauchamp, Cartier, Casgrain, Châteauvert, Chicoyne, Doyon, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Hackett, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Parent, Parizeau, Petit, Poirier, Rioux, Simpson, Spencer, Tellier, Villeneuve, 27.

Contre: MM. Bernatchez, Dechêne, Desjardins, Gladu, Lemieux, Lussier, Marchand, Morin, Pelletier, Pinault, Stephens, Taillon, Tessier, Turgeon, 14.

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

Sainte-Cunégonde

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. F. Martineau), que l'honoraire additionnel de \$300.00, chargé en vertu de la 58e règle de cette Chambre pour le bill (bill no 66) modifiant les diverses lois concernant la cité de Sainte-Cunégonde près de Montréal, soit remis, vu que la copie de ce bill n'a été remise à M. le greffier qu'une journée seulement après l'expiration du délai accordé par ladite règle.

La question étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Beaubien, Bernatchez, Doyon, England, Morin, Nantel, Pinault, Savaria, Simpson, Villeneuve, 10.

Contre: MM. Beauchamp, Cartier, Chicoyne, Dechêne, Desjardins, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Gladu, Hackett, Lemieux, Lussier, McDonald, McClary, Magnan, Marchand, Marion, Martineau, Normand, Parent, Parizeau, Petit, Poirier, Rioux, Spen-

cer, Stephens, Taillon, Tellier, Tessier (Portneuf), Turgeon, 29.

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Saint-Henri

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. F. Martineau), que l'honoraire additionnel de \$300.00, chargé en vertu de la 58e règle de cette Chambre pour le bill (bill no 68) modifiant la loi relative à la cité de Saint-Henri, soit remis, vu que la copie de ce bill n'a été remise à M. le greffier qu'une journée seulement après l'expiration du délai accordé par ladite règle.

La question étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Beaubien, Bernatchez, Doyon, Englund, Morin, Nantel, Pinault, Savaria, Simpson, Villeneuve, 10.

Contre: MM. Beauchamp, Cartier, Chicoyne, Dechène, Desjardins, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Gladu, Hackett, Lemieux, Lussier, McDonald, McClary, Magnan, Marchand, Marion, Martineau, Normand, Parent, Parizeau, Petit, Poirier, Rioux, Spencer, Stephens, Taillon, Tellier, Tessier (Portneuf), Turgeon, 29.

Ainsi, la question est résolue négativement.

Dominion of Canada Trusts Company

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose, appuyé par le représentant de Laprairie (M. C. Doyon), que l'honoraire additionnel chargé en vertu de la 58e règle de cette Chambre pour le bill (bill no 60) ratifiant et confirmant les pouvoirs conférés à la "Dominion of Canada Trusts Company" par la loi du Parlement du Canada 58-59 Victoria, chapitre 81, et autorisant ladite Compagnie à exercer lesdits pouvoirs dans la province de Québec, soit remis.

La question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

Fraserville

M. N. RIOUX (Témiscouata): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. F. Martineau), que l'honoraire additionnel de \$100.00 chargé en vertu de la 58e règle de cette Chambre pour le bill (bill no 73) amendement la charte de la ville de Fraserville, soit remis, vu que la corporation de la ville de Fraserville, s'étant décidée trop tard à soumettre ce projet de loi à la Législature, n'a pas pu remettre la copie à M. le greffier, avant l'expiration du délai fixé par la susdite règle 58.

La question étant mise aux voix, la Chambre

se divise et la proposition est résolue négativement.

Terres publiques

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial nommé pour recueillir des renseignements sur la valeur, l'étendue et la mise en exploitation de nos terres publiques et de nos forêts, ainsi que sur le fonctionnement des lois et règlements qui les régissent, etc. Voici le rapport:

Votre comité a pris connaissance des questions adressées, pendant la vacance, à différentes personnes, dans la province, qui s'occupent spécialement de nos forêts et de la colonisation de nos terres publiques, ainsi que des nombreuses et importantes réponses données à ces questions. Ces réponses se trouvent dans le volume imprimé, déjà soumis à cette Chambre, à la suite des dispositions produites à la dernière session.

Votre comité n'a pas jugé qu'il fût nécessaire de continuer l'enquête, et il soumet le résultat de son travail à l'étude et à la considération de cette Chambre.

La Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à trois heures et demie

Loi 54 Victoria, chapitre 2

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn) que le bill (bill no 130) déclarant et déterminant les sommes qui peuvent être empruntées en vertu de la loi 54 Victoria, chapitre 2 soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Successions

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que le bill (bill no 133) amendement la loi relative aux droits sur les successions soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subside de la loi 49-50 Victoria, chapitre 77

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly):
Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant le paiement d'une certaine somme formant partie du subside accordée par la loi 49-50 Victoria, chapitre 77. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.
Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly):
Propose 1. Que l'arrêté en conseil no 152, du onze mai mil huit cent quatre-vingt-quinze, contenu dans l'annexe de ces résolutions, soit approuvé.

Adopté.

2. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de payer à John L. Reay (pour la Banque de Montréal), la somme de deux mille piastres, avec, en plus, une somme de sept cent quarante et une piastres et soixante-treize centins, pour frais; à dame Caroline Têtu, veuve de Henri-Jules Juchereau-Duchesnay, la somme de quatre mille piastres; à Cléophas Beausoleil, avocat, et membre de la Chambre des communes du Canada, la somme de deux mille cinq cents piastres; le tout avec intérêt du onze mai mil huit cent quatre-vingt-quinze.

Adopté.

3. Que les sommes susdites seront prises sur le fonds consolidé des chemins de fer, savoir: sur les soixante-treize mille trois cents piastres et soixante-quinze centins de subside déclaré périmé par la loi 57 Victoria, chapitre 5, section 4, et la cédule "A" de cette loi.

Adopté.

4. Que le gouvernement aura un recours contre Charles N. Armstrong, mentionné dans l'arrêté en conseil ci-après, et contre la Compagnie du chemin de fer Grand-Oriental, pour les sommes payées en vertu de la loi à être basée sur les présentes résolutions, et pour les intérêts sur icelles, depuis la date à laquelle elles seront payées.

Adopté.

ANNEXE A

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, du 18 avril 1895, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 11 mai 1895.
No 152

Concernant certaines réclamations en rapport avec la construction d'un chemin de fer du village de Yamaska à Doucet's Landing.

L'honorable trésorier de la province, dans un rapport du dix-huit avril courant (1895), expose: Que, par l'article 5 de l'acte de la Législature de

cette province, 49-50 Victoria, chapitre 77, il a été accordé un subside de \$4 000.00 par mille, pour la construction d'un chemin de fer du village de Yamaska à Doucet's Landing (31 milles);

Que le premier juin 1889, par acte passé devant maître Reddy, notaire, la Compagnie du chemin de fer Grand-Oriental a cédé à la Banque de Montréal une somme de \$26 666.00 à prendre sur ce subside, savoir: sur la partie d'icelui affectée à la section dudit chemin comprise entre Doucet's Landing et Nicolet, (6 2/3 milles);

Que ce transport de créance a été dûment signifié au gouvernement de cette province; et que le trois du même mois, (juin 1889), M. H.-T. Machin, sous-trésorier, adressa à la Banque de Montréal la lettre qui suit:

"J'ai l'honneur d'accuser réception du transport du 1er juin 1889, fait par la Compagnie du chemin de fer Grand-Oriental, à la Banque de Montréal, de la subvention accordée sur 6 2/3 milles dudit chemin de fer, entre Doucet's Landing et Nicolet à raison de \$4 000.00 par mille, et s'élevant à \$26 666.00 en vertu de la loi 49-50 Victoria, chapitre 77, section 5.

J'ai l'honneur de vous informer qu'il n'existe, dans ce département, aucune mention d'autre transport de cette subvention".

Que la Banque de Montréal, sur la foi de ce transport et sur la garantie additionnelle qui lui fut donnée au moyen de billets promissaires signés par ladite compagnie et endossés par M. Cirice Têtu et M. Cléophas Beausoleil, pour une somme égale à celle mentionnée dans ledit acte de transport (\$26 666.00), avança à cette compagnie vingt-six mille six cent soixante et six piastres (\$26 666.00).

Qu'il est établi que MM. Têtu et Beausoleil n'ont consenti à donner leur endossement comme susdit que parce qu'ils comptaient sur ledit transport, et qu'ils n'ont livré les billets qui les engageaient envers la banque qu'après signification de ce transport et réception de la lettre du sous-trésorier citée plus haut;

Qu'il est aussi établi que cette avance a été demandée et accordée pour la construction de ladite section du chemin de fer Grand-Oriental, et qu'elle a réellement été appliquée à cette fin;

Que, par un arrêté du Conseil exécutif, du 11 mars 1890, le gouvernement reconnut que ladite compagnie, (ou ses représentants légaux), avait droit à une somme de \$25 000.00 pour ses travaux sur ladite section de chemin de fer, et qu'il décida de payer cette somme, 1. moins la somme de \$9,921.32 qui devait rester "déposée dans le trésor pour garantie non seulement de l'achèvement de travaux restés incomplets sur cette même section, mais aussi du paiement de certaines réclamations qui ont été produites dans le département des Travaux publics pour ouvrages faits et matériaux fournis, etc., par un certain nombre de personnes employées dans la construction de cette partie du chemin de fer, par ladite compagnie ou ses entrepreneurs ou sous-entrepreneurs, laquelle somme de \$9 921.32 ne devrait être payée à ladite compagnie, ou à ses ayants-droit, que lorsque lesdits

travaux inachevés auraient été complétés à la satisfaction de l'ingénieur du gouvernement, et que lesdites réclamations en souffrance auraient été réglées à la satisfaction de l'honorable commissaire", et 2. moins la somme de \$78.00 réclamée par l'ingénieur Vallée pour ses honoraires et déboursés.

De sorte que, en vertu de cet arrêté du Conseil, le gouvernement n'a payé que \$15 000.00 et \$78.68;

Que ce paiement de \$15 000.00 a été fait directement à la Banque de Montréal comme cessionnaire de ladite compagnie;

Que la compagnie a ensuite terminé ses travaux sur la section qui avait droit à ladite somme de \$26 666.00, à l'exception du dernier tiers de mille où il reste encore quelque chose à faire;

Que le gouvernement refusant, à cause des dettes dues pour la construction dudit chemin de fer, de payer à ladite banque les \$11 666.00 qui restaient dues sur la somme à elle transportée, elle exerça son recours contre les autres parties qui s'étaient obligées envers elle;

M. Têtu était décédé le 3 janvier 1890, laissant pour seule héritière sa fille dame Caroline Têtu,

De Madame Duchesnay, par exécution	\$ 3 292.34
De M. C. Beausoleil	2 000.00
Et de M. Armstrong, qui avait entrepris par contrat la construction dudit chemin de fer, et qui s'était rendu responsable envers les endosseurs MM. Têtu et Beausoleil	4 885.00
	<u>\$10 177.34</u>
et que les frais dus auxdits avocats en cette cause sont:	\$741.93

Que Madame Duchesnay a, dans le mois de février 1893, adressé au lieutenant-gouverneur en conseil une requête exposant en substance les faits ci-dessus relatés et, en outre, contenant, entre autres allégations, les suivantes:

"Que le contracteur de la compagnie à cette époque, M. Charles N. Armstrong, de la cité de Montréal, à la demande des directeurs de la compagnie, s'adressa à feu Charles Têtu, ci-devant de la cité de Montréal, marchand, et à Cléophas Beausoleil, du même lieu, avocat et membre de la Chambre des communes du Canada, pour obtenir, par leur intermédiaire, des avances d'argent nécessaires au parachèvement de la section du chemin de fer sus désigné;

"Que ces messieurs, sur la promesse formelle dudit Charles N. Armstrong, et des directeurs de la Compagnie du chemin de fer Grand-Oriental, que la responsabilité qu'ils étaient disposés à prendre pour servir les intérêts de la compagnie, serait couverte et protégée par la cession et transport que ferait la compagnie à toute institution financière qui voudrait avancer l'argent demandé, du ou des subsides accordés à la compagnie par le gouvernement du Canada et celui de la province de Québec, consentirent à travailler de concert à obtenir les avances demandées;

"Que, de fait, après plusieurs démarches, ils obtinrent de la Banque de Montréal, sur leur endossement de certains billets de la compagnie susdite, signés par son président, James Cooper, une somme de \$26 666.00;

veuve Duchesnay, qu'il avait instituée son exécutrice testamentaire. Elle fut poursuivie en cette qualité;

L'action a été intentée le ou vers le 31 août 1891, sous le nom de John L. Reay (prête-nom pour la Banque de Montréal), contre ces trois défendeurs dans l'ordre susindiqué, sous le numéro 2173 des registres de la Cour supérieure, Montréal; et, le 8 octobre 1891, la cour a condamné les défendeurs, conjointement et solidairement, à payer au demandeur \$12 980.96, avec l'intérêt du jour de l'assignation (1er septembre 1891), et les frais;

En exécution de ce jugement la banque a fait saisir entre les mains de M. Beemer certaines créances dues à Madame Duchesnay, et elle a ainsi prélevé environ \$3 200.00.

La banque a aussi fait saisir des immeubles que Madame Duchesnay évalué à une dizaine de mille piastres, et qui, lors de la vente par autorité de justice, ont été adjugés pour \$270.00.

Que, par un état produit par Mtres Robertson, Fleet & Falconer, avocats pour la Banque de Montréal, il appert qu'elle a reçu à compte dudit jugement:

"Que les endosseurs des billets susdits, et spécialement ledit feu Cirice Têtu, ne consentirent à s'obliger vis-à-vis de ladite Banque de Montréal, qu'à la condition expresse que ledit transport ainsi fait, puis accepté par le gouvernement de la province de Québec, et que s'ils eussent cru que ledit transport, tel que noté et accepté par le gouvernement, ne produirait aucun lien entre ce dernier et la banque cessionnaire dudit transport, ils n'eussent jamais consenti à engager leur responsabilité pour une somme aussi considérable;

"Qu'en sa qualité de seule héritière et d'exécutrice testamentaire, votre requérante, après la mort dudit Cirice Têtu, s'est efforcée, de concert avec lesdits Cléophas Beausoleil et Charles N. Armstrong susmentionnés, d'obtenir du gouvernement le paiement à la Banque de Montréal de la balance restée à découvert par le règlement des réclamations susmentionnées à même la somme de \$9 921.00 retenue au trésor;

"Que ledit Charles N. Armstrong écrivit à cet effet plusieurs lettres aux divers officiers des départements, à Québec, et spécialement à E. Moreau, écuyer, directeur des chemins de fer de la province de Québec, se plaignant de la mauvaise foi du gouvernement et s'étonnant de ce que ce dernier eût retenu et payé aux ouvriers et autres le montant de leur réclamation à même les argents d'un subside transporté en garantie, au lieu de le faire avec le montant du subside non encore transporté et affecté à cette section de chemin de fer, s'étendant de Saint-Thomas-de-Pierreville à la

Baie-du-Febvre; copie de cette correspondance se trouve au département des Travaux publics...

"Que votre requérante est veuve, mère d'une nombreuse famille, dont la plupart des membres sont encore très jeunes, et dans l'impossibilité de subvenir à leur propre subsistance, et qu'elle-même est absolument dépourvue de moyens de subsistance par la privation des argents et autres biens lui appartenant ainsi confisqués, tel que susdit, en vertu de la loi;

"Que, d'ailleurs, le produit des saisies pratiquées contre elle ne saurait suffire pour payer les réclamations de la Banque de Montréal et que, partant, votre requérante est exposée à se voir enlever tous autres biens, meubles ou immeubles, qu'elle pourrait avoir ou acquérir...

"Que, pour toutes ces raisons, votre requérante demande respectueusement et avec confiance à Votre Honneur en conseil, de vouloir bien prendre en considération les diverses circonstances qui ont précédé, accompagné et suivi le transport par le gouvernement de la province de Québec du subside de \$26 666.66 en garantie des avances faites par la Banque de Montréal à MM. Têtu et Beausoleil, et a le ferme espoir que Votre Honneur en conseil viendra à la conclusion qu'une grave injustice a alors été commise envers la Banque de Montréal et les endosseurs de bonne foi des billets de la Compagnie du chemin de fer Grand-Oriental, et spécialement envers votre requérante, qui est maintenant aux droits et obligations de l'un d'eux, ledit Cirice Têtu, et qu'il appartient en équité à Votre Honneur en conseil de remédier à l'injustice ainsi commise envers votre requérante;

"1. En l'indemnisant des sommes payées par elle à la Banque de Montréal en remboursement de sa créance, ou touchées par ladite banque créancière, sur le produit réalisé par la vente des propriétés immobilières appartenant à votre requérante ès-qualité;

"2. En payant directement, à la Banque de Montréal, la balance qui peut ou pourra lui rester due sur sa créance, en capital, intérêts et frais.

"Ou de toute autre manière qu'il plaira à Votre Honneur en conseil."

Que les allégations de cette requête sont vraies en substance; notamment il est vrai que MM. Beausoleil et Armstrong ont protesté contre l'action du gouvernement qui, sans égard aux droits des cessionnaires, avait décidé, par un simple arrêté du Conseil, de retenir une partie du subside cédé à la Banque de Montréal pour l'employer au paiement de réclamations dues pour la construction de la section susdite de ce chemin de fer;

Qu'il est à remarquer que la somme de \$26 666.66 avancée par la banque a été toute employée à payer travaux, matériaux et autres dépenses pour la construction de la section susdite de ce chemin, ainsi que l'honorable M. Gameau, alors commissaire des Travaux publics, le reconnaît dans une lettre qu'il a adressée à la Banque de Montréal, le 14 novembre 1890, de laquelle lettre l'honorable trésorier extrait les passages suivants:

"Il appert par le certificat de M. C.N. Armstrong de Montréal, gérant général du chemin de fer Grand-Oriental, produit à ce département le vingt-neuf octobre dernier, que MM. C. Beausoleil, M. P. et avocat, et C. Têtu, marchand, tous deux de Montréal, lui ont payé et avancé, en sa qualité d'entrepreneur de la construction dudit chemin de fer, entre le 1er juin et le 15 septembre 1889, la somme de \$26 666.66, représentant le montant du subside du gouvernement de Québec devenant dû à la compagnie sur son chemin de fer, à raison de \$4 000.00 par mille, et que cette somme a été entièrement dépensée pour la construction de ce chemin de fer, et forme partie des dépenses totales de \$44 200.00 faites jusqu'au quinze septembre 1889, tel qu'il appert au certificat de M. W. Philips, ingénieur chargé de la construction; M. Armstrong certifie de plus que la subvention susdite de \$26 666.66 a été transportée à votre banque comme sûreté collatérale du remboursement de l'argent ainsi avancé. Considérant qu'à la mort de M. C. Têtu, M. Beausoleil est devenu responsable, ainsi que M. Armstrong, envers votre banque des \$11 666.66, balance actuellement due à cette dernière sur le montant dudit transport; et considérant que l'avance, ainsi faite par votre banque à MM. Beausoleil et Têtu constitue une dette privilégiée sur ledit chemin de fer, comme ayant été employée à la construction de cette ligne, pour le paiement des gages des ouvriers, etc., dès le 1er juin 1889, etc.";

Que, par la loi 57 Victoria, chapitre 5, article 4, il est décrété que les subventions accordées aux compagnies de chemins de fer mentionnées dans la cédule "A" annexée à ladite loi sont annulées, parce que ces compagnies ne se sont pas conformées aux exigences de certaines lois; et la compagnie du Grand-Oriental se trouve inscrite dans cette cédule; mais il y est dit "sauf les droits qui peuvent être accordés à Madame Duchesnay", le gouvernement, tout en étant d'avis que "prima facie" la réclamation de Madame Duchesnay ne devrait pas être rejetée, n'avait pas encore sur cette affaire des renseignements suffisants pour lui permettre de prendre une décision;

Que, dans le budget supplémentaire pour l'exercice finissant le 30 juin 1895, qui a été soumis à la Législature dans la dernière session, il est fait mention de cette affaire dans les termes suivants:

"Compagnie du chemin de fer Grand-Oriental: paiement à la Banque de Montréal, d'une réclamation provenant d'un transport fait à ladite banque, du 1er juin 1889, d'une partie de subvention de ladite compagnie, signifié au gouvernement et reconnu par lui, en foi duquel feu Cirice Têtu et autres ont prêté à ladite compagnie la somme de \$26,666.66.....\$11,000.00."

Cette somme n'était pas inscrite parmi celles qui devaient être votées, mais parmi celles "déjà votées", et mention n'en a été ainsi faite qu'à titre d'information;

Que, depuis ce temps, par la correspondance qu'il a échangée avec Madame Duchesnay, M. Beausoleil, M. Armstrong et les avocats de la

Banque de Montréal, le gouvernement a complété les renseignements dont. Il avait besoin, et il a constaté que ladite somme de \$11 000.00 serait insuffisante; ainsi qu'il est dit ci-après.

L'honorable trésorier est d'avis qu'il ne serait que juste de mettre sur un même pied les parties susnommées: la Banque de Montréal pour ce qui lui reste dû en vertu du jugement qu'elle a obtenu comme susdit, et les autres pour ce qu'ils ont payé respectivement;

Que, si l'on calcule tout ce qui est dû en vertu de ce jugement, capital, intérêt et frais, on arrivera à une somme excédant les \$11 666.00 qui resteraient dues par le gouvernement sur le subside transporté;

Que, par un écrit sous-seing privé, du trente mars dernier et maintenant déposé au bureau du trésor, il a été convenu entre MM. John L. Reay, demandeur, (pour la Banque de Montréal) dans ladite cause no 2173 C.S.M., C. Beausoleil, C.-N. Armstrong agissant par son procureur A.C. Wurtele, et Madame Duchesnay, représentée par M. Gustave Hamel, que ladite somme de \$11 666.00 serait divisée entre eux comme suit:

à M. John-L. Reay.	\$ 2 000.00
à Madame Duchesnay.	4 000.00
à M. Cléophas Beausoleil.	2 500.00
à M. Charles N. Armstrong.	3 166.00

et que cet arrangement sera règlement final entre toutes les parties.

En dehors de cet écrit sous-seing privé, il a été convenu que M. Armstrong paierait aux avocats du demandeur leurs frais: \$741.73, ainsi que constaté par une lettre de maître Morgan, représentant M. Armstrong.

CONCLUSION

Indépendamment de la question de savoir si, par la simple signification d'une vente de créance, la couronne peut être liée envers les cessionnaires, et jugeant le cas actuel sur son propre mérite;

L'honorable trésorier, considérant le transport, la signification d'icelui, la lettre du sous-trésorier, le paiement fait directement à la Banque de Montréal, cessionnaire, les circonstances dans lesquelles M. Têtu et M. Beausoleil se sont rendus responsables envers cette banque, l'emploi de la somme avancée par elle;

Considérant, d'abondant, que les réclamations pour le paiement desquelles le gouvernement a retenu une partie du subside transporté n'étaient pas plus favorables que celles qui avaient été payées au moyen des \$26 666.00 obtenues de la banque;

Considérant les dommages que Madame Duchesnay a soufferts par suite des procédures judiciaires qui ont été prises contre elle;

Considérant que si, dans certaines circonstances, le gouvernement pouvait retenir un subside accordé à une entreprise de chemin de fer pour payer les dettes dues par la compagnie ou par les entrepreneurs pour la construction du chemin, et cela sans injustice envers la compagnie, il ne pou-

vait pas, dans le cas actuel, méconnaître les droits des tiers;

Considérant que, pour permettre au gouvernement de protéger ainsi les réclamations dues pour la construction d'un chemin de fer, la Législature de cette province a cru qu'il fallait une loi spéciale, et, qu'à cette fin, elle a adopté la loi 56 Victoria, chapitre 36;

Vu que la compagnie a fait, sur ladite ligne de chemin de fer, au-delà des six milles et deux-tiers susmentionnés, certains travaux de construction, pour lesquels elle n'a rien reçu et qui valent plus que ceux qui restaient à faire sur le dernier tiers de mille comme susdit, vu aussi que l'intérêt sur \$9 921.32 depuis l'an 1890 excède la valeur des travaux restant à faire sur ce dernier tiers de mille;

Propose que, sur le fonds consolidé des chemins de fer et à même les \$73.300.75 de subside déclaré périmé, (sauf les droits de Madame Duchesnay), par l'acte 57 Victoria, chapitre 5, section 4 à la Cédule "A" faisant partie dudit acte, il soit payé à John L. Reay, (pour la Banque de Montréal), une somme de deux mille piastres, à Madame Caroline Têtu, veuve de feu Henri-Jules Juchereau-Duchesnay, comme héritière et exécutrice testamentaire de feu Cirice Têtu, son père, la somme de quatre mille piastres, et à Cléophas Beausoleil la somme de deux mille cinq cents piastres.

Quant à M. Armstrong, à qui reviendrait la somme de \$3 166.00, l'honorable trésorier ne croit pas devoir faire de recommandation avant d'avoir des renseignements complets sur la nature de ses rapports avec l'entreprise du chemin de fer Grand-Oriental, afin que l'on puisse juger jusqu'à quel point il pouvait être responsable envers les créanciers dont le gouvernement a acquitté les réclamations, en vertu dudit arrêté en conseil, et, en attendant, l'honorable trésorier propose que la somme de \$741.73, à prendre sur la part assignée à M. Armstrong, soit payée à qui de droit pour les frais des avocats du demandeur dans ladite cause no 2173, cour supérieure, Montréal.

L'honorable trésorier propose, en conséquence, qu'une loi soit soumise à la Législature, à sa prochaine session, pour autoriser le paiement desdites sommes de \$2 000.00 à M. Reay, (pour la Banque de Montréal), \$4 000.00 à Madame Duchesnay, \$2 500.00 à M. Beausoleil et \$741.73 pour les frais des avocats du demandeur dans ledit procès, avec intérêt, de ce jour, jusqu'au paiement.

Certifié,
Gustave Grenier,
Greffier du Conseil exécutif.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Introduction de bills:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Demande la permission d'introduire un bill (bill no

131) concernant le paiement d'une certaine somme formant partie du subside accordé par la loi 49-50 Victoria, chapitre 77.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Loi 49-50 Victoria, chapitre 77

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Instruction publique

L'ordre du jour étant lu pour que la chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 15), amendement la loi de l'Instruction publique:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Explique que dans chaque département les montants qui ne sont pas dépensés le 30 juin de chaque année retournent au trésor. Il y a exception pour le département de l'Instruction publique qui garde le contrôle de ce qui lui reste en mains à la fin de l'année fiscale. Cela a amené des difficultés entre le Conseil de l'Instruction publique qui prétendait avoir le contrôle absolu de cette balance et le gouvernement qui croit que cet argent doit être dépensé spécialement pour les fins auxquelles la Législature l'a destiné. C'est pour cela que le gouvernement n'a pas cru pouvoir approuver l'indemnité de \$2 000.00 accordée par le Conseil de l'Instruction publique à l'honorable M. Gédéon Ouimet. Pour faire disparaître tout malentendu, le bill soumis à la Chambre décrétait que la balance entre les mains du Conseil, au 30 juin, ne pourrait être dépensée que sur l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil. On a cru à tort, dans certains quartiers, que ce bill comportait un blâme envers le Conseil de l'Instruction publique. Il n'est rien pourtant. Le seul but du gouvernement a été de connaître l'avis de la Chambre et comme celle-ci a approuvé le bill en adoptant unanimement la seconde lecture, le gouvernement ne tient pas à faire adopter ce projet de loi cette année.

Il propose que ledit ordre soit rescindé et que le bill soit retiré.

Adopté.

Loi des licences

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 126) amendement la loi des licences de Québec.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Donne des explications détaillées sur le bill.

L'HONORABLE M. F. HACKETT (Stanstead):

Propose un amendement pour s'opposer à ce que l'on augmente le prix de la licence des clubs.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Consent à remettre l'adoption de cette clause à la prochaine session.

Adopté.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose un amendement pour s'opposer à la clause qui exige que les portes et les fenêtres d'un club ou restaurant donnant sur une rue fussent laissées de façon à ce que du dehors on puisse voir à l'intérieur.

Adopté.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose un amendement pour s'opposer à la clause selon laquelle une infraction, en vertu de cet article, doit être considérée comme une troisième infraction dans les seuls cas où elle a été commise au cours des vingt-quatre mois qui suivent la première infraction.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose un amendement à la loi pour permettre au juge, à sa discrétion, d'enlever à une personne son permis de licence à la première offense plutôt qu'à la troisième, si une preuve de mauvaise réputation est démontrée.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Refuse de prendre l'amendement en considération.

L'amendement étant mis aux voix, il est rejeté sur division.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. N. Rioux), que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "renvoyé à un comité de toute la Chambre pour plus ample considération".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement, savoir:

Bill (bill no 78) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Montréal, relativement au coût de certaines expropriations".

Bill (bill no 68) intitulé: "Loi modifiant la loi relative à la cité de Saint-Henri".

Bill (bill no 30) intitulé: "Loi amendant la loi concernant l'agriculture et la colonisation, relativement aux cercles agricoles.

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill (bill no 74) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Montréal", avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Charte de la cité de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 74) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Montréal". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à neuf heures

Dépôt de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Cholette, la pétition du conseil municipal de Sainte-Marthe.

Demande de documents:

Pont de fer de la rivière Rouge

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. T.-E. Normand), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toutes lettres, documents, etc., dans le département des Travaux publics, ayant rapport à un octroi pour un pont en fer sur la rivière Rouge, dans le canton de Greenville, comté d'Argenteuil.

En demandant copie de ces documents, il désire attirer l'attention de la Chambre sur ce qu'il considère être une injustice pour les contribuables de la municipalité du canton de Greenville dans le comté d'Argenteuil. Cette Chambre sait fort bien que l'ancien gouvernement encourageait la construction de ponts de fer en accordant des octrois. La rivière Rouge est très large et l'on a vu plusieurs ponts emportés par les inondations au printemps et par les billots qui descendent.

La municipalité de Greenville, avec l'espoir de recevoir l'octroi promis par le gouvernement, a construit un pont de fer. Nonobstant le fait que l'ancien gouvernement, aussi bien que le gouvernement actuel, avait promis de s'occuper de cette question et de remplir les engagements pris envers cette municipalité, rien n'a été fait. Les contribuables se sont vus dans l'obligation de

défrayer le coût total dudit pont, soit \$12 000, ce qui représente un lourd fardeau.

Par conséquent, il attire de nouveau l'attention du gouvernement sur cette question et le prie de remplir l'engagement qui le lie aux contribuables du canton de Greenville.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que les propos du député d'Argenteuil (M. W.J. Simpson) sont très valables et que l'honorable ministre de l'Agriculture analyse sérieusement la situation. Il espère qu'il pourra envisager cette demande d'une manière favorable.

La proposition est adoptée.

Chemin de fer de Hereford

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. T.-E. Normand), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de tous documents, lettres et correspondances relatifs à une réclamation de John McLennan contre le chemin de fer de Hereford.

Appuyant cette demande, il dit que M. Noyés à qui on avait confié le règlement des réclamations des entrepreneurs, avait alloué la somme de \$900 à M. McLennan, mais que ce dernier n'a reçu que \$100.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Déclare qu'il n'y a aucun doute que M. McLennan a été victime d'une injustice qui devrait être réglée avant la prochaine session.

La proposition est adoptée.

Compagnie du chemin de fer de colonisation de Montfort

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. T.-E. Normand), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de tous documents, lettres et correspondances relatifs à la demande, par la Compagnie du chemin de colonisation de Montfort, d'un subside pour les derniers douze milles de ce chemin.

En attirant l'attention de cette Chambre sur cette question, j'avoue que tout en approuvant la politique d'économie pratiquée par le gouvernement, je crois que nous avons certaines obligations vis-à-vis les entreprises commencées et qui nous devons éviter que les capitaux qui y sont investis ne soient totalement perdus.

Le chemin de fer a donné des débouchés à toute une région qui n'en avait aucun. Si le chemin de fer n'était pas terminé, cela entraînerait la ruine des colons et des propriétaires de moulins qui ont acheté des terres et serait un obstacle à la vente des terres de la couronne dans cette région prospère.

Le gouvernement a déjà accordé une saisie pour les vingt et un premiers milles qui sont construits. Il faut maintenant que le chemin soit terminé.

Les directeurs de ce chemin ont investi leur capital dans cette affaire, comptant bien que le gouvernement les aiderait ainsi qu'il en avait manifesté l'intention.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): J'ai eu le plaisir d'assister à l'inauguration du chemin de Montfort. L'un des caractères principaux de cette entreprise est que seule, peut-être, de toutes les compagnies de chemin de fer, celle de Montfort a mis beaucoup de son argent dans la construction de chemin.

Ce serait une bonne occasion de stimuler l'agriculture et le commerce du bois dans cette région.

Les finances de la province sont trop embarrassées en ce moment pour qu'il soit possible d'aider à la compagnie cette année; mais aussitôt que les finances provinciales le permettront le gouvernement se fera un devoir de venir au secours des promoteurs de l'entreprise.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Le gouvernement ne doit pas recommencer à donner des subsides, car s'il en donne à une compagnie il lui faudra en donner à plusieurs, ce qu'il n'est pas en état de faire.

La proposition est adoptée.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir:

Bill (bill no 69) intitulé: "Loi constituant en corporation "La compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville".

Bill (bill no 79) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association agricole du district des Trois-Rivières".

Bill (bill no 50) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Westmount".

Bill (bill no 75) intitulé: "Loi constituant la ville de Saint-Louis en corporation".

Et bill (bill no 21) intitulé: "Loi concernant la colonisation et le développement à donner à l'industrie minière dans certaines parties de cette province".

Compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 69) intitulé: "Loi constituant en corporation "La compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Association agricole du district des Trois-Rivières

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif

au bill (bill no 79) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association agricole du district des Trois-Rivières". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Westmount

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 50) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Westmount". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Saint-Louis

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 75) intitulé: "Loi constituant la ville de Saint-Louis en corporation". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Industrie minière

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 21) intitulé: "Loi concernant la colonisation et le développement à donner à l'industrie minière dans certaines parties de cette province". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Subsides

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants:

"Le 19 juin 1894, la Compagnie du chemin de fer Pacifique Canadien informa le gouvernement de cette province qu'à l'expiration de six mois, à compter de la date de cet avis, elle lui paierait la somme de \$7 000 000.00, représentant le reliquat encore dû et payable, sur le prix d'acquisition des deux sections du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental;

Qu'à cette époque le gouvernement de cette province était en négociation avec la société du "Crédit Lyonnais" et "La Banque de Paris et des Pays-Bas" pour le renouvellement d'un emprunt au montant de \$4,106,461.00, négocié avec ces institutions l'année précédente et dont l'échéance devait arriver le 15 juillet 1895;

Que, contrairement aux plus saines notions d'économie politique, le gouvernement, au lieu de profiter de cette circonstance pour s'acquitter de cette dette et diminuer d'autant son passif, préféra renouveler ledit emprunt, en ajoutant au passif de

la province, par un escompte exagéré accordé à ces institutions financières, une somme de \$1,226,645.00;

Que ladite Compagnie du Pacifique Canadien, après avoir, du consentement du gouvernement, révoqué, le 28 septembre 1894, son dit avis de remboursement, lui notifia de nouveau, le 4 février dernier, son intention de lui rembourser ladite somme de \$7,000 000.00, le six août suivant;

Que le gouvernement n'ayant plus d'emploi immédiat pour cette somme considérable, proposa à ladite compagnie d'en ajourner le remboursement moyennant une réduction dans le taux des intérêts, et qu'il fut définitivement réglé par un arrangement conclu entre eux, le 7 février dernier, que ce remboursement aurait lieu aux deux échéances suivantes: \$3 500 000.00 le 1er mars 1904 et \$3 500 000.00 le 1er mars 1906, et que le taux des intérêts serait réduit à compter du 6 août dernier, de son taux originaire de cinq pour cent, à celui de 4 1/20 pour cent par année;

Que, par cette réduction d'intérêt, le gouvernement a occasionné à la province une perte annuelle de \$66 500.00 pour le temps qui reste à courir jusqu'à la première de ces échéances, et de \$33 250.00 par année, depuis cette échéance jusqu'à l'échéance finale, soit une perte totale \$600 000.00;

Qu'à l'époque de son premier refus, le gouvernement, au lieu de renouveler son emprunt de \$4 106 461.00, en l'augmentant par le surcroît d'escompte, à \$5,332 976.00, et au lieu d'engager le crédit de la province en contractant de nouveaux emprunts comme il l'a fait, aurait dû, au moyen du remboursement que lui offrait ladite Compagnie du Pacifique, s'acquitter de cette dette ainsi renouvelée et des autres engagements qui ont nécessité les emprunts subséquents."

Il fait observer que le gouvernement aurait bien mieux fait d'accepter le remboursement des sept millions que lui offrait la Compagnie du Pacifique plutôt que de contracter l'emprunt désastreux de Paris.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Explique en quelques mots que la Compagnie du Pacifique Canadien avait donné un avis de six mois, exigé par la loi, qu'elle rembourserait l'argent. Le gouvernement a appris que le C.P.R. pouvait se procurer de l'argent à un taux moins élevé que cinq pour cent. Mais en même temps, le gouvernement a réalisé qu'il ne pouvait pas, comme l'a prétendu l'Opposition, utiliser le \$7 000 000 pour rembourser l'emprunt de Paris, parce que ce montant représente la garantie des détenteurs d'obligations des emprunts consentis pour la construction du chemin de fer de la rive nord. A la lumière de ces faits, il est d'opinion que dans les circonstances, la solution était d'obtenir le meilleur arrangement possible avec la compagnie. C'est pourquoi, il a accepté 4 1/20 pour cent au lieu de 5 pour cent.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Cooke, Dechêne, Gillies, Gladu, Gosselin, Guerin, Laliberté, Lemieux, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier, Turgeon, 16.

Contre: MM. Augé, Baker, Beaubien, Beauchamp, Cartier, Châteauvert, Chicoyne, Doyon, Flynn, Hackett, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Morris, Normand, Panneton, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Taillon, Tellier, Villeneuve, 26.

Ainsi, il est résolu négativement.

La proposition principale est ensuite adoptée. Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose. 1. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association provinciale de tir, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'érection du monument Champlain, à Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions étant lues deux fois, il est ordonné que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à plus tard.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "attendu que le gouvernement, le 5 avril 1895, a admis l'honorable Gédéon Ouimet, ex-surintendant de l'Instruction publique, à prendre sa retraite, avec une pension annuelle de \$2 300.00;

Que le montant total payé par ledit honorable Gédéon Ouimet, au fonds de pension des membres du service civil, ne s'élève qu'à la somme totale de \$2 400.00;

Que la demande de l'honorable Gédéon Ouimet d'être admis à prendre sa retraite est basée sur le fait "que le travail lui pèse quelque peu" (Lettre de l'honorable Gédéon Ouimet au secrétaire provincial, du 26 mars 1895);

Que le gouvernement a nommé conseiller législatif l'honorable Gédéon Ouimet, devenu incapable de remplir les devoirs de sa charge;

Qu'il a nommé l'honorable Boucher de La Bruère surintendant de l'Instruction publique, en remplacement de l'honorable Gédéon Ouimet, afin de permettre à un ministre sans portefeuille et sans salaire d'occuper la charge de président du Conseil législatif avec un salaire annuel de trois mille piastres en sus de son indemnité sessionnelle de huit cents piastres;

Que ces échanges de positions publiques, que le gouvernement a cru devoir sanctionner et autoriser, causent une augmentation de dépenses annuelles de \$1 300.00, en sus de la somme de \$2 000.00 payée à l'honorable Gédéon Ouimet, par le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique;

Que la Chambre n'a consenti à la passation de la loi 58 Victoria, chapitre 15, intitulée: "Acte concernant l'Orateur du Conseil législatif", que sur la promesse formelle que sa mise en opération n'augmenterait en aucune manière les dépenses publiques;

En conséquence, cette Chambre est d'avis que l'augmentation des dépenses causée par la mise à la retraite de l'honorable Gédéon Ouimet, son remplacement à la charge du surintendant de l'Instruction publique, et la nomination d'un ministre sans porte-feuille et jusque-là sans salaire, à la position de Président du Conseil législatif, constituent une violation flagrante des promesses faites à la Chambre et au pays; que cette dépense n'est pas encourue dans l'intérêt public, mais qu'elle l'est dans le but de récompenser des services politiques au détriment des intérêts bien entendus de la province."

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Soutient que les déclarations de cette motion sont faussées, parce que la seule augmentation de dépense qu'entraîne cette affaire pour la province est le montant de la pension de l'honorable M. Ouimet; et cette dépense ne peut être évitée, puisque M. Ouimet y a droit.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Cooke, Dechêne, Gillies, Gladu, Gosselin, Guerin, Laliberté, Lemieux, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Portneuf), Turgeon, 16.

Contre: MM. Baker, Beaubien, Beauchamp, Cartier, Châteauvert, Chicoyne, Doyon, Flynn, Hackett, Lacouture, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Morris, Normand, Panne-ton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Taillon, Tellier, Villeneuve, 27.

Ainsi, il est résolu négativement.

La proposition principale est ensuite adoptée.

En comité:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose. 1. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Ma-

jesté, pour la réimpression et les droits d'auteur du traité Municipalités et Paroisses, par Deschamps; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la part de la province de Québec pour l'entretien de l'Institut impérial de Londres; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-dix piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions étant lues deux fois, il est ordonné que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à plus tard.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des résolutions rapportées, jeudi, le 19 décembre courant, du comité des subsides, lesquelles sont adoptées.

Charte de la cité de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 74) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Montréal".

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Montcalm (M. O. Magnan), que l'alinéa suivant soit ajouté à l'article 133a de la charte de la cité de Montréal tel qu'édicte par la section 17, à la quatrième page des dits amendements:

"La présente section n'affectera pas l'obligation imposée à la cité par la loi 57 Victoria, chapitre 55, section 9, d'élargir et de prolonger la rue Saint-Lambert depuis la rue Saint-Jacques à la rue des Commissaires, dans ladite cité."

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Appuie l'amendement par un discours.

M. J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Dit qu'il aurait préféré que le représentant de Montréal no 3 eût inclus dans sa motion l'élargissement de la rue Saint-Antoine, une amélioration qu'il appuie fortement.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Est d'accord.

M. J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Propose comme sous-amendement, appuyé par le représentant de Matane (M. L.-F. Pinault), que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement: "et d'élargir la rue Saint-Antoine, dans tout son parcours, à

partir de la rue Craig jusqu'aux limites ouest de la cité, suivant la loi 55-56 Victoria, chapitre 49."

M. J.-O. VILLENEUVE (Hochelaga): S'oppose à l'amendement du représentant de Montréal no 3.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): S'y oppose également.

Il soutient que si la ville n'a pas d'argent, une taxe devrait être imposée pour payer ces améliorations.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Admet qu'il y a plusieurs points qu'il ne comprend pas.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Dechêne, Guerin, Lemieux, Morin, Pinault, Turgeon, 6.

Contre: MM. Baker, Beaubien, Châteauvert, Chicoyne, Desjardins, Doyon, England, Flynn, Gillies, Girard (Lac-Saint-Jean), Gosselin, Hackett, Hull, McClary, Magnan, Marchand, Marion, Morris, Nantel, Normand, Panneton, Parent, Parizeau, Petit, Poirier, Rioux, Simpson, Spencer, Stephens, Taillon, Tessier (Portneuf), Villeneuve, 32.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Dechêne, Doyon, Morin, Parent, Parizeau, Pelletier, Pinault, Tessier (Portneuf), Turgeon, 9.

Contre: MM. Baker, Beaubien, Châteauvert, Chicoyne, Desjardins, England, Flynn, Gillies, Girard (Lac-Saint-Jean), Gosselin, Guerin, Hackett, Hall, Lemieux, McClary, Magnan, Marchand, Marion, Morris, Nantel, Normand, Panneton, Petit, Poirier, Rioux, Simpson, Spencer, Stephens, Taillon, Villeneuve, 30.

Ainsi il est résolu négativement.

Les amendements sont lus la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Subsides aux chemins de fer

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 129) amendant la loi 58 Victoria, chapitre 2, concernant les subsides aux chemins de fer soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne), que, tout en consentant à la troisième lecture de ce bill, cette Chambre espère que le gouvernement prendra les moyens de protéger, par une extension de délai, les compagnies sérieuses qui ont donné des preuves de leur bonne volonté en dépensant des sommes considérables pour la continuation de leurs chemins de fer et qui sont certainement en état de compléter leurs entreprises dans un délai raisonnable.

Il ne voit rien dans cette idée qui ne soit pas en accord avec la politique d'économie que lui-même encourage fortement. Il se rapporte en particulier aux chemins de fer qui sont en construction en ce moment.

M. J.S. HALL (Stanstead): Appuie l'amendement.

Et l'amendement étant mis aux voix; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Voies et moyens

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose 1. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$77 033.23, pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-seize, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Adopté.

2. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,046,424.17, pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, soit prise sur le fonds consolidé de revenu de cette province.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Introduction de bills:

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Demande la permission d'introduire un bill (bill no

56) octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1896 et le 30 juin 1897 et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Voies et moyens

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à minuit.

Séance du 21 décembre 1895

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à onze heures et demie.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

Du conseil municipal de la paroisse de Sainte-Marthe, demandant que les notaires continuent à exercer les privilèges qu'ils ont de procéder devant les tribunaux, dans les affaires non contentieuses.

Absences de M. Laliberté

M. N. BERNAT/CHEZ (Montmagny): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), que l'indemnité entière soit payée à M. Laliberté, sans tenir compte de ses absences des séances de la Chambre, parce qu'il a été retenu chez lui par la maladie et le décès de son épouse.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sous amendement, savoir:

Bill (bill no 130) intitulé: "Loi déclarant et déterminant les sommes qui peuvent être empruntées en vertu de la loi 54 Victoria, chapitre 2".

Bill (bill no 133) intitulé: "Loi amendant la loi concernant les droits sur les successions".

Bill (bill no 121) intitulé: "Loi abrogeant la loi concernant les loteries et bazars".

Bill (bill no 29) intitulé: "Loi amendant les dispositions du Code de procédure civile, relativement aux séances en révision".

Bill (bill no 128) intitulé: "Loi amendant le code de procédure civile, relativement à la Cour de magistrats de district";

Bill (bill no 132) intitulé: "Loi validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des statuts refondus et ses amendements".

Bill (bill no 134) intitulé: "Loi amendant la loi concernant les statistiques relatives au mouvement de la population".

Bill (bill no 90) intitulé: "Loi amendant la loi relative à la cour du recorder de la cité de Québec".

Bill (bill no 118) intitulé: "Loi amendant la loi concernant les assurances mutuelles".

Bill (bill no 86) intitulé: "Loi relative au paiement des employés des compagnies de chemins de fer".

Bill (bill no 25) intitulé: "Loi amendant la loi concernant l'agriculture, relativement à l'Association pour l'amélioration des chemins dans la province de Québec".

Bill (bill no 107) intitulé: "Loi amendant la loi concernant les enquêtes sur les affaires publiques".

Et bill (bill no 131) intitulé: "Loi concernant le paiement d'une certaine somme formant partie du subside accordé par la loi 49-50 Victoria, chapitre 77".

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir:

Bill (bill no 95) intitulé: "Loi amendant le code civil relativement aux privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux".

Bill (bill no 26) intitulé: "Loi amendant de nouveau la loi concernant la pension de retraite des officiers publics".

Bill (bill no 24) intitulé: "Loi amendant la loi de la chasse de Québec".

Bill (bill no 102) intitulé: "Loi modifiant le code civil, relativement aux personnes qui font usage d'opium ou autre narcotique".

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill (bill D) intitulé: "Loi amendant la loi concernant la saisissabilité du traitement des officiers publics".

Privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 95) intitulé: "Loi amendant le code civil, relativement aux privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Pension de retraite des officiers publics

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 26) intitulé: "Loi amendant de nouveau la loi concernant la pension de retraite des officiers publics". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Loi de la chasse

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 24) intitulé: "Loi amendant la loi de la Chasse de Québec". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Usage d'opium et autres narcotiques

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 102) intitulé: "Loi modifiant le code civil, relativement aux personnes qui font usage d'opium ou autre narcotique". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Changements ministériels

L'HONORABLE A.W. MORRIS (Montréal no 4): Je compte sur l'indulgence de la Chambre et je rappelle en peu de mots une question qui a déjà été expliquée par l'honorable chef du gouvernement, mais néanmoins je me crois obligé de revenir afin de rendre justice à mes collègues du cabinet et à mes amis de cette Chambre. Je fais allusion à la représentation anglaise au ministère.

Les représentants de la minorité dans cette province viennent naturellement, soit des Cantons de l'Est, soit de la cité de Montréal; attendu que ce sont les centres où on parle le plus l'anglais, naturellement c'est là que le gouvernement doit s'adresser pour avoir de tels ministres et c'est à ces districts que l'honorable premier ministre faisait allusion en disant que la minorité n'était pas représentée.

Les vacances ont été remplies et maintenant que la session va être close, nous pouvons parler avec certitude des résultats qu'elle a obtenus.

Pour ce qui est des Cantons de l'Est, je suis convaincu que j'exprime les sentiments de cette importante partie de la province, lorsque je dis qu'elle a un représentant non seulement énergique, actif et sympathique, mais encore doué d'un sentiment étendu de justice et de loyauté joint au grand désir de donner satisfaction aux demandes raisonnables de ses administrés, de sorte que toutes les classes des Cantons de l'Est aussi bien protestantes que catholiques sont satisfaites de voir leurs intérêts entre les mains de l'honorable président du Conseil.

Pour ce qui est de la cité de Montréal, la position a été pleinement définie. Il eut été impossible pour moi, quand bien même j'eusse désiré le faire, de consacrer à un ministère le temps nécessaire et ce n'est qu'après réunion sur réunion des principaux citoyens anglais protestants et des hommes d'affaires de Montréal qui n'ont pu suggérer un nom que j'ai consenti à occuper un siège dans le cabinet.

Je tiens à déclarer de la façon la plus catégorique que depuis mon entrée au ministère, toutes les représentations ou suggestions que j'ai faites, en ce qui touche les Anglais protestants, ont toujours été prises en grande considération et que jamais aucune demande raisonnable n'a été refusée.

Je vois là un désir sincère manifesté de toutes parts de reconnaître les droits de la minorité et d'accorder tout ce qui peut être raisonnablement demandé. Je ne connais pas un seul cas dans lequel les membres du gouvernement aient tenu compte de la question de langue française ou anglaise ou de religion protestante ou catholique pour agir au détriment de la majorité protestante anglaise.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Prend la parole.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Remercie le représentant de Montréal no 4 (l'ho-

norable A.W. Morris) de ses mots chaleureux et se dit très heureux d'entendre que de tels sentiments existent. La minorité de cette province a toujours été respectée, et le gouvernement actuel a rempli tous ses devoirs envers elle. Il se dit très heureux d'entendre le député de Montréal no 4 (l'honorable A.W. Morris) parler comme il l'a fait, parce que ses propos vont aider à dissiper l'impression qu'on a essayé de créer, dans certains milieux, à l'effet que la représentation protestante au sein du cabinet avait été négligée.

Si tous les hommes publics étaient animés de sentiments aussi larges, le pays n'aurait pas à s'occuper de ce que l'on est convenu d'appeler les questions brûlantes.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Déclare que les protestants ont bien raison de se plaindre et il ne veut pas que l'on donne l'impression contraire. Cependant, il est d'avis que le gouvernement actuel les traite aussi bien que tout autre gouvernement.

L'HONORABLE L.-O. TAILLON (Chambly): Se dit très heureux d'entendre ces propos rafraîchissants et ajoute que d'autres provinces qu'il n'a pas besoin de nommer pourraient en tirer une leçon.

Comité conjoint des impressions

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature. Voici le rapport:

Votre comité a examiné tous les documents mis devant cette Chambre, et recommande l'impression des suivants, savoir:

No 37. Réponse à une adresse, production de tous arrêtés en conseil, correspondances et documents relatifs aux arrangements pris par le gouvernement avec la Compagnie du Pacifique Canadien à l'égard du changement dans le taux de l'intérêt sur le montant de 7 000 000 de piastres dues par ladite compagnie au gouvernement.

No 51. Réponse à un ordre, état indiquant les renseignements suivants qui n'ont pas encore été produits devant la chambre: 1. L'époque de l'année où a eu lieu la dernière vente publique des limites à bois dans cette province et l'espace de temps qui s'est écoulé entre la date de la première annonce de cette vente et le jour de la vente;

2. Les conditions de vente et la forme sous laquelle les avis publics ont été donnés;

3. Les conditions sous lesquelles chaque vente de limites a été réellement faite, etc., etc.

No 67. Réponse à un ordre, état des paiements faits à M. Philippe Vallières, meublier, de Québec, en vertu du contrat passé entre lui et l'honorable L.-O. Taillon, commissaire par intérim des Travaux publics, le 6 juin 1894, depuis ladite date, pour la fourniture des palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac.

Aussi, des paiements des pupitres des juges et

autres meubles dont le prix n'est pas spécifié dans les listes annexées audit contrat.

No 68. Réponse à une adresse, production de tous les comptes produits par M. Philippe Vallières, meublier, de Québec, en rapport avec son contrat pour la fourniture des meubles pour les palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, depuis le 6 juin 1894; date de son contrat passé avec l'honorable L.-O. Taillon, commissaire par intérim des Travaux publics.

(Ces deux documents, 67 et 68, ne devant être imprimés qu'en un seul document.)

No 76. Réponse à une adresse, copie de la correspondance et des ordres en conseil relatifs aux destitutions de William Clapperton et Jérémie Pitre, comme agents des terres de la couronne, dans le comté de Bonaventure, et aussi copie de celle de J. Gilker, comme gardien de la prison de New Carlisle.

No 77. Réponse à un ordre, copie de la correspondance échangée entre la Société bienveillante des ouvriers de bord, la Chambre de commerce de Québec et le gouvernement au sujet des règlements de ladite société.

No 89. Réponse à une adresse, copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, le commissaire des travaux publics et la Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur, et aussi la ou les copies de tout contrat intervenu entre le gouvernement et ladite compagnie et copie de tous ordres en conseil relatifs audit chemin.

No 103. Conférence du professeur Robertson, devant le comité d'agriculture, au sujet de l'exportation des viandes en Angleterre.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Se rapporte à la conférence récente du professeur Robertson d'Ottawa devant le comité d'agriculture, au sujet de l'exportation de viandes en Angleterre. Ce commerce, qui est la conséquence normale de la politique agricole et laitière du gouvernement actuel, tend non seulement à révolutionner le commerce du bétail au Canada, mais entraînera une nouvelle ère de prospérité dans la ville de Québec, où seront sans aucun doute construits les entrepôts réfrigérés ainsi que les abattoirs.

Adopté.

La Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à trois heures

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill (bill no 57) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie manufacturière de Chambly".

Bill (bill no 126) intitulé: "Loi modifiant de nouveau la loi des licences de Québec".

Bill (bill no 129) intitulé: "Loi amendant la loi 58 Victoria, chapitre 2, concernant les subsides de chemins de fer".

Et Bill (bill no 59) intitulé: "Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1896 et le 30 juin 1897, et pour d'autres fins du service public".

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre, l'état des affaires de l'hospice des soeurs de la Charité de Rimouski, pour l'année 1895. (Document de la session no 26)

Agence de la division centrale du Lac-Saint-Jean

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre, du 9 décembre 1895, pour une copie de toutes correspondances, certificats, rapports et documents quelconques relatifs à la réclamation de M. Alphonse Dumais, employé permanent du département des Terres de la couronne, pour confection du "land roll" ou terrier, en double, et du livre des ventes avec index, du territoire compris dans l'agence de la division centrale du Lac-Saint-Jean. (Document de la session no 104)

J.-E. Tremblay et J.-P. Nantel, conférenciers agricoles

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 décembre 1895, pour une copie du rapport du docteur J.-E. Tremblay, sur les conférences qu'il a données sur la Côte Nord, depuis Tadoussac à la Pointe-aux-Esquimaux, en compagnie de M. J.-P. Nantel. (Document de la session no 105)

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures et demie

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par Samuel-Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire: M. l'Orateur,

Son Honneur le lieutenant-gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil législatif.

Au Conseil législatif:

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur qui donne

alors, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent:

Loi constituant en corporation les soeurs du Précieux-Sang de Sherbrooke.

Loi modifiant de nouveau la loi concernant les dentistes.

Loi amendant la loi relative à l'entretien des prisonniers.

Loi modifiant la loi relative aux régistrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement.

Loi abrogeant la loi 57 Victoria, chapitre 11, relative à certaines taxes et licences.

Loi concernant les taxes sur les corporations et les compagnies commerciales.

Loi relative à l'élection des députés à l'Assemblée législative de Québec.

Loi amendant la loi relative aux registres des baptêmes, mariages et sépultures.

Loi modifiant la loi concernant les jurés et les jurys.

Loi concernant la clôture des inventaires en justice.

Loi amendant la loi 58 Victoria, chapitre 45, concernant la tenure des terres aux Iles-de-la-Madeleine.

Loi amendant la loi concernant les cimetières, les inhumations et les exhumations.

Loi concernant les associations de bienfaisance et de secours mutuels et les compagnies d'assurance mutuelle.

Loi amendant les dispositions spéciales relatives aux écoles publiques des cités de Montréal et de Québec.

Loi amendant de nouveau le code de procédure civile, relativement à la preuve prise par sténographie.

Loi amendant la loi des élections contestées de Québec.

Loi détachant certains lots du canton de Bulstrode, dans le comté d'Arthabaska, et les annexant à la paroisse de Sainte-Eulalie, dans le comté de Nicolet.

Loi relative à l'hôpital protestant pour les aliénés.

Loi autorisant les syndics des chemins à barrières de Montréal à racheter certaines obligations, et à émettre, dans ce but, une nouvelle série d'obligations.

Loi constituant en district électoral les Iles-de-la-Madeleine.

Loi concernant la colonisation et le développement à donner à l'industrie minière dans certaines parties de cette province.

Loi amendant le code du notariat.

Loi amendant la loi concernant la constitution de la Cour supérieure.

Loi amendant la loi de la chasse de Québec.

Loi amendant la loi concernant l'agriculture, relativement à l'Association pour l'amélioration des chemins dans la province de Québec.

Loi amendant de nouveau la loi concernant la pension de retraite des officiers publics.

Loi amendant la loi concernant les clubs pour la protection du poisson et du gibier.

Loi amendant la loi relative au service civil.

Loi amendant le code de procédure civile, relativement aux procédures en révision.

Loi amendant la loi concernant l'agriculture et la colonisation, relativement aux cercles agricoles.

Loi constituant en corporation la "Ramsay Paint Company".

Loi constituant en corporation le "Dominion College of Music", de Montréal.

Loi autorisant Joseph Lacroix à changer son nom en celui de Joseph Archambault.

Loi amendant les lois qui concernent la corporation de la cité de Québec.

Loi amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec-Central.

Loi concernant la vente de certains biens faisant partie de la succession ab intestat de feu Duncan Finlayson.

Loi modifiant la charte de la "Royal Paper Mills Company."

Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Côme-Louis-Adolphe Morisset comme notaire, après examen.

Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer central de Leeds.

Loi validant une vente faite par Benjamin Décary à James Armstrong et autres.

Loi constituant en corporation la "James Shearer Company".

Loi modifiant la loi 51-52 Victoria, chapitre 90, constituant en corporation la ville de Coaticook.

Loi divisant la municipalité du canton de Clifton, dans le comté de Compton, en deux municipalités distinctes.

Loi modifiant la charte de la "Royal Trust and Fidelity Company."

Loi constituant en corporation le "Samaritan Hospital for Women."

Loi autorisant l'aliénation de terrains dépendant de la succession de feu Raoul de Beaujeu.

Loi validant un acte de vente par Sa Grandeur monseigneur Edouard-Charles Fabre, archevêque de Montréal, et messire Calixte Ouimet à Philibert Tétreault.

Loi modifiant la charte de la ville de Westmount.

Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer urbain de Sherbrooke.

Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres Joseph-Abel Fortin, docteur en médecine de l'Université Laval.

Loi constituant en corporation l'Ecole de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal, et abrogeant les lois qui constituent en corporations l'Ecole vétérinaire de Montréal et l'Ecole vétérinaire française de Montréal.

Loi amendant la loi relative à la succession de feu François-Xavier Beaudry.

Loi constituant en corporation la "North Nation Valley Colonisation Railway Company."

Loi constituant en corporation la Compagnie des estacades des rivières Coulonge et Corneille.

Loi modifiant la loi constituant en corporation la Compagnie manufacturière de Chambly.

Loi modifiant la loi constituant en corporation

la Compagnie de gaz de Montréal et les lois qui la modifient.

Loi ratifiant et confirmant les pouvoirs conférés à la "Dominion of Canada Trusts Company" par la loi du Parlement du Canada 58-59 Victoria, chapitre 84, et autorisant ladite compagnie à exercer lesdits pouvoirs dans la province de Québec.

Loi ratifiant les actes de vente et d'adjudication entre les héritiers et représentants de Joseph Robereau-Duplessis et de son épouse, Marie-Catherine Cardinal, et Louis-Félix Robereau-Duplessis.

Loi modifiant la loi 46 Victoria, chapitre 60, autorisant Léon Montplaisir à construire un pont de péage sur la rivière Bécancour.

Loi amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer des Comtés-Unis.

Loi déclarant Louis-Georges Lecomte membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Loi relative aux biens de feu François-Xavier Beaudry, légués pour fins de charité.

Loi modifiant les diverses lois concernant la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal.

Loi concernant la succession de feu George Childs.

Loi modifiant la loi relative à la cité de Saint-Henri.

Loi constituant en corporation la Compagnie hydraulique et manufacturière de Drummondville.

Loi modifiant la charte de la compagnie dite "Montreal Safe Deposit Company."

Loi modifiant la charte du village de Senneville.

Loi amendant la loi concernant la ferme modèle de Compton.

Loi amendant la charte de la ville de Fraserville.

Loi amendant la charte de la cité de Montréal.

Loi constituant la ville de Saint-Louis en corporation.

Loi concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Coeur-de-Jésus, de Montréal.

Loi constituant en corporation l'Association protectrice de bienfaisance du Canada.

Loi amendant la charte de la cité de Montréal, relativement au coût de certaines expropriations.

Loi constituant en corporation l'Association agricole du district des Trois-Rivières.

Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Brandon et de Sainte-Émilie-de-l'Energie.

Loi détachant du comté de Bellechasse et annexant au comté de Montmagny la partie non organisée du canton d'Armagh.

Loi relative au paiement des employés des compagnies de chemins de fer.

Loi modifiant la loi concernant les corporations de ville.

Loi modifiant la loi relative à la cour du recorder de la cité de Québec.

Loi amendant le code civil, relativement aux privilèges des constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux.

Loi modifiant le code civil, relativement aux personnes qui font usage d'opium ou autre narcotique.

Loi amendement la loi concernant les enquêtes sur les affaires publiques.

Loi amendement la loi concernant les exemptions de taxes.

Loi abrogeant la loi constituant en corporation la Société de bienfaisance des journaliers de navires de Québec.

Loi amendement la loi concernant les assurances mutuelles.

Loi abrogeant la loi concernant les loteries et bazars.

Loi modifiant de nouveau la loi des licences de Québec.

Loi amendement le code de procédure civile, relativement à la Cour de magistrats de districts.

Loi amendement la loi 58 Victoria, chapitre 2, concernant les subsides aux chemins de fer.

Loi déclarant et déterminant les sommes qui peuvent être empruntées en vertu de la loi 54 Victoria, chapitre 2.

Loi concernant le paiement d'une certaine somme formant partie du subside accordé par la loi 49-50 Victoria, chapitre 77.

Loi validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des statuts refondus et ses amendements.

Loi amendement la loi concernant les droits sur les successions.

Loi amendement la loi concernant les statistiques au mouvement de la population.

Discours de l'Orateur de l'Assemblée législative:

L'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

Qu'il plaise à Votre Honneur,

Au nom de l'Assemblée législative de la province de Québec, je présente un bill intitulé: "Acte pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1896 et le 30 juin 1897, et pour d'autres fins du service public", lequel je prie humblement Votre Honneur de vouloir bien sanctionner.

A ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.

Discours du lieutenant-gouverneur:

Son Honneur le lieutenant-gouverneur s'adresse aux Membres.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

En venant clore les travaux de cette session, je tiens à vous remercier de votre diligence dans l'accomplissement de vos travaux; le soin tout particulier que vous avez apporté à la législation

publique et privée produira les plus heureux résultats.

Votre législation concernant les élections, basée sur les lois actuellement en vigueur dans le Royaume-Uni, aura l'effet d'assurer aux électeurs plus d'indépendance dans le vote, et aux tribunaux une action plus efficace pour la répression de la corruption électorale.

Les progrès agricoles que votre encouragement a déjà si largement développés, ont occupé de nouveau votre sollicitude; j'espère qu'ils continueront à attirer l'attention des Chambres et resteront l'objet le plus en vue de la politique de mon gouvernement, la prospérité agricole étant le meilleur gage du bien-être général de la population.

Je regrette que les ressources actuelles de la province n'aient pu permettre à mon gouvernement d'accéder aux demandes de subsides de chemins de fer qui lui ont été soumises. J'espère que, du moins, il saura trouver les moyens de protéger les entreprises dont l'abandon serait une perte réelle pour la province.

Grâce à sa politique d'économie, mon gouvernement a pu faire disparaître certaines taxes, et je ne doute pas que cette politique, prudemment suivie, n'apporte avant longtemps le dégrèvement d'autres impôts.

La situation financière de la province s'améliore sensiblement, et je suis certain qu'en redoublant de vigilance, mon gouvernement réussira à maintenir le crédit de la province.

Les travaux de la commission chargée de la refonte des lois de la procédure civile vous ont été soumis, et j'ai confiance que cette refonte tant désirée pourra se compléter durant la prochaine session.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie des subsides que vous lui avez généreusement votés pour les différents services publics.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

A cet instant où vous devez vous séparer pour rentrer dans vos foyers, je fais des vœux pour votre bonheur, et je prie Dieu d'étendre sa protection sur vos familles et sur tous les habitants de notre fidèle et loyale province.

Orateur du Conseil législatif:

Alors l'Orateur du Conseil législatif dit:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur que cette Législature soit prorogée jusqu'à vendredi, le trente-unième jour de janvier prochain, pour y être ici tenue; et cette Législature est, en conséquence, prorogée à vendredi, le trente-unième jour de janvier prochain.